



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

---

Établis par le  
Receveur général du Canada

---

---

# Comptes publics du Canada

# 2004

## Volume II

Détails des  
charges et des  
revenus

---

Canada<sup>ca</sup>

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2004

En vente au Canada chez  
votre libraire local  
ou par la poste auprès de  
Éditions et Services de dépôt  
TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

Téléphone: 1-613-941-5995 ou 1-800-635-7943

N° de catalogue P51-1/2004-2F

ISBN 0-660-96919-X

# VOLUME II

## *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Table des matières**

### **Section**

- Introduction
- 1. Tableaux sommaires
- 2. Affaires étrangères et Commerce international
- 3. Affaires indiennes et du Nord canadien
- 4. Agence de promotion économique du Canada atlantique
- 5. Agence des douanes et du revenu du Canada
- 6. Agriculture et Agroalimentaire
- 7. Anciens Combattants
- 8. Citoyenneté et Immigration
- 9. Conseil du Trésor
- 10. Conseil privé
- 11. Défense nationale
- 12. Développement des ressources humaines
- 13. Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
- 14. Environnement
- 15. Finances
- 16. Gouverneur général
- 17. Industrie
- 18. Justice
- 19. Parlement
- 20. Patrimoine canadien
- 21. Pêches et Océans
- 22. Ressources naturelles
- 23. Santé
- 24. Solliciteur général
- 25. Transports
- 26. Travaux publics et Services gouvernementaux
- 27. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# INTRODUCTION AUX *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

## Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les ministères et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le receveur général, et qui résume les opérations de tous les ministères et organismes. Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

## Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes. Le volume I présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement.

Le volume II présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement tandis que le volume III présente des informations et analyses supplémentaires.

Le volume II est conçu de façon à refléter d'aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget principal des dépenses. Certains tableaux et états du volume II montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

### • Provenance des autorisations

#### • Disponibles des exercices antérieurs

Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les revenus et les rentrées. Ces crédits représentent généralement soit des autorisations relatives à des fonds renouvelables, au produit de la vente de biens excédentaires de l'État ou à des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.

#### • Budget principal des dépenses et budgets supplémentaires des dépenses

Comprennent :

- les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses;
- les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

#### • Redressements et virements

Comprennent :

- les virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5,10 et 15 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
  - les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire) ou entre paiements de transfert;
  - les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État;
  - les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice.
  - le produit de la vente de biens excédentaires de l'État.
  - Total disponible pour emploi  
Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des revenus et rentrées disponibles pour être dépensés).
- ### • Utilisation des autorisations
- *Employées au cours de l'exercice*  
Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés).

- *Annulées (écart positif)*  
Autorisations de dépenses non employées qui ne peuvent être reportées à un exercice ultérieur.
- *Dépassées (écart négatif)*  
Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.
- *Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs*  
Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.
- *Employées au cours de l'exercice précédent*  
Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés). Pour les crédits ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul, en ligne avec l'énoncé «Crédits (éléments) non requis pour l'exercice en cours».

Le contenu du volume II se résume comme suit :

#### a) Tableaux sommaires (section 1)

La section 1 comprend les tableaux suivants lesquels présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles :

- Tableau 1 présente les revenus et les charges
- Tableau 2 présente les dépenses par catégorie pour chaque portefeuille ministériel
- Tableau 2a concilie le tableau 2 avec le tableau 1

Tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert

Tableau 2c présente le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels

Tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel

Tableau 3a concilie le tableau 3 avec le tableau 1

Tableau 4 présente les revenus pour chaque portefeuille ministériel

Tableau 4a concilie le tableau 4 avec le tableau 1

Tableau 4b présente les ventes de biens et de services

Tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel

Tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel

Tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives)

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations disponibles des

exercices antérieurs, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

#### b) Sections ministérielles (sections 2 à 26)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les programmes des ministères et organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des secteurs d'activité. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

- *Sommaire du portefeuille ministériel*  
Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.
- *Programmes par secteur d'activité*  
Cet état présente par programme le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque secteur d'activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).
- *Paiements de transfert*  
Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

- *Détail des montants disponibles pour être dépensés*

Cet état présente par programme la nature des revenus et rentrées lesquels augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

- *Revenus*

Cet état présente par programme la nature des revenus sous chaque catégorie principale de revenus.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1. De cette façon :

- les données de l'état des *Paiements de transfert* peuvent être retracées à l'état des *Programmes par secteur d'activité*, lesquelles peuvent ensuite être retracées au *Sommaire du portefeuille ministériel* (de la provenance et de l'utilisation des autorisations). Les données du *Sommaire du portefeuille ministériel* peuvent être retracées aux *Tableaux sommaires* (tableaux 5, 6 et 7) de la section 1.

- les données de l'état du *Détail des montants disponibles pour être dépensés* peuvent être retracées à l'état des *Programmes par secteur d'activité* et également au *tableau sommaire 3* de la section 1.

- les données de l'état des *Revenus* peuvent être retracées au *tableau sommaire 4* de la section 1.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.



# SECTION 1

## COMPTES PUBLICS DU CANADA

2003-2004

### Tableaux sommaires

#### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Tableaux sommaires —	
Tableau 1 — État des revenus et charges. ....	1.3
Tableau 2 — Dépenses ministérielles par catégorie. ....	1.4
Tableau 2a — Récapitulation des charges externes par catégorie ...	1.10
Tableau 2b — Détail des autres paiements de transfert. ....	1.11
Tableau 2c — Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels .....	1.12
Tableau 3 — Dépenses ministérielles par article courant .....	1.13
Tableau 3a — Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges .....	1.21
Tableau 4 — Revenus ministériels .....	1.22
Tableau 4a — Récapitulation des revenus externes .....	1.27
Tableau 4b — Ventes de biens et de services .....	1.29
Tableau 5 — Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel .....	1.33
Tableau 6 — Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel .....	1.39
Tableau 7 — Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives). ....	1.42
Appendices —	
Appendice 1 — Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice .....	1.48
Appendice 2 — Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits .....	1.70
Appendice 3 — Autorisations disponibles des exercices antérieurs .	1.82
Appendice 4 — Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice. ....	1.90
Appendice 5 — Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État .....	1.92

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

## TABLEAU 1

### État des revenus et charges

Le tableau 1 présente les revenus et les charges pour l'exercice financier 2003-2004. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I des *Comptes publics du Canada*.

(en milliers de dollars)

REVENUS	2003-2004	CHARGES	2003-2004
<b>REVENUS FISCAUX—</b>		<b>Paiements de transfert—</b>	
Impôt sur le revenu—		Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	26 902 370
Des particuliers	92 957 364	Autres paliers de gouvernement—	
Des sociétés	27 430 778	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	22 340 883
Autres revenus d'impôt sur le revenu	3 142 187	Accords fiscaux	9 409 237
	<i>123 530 329</i>	Paiements de remplacement pour programmes permanents	(2 700 055)
Autres taxes et droits—		Autres	342 000
Taxe sur les produits et services	28 285 774		<i>29 392 065</i>
Taxes sur l'énergie—		Prestations d'assurance-emploi	15 057 691
Taxe d'accise—Essence	3 989 943	Prestation fiscale canadienne pour enfants	8 061 931
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	962 050	Autres paiements de transfert	22 963 629
	<i>4 951 993</i>		
Droits de douane à l'importation	2 887 025	<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>102 377 686</b>
Autres taxes et droits d'accise—		<b>Autres charges de programmes—</b>	
Droits d'accise	4 085 587	Charges des sociétés d'État	6 565 687
Cotisation de sécurité sociale pour passagers aériens	409 559	Affaires étrangères et Commerce international	1 697 491
Diverses taxes et droits d'accise	744 734	Agence des douanes et du revenu du Canada	5 320 224
	<i>5 239 880</i>	Agriculture et Agroalimentaire	1 354 178
	<i>41 364 672</i>	Conseil du Trésor	1 560 167
<b>TOTAL DES REVENUS FISCAUX</b>	<b>164 895 001</b>	Défense nationale	12 869 269
<b>COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI</b>	<b>17 545 840</b>	Développement des ressources humaines	2 904 985
<b>AUTRES REVENUS—</b>		Environnement	1 318 096
Revenus des Sociétés d'État—		Industrie	2 117 583
Sociétés d'État consolidées	1 662 716	Justice	1 028 140
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques—		Pêches et Océans	1 397 884
Quote-part des bénéfices annuels	3 710 710	Santé	1 837 717
Intérêt et autres	547 366	Solliciteur général	4 651 382
	<i>5 920 792</i>	Travaux publics et Services gouvernementaux	2 348 294
Revenus des autres programmes—		Autres portefeuilles ministériels	4 346 394
Revenus de placements	571 272	<b>Total des autres charges de programmes</b>	<b>51 317 491</b>
Ventes de biens et de services	5 025 898	<b>Total des charges de programmes</b>	<b>153 695 177</b>
Revenus divers	2 498 403	<b>Frais de la dette publique</b>	<b>35 768 705</b>
	<i>8 095 573</i>	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>189 463 882</b>
Revenus des opérations en devises—			
Compte du fonds des changes	2 432 156	<b>EXCÉDENT</b>	<b>9 082 827</b>
Fonds monétaire international	(418 541)		
Autres	75 888		
	<i>2 089 503</i>		
<b>TOTAL DES AUTRES REVENUS</b>	<b>16 105 868</b>		
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>198 546 709</b>		

TABLEAU 2

## Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» présente le total des dépenses nettes rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert <sup>(1)</sup>					Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse <sup>(2)</sup>	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres				
<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>									
	Ministère	...	...	...	...	469 285	469 285	1 276 846	...	1 746 131
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	16 274	...	16 274
	Agence canadienne de développement international	...	...	...	...	2 244 029	2 244 029	319 557	...	2 563 586
	Exportation et développement Canada	...	...	...	...	...	...	167 487	...	167 487
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	110 278	...	110 278
	Commission mixte internationale	...	...	...	...	...	...	10 261	...	10 261
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	...	...	...	...	...	...	2 119	...	2 119
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>2 713 314</b>	<b>2 713 314</b>	<b>1 902 822</b>	...	<b>4 616 136</b>
<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>									
	Ministère	...	...	...	...	4 794 389	4 794 389	665 079	...	5 459 468
	Commission canadienne des affaires polaires	...	...	...	...	25	25	947	...	972
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>4 794 414</b>	<b>4 794 414</b>	<b>666 026</b>	...	<b>5 460 440</b>
<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>									
	Ministère	...	...	...	...	352 172	352 172	85 393	...	437 565
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	28 295	...	28 295
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>352 172</b>	<b>352 172</b>	<b>113 688</b>	...	<b>465 860</b>
<b>5</b>	<b>Agence des douanes et du revenu du Canada</b>									
	Ministère	...	...	...	...	267 351	267 351	3 482 816	...	3 750 167
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	222 210	...	222 210
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>267 351</b>	<b>267 351</b>	<b>3 705 026</b>	...	<b>3 972 377</b>

<b>6</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>								
	Ministère	...	...	...	3 989 518	3 989 518	702 338	...	4 691 856
	Commission canadienne du lait	...	...	...	...	...	3 218	...	3 218
	Agence canadienne d'inspection des aliments	...	...	...	9 495	9 495	458 576	...	468 071
	Commission canadienne des grains	...	...	...	...	...	28 577	...	28 577
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	<b>3 999 013</b>	<b>3 999 013</b>	<b>1 192 709</b>	...	<b>5 191 722</b>
<b>7</b>	<b>Anciens Combattants</b>	...	...	...	<b>1 786 185</b>	<b>1 786 185</b>	<b>796 739</b>	...	<b>2 582 924</b>
<b>8</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>								
	Ministère	...	...	...	368 971	368 971	658 483	...	1 027 454
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	...	...	...	122 843	...	122 843
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	<b>368 971</b>	<b>368 971</b>	<b>781 326</b>	...	<b>1 150 297</b>
<b>9</b>	<b>Conseil du Trésor</b>	...	...	...	<b>17 125</b>	<b>17 125</b>	<b>1 644 696</b>	...	<b>1 661 821</b>
<b>10</b>	<b>Conseil privé</b>								
	Ministère	...	...	...	7 786	7 786	130 431	...	138 217
	Centre canadien de gestion	...	...	...	168	168	34 298	...	34 466
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	...	5 261	...	5 261
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	...	32 057	...	32 057
	Directeur général des élections	...	...	...	22 248	22 248	87 504	...	109 752
	Commissaire aux langues officielles	...	...	...	...	...	18 212	...	18 212
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	...	...	4 888	...	4 888
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	...	...	...	4 614	4 614	72 752	...	77 366
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	2 076	...	2 076
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	<b>34 816</b>	<b>34 816</b>	<b>387 479</b>	...	<b>422 295</b>
<b>11</b>	<b>Défense nationale</b>								
	Ministère	...	...	...	290 219	290 219	12 895 396	...	13 185 615
	Comité des griefs des Forces canadiennes	...	...	...	...	...	6 513	...	6 513
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	...	...	...	...	...	3 566	...	3 566
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	<b>290 219</b>	<b>290 219</b>	<b>12 905 475</b>	...	<b>13 195 694</b>
<b>12</b>	<b>Développement des ressources humaines</b>								
	Ministère	26 902 416	...	...	1 809 271	28 711 687	864 776	...	29 576 463
	Conseil canadien des relations industrielles	...	...	...	...	...	12 934	...	12 934
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	...	...	...	...	...	1 468	...	1 468

TABLEAU 2

**Dépenses ministérielles par catégorie—Suite**  
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert <sup>(1)</sup>					Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse <sup>(2)</sup>	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres				
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	...	4 019	...	4 019	
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>26 902 416</b>	...	...	...	<b>1 809 271</b>	<b>28 711 687</b>	<b>883 197</b>	<b>29 594 884</b>	
<b>13</b>	<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>	...	...	...	...	<b>270 224</b>	<b>270 224</b>	<b>45 505</b>	<b>315 729</b>	
<b>14</b>	<b>Environnement</b>	...	...	...	...	269 099	269 099	738 448	1 007 547	
	Ministère	...	...	...	...	269 099	269 099	738 448	1 007 547	
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	2 091 821	...	2 091 821	
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	...	...	749	749	15 983	16 732	
	Bureau de l'infrastructure du Canada	...	...	...	...	55 320	55 320	18 563	73 883	
	Agence Parcs Canada	...	...	...	...	6 746	6 746	505 207	511 953	
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>331 914</b>	<b>331 914</b>	<b>3 370 022</b>	<b>3 701 936</b>	
<b>15</b>	<b>Finances</b>	...	24 825 000	8 733 152	(2 700 055)	1 779 823	32 637 920	660 426	35 931 364	
	Ministère	...	24 825 000	8 733 152	(2 700 055)	1 779 823	32 637 920	660 426	35 931 364	
	Vérificateur général	...	...	...	...	379	379	71 383	71 762	
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	...	...	...	...	9 324	9 324	
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	...	...	...	...	6 013	6 013	
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	...	...	...	...	...	...	31 792	31 792	
	Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	...	...	...	...	4 498	4 498	
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>24 825 000</b>	<b>8 733 152</b>	<b>(2 700 055)</b>	<b>1 780 202</b>	<b>32 638 299</b>	<b>783 436</b>	<b>35 931 364</b>	
<b>16</b>	<b>Gouverneur général</b>	...	...	...	...	<b>280</b>	<b>280</b>	<b>19 052</b>	<b>19 332</b>	
<b>17</b>	<b>Industrie</b>	...	...	...	...	1 415 587	1 415 587	505 865	1 921 452	
	Ministère	...	...	...	...	1 415 587	1 415 587	505 865	1 921 452	
	Agence spatiale canadienne	...	...	...	...	57 147	57 147	223 506	280 653	
	Commission canadienne du tourisme	...	...	...	...	...	...	100 300	100 300	
	Tribunal de la concurrence	...	...	...	...	...	...	1 882	1 882	

	Commission du droit d'auteur	...	...	...	...	...	2 440	...	2 440
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	...	...	...	338 786	338 786	46 537	...	385 323
	Conseil national de recherches du Canada	...	...	...	133 456	133 456	572 029	...	705 485
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	...	697 424	697 424	35 156	...	732 580
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	...	436 377	436 377	20 735	...	457 112
	Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	7 041	...	7 041
	Statistique Canada	...	...	...	561	561	427 505	...	428 066
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	<b>3 079 338</b>	<b>3 079 338</b>	<b>1 942 996</b>	...	<b>5 022 334</b>
<b>18</b>	<b>Justice</b>								
	Ministère	...	...	...	418 916	418 916	574 504	...	993 420
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	22 225	...	22 225
	Tribunal canadien des droits de la personne	...	...	...	...	...	4 314	...	4 314
	Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	...	...	331 094	...	331 094
	Service administratif des tribunaux judiciaires	...	...	...	...	...	54 414	...	54 414
	Commission du droit du Canada	...	...	...	...	...	3 613	...	3 613
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	...	...	...	16 560	...	16 560
	Cour suprême du Canada	...	...	...	...	...	27 499	...	27 499
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	<b>418 916</b>	<b>418 916</b>	<b>1 034 223</b>	...	<b>1 453 139</b>
<b>19</b>	<b>Parlement</b>								
	Sénat	...	...	...	818	818	71 373	...	72 191
	Chambre des communes	...	...	...	1 133	1 133	332 000	...	333 133
	Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	...	28 162	...	28 162
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	<b>1 951</b>	<b>1 951</b>	<b>431 535</b>	...	<b>433 486</b>
<b>20</b>	<b>Patrimoine canadien</b>								
	Ministère	...	...	...	869 645	869 645	249 541	...	1 119 186
	Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	153 420	...	153 420
	Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	1 066 311	...	1 066 311
	Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	102 194	...	102 194
	Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	42 875	...	42 875
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	...	...	...	8 191	...	8 191
	Archives nationales du Canada	...	...	...	3 118	3 118	57 251	...	60 369
	Corporation du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	31 032	...	31 032
	Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	...	...	8 911	...	8 911
	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...	114 377	...	114 377
	Office national du film	...	...	...	297	297	67 016	...	67 313
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	44 982	...	44 982
	Bibliothèque nationale	...	...	...	32	32	41 917	...	41 949
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	36 280	...	36 280
	Commission de la fonction publique	...	...	...	...	...	140 293	...	140 293
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	...	...	...	7 406	...	7 406

TABLEAU 2

**Dépenses ministérielles par catégorie—Fin**  
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert <sup>(1)</sup>						Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes	
		Prestations de sécurité de la vieillesse <sup>(2)</sup>	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres	Total des paiements de transfert			Autres dépenses de programmes
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	...	...	...	11 109	11 109	12 728	...	23 837
	Téléfilm Canada	...	...	...	...	...	...	127 861	...	127 861
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>884 201</b>	<b>884 201</b>	<b>2 312 586</b>	...	<b>3 196 787</b>
<b>21</b>	<b>Pêches et Océans</b>	...	...	...	...	<b>79 681</b>	<b>79 681</b>	<b>1 345 858</b>	...	<b>1 425 539</b>
<b>22</b>	<b>Ressources naturelles</b>									
	Ministère	...	...	...	...	626 155	626 155	589 615	...	1 215 770
	Énergie atomique du Canada limitée	...	...	...	...	...	...	178 772	...	178 772
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	...	...	448	448	67 133	...	67 581
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	62 800	...	62 800
	Office national de l'énergie	...	...	...	...	...	...	35 190	...	35 190
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	...	...	204	...	204
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>626 603</b>	<b>626 603</b>	<b>933 714</b>	...	<b>1 560 317</b>
<b>23</b>	<b>Santé</b>									
	Ministère	...	...	...	...	2 317 725	2 317 725	1 775 978	...	4 093 703
	Instituts de recherche en santé du Canada	...	...	...	...	646 851	646 851	39 366	...	686 217
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	...	3 735	...	3 735
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	...	4 290	...	4 290
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>2 964 576</b>	<b>2 964 576</b>	<b>1 823 369</b>	...	<b>4 787 945</b>
<b>24</b>	<b>Solliciteur général</b>									
	Ministère	...	...	...	...	57 034	57 034	61 403	...	118 437
	Centre canadien des armes à feu	...	...	...	...	15 692	15 692	85 890	...	101 582
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	268 145	...	268 145
	Service correctionnel	...	...	...	...	2 908	2 908	1 523 195	...	1 526 103
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	...	...	...	35 669	...	35 669
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	...	...	...	...	...	...	2 790	...	2 790
	Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	56 338	56 338	1 838 015	...	1 894 353



Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	774	...	774
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	4 903	...	4 903
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>131 972</b>	<b>131 972</b>	<b>3 820 784</b>	...	<b>3 952 756</b>
<b>25 Transports</b>									
Ministère	...	...	...	...	363 502	363 502	1 100 247	...	1 463 749
Office des transports du Canada	...	...	...	...	...	...	27 367	...	27 367
Tribunal d'appel des transports du Canada	...	...	...	...	...	...	1 362	...	1 362
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>363 502</b>	<b>363 502</b>	<b>1 128 976</b>	...	<b>1 492 478</b>
<b>26 Travaux publics et Services gouvernementaux</b>									
Ministère	...	...	...	...	(558)	(558)	2 330 306	...	2 329 748
Communication Canada	...	...	...	...	14 769	14 769	91 843	...	106 612
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	<b>14 211</b>	<b>14 211</b>	<b>2 422 149</b>	...	<b>2 436 360</b>
<b>Total des dépenses ministérielles nettes</b>	<b>26 902 416</b>	<b>24 825 000</b>	<b>8 733 152</b>	<b>(2 700 055)</b>	<b>27 380 422</b>	<b>85 140 935</b>	<b>46 393 388</b>	<b>35 931 364</b>	<b>167 465 687</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Les paiements de transfert pour les prestations d'assurance-emploi et la prestation fiscale canadienne pour enfants sont présentés au tableau 2a.

(2) Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

TABLEAU 2a

## Récapitulation des charges externes par catégorie

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les revenus affectés aux charges, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État consolidées et l'élimination des charges internes. La différence entre les charges externes totales et les charges externes nettes constitue les revenus affectés aux charges, les crédits et remboursements fiscaux, et les revenus des sociétés d'État consolidées.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État consolidées	Charges internes	CHARGES EXTERNES NETTES	Revenus affectés aux charges	Crédits et rembour- sements fiscaux	Revenus des Sociétés d'État consolidées	CHARGES EXTERNES TOTALES
<b>Paiements de transfert—</b>										
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	26 902 416	...	(46)	...	...	26 902 370	...	...	...	26 902 370
<i>Autres paliers de gouvernement —</i>										
Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	24 825 000	...	(2 484 117)	...	...	22 340 883	...	...	...	22 340 883
Accords fiscaux	8 733 152	...	676 085	...	...	9 409 237	...	...	...	9 409 237
Paiements de remplacement pour programmes permanents	(2 700 055)	...	...	...	...	(2 700 055)	...	...	...	(2 700 055)
Autres	...	...	342 000	...	...	342 000	...	...	...	342 000
<i>Total des autres paliers de gouvernement</i>	<i>30 858 097</i>	...	<i>(1 466 032)</i>	...	...	<i>29 392 065</i>	...	...	...	<i>29 392 065</i>
Prestations d'assurance-emploi	...	15 057 691	...	...	...	15 057 691	...	...	...	15 057 691
Prestation fiscale canadienne pour enfants	...	...	...	...	...	...	8 061 931	...	...	8 061 931
Autres paiements de transfert <sup>(1)</sup>	27 380 422	155 209	(4 572 002)	...	...	22 963 629	...	...	...	22 963 629
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>85 140 935</b>	<b>15 212 900</b>	<b>(6 038 080)</b>	...	...	<b>94 315 755</b>	...	<b>8 061 931</b>	...	<b>102 377 686</b>
<b>Autres charges de programmes—</b>										
Charges des sociétés d'État	...	...	...	4 902 971	...	4 902 971	...	...	1 662 716	6 565 687
Affaires étrangères et Commerce international	1 902 822	...	(277 535)	(103 500)	8 821	1 530 608	166 883	...	...	1 697 491
Agence des douanes et du revenu du Canada	3 705 026	...	1 774 493	(222 210)	(5 899)	5 251 410	68 814	...	...	5 320 224
Agriculture et Agroalimentaire	1 192 709	...	42 886	...	(13 554)	1 222 041	132 137	...	...	1 354 178
Conseil du Trésor	1 644 696	...	8 259	(84 469)	(8 319)	1 560 167	...	...	...	1 560 167
Défense nationale	12 905 475	(95 456)	(295 071)	...	(65 946)	12 449 002	420 267	...	...	12 869 269
Développement des ressources humaines	883 197	1 490 316	287 061	...	(79 721)	2 580 853	324 132	...	...	2 904 985
Environnement	3 370 022	6 939	7 919	(2 091 821)	(17 611)	1 275 448	42 648	...	...	1 318 096
Industrie	1 942 996	...	91 184	(107 341)	(4 686)	1 922 153	195 430	...	...	2 117 583
Justice	1 034 223	...	(1 197)	...	(5 120)	1 027 906	234	...	...	1 028 140
Pêches et Océans	1 345 858	198	38 444	...	(26 786)	1 357 714	40 170	...	...	1 397 884
Santé	1 823 369	8	(22 096)	...	(11 994)	1 789 287	48 430	...	...	1 837 717
Solliciteur général	3 820 784	...	(144 761)	...	(57 223)	3 618 800	1 032 582	...	...	4 651 382
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 422 149	37 470	(223 180)	...	(80 399)	2 156 040	192 254	...	...	2 348 294
Autres portefeuilles ministériels <sup>(2)</sup>	8 400 062	(250 280)	(1 461 579)	(2 754 863)	851	3 934 191	412 203	...	...	4 346 394
<b>Total des autres charges de programmes</b>	<b>46 393 388</b>	<b>1 189 195</b>	<b>(175 173)</b>	<b>(461 233)</b>	<b>(367 586)</b>	<b>46 578 591</b>	<b>3 076 184</b>	...	<b>1 662 716</b>	<b>51 317 491</b>
<b>Total des charges de programmes</b>	<b>131 534 323</b>	<b>16 402 095</b>	<b>(6 213 253)</b>	<b>(461 233)</b>	<b>(367 586)</b>	<b>140 894 346</b>	<b>3 076 184</b>	<b>8 061 931</b>	<b>1 662 716</b>	<b>153 695 177</b>
<b>Frais de la dette publique</b>	<b>35 931 364</b>	<b>(1 108 456)</b>	<b>945 797</b>	...	...	<b>35 768 705</b>	...	...	...	<b>35 768 705</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>167 465 687</b>	<b>15 293 639</b>	<b>(5 267 456)</b>	<b>(461 233)</b>	<b>(367 586)</b>	<b>176 663 051</b>	<b>3 076 184</b>	<b>8 061 931</b>	<b>1 662 716</b>	<b>189 463 882</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

(2) Le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels est présenté au tableau 2c.

## TABLEAU 2b

### Détail des autres paiements de transfert

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert rapportés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements coursus et autres	Sociétés d'État consolidées	Charges internes	CHARGES EXTERNES NETTES	Revenus affectés aux charges	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus des Sociétés d'État consolidées	CHARGES EXTERNES TOTALES
Affaires étrangères et Commerce international	2 713 314	...	(29 847)	...	...	2 683 467	...	...	...	2 683 467
Affaires indiennes et du Nord canadien	4 794 414	...	...	...	...	4 794 414	...	...	...	4 794 414
Agence de promotion économique du Canada atlantique	352 172	...	(53 430)	...	...	298 742	...	...	...	298 742
Agence des douanes et du revenu du Canada	267 351	...	...	...	...	267 351	...	...	...	267 351
Agriculture et Agroalimentaire	3 999 013	63 609	(142 563)	...	...	3 920 059	...	...	...	3 920 059
Anciens Combattants	1 786 185	...	(1 764 520)	...	...	21 665	...	...	...	21 665
Citoyenneté et Immigration	368 971	...	5 190	...	...	374 161	...	...	...	374 161
Conseil du Trésor	17 125	...	(539)	...	...	16 586	...	...	...	16 586
Conseil privé	34 816	...	(16 538)	...	...	18 278	...	...	...	18 278
Défense nationale	290 219	...	(11 453)	...	...	278 766	...	...	...	278 766
Développement des ressources humaines	1 809 271	91 600	131 175	...	...	2 032 046	...	...	...	2 032 046
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	270 224	...	(6 936)	...	...	263 288	...	...	...	263 288
Environnement	331 914	...	(113)	...	...	331 801	...	...	...	331 801
Finances	1 780 202	...	(1 499 915)	...	...	280 287	...	...	...	280 287
Gouverneur général	280	...	(280)	...	...	...	...	...	...	...
Industrie	3 079 338	...	(668 671)	...	...	2 410 667	...	...	...	2 410 667
Justice	418 916	...	(415)	...	...	418 501	...	...	...	418 501
Parlement	1 951	...	(171)	...	...	1 780	...	...	...	1 780
Patrimoine canadien	884 201	...	1 051	...	...	885 252	...	...	...	885 252
Pêches et Océans	79 681	...	...	...	...	79 681	...	...	...	79 681
Ressources naturelles	626 603	...	(6 494)	...	...	620 109	...	...	...	620 109
Santé	2 964 576	...	(500 762)	...	...	2 463 814	...	...	...	2 463 814
Solliciteur général	131 972	...	(6 239)	...	...	125 733	...	...	...	125 733
Transports	363 502	...	(51 922)	...	...	311 580	...	...	...	311 580
Travaux publics et Services gouvernementaux	14 211	...	690	...	...	14 901	...	...	...	14 901
Total partiel	27 380 422	155 209	(4 622 702)	...	...	22 912 929	...	...	...	22 912 929
Provision pour évaluation et autres éléments	...	...	50 700	...	...	50 700	...	...	...	50 700
Total des autres paiements de transfert	27 380 422	155 209	(4 572 002)	...	...	22 963 629	...	...	...	22 963 629

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

## TABLEAU 2c

## Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels

Le tableau 2c présente le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels rapportées au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements coursus et autres	Sociétés d'État consolidées	Charges internes	CHARGES EXTERNES NETTES	Revenus affectés aux charges	Crédits et rembour- sements fiscaux	Revenus des Sociétés d'État consolidées	CHARGES EXTERNES TOTALES
Affaires indiennes et du Nord canadien	666 026	(138)	30 988	(33 542)	(8 760)	654 574	...	...	...	654 574
Agence de promotion économique du Canada atlantique	113 688	...	26 816	(28 295)	(1 509)	110 700	...	...	...	110 700
Anciens Combattants	796 739	...	(6 590)	...	17 804	807 953	...	...	...	807 953
Citoyenneté et Immigration	781 326	...	(65 023)	...	28 177	744 480	...	...	...	744 480
Conseil privé	387 479	...	(5 460)	...	(6 212)	375 807	...	...	...	375 807
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	45 505	...	(773)	...	1 136	45 868	...	...	...	45 868
Finances	783 436	...	(506 344)	...	(1 911)	275 181	67 261	...	...	342 442
Gouverneur général	19 052	...	278	...	45	19 375	...	...	...	19 375
Parlement	431 535	...	1 354	...	(842)	432 047	1 206	...	...	433 253
Patrimoine canadien	2 312 586	...	(7 551)	(1 739 965)	(7 067)	558 003	47 157	...	...	605 160
Ressources naturelles	933 714	788	1 459	(241 572)	(5 870)	688 519	32 947	...	...	721 466
Transports	1 128 976	8 133	135 391	(711 489)	(14 140)	546 871	263 632	...	...	810 503
Total partiel	8 400 062	8 783	(395 455)	(2 754 863)	851	5 259 378	412 203	...	...	5 671 581
Provision pour évaluation et autres éléments	...	(259 063)	(1 066 124)	...	...	(1 325 187)	...	...	...	(1 325 187)
Total des autres charges de programmes	8 400 062	(250 280)	(1 461 579)	(2 754 863)	851	3 934 191	412 203	...	...	4 346 394

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

**TABEAU 3**

**Dépenses ministérielles par article courant**

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les revenus affectés aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne «Total des dépenses brutes» représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des revenus affectés aux dépenses. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» présente le total des dépenses rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux <sup>(1)</sup> Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages <sup>(2)</sup> (8)	Acquisition de matériel et d'outillage <sup>(3)</sup> (9)	Paiements de transfert <sup>(4)</sup> (10)	Frais de la dette publique <sup>(5)</sup> (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Revenus externes	Revenus internes	Total		
<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>																	
	Ministère	715 855	144 569	12 080	189 941	141 859	49 708	52 160	36 373	94 045	469 285	...	14 765	1 920 640	166 883	7 626	174 509	1 746 131
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	16 274	16 274	...	...	...	16 274
	Agence canadienne de développement international	135 769	13 999	595	48 280	3 911	6 583	1 173	...	3 566	2 244 029	...	105 681	2 563 586	...	...	...	2 563 586
	Exportation et développement Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	167 487	167 487	...	...	...	167 487
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	110 278	110 278	...	...	...	110 278
	Commission mixte internationale	3 855	836	145	4 729	357	21	106	...	212	...	...	10 261	...	...	...	...	10 261
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	937	145	8	866	53	12	33	...	57	...	...	2 119	...	...	...	...	2 119
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>856 416</b>	<b>159 549</b>	<b>12 828</b>	<b>243 816</b>	<b>146 180</b>	<b>56 324</b>	<b>53 472</b>	<b>36 373</b>	<b>97 880</b>	<b>2 713 314</b>	<b>...</b>	<b>414 493</b>	<b>4 790 645</b>	<b>166 883</b>	<b>7 626</b>	<b>174 509</b>	<b>4 616 136</b>
<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>																	
	Ministère	293 415	44 478	6 522	145 675	10 335	9 046	15 812	6 486	20 411	4 794 389	...	112 899	5 459 468	...	...	...	5 459 468
	Commission canadienne des affaires polaires	414	132	52	150	101	4	10	...	71	25	...	972	...	...	...	...	972
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>293 829</b>	<b>44 610</b>	<b>6 574</b>	<b>145 825</b>	<b>10 436</b>	<b>9 050</b>	<b>15 822</b>	<b>6 486</b>	<b>20 482</b>	<b>4 794 414</b>	<b>...</b>	<b>112 912</b>	<b>5 460 440</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>5 460 440</b>

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*  
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux <sup>(1)</sup> Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages <sup>(2)</sup> (8)	Acquisition de matériel et d'outillage <sup>(3)</sup> (9)	Paiements de transfert <sup>(4)</sup> (10)	Frais de la dette pu- blique <sup>(5)</sup> (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes		
													Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total	
<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>																	
	Ministère	52 867	7 307	2 285	17 294	1 498	1 692	955	...	1 997	352 172	...	(502)	437 565	...	...	...	437 565
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	28 295	28 295	...	...	...	28 295
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>52 867</b>	<b>7 307</b>	<b>2 285</b>	<b>17 294</b>	<b>1 498</b>	<b>1 692</b>	<b>955</b>	<b>...</b>	<b>1 997</b>	<b>352 172</b>	<b>...</b>	<b>27 793</b>	<b>465 860</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>465 860</b>
<b>5</b>	<b>Agence des douanes et du revenu du Canada</b>																	
	Ministère	3 003 438	174 313	6 297	168 694	10 866	84 598	49 492	10 142	111 273	267 351	...	10 450	3 896 914	68 814	77 933	146 747	3 750 167
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	222 210	222 210	...	...	...	222 210
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>3 003 438</b>	<b>174 313</b>	<b>6 297</b>	<b>168 694</b>	<b>10 866</b>	<b>84 598</b>	<b>49 492</b>	<b>10 142</b>	<b>111 273</b>	<b>267 351</b>	<b>...</b>	<b>232 660</b>	<b>4 119 124</b>	<b>68 814</b>	<b>77 933</b>	<b>146 747</b>	<b>3 972 377</b>
<b>6</b>	<b>Agriculture et Agro- alimentaire</b>																	
	Ministère	440 145	37 204	6 288	108 561	8 034	21 663	41 658	4 648	66 076	3 989 518	...	7 090	4 730 885	39 029	...	39 029	4 691 856
	Commission canadienne du lait	4 637	445	60	682	348	14	44	...	219	...	...	(3 231)	3 218	...	...	...	3 218
	Agence canadienne d'inspec- tion des aliments	384 662	29 408	1 435	55 378	2 762	9 785	16 583	77	17 503	9 495	...	548	527 636	58 961	604	59 565	468 071
	Commission canadienne des grains	48 896	3 482	275	2 113	3 734	533	777	...	2 685	...	...	229	62 724	34 147	...	34 147	28 577
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>878 340</b>	<b>70 539</b>	<b>8 058</b>	<b>166 734</b>	<b>14 878</b>	<b>31 995</b>	<b>59 062</b>	<b>4 725</b>	<b>86 483</b>	<b>3 999 013</b>	<b>...</b>	<b>4 636</b>	<b>5 324 463</b>	<b>132 137</b>	<b>604</b>	<b>132 741</b>	<b>5 191 722</b>
<b>7</b>	<b>Anciens Combattants</b>	<b>234 890</b>	<b>30 850</b>	<b>1 769</b>	<b>289 329</b>	<b>8 831</b>	<b>10 160</b>	<b>204 335</b>	<b>6 385</b>	<b>5 267</b>	<b>1 786 185</b>	<b>...</b>	<b>4 923</b>	<b>2 582 924</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>2 582 924</b>
<b>8</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>																	
	Ministère	375 389	39 131	5 837	171 055	4 144	8 842	10 231	1 834	26 939	368 971	...	15 081	1 027 454	...	...	...	1 027 454
	Commission de l'immigra- tion et du statut de réfugié du Canada	91 100	3 983	260	18 444	918	1 857	1 235	...	5 093	...	...	(47)	122 843	...	...	...	122 843
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>466 489</b>	<b>43 114</b>	<b>6 097</b>	<b>189 499</b>	<b>5 062</b>	<b>10 699</b>	<b>11 466</b>	<b>1 834</b>	<b>32 032</b>	<b>368 971</b>	<b>...</b>	<b>15 034</b>	<b>1 150 297</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>1 150 297</b>

<b>9</b>	<b>Conseil du Trésor</b>	<b>1 644 789</b>	<b>6 629</b>	<b>2 625</b>	<b>49 727</b>	<b>1 189</b>	<b>1 847</b>	<b>2 053</b>	...	<b>5 967</b>	<b>17 125</b>	...	<b>80 459</b>	<b>1 812 410</b>	...	<b>150 589</b>	<b>150 589</b>	<b>1 661 821</b>
<b>10</b>	<b>Conseil privé</b>																	
	Ministère	88 368	7 736	3 617	15 759	1 623	3 071	1 967	...	8 024	7 786	...	266	138 217	...	...	...	138 217
	Centre canadien de gestion Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	17 164	1 519	1 144	10 330	445	722	868	...	2 100	168	...	6	34 466	...	...	...	34 466
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	2 484	994	67	688	492	60	39	...	282	...	...	155	5 261	...	...	...	5 261
	Directeur général des élections	23 358	1 986	304	3 473	75	649	400	...	1 808	...	...	4	32 057	...	...	...	32 057
	Commissaire aux langues officielles	34 184	5 714	9 697	23 592	5 232	2 098	921	1 088	4 968	22 248	...	10	109 752	...	...	...	109 752
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	12 066	945	681	3 502	110	53	295	...	555	...	...	5	18 212	...	...	...	18 212
	Bureau du Canada sur le rè- glement des questions des pensionnats autochtones	2 461	465	556	1 047	159	27	46	...	126	...	...	1	4 888	...	...	...	4 888
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	25 177	2 498	1 540	22 956	773	571	297	...	1 625	4 614	...	17 315	77 366	...	...	...	77 366
		1 345	204	73	307	16	51	28	...	52	...	...	...	2 076	...	...	...	2 076
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>206 607</b>	<b>22 061</b>	<b>17 679</b>	<b>81 654</b>	<b>8 925</b>	<b>7 302</b>	<b>4 861</b>	<b>1 088</b>	<b>19 540</b>	<b>34 816</b>	...	<b>17 762</b>	<b>422 295</b>	...	...	...	<b>422 295</b>
<b>11</b>	<b>Défense nationale</b>																	
	Ministère	6 483 501	656 546	25 722	1 802 559	228 726	956 956	794 968	256 485	1 915 239	290 219	...	208 149	13 619 070	420 267	13 188	433 455	13 185 615
	Comité des griefs des Forces canadiennes	4 008	200	26	1 402	715	17	34	...	108	...	...	3	6 513	...	...	...	6 513
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	2 186	144	124	797	216	3	48	...	47	...	...	1	3 566	...	...	...	3 566
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>6 489 695</b>	<b>656 890</b>	<b>25 872</b>	<b>1 804 758</b>	<b>229 657</b>	<b>956 976</b>	<b>795 050</b>	<b>256 485</b>	<b>1 915 394</b>	<b>290 219</b>	...	<b>208 153</b>	<b>13 629 149</b>	<b>420 267</b>	<b>13 188</b>	<b>433 455</b>	<b>13 195 694</b>
<b>12</b>	<b>Développement des ressources humaines</b>																	
	Ministère	1 595 722	120 794	29 504	402 330	201 581	23 464	11 975	...	50 932	28 711 687	...	106 983	31 254 972	320 951	1 357 558	1 678 509	29 576 463
	Conseil canadien des relations industrielles	9 338	1 208	34	1 573	287	135	165	...	188	...	...	6	12 934	...	...	...	12 934
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	939	75	47	327	18	8	29	...	25	...	...	...	1 468	...	...	...	1 468
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	5 803	183	262	991	20	147	191	...	209	...	...	1	7 807	3 182	606	3 788	4 019
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 611 802</b>	<b>122 260</b>	<b>29 847</b>	<b>405 221</b>	<b>201 906</b>	<b>23 754</b>	<b>12 360</b>	...	<b>51 354</b>	<b>28 711 687</b>	...	<b>106 990</b>	<b>31 277 181</b>	<b>324 133</b>	<b>1 358 164</b>	<b>1 682 297</b>	<b>29 594 884</b>

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*  
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux <sup>(1)</sup> (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages <sup>(2)</sup> (8)	Acquisition de matériel et d'outillage <sup>(3)</sup> (9)	Paiements de transfert <sup>(4)</sup> (10)	Frais de la dette pu- blique <sup>(5)</sup> (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total
<b>13</b>	<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>	<b>30 211</b>	<b>3 588</b>	<b>1 346</b>	<b>7 587</b>	<b>718</b>	<b>364</b>	<b>830</b>	...	<b>830</b>	<b>270 224</b>	...	<b>31</b>	<b>315 729</b>	...	...	...	<b>315 729</b>
<b>14</b>	<b>Environnement</b>																	
	Ministère	481 017	56 283	7 026	112 221	22 797	11 614	24 336	5 176	46 573	269 099	...	47 507	1 083 649	42 533	33 569	76 102	1 007 547
	Société canadienne d'hypo- thèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 091 821	2 091 821	...	...	...	2 091 821
	Agence canadienne d'évalu- ation environnementale	10 433	1 178	411	3 225	265	4	231	...	327	749	...	175	16 998	115	151	266	16 732
	Bureau de l'infrastructure du Canada	7 478	747	433	8 539	141	89	185	116	834	55 320	...	1	73 883	...	...	...	73 883
	Agence Parcs Canada	264 062	24 252	8 805	69 541	24 477	26 546	30 245	16 024	21 219	6 746	...	20 036	511 953	...	...	...	511 953
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>762 990</b>	<b>82 460</b>	<b>16 675</b>	<b>193 526</b>	<b>47 680</b>	<b>38 253</b>	<b>54 997</b>	<b>21 316</b>	<b>68 953</b>	<b>331 914</b>	...	<b>2 159 540</b>	<b>3 778 304</b>	<b>42 648</b>	<b>33 720</b>	<b>76 368</b>	<b>3 701 936</b>
<b>15</b>	<b>Finances</b>																	
	Ministère	75 044	7 810	1 468	13 776	827	1 150	49 177	...	4 542	32 637 920	35 931 364	518 674	69 241 752	31	12 011	12 042	69 229 710
	Vérificateur général	53 523	4 563	392	7 589	346	1 251	429	...	3 097	379	...	193	71 762	...	...	...	71 762
	Tribunal canadien du com- merce extérieur	7 643	303	73	635	35	160	177	...	299	...	...	(1)	9 324	...	...	...	9 324
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	3 178	177	230	1 630	511	41	38	7	66	...	...	135	6 013	...	...	...	6 013
	Centre d'analyse des opé- rations et déclarations financières du Canada	17 254	2 018	246	4 789	2 628	1 744	444	...	2 080	...	...	589	31 792	...	...	...	31 792
	Bureau du surintendant des institutions financières	54 248	4 208	1 031	7 799	4 326	697	886	344	2 278	...	...	199	76 016	67 230	4 288	71 518	4 498
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>210 890</b>	<b>19 079</b>	<b>3 440</b>	<b>36 218</b>	<b>8 673</b>	<b>5 043</b>	<b>51 151</b>	<b>351</b>	<b>12 362</b>	<b>32 638 299</b>	<b>35 931 364</b>	<b>519 789</b>	<b>69 436 659</b>	<b>67 261</b>	<b>16 299</b>	<b>83 560</b>	<b>69 353 099</b>
<b>16</b>	<b>Gouverneur général</b>	<b>12 413</b>	<b>1 493</b>	<b>629</b>	<b>2 067</b>	<b>228</b>	<b>63</b>	<b>1 314</b>	...	<b>861</b>	<b>280</b>	...	<b>(16)</b>	<b>19 332</b>	...	...	...	<b>19 332</b>
<b>17</b>	<b>Industrie</b>																	
	Ministère	468 901	45 210	8 179	99 966	10 068	10 073	10 261	1 615	19 840	1 415 587	...	(1 817)	2 087 883	159 740	6 691	166 431	1 921 452
	Agence spatiale canadienne	54 654	7 148	992	126 458	690	3 365	3 123	...	24 764	57 147	...	2 312	280 653	...	...	...	280 653
	Commission canadienne du tourisme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	100 300	100 300	...	...	...	100 300



Tribunal de la concurrence	988	95	11	645	5	2	41	...	(4)	...	...	99	1 882	...	...	...	1 882
Commission du droit d'auteur	1 467	137	80	489	46	124	39	...	62	...	...	(4)	2 440	...	...	...	2 440
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	33 275	2 718	1 733	6 073	946	113	332	90	1 248	338 786	...	9	385 323	...	...	...	385 323
Conseil national de recherches du Canada	339 864	24 229	5 222	51 540	4 225	13 043	42 748	37 948	68 507	133 456	...	(15 297)	705 485	...	...	...	705 485
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	21 776	3 475	1 450	5 597	342	572	569	...	1 730	697 424	...	(355)	732 580	...	...	...	732 580
Conseil de recherches en sciences humaines	12 999	1 291	875	3 806	257	303	124	...	1 065	436 377	...	15	457 112	...	...	...	457 112
Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7 041	7 041	...	...	...	7 041
Statistique Canada	446 124	20 677	2 234	31 144	2 962	10 892	12 862	...	4 200	561	...	75	531 731	35 690	67 975	103 665	428 066
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 380 048</b>	<b>104 980</b>	<b>20 776</b>	<b>325 718</b>	<b>19 541</b>	<b>38 487</b>	<b>70 099</b>	<b>39 653</b>	<b>121 412</b>	<b>3 079 338</b>	<b>...</b>	<b>92 378</b>	<b>5 292 430</b>	<b>195 430</b>	<b>74 666</b>	<b>270 096</b>	<b>5 022 334</b>
<b>18 Justice</b>																	
Ministère	442 477	21 638	6 427	72 607	6 779	1 696	6 082	352	9 688	418 916	...	6 758	993 420	...	...	...	993 420
Commission canadienne des droits de la personne	17 454	1 084	221	2 575	196	189	244	20	239	...	...	3	22 225	...	...	...	22 225
Tribunal canadien des droits de la personne	2 166	419	30	1 034	330	198	30	...	107	...	...	...	4 314	...	...	...	4 314
Commissaire à la magistrature fédérale	298 115	22 932	132	4 244	77	77	179	...	357	...	...	5 215	331 328	234	...	234	331 094
Service administratif des tribunaux judiciaires	37 602	2 845	415	8 510	603	1 314	1 865	...	1 126	...	...	134	54 414	...	...	...	54 414
Commission du droit du Canada	1 403	235	452	1 074	80	24	21	305	19	...	...	...	3 613	...	...	...	3 613
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	12 910	600	289	1 660	130	340	164	...	497	...	...	(30)	16 560	...	...	...	16 560
Cour suprême du Canada	16 713	1 263	347	5 531	147	509	1 373	...	1 470	...	...	146	27 499	...	...	...	27 499
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>828 840</b>	<b>51 016</b>	<b>8 313</b>	<b>97 235</b>	<b>8 342</b>	<b>4 347</b>	<b>9 958</b>	<b>677</b>	<b>13 503</b>	<b>418 916</b>	<b>...</b>	<b>12 226</b>	<b>1 453 373</b>	<b>234</b>	<b>...</b>	<b>234</b>	<b>1 453 139</b>
<b>19 Parlement</b>																	
Sénat	48 784	10 443	125	5 783	288	949	1 238	...	3 753	818	...	10	72 191	...	...	...	72 191
Chambre des communes	242 430	40 137	5 760	15 274	8 234	3 848	6 925	...	10 187	1 133	...	218	334 146	1 002	11	1 013	333 133
Bibliothèque du Parlement	22 635	460	208	1 961	263	326	1 728	...	783	...	...	1	28 365	203	...	203	28 162
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>313 849</b>	<b>51 040</b>	<b>6 093</b>	<b>23 018</b>	<b>8 785</b>	<b>5 123</b>	<b>9 891</b>	<b>...</b>	<b>14 723</b>	<b>1 951</b>	<b>...</b>	<b>229</b>	<b>434 702</b>	<b>1 205</b>	<b>11</b>	<b>1 216</b>	<b>433 486</b>
<b>20 Patrimoine canadien</b>																	
Ministère	159 829	18 622	10 041	44 198	3 085	1 971	6 123	...	8 670	869 645	...	635	1 122 819	3 440	193	3 633	1 119 186
Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	153 420	153 420	...	...	...	153 420
Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 066 311	1 066 311	...	...	...	1 066 311
Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	102 194	102 194	...	...	...	102 194
Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	42 875	42 875	...	...	...	42 875

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*  
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux <sup>(1)</sup> (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages <sup>(2)</sup> (8)	Acquisition de matériel et d'outillage <sup>(3)</sup> (9)	Paiements de transfert <sup>(4)</sup> (10)	Frais de la dette pu- blique <sup>(5)</sup> (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes
														Revenus externes	Revenus internes	Total					
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	33 929	1 369	1 282	3 525	257	523	402	...	807	...	...	1 190	43 284	35 093	...	35 093	8 191			
	Archives nationales du Canada	41 987	1 593	367	7 955	304	880	1 737	...	2 875	3 118	...	(124)	60 692	323	...	323	60 369			
	Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	31 032	31 032	...	...	...	31 032			
	Commission des champs de bataille nationaux	2 927	85	160	799	20	386	626	194	79	...	...	3 635	8 911	...	...	...	8 911			
	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	114 377	114 377	...	...	...	114 377			
	Office national du film	37 702	4 285	1 589	16 479	9 252	928	1 616	...	2 627	297	...	1 882	76 657	8 077	1 267	9 344	67 313			
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	44 982	44 982	...	...	...	44 982			
	Bibliothèque nationale	31 300	1 404	115	4 099	199	1 178	1 944	...	2 093	32	...	(415)	41 949	...	...	...	41 949			
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	36 280	36 280	...	...	...	36 280			
	Commission de la fonction publique	117 839	5 939	982	19 873	1 429	1 610	1 431	...	2 877	...	...	2 418	154 398	224	13 881	14 105	140 293			
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	5 109	494	44	992	182	106	187	...	292	...	...	...	7 406	...	...	...	7 406			
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	9 191	697	366	1 893	67	173	110	...	115	11 109	...	116	23 837	...	...	...	23 837			
	Téléfilm Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	127 861	127 861	...	...	...	127 861			
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>439 813</b>	<b>34 488</b>	<b>14 946</b>	<b>99 813</b>	<b>14 795</b>	<b>7 755</b>	<b>14 176</b>	<b>194</b>	<b>20 435</b>	<b>884 201</b>	<b>...</b>	<b>1 728 669</b>	<b>3 259 285</b>	<b>47 157</b>	<b>15 341</b>	<b>62 498</b>	<b>3 196 787</b>			
<b>21</b>	<b>Pêches et Océans</b>	<b>773 496</b>	<b>66 040</b>	<b>5 736</b>	<b>167 630</b>	<b>26 920</b>	<b>138 346</b>	<b>72 344</b>	<b>43 258</b>	<b>79 963</b>	<b>79 681</b>	<b>...</b>	<b>13 090</b>	<b>1 466 504</b>	<b>40 170</b>	<b>795</b>	<b>40 965</b>	<b>1 425 539</b>			
<b>22</b>	<b>Ressources naturelles</b>																				
	Ministère	371 419	35 703	15 085	119 664	11 184	9 740	20 347	4 820	26 199	626 155	...	12 843	1 253 159	32 947	4 442	37 389	1 215 770			
	Énergie atomique du Canada limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	178 772	178 772	...	...	...	178 772			
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	47 074	5 189	563	9 157	360	979	740	...	3 071	448	...	...	67 581	...	...	...	67 581			
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	62 800	62 800	...	...	...	62 800			
	Office national de l'énergie	26 667	2 187	260	3 482	647	470	551	...	862	...	...	64	35 190	...	...	...	35 190			

Administration du pipe-line du Nord	100	19	2	62	10	...	...	...	11	...	...	...	204	...	...	...	204
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>445 260</b>	<b>43 098</b>	<b>15 910</b>	<b>132 365</b>	<b>12 201</b>	<b>11 189</b>	<b>21 638</b>	<b>4 820</b>	<b>30 143</b>	<b>626 603</b>	<b>...</b>	<b>254 479</b>	<b>1 597 706</b>	<b>32 947</b>	<b>4 442</b>	<b>37 389</b>	<b>1 560 317</b>
<b>23 Santé</b>																	
Ministère	741 163	166 790	31 775	398 365	19 808	39 543	351 139	2 841	72 530	2 317 725	...	5 514	4 147 193	48 430	5 060	53 490	4 093 703
Instituts de recherche en santé du Canada	21 632	5 177	1 495	7 925	342	34	602	...	2 663	646 851	...	(504)	686 217	...	...	...	686 217
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	2 664	101	46	632	15	9	41	...	96	...	...	131	3 735	...	...	...	3 735
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	3 188	163	61	423	12	49	154	...	156	...	...	84	4 290	...	...	...	4 290
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>768 647</b>	<b>172 231</b>	<b>33 377</b>	<b>407 345</b>	<b>20 177</b>	<b>39 635</b>	<b>351 936</b>	<b>2 841</b>	<b>75 445</b>	<b>2 964 576</b>	<b>...</b>	<b>5 225</b>	<b>4 841 435</b>	<b>48 430</b>	<b>5 060</b>	<b>53 490</b>	<b>4 787 945</b>
<b>24 Solliciteur général</b>																	
Ministère	28 409	2 350	624	26 998	314	295	643	...	1 753	57 034	...	17	118 437	...	...	...	118 437
Service canadien du renseignement de sécurité	149 417	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	118 728	268 145	...	...	...	268 145
Centre canadien des armes à feu	24 804	5 360	466	50 984	1 165	2 047	332	11	606	15 692	...	115	101 582	...	...	...	101 582
Service correctionnel	1 008 793	33 920	965	212 845	7 432	21 946	120 475	74 189	44 190	2 908	...	75 431	1 603 094	26 375	50 616	76 991	1 526 103
Commission nationale des libérations conditionnelles	28 384	2 122	145	3 429	131	94	285	...	1 070	...	...	9	35 669	...	...	...	35 669
Bureau de l'enquêteur correctionnel	2 249	258	21	187	11	2	24	...	39	...	...	(1)	2 790	...	...	...	2 790
Gendarmerie royale du Canada	1 936 401	158 096	1 981	222 732	69 186	79 111	89 831	55 463	187 221	56 338	...	66 097	2 922 457	1 006 207	21 897	1 028 104	1 894 353
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	599	17	33	104	8	...	10	...	3	...	...	...	774	...	...	...	774
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	3 577	140	110	833	40	19	79	...	105	...	...	...	4 903	...	...	...	4 903
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>3 182 633</b>	<b>202 263</b>	<b>4 345</b>	<b>518 112</b>	<b>78 287</b>	<b>103 514</b>	<b>211 679</b>	<b>129 663</b>	<b>234 987</b>	<b>131 972</b>	<b>...</b>	<b>260 396</b>	<b>5 057 851</b>	<b>1 032 582</b>	<b>72 513</b>	<b>1 105 095</b>	<b>3 952 756</b>
<b>25 Transports</b>																	
Ministère	397 357	38 738	5 368	138 598	4 873	24 043	15 901	8 369	35 285	363 502	...	727 665	1 759 699	263 632	32 318	295 950	1 463 749
Office des transports du Canada	22 770	1 234	377	1 604	107	213	313	...	746	...	...	3	27 367	...	...	...	27 367
Tribunal d'appel des transports du Canada	677	168	5	358	15	30	56	...	51	...	...	2	1 362	...	...	...	1 362
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>420 804</b>	<b>40 140</b>	<b>5 750</b>	<b>140 560</b>	<b>4 995</b>	<b>24 286</b>	<b>16 270</b>	<b>8 369</b>	<b>36 082</b>	<b>363 502</b>	<b>...</b>	<b>727 670</b>	<b>1 788 428</b>	<b>263 632</b>	<b>32 318</b>	<b>295 950</b>	<b>1 492 478</b>

TABLEAU 3

## Dépenses ministérielles par article courant—Fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux <sup>(1)</sup>	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages <sup>(2)</sup>	Acquisition de matériel et d'outillage <sup>(3)</sup>	Paiements de transfert <sup>(4)</sup>	Frais de la dette pu- blique <sup>(5)</sup>	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses brutes (1)-(12)	Total des dépenses ministérielles nettes	
														Revenus externes	Revenus internes	Total			
<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>																		
	Ministère	1 011 516	237 127	8 285	839 434	722 248	759 264	184 845	219 142	104 591	(558)	...	344 052	4 429 946	188 333	1 911 865	2 100 198	2 329 748	
	Communication Canada	39 836	8 102	23 358	24 615	1 367	1 285	3 231	...	2 026	14 769	...	141	118 730	3 921	8 197	12 118	106 612	
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 051 352</b>	<b>245 229</b>	<b>31 643</b>	<b>864 049</b>	<b>723 615</b>	<b>760 549</b>	<b>188 076</b>	<b>219 142</b>	<b>106 617</b>	<b>14 211</b>	<b>...</b>	<b>344 193</b>	<b>4 548 676</b>	<b>192 254</b>	<b>1 920 062</b>	<b>2 112 316</b>	<b>2 436 360</b>	
	<b>Total des dépenses ministérielles nettes</b>	<b>26 360 408</b>	<b>2 455 267</b>	<b>288 910</b>	<b>6 577 794</b>	<b>1 614 385</b>	<b>2 371 351</b>	<b>2 283 287</b>	<b>793 802</b>	<b>3 163 985</b>	<b>85 140 935</b>	<b>35 931 364</b>	<b>7 343 714</b>	<b>174 325 202</b>	<b>3 076 184</b>	<b>3 783 331</b>	<b>6 859 515</b>	<b>167 465 687</b>	

Notes : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

<sup>(1)</sup> Des renseignements additionnels sont fournis à la section 4 du volume III.<sup>(2)</sup> Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume III.<sup>(3)</sup> Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume III.<sup>(4)</sup> Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume III.<sup>(5)</sup> Des renseignements additionnels sont fournis à la section 8 du volume III.

**TABEAU 3a**

**Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges**

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec le total des charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes et des revenus internes affectés aux charges.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	TOTAL DES CHARGES	Moins :		TOTAL DES CHARGES EXTERNES
							Charges internes	Revenus internes affectés aux charges	
Paiements de transfert	85 140 935	15 212 900	(6 038 080)	...	8 061 931	102 377 686	...	...	102 377 686
Sociétés d'État	...	...	...	6 083 654	...	6 083 654	...	...	6 083 654
Personnel	26 360 408	(354 519)	(1 148 786)	...	...	24 857 103	...	...	24 857 103
Transports et communications	2 455 267	...	(15 170)	...	...	2 440 097	15 288	172 447	2 252 362
Information	288 910	...	(3 501)	...	...	285 409	1 547	17 449	266 413
Services professionnels et spéciaux	6 577 794	...	(260 903)	...	...	6 316 891	119 626	1 349 393	4 847 872
Location	1 614 385	...	(36 311)	...	...	1 578 074	37 443	422 363	1 118 268
Services de réparation et d'entretien	2 371 351	...	(512 314)	...	...	1 859 037	25 334	285 768	1 547 935
Services publics, fournitures et approvisionnements	2 283 287	...	(90 146)	...	...	2 193 141	5 818	65 625	2 121 698
Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	793 802	...	(793 802)	...	...	...	...	...	...
Acquisition de matériel et d'outillage	3 163 985	...	(3 163 985)	...	...	...	...	...	...
Frais de la dette publique	35 931 364	(1 108 456)	945 797	...	...	35 768 705	...	...	35 768 705
Autres subventions et paiements	7 343 714	113 668	2 573 458	(5 364 204)	...	4 666 636	16 511	186 259	4 463 866
Charges d'amortissement	...	...	3 219 646	281 637	...	3 501 283	...	...	3 501 283
Perte sur cession d'actif	...	...	56 641	200 396	...	257 037	...	...	257 037
<b>Total brut</b>	<b>174 325 202</b>	<b>13 863 593</b>	<b>(5 267 456)</b>	<b>1 201 483</b>	<b>8 061 931</b>	<b>192 184 753</b>	<b>221 567</b>	<b>2 499 304</b>	<b>189 463 882</b>
Autres éléments :									
Compte d'assurance-emploi	...	1 430 046	...	...	...	1 430 046	146 019	1 284 027	...
Moins :									
Revenus affectés aux charges—									
Revenus externes	3 076 184	...	...	...	...	3 076 184	...	...	3 076 184
Revenus internes	3 783 331	...	...	...	...	3 783 331	...	3 783 331	...
Revenus des sociétés d'État consolidées	...	...	...	1 662 716	...	1 662 716	...	...	1 662 716
Crédits et remboursements fiscaux	...	...	...	...	8 061 931	8 061 931	...	...	8 061 931
	(6 859 515)	1 430 046	...	(1 662 716)	(8 061 931)	(15 154 116)	146 019	(2 499 304)	(12 800 831)
<b>Total net</b>	<b>167 465 687</b>	<b>15 293 639</b>	<b>(5 267 456)</b>	<b>(461 233)</b>	<b>...</b>	<b>177 030 637</b>	<b>367 586</b>	<b>...</b>	<b>176 663 051</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 4

## Revenus ministériels

Le tableau 4 présente les revenus pour chaque portefeuille ministériel.

La colonne «Total des revenus ministériels» représente les revenus provenant de toutes sources. Elle représente les revenus fiscaux et les autres revenus de sources externes et internes. Elle présente le total des revenus ministériels rapporté à l'état des «Revenus» dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Autres revenus				Total des autres revenus	Total des revenus ministériels	
			Revenus de placements <sup>(1)</sup>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services <sup>(2)</sup>	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers <sup>(3)</sup>
<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>								
	Ministère	...	500	11 420	228 042	2 505	55 216	297 683	297 683
	Agence canadienne de développement international	...	2 570	31 494	(33)	...	106 468	140 499	140 499
	Exportation et développement Canada	...	108 953	...	...	...	...	108 953	108 953
	Commission mixte internationale	...	...	28	...	...	543	571	571
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	...	...	1	...	...	112	113	113
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>112 023</b>	<b>42 943</b>	<b>228 009</b>	<b>2 505</b>	<b>162 339</b>	<b>547 819</b>	<b>547 819</b>
<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>	...	<b>109 526</b>	<b>17 666</b>	<b>74 913</b>	<b>104</b>	<b>10 417</b>	<b>212 626</b>	<b>212 626</b>
<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>	...	<b>75</b>	<b>5 880</b>	<b>5 182</b>	<b>5</b>	<b>60 540</b>	<b>71 682</b>	<b>71 682</b>
<b>5</b>	<b>Agence des douanes et du revenu du Canada</b>	<b>157 019 070</b>	<b>17 900</b>	<b>3 350</b>	<b>212 690</b>	<b>482</b>	<b>1 965 663</b>	<b>2 200 085</b>	<b>159 219 155</b>
<b>6</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>								
	Ministère	...	588	148 706	47 887	2 371	3 983	203 535	203 535
	Agence canadienne d'inspection des aliments	...	...	...	53 821	426	633	54 880	54 880
	Commission canadienne des grains	...	...	...	34 058	56	...	34 114	34 114
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>588</b>	<b>148 706</b>	<b>135 766</b>	<b>2 853</b>	<b>4 616</b>	<b>292 529</b>	<b>292 529</b>

<b>7 Anciens Combattants</b>	...	<b>5</b>	<b>8 575</b>	<b>23 176</b>	<b>58</b>	<b>3 040</b>	<b>34 854</b>	<b>34 854</b>
<hr/>								
<b>8 Citoyenneté et Immigration</b>								
Ministère	...	899	4 010	475 036	22	2 542	482 509	482 509
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	98	...	7	...	105	105
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>899</b>	<b>4 108</b>	<b>475 036</b>	<b>29</b>	<b>2 542</b>	<b>482 614</b>	<b>482 614</b>
<hr/>								
<b>9 Conseil du Trésor</b>	...	...	<b>1 013</b>	<b>2 249</b>	<b>7</b>	<b>17 255</b>	<b>20 524</b>	<b>20 524</b>
<hr/>								
<b>10 Conseil privé</b>								
Ministère	...	...	472	...	36	24	532	532
Centre canadien de gestion	...	...	48	12 715	14	5	12 782	12 782
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	1	...	...	1 110	1 111	1 111
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	37	2	101	4	144	144
Directeur général des élections	...	...	42	...	4	12	58	58
Commissaire aux langues officielles	...	...	8	...	2	...	10	10
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	8	...	...	8	8
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	...	...	973	...	...	...	973	973
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	83	...	...	...	83	83
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	<b>1 664</b>	<b>12 725</b>	<b>157</b>	<b>1 155</b>	<b>15 701</b>	<b>15 701</b>
<hr/>								
<b>11 Défense nationale</b>								
Ministère	...	609	178 375	417 672	22 728	16 538	635 922	635 922
Comité des griefs des Forces canadiennes	...	...	103	...	...	...	103	103
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	...	...	1	...	...	...	1	1
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>609</b>	<b>178 479</b>	<b>417 672</b>	<b>22 728</b>	<b>16 538</b>	<b>636 026</b>	<b>636 026</b>
<hr/>								
<b>12 Développement des ressources humaines</b>								
Ministère	...	230 330	17 262	3	259	168 295	416 149	416 149
Conseil canadien des relations industrielles	...	...	(6)	1	...	...	(5)	(5)
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	3 836	...	...	3 836	3 836
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>230 330</b>	<b>17 256</b>	<b>3 840</b>	<b>259</b>	<b>168 295</b>	<b>419 980</b>	<b>419 980</b>
<hr/>								
<b>13 Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>	...	...	<b>2 828</b>	<b>14 660</b>	<b>8</b>	<b>19 488</b>	<b>36 984</b>	<b>36 984</b>

## TABLEAU 4

## Revenus ministériels—Suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus					Total des autres revenus	Total des revenus ministériels	
		Revenus fiscaux	Revenus de placements <sup>(1)</sup>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services <sup>(2)</sup>	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers <sup>(3)</sup>
<b>14</b>	<b>Environnement</b>								
	Ministère	...	...	1 119	83 046	337	587	85 089	85 089
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	481 586	...	...	...	31 440	513 026	513 026
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	1	266	...	...	267	267
	Bureau de l'infrastructure du Canada	...	...	90	...	...	...	90	90
	Agence Parcs Canada	...	...	...	...	...	84 342	84 342	84 342
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>481 586</b>	<b>1 210</b>	<b>83 312</b>	<b>337</b>	<b>116 369</b>	<b>682 814</b>	<b>682 814</b>
<b>15</b>	<b>Finances</b>								
	Ministère	...	4 661 579	1 020	12 073	1	251 987	4 926 660	4 926 660
	Vérificateur général	...	...	100	...	3	728	831	831
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	1	...	2	1	4	4
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	...	6 231	...	...	6 231	6 231
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	...	...	20	...	8	...	28	28
	Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	...	76 603	...	(2)	76 601	76 601
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>4 661 579</b>	<b>1 141</b>	<b>94 907</b>	<b>14</b>	<b>252 714</b>	<b>5 010 355</b>	<b>5 010 355</b>
<b>16</b>	<b>Gouverneur général</b>	...	...	...	...	<b>1</b>	<b>131</b>	<b>132</b>	<b>132</b>
<b>17</b>	<b>Industrie</b>								
	Ministère	...	13 612	7 202	289 906	265	100 420	411 405	411 405
	Agence spatiale canadienne	...	...	250	3 984	18	26	4 278	4 278
	Tribunal de la concurrence	...	...	...	...	2	...	2	2
	Commission du droit d'auteur	...	...	4	...	...	...	4	4
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	...	...	1 960	19 481	10	31 299	52 750	52 750
	Conseil national de recherches du Canada	...	...	2 112	89 490	160	1 400	93 162	93 162
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	1 024	...	...	3	1 027	1 027
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	710	...	2	3	715	715
	Statistique Canada	...	...	29	103 665	8	902	104 604	104 604
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>13 612</b>	<b>13 291</b>	<b>506 526</b>	<b>465</b>	<b>134 053</b>	<b>667 947</b>	<b>667 947</b>



<b>18</b>	<b>Justice</b>								
	Ministère	...	...	1 689	6 261	20	133 522	141 492	141 492
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	33	...	...	1	34	34
	Tribunal canadien des droits de la personne	...	...	7	...	...	...	7	7
	Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	234	...	9 989	10 223	10 223
	Service administratif des tribunaux judiciaires	...	...	113	1 408	69	4 361	5 951	5 951
	Commission du droit du Canada	...	...	22	...	...	...	22	22
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	151	...	14	...	165	165
	Cour suprême du Canada	...	...	78	134	23	69	304	304
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	<b>2 093</b>	<b>8 037</b>	<b>126</b>	<b>147 942</b>	<b>158 198</b>	<b>158 198</b>
<b>19</b>	<b>Parlement</b>								
	Sénat	...	...	296	...	...	38	334	334
	Chambre des communes	...	...	670	95	45	873	1 683	1 683
	Bibliothèque du Parlement	...	...	...	802	...	...	802	802
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	<b>966</b>	<b>897</b>	<b>45</b>	<b>911</b>	<b>2 819</b>	<b>2 819</b>
<b>20</b>	<b>Patrimoine canadien</b>								
	Ministère	...	...	8 467	3 604	20	59 374	71 465	71 465
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	28	150 260	4	57	150 349	150 349
	Archives nationales du Canada	...	...	119	371	152	10	652	652
	Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	...	...	1 418	1 418	1 418
	Office national du film	...	...	...	8 586	...	...	8 586	8 586
	Bibliothèque nationale	...	...	131	...	68	51	250	250
	Commission de la fonction publique	...	...	322	14 301	6	310	14 939	14 939
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	2	...	...	...	2	2
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	...	11	...	...	...	11	11
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	<b>9 080</b>	<b>177 122</b>	<b>250</b>	<b>61 220</b>	<b>247 672</b>	<b>247 672</b>
<b>21</b>	<b>Pêches et Océans</b>	...	<b>107</b>	<b>3 172</b>	<b>95 308</b>	<b>750</b>	<b>2 341</b>	<b>101 678</b>	<b>101 678</b>
<b>22</b>	<b>Ressources naturelles</b>								
	Ministère	...	153	4 197	161 677	210	8	166 245	166 245
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	129	42 133	2	6 461	48 725	48 725
	Office national de l'énergie	...	...	280	39 552	7	...	39 839	39 839
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	654	...	...	654	654
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>153</b>	<b>4 606</b>	<b>244 016</b>	<b>219</b>	<b>6 469</b>	<b>255 463</b>	<b>255 463</b>

## TABLEAU 4

## Revenus ministériels—Fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus					Total des autres revenus	Total des revenus ministériels	
		Revenus fiscaux	Revenus de placements <sup>(1)</sup>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services <sup>(2)</sup>	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers <sup>(3)</sup>
<b>23</b>	<b>Santé</b>								
	Ministère	...	...	48 174	65 875	220	50	114 319	114 319
	Instituts de recherche en santé du Canada	...	...	3 039	...	...	2	3 041	3 041
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	481	...	...	481	481
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	11	7 835	...	...	7 846	7 846
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	<b>51 224</b>	<b>74 191</b>	<b>220</b>	<b>52</b>	<b>125 687</b>	<b>125 687</b>
<b>24</b>	<b>Solliciteur général</b>								
	Ministère	...	...	7 167	...	...	31	7 198	7 198
	Centre canadien des armes à feu	...	...	16 360	54	...	3	16 417	16 417
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	537	2 975	712	33	4 257	4 257
	Service correctionnel	...	...	2 631	84 334	736	667	88 368	88 368
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	26	728	9	1	764	764
	Gendarmerie royale du Canada	...	24	5 387	1 063 294	5 197	...	1 073 902	1 073 902
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>24</b>	<b>32 108</b>	<b>1 151 385</b>	<b>6 654</b>	<b>735</b>	<b>1 190 906</b>	<b>1 190 906</b>
<b>25</b>	<b>Transports</b>								
	Ministère	...	15 774	3 727	324 512	2 760	23 015	369 788	369 788
	Office des transports du Canada	...	...	60	13	...	13	86	86
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>15 774</b>	<b>3 787</b>	<b>324 525</b>	<b>2 760</b>	<b>23 028</b>	<b>369 874</b>	<b>369 874</b>
<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>								
	Ministère	...	...	11 569	2 038 471	202	47 714	2 097 956	2 097 956
	Communication Canada	...	...	1 561	11 836	7	...	13 404	13 404
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	<b>13 130</b>	<b>2 050 307</b>	<b>209</b>	<b>47 714</b>	<b>2 111 360</b>	<b>2 111 360</b>
	<b>Total des revenus ministériels</b>	<b>157 019 070</b>	<b>5 644 790</b>	<b>568 276</b>	<b>6 416 451</b>	<b>41 245</b>	<b>3 225 567</b>	<b>15 896 329</b>	<b>172 915 399</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

<sup>(1)</sup> Des renseignements additionnels sont fournis à la section 11 du volume III. Incluent les revenus de placements de 786 899 \$, les revenus des sociétés d'État de 2 400 464 \$, le compte du fonds des changes de 2 386 397 \$ et le Fonds monétaire international de 71 030 \$. Le montant total comprend 2 457 427 \$ qui se rapporte aux comptes des opérations en devises (2 386 397 \$ pour le compte du fonds des changes et 71 030 \$ pour le Fonds monétaire international) et 2 400 464 \$ pour les sociétés d'État entreprises qui ont été respectivement reclassifiés aux revenus des opérations en devises et aux revenus des sociétés d'État au tableau 4a de ce volume.

<sup>(2)</sup> Le détail des ventes de biens et de services est présenté au tableau 4b.

<sup>(3)</sup> Inclut les pièces de monnaie canadienne de 79 647 \$ et le gain net de change de 121 681 \$. Le montant de 121 681 \$ a été reclassifié aux revenus des opérations en devises au tableau 4a de ce volume.

**TABLEAU 4a**
**Récapitulation des revenus externes**

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels (tableau 4) avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les revenus des comptes à fins déterminées consolidés, des débiteurs courus et le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les autres revenus courus et reportés, l'élimination des revenus internes, les revenus des sociétés d'État et les crédits et remboursements fiscaux.

(en milliers de dollars)

	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Revenus internes <sup>(1)</sup>	Crédits et remboursements fiscaux	Sociétés d'État	TOTAL DES REVENUS EXTERNES
REVENUS FISCAUX—							
Impôt sur le revenu—							
Des particuliers	85 081 433	...	...	(186 000)	8 061 931	...	92 957 364
Des sociétés	27 430 778	...	...	...	...	...	27 430 778
Autres revenus d'impôt sur le revenu	3 142 187	...	...	...	...	...	3 142 187
	<i>115 654 398</i>	...	...	<i>(186 000)</i>	<i>8 061 931</i>	...	<i>123 530 329</i>
Autres taxes et droits—							
Taxe sur les produits et services	28 285 774	...	...	...	...	...	28 285 774
Taxes sur l'énergie—							
Taxe d'accise—Essence	3 989 943	...	...	...	...	...	3 989 943
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	962 050	...	...	...	...	...	962 050
	<i>4 951 993</i>	...	...	...	...	...	<i>4 951 993</i>
Droits de douane à l'importation	2 887 025	...	...	...	...	...	2 887 025
Autres taxes et droits d'accise—							
Droits d'accise	4 085 587	...	...	...	...	...	4 085 587
Cotisation de sécurité sociale pour passagers aériens	409 559	...	...	...	...	...	409 559
Diverses taxes et droits d'accise	744 734	...	...	...	...	...	744 734
	<i>5 239 880</i>	...	...	...	...	...	<i>5 239 880</i>
	<i>41 364 672</i>	...	...	...	...	...	<i>41 364 672</i>
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	157 019 070	...	...	(186 000)	8 061 931	...	164 895 001
COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI	...	17 545 840	...	...	...	...	17 545 840

## TABLEAU 4a

## Récapitulation des revenus externes—Fin

(en milliers de dollars)

	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements cours et autres	Revenus internes <sup>(1)</sup>	Crédits et remboursements fiscaux	Sociétés d'État	TOTAL DES REVENUS EXTERNES
AUTRES REVENUS—							
Revenus des Sociétés d'État—							
Sociétés d'État consolidées	...	...	...	...	...	1 662 716	1 662 716
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques—							
Quote-part des bénéfices annuels	1 753 889	...	...	...	...	1 956 821	3 710 710
Intérêts et autres	646 575	...	(10 567)	...	...	(88 642)	547 366
	2 400 464	...	(10 567)	...	...	3 530 895	5 920 792
Autres revenus de programmes—							
Revenus de placements	786 899	...	(196 989)	(18 638)	...	...	571 272
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	568 276	...	(543 869)	(24 407)	...	...	...
Ventes de biens et de services—							
Droits et privilèges	698 029	...	355 972	(39 994)	...	...	1 014 007
Location et utilisation de biens publics	737 826	...	133 073	(369 271)	...	...	501 628
Services de nature réglementaire	1 212 260	...	50 177	(317 102)	...	...	945 335
Services de nature non réglementaire	3 067 803	...	782 253	(1 679 365)	...	...	2 170 691
Ventes de biens et de produits d'information	341 885	...	(42 982)	(85 222)	...	...	213 681
Autres frais et droits	358 648	...	(148 904)	(29 188)	...	...	180 556
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	41 245	...	(39 710)	(1 535)	...	...	...
Revenus divers—							
Intérêt et pénalités	1 973 662	...	...	...	...	...	1 973 662
Autres	1 130 224	189 375	(492 690)	(302 168)	...	...	524 741
	10 916 757	189 375	(143 669)	(2 866 890)	...	...	8 095 573
Revenus des opérations en devises—							
Compte du fonds des changes	2 386 397	...	45 759	...	...	...	2 432 156
Fonds monétaire international	71 030	...	(489 571)	...	...	...	(418 541)
Autres	121 681	...	(45 793)	...	...	...	75 888
	2 579 108	...	(489 605)	...	...	...	2 089 503
TOTAL DES AUTRES REVENUS	15 896 329	189 375	(643 841)	(2 866 890)	...	3 530 895	16 105 868
TOTAL DES REVENUS	172 915 399	17 735 215	(643 841)	(3 052 890)	8 061 931	3 530 895	198 546 709

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

(1) Le montant total des revenus internes, qui réduit le total des autres revenus de 2 866 890 \$, comprend 367 586 \$ qui représente des dépenses internes, tel que détaillé dans le tableau 2a de ce volume et 2 499 304 \$ de revenus pour être dépensés.

## TABLEAU 4b

### Ventes de biens et de services

Le tableau 4b présente le détail des revenus provenant de la vente de biens et de services pour chaque portefeuille ministériel. Ils comprennent ceux provenant des frais d'utilisation législatifs de sources internes et externes aussi bien que des revenus provenant des autorisations de dépenser restreintes des établissements publics.

(en milliers de dollars)

	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
<b>2 Affaires étrangères et Commerce international</b>							
Ministère	158 071	8 208	56 066	8 718	...	(3 021)	228 042
Agence canadienne de développement international	...	...	...	...	...	(33)	(33)
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>158 071</b>	<b>8 208</b>	<b>56 066</b>	<b>8 718</b>	<b>...</b>	<b>(3 054)</b>	<b>228 009</b>
<b>3 Affaires indiennes et du Nord canadien</b>							
Ministère	74 852	...	...	61	...	...	74 913
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>74 852</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>61</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>74 913</b>
<b>4 Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>5 182</b>	<b>5 182</b>
<b>5 Agence des douanes et du revenu du Canada</b>	<b>2 475</b>	<b>560</b>	<b>151 352</b>	<b>28 831</b>	<b>25</b>	<b>29 447</b>	<b>212 690</b>
<b>6 Agriculture et Agroalimentaire</b>							
Ministère	5 556	4 887	25 747	638	229	10 830	47 887
Agence canadienne d'inspection des aliments	...	45	53 559	...	...	217	53 821
Commission canadienne des grains	...	...	26 196	7 781	34	47	34 058
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>5 556</b>	<b>4 932</b>	<b>105 502</b>	<b>8 419</b>	<b>263</b>	<b>11 094</b>	<b>135 766</b>
<b>7 Anciens Combattants</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>23 175</b>	<b>1</b>	<b>...</b>	<b>23 176</b>
<b>8 Citoyenneté et Immigration</b>							
Ministère	170 826	...	302 191	...	61	1 958	475 036
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>170 826</b>	<b>...</b>	<b>302 191</b>	<b>...</b>	<b>61</b>	<b>1 958</b>	<b>475 036</b>

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services—*Suite*  
(en milliers de dollars)

	Droits et privileges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
<b>9 Conseil du Trésor</b>	...	...	...	...	...	2 249	2 249
<b>10 Conseil privé</b>							
Centre canadien de gestion	...	...	...	12 715	...	...	12 715
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	...	2	2
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	...	8	...	8
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	12 715	8	2	12 725
<b>11 Défense nationale</b>							
Ministère	...	112 161	57	232 605	64 816	8 033	417 672
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	112 161	57	232 605	64 816	8 033	417 672
<b>12 Développement des ressources humaines</b>							
Ministère	...	...	...	...	...	3	3
Conseil canadien des relations industrielles	...	...	...	...	1	...	1
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	3 858	(22)	3 836
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	...	...	3 859	(19)	3 840
<b>13 Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>	...	...	14 660	...	...	...	14 660
<b>14 Environnement</b>							
Ministère	...	1 632	5 643	26 691	46 480	2 600	83 046
Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	...	265	1	...	266
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	1 632	5 643	26 956	46 481	2 600	83 312
<b>15 Finances</b>							
Ministère	...	...	...	...	56	12 017	12 073
Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	6 177	36	...	18	6 231
Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	69 483	2 923	7	4 190	76 603
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	...	75 660	2 959	63	16 225	94 907

<b>17 Industrie</b>							
Ministère	121 482	...	44 489	10 311	347	113 277	289 906
Agence spatiale canadienne	3 307	...	...	677	...	...	3 984
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	...	...	...	...	...	19 481	19 481
Conseil national de recherches du Canada	5 327	2 529	...	6 574	9 772	65 288	89 490
Statistique Canada	...	...	...	...	103 665	...	103 665
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>130 116</b>	<b>2 529</b>	<b>44 489</b>	<b>17 562</b>	<b>113 784</b>	<b>198 046</b>	<b>506 526</b>
<b>18 Justice</b>							
Ministère	...	...	6 261	...	...	...	6 261
Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	234	...	...	234
Cour fédérale du Canada	...	...	1 368	...	40	...	1 408
Cour suprême du Canada	...	2	...	...	28	104	134
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>...</b>	<b>2</b>	<b>7 629</b>	<b>234</b>	<b>68</b>	<b>104</b>	<b>8 037</b>
<b>19 Parlement</b>							
Chambre des communes	...	...	...	...	...	95	95
Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	802	...	802
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>802</b>	<b>95</b>	<b>897</b>
<b>20 Patrimoine canadien</b>							
Ministère	...	21	...	3 011	87	485	3 604
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	150 260	...	...	...	150 260
Archives nationales du Canada	...	...	...	...	371	...	371
Office national du film	3 313	...	...	...	5 336	(63)	8 586
Commission de la fonction publique	...	...	...	14 301	...	...	14 301
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>3 313</b>	<b>21</b>	<b>150 260</b>	<b>17 312</b>	<b>5 794</b>	<b>422</b>	<b>177 122</b>
<b>21 Pêches et Océans</b>	<b>49 985</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>42 987</b>	<b>2 336</b>	<b>...</b>	<b>95 308</b>
<b>22 Ressources naturelles</b>							
Ministère	75 104	568	983	21 359	8 352	55 311	161 677
Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	42 133	...	...	...	42 133
Office national de l'énergie	1	...	39 551	...	...	...	39 552
Administration du pipe-line du Nord	...	...	654	...	...	...	654
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>75 105</b>	<b>568</b>	<b>83 321</b>	<b>21 359</b>	<b>8 352</b>	<b>55 311</b>	<b>244 016</b>

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services—Fin  
(en milliers de dollars)

	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
<b>23 Santé</b>							
Ministère	22 805	450	23 859	12 405	41	6 315	65 875
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	481	481
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	7 835	7 835
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>22 805</b>	<b>450</b>	<b>23 859</b>	<b>12 405</b>	<b>41</b>	<b>14 631</b>	<b>74 191</b>
<b>24 Solliciteur général</b>							
Centre canadien des armes à feu	...	...	54	...	...	...	54
Service canadien du renseignement de sécurité	...	64	2 420	...	...	491	2 975
Service correctionnel	...	611	...	20 649	57 011	6 063	84 334
Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	728	...	...	728
Gendarmerie royale du Canada	...	...	4	1 052 093	...	11 197	1 063 294
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>...</b>	<b>675</b>	<b>2 478</b>	<b>1 073 470</b>	<b>57 011</b>	<b>17 751</b>	<b>1 151 385</b>
<b>25 Transports</b>							
Ministère	4 925	251 822	16 504	52 550	641	(1 930)	324 512
Office des transports du Canada	...	...	...	...	2	11	13
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>4 925</b>	<b>251 822</b>	<b>16 504</b>	<b>52 550</b>	<b>643</b>	<b>(1 919)</b>	<b>324 525</b>
<b>26 Travaux publics et Services gouvernementaux</b>							
Ministère	...	354 266	172 589	1 485 485	25 632	499	2 038 471
Communication Canada	...	...	...	...	11 845	(9)	11 836
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>...</b>	<b>354 266</b>	<b>172 589</b>	<b>1 485 485</b>	<b>37 477</b>	<b>490</b>	<b>2 050 307</b>
<b>Total des revenus ministériels</b>	<b>698 029</b>	<b>737 826</b>	<b>1 212 260</b>	<b>3 067 803</b>	<b>341 885</b>	<b>358 648</b>	<b>6 416 451</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.



**TABLEAU 5**

**Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel**

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements et virements								
					<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>					
15 059	1 741 343	140 134	(8 430)	1 888 106		Ministère	1 746 131	127 276	...	14 699	1 753 297
...	16 207	...	67	16 274		Corporation commerciale canadienne	16 274	...	...	...	16 631
...	2 083 283	414 264	92 137	2 589 684		Agence canadienne de développement international	2 563 586	26 098	...	...	2 310 032
...	70 000	...	97 487	167 487		Exportation et développement Canada	167 487	...	...	...	119 943
...	100 941	9 155	182	110 278		Centre de recherches pour le développement international	110 278	...	...	...	102 228
...	5 482	4 728	86	10 296		Commission mixte internationale	10 261	35	...	...	9 451
...	2 930	105	(6)	3 029		Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2 119	910	...	...	2 085
...	1 355	...	(1 355)	...		Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	...
<b>15 059</b>	<b>4 021 541</b>	<b>568 386</b>	<b>180 168</b>	<b>4 785 154</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>4 616 136</b>	<b>154 319</b>	<b>...</b>	<b>14 699</b>	<b>4 313 667</b>
					<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>					
32 253	5 261 964	321 914	13 370	5 629 501		Ministère	5 459 468	137 891	...	32 142	5 368 593
...	963	38	(3)	998		Commission canadienne des affaires polaires	972	26	...	...	932
<b>32 253</b>	<b>5 262 927</b>	<b>321 952</b>	<b>13 367</b>	<b>5 630 499</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>5 460 440</b>	<b>137 917</b>	<b>...</b>	<b>32 142</b>	<b>5 369 525</b>
					<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>					
...	...	...	446 394	446 394		Ministère	437 565	8 825	...	4	360 211
...	...	...	28 295	28 295		Société d'expansion du Cap-Breton	28 295	...	...	...	35 017
<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>474 689</b>	<b>474 689</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>465 860</b>	<b>8 825</b>	<b>...</b>	<b>4</b>	<b>395 228</b>
					<b>5</b>	<b>Agence des douanes et du revenu du Canada</b>					
141 066	3 662 279	108 095	63 711	3 975 151		Ministère	3 750 167	7 359	...	217 625	3 824 904
...	...	...	222 210	222 210		Société canadienne des postes	222 210	...	...	...	237 210
<b>141 066</b>	<b>3 662 279</b>	<b>108 095</b>	<b>285 921</b>	<b>4 197 361</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>3 972 377</b>	<b>7 359</b>	<b>...</b>	<b>217 625</b>	<b>4 062 114</b>

TABLEAU 5

## Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—Suite

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans						Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements et virements	Total disponible pour emploi							
3 976	1 308 722	2 562 748	1 183 340	5 058 786	<b>6</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>					
...	3 088	...	145	3 233		Ministère	4 691 856	363 259	...	3 671	2 692 294
25	423 145	78 721	3 066	504 957		Commission canadienne du lait	3 218	15	...	...	3 135
12 323	20 553	20 201	1 346	54 423		Agence canadienne d'inspection des aliments	468 071	36 861	...	25	476 160
						Commission canadienne des grains	28 577	4 442	...	21 404	33 474
<b>16 324</b>	<b>1 755 508</b>	<b>2 661 670</b>	<b>1 187 897</b>	<b>5 621 399</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>5 191 722</b>	<b>404 577</b>	<b>...</b>	<b>25 100</b>	<b>3 205 063</b>
...	<b>2 498 115</b>	<b>148 165</b>	<b>8 642</b>	<b>2 654 922</b>	<b>7</b>	<b>Anciens Combattants</b>	<b>2 582 924</b>	<b>71 998</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>2 475 119</b>
62	1 029 748	32 724	21 985	1 084 519	<b>8</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>					
...	135 335	...	150	135 485		Ministère	1 027 454	57 043	...	22	992 883
						Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	122 843	12 642	...	...	116 824
<b>62</b>	<b>1 165 083</b>	<b>32 724</b>	<b>22 135</b>	<b>1 220 004</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 150 297</b>	<b>69 685</b>	<b>...</b>	<b>22</b>	<b>1 109 707</b>
...	<b>2 410 594</b>	<b>469 249</b>	<b>(250 218)</b>	<b>2 629 625</b>	<b>9</b>	<b>Conseil du Trésor</b>	<b>1 661 821</b>	<b>967 797</b>	<b>...</b>	<b>7</b>	<b>1 470 518</b>
7	114 466	28 155	1 837	144 465	<b>10</b>	<b>Conseil privé</b>					
...	27 366	5 532	5 893	38 791		Ministère	138 217	6 223	...	25	137 957
...	3 930	2 197	80	6 207		Centre canadien de gestion	34 466	4 311	...	14	32 518
22	25 713	4 889	2 505	33 129		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 261	946	...	...	5 030
...	49 810	57 895	2 306	110 011		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	32 057	1 047	...	25	31 277
...	18 270	560	(77)	18 753		Directeur général des élections	109 752	259	...	...	73 586
...	5 015	35	164	5 214		Commissaire aux langues officielles	18 212	539	...	2	16 685
...	...	...	88 970	88 970		Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	4 888	326	...	...	5 341
...	6 640	1 841	(8 481)	...		Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	77 366	11 604	...	...	55 784
...	2 338	...	59	2 397		Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	...	...	...
<b>29</b>	<b>253 548</b>	<b>101 104</b>	<b>93 256</b>	<b>447 937</b>		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 076	321	...	...	2 098
						<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>422 295</b>	<b>25 576</b>	<b>...</b>	<b>66</b>	<b>360 276</b>



TABLEAU 5

## Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—Suite

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Indiquées dans						Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées		
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements et virements	Total disponible pour emploi							
...	1 614	239	114	1 967		Tribunal de la concurrence	1 882	82	...	3	1 724
...	2 471	143	(12)	2 602		Commission du droit d'auteur	2 440	162	...	...	2 357
3	447 311	77 100	(1 813)	522 601		Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	385 323	137 268	...	10	367 171
8 618	28 258	...	(28 258)	...		Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...
...	645 854	43 015	48 384	745 871		Conseil national de recherches du Canada	705 485	13 688	...	26 698	718 877
...	708 142	49 981	510	758 633		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	732 580	26 053	...	...	651 293
...	23 896	121 285	(145 181)	...		Bureau de l'infrastructure du Canada	...	...	...	...	...
...	227 105	248 501	980	476 586		Conseil de recherches en sciences humaines	457 112	19 472	...	2	186 213
...	7 504	...	20	7 524		Conseil canadien des normes	7 041	483	...	...	6 580
...	382 965	37 898	16 937	437 800		Statistique Canada	428 066	9 734	...	...	422 736
...	320 443	84 063	(404 506)	...		Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	...	...	...	...	...
<b>71 295</b>	<b>5 044 533</b>	<b>946 062</b>	<b>(371 505)</b>	<b>5 690 385</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>5 022 334</b>	<b>551 743</b>	<b>...</b>	<b>116 308</b>	<b>4 070 875</b>
					<b>18</b>	<b>Justice</b>					
1	885 081	228 839	(89 566)	1 024 355		Ministère	993 420	30 914	...	21	924 625
8	22 586	272	616	23 482		Commission canadienne des droits de la personne	22 225	1 257	...	...	23 640
...	4 202	903	71	5 176		Tribunal canadien des droits de la personne	4 314	862	...	...	3 778
...	322 509	3 828	5 247	331 584		Commissaire à la magistrature fédérale	331 094	490	...	...	315 623
...	...	5 722	51 776	57 498		Service administratif des tribunaux judiciaires	54 414	3 059	...	25	55 714
25	38 212	...	(38 237)	...		Cour fédérale du Canada	...	...	...	...	...
...	3 110	544	71	3 725		Commission du droit du Canada	3 613	112	...	...	3 122
1	16 295	1 147	...	17 443		Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	16 560	876	...	7	17 726
6	24 930	4 596	10	29 542		Cour suprême du Canada	27 499	2 021	...	22	22 387
...	12 960	...	(12 960)	...		Cour canadienne de l'impôt	...	...	...	...	...
<b>41</b>	<b>1 329 885</b>	<b>245 851</b>	<b>(82 972)</b>	<b>1 492 805</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 453 139</b>	<b>39 591</b>	<b>...</b>	<b>75</b>	<b>1 366 615</b>
					<b>19</b>	<b>Parlement</b>					
...	67 032	3 575	1 872	72 479		Sénat	72 191	288	...	...	67 794
...	324 787	15 164	(1 201)	338 750		Chambre des communes	333 133	5 617	...	...	323 135
...	27 673	750	(260)	28 163		Bibliothèque du Parlement	28 162	1	...	...	27 668
<b>...</b>	<b>419 492</b>	<b>19 489</b>	<b>411</b>	<b>439 392</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>433 486</b>	<b>5 906</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>418 597</b>



TABLEAU 5

## Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—Fin

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Indiquées dans						Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées		
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements et virements	Total disponible pour emploi							
					<b>24</b>	<b>Solliciteur général</b>					
2	110 055	21 158	1 177	132 392		Ministère	118 437	13 955	...	...	132 178
...	...	10 000	104 467	114 467		Centre canadien des armes à feu	101 582	12 885	...	...	17 534
1	259 230	8 772	5 722	273 725		Service canadien du renseignement de sécurité	268 145	5 577	...	3	252 979
14 168	1 535 863	18 676	9 513	1 578 220		Service correctionnel	1 526 103	41 983	...	10 134	1 540 261
						Commission nationale des libérations conditionnelles	35 669	1 607	...	6	36 475
15	33 282	3 393	592	37 282		Bureau de l'enquêteur correctionnel	2 790	254	...	...	3 076
...	2 922	112	10	3 044		Gendarmerie royale du Canada	1 894 353	59 334	...	1 647	1 844 135
2 749	1 697 899	169 234	85 452	1 955 334		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	774	136	...	...	822
...	861	36	13	910		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	4 903	372	...	...	4 822
...	4 677	436	162	5 275							
<b>16 935</b>	<b>3 644 789</b>	<b>231 817</b>	<b>207 108</b>	<b>4 100 649</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>3 952 756</b>	<b>136 103</b>	<b>...</b>	<b>11 790</b>	<b>3 832 282</b>
					<b>25</b>	<b>Transports</b>					
2 052	1 580 058	178 350	31 974	1 792 434		Ministère	1 463 749	326 609	...	2 076	1 252 552
...	2 071 683	81 100	(2 152 783)	...		Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...
...	222 210	...	(222 210)	...		Société canadienne des postes	...	...	...	...	...
...	26 734	1 549	427	28 710		Office des transports du Canada	27 367	1 343	...	...	27 979
...	1 289	211	8	1 508		Tribunal d'appel des transports du Canada	1 362	146	...	...	1 113
<b>2 052</b>	<b>3 901 974</b>	<b>261 210</b>	<b>(2 342 584)</b>	<b>1 822 652</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 492 478</b>	<b>328 098</b>	<b>...</b>	<b>2 076</b>	<b>1 281 644</b>
					<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>					
373 949	2 268 963	274 261	102 019	3 019 192		Ministère	2 329 748	300 890	...	388 554	2 422 903
2	98 965	38 145	4 048	141 160		Communication Canada	106 612	34 541	...	7	126 420
...	56 553	32 263	(88 816)	...		Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	...	...	...	...	...
<b>373 951</b>	<b>2 424 481</b>	<b>344 669</b>	<b>17 251</b>	<b>3 160 352</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 436 360</b>	<b>335 431</b>	<b>...</b>	<b>388 561</b>	<b>2 549 323</b>
<b>974 229</b>	<b>156 517 206</b>	<b>13 877 559</b>	<b>2 381 743</b>	<b>173 750 737</b>		<b>Total du gouvernement</b>	<b>167 465 687</b>	<b>5 242 641</b>	<b>(62 054)</b>	<b>1 104 463</b>	<b>156 784 709</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

**TABLEAU 6**

**Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel**

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
					<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>					
39 481	...	...	...	39 481		Ministère	(3 677)	...	...	43 158	(12 469)
10 000	...	...	...	10 000		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	10 000	...
9 839 376	9 540	667	(773 445)	9 076 138		Agence canadienne de développement international	100 813	627	...	8 974 698	191 892
16 509 719	1 282 000	...	5 950 016	23 741 735		Exportation et développement Canada	565 699	...	...	23 176 036	71 465
<b>26 398 576</b>	<b>1 291 540</b>	<b>667</b>	<b>5 176 571</b>	<b>32 867 354</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>662 835</b>	<b>627</b>	<b>...</b>	<b>32 203 892</b>	<b>250 888</b>
					<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>					
60 307	77 403	15 100	...	152 810		Ministère	63 613	28 877	...	60 320	58 126
<b>60 307</b>	<b>77 403</b>	<b>15 100</b>	<b>...</b>	<b>152 810</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>63 613</b>	<b>28 877</b>	<b>...</b>	<b>60 320</b>	<b>58 126</b>
					<b>5</b>	<b>Agence des douanes et du revenu du Canada</b>					
...	...	...	500 000	500 000		Société canadienne des postes	...	...	...	500 000	...
...	...	...	75 000	75 000		Monnaie royale canadienne	...	...	...	75 000	...
<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>575 000</b>	<b>575 000</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>575 000</b>	<b>...</b>
					<b>6</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>					
300 000	...	...	...	300 000		Commission canadienne du lait	30 230	...	...	269 770	(55 441)
1 802 496	...	...	294 324	2 096 820		Financement agricole Canada	...	...	...	2 096 820	...
<b>2 102 496</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>294 324</b>	<b>2 396 820</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>30 230</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>2 366 590</b>	<b>(55 441)</b>
<b>604 863</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>604 863</b>	<b>7</b>	<b>Anciens Combattants</b>	<b>(68)</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>604 931</b>	<b>(27)</b>

TABLEAU 6

## Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel—Fin

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
66 474	...	...	...	66 474	8	<b>Citoyenneté et Immigration</b>					
						Ministère	(1 031)	...	...	67 505	(3 693)
<b>66 474</b>	...	...	...	<b>66 474</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>(1 031)</b>	...	...	<b>67 505</b>	<b>(3 693)</b>
104 300	...	...	...	104 300	11	<b>Défense nationale</b>					
						Ministère	2 679	...	...	101 621	(4 960)
<b>104 300</b>	...	...	...	<b>104 300</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 679</b>	...	...	<b>101 621</b>	<b>(4 960)</b>
...	1 526 100	(165 300)	13 286	1 374 086	12	<b>Développement des ressources humaines</b>					
						Ministère	1 374 086	...	...	...	1 395 379
...	<b>1 526 100</b>	<b>(165 300)</b>	<b>13 286</b>	<b>1 374 086</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 374 086</b>	...	...	...	<b>1 395 379</b>
...	...	...	(218 800)	(218 800)	14	<b>Environnement</b>					
						Société canadienne d'hypothèques et de logement	(219 091)	291	...	...	(217 711)
...	...	...	<b>(218 800)</b>	<b>(218 800)</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>(219 091)</b>	<b>291</b>	...	...	<b>(217 711)</b>
1 770 416	205 041	...	(1 561 605)	413 852	15	<b>Finances</b>					
6 000 000	...	...	...	6 000 000		Ministère	294 862	7	...	118 983	384 728
						Société d'assurance-dépôts du Canada	...	...	...	6 000 000	...
<b>7 770 416</b>	<b>205 041</b>	...	<b>(1 561 605)</b>	<b>6 413 852</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>294 862</b>	<b>7</b>	...	<b>6 118 983</b>	<b>384 728</b>
1 950	800	...	...	2 750	17	<b>Industrie</b>					
						Ministère	...	800	...	1 950	...
<b>1 950</b>	<b>800</b>	...	...	<b>2 750</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>800</b>	...	<b>1 950</b>	...
...	10	...	...	10	20	<b>Patrimoine canadien</b>					
						Ministère	...	10	...	...	...
...	<b>10</b>	...	...	<b>10</b>		<b>Total du portefeuille ministériel</b>	...	<b>10</b>	...	...	...





TABLEAU 7

## Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le «Budget principal des dépenses», et les demandes additionnelles sont intitulées «Budget(s) supplémentaire(s) des dépenses». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations «annuelles» ou «votées». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations «législatives» pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui «ne s'annulent pas».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Portefeuille ministériel	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements et virements <sup>(1)</sup>	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
					<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>					
...	3 579 236	568 386	16 450	4 164 072		Budgétaires—Votées	4 009 753	154 319	...	...	3 777 172
15 059	442 305	...	163 718	621 082		Législatives	606 383	...	...	14 699	536 495
<b>15 059</b>	<b>4 021 541</b>	<b>568 386</b>	<b>180 168</b>	<b>4 785 154</b>			<b>4 616 136</b>	<b>154 319</b>	<b>...</b>	<b>14 699</b>	<b>4 313 667</b>
39 480	4 440	...	97 000	140 920		Non budgétaires—Votées	97 135	627	...	43 158	179 423
26 359 096	1 287 100	667	5 079 571	32 726 434		Législatives	565 700	...	...	32 160 734	71 465
<b>26 398 576</b>	<b>1 291 540</b>	<b>667</b>	<b>5 176 571</b>	<b>32 867 354</b>			<b>662 835</b>	<b>627</b>	<b>...</b>	<b>32 203 892</b>	<b>250 888</b>



TABLEAU 7

**Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—Suite**  
(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Portefeuille ministériel	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements et virements <sup>(1)</sup>			Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
...	195 632	43 476	83 016	322 124	<b>10</b>	<b>Conseil privé</b>					
29	57 916	57 628	10 240	125 813		Budgétaires—Votées	296 562	25 562	...	...	270 947
						Législatives	125 733	14	...	66	89 329
<b>29</b>	<b>253 548</b>	<b>101 104</b>	<b>93 256</b>	<b>447 937</b>			<b>422 295</b>	<b>25 576</b>	<b>...</b>	<b>66</b>	<b>360 276</b>
...	11 253 156	1 434 827	21 964	12 709 947	<b>11</b>	<b>Défense nationale</b>					
156	1 012 012	...	53 395	1 065 563		Budgétaires—Votées	12 135 269	574 678	...	...	11 404 978
						Législatives	1 060 425	...	...	5 138	1 022 897
<b>156</b>	<b>12 265 168</b>	<b>1 434 827</b>	<b>75 359</b>	<b>13 775 510</b>			<b>13 195 694</b>	<b>574 678</b>	<b>...</b>	<b>5 138</b>	<b>12 427 875</b>
<b>104 300</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>104 300</b>		Non budgétaires—Votées	<b>2 679</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>101 621</b>	<b>(4 960)</b>
...	1 352 803	277 571	12 282	1 642 656	<b>12</b>	<b>Développement des ressources humaines</b>					
152	27 865 841	292 500	(113 309)	28 045 184		Budgétaires—Votées	1 549 868	92 788	...	...	1 503 401
						Législatives	28 045 016	...	...	168	26 642 753
<b>152</b>	<b>29 218 644</b>	<b>570 071</b>	<b>(101 027)</b>	<b>29 687 840</b>			<b>29 594 884</b>	<b>92 788</b>	<b>...</b>	<b>168</b>	<b>28 146 154</b>
<b>...</b>	<b>1 526 100</b>	<b>(165 300)</b>	<b>13 286</b>	<b>1 374 086</b>		Non budgétaires—Législatives	<b>1 374 086</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>1 395 379</b>
...	...	...	380 763	380 763	<b>13</b>	<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>					
...	...	...	21 433	21 433		Budgétaires—Votées	294 296	86 467	...	...	220 397
...	...	...	402 196	402 196		Législatives	21 433	...	...	...	26 431
<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>402 196</b>	<b>402 196</b>			<b>315 729</b>	<b>86 467</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>246 828</b>
...	667 542	119 305	2 748 464	3 535 311	<b>14</b>	<b>Environnement</b>					
83	65 883	175 000	134 995	375 961		Budgétaires—Votées	3 326 089	161 380	...	47 842	3 029 059
						Législatives	375 847	...	...	114	193 235
<b>83</b>	<b>733 425</b>	<b>294 305</b>	<b>2 883 459</b>	<b>3 911 272</b>			<b>3 701 936</b>	<b>161 380</b>	<b>...</b>	<b>47 956</b>	<b>3 222 294</b>
<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>(218 800)</b>	<b>(218 800)</b>		Non budgétaires—Législatives	<b>(219 091)</b>	<b>291</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>(217 711)</b>

...	2 598 879	8 934	3 730	2 611 543	<b>15</b>	<b>Finances</b>						
223 837	64 584 348	3 302 613	(650 015)	67 460 783		Budgétaires—Votées	2 109 154	564 443	(62 054)	...	2 408 253	
						Législatives	67 243 945	25	...	216 813	64 725 591	
<b>223 837</b>	<b>67 183 227</b>	<b>3 311 547</b>	<b>(646 285)</b>	<b>70 072 326</b>			<b>69 353 099</b>	<b>564 468</b>	<b>(62 054)</b>	<b>216 813</b>	<b>67 133 844</b>	
...	...	...	230 140	230 140		Non budgétaires—Votées	230 133	7	...	...	230 133	
7 770 416	205 041	...	(1 791 745)	6 183 712		Législatives	64 729	...	...	6 118 983	154 595	
<b>7 770 416</b>	<b>205 041</b>	<b>...</b>	<b>(1 561 605)</b>	<b>6 413 852</b>			<b>294 862</b>	<b>7</b>	<b>...</b>	<b>6 118 983</b>	<b>384 728</b>	
...	16 853	200	163	17 216	<b>16</b>	<b>Gouverneur général</b>						
1	2 336	...	(67)	2 270		Budgétaires—Votées	17 062	154	...	...	18 266	
						Législatives	2 270	...	...	...	2 310	
<b>1</b>	<b>19 189</b>	<b>200</b>	<b>96</b>	<b>19 486</b>			<b>19 332</b>	<b>154</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>20 576</b>	
...	4 655 465	914 071	(928 266)	4 641 270	<b>17</b>	<b>Industrie</b>						
71 295	389 068	31 991	556 761	1 049 115		Budgétaires—Votées	4 089 531	551 739	...	...	3 671 626	
						Législatives	932 803	5	...	116 308	399 249	
<b>71 295</b>	<b>5 044 533</b>	<b>946 062</b>	<b>(371 505)</b>	<b>5 690 385</b>			<b>5 022 334</b>	<b>551 744</b>	<b>...</b>	<b>116 308</b>	<b>4 070 875</b>	
<b>1 950</b>	<b>800</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>2 750</b>		Non budgétaires—Votées	<b>...</b>	<b>800</b>	<b>...</b>	<b>1 950</b>	<b>...</b>	
...	944 466	245 851	(100 507)	1 089 810	<b>18</b>	<b>Justice</b>						
41	385 419	...	17 535	402 995		Budgétaires—Votées	1 050 234	39 576	...	...	969 461	
						Législatives	402 905	15	...	75	397 154	
<b>41</b>	<b>1 329 885</b>	<b>245 851</b>	<b>(82 972)</b>	<b>1 492 805</b>			<b>1 453 139</b>	<b>39 591</b>	<b>...</b>	<b>75</b>	<b>1 366 615</b>	
...	271 090	6 405	70	277 565	<b>19</b>	<b>Parlement</b>						
...	148 402	13 084	341	161 827		Budgétaires—Votées	271 659	5 906	...	...	260 871	
						Législatives	161 827	...	...	...	157 726	
<b>...</b>	<b>419 492</b>	<b>19 489</b>	<b>411</b>	<b>439 392</b>			<b>433 486</b>	<b>5 906</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>418 597</b>	
62 055	3 120 239	448 404	(406 973)	3 223 725	<b>20</b>	<b>Patrimoine canadien</b>						
9 145	168 565	...	(101 446)	76 264		Budgétaires—Votées	3 133 604	90 121	...	...	3 087 645	
						Législatives	63 183	...	...	13 081	67 667	
<b>71 200</b>	<b>3 288 804</b>	<b>448 404</b>	<b>(508 419)</b>	<b>3 299 989</b>			<b>3 196 787</b>	<b>90 121</b>	<b>...</b>	<b>13 081</b>	<b>3 155 312</b>	
<b>...</b>	<b>10</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>10</b>		Non budgétaires—Votées	<b>...</b>	<b>10</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	
...	1 358 465	45 610	13 962	1 418 037	<b>21</b>	<b>Pêches et Océans</b>						
1 216	110 022	...	4 668	115 906		Budgétaires—Votées	1 310 206	107 831	...	...	1 401 677	
						Législatives	115 333	...	...	573	120 281	
<b>1 216</b>	<b>1 468 487</b>	<b>45 610</b>	<b>18 630</b>	<b>1 533 943</b>			<b>1 425 539</b>	<b>107 831</b>	<b>...</b>	<b>573</b>	<b>1 521 958</b>	
<b>30 000</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>30 000</b>		Non budgétaires—Votées	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>30 000</b>	<b>...</b>	

TABLEAU 7

**Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—Fin**  
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements <sup>(1)</sup>	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
					<b>22</b>	<b>Ressources naturelles</b>					
...	994 534	183 410	13 366	1 191 310		Budgétaires—Votées	992 656	198 654	...	...	918 066
8 366	114 268	374 826	82 312	579 772		Législatives	567 661	3	...	12 108	364 258
<b>8 366</b>	<b>1 108 802</b>	<b>558 236</b>	<b>95 678</b>	<b>1 771 082</b>			<b>1 560 317</b>	<b>198 657</b>	<b>...</b>	<b>12 108</b>	<b>1 282 324</b>
<b>50 000</b>	...	...	...	<b>50 000</b>		Non budgétaires—Votées	...	...	...	<b>50 000</b>	...
					<b>23</b>	<b>Santé</b>					
...	3 331 104	753 916	13 779	4 098 799		Budgétaires—Votées	3 977 684	121 115	...	...	3 236 203
151	105 607	...	704 711	810 469		Législatives	810 261	57	...	151	110 788
<b>151</b>	<b>3 436 711</b>	<b>753 916</b>	<b>718 490</b>	<b>4 909 268</b>			<b>4 787 945</b>	<b>121 172</b>	<b>...</b>	<b>151</b>	<b>3 346 991</b>
					<b>24</b>	<b>Solliciteur général</b>					
...	3 192 783	231 817	157 226	3 581 826		Budgétaires—Votées	3 445 724	136 102	...	...	3 306 133
16 935	452 006	...	49 882	518 823		Législatives	507 032	1	...	11 790	526 149
<b>16 935</b>	<b>3 644 789</b>	<b>231 817</b>	<b>207 108</b>	<b>4 100 649</b>			<b>3 952 756</b>	<b>136 103</b>	<b>...</b>	<b>11 790</b>	<b>3 832 282</b>
<b>42</b>	...	...	...	<b>42</b>		Non budgétaires—Votées	<b>(1)</b>	...	...	<b>43</b>	<b>(5)</b>
					<b>25</b>	<b>Transports</b>					
...	3 784 254	261 210	(2 346 464)	1 699 000		Budgétaires—Votées	1 370 902	328 098	...	...	1 162 116
2 052	117 720	...	3 880	123 652		Législatives	121 576	...	...	2 076	119 528
<b>2 052</b>	<b>3 901 974</b>	<b>261 210</b>	<b>(2 342 584)</b>	<b>1 822 652</b>			<b>1 492 478</b>	<b>328 098</b>	<b>...</b>	<b>2 076</b>	<b>1 281 644</b>
<b>575 000</b>	<b>(218 800)</b>	...	<b>(356 200)</b>	...		Non budgétaires—Législatives	...	...	...	...	...
					<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>					
...	2 362 152	334 669	(59 190)	2 637 631		Budgétaires—Votées	2 315 631	322 000	...	...	2 475 271
373 951	62 329	10 000	76 441	522 721		Législatives	120 729	13 431	...	388 561	74 052
<b>373 951</b>	<b>2 424 481</b>	<b>344 669</b>	<b>17 251</b>	<b>3 160 352</b>			<b>2 436 360</b>	<b>335 431</b>	<b>...</b>	<b>388 561</b>	<b>2 549 323</b>
1 465	...	...	...	1 465		Non budgétaires—Votées	(286)	...	...	1 751	(68)
42 367	...	...	...	42 367		Législatives	(11 624)	...	...	53 991	2 167
<b>43 832</b>	...	...	...	<b>43 832</b>			<b>(11 910)</b>	...	...	<b>55 742</b>	<b>2 099</b>

203 121	58 828 851	7 468 034	(30 602)	66 469 404	<b>Total du gouvernement</b>					
771 108	97 688 355	6 409 525	2 412 345	107 281 333	Budgétaires—Votées	61 037 036	5 228 955	(62 054)	265 467	58 771 203
					Législatives	106 428 651	13 687	...	838 996	98 013 506
<b>974 229</b>	<b>156 517 206</b>	<b>13 877 559</b>	<b>2 381 743</b>	<b>173 750 737</b>		<b>167 465 687</b>	<b>5 242 642</b>	<b>(62 054)</b>	<b>1 104 463</b>	<b>156 784 709</b>
287 544	82 653	15 100	327 140	712 437	Non budgétaires—Votées	393 273	30 321	...	288 843	462 649
37 520 712	2 799 441	(164 633)	3 595 436	43 750 956	Législatives	1 802 931	291	...	41 947 734	1 346 734
<b>37 808 256</b>	<b>2 882 094</b>	<b>(149 533)</b>	<b>3 922 576</b>	<b>44 463 393</b>		<b>2 196 204</b>	<b>30 612</b>	<b>...</b>	<b>42 236 577</b>	<b>1 809 383</b>
490 665	58 911 504	7 483 134	296 538	67 181 841	Votées	61 430 309	5 259 276	(62 054)	554 310	59 233 852
38 291 820	100 487 796	6 244 892	6 007 781	151 032 289	Législatives	108 231 582	13 978	...	42 786 730	99 360 240
<b>38 782 485</b>	<b>159 399 300</b>	<b>13 728 026</b>	<b>6 304 319</b>	<b>218 214 130</b>	<b>Total du gouvernement</b>	<b>169 661 891</b>	<b>5 273 254</b>	<b>(62 054)</b>	<b>43 341 040</b>	<b>158 594 092</b>

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun montant n'a été rapporté.

(1) Les redressements et virements comprennent des éléments tels que:

- les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des Créditeurs de l'exercice précédent;
- les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles; et,
- les augmentations aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
<b>2</b>		<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires et aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes	1 065 239 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement		31 322 759
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 486 722 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
	5	Dépenses en capital	138 623 000	
	5a	Dépenses en capital		31 335 821
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 50 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2002 à	434 094 709	
	10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		77 475 000
	10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses		1
		<b>Corporation commerciale canadienne</b>		
	15	Dépenses du programme	16 207 000	
		<b>Agence canadienne de développement international</b>		
	20	Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;		



	b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret CP 1986-993 du 24 avril 1986, y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :		
	i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,		
	ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,		
	iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition	191 243 000	
20a	Dépenses de fonctionnement		10 508 420
25	Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1 623 977 000	
25a	Subventions inscrites au Budget des dépenses		368 715 000
25b	Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 510 000 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		35 040 000
L30	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 193 500 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	
L30a	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser (193 500 000 \$ - 96 500 000 \$) 97 000 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales		1
L35	Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$ US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens, évalué à 4 440 000 \$ le 30 septembre 2002 peut varier à la hausse, et émission et paiements de billets sur demande non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 985 100 \$ CAN, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales	4 440 000	
L35b	Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$ US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 4 440 000 \$ le 30 septembre 2002 peut varier à la hausse, et émission et paiement de billets sur demande non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 1 110 100 \$ CAN (985 100 \$ + 125 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales		1
	<b>Centre de recherches pour le développement international</b>		
40	Versements au Centre de recherches pour le développement international	100 941 000	
40a	Versements au Centre de recherches pour le développement international		9 155 000
	<b>Commission mixte internationale</b>		
45	Dépenses du programme—Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	4 930 000	
45a	Dépenses du programme		4 490 370
45b	Dépenses du programme		237 502
	<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>		
50	Dépenses du programme	2 729 000	
50b	Dépenses du programme		105 600
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>3 577 983 709</b>	<b>568 385 474</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>4 440 001</b>	<b>2</b>

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
3		<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>		
		<b>Ministère</b>		
		<i>Programme d'administration</i>		
	1	Dépenses du programme et contributions	96 540 000	
	1a	Dépenses du programme		19 598 846
	1b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 024 999 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
		<i>Programme des affaires indiennes et inuites</i>		
	5	Dépenses de fonctionnement et		
		a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
		b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes;		
		c) autorisation au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants;		
		d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuits, pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, et pour l'achat des produits finis et la vente de ces derniers;		
		e) autorisation de vendre l'électricité, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés au Nouveau-Québec	307 079 000	
	5a	Dépenses de fonctionnement		110 661 348
	5b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 868 823 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
	6b	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de certaines créances et obligations envers Sa Majesté du chef du Canada au montant de : a) 96 460 \$, soit le capital de 2 comptes dus par 2 débiteurs découlant de prêts directs provenant des prêts à des revendicateurs autochtones établi par le crédit L22a (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> ; b) 28 548 \$, soit les montants dus par 5 débiteurs découlant de la gestion des fonds de fiducie conformément à la <i>Loi sur les Indiens</i> , L.R. (1985), ch. I-5; c) 1 000 \$, soit le capital d'un compte dû par un débiteur découlant de prêts directs provenant du Compte d'aide au logement indien établi par le crédit L51a (Nord canadien et ressources nationales) de la <i>Loi des subsides n° 9 de 1966</i> —Pour autoriser le virement au présent crédit de 126 007 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
	10	Dépenses en capital et		
		a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		

	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes;		
	c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuits, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuits contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil, et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments	12 919 000	
15	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	4 513 028 000	
15a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		138 915 000
15b	Subventions inscrites au Budget des dépenses		1
L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	29 903 000	
L20a	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications		15 100 000
L25	Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	47 500 000	
	<i>Programme des affaires du Nord</i>		
30	Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom des gouvernements des Territoires, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral, et l'autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	59 968 000	
30a	Dépenses de fonctionnement		37 739 000
30b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 664 644 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
35	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	63 706 900	
35b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 030 945 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
40	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord	15 600 000	
40a	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord		15 000 000
40b	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 999 999 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
	<b>Commission canadienne des affaires polaires</b>		
45	Dépenses du programme et contributions	894 000	
45b	Dépenses du programme		38 072
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>5 069 734 900</b>	<b>321 952 273</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>77 403 000</b>	<b>15 100 000</b>
<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique <sup>(1)</sup></b>		
20	Dépenses de fonctionnement	72 074 000	
20b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 639 725 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 209 471
25	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	354 863 000	
	<b>Société d'expansion du Cap-Breton <sup>(1)</sup></b>		
70	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	28 258 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>455 195 000</b>	<b>4 209 471</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
<b>5</b>		<b>Agence des douanes et du revenu du Canada</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 843 083 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement		66 566 129
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 400 000 \$ du crédit 10 (Agence des douanes et du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		41 726 993
	5	Dépenses en capital	23 349 000	
	10	Contributions	137 208 000	
		<b>Société canadienne des postes</b> <sup>(2)</sup>		
	50	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	222 210 000	
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>3 225 850 000</b>	<b>108 293 122</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>6</b>		<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dé-penser les revenus provenant des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Compte de stabilisation du revenu net pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice	431 379 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement		157 062 714
	1b	Dépenses de fonctionnement		34 810 187
	5	Dépenses en capital	37 271 000	
	5a	Dépenses en capital		20 360 000
	5b	Dépenses en capital		1 421 518
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	273 866 000	
	10a	Contributions		189 701 000
	10b	Contributions		13 310 532
	15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 700 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières	1	
	20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par la Société du crédit agricole pour les besoins du Programme national renouvelé (2001) sur l'éthanol de la biomasse	1	
		<b>Commission canadienne du lait</b>		
	25	Dépenses du programme	3 088 000	
		<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>		
	30	Dépenses de fonctionnement et contributions	353 649 000	

30a	Dépenses de fonctionnement		41 004 700
30b	Dépenses de fonctionnement et contributions		21 074 770
35	Dépenses en capital	9 360 000	
35b	Dépenses en capital		10 641 432
<b>Commission canadienne des grains</b>			
40	Dépenses du programme	17 834 000	
40a	Dépenses du programme		15 000 000
40b	Dépenses du programme		5 201 700
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>1 126 447 002</b>	<b>509 588 553</b>
<b>Non budgétaire</b>		...	...
<hr/>			
<b>7</b>	<b>Anciens Combattants</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des anciens combattants</i>		
1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède	665 515 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		17 387 000
1b	Dépenses de fonctionnement		84 678 367
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1 788 868 000	
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses		22 500 000
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		23 012 835
	<i>Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i>		
10	Dépenses du programme	8 799 000	
10b	Dépenses du programme		586 366
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>2 463 182 000</b>	<b>148 164 568</b>
<b>Non budgétaire</b>		...	...
<hr/>			
<b>8</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>		
	<b>Ministère</b>		
1	Dépenses de fonctionnement	586 778 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		32 723 992
1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 510 707 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
2b	Aux termes du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour radier des comptes du Canada 2 390 dettes payables à Sa Majesté du chef du Canada, se chiffrant à 786 385 \$ et relatives à des prêts aux immigrants consentis aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> —Pour autoriser le virement au présent crédit de 786 384 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	388 297 577	
<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>			
10	Dépenses du programme	120 219 000	
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>1 095 294 577</b>	<b>32 723 994</b>
<b>Non budgétaire</b>		...	...

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
<b>9</b>		<b>Conseil du Trésor</b>		
		<b>Secrétariat</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	151 617 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement		41 692 074
	1b	Dépenses de fonctionnement		10 086 850
	2	Contributions	18 600 000	
	5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	
	10	Initiatives pangouvernementales—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	20 783 000	
	10a	Initiatives pangouvernementales		31 746 000
	10b	Initiatives pangouvernementales—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada		417 550
	15a	Rajustements de la rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes		193 520 000
	15b	Rajustements de la rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes		107 265 000
	20	Assurances de la fonction publique—Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçus à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1 450 900 000	
	20b	Assurances de la fonction publique—Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçus à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		38 000
	21b	Paiement à la Commission canadienne du blé aux termes du paragraphe 7(3) de la <i>Loi sur la Commission canadienne du blé</i> pour les pertes encourues par le régime de mise en commun pour 2002-2003		84 484 000
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>2 391 900 000</b>	<b>469 249 474</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

<b>10</b>	<b>Conseil privé</b>		
	<b>Ministère</b>		
1	Dépenses du programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au Budget des dépenses et contributions	102 156 000	
1a	Dépenses du programme et contributions		26 285 562
1b	Dépenses du programme		1 869 152
	<b>Centre canadien de gestion</b>		
5	Dépenses du programme et contributions	25 894 000	
5a	Dépenses du programme		2 488 000
5b	Dépenses du programme		3 043 510
	<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>		
10	Dépenses du programme	3 576 000	
10a	Dépenses du programme		2 197 000
	<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>		
15	Dépenses du programme	22 304 000	
15b	Dépenses du programme		4 889 000
	<b>Directeur général des élections</b>		
20	Dépenses du programme	12 868 000	
20b	Dépenses du programme		267 472
	<b>Commissaire aux langues officielles</b>		
25	Dépenses du programme	16 225 000	
25b	Dépenses du programme		560 500
	<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>		
30	Dépenses du programme	4 658 000	
30b	Dépenses du programme		34 915
	<b>Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones <sup>(3)</sup></b>		
25	Dépenses du programme et contributions	52 870 000	
25a	Dépenses du programme		32 263 000
	<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>		
40	Dépenses du programme	2 111 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>242 662 000</b>	<b>73 898 111</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>11</b>	<b>Défense nationale</b>		
	<b>Ministère</b>		
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 18 916 322 000 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'exercice au cours duquel tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 7 200 000 000 \$ deviendra payable dans les exercices à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les revenus de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits	8 983 228 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		1 082 566 000
1b	Dépenses de fonctionnement		77 888 325

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	5	Dépenses en capital	1 888 962 000	
	5a	Dépenses en capital		232 000 000
	5b	Dépenses en capital		41 584 369
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions aux budgets militaires, au Programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestations de services et fourniture d'installations aux fins de défense	371 749 000	
		<b>Comité des griefs des forces canadiennes</b>		
	15	Dépenses du programme	5 555 000	
	15b	Dépenses du programme		788 300
		<b>Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire</b>		
	20	Dépenses du programme	3 662 000	
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>11 253 156 000</b>	<b>1 434 826 994</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>12</b>		<b>Développement des ressources humaines</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	522 843 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement		16 371 651
	1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi		22 810 093
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	813 358 000	
	5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		117 998 000
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		119 398 031
	6b	Aux termes du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour radier des comptes du Canada 330 dettes à payer à Sa Majesté du chef du Canada se chiffrant à 57 663,63 \$ et relatives à des paiements en trop tirés sur le Compte des rentes sur l'État		57 664
		<b>Conseil canadien des relations industrielles</b>		
	10	Dépenses du programme	10 945 000	
	10b	Dépenses du programme		839 533
		<b>Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs</b>		
	15	Dépenses du programme	1 633 000	
		<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>		
	20	Dépenses du programme	4 024 000	
	20b	Dépenses du programme		95 849
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 352 803 000</b>	<b>277 570 821</b>
		<b>Non budgétaire</b>	...	...



<b>13</b>	<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien <sup>(4)</sup></b>		
130	Dépenses de fonctionnement	38 795 000	
130b	Dépenses de fonctionnement		3 901 350
135	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	258 933 000	
135a	Contributions		46 700 000
135b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		31 001 445
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>297 728 000</b>	<b>81 602 795</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>14</b>	<b>Environnement</b>		
	<b>Ministère</b>		
1	Dépenses de fonctionnement et :		
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;		
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;		
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;		
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;		
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;		
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les revenus de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit	551 241 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		55 299 620
1b	Dépenses de fonctionnement		19 161 840
5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	37 480 000	
5a	Dépenses en capital		4 645 000
5b	Dépenses en capital		2 756 384
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	67 413 000	
10a	Contributions		1 700 000
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		30 664 909
	<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement <sup>(5)</sup></b>		
45	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en vertu du pouvoir de toute loi du Parlement, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , conformément au pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 071 683 000	
45a	Dépenses de fonctionnement		81 100 000
46b	Porter de 250 000 000 000 \$ à 300 000 000 000 \$ le montant total supplémentaire de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>		1
	<b>Agence canadienne d'évaluation environnementale</b>		
15	Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	11 408 000	
15a	Dépenses du programme		4 381 000
15b	Dépenses du programme		696 401

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		<b>Bureau de l'infrastructure du Canada</b> <sup>(6)</sup>		
	100	Dépenses de fonctionnement	17 468 000	
	100b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 114 999 \$ du crédit 105 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
	105	Contributions	5 191 000	
	105a	Contributions		121 285 000
		<b>Agence Parcs Canada</b> <sup>(7)</sup>		
	100	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières	285 265 000	
	100a	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital et les subventions inscrites au Budget des dépenses		30 718 220
	100b	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital et contributions		43 384 930
	105	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	4 500 000	
	105b	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>		3 300 000
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>3 051 649 000</b>	<b>399 093 306</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>15</b>		<b>Finances</b>		
		<b>Ministère</b>		
		<i>Programme des politiques économiques, sociales et financières</i>		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	72 786 000	
	1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice—Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 179 749 \$ du crédit 5 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	700 000 000	
	L10	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 230 140 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement		1
		<i>Programme fédéral de transferts aux provinces</i>		
	15	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—Paiements au gouvernement de chaque territoire calculés et rajustés, y compris les rajustements aux paiements afférents aux exercices précédents, conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice en cours au gouvernement de chaque territoire avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires au gouvernement territorial concerné pour l'exercice en cours	1 730 000 000	
	16b	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour autoriser le ministre au nom de Sa Majesté du chef du Canada à garantir aux prêteurs hypothécaires assurés par la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada et la société GE Capital Mortgage Insurance Canada le paiement d'au plus 90% de leurs réclamations nettes en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada et de la société GE Capital Mortgage Insurance Canada, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques couvertes par la garantie ne devant, en aucun temps, dépasser 100 000 000 000 \$, et pour abroger le crédit 26c (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 1994-1995</i>		1

	<b>Vérificateur général</b>		
20	Dépenses du programme et contributions	58 220 000	
20a	Dépenses du programme		3 299 000
20b	Dépenses du programme		3 679 200
	<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>		
25	Dépenses du programme	8 185 000	
25b	Dépenses du programme		380 000
	<b>Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada</b>		
30	Dépenses du programme	28 976 000	
30b	Dépenses du programme		1 575 383
	<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>		
35	Dépenses du programme	712 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>2 598 879 000</b>	<b>8 933 585</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>1</b>	<b>...</b>
<b>16</b>	<b>Gouverneur général</b>		
1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	16 853 000	
1a	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les douze mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général		1
1b	Dépenses du programme		200 000
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>16 853 000</b>	<b>200 001</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>17</b>	<b>Industrie</b>		
	<b>Ministère</b>		
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus, perçus au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies	436 900 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		17 243 081
1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 649 854 \$ du crédit 5 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	847 203 000	
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		216 954 617
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		1
L10	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	
L15	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	
	<b>Agence spatiale canadienne</b>		
30	Dépenses de fonctionnement	118 316 000	
30b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 446 920 \$ du crédit 35 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
35	Dépenses en capital	145 746 000	
40	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	45 438 000	
40b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 909 999 \$ du crédit 35 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
<b>Commission canadienne du tourisme</b>				
	45	Dépenses du programme	83 800 000	
	45a	Dépenses du programme		12 500 000
	45b	Dépenses du programme		4 000 000
<b>Tribunal de la concurrence</b>				
	50	Dépenses du programme	1 457 000	
	50b	Dépenses du programme		238 727
<b>Commission du droit d'auteur</b>				
	55	Dépenses du programme	2 170 000	
	55b	Dépenses du programme		142 600
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>				
	60	Dépenses de fonctionnement	41 572 000	
	60b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 215 749 \$ du crédit 65 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
	65	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	365 561 000	
	65a	Contributions		76 500 000
	65b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		1
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>				
	75	Dépenses de fonctionnement	332 147 000	
	75a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 029 000 \$ du crédit 85 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		20 667 000
	75b	Dépenses de fonctionnement		8 294 461
	80	Dépenses en capital	67 661 000	
	80b	Dépenses en capital		3 650 089
	85	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	132 005 000	
	85b	Contributions		10 403 692
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>				
	90	Dépenses de fonctionnement	29 887 000	
	90a	Dépenses de fonctionnement		2 104 000
	90b	Dépenses de fonctionnement		626 338
	95	Subventions inscrites au Budget des dépenses	674 840 000	
	95a	Subventions inscrites au Budget des dépenses		46 200 000
	95b	Subventions inscrites au Budget des dépenses		1 050 000
<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>				
	110	Dépenses de fonctionnement	15 455 000	
	110a	Dépenses de fonctionnement		2 362 000
	110b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 257 464 \$ du crédit 115 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
	115	Subventions inscrites au Budget des dépenses	209 947 000	
	115a	Subventions inscrites au Budget des dépenses		246 139 000

	<b>Conseil canadien des normes</b>		
120	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 504 000	
	<b>Statistique Canada</b>		
125	Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	322 274 000	
125a	Dépenses du programme		22 552 700
125b	Dépenses du programme		15 345 899
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>3 879 883 000</b>	<b>706 974 211</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>800 000</b>	<b>...</b>
<b>18</b>	<b>Justice</b>		
	<b>Ministère</b>		
1	Dépenses de fonctionnement	433 972 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		11 188 302
1b	Dépenses de fonctionnement		169 724 864
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	399 602 000	
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		43 592 378
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		4 334 136
	<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>		
10	Dépenses du programme	20 192 000	
10b	Dépenses du programme		272 250
	<b>Tribunal canadien des droits de la personne</b>		
15	Dépenses du programme	3 875 000	
15b	Dépenses du programme		902 863
	<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>		
20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i> ; et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	5 194 000	
20a	Dépenses de fonctionnement		2 554 000
25	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	545 000	
25a	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement		1 274 000
	<b>Service administratif des tribunaux judiciaires</b> <sup>(8)</sup>		
27a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 33 645 000 \$ du crédit 30 (Justice) et de 11 725 000 \$ du crédit 55 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 721 682
	<b>Cour fédérale du Canada</b> <sup>(8)</sup>		
30	Dépenses du programme	33 645 000	
	<b>Commission du droit du Canada</b>		
35	Dépenses du programme	2 943 000	
35b	Dépenses du programme		543 804
	<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>		
	<i>Programme du Commissariat à l'information du Canada</i>		
40	Dépenses du programme	4 398 000	
40b	Dépenses du programme		525 995
	<i>Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada</i>		
45	Dépenses du programme et contributions	9 817 000	
45b	Dépenses du programme		621 000

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		<b>Cour suprême du Canada</b>		
	50	Dépenses du programme	18 559 000	
	50a	Dépenses du programme		3 942 000
	50b	Dépenses du programme		653 500
		<b>Cour canadienne de l'impôt<sup>(8)</sup></b>		
	55	Dépenses du programme	11 725 000	
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>944 467 000</b>	<b>245 850 774</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>19</b>		<b>Parlement</b>		
		<b>Sénat</b>		
	1	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les revenus perçus, inhérents aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice	41 705 950	
	1b	Dépenses du programme et contributions		2 746 900
		<b>Chambre des communes</b>		
	5	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	205 515 362	
	5b	Dépenses du programme		2 908 116
		<b>Bibliothèque du Parlement</b>		
	10	Dépenses du programme, y compris l'autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	23 869 000	
	10b	Dépenses du programme		750 000
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>271 090 312</b>	<b>6 405 016</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>20</b>		<b>Patrimoine canadien</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens	207 309 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement		4 985 482
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 749 578 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		683 608

5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	735 358 741	
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		151 056 250
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses		1
L10	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins prévues à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10 000	
<b>Conseil des Arts du Canada</b>			
15	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	151 284 000	
15b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi		2 090 000
<b>Société Radio-Canada</b>			
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	860 175 000	
20a	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion		50 000 000
20b	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 636 000 \$ du crédit 30 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		17 670 000
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	
30	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	133 252 000	
<b>Musée canadien des civilisations</b>			
35	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	84 326 000	
35a	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		15 600 000
35b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		1 200 000
<b>Musée canadien de la nature</b>			
40	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	33 949 000	
40b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		57 900 000
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>			
45	Dépenses du programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice des revenus provenant :		
	a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication;		
	b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	2 276 000	
<b>Archives nationales du Canada</b>			
50	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à du matériel archivistique et à sa reproduction	43 472 000	
50b	Dépenses du programme et contributions		9 615 955
<b>Société du Centre national des Arts</b>			
55	Paiements à la Société du Centre national des Arts	26 334 000	
55b	Paiements à la Société du Centre national des Arts		4 675 000
<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>			
60	Dépenses du programme	6 860 000	
60b	Dépenses du programme		287 000
<b>Commission de la capitale nationale</b>			
65	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	66 533 000	
65b	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 199 999 \$ du crédit 70 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
70	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	32 268 000	
70a	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital		31 122 885

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		<b>Office national du film</b>		
	75	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	62 870 000	
	75a	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement		2 520 000
	75b	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement		1 839 129
		<b>Musée des beaux-arts du Canada</b>		
	80	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	35 312 000	
	80b	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		1 120 000
	85	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	6 000 000	
	85b	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection		2 000 000
		<b>Bibliothèque nationale</b>		
	90	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses	36 986 000	
	90b	Dépenses du programme		1 604 970
		<b>Musée national des sciences et de la technologie</b>		
	95	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	35 343 000	
		<b>Commission de la fonction publique</b>		
	110	Dépenses du programme	113 930 000	
	110a	Dépenses du programme		14 534 402
	110b	Dépenses du programme		496 261
		<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique <sup>(9)</sup></b>		
	35	Dépenses du programme	5 840 000	
	35a	Dépenses du programme		1 841 000
		<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>		
	115	Dépenses de fonctionnement	11 423 000	
	120	Subventions inscrites au Budget des dépenses	11 109 000	
		<b>Téléfilm Canada</b>		
	125	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	130 104 000	
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>2 836 313 741</b>	<b>372 841 944</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>10 000</b>	<b>...</b>
<b>21</b>		<b>Pêches et Océans</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement et : a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;		



	b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;		
	c) autorisation de dépenser les revenus produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne	1 034 353 000	
1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 455 525 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 310 482
5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	154 018 000	
5a	Dépenses en capital		42 300 000
5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 714 703 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	170 094 000	
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses		1
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 358 465 000</b>	<b>45 610 484</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>22</b>	<b>Ressources naturelles</b>		
	<b>Ministère</b>		
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus reçus pendant l'exercice par suite de la vente de biens et de la prestation de services dans le cadre des activités du Ministère	524 807 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		42 554 668
5	Dépenses en capital	10 680 000	
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	173 840 000	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		83 964 100
	<b>Énergie atomique du Canada limitée</b>		
15	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	132 772 000	
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		46 000 000
	<b>Commission canadienne de sûreté nucléaire</b>		
20	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	53 241 000	
20a	Dépenses du programme		6 743 500
20b	Dépenses du programme		2 553 472
	<b>Société de développement du Cap-Breton</b>		
25	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	68 800 000	
	<b>Office national de l'énergie</b>		
30	Dépenses du programme	30 394 000	
30b	Dépenses du programme		1 593 700
	<b>Administration du pipe-line du Nord <sup>(10)</sup></b>		
55	Dépenses du programme	1 252 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>995 786 000</b>	<b>183 409 440</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
<b>23</b>		<b>Santé</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux	1 392 291 054	
	1a	Dépenses de fonctionnement		252 395 622
	1b	Dépenses de fonctionnement		82 330 139
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 266 073 000	
	5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		36 849 500
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses		322 442 622
		<b>Instituts de recherche en santé du Canada</b>		
	10	Dépenses de fonctionnement	32 106 000	
	10a	Dépenses de fonctionnement		7 837 461
	10b	Dépenses de fonctionnement		1 109 150
	15	Subventions inscrites au Budget des dépenses	633 896 000	
	15a	Subventions inscrites au Budget des dépenses		48 650 058
	15b	Subventions inscrites au Budget des dépenses		1 000 000
		<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>		
	20	Dépenses du programme	2 565 000	
	20b	Dépenses du programme		878 170
		<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</b>		
	25	Dépenses du programme	4 173 000	
	25b	Dépenses du programme		424 000
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>3 331 104 054</b>	<b>753 916 722</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>24</b>		<b>Solliciteur général</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement	35 949 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		16 487 124
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 923 000 \$ du crédit 5 (Solliciteur général) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 671 207
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	69 723 000	
		<b>Centre canadien des armes à feu</b>		
	7a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 84 840 694 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		10 000 000
	8a	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 500 000 \$ du crédit 5 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		

	<b>Service canadien du renseignement de sécurité</b>		
10	Dépenses du programme	259 230 000	
10b	Dépenses du programme		8 771 892
	<b>Service correctionnel</b>		
15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et		
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse;		
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;		
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;		
	d) autorisation au Solliciteur général du Canada, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	1 254 019 000	
15b	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 135 000 \$ du crédit 20 (Solliciteur général) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		18 675 684
20	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital, y compris les paiements :		
	a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;		
	b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	127 000 000	
	<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>		
25	Dépenses du programme et contributions	28 539 000	
25b	Dépenses du programme		3 392 767
	<b>Bureau de l'enquêteur correctionnel</b>		
30	Dépenses du programme	2 563 000	
30b	Dépenses du programme		111 850
	<b>Gendarmerie royale du Canada</b>		
35	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	1 183 870 000	
35a	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 821 365 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		21 495 721
35b	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement		122 324 788
40	Application de la loi—Dépenses en capital	208 937 000	
40a	Application de la loi—Dépenses en capital		215 000
40b	Application de la loi—Dépenses en capital		7 395 676
45	Application de la loi—Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	18 024 880	
45b	Application de la loi—Subventions inscrites au Budget des dépenses		17 803 000
	<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</b>		
50	Dépenses du programme	767 000	
50b	Dépenses du programme		36 150
	<b>Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada</b>		
55	Dépenses du programme	4 161 000	
55b	Dépenses du programme		436 428
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>3 192 782 880</b>	<b>231 817 288</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

## APPENDICE 1

## Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
<b>25</b>		<b>Transports</b>		
		<b>Ministère</b>		
	1	Dépenses de fonctionnement et		
		a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;		
		b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;		
		c) autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	193 798 000	
	1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 500 000 \$ du crédit 5 (Transports) et de 31 609 709 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i>		1
	5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	82 264 000	
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	401 548 000	
	10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		143 450 040
	10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses		1
	15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la Société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du Pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	33 345 000	
	20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :		
		a) aux frais de la direction de cette Société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;		
		b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la Société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service	25 095 000	
	20a	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.		16 500 000
	25	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette Société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	266 201 000	
	30	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	459 676 000	
	35	Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital, étant entendu le paiement d'une subvention de fonctionnement à Harbourfront Centre	4 000 000	
	40	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	
	40a	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.		18 400 000
		<b>Office des transports du Canada</b>		
	55	Dépenses du programme	23 272 000	
	55b	Dépenses du programme		1 549 336
		<b>Tribunal d'appel des transports du Canada <sup>(11)</sup></b>		
	60	Dépenses du programme	1 162 000	
	60b	Dépenses du programme		210 350
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 490 361 001</b>	<b>180 109 728</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

26	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des services gouvernementaux</i>		
1	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi), de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux	1 840 511 000	115 754 923
1a	Dépenses de fonctionnement		
1b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 56 587 781 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 5 670 000 \$ du crédit 10 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		148 506 339
5	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	368 684 000	
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	6 111 002	
	<b>Communication Canada</b>		
15	Dépenses de fonctionnement aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus obtenus au cours d'un exercice afin de compenser les dépenses engagées pendant cette période pour la prestation de services de communication et d'édition	62 726 000	28 246 741
15a	Dépenses de fonctionnement		
15b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 680 000 \$ du crédit 20 (Communication Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2003-2004</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		9 897 950
20	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	31 250 000	
20a	Subventions inscrites au Budget des dépenses		1
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>2 309 282 002</b>	<b>302 405 954</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
	<b>Total du gouvernement—Budgétaire</b>	<b>58 828 852 178</b>	<b>7 468 034 103</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>82 653 002</b>	<b>15 100 002</b>

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Le portefeuille ministériel d'Agence de promotion économique du Canada atlantique, créé au cours de l'exercice 2003-2004, et la Société d'expansion du Cap-Breton, étaient auparavant présentés comme organismes sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

(2) Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes a été transférée de Transports.

(3) Au cours de l'exercice, le Bureau sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Travaux publics et Services gouvernementaux.

(4) Le portefeuille ministériel de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, créé au cours de l'exercice 2003-2004, était auparavant présenté comme organisme sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

(5) Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Transports.

(6) Au cours de l'exercice, le Bureau de l'infrastructure du Canada a été transféré d'Industrie.

(7) Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée de Patrimoine canadien.

(8) Le Service administratif des tribunaux judiciaires est un nouvel organisme amalgamant la Cour fédérale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt.

(9) Au cours de l'exercice, la Commission des relations de travail dans la fonction publique a été transférée du Conseil privé.

(10) Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée d'Affaires étrangères et Commerce international.

(11) Au cours de l'exercice, le Tribunal de l'aviation civile a été remplacé par le Tribunal d'appel des transports du Canada.

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>

L'appendice 2 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
2	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre des Affaires étrangères—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Ministre du Commerce international—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Paievements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	108 298 000	
	Fonds renouvelable du Bureau des passeports ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	(5 295 000)	
	<b>Agence canadienne de développement international</b>		
	Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Paievements aux fonds d'institutions financières internationales ( <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> )	248 540 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 456 000	
	(L) Paievements aux institutions financières internationales—Souscriptions au capital ( <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> )	5 100 000	666 500
	<b>Exportation et développement Canada</b>		
	Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i>	70 000 000	
	(L) Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i>	1 282 000 000	
	<b>Commission mixte internationale</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	552 000	
	<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	201 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>442 202 838</b>	<b>...</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>1 287 100 000</b>	<b>666 500</b>
3	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme d'administration</i>		
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 007 000	
	<i>Programme des affaires indiennes et inuites</i>		
	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington ( <i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i> )	15 000	
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique ( <i>Loi sur les Indiens</i> )	2 000 000	
	Rentes versées aux Indiens—Paievements en vertu de traités ( <i>Loi sur les Indiens</i> )	1 400 000	

	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	141 606 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 803 000	
	<i>Programme des affaires du Nord</i>		
	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (Lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	1 471 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 754 000	
	<b>Commission canadienne des affaires polaires</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>193 191 946</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique <sup>(2)</sup></b>		
	<b>Ministère</b>		
	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	2 500 000	200 000
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	2 100 000	1 000 000
	Obligations contractées pour l'assurance-prêt ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	400 000	(375 060)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 281 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>12 281 000</b>	<b>824 940</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>5</b>	<b>Agence des douanes et du revenu du Canada</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Dépenses des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i>	34 076 000	(3 198 000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	477 496 000	
	Versements d'allocations spéciales pour enfants ( <i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i> )	147 000 000	3 000 000
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>658 638 946</b>	<b>(198 000)</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>6</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200 000	
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	65 500 000	
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4 000 000	
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme d'assurance-récolte	227 300 000	
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Compte de stabilisation du revenu net	212 600 000	
	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégiques pour l'agriculture		1 174 180 000
	Contributions à la transition aux programmes futurs de gestion des risques		598 884 000
	Contributions à l'appui du Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)		361 577 100
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programmes provinciaux		11 440 667
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 539 000	
	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	1	
	<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>		
	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	1 500 000	6 000 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 636 000	

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	<b>Commission canadienne des grains</b>		
	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains ( <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> )	(127 000)	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 846 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>629 060 947</b>	<b>2 152 081 767</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>7</b>	<b>Anciens Combattants</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des anciens combattants</i>		
	Ministre des Anciens Combattants—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8, et remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	12 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays ( <i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i> )	10 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants ( <i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i> )	175 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33 053 000	
	<i>Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 616 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>34 932 946</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>8</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 606 000	
	<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 116 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>69 788 946</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>9</b>	<b>Conseil du Trésor</b>		
	<b>Secrétariat</b>		
	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 602 000	
	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	25 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>18 693 946</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...



10	<b>Conseil privé</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	137 172	
	Président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	23 342	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 016 004	
	<b>Centre canadien de gestion</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 472 000	
	<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	354 000	
	<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 409 000	
	<b>Directeur général des élections</b>		
	Traitement du directeur général des élections	209 491	
	Dépenses d'élections ( <i>Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982 et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i> )	34 149 000	57 628 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 583 000	
	<b>Commissaire aux langues officielles</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 045 000	
	<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>		
	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	337 000	
	<b>Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones <sup>(3)</sup></b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 683 000	
	<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	227 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>60 798 901</b>	<b>57 628 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
11	<b>Défense nationale</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	11 500 000	
	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	2 500 000	
	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique ( <i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i> )	100 000	
	Pensions et autres bénéfices pour les employés—Membres militaires	793 987 587	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	202 906 413	
	<b>Comité des griefs des Forces canadiennes</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	592 000	
	<b>Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	359 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 012 011 946</b>	<b>...</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
<b>12</b>	<b>Développement des ressources humaines</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre du Développement des ressources humaines—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Paievements liés aux modalités de financement direct accordées en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	149 400 000	105 800 000
	Paievements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	2 000 000	(1 700 000)
	Paievements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	31 300 000	(700 000)
	Paievements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	104 300 000	14 000 000
	<i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> —Subventions canadiennes pour études	93 700 000	(15 500 000)
	Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études aux termes de la partie III.1 de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>	395 000 000	(15 000 000)
	Prestations de retraite supplémentaires—Pensions pour les agents des rentes sur l'État ( <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i> )	35 000	
	Paievements de prestations d'adaptation pour les travailleurs ( <i>Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs</i> )	22 000	
	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	
	Paievements d'indemnités à des agents de l'État ( <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ) et à des marins marchands ( <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i> )	60 000 000	(8 000 000)
	Paievements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	14 700 000	(1 400 000)
	Versements de la sécurité de la vieillesse ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	20 600 000 000	219 000 000
	Versements du supplément de revenu garanti ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	5 805 000 000	(21 000 000)
	Versements d'allocations ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	395 000 000	17 000 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	213 424 000	
	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 526 100 000	(165 300 000)
	<b>Conseil canadien des relations industrielles</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 525 000	
	<b>Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	156 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>27 865 840 892</b>	<b>292 500 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>1 526 100 000</b>	<b>(165 300 000)</b>
<b>13</b>	<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien <sup>(4)</sup></b>		
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	7 900 000	60 000
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	9 900 000	2 400 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 915 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>22 715 000</b>	<b>2 460 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

14	<b>Environnement</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	67 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64 483 000	
	Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable		125 000 000
	Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère		50 000 000
	<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement</b> <sup>(5)</sup>		
	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	(218 800 000)	
	<b>Agence canadienne d'évaluation environnementale</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 333 000	
	<b>Bureau de l'infrastructure du Canada</b> <sup>(6)</sup>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 237 000	
	<b>Agence Parcs Canada</b> <sup>(7)</sup>		
	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	72 158 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	38 446 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>177 724 000</b>	<b>175 000 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>(218 800 000)</b>	<b>...</b>
15	<b>Finances</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des politiques économiques, sociales et financières</i>		
	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Paievements à l'Association internationale de développement ( <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> )	377 883 000	
	Paievements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international ( <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> )	12 500 000	(12 500 000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 601 000	
	Achat de la monnaie canadienne ( <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> )	52 000 000	(3 887 000)
	(L) Émission de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables dont le montant ne doit pas dépasser 7 287 199 \$ US, nonobstant que le paiement peut dépasser l'équivalent en dollars canadiens estimé à 11 368 000 \$ en date du 28 août 2002, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> pour le compte de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à titre de souscriptions d'actions	11 368 000	
	(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> —Souscriptions au capital	16 673 000	
	(L) Émission d'un prêt à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international ( <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> )	177 000 000	
	<i>Programme du service de la dette publique</i>		
	Frais d'intérêt et autres coûts ( <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> )	37 600 000 000	(1 400 000 000)
	<i>Programme fédéral de transferts aux provinces</i>		
	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	31 000 000	
	Péréquation fiscale (Partie I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	10 499 000 000	(694 000 000)
	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (Partie V— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	19 300 000 000	25 000 000
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes ( <i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	(614 000 000)	73 000 000
	Paievements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	(2 697 000 000)	257 000 000
	Fiducie du supplément du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour les soins de santé 2003		2 500 000 000

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Fiducie pour l'équipement diagnostique et médical		1 500 000 000
	Transfert visant la réforme des soins de santé (Partie V.I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )		1 000 000 000
	Programme de paiements de garantie des revenus provinciaux au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers		58 000 000
	<b>Vérificateur général</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 252 000	
	<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 349 000	
	<b>Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 696 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>64 584 347 946</b>	<b>3 302 613 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>205 041 000</b>	<b>...</b>
<b>16</b>	<b>Gouverneur général</b>		
	Traitement du gouverneur général ( <i>Loi sur le gouverneur général</i> )	108 000	
	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	354 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 874 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>2 336 000</b>	<b>...</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>17</b>	<b>Industrie</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre de l'Industrie—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Paievements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional ( <i>Loi sur le développement industriel et régional</i> )	10 000 000	
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	(8 518 000)	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	25 800 000	(12 800 000)
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	36 800 000	(1 750 000)
	Garanties d'emprunt en vertu de l'alinéa 14(1)b) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>		42 655 781
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 006 000	
	<b>Agence spatiale canadienne</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 194 000	
	<b>Tribunal de la concurrence</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	157 000	
	<b>Commission du droit d'auteur</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	301 000	

<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>		
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	13 400 000 (2 100 000)
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	21 900 000 2 700 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 878 000
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>		
	Dépenses des revenus conformément au paragraphe 5.1e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	75 954 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	38 087 000
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 415 000
<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 703 000
<b>Statistique Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	60 691 000
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>352 834 946</b>
<b>Non budgétaire</b>		<b>28 705 781</b>
		...
		...
<b>18</b>	<b>Justice</b>	
	<b>Ministère</b>	
	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	66 946
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 440 000
	<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 394 000
	<b>Tribunal canadien des droits de la personne</b>	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	327 000
	<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>	
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat ( <i>Loi sur les juges</i> )	316 076 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	694 000
	<b>Cour fédérale du Canada</b> <sup>(8)</sup>	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 567 000
	<b>Commission du droit du Canada</b>	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	167 000
	<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>	
	<i>Programme du Commissariat à l'information du Canada</i>	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	666 000
	<i>Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada</i>	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 415 000
	<b>Cour suprême du Canada</b>	
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat ( <i>Loi sur les juges</i> )	4 432 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 939 000
	<b>Cour canadienne de l'impôt</b> <sup>(8)</sup>	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 235 000
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>385 418 946</b>
<b>Non budgétaire</b>		<b>...</b>
		...

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
<b>19</b>	<b>Parlement</b>		
	<b>Sénat</b>		
	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	20 425 100	827 700
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 901 000	
	<b>Chambre des communes</b>		
	Députés—Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	90 586 218	12 255 825
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 685 887	
	<b>Bibliothèque du Parlement</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 804 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>148 402 205</b>	<b>13 083 525</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>20</b>	<b>Patrimoine canadien</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Traitements des lieutenants-gouverneurs ( <i>Loi sur les traitements</i> )	930 000	
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	580 000	
	Prestations de retraite supplémentaires—Anciens lieutenants-gouverneurs	182 000	
	Ministre du Patrimoine canadien—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 587 000	
	<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 619 000	
	<b>Archives nationales du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 071 000	
	<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>		
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 400 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	393 000	
	<b>Office national du film</b>		
	Fonds renouvelable de l'Office national du film ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	375 000	
	<b>Bibliothèque nationale</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 766 000	

	<b>Commission de la fonction publique</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 758 000	
	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	(130 000)	
	<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique</b> <sup>(9)</sup>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	800 000	
	<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 363 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>58 760 946</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>21</b>	<b>Pêches et Océans</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	109 955 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>110 021 946</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
<b>22</b>	<b>Ressources naturelles</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre des Ressources naturelles—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	52 157 000	
	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse ( <i>Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières</i> )	1 111 000	
	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve ( <i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i> )	1 599 000	
	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers ( <i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i> )	3 450 000	
	Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers ( <i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i> )	2 175 000	
	Paiements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse ( <i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i> )	18 000 000	8 380 000
	Paiements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers ( <i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i> )	26 600 000	17 808 420
	Fonds renouvelable de Géomatique Canada ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	(2 356 000)	
	Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve		223 637 505
	Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable		125 000 000
	<b>Commission canadienne de sûreté nucléaire</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 829 000	
	<b>Office national de l'énergie</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 636 000	
	<b>Administration du pipe-line du Nord</b> <sup>(10)</sup>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	103 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>114 370 946</b>	<b>374 825 925</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...

## APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits <sup>(1)</sup>—Fin

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
23	<b>Santé</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 405 000	
	<b>Instituts de recherche en santé du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 157 000	
	<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	413 000	
	<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	565 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>105 606 946</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
24	<b>Solliciteur général</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 316 000	
	<b>Service correctionnel</b>		
	Pensions et autres avantages sociaux des employés ( <i>Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada</i> , paragraphe 27(1))	201 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	154 559 000	
	Fonds renouvelable CORCAN ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	84 000	
	<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 743 000	
	<b>Bureau de l'enquêteur correctionnel</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	359 000	
	<b>Gendarmerie royale du Canada</b>		
	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	224 363 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 704 000	
Pensions aux termes de la <i>Loi sur continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	23 000 000		
<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	94 000		
<b>Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	516 000		
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>452 005 946</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...



25	<b>Transports</b>		
	<b>Ministère</b>		
	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Le pont Victoria, Montréal—Versement à la suite de l'abolition des péages et pour la réfection de la voie de circulation routière du pont (crédit 107 (Transports), <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> )	3 300 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 464 000	
	Paielements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>	1 900 000	
	Paielement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	50 400 000	
	<b>Office des transports du Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 462 000	
	<b>Tribunal d'appel des transports du Canada</b> <sup>(11)</sup>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	127 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>117 719 946</b>	...
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
26	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des services gouvernementaux</i>		
	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile	66 946	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 166 000	
	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	(16 647 000)	
	Fonds renouvelable des services optionnels ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	(129 000)	
	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	(1 100 000)	
	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction ( <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> )	3 300 000	10 000 000
	<b>Communication Canada</b>		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 989 000	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>58 645 946</b>	<b>10 000 000</b>
	<b>Non budgétaire</b>	...	...
	<b>Total du gouvernement—Budgétaire</b>	<b>97 688 354 919</b>	<b>6 409 524 938</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>2 799 441 000</b>	<b>(164 633 500)</b>

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Le détail des autorisations législatives non présenté dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

(2) Le portefeuille ministériel de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, créé au cours de l'exercice 2003-2004, était auparavant présenté comme organisme sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

(3) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Travaux publics et Services gouvernementaux.

(4) Le portefeuille ministériel de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, créé au cours de l'exercice 2003-2004, était auparavant présenté comme organisme sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

(5) Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Transports.

(6) Au cours de l'exercice, le Bureau de l'infrastructure du Canada a été transféré d'Industrie.

(7) Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée de Patrimoine canadien.

(8) Le Service administratif des tribunaux judiciaires est un nouvel organisme amalgamant la Cour fédérale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt.

(9) Au cours de l'exercice, la Commission des relations de travail dans la fonction publique a été transférée du Conseil privé.

(10) Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée d'Affaires étrangères et Commerce international.

(11) Au cours de l'exercice, le Tribunal de l'aviation civile a été remplacé par le Tribunal d'appel des transports du Canada.

## APPENDICE 3

## Autorisations disponibles des exercices antérieurs

L'appendice 3 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
2		<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>	
		<b>Ministère</b>	
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau des passeports— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 000 000 \$ en aucun temps	14 264 086
	L11	<i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> Pour porter de 14 500 000 \$ à 22 500 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> , le crédit L11 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> (Net)	9 847 370
	L12	<i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> Pour porter de 30 000 000 \$ à 50 000 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> (Net)	29 633 002
		<b>Corporation commerciale canadienne</b>	
	(S)	(L) <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11 Le ministre des Finances doit, à la requête du ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000
		<b>Agence canadienne de développement international</b>	
	(S)	(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque de développement des Caraïbes Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	71 924 924
	(S)	(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque africaine de développement Autorisation de souscrire pour 73 473 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	1 245 207 684
	(S)	(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque asiatique de développement Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement (Brut)	2 847 422 639
	(S)	(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque interaméricaine de développement Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	5 674 821 101

	<b>Exportation et développement Canada</b>	
(S)	(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 11 Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 1 500 000 000 \$ (Brut)	516 800 000
	Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14; L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis, établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net)	12 539 097 060
	Autorité selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 13 000 000 000 \$ (Net)	3 453 821 892
	(Conformément aux articles 10, 23 et 24 de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , l'autorisation maximale de 13 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport).	
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>14 264 086</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>26 398 575 672</b>
<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>	
	<b>Ministère</b>	
	<i>Programme des affaires indiennes et inuites</i>	
(S)	<i>Loi de crédits n° 4 de 1987-1988</i> (crédit 5c) Paiement du Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de 60 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 2002-2003 au montant de 27 840 319 \$	32 159 681
L20	<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> Prêts consentis, au cours du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'Indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir des prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> , ne doit pas dépasser 48 550 835 \$ (Net)	48 450 401
	<i>Programme des affaires du Nord</i>	
L40	<i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> . Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 \$ (Brut)	305 503
L55	<i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> , ne doit pas dépasser 6 633 697 \$ (Net)	6 550 860
L81a	<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon : a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 \$ (Net)	5 000 000
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>32 159 681</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>60 306 764</b>

## APPENDICE 3

## Autorisations disponibles des exercices antérieurs—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
<b>4</b>		<b>Agence des douanes et du revenu du Canada</b>	
	1	Dépenses de fonctionnement; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i>	134 603 972
	10	Contributions; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i>	6 461 864
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>141 065 836</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>
<b>5</b>		<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>	
		<b>Ministère</b>	
	(S)	<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> , article 28 Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la loi est de 1 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1993-1994 au montant de 400 000 \$	600 000
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 2 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 \$ en aucun temps	3 349 781
		<b>Commission canadienne du lait</b>	
	(S)	(L) <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 300 000 000 \$ (Net)	300 000 000
		<b>Commission canadienne des grains</b>	
	(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Dépenser pour les besoins du fonds, tous les revenus que ce dernier générera; l'ensemble des dépenses faites pour les besoins du fonds ne devra jamais dépasser les revenus générés par le fonds de plus de 12 000 000 \$	12 322 690
		<b>Financement agricole Canada</b>	
	(S)	(L) <i>Loi sur le Financement agricole Canada</i> Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 1 175 000 000 \$, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Brut) Paragraphe 12(3). La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances, peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement, qui lui ont été consentis, ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	6 667 000 1 795 829 000
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>16 272 471</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>2 102 496 000</b>

6	<b>Anciens Combattants</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des anciens combattants</i>		
(S)	(L) <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 605 000 000 \$ (Net)	604 863 646
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		...
	<b>Non budgétaire</b>		<b>604 863 646</b>
7	<b>Citoyenneté et Immigration</b>		
	<b>Ministère</b>		
(S)	(L) <i>Loi sur l'immigration</i> , article 119	Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport, ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 et en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ne pourra à aucun moment dépasser 110 000 000 \$ (Net)	66 474 327
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		...
	<b>Non budgétaire</b>		<b>66 474 327</b>
10	<b>Défense nationale</b>		
	<b>Ministère</b>		
L11c	<i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> , établi par le crédit L20b	Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps telle que modifiée par le crédit L16c, <i>Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits</i> , le crédit L11c de 1991, et le crédit L11b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2002</i> ne devant pas dépasser 120 000 000 \$ (Net)	90 325 571
L15	<i>Loi spéciale des subsides, 1963</i>	Prêts effectués lors de l'exercice financier en cours et des exercices ultérieurs à l'égard de la construction de projets de logement, conformément aux accords établis avec le ministre de la Défense nationale, pour occupation par des membres des Forces canadiennes; ces prêts sont soumis à des taux d'intérêt et aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. Le montant total autorisé est 37 000 000 \$ (Net)	13 974 102
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		...
	<b>Non budgétaire</b>		<b>104 299 673</b>
13	<b>Finances</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des politiques économiques, sociales et financières</i>		
(S)	<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(2)	Paievements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international. Limite de 225 000 000 DTS	86 308 928
(S)	<i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i> , article 16	Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi 875 000 000 \$ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins	68 571 831

## APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
(S)	(L)	<i>Loi sur l'aide financière à la Banque Commerciale du Canada</i> , article 3 Sont affectés à l'explication de l'article 2 (aide financière à la Banque Commerciale du Canada), des crédits de soixante-quinze millions de dollars à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins (Brut)	2 000 000
(S)	(L)	<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(1) Émission de prêts à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international. La limite a été augmenté de 500 000 000 DTS à 700 000 000 DTS (CP 2000-355) (Brut)	167 541 789
(S)	(L)	<i>Loi sur Petro-Canada Limitée</i> , telle que modifiée Article 22. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à consentir à la Corporation des avances a) sous forme d'emprunts aux conditions que le gouverneur en conseil peut déterminer, ou, b) sous forme d'achats d'actions privilégiées. Le montant non remboursé au titre des emprunts ou des actions privilégiées ne doit jamais dépasser la somme de 1 000 000 000 \$ (Brut)	27 228 147
		Article 5. Le ministre souscrit les actions ordinaires de la Corporation. Le montant de chaque souscription est payé sur le Trésor aux dates qu'approuve le ministre des Finances à la demande de la Corporation, le montant global versé au titre de la souscription ne doit pas dépasser 4 900 000 000 \$ (Brut)	1 573 645 679
		<b>Société d'assurance-dépôts du Canada</b>	
(S)	(L)	<i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1 Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Trésor, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder 6 000 000 000 \$ (Net)	6 000 000 000
		<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>	
(S)		<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> , articles 16 et 17 Le ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 \$, le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor	68 907 164
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>223 787 923</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>7 770 415 615</b>
<b>15</b>		<b>Industrie</b>	
		<b>Ministère</b>	
(S)		Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada— <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 25 000 000 \$ à 15 000 000 \$ en vertu du crédit 21b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i>	62 514 169
L97b		<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 \$ (Net)	1 950 000
		<b>Conseil national de recherches du Canada</b>	
(S)		<i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> , alinéa 5(1)e) Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	8 599 314
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>71 113 483</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>1 950 000</b>

18	<b>Patrimoine canadien</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<b>Office national du film</b>		
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 12 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 25 000 000 \$ en aucun temps. Augmentation de l'autorisation en vertu du crédit 121d, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>		1 378 247
	<b>Agence Parcs Canada</b> <sup>(1)</sup>		
110	Dépenses du programme; la partie non utilisée des crédits affectés dans le cadre du paragraphe (1) aux dépenses de fonctionnement de l'Agence est annulée à la fin de l'exercice suivant celui au cours duquel ceux-ci ont été votés ou de tout exercice ultérieur précisé par la loi fédérale qui fait l'affectation, en vertu de l'article 19 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>		62 055 326
	<b>Commission de la fonction publique</b>		
(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 7 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 500 000 \$ en aucun temps		7 735 449
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>71 169 022</b>
	<b>Non budgétaire</b>		...
19	<b>Pêches et Océans</b>		
	<b>Office de commercialisation du poisson d'eau douce</b>		
L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> , 1968-1969, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créer l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente Loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office Le crédit L30b, <i>Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits</i> . L'ensemble des montants non remboursés, à tout moment, qui peuvent être empruntés à toute banque sur le crédit de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et des montants prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> ne doit pas dépasser 30 000 000 \$ (Net)		30 000 000
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		...
	<b>Non budgétaire</b>		<b>30 000 000</b>
20	<b>Ressources naturelles</b>		
	<b>Ministère</b>		
(S)	<i>Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières</i> , paragraphe 237(1) Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la loi Autorisation maximale de 50 000 000 \$ à chacun des exercices 1984-1985 à 1987-1988 inclusivement moins le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V de la loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices ultérieurs. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder 200 000 000 \$		3 134 598
(S)	<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i> , paragraphe 233(1) Fonds de développement Canada/Terre-Neuve—Pour tout paiement prélevé sur le Trésor, le montant total ne doit pas excéder 225 000 000 \$		3 025 295
(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada— <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 8 000 000 \$ en aucun temps		2 083 052

## APPENDICE 3

## Autorisations disponibles des exercices antérieurs—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
		<b>Société de développement du Cap-Breton</b>	
	L40a	<i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i> , paragraphe 19(3) Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Trésor, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement pour la division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, ne doit pas excéder 50 000 000 \$ (Net)	50 000 000
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>8 242 945</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>50 000 000</b>
22		<b>Solliciteur général</b>	
		<b>Service correctionnel</b>	
	(S)	Fonds renouvelable CORCAN— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992</i> (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 45 000 000 \$ en aucun temps	13 872 972
	L14b	<i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la <i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 \$ à 50 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> (Net)	42 048
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>13 872 972</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>42 048</b>
23		<b>Transports</b>	
		<b>Société canadienne des postes</b> <sup>(2)</sup>	
	(S)	(L) <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30 Sur demande de la Société approuvée par le ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net)	500 000 000
		<b>Monnaie royale canadienne</b> <sup>(2)</sup>	
	(S)	(L) <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> , paragraphe 20(1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources, à des emprunts d'un montant global maximal de 75 000 000 \$ ou d'un montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net)	75 000 000
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>...</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>575 000 000</b>
24		<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>	
		<b>Ministère</b>	
		<i>Programme des services gouvernementaux</i>	
	(S)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour l'aliénation des biens immobiliers, le montant total ne peut excéder 5 000 000 \$ en aucun temps	5 906 323



(S)	Fonds renouvelable des services optionnels— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 200 000 000 \$ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 21d de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>	30 280 547
(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 30 000 000 \$ à 25 100 163 \$ en vertu de la <i>Loi de crédits n° 5 pour 1998-1999</i>	21 530 251
(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le ministre à dépenser aux fins du Fonds les revenus reçus à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser 75 000 000 \$ les revenus reçus en fonction des objectifs du Fonds; radier un montant de 13 606 000 \$ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i>	29 275 807
(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 450 000 000 \$ en aucun temps	150 000 000
(S)	Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 3 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, diminution de l'autorisation de 64 000 000 \$ à 45 000 000 \$, telle que modifiée par le crédit 6b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1999-2000</i>	36 737 563
(S)	Fonds renouvelable de la production de défense— <i>Loi sur la production de défense</i> , article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 \$ moins les prêts et avances du compte de prêts de la production de défense	100 000 000
L15b	<i>Loi de crédits n° 3 pour 1990-1991</i> Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1967</i> :	
	a) remplacer les mots «des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables» suivant immédiatement «ministères et organismes» par les mots suivants : «des caisses d'avances fixe, des avances à justifier et des avances recouvrables»; et	
	b) accroître de 17 000 000 \$ à 22 000 000 \$ le montant qui peut être dû à n'importe quel moment aux fins du présent crédit (Net)	1 464 757
(S)	(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	42 367 108
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>373 730 491</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>43 831 865</b>
	<b>Total du gouvernement—Budgétaire</b>	<b>965 678 910</b>
	<b>Non budgétaire</b>	<b>37 808 255 610</b>

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée à Environnement.

(2) Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes et la Monnaie royale canadienne ont été transférées à l'Agence des douanes et du revenu du Canada.

## APPENDICE 4

## Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes lesquelles ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant <sup>(1)</sup>
			\$
<b>5</b>		<b>Agence des douanes et du revenu du Canada</b>	
		<b>Ministère</b>	
	1	Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2004, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	188 350 999
	5	Dépenses en capital; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2004, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	11 930 985
	10	Contributions; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2004, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	17 342 888
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>217 624 872</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>
<b>14</b>		<b>Environnement</b>	
		<b>Agence Parcs Canada</b>	
	100	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2004, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	47 841 916
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>47 841 916</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>
<b>15</b>		<b>Finances</b>	
		<b>Ministère</b>	
		<i>Petro-Canada Limitée</i>	
	(S)	(L) Avances pour emprunts ou achats d'actions privilégiées à Petro-Canada Limitée, en vertu de la <i>Loi sur Petro-Canada Limitée</i> , article 22	... <sup>(2)</sup>
	(S)	(L) Souscriptions d'actions ordinaires de Petro-Canada Limitée en vertu de la <i>Loi sur Petro-Canada Limitée</i> , article 5	... <sup>(2)</sup>
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>...</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>
<b>17</b>		<b>Industrie</b>	
		<b>Ministère</b>	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor)	636 643
		<b>Conseil national de recherches du Canada</b>	
	(S)	Dépenses des revenus en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	79 498 255
		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>80 134 898</b>
		<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>

<b>20</b>	<b>Patrimoine canadien</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<b>Office national du film</b>		
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film		
	Diminution de la valeur nette comptable des immobilisations		(1 940 863)
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>(1 940 863)</b>
	<b>Non budgétaire</b>		...
<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>		
	<b>Ministère</b>		
	<i>Programme des services gouvernementaux</i>		
(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada		
	Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor)		226 349
(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction		
	Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor)		29 475 451
	<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>		<b>29 701 800</b>
	<b>Non budgétaire</b>		...
	<b>Total du gouvernement—Budgétaire</b>		<b>373 362 623</b>
	<b>Non budgétaire</b>		...

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.

(2) Abrogé en vertu de la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*. Articles 14 et 15.

## APPENDICE 5

## Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat, la Bibliothèque du Parlement et la Commission mixte internationale) ont le pouvoir d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur pour emploi dans cet exercice seulement. Le montant reporté est toutefois sujet à une limite maximale.

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>2</b>	<b>Affaires étrangères et Commerce international</b>						
	Ministère	795 194	2 505 146	3 300 340	2 505 140	...	795 200
	Agence canadienne de développement international	...	340	340	...	...	340
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>795 194</b>	<b>2 505 486</b>	<b>3 300 680</b>	<b>2 505 140</b>	<b>...</b>	<b>795 540</b>
<b>3</b>	<b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b>						
	Ministère	93 516	99 690	193 206	57 280	...	135 926
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>93 516</b>	<b>99 690</b>	<b>193 206</b>	<b>57 280</b>	<b>...</b>	<b>135 926</b>
<b>4</b>	<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique <sup>(1)</sup></b>						
	Ministère	...	5 699	5 699	1 736	...	3 963
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>...</b>	<b>5 699</b>	<b>5 699</b>	<b>1 736</b>	<b>...</b>	<b>3 963</b>
<b>5</b>	<b>Agence des douanes et du revenu du Canada</b>						
	Ministère	...	482 417	482 417	482 417	...	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>...</b>	<b>482 417</b>	<b>482 417</b>	<b>482 417</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>6</b>	<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>						
	Ministère	26 278	2 494 277	2 520 555	2 491 936	...	28 619
	Agence canadienne d'inspection des aliments	25 000	425 783	450 783	358 531	67 252	25 000
	Commission canadienne des grains	...	55 730	55 730	...	30 730	25 000
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>51 278</b>	<b>2 975 790</b>	<b>3 027 068</b>	<b>2 850 467</b>	<b>97 982</b>	<b>78 619</b>
<b>7</b>	<b>Anciens Combattants</b>	...	57 968	57 968	57 968	...	...

<b>8</b>	<b>Citoyenneté et Immigration</b>						
	Ministère	62 000	22 426	84 426	24 348	37 652	22 426
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	...	6 867	6 867	6 867	...	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>62 000</b>	<b>29 293</b>	<b>91 293</b>	<b>31 215</b>	<b>37 652</b>	<b>22 426</b>
<b>9</b>	<b>Conseil du Trésor</b>	...	<b>6 545</b>	<b>6 545</b>	...	...	<b>6 545</b>
<b>10</b>	<b>Conseil privé</b>						
	Ministère	6 638	36 023	42 661	6 638	11 023	25 000
	Centre canadien de gestion	100	14 032	14 132	...	100	14 032
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	20	...	20	...	20	...
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	21 794	101 464	123 258	95 750	2 508	25 000
	Directeur général des élections	...	3 598	3 598	3 598	...	...
	Commissaire aux langues officielles	326	1 929	2 255	...	326	1 929
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	116	...	116	116	...	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>28 994</b>	<b>157 096</b>	<b>186 090</b>	<b>106 152</b>	<b>13 977</b>	<b>65 961</b>
<b>11</b>	<b>Défense nationale</b>						
	Ministère	155 868	22 728 131	22 883 999	17 746 011	...	5 137 988
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	...	320	320	...	...	320
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>155 868</b>	<b>22 728 451</b>	<b>22 884 319</b>	<b>17 746 011</b>	...	<b>5 138 308</b>
<b>12</b>	<b>Développement des ressources humaines</b>						
	Ministère	151 859	258 988	410 847	243 289	...	167 558
	Conseil canadien des relations industrielles	139	...	139	...	139	...
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	...	25	25	...	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>152 023</b>	<b>258 988</b>	<b>411 011</b>	<b>243 314</b>	<b>139</b>	<b>167 558</b>
<b>13</b>	<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien <sup>(2)</sup></b>	...	<b>7 535</b>	<b>7 535</b>	<b>7 535</b>	...	...
<b>14</b>	<b>Environnement</b>						
	Ministère	82 409	337 371	419 780	305 199	...	114 581
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	97	97	...	...	97
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>82 409</b>	<b>337 468</b>	<b>419 877</b>	<b>305 199</b>	...	<b>114 678</b>
<b>15</b>	<b>Finances</b>						
	Ministère	11 454	613	12 067	...	11 454	613
	Vérificateur général	25 000	3 012	28 012	25 000	...	3 012
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	2 292	2 292	...	...	2 292
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	12 306	7 817	20 123	...	12 306	7 817
	Bureau du surintendant des institutions financières	586	377	963	...	586	377
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>49 346</b>	<b>14 111</b>	<b>63 457</b>	<b>25 000</b>	<b>24 346</b>	<b>14 111</b>
<b>16</b>	<b>Gouverneur général</b>	<b>309</b>	<b>402</b>	<b>711</b>	<b>392</b>	<b>319</b>	...

## APPENDICE 5

## Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État—Fin

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>17</b>	<b>Industrie</b>						
	Ministère	143 834	264 453	408 287	199 749	...	208 538
	Agence de promotion économique du Canada atlantique <sup>(1)</sup>	36	(36)	...	...	...	...
	Agence spatiale canadienne	16 327	18 158	34 485	12 106	4 221	18 158
	Tribunal de la concurrence	...	2 456	2 456	...	...	2 456
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	2 751	10 627	13 378	2 751	...	10 627
	Conseil national de recherches du Canada	18 394	159 570	177 964	166 817	...	11 147
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	431	141	572	...	431	141
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	1 827	1 827	...	...	1 827
	Statistique Canada	...	7 842	7 842	7 842	...	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>181 773</b>	<b>465 038</b>	<b>646 811</b>	<b>389 265</b>	<b>4 652</b>	<b>252 894</b>
<b>18</b>	<b>Justice</b>						
	Ministère	1 402	20 679	22 081	1 401	1	20 679
	Commission canadienne des droits de la personne	8 279	38	8 317	8 279	...	38
	Tribunal canadien des droits de la personne	...	151	151	151	...	...
	Service administratif des tribunaux judiciaires <sup>(3)</sup>	...	93 912	93 912	60 513	8 399	25 000
	Cour fédérale du Canada <sup>(3)</sup>	25 000	(25 000)	...	...	...	...
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	525	13 625	14 150	6 825	525	6 800
	Cour suprême du Canada	6 021	22 545	28 566	...	6 021	22 545
	Cour canadienne de l'impôt <sup>(3)</sup>	17	(17)	...	...	...	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>41 244</b>	<b>125 933</b>	<b>167 177</b>	<b>77 169</b>	<b>14 946</b>	<b>75 062</b>
<b>20</b>	<b>Patrimoine canadien</b>						
	Ministère	3 106	20 359	23 465	16 794	...	6 671
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	3 655	3 655	3 655	...	...
	Archives nationales du Canada	24 797	151 883	176 680	151 683	...	24 997
	Bibliothèque nationale	3 347	67 789	71 136	66 463	...	4 673
	Commission de la fonction publique	...	6 262	6 262	6 262	...	...
	Commission des relations de travail dans la fonction publique <sup>(4)</sup>	...	326	326	...	...	326
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	175	194	369	369	...	...
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>31 425</b>	<b>250 468</b>	<b>281 893</b>	<b>245 226</b>	<b>...</b>	<b>36 667</b>
<b>21</b>	<b>Pêches et Océans</b>	<b>1 215 865</b>	<b>749 367</b>	<b>1 965 232</b>	<b>1 391 883</b>	<b>...</b>	<b>573 349</b>

<b>22</b>	<b>Ressources naturelles</b>						
	Ministère	112 439	209 731	322 170	204 599	...	117 571
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	7 966	2 019	9 985	9 981	...	4
	Office national de l'énergie	2 910	6 758	9 668	...	2 910	6 758
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>123 315</b>	<b>218 508</b>	<b>341 823</b>	<b>214 580</b>	<b>2 910</b>	<b>124 333</b>
<b>23</b>	<b>Santé</b>						
	Ministère	151 000	219 399	370 399	162 408	56 991	151 000
	Instituts de recherche en santé du Canada	...	155	155	...	...	155
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>151 000</b>	<b>219 554</b>	<b>370 554</b>	<b>162 408</b>	<b>56 991</b>	<b>151 155</b>
<b>24</b>	<b>Solliciteur général</b>						
	Ministère	1 556	...	1 556	...	1 556	...
	Service canadien du renseignement de sécurité	595	711 319	711 914	709 303	...	2 611
	Service correctionnel	295 200	736 100	1 031 300	801 637	...	229 663
	Commission nationale des libérations conditionnelles	15 440	9 456	24 896	19 199	...	5 697
	Gendarmerie royale du Canada	2 749 457	5 197 145	7 946 602	6 299 203	...	1 647 399
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>3 062 248</b>	<b>6 654 020</b>	<b>9 716 268</b>	<b>7 829 342</b>	<b>1 556</b>	<b>1 885 370</b>
<b>25</b>	<b>Transports</b>						
	Ministère	2 051 926	2 759 521	4 811 447	2 735 000	...	2 076 447
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 051 926</b>	<b>2 759 521</b>	<b>4 811 447</b>	<b>2 735 000</b>	<b>...</b>	<b>2 076 447</b>
<b>26</b>	<b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b>						
	Ministère	218 384	202 150	420 534	116 318	102 066	202 150
	Communication Canada	1 988	7 228	9 216	...	1 988	7 228
	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>220 372</b>	<b>209 378</b>	<b>429 750</b>	<b>116 318</b>	<b>104 054</b>	<b>209 378</b>
	<b>Total du gouvernement</b>	<b>8 550 105</b>	<b>41 318 726</b>	<b>49 868 831</b>	<b>37 581 017</b>	<b>359 524</b>	<b>11 928 290</b>

(1) Le portefeuille ministériel d'Agence de promotion économique du Canada atlantique, créé au cours de l'exercice 2003-2004 était auparavant présenté comme organisme sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

(2) Le portefeuille ministériel de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, créé au cours de l'exercice 2003-2004, était auparavant présenté comme organisme sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

(3) Le Service administratif des tribunaux judiciaires est un nouvel organisme amalgamant la Cour fédérale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt.

(4) Au cours de l'exercice, la Commission des relations de travail dans la fonction publique a été transférée du Conseil privé.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.



# SECTION 2

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

2003-2004

## **Affaires étrangères et Commerce international**

**Ministère**

**Corporation commerciale canadienne**

**Agence canadienne de développement  
international**

**Exportation et développement Canada**

**Centre de recherches pour le  
développement international**

**Commission mixte internationale**

**Secrétariat de l'ALÉNA, section  
canadienne**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité .....	2.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	2.6
Programmes par secteur d'activité .....	2.13
Paiements de transfert .....	2.15
Détail des montants disponibles pour être dépensés....	2.24
Revenus .....	2.25

**Ministère****Objectifs**

Agir au nom du Canada et de tous les Canadiens pour accroître la prospérité économique, l'emploi et la sécurité et travailler à la promotion de la paix dans le monde en diffusant la culture et les valeurs canadiennes.

**Description des secteurs d'activité***Promotion du commerce international*

Créer des emplois et promouvoir la prospérité au Canada en encourageant les entreprises canadiennes à exploiter tous les débouchés commerciaux à l'échelle internationale et en instaurant au pays un climat favorable aux investissements étrangers et aux échanges technologiques.

*Politique commerciale et économique*

Créer des emplois et promouvoir la prospérité au Canada grâce à la gestion efficace des relations commerciales du Canada avec les États-Unis et à la libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux dans le monde, par l'adoption de règles claires et équitables.

*Coopération et sécurité internationales*

Instaurer un régime international pacifique, fondé sur le droit et reflétant les valeurs canadiennes, au sein duquel le Canada est à l'abri de menaces émanant de l'étranger.

*Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires)*

Répondre aux besoins d'aide officielle des Canadiennes et des Canadiens voyageant ou habitant à l'étranger.

*Diplomatie ouverte*

Susciter de l'intérêt et de la confiance à l'égard du Canada à l'étranger et faire en sorte que l'opinion publique internationale soit favorable aux intérêts politiques et économiques du Canada et aux valeurs canadiennes.

*Services ministériels*

Permettre au Ministère d'accomplir sa mission et d'atteindre ses objectifs grâce à la prestation de services de soutien efficaces sur le plan des coûts.

*Prestation de services aux autres ministères*

Permettre aux autres ministères d'exécuter leurs programmes à l'étranger grâce à la prestation de services de soutien efficaces sur le plan des coûts.

*Services de passeports*

Délivrer des titres de voyage respectés à l'échelle internationale aux citoyens canadiens et autres résidents canadiens qui y ont droit.

**Corporation commerciale canadienne****Objectifs**

En vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne*, le mandat de la Corporation commerciale canadienne (CCC) consiste à aider l'expansion du commerce extérieur du Canada. La loi lui confère un large éventail de pouvoirs, en particulier celui d'effectuer l'exportation de marchandises ou de denrées, en qualité de mandat ou de mandataire, selon les modalités et sans la mesure qu'elle juge utiles. À titre d'organisme de passation de contrats d'exportation du Canada, la mission de la CCC consiste à faire office d'intermédiaire efficace pour le commerce canadien, en réunissant les acheteurs étrangers et les vendeurs canadiens et en permettant de conclure de fructueux

contrats d'exportation aux conditions les plus favorables possible.

**Agence canadienne de développement international****Objectifs**

Encourager les efforts des peuples des pays en développement et des pays en transition en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement et accorder une aide humanitaire pour favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

**Description des secteurs d'activité***Programmes géographiques*

Les programmes géographiques comportent des relations directes entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des pays en développement. Ils sont élaborés en consultation et en collaboration avec les partenaires de ces pays. Ils constituent le principal mécanisme de soutien qu'utilise le gouvernement pour investir à long terme dans des secteurs essentiels du développement durable. Les programmes géographiques représentent environ le tiers du budget de l'aide internationale.

Les projets financés tiennent compte des besoins des pays en développement et de la capacité du Canada de répondre à ces besoins. La valeur des projets, et celle des contrats et des accords de contribution nécessaires à leur exécution, va de milliers de dollars à des dizaines de millions. L'approche et l'objet des projets varient aussi considérablement. À de rares exceptions près, l'aide consentie dans le cadre des

programmes géographiques est versée en nature directement par les fournisseurs et agents d'exécution canadiens ou par l'entremise des achats effectués par les pays bénéficiaires, dans le cadre des politiques canadiennes d'aide liée (fonds alloués pour l'achat de biens et de services au Canada) et conformément aux exigences quant au contenu canadien.

Trois directions de programmes géographiques, à savoir les directions générales de l'Afrique et du Moyen-Orient, de l'Asie et des Amériques, se chargent de planifier et de fournir l'aide bilatérale canadienne aux pays admissibles. Les programmes mis en œuvre dans ces régions sont fondés sur l'objectif et les six volets prioritaires de l'aide publique au développement (APD).

#### *Pays en transition*

Le programme de l'Europe centrale et de l'Est (ECE) est conçu pour répondre aux initiatives et pour aider les pays de la région pendant la période critique de transition. Une petite part de l'aide fournie au moyen de ce programme relève de l'APD.

Le programme permet de transférer des connaissances et les compétences aux pays de la région grâce au perfectionnement des ressources humaines, au renforcement des institutions, à l'assistance humanitaire et multilatérale, et aux conseils en matière de politiques. Les activités sont mises en œuvre en collaboration avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG), les milieux universitaires, les communautés ethniques et tous les paliers de gouvernement au Canada. Ces partenariats servent de catalyseurs pour susciter, au niveau des projets, des contributions tant chez les partenaires canadiens que chez les partenaires des pays bénéficiaires.

#### *Programmes multilatéraux*

Dans le cadre des programmes multilatéraux, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) collabore avec une vaste gamme d'organisations

et d'institutions internationales, dont les agences des Nations Unies (comme l'UNICEF), le Commonwealth et la Francophonie, et les banques de développement régionales pour l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes. La plus grande partie de l'aide humanitaire et des secours d'urgence fournis par l'ACDI est acheminée par l'intermédiaire des programmes multilatéraux.

L'ACDI emploie différents mécanismes pour obtenir des résultats dans les six secteurs prioritaires. De concert avec d'autres organismes donateurs, elle fournit un financement de base à des organisations et institutions multilatérales œuvrant dans ces secteurs. Elle cherche également à influencer sur les pratiques et politiques de ces organisations afin de maximiser l'efficacité des programmes et des opérations. De plus, elle surveille et évalue le rendement des organisations et institutions internationales et fait rapport sur ce rendement.

La direction générale des programmes multilatéraux vise aussi à améliorer les politiques et pratiques des institutions multilatérales, plus particulièrement pour la coordination des initiatives au niveau des pays, et pour le suivi et l'évaluation des activités sur le terrain. L'accroissement de l'efficacité des organisations internationales est un élément important des programmes multilatéraux.

#### *Partenariat canadien*

Le programme de partenariat canadien verse des subventions et des contributions à des organisations canadiennes et internationales pour appuyer leurs activités dans les pays en développement. Il soutient les initiatives de ces organisations (à but lucratif et à but non lucratif) et vise l'établissement de partenariats durables entre le Canada et les pays en développement par l'entremise de projets à coûts partagés. En outre, le programme est responsable de la politique en matière de consultations et représente l'Agence dans les relations et les consultations avec les partenaires.

Le programme de partenariat canadien comporte trois sous-programmes principaux, à savoir le soutien au secteur bénévole, la coopération industrielle et les bourses. Le programme de coopération industrielle (PCI) encourage les initiatives de développement du secteur privé et favorise la croissance économique dans les pays en développement en appuyant l'établissement de liens à long terme et mutuellement avantageux entre le secteur privé canadien et les pays bénéficiaires.

Le programme de soutien au secteur bénévole est axé sur le développement communautaire et le renforcement de la capacité des organisations et institutions des pays en développement afin de promouvoir un développement durable dans des secteurs socio-économiques clés. Il favorise la création de liens entre les ONG au Canada et dans les pays en développement, et appuie les organisations et institutions canadiennes qui œuvrent aux niveaux de l'environnement, de la réforme du secteur public, des droits de la personne, de la démocratie et du bon gouvernement afin de promouvoir le transfert de technologie et le renforcement des capacités.

Le programme de bourses est chargé de gérer différents programmes, ainsi que les règlements et politiques régissant la sélection et le recrutement des coopérants et experts en assistance technique et des stagiaires au pays.

#### *Politiques*

La direction générale des politiques élabore et tient à jour les politiques de l'ACDI dans le cadre de l'objectif et des priorités de l'APD, ainsi que des intérêts et des objectifs de la politique étrangère du Canada. Elle fournit au ministre, à l'ACDI et à d'autres ministères des conseils et de l'information sur les questions de politiques et de stratégies, ainsi qu'une expertise scientifique et technique. Il arrive également qu'elle vérifie le respect des normes à l'ACDI, comme dans le cas des évaluations environnementales. La direction générale gère également les consultations sur les ques-

tions stratégiques avec des groupes d'intérêt et le grand public.

La direction générale gère l'enveloppe de l'aide internationale et les fonds alloués au nom de l'ACDI. Elle produit l'information générale requise pour la rédaction des rapports nationaux et internationaux sur les dépenses au titre de l'APD.

À l'échelle internationale, la direction générale des politiques veille à coordonner les politiques de développement du Canada et celles d'autres pays donateurs, par exemple, de concert avec le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle représente également les intérêts du Canada aux réunions internationales et veille à ce que les politiques en matière de développement tiennent compte des engagements internationaux pris par le Canada.

#### *Communications*

Conformément à la stratégie du gouvernement en matière de communications, la direction générale des communications aide le ministre, la présidente et les directions générales de l'ACDI à s'acquitter de leurs responsabilités à ce niveau. Elle fournit des conseils d'experts, procède à des recherches sur l'opinion publique et à l'analyse des reportages, et produit des documents imprimés et audiovisuels.

Par ses activités de communications, l'agence souhaite montrer à des publics choisis, dont les jeunes, les décideurs et les façonneurs de l'opinion, que l'ACDI est un organisme d'aide efficace. Elle veut sensibiliser davantage les Canadiens au développement international et à ses impacts et renforcer la collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux en matière de communications. La direction générale est responsable de l'application de la politique de l'ACDI en matière de communications.

Avec le programme d'information sur le développement, la direction des communications travaille en collaboration avec les particuliers, les organismes non

gouvernementaux et le secteur privé afin d'informer les Canadiens des programmes et des questions connexes de développement, en mettant particulièrement l'accent sur l'importance du rôle et de la contribution que les Canadiens apportent dans les pays en développement.

#### *Services généraux*

Les Services généraux fournissent à l'Agence des services de soutien qui ne sont pas directement liés à un mécanisme d'exécution en particulier. Ces services sont assurés par les Services à la haute direction de l'Agence, ainsi que par la direction générale des ressources humaines et services corporatifs, la direction générale de l'information et de la technologie et la direction générale de l'examen du rendement. Leur coût est comptabilisé comme une dépense administrative indirecte plutôt que comme une dépense directe qui peut être facilement imputée à un mécanisme d'exécution.

### **Exportation et développement Canada**

#### **Objectifs**

Soutenir et développer le commerce d'exportation du Canada et la capacité du pays de s'engager dans ce commerce.

### **Centre de recherches pour le développement international**

#### **Objectifs**

Selon la définition de la loi promulguée par le Parlement, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a pour objectifs d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur les

moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions. Dans le cadre de la réalisation de ces objectifs, il :

- s'assure les services de scientifiques et de techniciens des sciences naturelles et sociales du Canada et de l'étranger;
- aide les régions en voie de développement à se livrer à la recherche scientifique, à acquérir les techniques innovatrices et à établir les institutions requises pour résoudre leurs problèmes;
- encourage en général la coordination de la recherche pour le développement international;
- promouvoit la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes du développement entre les régions développées et les régions en voie de développement, à leur avantage réciproque.

Dans l'ensemble, le CRDI vise à aider les pays en développement à utiliser la science et les connaissances en vue de solutionner concrètement et à long terme les problèmes d'ordre social, économique et environnemental auxquels ils doivent faire face.

### **Commission mixte internationale**

#### **Objectifs**

Mettre en application les responsabilités, fonctions et pouvoirs confiés à la Commission à la suite de traités et d'ententes internationaux; à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier les questions ou les différends liés à la frontière commune, et formuler les recommandations appropriées. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou de l'autre de la frontière, susceptible de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

## **Description des secteurs d'activité**

### *Opération et administration du bureau de la section canadienne*

Commissaires et personnel; dépenses connexes de fonctionnement; part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu des demandes d'approbation et des renvois soumis aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, y compris la coordination des travaux des comités d'enquête internationaux; surveillance du travail des comités de contrôle internationaux établis par la Commission; paiement des dépenses résiduelles des enquêtes et des relevés.

### *Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs*

Surveillance, contrôle, coordination et aide aux gouvernements pour l'application de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs; personnel et fonctionnement du bureau régional selon les ententes à frais partagés conclues avec les États-Unis; aide requise par le Conseil de la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, le Conseil consultatif scientifique des Grands Lacs, le Conseil des gestionnaires de la recherche des Grands Lacs et les groupes de travail traitant des questions liées à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

## **Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne**

### **Objectifs**

L'objectif du programme de la Section canadienne du Secrétariat de l'ALÉNA consiste à mettre en œuvre les dispositions de règlement des différends de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), de l'Accord de libre-échange Canada-Israël et de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, en appuyant les groupes spéciaux institutés en vertu de chacun des accords et en maintenant un greffe de type judiciaire où seront déposées les procédures des groupes spéciaux, des comités et des tribunaux établis aux termes de chacun des accords.

### **Description du secteur d'activité**

#### *Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne*

Afin de régler les différends résultant de décisions finales sur le dumping, les droits compensateurs et le préjudice, on peut substituer à l'examen judiciaire la procédure de révision par groupe spécial prévue au chapitre 19 de l'ALÉNA. Les différends sur l'interprétation et l'application de l'ALÉNA (chapitre 20) peuvent être renvoyés à un groupe spécial de cinq membres. Les différends concernant les dispositions de l'ALÉNA sur l'investissement (chapitre 11) et sur les services financiers (chapitre 14) peuvent être soumis au mécanisme de règlement prévu par l'Accord.

La Section canadienne s'occupera de régler les différends aux termes des dispositions de règlement des différends du chapitre 8 de l'Accord de libre-échange Canada-Israël et du chapitre N de l'Accord de libre-échange Canada-Chili.

Pour l'administration des dispositions sur le règlement des différends, la section canadienne du Secrétariat de l'ALÉNA fournit des services professionnels et consultatifs aux groupes spéciaux et aux comités, administre un greffe de type judiciaire et coordonne tous les aspects financiers du processus.

Le Secrétariat fournit aussi, au besoin, une aide aux Commissions et appuie les divers comités et groupes de travail non liés au règlement des différends.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	1 065 239 000	...	...	1 065 239 000	1				
...	...	31 322 759	...	31 322 759	1a				
...	...	1	...	1	1b				
...	...	...	10 486 722	10 486 722					
...	...	...	3 267 644	3 267 644					
...	...	...	11 434 000	11 434 000					
...	1 065 239 000	31 322 760	25 188 366	1 121 750 126					
...	138 623 000	...	...	138 623 000	5				
...	...	31 335 821	...	31 335 821	5a				
...	...	...	(10 486 722)	(10 486 722)					
...	138 623 000	31 335 821	(10 486 722)	159 472 099					
...	434 094 709	...	...	434 094 709	10				
...	...	77 475 000	...	77 475 000	10a				
...	...	1	...	1	10b				
...	434 094 709	77 475 001	...	511 569 710					
...	66 946	...	5 792	72 738	(S)				
...	66 946	...	5 792	72 738	(S)	72 738	...	...	66 946
...	250 000	...	(117 617)	132 383	(S)	72 738	...	...	66 946
...	108 298 000	...	(41 761 756)	66 536 244	(S)	132 383	...	...	104 204
14 264 086	(5 295 000)	...	5 295 000	14 264 086	(S)	66 536 244	...	...	52 874 923
...	...	...	5 098 315	5 098 315	(S)	360 553	...	13 903 533	(3 331 325)
...	...	...	20 746	20 746	(S)	5 098 315	...	...	4 172 670
795 194	...	...	2 505 146	3 300 340	(S)	20 746	...	...	36 418
...	...	...	5 816 408	5 816 408	(S)	2 505 140	...	795 200	2 504 477
...	...	...	...	...	(S)	5 816 408	...	...	9 649 466
15 059 280	1 741 343 601	140 133 582	(8 430 530)	1 888 105 933		1 746 130 878	127 276 322	14 698 733	1 753 297 333
9 847 370	...	...	...	9 847 370	L11	109 456	...	9 737 914	1 628 827

					L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , modifié par le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> . Limite 50 000 000 \$ (Net)				
29 633 002	...	...	...	29 633 002			(3 786 892)	...	33 419 894	(14 098 158)
39 480 372	...	...	...	39 480 372		Total non budgétaire	(3 677 436)	...	43 157 808	(12 469 331)
<b>15 059 280</b>	<b>1 741 343 601</b>	<b>140 133 582</b>	<b>(8 430 530)</b>	<b>1 888 105 933</b>		<b>Total du ministère—</b>				
<b>39 480 372</b>	...	...	...	<b>39 480 372</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>1 746 130 878</b>	<b>127 276 322</b>	<b>14 698 733</b>	<b>1 753 297 333</b>
						<b>Non budgétaire</b>	<b>(3 677 436)</b>	...	<b>43 157 808</b>	<b>(12 469 331)</b>
						<b>Corporation commerciale canadienne</b>				
...	16 207 000	...	...	16 207 000	15	Dépenses du programme				
...	...	...	67 000	67 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	16 207 000	...	67 000	16 274 000		Total—Crédit 15	16 274 000	...	...	16 631 000
...	16 207 000	...	67 000	16 274 000		Total budgétaire	16 274 000	...	...	16 631 000
					(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11. Limite 10 000 000 \$ (Net)	...	...	10 000 000	...
10 000 000	...	...	...	10 000 000						
						<b>Total du programme—</b>				
...	<b>16 207 000</b>	...	<b>67 000</b>	<b>16 274 000</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>16 274 000</b>	...	...	<b>16 631 000</b>
<b>10 000 000</b>	...	...	...	<b>10 000 000</b>		<b>Non budgétaire</b>	...	...	<b>10 000 000</b>	...
						<b>Agence canadienne de développement international</b>				
...	191 243 000	...	...	191 243 000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	10 508 420	...	10 508 420	20a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	756 130	756 130		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	1 872 000	1 872 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	(2 510 000)	(2 510 000)		Virement au crédit 25				
...	191 243 000	10 508 420	118 130	201 869 550		Total—Crédit 20	194 582 935	7 286 615	...	204 469 046
...	1 623 977 000	...	...	1 623 977 000	25	Subventions et contributions				
...	...	368 715 000	...	368 715 000	25a	Subventions				
...	...	35 040 000	...	35 040 000	25b	Virement de 2 510 000 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	2 510 000	2 510 000		Virement du crédit 20				
...	1 623 977 000	403 755 000	2 510 000	2 030 242 000		Total—Crédit 25	2 011 431 414	18 810 586	...	1 755 853 547
...	66 946	...	1 984	68 930	(S)	Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile	68 930	...	...	66 946
...	248 540 000	...	(15 942 039)	232 597 961	(S)	Paievements (encaissement de billets) aux Fonds d'institutions financières internationales ( <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> ) et lois de crédits des exercices antérieurs)	232 597 961	...	...	242 747 273
...	19 456 000	...	140 764	19 596 764	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 596 764	...	...	20 778 876
...	...	...	340	340	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	340	8 883
...	...	...	105 299 474	105 299 474	(S)	Perte sur réévaluation à la fin de l'exercice	105 299 474	...	...	86 106 537

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
...	...	...	9 035	9 035	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	9 035	...	...	824	
...	2 083 282 946	414 263 420	92 137 688	2 589 684 054		Total budgétaire	2 563 586 513	26 097 201	340	2 310 031 932	
<b>Fonds d'institutions financières internationales</b>											
...	1	...	193 499 999	193 500 000	L30	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 193 500 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales (Brut)					
...	...	1	(96 500 001)	(96 500 000)	L30a	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser (193 500 000 \$ - 96 500 000 \$) 97 000 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales (Brut)					
...	1	1	96 999 998	97 000 000		Total—Crédit L30	97 000 000	...	...	187 412 252	
<b>Comptes d'investissements d'institutions financières internationales</b>											
...	4 440 000	...	(4 440 000)	...	L35	Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$ US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 4 440 000 \$ le 30 septembre 2002 peut varier à la hausse et émission et paiements de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 985 100 \$ CAN, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales (Brut)					
...	...	...	...	...	L35b	Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$ US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 4 440 000 \$ le 30 septembre 2002 peut varier à la hausse, et émission et paiements de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 1 110 100 \$ CAN (985 100 \$ +125 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au					



...	...	1	(1)	...
...	4 440 000	1	(4 440 001)	...
...	5 100 000	666 500	(5 766 500)	...
71 924 924	...	...	...	71 924 924
...	...	...	(7 531 585)	(7 531 585)
71 924 924	...	...	(7 531 585)	64 393 339
...	...	...	4 440 000	4 440 000
1 245 207 684	...	...	...	1 245 207 684
...	...	...	(27 256 151)	(27 256 151)
1 245 207 684	...	...	(27 256 151)	1 217 951 533
2 847 422 639	...	...	...	2 847 422 639
...	...	...	(235 654 459)	(235 654 459)
2 847 422 639	...	...	(235 654 459)	2 611 768 180

	capital des institutions financières internationales (Brut)			
	Total—Crédit L35	...	...	...
(S)	(L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales—Souscriptions au capital (Brut)	...	...	...
	<b>Banque de développement des Caraïbes</b>			
(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) : Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date) Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice	...	...	...
	Total <sup>(2)</sup>	...	...	64 393 339
	<b>Banque africaine de développement</b>			
L35	Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$ US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens, évalué à 4 440 000 \$ le 21 septembre 2001 (Brut)	3 812 443	627 557	...
(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 73 473 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) : Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date) Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice	...	...	4 479 988
	Total <sup>(2)</sup>	...	...	1 217 951 533
	<b>Banque asiatique de développement</b>			
(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) : Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date) Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice	...	...	...
	Total <sup>(2)</sup>	...	...	2 611 768 180

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Banque interaméricaine de développement</b>									
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :			
5 674 821 101	...	...	...	5 674 821 101		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)			
...	...	...	(594 236 275)	(594 236 275)		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice			
5 674 821 101	...	...	(594 236 275)	5 080 584 826		Total <sup>(2)</sup>	...	5 080 584 826	...
9 839 376 348	9 540 001	666 502	(773 444 973)	9 076 137 878		Total non budgétaire	100 812 443	627 557	8 974 697 878
<b>Total du programme—</b>									
...	2 083 282 946	414 263 420	92 137 688	2 589 684 054		<b>Budgétaire</b>	2 563 586 513	26 097 201	340
9 839 376 348	9 540 001	666 502	(773 444 973)	9 076 137 878		<b>Non budgétaire</b>	100 812 443	627 557	8 974 697 878
<b>Exportation et développement Canada</b>									
					(S)	Une partie de l'autorisation budgétaire autorisée en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (voir ci-dessous) <sup>(3)</sup>			
...	70 000 000	...	(70 000 000)	...		Virement de l'autorisation non budgétaire <sup>(3)</sup>			
...	...	...	(23 051 630)	(23 051 630)		Total de l'autorisation budgétaire reliée à l'article 24 <sup>(3)</sup>	(23 051 630)	...	(6 948 410)
...	70 000 000	...	(93 051 630)	(23 051 630)		Dépenses d'administration	10 220 000	...	9 824 248
...	...	...	10 220 000	10 220 000	(S)	Pertes d'opérations de change	180 318 399	...	117 066 781
...	...	...	180 318 399	180 318 399	(S)	Total budgétaire	167 486 769	...	119 942 619
...	70 000 000	...	97 486 769	167 486 769					
					(S)	(L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , article 11. Limite 1 500 000 000 \$ (Brut)	...	516 800 000	...
516 800 000	...	...	...	516 800 000		(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)	...	18 075 934 700	...
12 539 097 060	...	...	5 536 837 640	18 075 934 700		(S) L'autorisation maximale de 13 000 000 000 \$ en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23 <sup>(3)</sup>	...	...	...
3 453 821 892	1 282 000 000	...	390 127 207	5 125 949 099					

...	...	...	23 051 630	23 051 630		Moins : partie budgétaire de l'autorisation (voir ci-dessus) <sup>(3)</sup>				
3 453 821 892	1 282 000 000	...	413 178 837	5 149 000 729		Total de l'autorisation non budgétaire reliée à l'article 24 (Net) <sup>(3)</sup>	565 699 729	...	4 583 301 000	71 464 510
16 509 718 952	1 282 000 000	...	5 950 016 477	23 741 735 429		Total non budgétaire	565 699 729	...	23 176 035 700	71 464 510
...	70 000 000	...	97 486 769	167 486 769		<b>Total du programme—</b>				
16 509 718 952	1 282 000 000	...	5 950 016 477	23 741 735 429		<b>Budgétaire</b>	167 486 769	...	...	119 942 619
						<b>Non budgétaire</b>	565 699 729	...	23 176 035 700	71 464 510
<b>Centre de recherches pour le développement international</b>										
...	100 941 000	...	...	100 941 000	40	Versements au Centre de recherches pour le développement international				
...	...	9 155 000	...	9 155 000	40a	Versements au Centre de recherches pour le développement international				
...	...	...	182 000	182 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	100 941 000	9 155 000	182 000	110 278 000		Total—Crédit 40	110 278 000	...	...	102 228 000
...	100 941 000	9 155 000	182 000	110 278 000		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	110 278 000	...	...	102 228 000
<b>Commission mixte internationale</b>										
...	4 930 000	...	...	4 930 000	45	Dépenses du programme				
...	...	4 490 370	...	4 490 370	45a	Dépenses du programme				
...	...	237 502	...	237 502	45b	Dépenses du programme				
...	...	...	75 000	75 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	4 930 000	4 727 872	75 000	9 732 872		Total—Crédit 45	9 697 522	35 350	...	8 971 865
...	552 000	...	11 497	563 497	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	563 497	...	...	479 359
...	5 482 000	4 727 872	86 497	10 296 369		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	10 261 019	35 350	...	9 451 224
<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>										
...	2 729 000	...	...	2 729 000	50	Dépenses du programme				
...	...	105 600	...	105 600	50b	Dépenses du programme				
...	...	...	25 000	25 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	24 000	24 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	2 729 000	105 600	49 000	2 883 600		Total—Crédit 50	1 973 214	910 386	...	1 866 070
...	201 000	...	(55 010)	145 990	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	145 990	...	...	146 989
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	71 686
...	2 930 000	105 600	(6 010)	3 029 590		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	2 119 204	910 386	...	2 084 745



## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Promotion du commerce international	243 552 800	228 782 568	5 165 900	4 546 880	14 960 000	14 895 276	3 050 000	1 112 655	...	...	260 628 700	247 112 069
Politique commerciale et économique	104 326 372	98 123 044	1 919 200	1 688 400	23 726 328	23 616 656	...	...	...	...	129 971 900	123 428 100
Coopération et sécurité internationales	233 159 203	220 769 291	7 414 615	6 843 200	446 048 882	403 885 108	...	...	...	...	686 622 700	631 497 599
Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires)	63 167 350	60 029 845	1 723 250	1 499 700	80 000	80 000	2 450 000	2 520 644	...	...	62 520 600	59 088 901
Diplomatie ouverte	81 213 600	74 193 661	1 994 400	1 682 800	26 734 500	26 655 718	2 303 000	1 690 178	...	...	107 639 500	100 842 001
Services ministériels—												
Budgétaire	249 415 130	241 303 279	132 860 905	115 703 100	152 383	152 383	16 390 000	15 362 707	...	...	366 038 418	341 796 055
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	39 480 372	(3 677 436)	39 480 372	(3 677 436)
Prestation de services aux autres ministères	252 026 200	234 746 500	8 393 829	7 259 100	...	...	...	...	...	...	260 420 029	242 005 600
Services de passeports	148 678 332	137 818 476	16 321 605	16 321 605	...	...	150 735 851	153 779 528	...	...	14 264 086	360 553
Sous-total—												
Budgétaire	1 375 538 987	1 295 766 664	175 793 704	155 544 785	511 702 093	469 285 141	174 928 851	174 465 712	...	...	1 888 105 933	1 746 130 878
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	39 480 372	(3 677 436)	39 480 372	(3 677 436)
Revenus affectés aux dépenses	(174 928 851)	(174 465 712)	...	...	...	...	(174 928 851)	(174 465 712)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 200 610 136</b>	<b>1 121 300 952</b>	<b>175 793 704</b>	<b>155 544 785</b>	<b>511 702 093</b>	<b>469 285 141</b>	...	...	...	...	<b>1 888 105 933</b>	<b>1 746 130 878</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>39 480 372</b>	<b>(3 677 436)</b>	<b>39 480 372</b>	<b>(3 677 436)</b>
<b>Corporation commerciale canadienne—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>16 274 000</b>	<b>16 274 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>16 274 000</b>	<b>16 274 000</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>10 000 000</b>	...	<b>10 000 000</b>	...
<b>Agence canadienne de développement international</b>												
Programmes géographiques	66 057 232	66 000 958	...	...	1 008 613 120	1 000 784 522	...	...	...	...	1 074 670 352	1 066 785 480
Pays en transition	10 111 134	9 995 154	...	...	104 883 772	103 098 874	...	...	...	...	114 994 906	113 094 028
Programmes multilatéraux—												
Budgétaire	113 657 324	113 657 324	...	...	844 564 336	844 162 433	...	...	...	...	958 221 660	957 819 757
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	9 076 137 878	100 812 443	9 076 137 878	100 812 443
Partenariat canadien	15 643 058	15 643 058	...	...	284 659 631	281 896 534	...	...	...	...	300 302 689	297 539 592
Politiques	16 240 291	16 240 291	...	...	15 486 102	10 217 172	...	...	...	...	31 726 393	26 457 463

## Programmes par secteur d'activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Communications	9 524 664	9 524 664	...	...	4 633 000	3 869 840	...	...	...	...	14 157 664	13 394 504
Services généraux	95 610 390	88 495 689	...	...	...	...	...	...	...	...	95 610 390	88 495 689
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>326 844 093</b>	<b>319 557 138</b>	...	...	<b>2 262 839 961</b>	<b>2 244 029 375</b>	...	...	...	...	<b>2 589 684 054</b>	<b>2 563 586 513</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>9 076 137 878</b>	<b>100 812 443</b>	<b>9 076 137 878</b>	<b>100 812 443</b>
<b>Exportation et développement</b>												
<b>Canada—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>167 486 769</b>	<b>167 486 769</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>167 486 769</b>	<b>167 486 769</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>23 741 735 429</b>	<b>565 699 729</b>	<b>23 741 735 429</b>	<b>565 699 729</b>
<b>Centre de recherches pour le développement international—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>110 278 000</b>	<b>110 278 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>110 278 000</b>	<b>110 278 000</b>
<b>Commission mixte internationale</b>												
Opération et administration du bureau de la section canadienne	8 094 269	8 060 844	...	...	...	...	...	...	...	...	8 094 269	8 060 844
Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs	2 202 100	2 200 175	...	...	...	...	...	...	...	...	2 202 100	2 200 175
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>10 296 369</b>	<b>10 261 019</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>10 296 369</b>	<b>10 261 019</b>
<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>3 029 590</b>	<b>2 119 204</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>3 029 590</b>	<b>2 119 204</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 834 818 957</b>	<b>1 747 277 082</b>	<b>175 793 704</b>	<b>155 544 785</b>	<b>2 774 542 054</b>	<b>2 713 314 516</b>	...	...	...	...	<b>4 785 154 715</b>	<b>4 616 136 383</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>32 867 353 679</b>	<b>662 834 736</b>	<b>32 867 353 679</b>	<b>662 834 736</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Promotion du commerce international									
...	2 000 000	...	(1 635 000)	365 000	Subventions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	365 000	...	...	429 000
-----									
...	3 000 000	...	...	3 000 000	Politique commerciale et économique	3 000 000	...	...	14 000 000
...	...	500 000	(100 000)	400 000	Soutien à l'Association des produits forestiers du Canada	400 000	...	...	500 000
...	...	...	...	...	Subvention à l'appui de l'aide technique en matière de commerce	...	...	...	44 925 000
...	3 000 000	500 000	(100 000)	3 400 000	Éléments non requis pour l'exercice en cours	3 400 000	...	...	59 425 000
-----									
...	60 000	...	...	60 000	Coopération et sécurité internationales	60 000	...	...	60 000
...	7 476 609	1 476 070	...	8 952 679	Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	8 952 679	...	...	10 090 701
...	4 873 100	...	4	4 873 104	Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	4 873 104	...	...	4 873 104
...	...	5 000 000	(2 355 536)	2 644 464	Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	2 642 463	2 001	...	...
...	...	...	...	...	Subventions à l'appui des activités liées au déminage et aux débris de guerre explosifs	...	...	...	1 000 000
...	12 409 709	6 476 070	(2 355 532)	16 530 247	Éléments non requis pour l'exercice en cours	16 528 246	2 001	...	16 023 805
-----									
...	12 700 000	1 750 000	...	14 450 000	Diplomatie ouverte	14 435 459	14 541	...	13 496 239
...	9 019 000	3 261 501	(1)	12 280 500	Subventions dans le domaine des relations avec les universités	12 216 259	64 241	...	10 198 436
...	4 000	...	...	4 000	Subventions dans le domaine des relations culturelles	4 000	...	...	4 000
...	21 723 000	5 011 501	(1)	26 734 500	Office du baccalauréat international	26 655 718	78 782	...	23 698 675
-----									
...	20 000	...	...	20 000	Services ministériels	20 000	...	...	20 000
...	250 000	...	(117 617)	132 383	Association de la communauté du service extérieur	132 383	...	...	104 204
...	270 000	...	(117 617)	152 383	(S) Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	152 383	...	...	124 204
...	<b>39 402 709</b>	<b>11 987 571</b>	<b>(4 208 150)</b>	<b>47 182 130</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>47 101 347</b>	<b>80 783</b>	<b>...</b>	<b>99 700 684</b>

## Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs			Employées au cours de l'exercice	Écart	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Contributions</b>										
Promotion du commerce international										
...	390 000	...	...	390 000	Promotion du commerce international					
					Programme de science et technologie Horizon le monde	329 876	60 124	...	290 000	
...	9 520 000	...	885 000	10 405 000	Contributions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	10 405 000	...	...	9 215 092	
...	4 800 000	...	(1 000 000)	3 800 000	Contributions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation—Investissement	3 795 400	4 600	...	3 733 000	
...	14 710 000	...	(115 000)	14 595 000		14 530 276	64 724	...	13 238 092	
-----										
Politique commerciale et économique										
...	32 000	...	3 116	35 116	Organisations internationales de produits de base (20 318 euro)	35 116	...	...	135 864	
...	390 000	...	14 032	404 032	Organisation mondiale des douanes (248 786 euro)	403 932	100	...	383 602	
...	927 000	...	...	927 000	Agence internationale de l'énergie (591 721 euro)	926 991	9	...	860 866	
...	6 149 000	...	497 180	6 646 180	Organisation mondiale du commerce (5 863 172 francs suisses)	6 581 761	64 419	...	6 677 997	
...	10 508 000	...	...	10 508 000	Organisation de coopération et de développement économiques (6 710 485 euro)	10 508 000	...	...	9 748 240	
...	148 000	...	...	148 000	Organisation de coopération et de développement économiques—Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (94 304 euro)	148 000	...	...	128 557	
...	414 000	...	130 000	544 000	Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (264 606 euro)	533 940	10 060	...	486 627	
...	502 000	...	...	502 000	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (478 516 francs suisses)	482 454	19 546	...	527 076	
...	542 000	...	...	542 000	Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (348 900 \$ US)	528 076	13 924	...	531 791	
...	58 000	...	12 000	70 000	Entente de Wassenaar (36 966 euro)	68 386	1 614	...	62 144	
...	19 670 000	...	656 328	20 326 328		20 216 656	109 672	...	19 542 764	
-----										
Coopération et sécurité internationales										
...	11 696 000	...	453 000	12 149 000	Agence de coopération culturelle et technique des pays franco-phones (7 468 895 euro)	12 052 507	96 493	...	8 809 360	
...	1 485 000	...	...	1 485 000	Fondation du Commonwealth (613 224 livres sterling)	1 400 075	84 925	...	1 407 277	
...	5 415 000	...	...	5 415 000	Secrétariat du Commonwealth (2 235 380 livres sterling)	5 285 977	129 023	...	5 318 788	
...	1 747 000	...	(193 000)	1 554 000	Programme du Commonwealth pour la jeunesse (721 127 livres sterling)	1 553 970	30	...	1 693 552	
...	3 870 000	...	500 000	4 370 000	Contributions au Bureau canadien du mécanisme pour un développement propre et de l'application conjointe	4 370 000	...	...	3 605 425	
...	13 599 000	...	(206 000)	13 393 000	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (8 751 883 \$ US)	13 068 321	324 679	...	12 969 069	
...	1 758 000	...	(253 000)	1 505 000	Organisation de l'aviation civile internationale (1 131 200 \$ US)	1 503 591	1 409	...	1 757 767	
...	8 919 000	...	581 000	9 500 000	Organisation internationale du travail (5 740 070 \$ US)	9 236 480	263 520	...	9 287 418	
...	430 000	...	...	430 000	Organisation maritime internationale (177 480 livres sterling)	402 419	27 581	...	416 279	
...	14 409 000	...	...	14 409 000	Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Administration civile (9 202 000 euro)	14 309 518	99 482	...	12 282 042	



...	2 094 000	...	...	2 094 000	Programmes scientifiques (1 337 500 euro)	1 756 167	337 833	...	1 875 936
...	542 000	...	(2 000)	540 000	Activités de la francophonie internationale	539 535	465	...	765 194
...	70 000	...	13 000	83 000	Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (29 466 567 CFA)	82 859	141	...	64 500
...	30 000	...	...	30 000	Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	30 000	...	...	30 000
...	14 965 000	...	(2 940 000)	12 025 000	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (9 631 219 \$ US)	11 592 124	432 876	...	13 494 834
...	68 383 000	...	(13 000)	68 370 000	Organisation des Nations Unies (44 010 392 \$ US)	62 804 292	5 565 708	...	62 541 896
...	17 439 000	...	(4 439 000)	13 000 000	Organisation mondiale de la santé (11 223 519 \$ US)	12 804 064	195 936	...	16 047 455
...	103 508 000	...	89 663	103 597 663	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (66 617 060 \$ US)	77 774 318	25 823 345	...	77 125 230
...	7 525 000	(25 000)	...	7 500 000	Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	7 500 000	...	...	7 563 932
...	3 266 000	...	...	3 266 000	Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (2 085 750 euro)	3 207 964	58 036	...	2 550 392
...	18 780 000	...	2 500 000	21 280 000	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (11 993 080 euro)	21 059 363	220 637	...	13 161 787
...	635 000	...	108 000	743 000	Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (408 474 \$ US)	738 366	4 634	...	34 679
...	3 809 000	...	(118 005)	3 690 995	Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (2 451 096 \$ US)	3 016 438	674 557	...	2 820 200
...	600 000	(100 000)	(110 593)	389 407	Soutien des intérêts du Canada à l'étranger	383 934	5 473	...	540 813
...	993 000	(100 000)	(206 190)	686 810	Appui de la consultation, de la recherche et de l'information sur la politique étrangère	657 603	29 207	...	1 735 615
...	925 000	...	...	925 000	Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement	925 000	...	...	925 000
...	5 283 000	...	...	5 283 000	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (3 400 073 \$ US)	4 541 818	741 182	...	5 032 844
...	1 227 000	...	...	1 227 000	Commission du parc international Roosevelt de Campobello (789 500 \$ US)	1 076 547	150 453	...	1 180 923
...	14 337 000	...	...	14 337 000	Organisation des états américains (9 227 100 \$ US)	12 793 754	1 543 246	...	14 171 269
...	1 210 000	...	...	1 210 000	Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (772 650 euro)	980 569	229 431	...	1 111 524
...	31 000	...	59	31 059	Cour permanente d'arbitrage (20 024 euro)	31 059	...	...	25 943
...	16 000	...	9 950	25 950	Commission internationale d'établissement des faits (10 502 euro)	24 671	1 279	...	14 794
...	1 981 000	...	(25 000)	1 956 000	Contributions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	1 894 095	61 905	...	1 317 964
...	5 952 000	108 000	40 000	6 100 000	Programme de stages internationaux pour les jeunes	6 060 000	40 000	...	6 656 916
...	6 500 000	...	2 210 713	8 710 713	Programme de consolidation de la paix et de sécurité humaine	8 710 713	...	...	8 669 205
...	1 700 000	...	(700 000)	1 000 000	Volet nordique de la politique étrangère du Canada	999 938	62	...	916 422
...	1 788 000	700 000	(7 000)	2 481 000	Accords environnementaux internationaux	2 464 760	16 240	...	2 613 112
...	1 500 000	...	(35 930)	1 464 070	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues	1 464 070	...	...	1 500 000
...	600 000	...	...	600 000	Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues	599 834	166	...	600 000
...	120 000	1 520 000	2 391 538	4 031 538	Fonds canadien sur les mines antipersonnel	4 031 508	30	...	5 015 552
...	20 000	...	...	20 000	Société royale du Commonwealth du Canada	20 000	...	...	20 000
...	10 069 000	...	(120 000)	9 949 000	Agence internationale de l'énergie atomique (6 480 000 \$ US)	9 115 454	833 546	...	9 279 537
...	1 256 000	...	...	1 256 000	Secrétariat permanent de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	1 256 000	...	...	1 270 000
...	...	61 614 430	...	61 614 430	Catégorie de contributions à des organisations multilatérales ou internationales ou à d'autres gouvernements membres du G8 pour des initiatives liées à la destruction, la liquidation ou la sécurisation d'armes de destruction massive dans la Fédération de Russie et dans les autres pays de l'ancienne Union soviétique	57 455 000	4 159 430	...	...
...	...	420 000	...	420 000	Centres d'éducation canadiens	420 000	...	...	753 700
...	...	1 350 000	3 871 000	5 221 000	Cour pénale internationale	5 212 187	8 813	...	2 767 703
...	...	...	150 000	150 000	Fondation canadienne pour les Amériques	150 000	...	...	200 000

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 182 776
...	360 482 000	65 487 430	3 549 205	429 518 635		387 356 862	42 161 773	...	323 124 624
...	80 000	...	...	80 000	Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires) Service social international Canada	80 000	...	...	80 000
...	...	...	...	...	Diplomatie ouverte Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 500 000
...	<b>394 942 000</b>	<b>65 487 430</b>	<b>4 090 533</b>	<b>464 519 963</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>422 183 794</b>	<b>42 336 169</b>	...	<b>357 485 480</b>
<b>Sommaire du ministère par secteur d'activité</b>									
...	16 710 000	...	(1 750 000)	14 960 000	Promotion du commerce international	14 895 276	64 724	...	13 667 092
...	22 670 000	500 000	556 328	23 726 328	Politique commerciale et économique	23 616 656	109 672	...	78 967 764
...	372 891 709	71 963 500	1 193 673	446 048 882	Coopération et sécurité internationales	403 885 108	42 163 774	...	339 148 429
...	80 000	...	...	80 000	Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires)	80 000	...	...	80 000
...	21 723 000	5 011 501	(1)	26 734 500	Diplomatie ouverte	26 655 718	78 782	...	25 198 675
...	270 000	...	(117 617)	152 383	Services ministériels	152 383	...	...	124 204
...	<b>434 344 709</b>	<b>77 475 001</b>	<b>(117 617)</b>	<b>511 702 093</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>469 285 141</b>	<b>42 416 952</b>	...	<b>457 186 164</b>
<b>Agence canadienne de développement international</b>									
<b>Subventions</b>									
Programmes géographiques									
...	137 657 000	98 380 000	36 468 796	272 505 796	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	272 505 796	...	...	135 865 511
...	5 000 000	10 450 000	(11 296 849)	4 153 151	Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international des pays en développement, ainsi que d'institutions, d'organisations et d'organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement	2 700 000	1 453 151	...	...
...	3 000 000	...	12 450 000	15 450 000	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels	15 450 000	...	...	6 000 000

...	...	20 000 000	(13 624 553)	6 375 447	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	...	6 375 447	...	500 000
...	145 657 000	128 830 000	23 997 394	298 484 394		290 655 796	7 828 598	...	142 365 511
Pays en transition									
...	1 000 000	2 000 000	8 495 000	11 495 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	11 495 000	...	...	2 700 000
...	2 000 000	...	4 517 772	6 517 772	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels	6 517 772	...	...	7 645 243
...	3 000 000	2 000 000	13 012 772	18 012 772		18 012 772	...	...	10 345 243
Programmes multilatéraux									
...	163 998 000	43 200 000	(70 248 703)	136 949 297	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	136 949 297	...	...	194 388 450
...	114 649 000	171 040 000	(96 438 357)	189 250 643	Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international des pays en développement, ainsi que d'institutions, d'organisations et d'organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement	189 250 643	...	...	128 244 677
...	105 935 000	71 000 000	(21 541 891)	155 393 109	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activité et d'appels	155 156 499	236 610	...	138 432 679
...	384 582 000	285 240 000	(188 228 951)	481 593 049		481 356 439	236 610	...	461 065 806
Partenariat canadien									
...	400 000	...	475 000	875 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	875 000	...	...	400 000

## Paielements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	77 788 000	...	(48 605 445)	29 182 555	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	29 182 555	...	...	38 126 066
...	8 248 000	...	...	8 248 000	Aide au développement pour l'éducation et la formation des particuliers	8 242 407	5 593	...	7 991 150
...	86 436 000	...	(48 130 445)	38 305 555		38 299 962	5 593	...	46 517 216
<b>Politiques</b>									
...	7 500 000	...	...	7 500 000	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide à des institutions financières internationales	2 231 070	5 268 930	...	...
...	...	...	3 009 360	3 009 360	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités	3 009 360	...	...	...
...	7 500 000	...	3 009 360	10 509 360		5 240 430	5 268 930	...	...
...	627 175 000	416 070 000	(196 339 870)	846 905 130	<b>Total—Subventions</b>	<b>833 565 399</b>	<b>13 339 731</b>	...	<b>660 293 776</b>
<b>Contributions</b>									
<b>Programmes géographiques</b>									
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à des gouvernements provinciaux, à leurs institutions,									

...	632 078 000	...	77 889 548	709 967 548	organisations et organismes, et à des entreprises privés, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	709 967 548	...	...	617 157 721
...	...	...	161 178	161 178	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activité et d'appels	161 178	...	...	2 020 413
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 000 000
...	632 078 000	...	78 050 726	710 128 726		710 128 726	...	...	620 178 134
-----									
Pays en transition									
...	99 186 000	(12 315 000)	...	86 871 000	Contributions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique	85 086 102	1 784 898	...	103 479 260
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 074 360
...	99 186 000	(12 315 000)	...	86 871 000		85 086 102	1 784 898	...	104 553 620
-----									
Programmes multilatéraux									
...	100 000	...	1 378 758	1 478 758	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes, des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	1 451 093	27 665	...	463 194
...	90 981 000	...	31 139 449	122 120 449	Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, d'entreprises privées et de citoyens canadiens, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement	122 120 449	...	...	63 664 123
...	1 300 000	...	...	1 300 000	Contribution à la Banque interaméricaine de développement	1 162 372	137 628	...	1 143 884
...	100 000	...	4 624 119	4 724 119	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, et d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations de programmes, de projets, d'activités et d'appels	4 724 119	...	...	2 666 445
...	...	...	750 000	750 000	Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle	750 000	...	...	750 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	41 585 267
...	92 481 000	...	37 892 326	130 373 326		130 208 033	165 293	...	110 272 913
-----									



...	...	...	3 501 542	3 501 542	veloppement et de matériel éducatif et de la réalisation d'activités connexes	3 501 542	...	...	...
...	...	...	4 976 742	4 976 742		4 976 742	...	...	...
...	<b>996 802 000</b>	<b>(12 315 000)</b>	<b>198 849 870</b>	<b>1 183 336 870</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>1 177 866 015</b>	<b>5 470 855</b>	...	<b>1 095 559 771</b>
<b>Autres paiements de transfert</b>									
Programmes multilatéraux									
(S) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (insti- tutions financières)</i>									
...	<b>248 540 000</b>	...	<b>(15 942 039)</b>	<b>232 597 961</b>		<b>232 597 961</b>	...	...	<b>242 747 273</b>
<b>Sommaire du programme par secteur d'activité</b>									
...	777 735 000	128 830 000	102 048 120	1 008 613 120	Programmes géographiques	1 000 784 522	7 828 598	...	762 543 645
...	102 186 000	(10 315 000)	13 012 772	104 883 772	Pays en transition	103 098 874	1 784 898	...	114 898 863
...	725 603 000	285 240 000	(166 278 664)	844 564 336	Programmes multilatéraux	844 162 433	401 903	...	814 085 992
...	254 860 000	...	29 799 631	284 659 631	Partenariat canadien	281 896 534	2 763 097	...	302 636 651
...	7 500 000	...	7 986 102	15 486 102	Politiques	10 217 172	5 268 930	...	...
...	4 633 000	...	...	4 633 000	Communications	3 869 840	763 160	...	4 435 669
...	<b>1 872 517 000</b>	<b>403 755 000</b>	<b>(13 432 039)</b>	<b>2 262 839 961</b>	<b>Total du programme</b>	<b>2 244 029 375</b>	<b>18 810 586</b>	...	<b>1 998 600 820</b>
...	<b>2 306 861 709</b>	<b>481 230 001</b>	<b>(13 549 656)</b>	<b>2 774 542 054</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 713 314 516</b>	<b>61 227 538</b>	...	<b>2 455 786 984</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
<b>Ministère</b>				<b>Exportation et développement Canada</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>				<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Promotion du commerce international				Remboursements de prêts	218 000 000	115 346 869	215 184 616
Centres canadiens des affaires	50 000	...	9 493	<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>218 000 000</b>	<b>115 346 869</b>	<b>215 184 616</b>
Foires commerciales et missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement	3 000 000	1 112 655	843 819	<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
	3 050 000	1 112 655	853 312	<b>Budgétaire</b>	<b>174 928 851</b>	<b>174 465 712</b>	<b>156 343 398</b>
				<b>Non budgétaire</b>	<b>218 000 000</b>	<b>818 179 897</b>	<b>1 063 082 379</b>
Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires)							
Droits consulaires spécialisés	2 450 000	2 520 644	2 371 568				
Diplomatie ouverte							
Centres canadiens d'enseignement	1 103 000	420 000	553 700				
Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse	1 200 000	1 270 178	1 263 235				
	2 303 000	1 690 178	1 816 935				
Services ministériels							
Services internationaux de télécommunication	2 090 000	1 291 328	1 107 438				
Services de formation par l'Institut canadien du service extérieur	5 000 000	4 581 622	4 582 797				
Services immobiliers à l'étranger	9 300 000	9 489 757	8 927 156				
	16 390 000	15 362 707	14 617 391				
Services de passeports							
Frais de passeports	150 735 851	153 779 528	136 684 192				
<b>Total budgétaire</b>	<b>174 928 851</b>	<b>174 465 712</b>	<b>156 343 398</b>				
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>							
Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger	...	8 915 822	9 539 814				
Avances au financement des missions à l'étranger	...	693 917 206	838 357 949				
<b>Total non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>702 833 028</b>	<b>847 897 763</b>				
<b>Total du ministère—</b>							
<b>Budgétaire</b>	<b>174 928 851</b>	<b>174 465 712</b>	<b>156 343 398</b>				
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>702 833 028</b>	<b>847 897 763</b>				



## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère</b>					
<b>Autres revenus—</b>					
Revenus de placements— <sup>(1)</sup>			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 505 146	2 504 471
Prêts, placements et avances—			Revenus divers—		
Prêts, placements et avances aux gouvernements nationaux—			Produits de la vente d'éléments d'actifs capitalisés—		
Employés affectés à l'étranger	356 337	380 240	Biens immobiliers	6 091 781	24 688 211
Autres	2 164	...	Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice	5 497 277	7 570 998
Autres comptes—			Amendes	168 500	8 600
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	141 408	229 130	Permis d'importation/exportation de bois d'œuvre	335 046	857 038
Autres sociétés d'État entreprises—			Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance	179 830	217 321
Corporation commerciale canadienne	...	74 394	Autres frais et droits	807 837	9 721
	499 909	683 764	Autres permis d'importation/exportation	15 987 072	16 152 688
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	2 885 187	2 560 162
Autres subventions et contributions	5 981 632	5 223 056	Revenus de locations	18 262 888	18 204 669
Avances comptables	104 946	110 602	Vente de publications	1 645	3 375
Capital	142 628	235 037	Dépôts de garantie	...	19 144
Fonctionnement	2 660 954	2 210 825	Services rendus au Bureau des passeports	4 447 464	4 447 464
Divers	14 742	130 935	Frais de bois d'œuvre contingent	...	3 980
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 515 295	581 841	Divers	551 144	196 369
	11 420 197	8 492 296		55 215 671	74 939 740
Ventes de biens et de services—			<b>Total du ministère</b>	<b>297 683 034</b>	<b>290 178 597</b>
Droits et privilèges—			<b>Agence canadienne de développement international</b>		
Ventes de passeports	158 070 873	136 179 399	<b>Autres revenus—</b>		
Location et utilisation de biens publics—			Revenus de placements— <sup>(1)</sup>		
Co-location	8 208 214	8 325 956	Prêts, placements et avances—		
Services de nature réglementaire—			Aide au développement international—Prêts aux pays en développement	2 569 685	1 604 497
Autres permis d'importation/exportation	2 520 644	2 371 855	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Droits consulaires—Achat de passeports	53 544 851	47 552 648	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	28 720 416	8 313 676
	56 065 495	49 924 503	Remboursement de prêts aux pays en développement	...	1 242 471
Services de nature non réglementaire—			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 773 737	3 803 151
Revenus tirés d'une activité de crédit net—				31 494 153	13 359 298
Services divers	8 252 593	6 589 554	Ventes de biens et de services—		
Revenus tirés d'une activité de crédit net—			Autres frais et droits—		
Services de télécommunications	465 796	1 108 606	Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	(32 679)	39 013
	8 718 389	7 698 160			
Autres frais et droits—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	340	1 722
Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse	1 396 815	1 263 235			
Revenus divers du Bureau des passeports	(4 418 123)	152 958			
Dépôt et chèques non touchés	...	5 544			
Revenus reportés—Frais de bois d'œuvre contingent	...	741			
Divers	448	7 830			
	(3 020 860)	1 430 308			
	228 042 111	203 558 326			

## Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Revenus divers—			<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Gain pour réévaluation à la fin de l'exercice	106 237 845	5 870 586	Autres revenus		
Divers	229 911	391 246	Revenus de placements	112 022 514	102 269 804
	<b>106 467 756</b>	<b>6 261 832</b>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	42 942 851	22 344 042
<b>Total du programme</b>	<b>140 499 255</b>	<b>21 266 362</b>	Ventes de biens et de services	228 009 432	203 597 339
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 505 486	2 506 193
<b>Exportation et développement Canada</b>			Revenus divers	162 338 756	81 887 008
<b>Autres revenus—</b>			<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>547 819 039</b>	<b>412 604 386<sup>(2)</sup></b>
Revenus de placements— <sup>(1)</sup>					
Prêts, placements et avances—					
Expansion du commerce d'exportation	108 952 920	99 981 543			
Revenus divers	...	91 332			
<b>Total du programme</b>	<b>108 952 920</b>	<b>100 072 875</b>			
<b>Commission mixte internationale</b>					
<b>Autres revenus—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	25 947	492 058			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 575	390			
	<b>27 522</b>	<b>492 448</b>			
Revenus divers—					
Quote-part des États-Unis aux dépenses du Bureau régional de Windsor	543 088	571 917			
Divers	...	67			
	<b>543 088</b>	<b>571 984</b>			
<b>Total du programme</b>	<b>570 610</b>	<b>1 064 432</b>			
<b>Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne</b>					
<b>Autres revenus—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	979	...			
Revenus divers	112 241	22 120			
<b>Total du programme</b>	<b>113 220</b>	<b>22 120</b>			

<sup>(1)</sup> Intérêt sauf indication contraire.<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée aux Ressources naturelles. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 588 664 \$.

# SECTION 3

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Affaires indiennes et du Nord canadien**

**Ministère**

**Commission canadienne des affaires  
polaires**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité. . . . .	3.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	3.3
Programmes par secteur d'activité . . . . .	3.8
Paievements de transfert. . . . .	3.9
Détail des montants disponibles pour être dépensés. . . . .	3.15
Revenus. . . . .	3.15

**Ministère**

Programme d'administration

**Objectifs**

Donner une orientation générale et une saine gestion au Programme des affaires indiennes et inuites et au Programme des affaires du Nord ainsi qu'à l'efficacité et à l'efficience de la planification, de la comptabilité, du personnel, des communications et d'autres services de soutien administratif.

**Description des secteurs d'activité***Administration*

Fournit des directives en matière de politiques et assure le soutien administratif au Programme des affaires indiennes et inuites et au Programme des affaires du Nord grâce à la haute direction, aux politiques et à l'orientation stratégique, et aux services ministériels.

Programme des affaires indiennes et inuites

**Objectifs**

Aider les Indiens et les Inuits à répondre à leurs aspirations de même qu'à leurs besoins en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale, à l'économie, à la culture, à l'éducation, aux affaires sociales et au développement communautaire; régler les revendications indiennes reconnues au moyen de la négociation; et assurer le respect des obligations et des responsabilités constitutionnelles et législatives du Canada à l'égard des Indiens et des Inuits.

**Description des secteurs d'activité***Revendications*

Régler les revendications globales reconnues; faire en sorte que le gouvernement respecte, en réglant des revendications particulières, les obligations exposées

dans la *Loi sur les Indiens* et les traités et surveiller les ententes de mise en œuvre; fournir du financement de recherche pour le compte des bandes indiennes revendicatrices; et soutenir le ministère de la Justice au sujet des litiges liés aux Premières nations.

*Services aux Indiens et Inuits*

Aider les Indiens et les Inuits à répondre à leurs aspirations de même qu'à leurs besoins en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale, à l'économie, à l'éducation, à la culture, aux affaires sociales et au développement communautaire; et assurer le respect des obligations et des responsabilités constitutionnelles et législatives du Canada à l'égard des Indiens et des Inuits.

Programme des affaires du Nord

**Objectifs**

Promouvoir le développement politique, économique, scientifique et social du Nord du Canada; aider les résidents du Nord, y compris les groupes autochtones, à mettre sur pied les institutions politiques et économiques qui leur permettront d'assumer des responsabilités croissantes au sein de la fédération canadienne; gérer et régler efficacement le développement durable des ressources naturelles du Nord en préparation du transfert des responsabilités aux gouvernements territoriaux; préserver, maintenir, protéger et restaurer l'environnement nordique et gérer les intérêts fédéraux, y compris la politique sur le Nord, les relations fédérales-territoriales et le processus de mise en œuvre des ententes relatives aux revendications territoriales, à l'autonomie gouvernementale et aux activités circumpolaires.

**Description des secteurs d'activité***Services aux affaires du Nord*

Ce secteur d'activité élabore et met en œuvre les politiques et les programmes relatifs au développement

politique, économique, social et durable du Nord canadien; gère les volets constitutionnels des relations entre le ministère et les gouvernements territoriaux; négocie et met en œuvre les ententes de transfert de ressources aux gouvernements nordiques; assure la coordination et l'orientation continues de la gestion des intérêts fédéraux dans le Nord; gère les ressources naturelles du Nord et favorise la protection et l'assainissement de l'environnement arctique à l'échelle nationale et internationale; coordonne la mise en œuvre des ententes relatives aux revendications territoriales dans le Nord et met en valeur les intérêts des Autochtones dans le développement du Nord et dans l'industrie de la fourrure partout au Canada; fait la promotion de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes à caractère scientifique et technologique à l'échelle nationale et internationale.

**Commission canadienne des affaires polaires****Objectifs**

Favoriser le développement et la diffusion des connaissances relatives aux régions polaires.

**Description des secteurs d'activité***Commission canadienne des affaires polaires*

Pour s'acquitter de son mandat, la Commission organisera, parrainera et financera des conférences, des ateliers et des réunions; aidera à mettre en place un réseau d'information polaire qui sera le principal outil pour diffuser de l'information concernant les régions polaires; appuiera et effectuera des études spéciales relatives aux questions polaires; reconnaîtra et soulignera les réalisations et les contributions dans les domaines liés à son mandat; et déposera un rapport annuel au Parlement.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
Programme d'administration									
...	96 540 000	...	...	96 540 000	1				
...	...	19 598 846	...	19 598 846	1a				
...	...	1	...	1	1b				
...	...	...	3 024 999	3 024 999	Virement de 3 024 999 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	987 198	987 198	Virement du : crédit 15				
...	...	...	1 390 000	1 390 000	CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	...	...	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	96 540 000	19 598 847	5 402 197	121 541 044		108 297 156	13 243 888	...	116 320 341
...	66 946	...	1 984	68 930	(S)	68 930	...	...	66 946
...	10 007 000	...	(692 156)	9 314 844	(S)	9 314 844	...	...	9 742 915
...	...	...	1 521	1 521	(S)	1 521	...	...	24 389
...	...	...	3 999	3 999	(S)	3 999	...	...	...
...	<b>106 613 946</b>	<b>19 598 847</b>	<b>4 717 545</b>	<b>130 930 338</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>				
...	307 079 000	...	...	307 079 000	Programme des affaires indiennes et inuites				
...	...	110 661 348	...	110 661 348	5				
...	...	1	...	1	5a				
...	...	...	868 823	868 823	5b				
...	...	...	348 000	348 000	Virement de 868 823 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	1 565 000	1 565 000	Virement du : crédit 15				
...	...	...	...	...	CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	...	...	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	307 079 000	110 661 349	2 781 823	420 522 172		363 216 838	57 305 334	...	363 044 908
6b Autoriser une remise de certaines créances et obligations envers Sa Majesté du chef du Canada au montant de :									
a) 96 460 \$, soit le capital de 2 comptes dus par 2 débiteurs;									
b) 28 548 \$, soit les montants dus par 5 débiteurs;									
et									

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	...	1	...	1	c) 1 000 \$, soit le capital d'un compte dû par un débiteur— Virement de 126 007 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	126 007	126 007	Virement du crédit 15				
...	...	1	126 007	126 008	Total—Crédit 6b	125 986	22	...	641 638
...	12 919 000	...	...	12 919 000	10 Dépenses en capital	6 485 692	6 433 308	...	7 449 912
...	4 513 028 000	...	...	4 513 028 000	15 Subventions et contributions				
...	...	138 915 000	...	138 915 000	15a Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	15b Subventions				
...	...	...	(3 024 999)	(3 024 999)	Virement au : crédit 1				
...	...	...	(868 823)	(868 823)	crédit 5				
...	...	...	(126 007)	(126 007)	crédit 6b				
...	...	...	(6 664 644)	(6 664 644)	crédit 30				
...	...	...	(31 030 945)	(31 030 945)	crédit 35				
...	...	...	(2 999 999)	(2 999 999)	crédit 40				
...	4 513 028 000	138 915 001	(44 715 417)	4 607 227 584	Total—Crédit 15	4 555 343 742	51 883 842	...	4 424 462 776
...	15 000	...	(15 000)	...	(S) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington ( <i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i> )	...	...	...	...
...	2 000 000	...	(886 117)	1 113 883	(S) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique ( <i>Loi sur les Indiens</i> )	1 113 883	...	...	88 027
...	1 400 000	...	453 474	1 853 474	(S) Rentes versées aux Indiens ( <i>Loi sur les Indiens</i> )	1 853 474	...	...	1 820 395
...	141 606 000	...	1 469 783	143 075 783	(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	143 075 783	...	...	142 408 970
...	30 803 000	...	(1 317 709)	29 485 291	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 485 291	...	...	30 361 819
32 159 681	...	...	...	32 159 681	(S) Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$)	153 654	...	32 006 027	276 358
...	...	...	2 500 598	2 500 598	(S) Montants adjugés par une cour	2 500 598	...	...	2 150 840

93 516	...	...	85 971	179 487	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	43 561	...	135 926	177 871
...	...	...	1 568 481	1 568 481	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	1 568 481	...	...	29 441
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	29 156 735
32 253 197	5 008 850 000	249 576 351	(37 948 106)	5 252 731 442	Total budgétaire	5 104 966 983	115 622 506	32 141 953	5 002 069 690
48 450 401	...	...	...	48 450 401	L20 Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> . Limite 48 550 835 \$ (Net)	(13 314)	...	48 463 715	(438 058)
...	29 903 000	...	...	29 903 000	L20 Prêts à des revendicateurs autochtones (Brut)				
...	...	15 100 000	...	15 100 000	L20a Prêts à des revendicateurs autochtones (Brut)			...	
...	29 903 000	15 100 000	...	45 003 000	Total—Crédit L20	36 023 311	8 979 689	...	31 815 924
...	47 500 000	...	...	47 500 000	L25 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique (Brut)	27 602 704	19 897 296	...	26 748 149
48 450 401	77 403 000	15 100 000	...	140 953 401	Total non budgétaire	63 612 701	28 876 985	48 463 715	58 126 015
<b>32 253 197</b>	<b>5 008 850 000</b>	<b>249 576 351</b>	<b>(37 948 106)</b>	<b>5 252 731 442</b>	<b>Total du programme—</b>	<b>5 104 966 983</b>	<b>115 622 506</b>	<b>32 141 953</b>	<b>5 002 069 690</b>
<b>48 450 401</b>	<b>77 403 000</b>	<b>15 100 000</b>	<b>...</b>	<b>140 953 401</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>63 612 701</b>	<b>28 876 985</b>	<b>48 463 715</b>	<b>58 126 015</b>
					<b>Non budgétaire</b>				
...	59 968 000	...	...	59 968 000	Programme des affaires du Nord				
...	...	37 739 000	...	37 739 000	30 Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	30a Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	6 664 644	6 664 644	30b Virement de 6 664 644 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	3 922 000	3 922 000	Virement du : crédit 15				
...	...	...	29 000	29 000	CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	451 000	451 000	CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	59 968 000	37 739 001	11 066 644	108 773 645	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	63 706 900	...	...	63 706 900	Total—Crédit 30	100 886 793	7 886 852	...	123 442 108
...	...	1	...	1	35 Subventions et contributions				
...	...	...	31 030 945	31 030 945	35b Virement de 31 030 945 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	63 706 900	1	31 030 945	94 737 846	Virement du crédit 15				
...	15 600 000	...	...	15 600 000	Total—Crédit 35	93 658 071	1 079 775	...	79 938 523
...	...	15 000 000	...	15 000 000	40 Paiements à la Société canadienne des postes				
...	...	1	...	1	40a Paiements à la Société canadienne des postes				
...	...	...	2 999 999	2 999 999	40b Virement de 2 999 999 \$ du crédit 15 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	15 600 000	15 000 001	2 999 999	33 600 000	Virement du crédit 15				
					Total—Crédit 40	33 542 046	57 954	...	27 517 406

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	1 471 000	...	1 112 562	2 583 562	(S) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	2 583 562	...	...	1 511 781
...	5 754 000	...	(734 018)	5 019 982	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 019 982	...	...	7 572 398
...	...	...	1 110 359	1 110 359	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	1 110 359	...	...	386 618
...	...	...	13 719	13 719	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 719	...	...	...
...	146 499 900	52 739 003	46 600 210	245 839 113	Total budgétaire	236 814 532	9 024 581	...	240 368 834
305 503	...	...	...	305 503	L40 Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et de la <i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 320 000 \$ (Brut)	...	...	305 503	...
6 550 860	...	...	...	6 550 860	L55 Provision à la Caisse de prêts aux Inuits pour les prêts consentis aux Inuits afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> et telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> . Limite 6 633 697 \$ (Net)	...	...	6 550 860	...
5 000 000	...	...	...	5 000 000	L81a Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite 5 000 000 \$ ( <i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i> ) (Net)	...	...	5 000 000	...
11 856 363	...	...	...	11 856 363	Total non budgétaire	...	...	11 856 363	...
...	146 499 900	52 739 003	46 600 210	245 839 113	<b>Total du programme—</b>	<b>236 814 532</b>	<b>9 024 581</b>	<b>...</b>	<b>240 368 834</b>
11 856 363	...	...	...	11 856 363	<b>Budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>11 856 363</b>	<b>...</b>
32 253 197	5 261 963 846	321 914 201	13 369 649	5 629 500 893	<b>Total du ministère—</b>	<b>5 459 467 965</b>	<b>137 890 975</b>	<b>32 141 953</b>	<b>5 368 593 115</b>
60 306 764	77 403 000	15 100 000	...	152 809 764	<b>Budgétaire</b>	<b>63 612 701</b>	<b>28 876 985</b>	<b>60 320 078</b>	<b>58 126 015</b>
					<b>Non budgétaire</b>				



					<b>Commission canadienne des affaires polaires</b>					
...	894 000	...	...	894 000	45	Dépenses du programme				
...	...	38 072	...	38 072	45b	Dépenses du programme				
...	...	...	3 000	3 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	894 000	38 072	3 000	935 072		Total—Crédit 45	908 641	26 431	...	857 892
...	69 000	...	(5 787)	63 213	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 213	...	...	74 107
...	<b>963 000</b>	<b>38 072</b>	<b>(2 787)</b>	<b>998 285</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>971 854</b>	<b>26 431</b>	<b>...</b>	<b>931 999</b>
					<b>Total du portefeuille ministériel—</b>					
<b>32 253 197</b>	<b>5 262 926 846</b>	<b>321 952 273</b>	<b>13 366 862</b>	<b>5 630 499 178</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>5 460 439 819</b>	<b>137 917 406</b>	<b>32 141 953</b>	<b>5 369 525 114</b>
<b>60 306 764</b>	<b>77 403 000</b>	<b>15 100 000</b>	<b>...</b>	<b>152 809 764</b>		<b>Non budgétaire</b>	<b>63 612 701</b>	<b>28 876 985</b>	<b>60 320 078</b>	<b>58 126 015</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 5—Eventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
<b>Programme d'administration— Budgétaire</b>	<b>125 391 143</b>	<b>112 147 255</b>	<b>5 081 195</b>	<b>5 081 195</b>	<b>458 000</b>	<b>458 000</b>	...	...	...	...	<b>130 930 338</b>	<b>117 686 450</b>
Programme des affaires indiennes et inuites												
Revendications—												
Budgétaire	195 089 020	156 332 308	5 480 275	5 480 275	543 141 707	501 264 988	...	...	...	...	743 711 002	663 077 571
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	140 953 401	63 612 701	140 953 401	63 612 701
Services aux Indiens et Inuits	287 206 792	230 082 887	12 798 514	12 798 514	4 209 015 134	4 199 008 011	...	...	...	...	4 509 020 440	4 441 889 412
<b>Total du programme— Budgétaire</b>	<b>482 295 812</b>	<b>386 415 195</b>	<b>18 278 789</b>	<b>18 278 789</b>	<b>4 752 156 841</b>	<b>4 700 272 999</b>	...	...	...	...	<b>5 252 731 442</b>	<b>5 104 966 983</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>140 953 401</b>	<b>63 612 701</b>	<b>140 953 401</b>	<b>63 612 701</b>
Programme des affaires du Nord												
Services aux affaires du Nord—												
Budgétaire	147 564 559	139 619 753	3 536 708	3 536 708	94 737 846	93 658 071	...	...	...	...	245 839 113	236 814 532
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	11 856 363	...	11 856 363	...
<b>Total du programme— Budgétaire</b>	<b>147 564 559</b>	<b>139 619 753</b>	<b>3 536 708</b>	<b>3 536 708</b>	<b>94 737 846</b>	<b>93 658 071</b>	...	...	...	...	<b>245 839 113</b>	<b>236 814 532</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>11 856 363</b>	...	<b>11 856 363</b>	...
<b>Total du ministère— Budgétaire</b>	<b>755 251 514</b>	<b>638 182 203</b>	<b>26 896 692</b>	<b>26 896 692</b>	<b>4 847 352 687</b>	<b>4 794 389 070</b>	...	...	...	...	<b>5 629 500 893</b>	<b>5 459 467 965</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>152 809 764</b>	<b>63 612 701</b>	<b>152 809 764</b>	<b>63 612 701</b>
Commission canadienne des affaires polaires—												
Budgétaire	973 435	947 004	...	...	24 850	24 850	...	...	...	...	998 285	971 854
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>756 224 949</b>	<b>639 129 207</b>	<b>26 896 692</b>	<b>26 896 692</b>	<b>4 847 377 537</b>	<b>4 794 413 920</b>	...	...	...	...	<b>5 630 499 178</b>	<b>5 460 439 819</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>152 809 764</b>	<b>63 612 701</b>	<b>152 809 764</b>	<b>63 612 701</b>

## Paievements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
Programme d'administration									
<b>Contributions</b>									
Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Nouveau-Québec et du Labrador à perfectionner leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art									
...	458 000	...	...	458 000	458 000	...	...	458 000	
...	<b>458 000</b>	...	...	<b>458 000</b>	<b>458 000</b>	...	...	<b>458 000</b>	
<b>Total du programme</b>									
Programme des affaires indiennes et inuites									
<b>Subventions</b>									
Revendications									
...	51 753 000	3 550 000	(458 062)	54 844 938	54 844 938	...	...	49 101 088	
...	11 588 000	5 000 000	(302 300)	16 285 700	16 285 700	...	...	11 259 998	
...	336 000	...	(92)	335 908	335 908	...	...	318 000	
...	173 495 000	23 400 000	...	196 895 000	173 495 000	23 400 000	...	146 071 990	
...	33 253 000	1	(1 274 068)	31 978 933	18 732 989	13 245 944	...	15 425 447	
...	141 606 000	...	1 469 783	143 075 783	143 075 783	...	...	142 408 970	
...	23 775 000	...	(319)	23 774 681	21 981 681	1 793 000	...	21 981 681	
...	1 000 000	2 000 000	(1 547 275)	1 452 725	1 452 725	...	...	957 190	
...	1 000 000	2 000 000	(1 009 274)	1 990 726	1 990 726	...	...	1 134 198	

## Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	6 150 000	...	...	6 150 000	Versements à la Nation de Piikani pour la mise en œuvre des éléments de développement économique suite à l'Entente de règlement entre la Nation de Piikani, le Canada et l'Alberta	6 150 000	...	...	8 000 000
...	...	1 560 000	...	1 560 000	Subvention aux Chippewas de Kettle Point et de Stony Point conformément à l'entente relative aux paiements anticipés d'une compensation aux personnes âgées	...	1 560 000	...	...
...	...	1 000 000	(75 168)	924 832	Paiement au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour faciliter la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales	924 832	...	...	...
...	...	16 640	...	16 640	Paiement à la province de la Colombie-Britannique pour faciliter l'entente de règlement entre Leonard Jack Solonas, le Canada et la province de la Colombie-Britannique	16 640	...	...	...
...	...	153 611	...	153 611	Paiement à Leonard Jack Solonas pour le règlement de la revendication d'une terre accordée en propriété libre découlant de l'entente portant règlement conclue entre la Première nation McLeod Lake, le Canada et la province de la Colombie-Britannique	153 611	...	...	...
...	...	3 201 985	...	3 201 985	Subvention à la nation crie d'Eastmain pour les coûts associés à un centre communautaire	3 201 985	...	...	...
...	443 956 000	41 882 237	(3 196 775)	482 641 462		442 642 518	39 998 944	...	396 658 562
...	1 400 000	...	453 474	1 853 474	Services aux Indiens et Inuits	1 853 474	...	...	1 820 395
...	300 000	...	...	300 000	(S) Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités	300 000	...	...	300 000
...	400 000	...	(393 918)	6 082	Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	6 082	...	...	9 085
...	4 500 000	...	(2 482 089)	2 017 911	Subventions accordées aux Indiens et aux Inuits pour offrir des services d'aide à l'éducation primaire et secondaire	2 017 911	...	...	2 251 888
...	45 000	...	...	45 000	Subventions accordées aux Indiens et aux Inuits pour favoriser l'essor de leur régime d'éducation postsecondaire	44 999	1	...	44 459
...	11 000 000	...	(7 135 147)	3 864 853	Subventions accordées à titre d'aide sociale aux Indiens démunis qui habitent dans les réserves	3 864 853	...	...	3 123 816
...	5 621 000	...	(1 248 914)	4 372 086	Subventions pour offrir des services, culturellement adaptés, de prévention d'abus et de protection aux enfants Indiens qui habitent dans des réserves	4 372 086	...	...	4 381 713
...	136 000	...	(129 383)	6 617	Subventions aux étudiants et à leurs chaperons pour promouvoir la sensibilisation à la protection contre les incendies dans les écoles dont les bandes et le gouvernement fédéral assurent le fonctionnement	6 617	...	...	10 999
...	205 446 000	...	(81 308 182)	124 137 818	Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils de district et aux collectivités inuites pour soutenir leur administration	124 137 818	...	...	124 094 722
...	30 503 000	...	(1 679 383)	28 823 617	Paiements aux Premières nations du Yukon en vertu des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale	28 823 617	...	...	26 313 778

...	3 921 000	...	(830)	3 920 170	Subventions à la bande indienne sechelte en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne sechelte</i>	3 920 170	...	...	3 822 566
...	8 384 000	...	(400)	8 383 600	Subvention à la bande indienne Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	8 383 600	...	...	8 220 000
...	5 608 000	...	(20 529)	5 587 471	Subventions à des organismes indiens représentatifs pour appuyer leur administration	5 587 471	...	...	5 154 911
...	1 308 000	...	(505)	1 307 495	Subvention à la Fondation nationale des réalisations autochtones	1 307 495	...	...	1 278 000
...	38 036 000	766 353	(730 000)	38 072 353	Paiements aux organisations autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	38 072 353	...	...	36 410 680
...	27 086 000	...	...	27 086 000	Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse	27 086 000	...	...	26 863 838
...	...	...	...	...	Élément non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 509 750
...	343 694 000	766 353	(94 675 806)	249 784 547		249 784 546	1	...	245 610 600
...	<b>787 650 000</b>	<b>42 648 590</b>	<b>(97 872 581)</b>	<b>732 426 009</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>692 427 064</b>	<b>39 998 945</b>	...	<b>642 269 162</b>
<b>Contributions</b>									
Revendications									
...	8 229 000	...	2 238 545	10 467 545	Contributions aux requérants autochtones pour la préparation et la présentation de leurs revendications	10 467 545	...	...	11 963 043
...	395 000	...	352 242	747 242	Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour la surveillance de la mise en œuvre de la <i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i>	747 242	...	...	650 745
...	35 725 000	...	(9 351 259)	26 373 741	Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre des règlements de revendications territoriales globales	26 373 741	...	...	24 754 768
...	550 000	...	95 339	645 339	Contributions à des particuliers, des bandes et des associations indiennes pour le financement de causes types	645 339	...	...	1 039 097
...	200 000	...	(49 090)	150 910	Contributions à des particuliers (y compris des non-Indiens) ou à des groupes de particuliers, des organisations et des bandes au titre de causes types concernant le projet de loi C-31	150 910	...	...	223 592
...	3 136 000	...	(1 626 953)	1 509 047	Contribution fédérale à la Commission des traités de la Colombie-Britannique pour les coûts de fonctionnement	1 198 983	310 064	...	1 318 983
...	16 700 000	...	(3 725 797)	12 974 203	Financement s'adressant aux entités ou aux organisations des revendicateurs autochtones pour développer la capacité de négocier	12 974 203	...	...	11 460 658
...	6 585 000	...	(793 289)	5 791 711	Contributions aux commissaires de la Commission des traités de la Colombie-Britannique dans le but de favoriser la participation des Premières nations au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	4 224 000	1 567 711	...	4 020 000
...	250 000	...	645 345	895 345	Paiements à des groupes de requérants pour l'exécution des activités relatives à l'inscription et à la ratification touchant les ententes sur les revendications avant la ratification d'ententes définitives	895 345	...	...	200 000
...	1 500 000	...	(604 838)	895 162	Contribution aux Premières nations engagées dans le processus de négociation des traités en Colombie-Britannique, leurs organismes, à la province de la Colombie-Britannique, et aux tiers pour des mesures liées aux traités	895 162	...	...	1 411 993
...	...	...	50 000	50 000	Centre de règlement des revendications—Consultation et élaboration des politiques	50 000	...	...	...
...	73 270 000	...	(12 769 755)	60 500 245		58 622 470	1 877 775	...	57 042 879

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	3 405 000	...	(3 405 000)	...	Services aux Indiens et Inuits				
...	11 586 000	...	12 776 379	24 362 379	Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres	...	...	...	...
...	5 822 000	...	(566 675)	5 255 325	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	24 362 379	...	...	21 495 352
...	7 999 000	...	1 974 076	9 973 076	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	5 255 325	...	...	6 339 730
...	10 500 000	...	(7 153 889)	3 346 111	Contributions aux provinces, à des sociétés, à des administrations locales, à des Indiens, aux bandes indiennes et à d'autres organismes pour assurer des services de lutte contre les incendies de forêt sur les terres des réserves	9 973 076	...	...	8 402 648
...	6 544 000	...	(1 170 461)	5 373 539	Financement du Programme des partenariats indiens pour l'environnement	3 346 111	...	...	3 831 651
...	12 522 000	...	...	12 522 000	Contributions destinées à la mise en valeur des ressources	5 373 539	...	...	14 696 570
...	143 131 000	...	(13 156 728)	129 974 272	Contributions à la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour la prestation de programmes et de services aux Autochtones de Terre-Neuve-et-Labrador	12 522 000	...	...	14 798 800
...	1 287 429 000	39 105 411	(115 579 512)	1 210 954 899	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus, totalisant 3 590 562 000 \$ devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique, de l'éducation, du développement social, des immobilisations et de l'entretien, et du soutien aux administrations indiennes :				
...	1 175 161 000	...	(26 213 664)	1 148 947 336	Développement économique	129 974 272	...	...	119 182 374
...	870 952 000	57 161 000	17 445 040	945 558 040	Éducation	1 210 954 899	...	...	1 219 460 655
...	113 889 000	...	83 039 394	196 928 394	Développement social	1 148 947 336	...	...	1 135 503 780
...	14 700 000	...	2 580 700	17 280 700	Immobilisations et entretien	935 916 975	9 641 065	...	963 412 677
...	83 200 000	...	3 331 897	86 531 897	Soutien aux administrations indiennes	196 928 394	...	...	182 091 354
...	15 524 000	...	21 331 249	36 855 249	Contributions destinées aux collectivités indiennes, inuites et Innus, aux bandes et aux groupements de bandes visés par la Loi sur les Indiens pour faciliter leur participation aux négociations sur le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale	17 280 700	...	...	16 979 102
...	32 000 000	...	976 670	32 976 670	Contribution à la province de Québec, en matière d'éducation crie et inuite, selon les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	86 531 897	...	...	80 759 426
...	750 000	...	703 900	1 453 900	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	36 855 249	...	...	34 625 748
					Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	32 976 670	...	...	29 149 860
					Contributions à l'intention des commissions des traités provinciales et/ou régionales	1 453 900	...	...	1 286 793

...	...	...	90 936 800	90 936 800	Contribution du Programme d'éducation spéciale à l'intention des élèves qui vivent dans les réserves	90 570 743	366 057	...	17 363 580
...	3 795 114 000	96 266 411	67 850 176	3 959 230 587		3 949 223 465	10 007 122	...	3 869 380 100
...	<b>3 868 384 000</b>	<b>96 266 411</b>	<b>55 080 421</b>	<b>4 019 730 832</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>4 007 845 935</b>	<b>11 884 897</b>	...	<b>3 926 422 979</b>
<b>Sommaire du programme par secteur d'activité</b>									
...	517 226 000	41 882 237	(15 966 530)	543 141 707	Revendications	501 264 988	41 876 719	...	453 701 441
...	4 138 808 000	97 032 764	(26 825 630)	4 209 015 134	Services aux Indiens et Inuits	4 199 008 011	10 007 123	...	4 114 990 700
...	<b>4 656 034 000</b>	<b>138 915 001</b>	<b>(42 792 160)</b>	<b>4 752 156 841</b>	<b>Total du programme</b>	<b>4 700 272 999</b>	<b>51 883 842</b>	...	<b>4 568 692 141</b>
Programme des affaires du Nord									
<b>Subventions</b>									
Services aux affaires du Nord									
...	636 000	...	...	636 000	Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord	636 000	...	...	636 000
...	76 000	...	...	76 000	Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques aux fins de la coordination des activités scientifiques sur le Nord entreprises par les universités canadiennes	76 000	...	...	76 000
...	5 000	...	...	5 000	Subventions aux particuliers et aux organisations au titre de la promotion du développement, de l'utilisation et de la conservation sécuritaires des ressources naturelles du Nord	...	5 000	...	...
...	4 500	...	...	4 500	Subvention sous forme de prix accordé à une personne considérée comme ayant apporté une contribution remarquable au domaine des sciences nordiques	4 500	...	...	4 500
...	100 000	...	(61 000)	39 000	Subventions au gouvernement territorial du Yukon pour les coûts de transition précisés dans l'accord de transfert au Yukon d'attributions relevant du Programme des affaires du Nord	38 879	121	...	1 348 000
...	<b>821 500</b>	...	<b>(61 000)</b>	<b>760 500</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>755 379</b>	<b>5 121</b>	...	<b>2 064 500</b>
<b>Contributions</b>									
Services aux affaires du Nord									
...	42 026 000	...	...	42 026 000	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	42 025 997	3	...	41 202 000
...	4 910 000	...	...	4 910 000	Contributions aux gouvernements territoriaux et aux organisations autochtones aux fins de la mise en application de la Convention finale des Inuvialuits	4 826 040	83 960	...	5 539 734
...	3 558 300	1	2 815 258	6 373 559	Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre des initiatives de consultation, de recherche, de formation, de création d'emplois et autres, liées à la promotion des intérêts dans le développement politique, social, économique et culturel du Nord	5 543 868	829 691	...	5 937 439
...	80 000	...	...	80 000	Contributions au titre des services de consultation fournis aux Inuits dans le Sud	80 000	...	...	80 000
...	4 925 000	...	(2 851 000)	2 074 000	Contributions aux gouvernements des Territoires dans le cadre de projets de développement et d'infrastructure régionaux	2 013 000	61 000	...	3 433 294

## Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	7 286 100	...	31 127 687	38 413 787	Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord	38 413 787	...	...	21 681 556
...	100 000	...	...	100 000	Contributions au gouvernement du Yukon pour payer la part du gouvernement du Canada des coûts extraordinaires de suppression des incendies de forêt au Yukon	...	100 000	...	...
...	<b>62 885 400</b>	<b>1</b>	<b>31 091 945</b>	<b>93 977 346</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>92 902 692</b>	<b>1 074 654</b>	...	<b>77 874 023</b>
...	<b>63 706 900</b>	<b>1</b>	<b>31 030 945</b>	<b>94 737 846</b>	<b>Total du programme</b>	<b>93 658 071</b>	<b>1 079 775</b>	...	<b>79 938 523</b>
...	<b>4 720 198 900</b>	<b>138 915 002</b>	<b>(11 761 215)</b>	<b>4 847 352 687</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>4 794 389 070</b>	<b>52 963 617</b>	...	<b>4 649 088 664</b>
<b>Commission canadienne des affaires polaires</b>									
<b>Contributions</b>									
...	8 000	...	16 850	24 850	Contributions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires	24 850	...	...	27 200
...	<b>8 000</b>	...	<b>16 850</b>	<b>24 850</b>	<b>Total du programme</b>	<b>24 850</b>	...	...	<b>27 200</b>
...	<b>4 720 206 900</b>	<b>138 915 002</b>	<b>(11 744 365)</b>	<b>4 847 377 537</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>4 794 413 920</b>	<b>52 963 617</b>	...	<b>4 649 115 864</b>

(S) Paiement de transfert législatif.



## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
Programme des affaires indiennes et inuites			
<b>Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Revendications			
Développement économique des Indiens	...	13 314	439 492
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>13 314</b>	<b>439 492</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>13 314</b>	<b>439 492</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
Programme d'administration		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	91 621	192 369
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent—		
Fonctionnement et entretien	587 771	...
	679 392	192 369
Revenus divers	25 249	32 275
<b>Total du programme</b>	<b>704 641</b>	<b>224 644</b>
Programme des affaires indiennes et inuites		
<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements— <sup>(1)</sup>		
Prêts, placements et avances—		
Fonds du développement économique des Indiens	488 697	497 522
Conseil des Indiens du Yukon	650 956	856 215
Revendicateurs autochtones	4 032 140	4 813 879
Premières nations de la Colombie-Britannique	2 879 336	2 835 148
Autres comptes—		
Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens—		
Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis	903 912	993 472
Prêt perpétuel de la bande Stoney	11 688	11 689
	8 966 729	10 007 925
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	13 748 463	12 195 569
Remboursement de salaires de l'exercice précédent	...	22 276
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent—		
Fonctionnement et entretien	2 005 863	1 499 196
	15 754 326	13 717 041
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire	44 525	29 025
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	93 702	78 132
Revenus divers—		
Droits fonciers issus de traités en Saskatchewan	5 500 000	5 500 000
Divers	659 026	2 126 188
	6 159 026	7 626 188
<b>Total du programme</b>	<b>31 018 308</b>	<b>31 458 311</b>

**Revenus—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Programme des affaires du Nord		
<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements— <sup>(1)</sup>		
Prêts, placements et avances—		
Gouvernement du Territoire du Yukon	984	1 907
Caisse de prêts aux Inuits	7 218	8 076
Société d'énergie du Yukon	1 196 440	550 823
Autres comptes—		
Esso Ltd—Projet Norman Wells—Bénéfices	99 355 033	90 241 767
	<u>100 559 675</u>	<u>90 802 573</u>
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	887 130	1 870 334
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent—		
Fonctionnement et entretien	344 853	378 440
	<u>1 231 983</u>	<u>2 248 774</u>
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Exploitation minière du Canada—		
Permis	1 946 497	1 188 194
Redevances	61 897 285	25 066 055
Forêts	...	69 884
Locations de terres, bâtiments et matériel	159 774	207 376
Redevances pétrolières et gazières	10 662 846	13 478 698
Redevances—Carrières	185 680	172 758
	<u>74 852 082</u>	<u>40 182 965</u>
Services de nature non réglementaire	16 117	53 299
	<u>74 868 199</u>	<u>40 236 264</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 986	...
Revenus divers—		
Revenus reportés	862	198 347
Divers	4 231 877	8 298 013
	<u>4 232 739</u>	<u>8 496 360</u>
<b>Total du programme</b>	<b>180 902 582</b>	<b>141 783 971</b>
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>212 625 531</b>	<b>173 466 926</b>

(1) Intérêt sauf indication contraire.

# SECTION 4

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Agence de promotion économique du Canada atlantique**

**Ministère**

**Société d'expansion du Cap-Breton**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité .....	4.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	4.3
Programmes par secteur d'activité .....	4.5
Paiements de transfert .....	4.6
Revenus .....	4.7

**Ministère****Objectifs**

Soutenir et favoriser de nouvelles possibilités de développement économique dans la région de l'Atlantique, en mettant particulièrement l'accent sur les petites et moyennes entreprises, par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets, et par la défense des intérêts de la région de l'Atlantique au moment de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets économiques d'envergure nationale.

**Description des secteurs d'activité***Développement*

Ce secteur d'activité comporte les éléments d'orientation, de planification et d'exécution des programmes de l'Agence qui sont liés directement au mandat de l'organisme. Il se divise en six sous-activités, soit action/développement des entreprises, coopération, défense des intérêts et coordination, programmes spéciaux, développement panatlantique et administration des programmes. Ces sous-activités reflètent clairement la nature des activités de l'Agence.

*Administration générale*

Ce secteur d'activité comprend le cabinet du Ministre et le bureau du président; les services du personnel, des finances et des systèmes et les autres services de soutien administratif dispensés au siège social et dans les bureaux régionaux; les activités de vérification interne; les services juridiques; les activités de communication du siège social qui ne sont pas rattachées à des programmes particuliers.

**Société d'expansion du Cap-Breton****Objectifs**

Promouvoir et encourager le financement et le développement industriel de l'Île du Cap-Breton et élargir la base économique de l'Île.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	...	...	72 074 000	72 074 000	20					
...	...	...	4 209 471	4 209 471	20b					
...	...	...	3 639 725	3 639 725						
...	...	...	890 205	890 205						
...	...	...	498 000	498 000						
...	...	...	81 311 401	81 311 401						
...	...	...	354 863 000	354 863 000	25					
...	...	...	(3 639 725)	(3 639 725)						
...	...	...	351 223 275	351 223 275						
...	...	...	20 936	20 936	(S)	Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique—Traitement et allocation pour automobile	20 936	...	...	
...	...	...	2 170 294	2 170 294	(S)	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	2 170 294	...	3 148 551	
...	...	...	3 753 391	3 753 391	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	3 753 391	...	2 261 779	
...	...	...	24 940	24 940	(S)	Obligations contractées pour l'assurance-prêt ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	24 940	...	...	
...	...	...	7 876 291	7 876 291	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 876 291	...	8 044 603	
...	...	...	5 699	5 699	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 736	3 963	29 498	
...	...	...	8 326	8 326	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	8 326	...	33 942	
...	...	...	446 394 553	446 394 553		<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>437 565 184</b>	<b>8 825 406</b>	<b>3 963</b>	<b>360 210 752</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	...	...	28 258 000	28 258 000	70	<b>Société d'expansion du Cap-Breton</b> <sup>(2)</sup>				
...	...	...	37 000	37 000		Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton				
...	...	...	28 295 000	28 295 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	28 295 000	28 295 000		Total—Crédit 70				
...	...	...	28 295 000	28 295 000		28 295 000	...	...	35 017 000	
...	...	...	28 295 000	28 295 000		<b>Total du programme—Budgétaire</b>				
...	...	...	474 689 553	474 689 553		28 295 000	...	...	35 017 000	
...	...	...	474 689 553	474 689 553		<b>465 860 184</b>	<b>8 825 406</b>	<b>3 963</b>	<b>395 227 752</b>	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.  
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

<sup>(2)</sup> Le portefeuille ministériel d'Agence de promotion économique du Canada atlantique, créé au cours de l'exercice 2003-2004, et la Société d'expansion du Cap-Breton, étaient auparavant présentés comme organismes sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère <sup>(1)</sup></b>												
Développement	64 400 652	60 961 458	...	...	357 171 900	352 171 900	...	...	...	...	421 572 552	413 133 358
Administration générale	24 822 001	24 431 826	...	...	...	...	...	...	...	...	24 822 001	24 431 826
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>89 222 653</b>	<b>85 393 284</b>	...	...	<b>357 171 900</b>	<b>352 171 900</b>	...	...	...	...	<b>446 394 553</b>	<b>437 565 184</b>
<b>Société d'expansion du Cap-Breton—<sup>(1)</sup></b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>28 295 000</b>	<b>28 295 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>28 295 000</b>	<b>28 295 000</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>117 517 653</b>	<b>113 688 284</b>	...	...	<b>357 171 900</b>	<b>352 171 900</b>	...	...	...	...	<b>474 689 553</b>	<b>465 860 184</b>

<sup>(1)</sup> Le portefeuille ministériel d'Agence de promotion économique du Canada atlantique, créé au cours de l'exercice 2003-2004, et la Société d'expansion du Cap-Breton, étaient auparavant présentés comme organismes sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					<b>Ministère <sup>(1)</sup></b>				
					<b>Subventions</b>				
					Développement				
					Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économique	<b>1 468 153</b>	...	...	<b>2 000 000</b>
...	...	...	<b>1 468 153</b>	<b>1 468 153</b>					
					<b>Contributions</b>				
					Développement				
					Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	153 281 981	...	...	128 963 427
...	...	...	153 281 981	153 281 981	Contributions en vertu du Programme de coopération fédéral-provincial	17 765 119	...	...	27 568 238
...	...	...	17 765 119	17 765 119	Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	307 118	...	...	665 376
...	...	...	307 118	307 118	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	22 588 836	...	...	7 755 159
...	...	...	22 588 836	22 588 836	Contribution pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	34 530 762	5 000 000	...	24 890 987
...	...	...	39 530 762	39 530 762	Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	55 620 491	...	...	17 083 394
...	...	...	55 620 491	55 620 491	Contribution pour les secteurs du commerce, de l'investissement, de l'entrepreneuriat et du perfectionnement des compétences en affaires	17 891 554	...	...	5 639 498
...	...	...	17 891 554	17 891 554	Contributions en vertu du Programme d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes	1 987 891	...	...	14 347 433
...	...	...	1 987 891	1 987 891	Contributions aux provinces de l'Atlantique en vertu du Programme Infrastructures Canada	39 745 870	...	...	39 362 493
...	...	...	39 745 870	39 745 870	Contributions pour la mesure d'adaptation du chantier naval de Saint John	1 035 500	...	...	...
...	...	...	1 035 500	1 035 500	(S) Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	2 170 294	...	...	3 148 551
...	...	...	2 170 294	2 170 294	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	3 753 391	...	...	2 261 779
...	...	...	3 753 391	3 753 391	(S) Obligations contractées pour l'assurance-prêt ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	24 940	...	...	...
...	...	...	24 940	24 940					
...	...	...	<b>355 703 747</b>	<b>355 703 747</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>350 703 747</b>	<b>5 000 000</b>	...	<b>271 686 335</b>
...	...	...	<b>357 171 900</b>	<b>357 171 900</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>352 171 900</b>	<b>5 000 000</b>	...	<b>273 686 335</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

<sup>(1)</sup> Le portefeuille ministériel d'Agence de promotion économique du Canada atlantique, créé au cours de l'exercice 2003-2004, était auparavant présenté comme organisme sous le portefeuille ministériel d'Industrie.



## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère <sup>(1)</sup></b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements— <sup>(2)</sup>		
Prêts, placements et avances—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	...	59 271
Entente-cadre sur le plan de développement	74 884	155 648
	74 884	214 919
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	5 879 699	877 967
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits	5 181 720	5 482 058
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 663	4 534
Revenus divers—		
Recouvrements de contribution (prêts et investissements et comptes débiteurs)	56 427 820	55 306 834
Reconnaissance de revenus sur comptes débiteurs	390 265	1 727 173
Frais d'intérêts et charges diverses imputés aux clients	428 447	415 653
Divers	3 293 529	602 729
	60 540 061	58 052 389
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>71 682 027</b>	<b>64 631 867</b>

(1) Le portefeuille ministériel d'Agence de promotion économique du Canada atlantique, créé au cours de l'exercice 2003-2004, était auparavant présenté comme organisme sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

(2) Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# SECTION 5

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Agence des douanes et du revenu du Canada**

**Ministère**

**Société canadienne des postes**

**Monnaie royale canadienne**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité .....	5.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	5.4
Programmes par secteur d'activité .....	5.6
Paiements de transfert .....	5.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés...	5.8
Revenus .....	5.8

**Ministère****Objectifs**

Percevoir les revenus et appliquer les lois fiscales pour le compte du gouvernement fédéral ainsi que pour le compte de certaines provinces et de certains territoires; assurer les services frontaliers et appliquer les dispositions législatives régissant le commerce international et les voyageurs; mettre en œuvre au profit des Canadiens, par le biais du régime fiscal, certains programmes de prestations socio-économiques.

**Description des secteurs d'activité***Services fiscaux*

Activités qui informent les clients de leurs droits et prestations, et qui les aident à respecter leurs obligations; enregistrement, traitement des déclarations des clients et établissement des cotisations; recherche à l'appui des services fiscaux dont : élaboration de politiques, évaluation des risques, modification législative, application de la technologie et nouvelles occasions d'affaires; maintien d'un service efficace de gestion de la dette, qui comprend des comptes clients et des retenues à la source; activités déterminant les causes sous-jacentes de la non-observation et de la mise en œuvre des mesures correctives; enquête et, au besoin, poursuite lorsqu'on soupçonne un cas d'inobservation frauduleuse.

*Programmes de prestations et autres services*

Administre et exécute les programmes de soutien fédéraux pour les personnes en fonction de leurs revenus; administre et exécute les programmes de soutien provinciaux pour les personnes en fonction de leurs revenus; et offre des services liés à la fiscalité ou

aux douanes à d'autres ordres de gouvernement ou à des organismes du secteur public.

*Appels*

Offre aux clients un examen équitable et impartial de leur désaccord avec les décisions de l'Agence touchant la fiscalité, les douanes, l'assurance-emploi, le Régime de pensions du Canada et des questions d'administration des politiques commerciales; gère (en collaboration avec Justice Canada) le règlement des cas lorsque les clients en appellent au tribunal des décisions de la Direction générale; gère le programme qui permet aux clients de corriger volontairement tout écart lorsqu'ils s'acquittent de leurs obligations envers l'Agence pour ce qui est des taxes, de l'impôt, des droits et des taux tarifaires; et coordonne des projets qui appuient et renforcent l'équité des programmes de l'Agence.

*Service des douanes*

Facilite la circulation des marchandises et des voyageurs tout en protégeant la société et les entreprises canadiennes au moyen du contrôle de l'immigration et d'examen visant à trouver des marchandises de contrebande et d'autres examens qui sont fonction de l'évaluation des risques et du ciblage; vérifications de l'observation sur place et autres examens une fois que les marchandises sont entrées dans le pays, y compris des vérifications de l'origine des exportateurs; éducation du client, extension des services et services promotionnels, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de normes de service; protège les industries canadiennes contre des pratiques commerciales injustes et des dommages causés par le dumping ou subvention venant de marchandises importées au Canada; administre et influence l'élaboration des lois canadiennes qui régissent le commerce international et les

voyages; administre les ententes en matière de commerce international et contribue à leur élaboration; partage les meilleures pratiques et harmonise les processus avec les administrations douanières des autres pays.

*Gestion et orientation organisationnelles*

Fait preuve d'un solide leadership au moyen de la création et du maintien d'un régime progressif et moderne de ressources humaines, y compris l'utilisation de technologies de fine pointe, d'une approche intégrée de la planification d'activités et axée sur les compétences, d'une nouvelle approche de règlement des différends et d'une norme de classification faite sur mesure; fait preuve d'un solide leadership en ce qui concerne les nouvelles responsabilités financières et administratives liées à la création de l'Agence tout en orientant la prestation des services existants des finances et de la gestion des ressources, l'utilisation des ressources, les systèmes de bureautique, la sécurité et les services de laboratoire; gère et encourage une approche cohérente à la technologie de l'information afin d'améliorer le service à la clientèle et l'accessibilité aux clients tout en contribuant à réduire les coûts en intégrant les procédures nouvelles ainsi que les procédures actuelles et en les appliquant aux secteurs d'activité; encourage et fortifie les relations avec les provinces, les territoires, les autres ministères du gouvernement et les organismes internationaux tout en étudiant des occasions d'établir de nouveaux partenariats et alliances; maintient et renforce notre cadre de gestion y compris la fonction de contrôleur moderne, les méthodes de planification, de prise de décision, d'examen et de responsabilisation. Mène et dirige les efforts visant à améliorer l'efficacité de nos systèmes et processus de gestion et la qualité de l'information organisationnelle qui viennent tous appuyer la gestion transparente axée sur les résultats.

## **Société canadienne des postes**

### **Objectifs**

L'objectif de la Société est de mettre sur pied et d'exploiter un service postal.

## **Monnaie royale canadienne**

### **Objectifs**

- Fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;
- fabriquer des pièces de monnaie de pays étrangers;
- fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et
- fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.



**Monnaie royale canadienne <sup>(2)</sup>**

(S) (L) Prêts à la Monnaie en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* :  
Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 \$, le 11 mars 1999 (Net)

...	...	...	75 000 000	75 000 000		...	...	75 000 000	...
...	...	...	<b>75 000 000</b>	<b>75 000 000</b>	<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	...	...	<b>75 000 000</b>	...
<b>141 065 836</b>	<b>3 662 278 946</b>	<b>108 095 122</b>	<b>285 921 275</b>	<b>4 197 361 179</b>	<b>Total du portefeuille ministériel—</b>				
...	...	...	<b>575 000 000</b>	<b>575 000 000</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>3 972 377 273</b>	<b>7 359 034</b>	<b>217 624 872</b>	<b>4 062 113 729</b> <sup>(2)</sup>
					<b>Non budgétaire</b>	...	...	<b>575 000 000</b>	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes (SCP) et la Monnaie royale canadienne ont été transférées de Transports. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 237 210 000 \$ (SCP).

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Services fiscaux	1 995 788 344	1 946 824 062	...	...	137 269 864	119 926 976	109 310 000	109 310 000	...	...	2 023 748 208	1 957 441 038
Programmes de prestations et autres services	98 451 778	96 353 138	...	...	147 424 168	147 424 168	380 000	380 000	...	...	245 495 946	243 397 306
Appels	99 754 026	96 337 735	...	...	...	...	6 912 000	6 912 000	...	...	92 842 026	89 425 735
Services des douanes	699 447 257	608 988 796	23 349 000	11 418 015	...	...	...	...	...	...	722 796 257	620 406 811
Gestion et orientation organisationnelles	920 413 742	869 641 383	...	...	...	...	30 145 000	30 145 000	...	...	890 268 742	839 496 383
Sous-total	3 813 855 147	3 618 145 114	23 349 000	11 418 015	284 694 032	267 351 144	146 747 000	146 747 000	...	...	3 975 151 179	3 750 167 273
Revenus affectés aux dépenses	(146 747 000)	(146 747 000)	...	...	...	...	(146 747 000)	(146 747 000)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>3 667 108 147</b>	<b>3 471 398 114</b>	<b>23 349 000</b>	<b>11 418 015</b>	<b>284 694 032</b>	<b>267 351 144</b>	...	...	...	...	<b>3 975 151 179</b>	<b>3 750 167 273</b>
<b>Société canadienne des postes—<sup>(1)</sup></b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>222 210 000</b>	<b>222 210 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>222 210 000</b>	<b>222 210 000</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>500 000 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>500 000 000</b>	...
<b>Monnaie royale canadienne—<sup>(1)</sup></b>												
<b>Non budgétaire</b>	<b>75 000 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>75 000 000</b>	...
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>3 889 318 147</b>	<b>3 693 608 114</b>	<b>23 349 000</b>	<b>11 418 015</b>	<b>284 694 032</b>	<b>267 351 144</b>	...	...	...	...	<b>4 197 361 179</b>	<b>3 972 377 273</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>575 000 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>575 000 000</b>	...

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes et la Monnaie royale canadienne ont été transférées de Transports.



## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Programmes de prestations et autres services									
...	147 000 000	3 000 000	(2 575 832)	147 424 168	(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants	147 424 168	...	...	134 497 586
<b>Contributions</b>									
Services fiscaux									
6 402 781	137 026 000	...	(6 400 000)	137 028 781	Contributions à la province de Québec pour les frais de l'administration commune des taxes de vente fédérale et provinciale	119 855 303	...	17 173 478	108 825 897
59 083	182 000	...	...	241 083	Contribution versée à l'Association canadienne des constructeurs d'habitations visant à appuyer la campagne d'information «Par écrit SVP!» auprès des consommateurs	71 673	...	169 410	481 027
<b>6 461 864</b>	<b>137 208 000</b>	<b>...</b>	<b>(6 400 000)</b>	<b>137 269 864</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>119 926 976</b>	<b>...</b>	<b>17 342 888</b>	<b>109 306 924</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité</b>									
6 461 864	137 208 000	...	(6 400 000)	137 269 864	Services fiscaux	119 926 976	...	17 342 888	109 306 924
...	147 000 000	3 000 000	(2 575 832)	147 424 168	Programmes de prestations et autres services	147 424 168	...	...	134 497 586
<b>6 461 864</b>	<b>284 208 000</b>	<b>3 000 000</b>	<b>(8 975 832)</b>	<b>284 694 032</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>267 351 144</b>	<b>...</b>	<b>17 342 888</b>	<b>243 804 510</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Régime de pensions du Canada	68 814 000	68 814 000	64 929 000
Assurance-emploi	77 933 000	77 933 000	77 933 000
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>146 747 000</b>	<b>146 747 000</b>	<b>142 862 000</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Revenus fiscaux—</b>		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers	85 081 432 849	81 782 986 658
Des sociétés	27 430 778 748	22 130 645 050
Des non résidents	3 142 186 757	3 291 112 550
	115 654 398 354	107 204 744 258
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	32 492 122 417	32 480 931 111
Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale crédit aux particuliers	1 043 508 613 3 162 839 845	1 150 678 173 3 081 695 895
	28 285 773 959	28 248 557 043
Taxe d'accise—Carburant moteur—Essence	3 989 943 388	3 921 589 441
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel—		
Essence d'aviation et carboréacteur	82 873 887	80 240 830
Combustible diesel	879 175 760	933 433 866
	962 049 647	1 013 674 696
Droits de douane à l'importation	2 887 025 223	3 278 185 297
Droits d'accise—		
Spiritueux parvenus à maturité	451 022 392	386 809 310
Spiritueux non parvenus à maturité	619 387	4 294 697
Bière	622 670 995	519 717 137
Spiritueux rafraîchissants	12 952 245	16 565 094
Vin	133 988 448	...
Cigarettes	2 630 038 654	989 370 933
Cigares	25 459 749	214 977
Tabac manufacturé	208 832 388	107 037 449
Tabac naturel canadien en feuilles	6 043	25 634
Licences	(3 274)	71 658
	4 085 587 027	2 024 106 889
Cotisation de sécurité sociale pour passagers aériens	409 558 546	421 005 616
Autres taxes et droits d'accise—		
Taxes à la fabrication—		
Cigarettes	438 161 207	1 756 638 347
Cigares	1 064 649	34 251 916
Tabac	46 315 398	223 515 135
Bijoux	83 248 834	87 046 667
Automobiles	6 482 889	10 921 492

## Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Climatiseurs pour automobiles	142 422 910	169 130 385	Autres frais et droits—		
Vins	43 781 769	161 818 098	Recouvrement d'avantages des employés	25 921 000	24 056 400
Primes d'assurance	8 092 853	...	Revenus reportés	(80 840)	87 614
Divers	(24 836 597)	7 475 477	Divers	3 606 508	423 667
	744 733 912	2 450 797 517		29 446 668	24 567 681
<b>Total des revenus fiscaux</b>	<b>157 019 070 056</b>	<b>148 562 660 757</b>		212 689 667	201 993 084
<b>Autres revenus—</b>			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	482 417	587 716
Revenus de placements—			Revenus divers—		
Prêts, placements et avances—			Intérêts et pénalités—		
Société canadienne des postes—Dividendes	17 900 000	16 700 000	Impôt sur le revenu des particuliers	1 842 402 378	1 594 805 979
			Impôt sur le revenu des sociétés	826 133 135	734 632 129
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation, taxe d'accise et cotisation de sécurité sociale pour passagers aériens	213 998 141	415 811 422
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 433 724	5 857 306		2 882 533 654	2 745 249 530
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 916 106	3 864 769	Intérêts payés sur les remboursements—		
	3 349 830	9 722 075	Impôt sur le revenu des particuliers	(85 558 641)	(111 651 630)
			Impôt sur le revenu des sociétés	(804 433 439)	(846 019 364)
Ventes de biens et de services—			Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation et taxe d'accise	(49 239 126)	(28 178 835)
Droits et privilèges—				(939 231 206)	(985 849 829)
Boutiques hors taxe	401	825 772	Divers—		
Licences de courtiers en douane	363 600	384 000	Amendes imposées par le tribunal	9 431 738	9 340 334
Frais d'entrepôt de douane	1 094 482	1 175 570	Saisies (douanes)	5 907 385	(684 244)
Divers	1 016 284	677 671	Saisies (enquêtes)	2 202 513	6 221 880
	2 474 767	3 063 013	Saisies (ports)	4 033 247	9 151 639
			Frais d'administration pour titres non payés	2 952 181	2 721 159
Location et utilisation de biens publics	560 348	637 242	Intérêts sur les autres revenus—Autres	17 367	11 325
			Divers	(2 184 125)	(191 682)
Services de nature réglementaire—			Dons à l'État	...	2 811
Frais de perception d'assurance-emploi et du Régime de pensions du Canada	146 747 000	142 862 000	Autres	...	40 729
Frais d'entente anticipée en matière de prix	1 945 959	1 667 193		22 360 306	26 613 951
Programmes à la frontière Canada/États-Unis	1 716 321	1 791 335		1 965 662 754	1 786 013 652
Divers	942 996	1 329 692	<b>Total des autres revenus</b>	<b>2 200 084 668</b>	<b>2 015 016 527</b>
	151 352 276	147 650 220	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>159 219 154 724</b>	<b>150 577 677 284</b> <sup>(1)(2)</sup>
Services de nature non réglementaire—					
Frais administratifs des programmes provinciaux	24 643 399	22 201 733			
Frais de services spéciaux	2 424 820	1 856 417			
Divers	1 762 389	2 016 778			
	28 830 608	26 074 928			
Ventes de biens et de produits d'information—					
Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc.	25 000	...			

<sup>(1)</sup> Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes a été transférée de Transports. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 16 700 000 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# SECTION 6

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Agriculture et Agroalimentaire**

**Ministère**

**Commission canadienne du lait**

**Agence canadienne d'inspection des  
aliments**

**Commission canadienne des grains**

**Financement agricole Canada**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité . . . . .	6.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	6.4
Programmes par secteur d'activité . . . . .	6.8
Paiements de transfert . . . . .	6.9
Détail des montants disponibles pour être dépensés. . . . .	6.13
Revenus . . . . .	6.13

**Ministère****Objectifs**

Notre objectif consiste à dispenser de l'information, faire de la recherche, mettre au point des technologies et appliquer des politiques et des programmes qui permettront au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'innover et d'être concurrentiel.

**Description des secteurs d'activité***Sécurité du système alimentaire*

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) vise à faire du Canada le chef de file mondial en ce qui touche la production, la transformation et la distribution d'aliments sains et fiables pour répondre aux besoins et aux préférences des consommateurs. Le Ministère travaille à la réalisation de cet objectif par les moyens suivants :

- renforcer la compétitivité du secteur, de concert avec ses partenaires, de manière à mieux gérer les risques par la mise au point et la promotion de mécanismes améliorés de protection du revenu et d'autres outils de gestion des risques;
- améliorer l'efficacité des activités commerciales sur les marchés intérieur et international en négociant des règles équitables, en réglant les différends commerciaux, en éliminant les obstacles au commerce et en préservant les débouchés pour le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire;
- prévoir et comprendre les perceptions et les préférences des consommateurs pour intégrer celles-ci aux politiques et aux programmes et relever la confiance du consommateur.

*Santé de l'environnement*

AAC vise à faire du Canada un chef de file mondial en matière d'utilisation des ressources de l'environnement de façon à en préserver la qualité et la disponibilité pour les générations d'aujourd'hui et de demain. Le Ministère travaille à la réalisation de cet objectif en accomplissant ce qui suit :

- fournir de l'information juste et pertinente sur l'environnement, de manière à encourager un dialogue ouvert et éclairé qui aidera les citoyens, le gouvernement, les agriculteurs et le secteur agroalimentaire à prendre des décisions saines dans l'intérêt des générations d'aujourd'hui et de demain;
- tirer profit de l'environnement et réduire les risques en dirigeant l'élaboration et l'adoption de meilleures pratiques de gestion économiquement viables par l'industrie de l'agroalimentaire, le gouvernement et le grand public, dans un climat d'affaires favorable.

*Innovations propices à la croissance*

AAC vise à faire du Canada un chef de file mondial au chapitre de l'innovation en créant des produits alimentaires et d'autres produits et services agricoles qui permettent de saisir les débouchés sur les marchés diversifiés de chez nous et de l'étranger. Le Ministère travaille à la réalisation de cet objectif en accomplissant ce qui suit :

- encourager le Canada à développer et à adopter des produits, des procédés et des pratiques nouveaux et non traditionnels qui lui fourniront un avantage concurrentiel accru en investissant dans la création d'un environnement propice à la découverte et à l'innovation et en suscitant des possibilités de diversification;
- attirer des gens et des investissements par la création d'un climat commercial dynamique en encourageant activement le développement des connaissances, l'entrepreneuriat et la mise au point d'une infrastructure

qui permette de saisir les débouchés sur le marché intérieur et sur le marché mondial;

- encourager la saisie de débouchés commerciaux de produits et services canadiens novateurs, pour favoriser la croissance économique et promouvoir le Canada comme chef de file sur la scène mondiale en ce qui a trait à la salubrité et à la qualité des aliments et à l'environnement.

**Commission canadienne du lait****Objectifs**

Offrir aux producteurs de lait et de crème qui sont efficaces l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement, et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

**Agence canadienne d'inspection des aliments****Objectifs**

L'objectif de l'Agence canadienne d'inspection des aliments est de renforcer le système d'assurance de la salubrité des aliments, d'encourager l'équité dans l'étiquetage et de contribuer à la santé des animaux et à la protection des ressources végétales fondamentales.

**Description des secteurs d'activité***Salubrité des aliments*

Grâce au secteur d'activité, Salubrité des aliments, nous réglementons les aliments et les produits alimentaires qui traversent les frontières internationales et interprovinciales, au moyen de toute une gamme d'outils réglementaires, y compris l'enregistrement des établissements, l'inspection des

établissements et des produits, la certification des produits, l'octroi de permis aux particuliers ou aux personnes morales et les activités d'application de la loi. Nous appliquons les dispositions des lois concernant la salubrité et la qualité nutritionnelle des aliments vendus au Canada; menons des enquêtes sur la salubrité des aliments, dont certaines se traduisent par un rappel des aliments; exécutons des projets sur l'innocuité des aliments qui ciblent les enjeux ou les produits à risque élevé; favorisons et facilitons la mise en œuvre de systèmes d'assurance de la salubrité des aliments reconnus à l'échelle internationale par les établissements agréés au fédéral; sensibilisons les consommateurs aux enjeux en matière de salubrité des aliments et en favorisons la connaissance auprès de ces derniers; et administrons et appliquons la législation régissant l'équité dans l'étiquetage et les pratiques trompeuses concernant les aliments.

#### *Santé des animaux*

Le secteur d'activité, Santé des animaux, nous permet d'exécuter des programmes visant à protéger la santé des animaux et à prévenir la transmission des maladies animales aux humains grâce à la surveillance, aux analyses et aux mesures de quarantaine; de satisfaire aux normes de santé et de sécurité internationales et nationales s'appliquant aux animaux, aux produits animaux, aux embryons, à la semence et aux aliments du bétail; de délivrer des certificats d'exportation précisant les exigences s'appliquant aux analyses, aux diagnostics, aux installations et à la quarantaine; d'octroyer des permis et d'inspecter les produits biologiques vétérinaires pour en vérifier la pureté et l'innocuité et contrôler la fraude en matière d'étiquetage; de réglementer le transport des animaux pour qu'il se fasse sans cruauté; de réglementer les aliments du bétail à des fins d'innocuité et d'efficacité; et de vérifier que les étiquettes sur les aliments du bétail sont conformes aux exigences sur l'étiquetage et la composition.

#### *Protection des végétaux*

Grâce au secteur d'activité, Protection des végétaux, nous pouvons contrôler l'importation et le déplacement national des végétaux, des produits végétaux, y compris les produits forestiers, des engrais et des semences réglementés; empêcher l'introduction au Canada de ravageurs et de maladies faisant l'objet de règlements; et contrôler et/ou éradiquer ceux décelés au Canada; satisfaire aux exigences internationales en matière de contrôle des végétaux et certifier les végétaux et les produits végétaux aux fins du commerce national et de l'exportation; mener des enquêtes sur les insectes qui permettent à l'Agence de détecter de nouvelles populations de ravageurs ou celles qui commencent à s'installer et de réagir rapidement pour empêcher ces derniers de se propager; poursuivre nos activités de renseignements internationales concernant les maladies, négocier avec les pays exportateurs les exigences en matière de santé à l'importation, et maintenir une capacité d'intervention d'urgence; certifier les semences et enregistrer les variétés des grandes cultures; accorder la protection des obtentions végétales aux cultures agricoles et horticoles; réglementer les engrais et les suppléments aux fins de la salubrité et de l'efficacité; et effectuer des évaluations environnementales afin d'approuver la mise en circulation de produits issus de la biotechnologie, y compris les semences, les végétaux et les produits microbiens.

#### **Commission canadienne des grains**

##### **Objectifs**

Offrir un régime d'assurance-qualité qui valorise la commercialisation du grain au bénéfice des producteurs.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Commission canadienne des grains*

Le secteur d'activité et l'objectif principal de la Commission canadienne des grains (CCG) se résument en un régime d'assurance-qualité qui valorise la commercialisation du grain au bénéfice des producteurs.

La CCG assure ses fonctions et l'exécution de ses programmes dans le but de :

- favoriser la mise en marché du grain, en garantissant que les expéditions de grain répondent régulièrement aux stipulations de contrats visant la qualité et la quantité et qu'elles sont salubres et conformes aux tolérances en matière de contaminants;
- mieux comprendre les qualités recherchées par les transformateurs des grains et la façon dont ces qualités peuvent être évaluées, et de s'adapter aux nouvelles technologies et aux aléas du marché;
- maintenir la qualité du grain lorsque celui-ci est acheminé par les réseaux de commercialisation, et veiller au traitement équitable des producteurs de grain, ainsi qu'à l'honnêteté des opérations sur le grain; et
- répondre aux besoins des producteurs et des autres membres de l'industrie du grain de la façon la plus efficace et efficiente possible.

#### **Financement agricole Canada**

##### **Objectifs**

La mission de Financement agricole Canada consiste à mettre en valeur le secteur rural canadien par la prestation de services financiers spécialisés aux exploitations agricoles, notamment aux fermes familiales ainsi qu'aux petites et moyennes agri-entreprises, en mettant l'accent sur le service personnalisé.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	431 379 000	...	...	431 379 000	1	593 068 480	37 000 236	...	508 100 030
...	...	157 062 714	...	157 062 714	1a				
...	...	34 810 187	...	34 810 187	1b				
...	...	...	1 141 815	1 141 815					
...	...	...	5 675 000	5 675 000					
...	431 379 000	191 872 901	6 816 815	630 068 716					
...	37 271 000	...	...	37 271 000	5	38 692 147	20 360 371	...	44 358 922
...	...	20 360 000	...	20 360 000	5a				
...	...	1 421 518	...	1 421 518	5b				
...	37 271 000	21 781 518	...	59 052 518					
...	273 866 000	...	...	273 866 000	10	170 978 450	305 899 082	...	903 772 405
...	...	189 701 000	...	189 701 000	10a				
...	...	13 310 532	...	13 310 532	10b				
...	273 866 000	203 011 532	...	476 877 532					
...	1	...	...	1	15	...	1	...	...
...	1	...	...	1	20	...	1	...	...
600 000	200 000	...	(200 000)	600 000	(S)	...	...	600 000	...



...	65 500 000	...	(53 438 945)	12 061 055	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	12 061 055	...	...	17 793 097
...	4 000 000	...	(1 767 141)	2 232 859	(S) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	2 232 859	...	...	2 792 336
...	227 300 000	...	(227 300 000)	...	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme d'assurance-récolte	...	...	...	255 282 053
...	212 600 000	...	163 549 283	376 149 283	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Compte de stabilisation du revenu net	376 149 283	...	...	278 704 541
...	66 946	...	15 155	82 101	(S) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire—Traitement et allocation pour automobile	82 101	...	...	66 946
...	56 539 000	...	10 971 690	67 510 690	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 510 690	...	...	71 464 410
3 349 781	1	...	(1)	3 349 781	(S) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	307 777	...	3 042 004	(286 764)
...	...	1 174 180 000	124 834 090	1 299 014 090	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture	1 299 014 090	...	...	...
...	...	598 884 000	47 691	598 931 691	(S) Contributions à la transition aux programmes futurs de gestion des risques	598 931 691	...	...	597 515 969
...	...	361 577 100	41 358 205	402 935 305	(S) Contributions à l'appui du Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)	402 935 305	...	...	...
...	...	11 440 667	116 564 953	128 005 620	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programmes provinciaux	128 005 620	...	...	...
...	...	...	842 810 000	842 810 000	(S) Subventions pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie ( <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> )	842 810 000	...	...	...
...	...	...	85 190 000	85 190 000	(S) Contributions pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie ( <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> )	85 190 000	...	...	...
...	...	...	65 000 000	65 000 000	(S) Contributions pour le Programme canadien du revenu agricole ( <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> )	65 000 000	...	...	...
...	...	...	6 209 217	6 209 217	(S) Dépenses en vertu de la section 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> aux termes des garanties du Programme des avances de crédit printanières	6 209 217	...	...	9 000 000
...	...	...	185 335	185 335	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	185 335	...	...	180 000
26 278	...	...	2 494 277	2 520 555	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 491 936	...	28 619	3 550 235
<b>3 976 059</b>	<b>1 308 721 949</b>	<b>2 562 747 718</b>	<b>1 183 340 624</b>	<b>5 058 786 350</b>	<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>4 691 856 036</b>	<b>363 259 691</b>	<b>3 670 623</b>	<b>2 692 294 180</b>
<b>Commission canadienne du lait</b>									
...	3 088 000	...	...	3 088 000	25 Dépenses du programme				
...	...	...	145 000	145 000	Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	3 088 000	...	145 000	3 233 000	Total—Crédit 25	3 218 484	14 516	...	3 134 879
...	3 088 000	...	145 000	3 233 000	Total budgétaire	3 218 484	14 516	...	3 134 879
300 000 000	...	...	...	300 000 000	(S) (L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 300 000 000 \$ (Net)	30 230 000	...	269 770 000	(55 441 000)
<b>Total du programme—</b>									
...	<b>3 088 000</b>	...	<b>145 000</b>	<b>3 233 000</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>3 218 484</b>	<b>14 516</b>	...	<b>3 134 879</b>
<b>300 000 000</b>	...	...	...	<b>300 000 000</b>	<b>Non budgétaire</b>	<b>30 230 000</b>	...	<b>269 770 000</b>	<b>(55 441 000)</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>										
...	353 649 000	...	...	353 649 000	30	Dépenses de fonctionnement et contributions				
...	...	41 004 700	...	41 004 700	30a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	21 074 770	...	21 074 770	30b	Dépenses de fonctionnement et contributions				
...	...	...	384 935	384 935		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	1 901 000	1 901 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	353 649 000	62 079 470	2 285 935	418 014 405		Total—Crédit 30	394 616 539	23 397 866	...	404 392 099
...	9 360 000	...	...	9 360 000	35	Dépenses en capital				
...	...	10 641 432	...	10 641 432	35b	Dépenses en capital				
...	9 360 000	10 641 432	...	20 001 432		Total—Crédit 35	6 605 972	13 395 460	...	6 253 775
...	1 500 000	6 000 000	1 420 549	8 920 549	(S)	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	8 920 549	...	...	4 648 799
...	58 636 000	...	(1 077 186)	57 558 814	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 558 814	...	...	60 479 719
25 000	...	...	425 783	450 783	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	358 531	67 252	25 000	367 855
...	...	...	1 943	1 943	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	1 943	...	...	6 773
...	...	...	8 581	8 581	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	8 581	...	...	11 278
<b>25 000</b>	<b>423 145 000</b>	<b>78 720 902</b>	<b>3 065 605</b>	<b>504 956 507</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>468 070 929</b>	<b>36 860 578</b>	<b>25 000</b>	<b>476 160 298</b>
<b>Commission canadienne des grains</b>										
...	17 834 000	...	...	17 834 000	40	Dépenses du programme				
...	...	15 000 000	...	15 000 000	40a	Dépenses du programme				
...	...	5 201 700	...	5 201 700	40b	Dépenses du programme				
...	...	...	264 913	264 913		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	898 000	898 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	17 834 000	20 201 700	1 162 913	39 198 613		Total—Crédit 40	34 787 100	4 411 513	...	30 046 073
12 322 690	(127 000)	...	127 000	12 322 690	(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	(9 056 411)	...	21 379 101	581 696
...	2 846 000	...	...	2 846 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 846 000	...	...	2 846 000

...	...	...	55 730	55 730	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	30 730	25 000	...
<b>12 322 690</b>	<b>20 553 000</b>	<b>20 201 700</b>	<b>1 345 643</b>	<b>54 423 033</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>28 576 689</b>	<b>4 442 243</b>	<b>21 404 101</b>	<b>33 473 769</b>
<b>Financement agricole Canada</b>									
(S) <i>Loi sur Financement agricole Canada</i>									
(L) Paiements de capital en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 11(1). Limite 1 175 000 000 \$ (Net)									
6 667 000	...	...	...	6 667 000		...	...	6 667 000	...
(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)									
1 795 829 000	...	...	294 324 000	2 090 153 000		...	...	2 090 153 000	...
<b>1 802 496 000</b>	...	...	<b>294 324 000</b>	<b>2 096 820 000</b>	<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	...	...	<b>2 096 820 000</b>	...
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>									
<b>Budgétaire</b>									
<b>16 323 749</b>	<b>1 755 507 949</b>	<b>2 661 670 320</b>	<b>1 187 896 872</b>	<b>5 621 398 890</b>		<b>5 191 722 138</b>	<b>404 577 028</b>	<b>25 099 724</b>	<b>3 205 063 126</b>
<b>2 102 496 000</b>	...	...	<b>294 324 000</b>	<b>2 396 820 000</b>	<b>Non budgétaire</b>	<b>30 230 000</b>	...	<b>2 366 590 000</b>	<b>(55 441 000)</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.  
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Sécurité du système alimentaire	231 329 459	200 658 463	20 638 618	611 153	4 122 174 035	3 886 702 170	24 180 000	24 558 651	...	...	4 349 962 112	4 063 413 135
Santé de l'environnement	195 047 567	188 373 986	5 340 000	5 038 323	89 206 106	24 431 429	14 500 000	14 470 430	...	...	275 093 673	203 373 308
Innovations propices à la croissance	315 495 053	313 117 850	33 599 000	33 567 772	84 636 512	78 383 971	...	...	...	...	433 730 565	425 069 593
Sous-total	741 872 079	702 150 299	59 577 618	39 217 248	4 296 016 653	3 989 517 570	38 680 000	39 029 081	...	...	5 058 786 350	4 691 856 036
Revenus affectés aux dépenses	(38 680 000)	(39 029 081)	...	...	...	...	(38 680 000)	(39 029 081)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>703 192 079</b>	<b>663 121 218</b>	<b>59 577 618</b>	<b>39 217 248</b>	<b>4 296 016 653</b>	<b>3 989 517 570</b>	...	...	...	...	<b>5 058 786 350</b>	<b>4 691 856 036</b>
<b>Commission canadienne du lait—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>3 233 000</b>	<b>3 218 484</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>3 233 000</b>	<b>3 218 484</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>300 000 000</b>	<b>30 230 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>30 230 000</b>
<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>												
Salubrité des aliments	346 384 540	381 053 911	11 552 760	6 605 472	552 301	552 301	41 025 795	41 025 795	...	...	317 463 806	347 185 889
Santé des animaux	113 214 214	66 540 533	5 774 664	500	8 663 420	8 663 420	8 764 556	8 764 556	...	...	118 887 742	66 439 897
Protection des végétaux	75 425 768	63 939 960	2 674 008	...	279 578	279 578	9 774 395	9 774 395	...	...	68 604 959	54 445 143
Sous-total	535 024 522	511 534 404	20 001 432	6 605 972	9 495 299	9 495 299	59 564 746	59 564 746	...	...	504 956 507	468 070 929
Revenus affectés aux dépenses	(59 564 746)	(59 564 746)	...	...	...	...	(59 564 746)	(59 564 746)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>475 459 776</b>	<b>451 969 658</b>	<b>20 001 432</b>	<b>6 605 972</b>	<b>9 495 299</b>	<b>9 495 299</b>	...	...	...	...	<b>504 956 507</b>	<b>468 070 929</b>
<b>Commission canadienne des grains</b>												
Commission canadienne des grains	96 105 033	62 723 572	...	...	...	...	41 682 000	34 146 883	...	...	54 423 033	28 576 689
Revenus affectés aux dépenses	(41 682 000)	(34 146 883)	...	...	...	...	(41 682 000)	(34 146 883)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>54 423 033</b>	<b>28 576 689</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>54 423 033</b>	<b>28 576 689</b>
<b>Financement agricole Canada—</b>												
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 096 820 000</b>	...	<b>2 096 820 000</b>	...
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 236 307 888</b>	<b>1 146 886 049</b>	<b>79 579 050</b>	<b>45 823 220</b>	<b>4 305 511 952</b>	<b>3 999 012 869</b>	...	...	...	...	<b>5 621 398 890</b>	<b>5 191 722 138</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 396 820 000</b>	<b>30 230 000</b>	<b>2 396 820 000</b>	<b>30 230 000</b>

## Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Sécurité du système alimentaire									
600 000	133 333	...	(133 333)	600 000	(S) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	...	...	600 000	...
...	5 339 400	...	(1 196 358)	4 143 042	Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	3 993 085	149 957	...	4 613 860
...	...	...	842 810 000	842 810 000	(S) Subventions pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	842 810 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	113 000 000
600 000	5 472 733	...	841 480 309	847 553 042		846 803 085	149 957	600 000	117 613 860
Santé de l'environnement									
...	10 296 700	...	(4 400 393)	5 896 307	Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	5 896 307	...	...	12 321 190
...	38 000	...	...	38 000	Subventions aux organisations dont les activités appuient l'aménagement et la conservation des sols et de l'eau	38 000	...	...	38 000
...	10 334 700	...	(4 400 393)	5 934 307		5 934 307	...	...	12 359 190
Innovations propices à la croissance									
...	66 667	...	(66 667)	...	(S) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	...	...	...	...
...	16 763 900	...	(1 503 249)	15 260 651	Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	15 085 174	175 477	...	14 724 886
...	999 000	...	...	999 000	Recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	999 000	...	...	846 932
...	17 829 567	...	(1 569 916)	16 259 651		16 084 174	175 477	...	15 571 818
<b>600 000</b>	<b>33 637 000</b>	<b>...</b>	<b>835 510 000</b>	<b>869 747 000</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>868 821 566</b>	<b>325 434</b>	<b>600 000</b>	<b>145 544 868</b>
<b>Contributions</b>									
Sécurité du système alimentaire									
...	65 500 000	...	(53 438 945)	12 061 055	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	12 061 055	...	...	17 793 097
...	4 000 000	...	(1 767 141)	2 232 859	(S) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	2 232 859	...	...	2 792 336
...	227 300 000	...	(227 300 000)	...	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme d'assurance-récolte	...	...	...	255 282 053

## Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	212 600 000	...	163 549 283	376 149 283	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Compte de stabilisation du revenu net	376 149 283	...	...	278 704 541
...	...	11 761 090	10 466 315	22 227 405	Contributions pour la gestion des risques agricoles—Programme canadien du revenu agricole	22 227 405	...	...	481 633 760
...	9 054 700	...	865 322	9 920 022	Contributions afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire	9 920 022	...	...	3 874 285
...	...	11 440 667	116 564 953	128 005 620	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programmes complémentaires de sécurité du revenu	128 005 620	...	...	57 343 435
...	148 169 000	...	...	148 169 000	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>	...	148 169 000	...	...
...	8 000	...	...	8 000	Contribution au Conseil canadien de la sécurité à l'appui de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme	...	8 000	...	1 000
...	5 864 000	...	...	5 864 000	Contributions pour le contrôle du virus de la sharka du prunier	5 747 500	116 500	...	5 152 060
...	4 494 400	...	(4 494 400)	...	Contributions au titre du Programme de commerce agro-alimentaire	...	...	...	16 781 811
...	...	598 884 000	47 691	598 931 691	(S) Contributions à la transition aux programmes futurs de gestion des risques	598 931 691	...	...	597 515 969
...	...	...	6 209 217	6 209 217	(S) Dépenses en vertu de la section 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> aux termes des garanties du Programme des avances de crédit printanières	6 209 217	...	...	9 000 000
...	...	...	26 713	26 713	Contributions dans le cadre du Programme d'aide à l'industrie agroalimentaire	26 713	...	...	1 484 158
...	...	50 171 000	3 618 425	53 789 425	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques non liée à l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture	11 263 973	42 525 452	...	...
...	...	57 232 000	...	57 232 000	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programme des avances de crédit printanières	14 567 572	42 664 428	...	13 069 092
...	...	1 174 180 000	124 834 090	1 299 014 090	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture	1 299 014 090	...	...	...
...	...	1 100 000	...	1 100 000	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture	...	1 100 000	...	...
...	...	361 577 100	41 358 205	402 935 305	(S) Contributions à l'appui du Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)	402 935 305	...	...	...
...	...	...	65 000 000	65 000 000	(S) Contributions à la gestion des risques en agriculture—Programme canadien du revenu agricole	65 000 000	...	...	...
...	...	...	85 190 000	85 190 000	(S) Contributions pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	85 190 000	...	...	...
...	...	555 308	...	555 308	Stratégie emploi jeunesse—Programme Objectif carrière	416 780	138 528	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	110 000 000
...	676 990 100	2 266 901 165	330 729 728	3 274 620 993		3 039 899 085	234 721 908	...	1 850 427 597

					Santé de l'environnement				
...	2 323 300	...	...	2 323 300	Contributions afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire	1 340 871	982 429	...	1 602 287
...	5 382 000	...	...	5 382 000	Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la région de la Rivière-de-la-Paix en Colombie-Britannique pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	5 382 000	...	...	13 720 243
...	4 498 000	...	(39 000)	4 459 000	Contributions pour la mise en œuvre du Plan d'action 2000 pour le changement climatique	4 458 913	87	...	1 334 879
...	...	68 552 000	2 100 000	70 652 000	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture	6 859 839	63 792 161	...	...
...	...	...	455 499	455 499	Contributions dans le cadre du Programme d'aide à l'industrie agroalimentaire	455 499	...	...	167 297
...	12 203 300	68 552 000	2 516 499	83 271 799		18 497 122	64 774 677	...	16 824 706
					Innovations propices à la croissance				
...	8 346 600	...	(8 346 600)	...	Contributions au titre du Programme de commerce agro-alimentaire	...	...	...	...
...	5 446 000	994 134	4 594 964	11 035 098	Contributions afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire	10 497 083	538 015	...	7 603 854
...	1 710 000	...	...	1 710 000	Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA)	1 710 000	...	...	1 710 000
...	...	5 946 000	...	5 946 000	Contributions à l'appui du Canada rural et du développement dans le secteur des coopératives	1 296 370	4 649 630	...	4 620 978
...	673 000	...	185 000	858 000	Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles	858 000	...	...	881 778
...	43 583 000	...	(10 437 815)	33 145 185	Contributions en vertu du Programme des routes du grain des Prairies	33 145 184	1	...	36 307 944
...	576 000	...	(241 022)	334 978	Contributions dans le cadre du Programme d'aide à l'industrie agroalimentaire	317 126	17 852	...	731 934
...	301 000	...	...	301 000	Contributions dans le cadre d'une politique pour le développement de Coopératives dans les collectivités à faible revenu	300 507	493	...	206 742
...	...	6 700 000	8 346 600	15 046 600	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture	14 175 527	871 073	...	...
...	60 635 600	13 640 134	(5 898 873)	68 376 861		62 299 797	6 077 064	...	52 063 230
...	<b>749 829 000</b>	<b>2 349 093 299</b>	<b>327 347 354</b>	<b>3 426 269 653</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>3 120 696 004</b>	<b>305 573 649</b>	...	<b>1 919 315 533</b>
					Sommaire du ministère par secteur d'activité				
600 000	682 462 833	2 266 901 165	1 172 210 037	4 122 174 035	Sécurité du système alimentaire	3 886 702 170	234 871 865	600 000	1 968 041 457
...	22 538 000	68 552 000	(1 883 894)	89 206 106	Santé de l'environnement	24 431 429	64 774 677	...	29 183 896
...	78 465 167	13 640 134	(7 468 789)	84 636 512	Innovations propices à la croissance	78 383 971	6 252 541	...	67 635 048
<b>600 000</b>	<b>783 466 000</b>	<b>2 349 093 299</b>	<b>1 162 857 354</b>	<b>4 296 016 653</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>3 989 517 570</b>	<b>305 899 083</b>	<b>600 000</b>	<b>2 064 860 401</b>

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>									
<b>Contributions</b>									
Salubrité des aliments									
Contributions à l'appui des initiatives qui contribuent à améliorer, à faire avancer et à promouvoir le système fédéral d'inspection									
...	122 000	...	430 301	552 301	552 301	...	...	1 908 253	
-----									
Santé des animaux									
Versement aux provinces conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil sur l'indemnisation des victimes de la rage, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants payés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts de la rage									
...	115 000	...	(108 551)	6 449	6 449	...	...	4 800	
Indemnités versées, conformément aux dispositions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse									
...	7 000	...	9 000	16 000	16 000	...	...	...	
(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>									
...	1 343 000	6 000 000	1 297 971	8 640 971	8 640 971	...	...	4 258 296	
...	1 465 000	6 000 000	1 198 420	8 663 420	8 663 420	...	...	4 263 096	
-----									
Protection des végétaux									
(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>									
...	157 000	...	122 578	279 578	279 578	...	...	390 503	
...	<b>1 744 000</b>	<b>6 000 000</b>	<b>1 751 299</b>	<b>9 495 299</b>	<b>9 495 299</b>	...	...	<b>6 561 852</b>	
<b>600 000</b>	<b>785 210 000</b>	<b>2 355 093 299</b>	<b>1 164 608 653</b>	<b>4 305 511 952</b>	<b>3 999 012 869</b>	<b>305 899 083</b>	<b>600 000</b>	<b>2 071 422 253</b>	

(S) Paiement de transfert législatif.



## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Sécurité du système alimentaire	24 180 000	24 558 651	24 344 180
Santé de l'environnement	14 500 000	14 470 430	13 649 993
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>38 680 000</b>	<b>39 029 081</b>	<b>37 994 173</b>
<b>Commission canadienne du lait</b>			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Commission canadienne du lait			
Remboursement de prêts	300 000 000	117 119 500	154 903 000
<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>300 000 000</b>	<b>117 119 500</b>	<b>154 903 000</b>
<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Salubrité des aliments	41 025 795	41 025 795	34 890 254
Santé des animaux	8 764 556	8 764 556	7 988 438
Protection des végétaux	9 774 395	9 774 395	7 894 065
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>59 564 746</b>	<b>59 564 746</b>	<b>50 772 757</b>
<b>Commission canadienne des grains</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Commission canadienne des grains			
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	41 682 000	34 146 883	26 688 246
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>41 682 000</b>	<b>34 146 883</b>	<b>26 688 246</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>139 926 746</b>	<b>132 740 710</b>	<b>115 455 176</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>300 000 000</b>	<b>117 119 500</b>	<b>154 903 000</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements— <sup>(1)</sup>		
Prêts, placements et avances—		
Financement agricole Canada	...	754 000
Commission canadienne du lait	584 758	1 215 912
Centres de services agricoles	...	10 563
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	2 723	9 131
	587 481	1 989 606
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	83 387 789	117 428 207
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	65 318 512	13 426 035
	148 706 301	130 854 242
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	5 555 462	4 579 120
Location et utilisation de biens publics	4 886 354	4 267 466
Services de nature réglementaire	25 747 883	25 958 882
Services de nature non réglementaire	637 834	785 715
Ventes de biens et de produits d'information	229 314	254 487
Autres frais et droits	10 830 301	11 107 394
	47 887 148	46 953 064
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 371 214	3 563 091
Revenus divers	3 982 547	7 510 756
<b>Total du ministère</b>	<b>203 534 691</b>	<b>190 870 759</b>
<b>Agence canadienne du lait</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	12 372
<b>Total du programme</b>	<b>...</b>	<b>12 372</b>

**Revenus—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Agence canadienne d'inspection des aliments</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	45 110	15 609
Services de nature réglementaire	53 558 727	56 579 287
Autres frais et droits	216 745	83 270
	53 820 582	56 678 166
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	425 783	403 466
Revenus divers	633 843	623 894
<b>Total du programme</b>	<b>54 880 208</b>	<b>57 705 526</b>
<b>Commission canadienne des grains</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	26 195 802	20 260 442
Services de nature non réglementaire	7 780 880	5 678 856
Ventes de biens et de produits d'information	34 106	31 631
Autres frais et droits—		
Intérêt sur débiteurs en souffrance	4 820	...
Évaluation sur gain de change	587	1 932
Revenus reportés	41 677	(5 958)
Mauvaises créances	...	(110 000)
	47 084	(114 026)
	34 057 872	25 856 903
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	55 730	...
<b>Total du programme</b>	<b>34 113 602</b>	<b>25 856 903</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Autres revenus—		
Revenus de placements	587 481	1 989 606
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	148 706 301	130 866 614
Ventes de biens et de services	135 765 602	129 488 133
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 852 727	3 966 557
Revenus divers	4 616 390	8 134 650
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>292 528 501</b>	<b>274 445 560</b>

(1) Intérêt sauf indication contraire.

# SECTION 7

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Anciens Combattants**

**Ministère**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité .....	7.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	7.3
Programmes par secteur d'activité .....	7.5
Paiements de transfert .....	7.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés....	7.8
Revenus.....	7.8

## Ministère

Programme des anciens combattants

### Objectifs

Contribuer au bien-être financier, physique et social des anciens combattants et d'autres personnes admissibles, en reconnaissance des sacrifices qu'ils ont consentis au service de leur pays; et garder le souvenir de ces sacrifices à la mémoire de tous les Canadiens.

### Description des secteurs d'activité

#### *Prestations et services*

Le secteur d'activité, Prestations et services, comprend quatre secteurs de services constitutifs : pensions et allocations, services juridiques des pensions, soins de santé et commémoration. Ces secteurs de services permettent d'offrir, de façon équitable et rapide, une compensation pour les souffrances associées à l'invalidité et à la perte de possibilités d'enrichissement; de l'aide de conseillers juridiques professionnels; l'exécution de programmes de soins de santé et sociaux novateurs et de programmes visant à reconnaître davantage les exploits et les sacrifices consentis par les groupes de clients du portefeuille, et de les honorer.

#### *Administration ministérielle*

Le secteur d'activité, Administration ministérielle, comprend les fonctions ministérielles suivantes : bureaux du ministre, du sous-ministre, de la sous-ministre déléguée, du sous-ministre adjoint des Services ministériels, du règlement des conflits et d'accès à l'information et protection des renseignements personnels; ainsi que des services de secrétariat exécutif (y compris les lois et les règlements); communications; planification ministérielle; finances; ressources humaines; gestion de l'information; services de soutien de la gestion; vérification et évaluation; services de sécurité; et gestion de l'immobilier. Ces fonctions fournissent la gestion ministérielle et le soutien administratif qui habiliteront le portefeuille à déterminer l'orientation, à gérer le changement et à évaluer le rendement.

Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

### Objectifs

Donner aux clients la possibilité d'obtenir une audience de révision et d'appel pour assurer l'équité dans le processus de décision en matière de pensions d'invalidité et d'allocations aux anciens combattants.

### Description des secteurs d'activité

#### *Tribunal des anciens combattants (révision et appel)*

Le Tribunal des anciens combattants (révision et appel) est un organisme quasi judiciaire indépendant qui rend des décisions en matière de révision et d'appel des pensions, et qui se prononce sur les appels interjetés dans des dossiers d'allocations aux anciens combattants.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
Programme des anciens combattants									
...	665 515 000	...	...	665 515 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	17 387 000	...	17 387 000	1a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	84 678 367	...	84 678 367	1b	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	4 096 000	4 096 000		Virement au : CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	1 016 170	1 016 170		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	2 766 000	2 766 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	665 515 000	102 065 367	7 878 170	775 458 537		Total—Crédit 1	751 963 146	23 495 391	...
...	1 788 868 000	...	...	1 788 868 000	5	Subventions et contributions			
...	...	22 500 000	...	22 500 000	5a	Subventions			
...	...	23 012 835	...	23 012 835	5b	Subventions et contributions			
...	1 788 868 000	45 512 835	...	1 834 380 835		Total—Crédit 5	1 786 017 832	48 363 003	...
...	66 946	...	1 984	68 930	(S)	Ministre des Anciens Combattants—Traitement et allocation pour automobile	68 930	...	...
...	12 000	...	(12 000)	...	(S)	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8, et remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	...	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays ( <i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i> )	...	...	...
...	175 000	...	(7 658)	167 342	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants ( <i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i> )	167 342	...	...
...	33 053 000	...	460 087	33 513 087	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	33 513 087	...	...
...	...	...	57 968	57 968	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	57 968	...	...
...	...	...	50 809	50 809	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	50 809	...	...
...	...	...	4 000	4 000	(S)	Montants adjugés par une cour	4 000	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...
...	2 487 699 946	147 578 202	8 423 360	2 643 701 508		Total budgétaire	2 571 843 114	71 858 394	...

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	(L)	\$	\$	\$	\$
604 863 646	...	...	...	604 863 646		Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 605 000 000 \$ (Net)	(67 585)	...	604 931 231	(26 673)
...	<b>2 487 699 946</b>	<b>147 578 202</b>	<b>8 423 360</b>	<b>2 643 701 508</b>		<b>Total du programme—</b>	<b>2 571 843 114</b>	<b>71 858 394</b>	<b>...</b>	<b>2 463 607 998</b>
<b>604 863 646</b>	...	...	...	<b>604 863 646</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>(67 585)</b>	...	<b>604 931 231</b>	<b>(26 673)</b>
						<b>Non budgétaire</b>				
...	8 799 000	...	...	8 799 000	10	Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
...	...	586 366	...	586 366	10b	Dépenses du programme				
...	...	...	52 500	52 500		Dépenses du programme				
...	...	...	144 000	144 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
						CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	8 799 000	586 366	196 500	9 581 866		Total—Crédit 10	9 442 732	139 134	...	9 440 639
...	1 616 000	...	22 494	1 638 494	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 638 494	...	...	2 070 163
...	<b>10 415 000</b>	<b>586 366</b>	<b>218 994</b>	<b>11 220 360</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>11 081 226</b>	<b>139 134</b>	<b>...</b>	<b>11 510 802</b>
...	<b>2 498 114 946</b>	<b>148 164 568</b>	<b>8 642 354</b>	<b>2 654 921 868</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—</b>	<b>2 582 924 340</b>	<b>71 997 528</b>	<b>...</b>	<b>2 475 118 800</b>
<b>604 863 646</b>	...	...	...	<b>604 863 646</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>(67 585)</b>	...	<b>604 931 231</b>	<b>(26 673)</b>
						<b>Non budgétaire</b>				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Programme des anciens combattants												
Prestations et services	731 026 780	709 482 897	9 000 000	8 780 354	1 834 548 177	1 786 185 173	...	...	...	...	2 574 574 957	2 504 448 424
Administration ministérielle—												
Budgétaire	68 126 551	67 032 737	1 000 000	361 953	...	...	...	...	...	...	69 126 551	67 394 690
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	604 863 646	(67 585)	604 863 646	(67 585)
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>799 153 331</b>	<b>776 515 634</b>	<b>10 000 000</b>	<b>9 142 307</b>	<b>1 834 548 177</b>	<b>1 786 185 173</b>	...	...	...	...	<b>2 643 701 508</b>	<b>2 571 843 114</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>604 863 646</b>	<b>(67 585)</b>	<b>604 863 646</b>	<b>(67 585)</b>
<b>Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>11 220 360</b>	<b>11 081 226</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>11 220 360</b>	<b>11 081 226</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>810 373 691</b>	<b>787 596 860</b>	<b>10 000 000</b>	<b>9 142 307</b>	<b>1 834 548 177</b>	<b>1 786 185 173</b>	...	...	...	...	<b>2 654 921 868</b>	<b>2 582 924 340</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>604 863 646</b>	<b>(67 585)</b>	<b>604 863 646</b>	<b>(67 585)</b>





					Administration ministérielle					
					Paiements en vertu de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> :					
...	2 000	...	(2 000)	...	(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8	...	...	...	...	
...	10 000	...	(10 000)	...	(S) Remboursement, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	...	...	...	...	
...	12 000	...	(12 000)	...		...	...	...	...	
...	<b>1 595 938 000</b>	<b>23 791 000</b>	<b>(9 532 823)</b>	<b>1 610 196 177</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>1 582 878 062</b>	<b>27 318 115</b>	...	<b>1 516 851 352</b>	
					<b>Contributions</b>					
					Prestations et services					
...	193 100 000	19 946 835	9 009 729	222 056 564	Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	201 028 675	21 027 889	...	185 583 053	
...	17 000	...	...	17 000	Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du ministère	...	17 000	...	...	
...	10 000	1 775 000	493 436	2 278 436	Contributions, en vertu du Programme des contributions aux partenaires, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs	2 278 436	...	...	1 246 646	
...	<b>193 127 000</b>	<b>21 721 835</b>	<b>9 503 165</b>	<b>224 352 000</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>203 307 111</b>	<b>21 044 889</b>	...	<b>186 829 699</b>	
					<b>Sommaire du programme par secteur d'activité</b>					
...	1 789 053 000	45 512 835	(17 658)	1 834 548 177	Prestations et services	1 786 185 173	48 363 004	...	1 703 681 051	
...	12 000	...	(12 000)	...	Administration ministérielle	...	...	...	...	
...	<b>1 789 065 000</b>	<b>45 512 835</b>	<b>(29 658)</b>	<b>1 834 548 177</b>	<b>Total du programme</b>	<b>1 786 185 173</b>	<b>48 363 004</b>	...	<b>1 703 681 051</b>	
...	<b>1 789 065 000</b>	<b>45 512 835</b>	<b>(29 658)</b>	<b>1 834 548 177</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 786 185 173</b>	<b>48 363 004</b>	...	<b>1 703 681 051</b>	

(S) Paiement de transfert législatif.

### Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
Programme des anciens combattants			
<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances			
Remboursement de prêts	...	67 585	26 673
<b>Total du portefeuille ministériel— Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>67 585</b>	<b>26 673</b>

### Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
Programme des anciens combattants		
<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances—Intérêt	5 555	216 756
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Allocations aux anciens combattants	151 971	587 232
Pensions	4 164 726	3 366 040
Autres subventions et contributions	203 867	283 187
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	4 031 344	1 482 131
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	22 757	...
	8 574 665	5 718 590
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire—		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	16 214 263	18 282 983
Autres services aux malades hospitalisés	6 603 770	5 251 352
Services médicaux	9 856	4 480
Repas	346 914	336 723
	23 174 803	23 875 538
Ventes de biens et de produits d'information	772	745
	23 175 575	23 876 283
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	57 968	75 304
Revenus divers—		
Recouvrement de pensions de gouvernements étrangers	2 732 173	4 086 298
Location d'espace dans les hôpitaux	80 492	79 406
Dons à la Couronne	38 705	50
Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice	2 718	1 530
Divers	186 074	131 396
	3 040 162	4 298 680
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>34 853 925</b>	<b>34 185 613</b>

# SECTION 8

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Citoyenneté et Immigration**

**Ministère**

**Commission de l'immigration et du  
statut de réfugié du Canada**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité . . . . .	8.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	8.4
Programmes par secteur d'activité . . . . .	8.6
Paiements de transfert . . . . .	8.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . . . .	8.8
Revenus . . . . .	8.8

## Ministère

### Objectifs

Les objectifs du programme sont de faire en sorte que les personnes qui entrent au Canada et qui font ensuite partie de la société canadienne contribuent aux intérêts économiques et sociaux du Canada, tout en s'assurant que la santé et la sécurité des Canadiens soient préservées. Les politiques et les programmes de Citoyenneté et Immigration doivent être gérés en fonction des besoins et des capacités du Canada ainsi que de ses responsabilités et engagements internationaux.

### Description des secteurs d'activité

#### *Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales*

Le secteur d'activité, Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales, élabore des politiques et des programmes pour la sélection des immigrants et l'évaluation des visiteurs; recommande au ministre le nombre prévu d'immigrants qui seront admis au Canada annuellement; évalue les qualités des personnes souhaitant s'établir de façon permanente au Canada à la lumière des critères s'appliquant aux immigrants; évalue les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires éventuels à la lumière des critères pertinents; et évalue le risque que les immigrants, les visiteurs, les travailleurs temporaires et les étudiants étrangers éventuels présentent pour la santé des Canadiens et la durabilité du système de santé canadien.

#### *Maintenir la tradition humanitaire du Canada*

Le secteur d'activité, Maintenir la tradition humanitaire du Canada, assure un leadership international pour ce qui est de trouver des solutions durables aux problèmes liés aux réfugiés, notamment au moyen du rapatriement volontaire, de l'intégration locale, de la

réinstallation dans un autre pays, ou de l'adoption d'approches régionales à l'égard du partage des responsabilités; élabore et met en œuvre des politiques et des programmes de nature à aider le Canada à respecter ses engagements ainsi que ses obligations en matière de protection, sur les plans national et international; sélectionne à l'étranger des réfugiés parrainés par le gouvernement et le secteur privé, conformément aux niveaux présentés annuellement au Parlement; offre des services de santé essentiels et d'urgence aux revendicateurs du statut de réfugié et aux réfugiés au sens de la Convention qui sont dans le besoin et qui ne sont pas couverts par un régime d'assurance-maladie provincial (programme fédéral de santé intérimaire); dans le cadre du programme de prêts aux immigrants et du programme d'aide à la réinstallation, offre une aide financière aux réfugiés dont la demande de réinstallation a été acceptée; et aide la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à prendre des décisions éclairées et en temps opportun en lui fournissant, relativement aux problèmes concernant les réfugiés, de l'information portant sur des cas et des pays en particulier, dans le cadre d'un protocole d'entente conclu entre le CIC et la CISR.

#### *Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants*

Le secteur d'activité, Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants, élabore des politiques et des programmes qui assurent la promotion de l'intégration et de la citoyenneté; offre une aide de base aux nouveaux arrivants dès leur entrée au Canada; s'assure que le gouvernement fédéral s'acquitte de ses responsabilités à l'égard des immigrants auxquels il accorde la résidence permanente; informe les nouveaux Canadiens éventuels sur les droits et les responsabilités attachés à la citoyenneté canadienne; assure la promotion de la valeur de la citoyenneté canadienne auprès des nouveaux arrivants; et applique et interprète la *Loi sur la citoyenneté*.

#### *Gérer l'accès au Canada*

Le secteur d'activité, Gérer l'accès au Canada, élabore des politiques et des programmes afin d'empêcher qu'on recoure abusivement aux programmes du Canada concernant la citoyenneté, l'immigration et les réfugiés, et d'assurer la protection des Canadiens ainsi que la sécurité du Canada; contribue à la gestion des migrations et des déplacements internationaux en luttant contre les migrations clandestines, y compris le trafic des personnes, tout en facilitant le mouvement des voyageurs légitimes; admet au Canada les personnes respectant les dispositions de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et ses règlements; refuse l'admission aux personnes ne respectant pas ces dispositions, y compris les criminels et les terroristes; détecte les cas où l'on recourt abusivement aux programmes concernant la citoyenneté, l'immigration et les réfugiés; gère les cas soumis à la CISR, à la Cour fédérale et à d'autres tribunaux; détient les personnes qui posent un risque grave pour les Canadiens ou qui refusent de comparaître aux fins de poursuites judiciaires en matière d'immigration; et renvoie les personnes n'ayant pas légalement le droit de demeurer au Canada.

#### *Offrir des services ministériels*

Le secteur d'activité, Offrir des services ministériels, coordonne les processus de planification et d'examen de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC); gère la façon dont les deniers publics sont dépensés et utilisés; développe et supervise des activités de recouvrement des coûts/de production de revenus; offre des services administratifs, financiers et du personnel au ministère, ainsi qu'une orientation fonctionnelle aux directeurs généraux des secteurs de service et de l'exécution des programmes; gère, coordonne et maintient l'infrastructure des technologies de l'information afin d'aider à la prise de décisions et à la mesure du rendement, et d'améliorer la prestation des services; mène des recherches sur des questions liées à la citoyenneté et à l'immi-

gration, et diffuse les résultats de ces recherches; coordonne l'élaboration d'une politique de citoyenneté et d'immigration et positionne le ministère au sein du programme socio-économique du gouvernement; conçoit et diffuse de l'information sur les objectifs, les politiques, les programmes et les activités de CIC; influence l'environnement opérationnel du programme pour en favoriser le succès, notamment en favorisant la participation des nouveaux arrivants à la vie de la société canadienne; répond aux demandes de renseignements sur les cas et aux autres demandes d'information; et coordonne les relations du ministère avec les gouvernements provinciaux, les organismes non gouvernementaux, les organisations internationales et d'autres ministères et organismes gouvernementaux.

## **Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada**

### **Objectifs**

L'objectif de la Commission est de satisfaire aux obligations définies dans la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* dont le Canada doit s'acquitter en matière d'immigration et de détermination du statut de réfugié à titre de signataire de la Convention de 1951 des Nations Unies relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967 s'y rapportant. À cette fin, la Commission statue sur les revendications du statut de réfugié présentées par des personnes au Canada; entend les appels de citoyens canadiens et de résidents permanents dont des parents se sont vu refuser le statut de résident permanent au Canada; entend les appels de certaines personnes qui se sont vu refuser l'admission au Canada ou dont on a ordonné le renvoi du Canada; entend les appels de la ministre contre la décision d'un arbitre; procède à des enquêtes sur des personnes qui ne seraient pas admissibles au Canada ou qui pourraient en être renvoyées; et révisé les motifs de détention de

personnes mises sous garde pour des raisons liées à l'immigration.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Détermination du statut de réfugié*

L'objectif du secteur d'activité Détermination du statut de réfugié est de permettre au Canada de remplir ses obligations en tant que signataire de la Convention de 1951 des Nations Unies relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967 s'y rapportant, soit de protéger les personnes qui craignent avec raison d'être persécutées dans leur pays d'origine du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social ou de leurs opinions politiques. À cette fin, la Section du statut de réfugié statue sur les revendications du statut de réfugié présentées par des personnes qui se trouvent déjà au Canada. La détermination du statut de réfugié à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié s'applique exclusivement aux revendications du statut de réfugié présentées par des personnes qui sont arrivées au Canada et dont le cas a été déferé à la CISR par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC).

#### *Appels en matière d'immigration*

L'objectif du secteur d'activité Appels en matière d'immigration est de permettre aux citoyens canadiens et aux résidents permanents dont des parents se sont vu refuser le droit d'établissement au Canada ainsi qu'à des personnes qui se sont vu refuser l'admission au pays ou qui ont été frappées d'une mesure d'expulsion du Canada d'être entendus par un tribunal quasi judiciaire. Ainsi, la Section d'appel entend les appels interjetés contre le rejet de demandes de résidence permanente parrainées, contre des mesures de renvoi visant des résidents permanents, des réfugiés au sens de la Convention ou des personnes munies d'un visa en cours de validité ainsi que les appels interjetés par la ministre

contre la décision d'un arbitre d'accorder l'admission ou de ne pas prendre une mesure de renvoi.

#### *Enquêtes et examens des motifs de détention*

L'objectif du secteur d'activité Enquêtes et examens des motifs de détention consiste à garantir la sécurité de la société canadienne et, à cette fin, à procéder à des enquêtes sur des personnes qui demandent l'admission à un point d'entrée au Canada et qui sont considérées comme étant non admissibles ou des personnes au Canada considérées comme étant susceptibles d'être renvoyées; et à procéder à l'examen des motifs de détention des personnes détenues à des fins d'interrogatoire, d'enquête ou de renvoi.

#### *Gestion et services généraux*

Le secteur d'activité Gestion et services généraux fournit un soutien aux trois autres secteurs. Il fournit des processus de gestion et des services administratifs efficaces tout en faisant la promotion de l'efficacité organisationnelle et en soutenant l'adaptation de la CISR à l'évolution de la situation. Ce secteur d'activité coordonne la planification et l'élaboration des politiques de la CISR, fournit des services administratifs et des services de gestion des ressources financières et humaines, notamment pour ce qui est de l'embauche, de la classification, des promotions, de la formation et des relations avec les employés. Elle gère l'infrastructure de la technologie de l'information destinée à soutenir le processus décisionnel et l'appréciation du rendement. Y sont également inclus les services qui appuient directement les opérations courantes des trois principaux secteurs d'activité, dont un système de gestion des cas et les services de traduction. Ce secteur d'activité voit également à soutenir les initiatives pangouvernementales.



66 474 327	...	...	...	66 474 327	(S) (L) Prêts aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR)</i> . Limite 110 000 000 \$ (Net)	(1 031 394)	...	67 505 721	(3 692 733)
<b>62 000</b>	<b>1 029 748 523</b>	<b>32 723 994</b>	<b>21 984 799</b>	<b>1 084 519 316</b>	<b>Total du ministère—</b>	<b>1 027 453 644</b>	<b>57 043 246</b>	<b>22 426</b>	<b>992 882 568</b>
<b>66 474 327</b>	...	...	...	<b>66 474 327</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>(1 031 394)</b>	...	<b>67 505 721</b>	<b>(3 692 733)</b>
					<b>Non budgétaire</b>				
					<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>				
...	120 219 000	...	...	120 219 000	10 Dépenses du programme				
...	...	...	108 846	108 846	Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	1 478 000	1 478 000	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	120 219 000	...	1 586 846	121 805 846	Total—Crédit 10	109 164 285	12 641 561	...	102 504 479
...	15 116 000	...	(1 443 849)	13 672 151	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 672 151	...	...	14 319 888
...	...	...	6 867	6 867	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 867	...	...	...
...	<b>135 335 000</b>	...	<b>149 864</b>	<b>135 484 864</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>122 843 303</b>	<b>12 641 561</b>	...	<b>116 824 367</b>
<b>62 000</b>	<b>1 165 083 523</b>	<b>32 723 994</b>	<b>22 134 663</b>	<b>1 220 004 180</b>	<b>Total du portefeuille ministériel—</b>	<b>1 150 296 947</b>	<b>69 684 807</b>	<b>22 426</b>	<b>1 109 706 935</b>
<b>66 474 327</b>	...	...	...	<b>66 474 327</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>(1 031 394)</b>	...	<b>67 505 721</b>	<b>(3 692 733)</b>
					<b>Non budgétaire</b>				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.  
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales	141 308 629	140 472 112	...	...	1 004 000	946 524	...	...	...	...	142 312 629	141 418 636
Maintenir la tradition humanitaire du Canada	72 101 485	67 753 778	...	...	42 930 000	41 488 326	...	...	...	...	115 031 485	109 242 104
Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants—												
Budgétaire	40 316 681	38 901 920	...	...	341 066 486	326 536 094	...	...	...	...	381 383 167	365 438 014
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	66 474 327	(1 031 394)	66 474 327	(1 031 394)
Gérer l'accès au Canada	247 787 706	227 786 595	...	...	...	...	...	...	...	...	247 787 706	227 786 595
Offrir des services ministériels	198 004 329	183 568 295	...	...	...	...	...	...	...	...	198 004 329	183 568 295
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>699 518 830</b>	<b>658 482 700</b>	...	...	<b>385 000 486</b>	<b>368 970 944</b>	...	...	...	...	<b>1 084 519 316</b>	<b>1 027 453 644</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>66 474 327</b>	<b>(1 031 394)</b>	<b>66 474 327</b>	<b>(1 031 394)</b>
<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>												
Détermination du statut de réfugié	88 428 000	82 739 243	...	...	...	...	...	...	...	...	88 428 000	82 739 243
Appels en matière d'immigration	8 738 000	7 893 565	...	...	...	...	...	...	...	...	8 738 000	7 893 565
Enquêtes et examens des motifs de détention	9 735 000	7 456 379	...	...	...	...	...	...	...	...	9 735 000	7 456 379
Gestion et services généraux	28 583 864	24 754 116	...	...	...	...	...	...	...	...	28 583 864	24 754 116
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>135 484 864</b>	<b>122 843 303</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>135 484 864</b>	<b>122 843 303</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>835 003 694</b>	<b>781 326 003</b>	...	...	<b>385 000 486</b>	<b>368 970 944</b>	...	...	...	...	<b>1 220 004 180</b>	<b>1 150 296 947</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>66 474 327</b>	<b>(1 031 394)</b>	<b>66 474 327</b>	<b>(1 031 394)</b>



## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
...	164 100 000	...	(627 499)	163 472 501	Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	149 903 000	13 569 501	...	157 380 000
<b>Contributions</b>									
...	...	...	304 000	304 000	Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales	246 524	57 476	...	351 360
...	...	...	700 000	700 000	Élaboration de politiques en matière de migration	700 000	...	...	...
...	...	...	1 004 000	1 004 000	Société canadienne des consultants en immigration	946 524	57 476	...	351 360
...	47 190 000	...	(5 388 000)	41 802 000	Maintenir la tradition humanitaire du Canada	40 368 208	1 433 792	...	41 036 273
...	2 000 000	...	(872 000)	1 128 000	Aide à la réinstallation	1 120 118	7 882	...	1 150 850
...	49 190 000	...	(6 260 000)	42 930 000	Organisation internationale pour les migrations	41 488 326	1 441 674	...	42 187 123
...	26 785 406	...	10 611 579	37 396 985	Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants	36 748 160	648 825	...	33 228 473
...	100 368 000	...	(7 422 000)	92 946 000	Établissement et adaptation des immigrants	92 691 375	254 625	...	91 733 569
...	2 800 000	...	135 000	2 935 000	Cours de langue pour les immigrants au Canada	2 877 620	57 380	...	2 718 974
...	45 054 171	...	(738 171)	44 316 000	Programme d'accueil	44 315 939	61	...	46 447 624
...	175 007 577	...	2 586 408	177 593 985	Contributions aux provinces	176 633 094	960 891	...	174 128 640
...	224 197 577	...	(2 669 592)	221 527 985	<b>Total—Contributions</b>	<b>219 067 944</b>	<b>2 460 041</b>	...	<b>216 667 123</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité</b>									
...	...	...	1 004 000	1 004 000	Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales	946 524	57 476	...	351 360
...	49 190 000	...	(6 260 000)	42 930 000	Maintenir la tradition humanitaire du Canada	41 488 326	1 441 674	...	42 187 123
...	339 107 577	...	1 958 909	341 066 486	Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants	326 536 094	14 530 392	...	331 508 640
...	388 297 577	...	(3 297 091)	385 000 486	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>368 970 944</b>	<b>16 029 542</b>	...	<b>374 047 123</b>

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
<b>Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants			
Remboursements de prêts—Article 119	...	14 919 380	15 218 702
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Non budgétaire</b>	...	<b>14 919 380</b>	<b>15 218 702</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	898 486	875 958
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrement de mauvaises créances	173 299	293 328
Recouvrement—Programme de rétablissement	231 974	538 029
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	348 887	1 068 759
Frais d'expulsion et de détention	729 494	684 648
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	2 526 883	10 813 890
	4 010 537	13 398 654
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Droits d'établissement	...	43 960 875
Droits de résidence permanente	150 346 348	99 230 664
Droits exigibles pour l'octroi à la citoyenneté	20 479 440	17 595 981
	170 825 788	160 787 520
Services de nature réglementaire—		
Changement au statut de citoyenneté	25 064 052	20 380 423
Document relatif au statut de citoyenneté	4 745 488	4 638 841
Frais d'application de résidence permanente—		
Résidence permanente (avant LIPR)	1 046 323	45 951 219
Requérant de la catégorie des gens d'affaires (avant LIPR)	...	1 573 880
Personne à charge de moins de 19 ans (avant LIPR)	47 812	2 630 784
Décret en conseil (avant LIPR)	...	6 275
Affaires familiales (avant LIPR)	...	31 600
Regroupement familial (incluant parrainage)	36 995 712	22 935 706
Travailleurs qualifiés	56 164 666	30 406 818
Investisseurs—Entrepreneurs—Travailleurs autonomes	4 372 231	2 749 184
Autres catégories	19 677 304	8 675 940
Demande de séjour à titre de résident permanent	75 475	22 609
Carte de résident permanent	33 111 863	10 574 560
Visa de résident temporaire—		
Entrée unique et prolongation du statut au Canada	41 269 411	48 962 923
Entrée multiple	21 782 344	23 277 772
Maximum par famille	2 520 170	2 814 515
Permis de travail	26 442 467	22 929 000
Permis de travail—Groupe d'artistes	447 581	668 526
Permis d'études	21 076 524	20 058 901
Attestation et remplacement d'un document d'immigration—		
Sauf CRP	518 269	604 412
Infraction mineure à la <i>Loi sur l'immigration</i> (avant LIPR)	...	1 146 064
Permis de séjour temporaire	2 685 236	2 248 633

## Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent		
	\$	\$		\$	\$		
Rétablissement du status de résident temporaire	1 705 389	1 341 505	<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada</b>	<b>Autres revenus—</b>			
Réadaptation—Criminalité	330 242	228 634			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Réadaptation—Grande criminalité	109 611	125 215			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	31 352	453
Autorisation de retour au Canada en vertu du L52(1)	288 060	280 838			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	66 556	245 537
Contrôle après les heures de bureau	804	300				97 908	245 990
Modes alternatifs de contrôle—PPFRE	394 527	372 630			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 867	...
Données statistiques sur l'immigration	34 101	166 604			Revenus divers	525	2 235
Document de voyage	1 133 385	165 914					
Remboursement des frais entraînés par le renvoi—					<b>Total du programme</b>	<b>105 300</b>	<b>248 225</b>
États-Unis/St-Pierre	28 236	42 954					
Autres destinations	158 039	146 449			<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Frais d'administration de l'immigration—Compagnies de transport	...	1 942 945			Autres revenus—		
Décret de remise	...	(1 923 950)			Revenus de placements	898 486	875 958
Remise—Offre d'emploi relative aux entreprises familiales	(800)	(44 800)			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 108 445	13 644 644
Remise—Permis de retour pour résident permanent	(865)	(7 805)			Ventes de biens et de services	475 035 438	436 919 152
Remise—Enfant à charge	(32 736)	(80 294)			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	29 293	123 163
	302 190 921	276 045 724			Revenus divers	2 542 366	3 284 564
Ventes de biens et de produits d'information—					<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>482 614 028</b>	<b>454 847 481</b>
Accès à l'information	61 002	52 853					
Autres frais et droits—							
Frais d'administration de l'immigration—Compagnies de transport	1 797 512	...					
Frais d'administration	22 119	21 613					
Divers	138 096	11 442					
	1 957 727	33 055					
	475 035 438	436 919 152					
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 426	123 163					
Revenus divers—							
Autres produits des ventes	...	552					
Intérêts sur les comptes clients en souffrance	101 434	98 470					
Gains sur dépôt bancaire de monnaie étrangère	3 927	107 331					
Loi sur l'immigration—							
Pénalités—Compagnies de transport	5 000	8 000					
Amendes	48 393	45 977					
Confiscations	2 370 698	2 587 078					
Autres FGI	...	429 864					
Divers	12 389	5 057					
	2 541 841	3 282 329					
<b>Total du ministère</b>	<b>482 508 728</b>	<b>454 599 256</b>					

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# SECTION 9

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Conseil du Trésor**

### **Secrétariat**

#### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité . . . . .	9.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	9.3
Programmes par secteur d'activité . . . . .	9.5
Paievements de transfert . . . . .	9.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . . . .	9.8
Revenus . . . . .	9.8

## Secrétariat

### Objectifs

Appuyer le Conseil du Trésor dans son rôle de conseil de gestion du gouvernement en partenariat avec les ministères, les organismes, les sociétés d'État et les autres organismes centraux, en vue d'offrir un excellent service au gouvernement, au Parlement et à la population canadienne.

### Description des secteurs d'activité

#### *Gestion et planification des dépenses*

Le Secrétariat appuie le Conseil du Trésor en lui fournissant des analyses et des conseils au sujet de l'affectation et de la gestion des dépenses de programme directes dans les deux secteurs suivants :

- les budgets de fonctionnement et d'immobilisations des ministères et organismes fédéraux; et
- les paiements de transfert aux organisations, aux particuliers et aux entreprises.

Le ministère des Finances Canada s'occupe de la gestion des autres dépenses principales se rattachant aux programmes législatifs.

#### *Fonction de contrôleur*

Le rôle de ce secteur d'activité consiste à fournir un leadership stratégique aux ministères fédéraux, aux autres organismes centraux et au Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) pour tout ce qui a trait à la fonction de contrôleur, notamment : la gestion financière, les achats et la gestion des biens, la vérification interne, l'évaluation des programmes, la gestion des risques, la gestion fondée sur les résultats et la présentation de rapports au Parlement (Budget des dépenses, projets de loi de crédits et Comptes publics).

#### *Gestion de l'information et des technologies de l'information*

Ce secteur d'activité a comme but de fournir une orientation et un leadership stratégiques en ce qui concerne le recours à la gestion de l'information et des technologies de l'information pour améliorer l'accès du public aux services de l'État et atteindre les objectifs relatifs au renouvellement de la fonction publique.

#### *Gestion des ressources humaines*

Il incombe au SCT de donner une orientation stratégique à la gestion des ressources humaines dans la fonction publique, de remplir le rôle d'employeur du Conseil du Trésor, d'exercer certaines responsabilités et d'exécuter certains programmes et initiatives qui touchent l'ensemble de la fonction publique, et de collaborer avec les ministères en vue d'améliorer la qualité de la gestion des ressources humaines et de mesurer les progrès.

#### *Administration des services ministériels du SCT*

L'Administration des services ministériels du SCT englobe les cabinets de la présidente, du secrétaire et contrôleur général et du sous-secrétaire; elle fournit des services d'orientation et de conseil aux niveaux exécutif et ministériel, ainsi que des services juridiques, financiers et administratifs et des services d'affaires publiques et de gestion des ressources humaines.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	151 617 000	...	...	151 617 000	1				
...	...	41 692 074	...	41 692 074	1a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	10 086 850	...	10 086 850	1b	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	381 334	381 334		Virement du : crédit 10			
...	...	...	1 909 000	1 909 000		crédit 15			
...	151 617 000	51 778 924	2 290 334	205 686 258		Total—Crédit 1	177 442 816	28 243 442	... 170 142 469
...	18 600 000	...	...	18 600 000	2	Contributions	16 585 797	2 014 203	... 17 116 677
...	750 000 000	...	...	750 000 000	5	Éventualités du gouvernement			
...	...	...	(119 668 178)	(119 668 178)		Virements à d'autres portefeuilles ministériels			
...	750 000 000	...	(119 668 178)	630 331 822		Total—Crédit 5	...	630 331 822	... ..
...	20 783 000	...	...	20 783 000	10	Initiatives pangouvernementales			
...	...	31 746 000	...	31 746 000	10a	Initiatives pangouvernementales			
...	...	417 550	...	417 550	10b	Initiatives pangouvernementales			
...	...	...	(41 950 396)	(41 950 396)		Virements à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels			
...	20 783 000	32 163 550	(41 950 396)	10 996 154		Total—Crédit 10	...	10 996 154	... ..
...	...	193 520 000	...	193 520 000	15a	Rajustements de la rémunération			
...	...	107 265 000	...	107 265 000	15b	Rajustements de la rémunération			
...	...	...	(300 785 000)	(300 785 000)		Virements à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels			
...	...	300 785 000	(300 785 000)	...		Total—Crédit 15	...	...	... ..
...	1 450 900 000	...	...	1 450 900 000	20	Assurances de la fonction publique			
...	...	38 000	...	38 000	20b	Assurances de la fonction publique			
...	1 450 900 000	38 000	...	1 450 938 000		Total—Crédit 20	1 154 742 127	296 195 873	... 1 166 673 421
...	...	84 484 000	...	84 484 000	21b	Paiement à la Commission canadienne du blé aux termes du paragraphe 7(3) de la <i>Loi sur la Commission canadienne du blé</i> pour les pertes encourues par le régime de mise en commun pour 2002-2003	84 468 711	15 289	... ..
...	66 946	...	(54)	66 892	(S)	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	66 892	...	... 69 521
...	18 602 000	...	1 738 659	20 340 659	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 340 659	...	... 16 713 103
...	25 000	...	6 972	31 972	(S)	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	31 972	...	... 12 786

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements et virements			Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	...	...	708 076	708 076	(S)	Paiements au titre de l'entente sur la parité salariale conformément à l'article 30 de la <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>	708 076	...	...	16 020 242
...	...	...	207 394 415	207 394 415	(S)	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> et d'autres lois sur la pension de retraite et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	207 394 415	...	...	83 752 688
...	...	...	40 000	40 000	(S)	Montants adjugés par une cour	40 000	...	...	...
...	...	...	6 545	6 545	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	6 545	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	17 159
...	<b>2 410 593 946</b>	<b>469 249 474</b>	<b>(250 218 627)</b>	<b>2 629 624 793</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 661 821 465</b>	<b>967 796 783</b>	<b>6 545</b>	<b>1 470 518 066</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.



## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Secrétariat</b>												
Gestion et planification des dépenses	665 719 759	28 793 623	...	877 786	15 000	13 368	...	...	...	...	665 734 759	29 684 777
Fonction de contrôleur	20 772 267	18 811 282	...	145 192	...	...	...	...	...	...	20 772 267	18 956 474
Gestion de l'information et des technologies de l'information	38 638 555	35 223 736	...	488 274	300 000	300 000	...	...	...	...	38 938 555	36 012 010
Gestion des ressources humaines	1 679 375 518	1 374 946 029	...	1 315 951	18 776 657	16 764 086	149 104 000	150 589 178	...	...	1 549 048 175	1 242 436 888
Administration des services ministériels du SCT	355 083 537	331 544 053	...	3 139 763	47 500	47 500	...	...	...	...	355 131 037	334 731 316
Sous-total	2 759 589 636	1 789 318 723	...	5 966 966	19 139 157	17 124 954	149 104 000	150 589 178	...	...	2 629 624 793	1 661 821 465
Revenus affectés aux dépenses	(149 104 000)	(150 589 178)	...	...	...	...	(149 104 000)	(150 589 178)	...	...	...	...
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>2 610 485 636</b>	<b>1 638 729 545</b>	<b>...</b>	<b>5 966 966</b>	<b>19 139 157</b>	<b>17 124 954</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>2 629 624 793</b>	<b>1 661 821 465</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Secrétariat</b>									
<b>Subventions</b>									
Gestion et planification des dépenses									
...	...	...	15 000	15 000	Subvention au projet de réaffectation de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)	13 368	1 632	...	20 000
Gestion des ressources humaines									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	250 000
...	...	...	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>13 368</b>	<b>1 632</b>	<b>...</b>	<b>270 000</b>
<b>Contributions</b>									
Gestion de l'information et des technologies de l'information									
...	...	...	300 000	300 000	L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	300 000	...	...	...
Gestion des ressources humaines									
...	18 600 000	...	(412 500)	18 187 500	Programme de stages pour les jeunes	16 174 929	2 012 571	...	16 846 678
...	...	...	50 000	50 000	L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	50 000	...	...	...
...	18 600 000	...	(362 500)	18 237 500		16 224 929	2 012 571	...	16 846 678
Administration des services ministériels du SCT									
...	...	...	47 500	47 500	L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	47 500	...	...	...
...	<b>18 600 000</b>	...	<b>(15 000)</b>	<b>18 585 000</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>16 572 429</b>	<b>2 012 571</b>	<b>...</b>	<b>16 846 678</b>
<b>Autres paiements de transfert</b>									
Gestion des ressources humaines									
...	498 000	...	5 653	503 653	Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	503 653	...	...	299 328
...	2 000	...	1 532	3 532	Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	3 532	...	...	3 427
...	25 000	...	6 972	31 972	(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	31 972	...	...	12 786
...	<b>525 000</b>	...	<b>14 157</b>	<b>539 157</b>	<b>Total—Autres paiements de transfert</b>	<b>539 157</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>315 541</b>

<b>Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité</b>									
...	...	...	15 000	15 000	Gestion et planification des dépenses	13 368	1 632	...	20 000
...	...	...	300 000	300 000	Gestion de l'information et des technologies de l'information	300 000	...	...	...
...	19 125 000	...	(348 343)	18 776 657	Gestion des ressources humaines	16 764 086	2 012 571	...	17 412 219
...	...	...	47 500	47 500	Administration des services ministériels du SCT	47 500	...	...	...
...	<b>19 125 000</b>	...	<b>14 157</b>	<b>19 139 157</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>17 124 954</b>	<b>2 014 203</b>	...	<b>17 432 219</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

**Détail des montants disponibles pour être dépensés**

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Secrétariat</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Gestion des ressources humaines	149 104 000	150 589 178	137 588 425
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>149 104 000</b>	<b>150 589 178</b>	<b>137 588 425</b>

**Revenus**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Secrétariat</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de traitements, biens et services	182 169	259 361
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	831 109	...
	1 013 278	259 361
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits—		
Demandes d'accès à l'information	1 022	1 512
Divers	2 248 387	2 029 280
	2 249 409	2 030 792
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 545	...
Revenus divers—		
Frais de stationnement	10 216 033	9 577 437
Remboursements d'avantages sociaux des employés	368 061	281 095
Pénalités disciplinaires	43 674	19 238
Divers	6 626 762	5 603 110
	17 254 530	15 480 880
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>20 523 762</b>	<b>17 771 033</b>

# SECTION 10

## *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

2003-2004

### Conseil privé

Ministère

Centre canadien de gestion

Secrétariat des conférences  
intergouvernementales canadiennes

Bureau canadien d'enquête sur les accidents  
de transport et de la sécurité des transports

Directeur général des élections

Commissaire aux langues officielles

Table ronde nationale sur l'environnement et  
l'économie

Bureau du Canada sur le règlement des  
questions des pensionnats autochtones

Comité de surveillance des activités de  
renseignement de sécurité

### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité .....	10.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	10.7
Programmes par secteur d'activité .....	10.11
Paievements de transfert .....	10.13
Revenus .....	10.15

## Ministère

### Objectifs

L'objectif stratégique du Bureau du Conseil privé consiste à assurer le fonctionnement du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement et à le soutenir.

### Description des secteurs d'activité

#### *Cabinet du Premier ministre*

Le secteur d'activité, Cabinet du Premier ministre, donne des conseils, communique des renseignements et dispense des services spéciaux afin d'appuyer le Premier ministre en tant que chef du gouvernement et président du Cabinet; cela comprend notamment les services de liaison avec d'autres ministres, la gestion ponctuelle, les communications gouvernementales, la planification et la mise en pratique des activités de représentation du Canada sur la scène internationale, et le soutien relatif à certaines responsabilités politiques dont les relations avec le Caucus. Les coûts de fonctionnement des résidences officielles du Premier ministre relèvent aussi de ce secteur d'activité. Toutefois, la Commission de la capitale nationale se charge de l'ameublement, de l'entretien, du chauffage et de la réparation de ces résidences.

#### *Cabinets de ministres*

Le secteur d'activité, Cabinets de ministres, comprend : le Cabinet du vice-premier ministre, qui assume des fonctions particulières déléguées par le Premier ministre, y compris celle d'agir comme Premier ministre en l'absence de ce dernier; le Cabinet du président du Conseil privé et ministre des Affaires intergouvernementales, qui est chargé de la gestion des relations fédérales-provinciales; le Cabinet du leader du gouvernement au Sénat, qui est responsable de la gestion du programme législatif du gouvernement au Sénat, et le Cabinet du leader du gouvernement à la

Chambre des communes, qui assume la responsabilité du programme législatif à la Chambre des communes.

Ce secteur d'activité s'occupe de l'administration des cabinets en offrant des services de soutien et des conseils à ces ministres et en leur communiquant les renseignements pertinents. Un adjoint exécutif se charge de la gestion de chacun des cabinets susmentionnés.

En outre, sont reliés à ce secteur d'activité les salaires et allocations pour automobile des secrétaires d'État qui aident les ministres du Cabinet à assumer leurs responsabilités. Les budgets de fonctionnement des cabinets de ces secrétaires d'État sont inclus dans le budget des ministères concernés.

#### *Bureau du Conseil privé*

Le secteur d'activité, Bureau du Conseil privé, réunit la Direction de la planification et de la consultation, la Direction des opérations, la Direction de la sécurité et du renseignement, la Direction du sous-greffier et conseiller juridique, le Secrétariat des priorités de gestion et du personnel supérieur, le Secrétariat de la politique étrangère et de la défense et la Direction des affaires intergouvernementales.

Les responsabilités globales du Bureau du Conseil privé peuvent se résumer de la façon suivante :

- assurer la prestation de services de soutien et de conseils au Premier ministre en ce qui concerne son rôle de chef du gouvernement et de conseiller de la Couronne;
- coordonner la préparation et la diffusion du matériel dont ont besoin le Premier ministre ainsi que les présidents et les membres des comités pour les réunions du Cabinet et des comités du Cabinet;
- servir de liaison avec les ministères et organismes gouvernementaux afin de leur communiquer les questions dont doit se saisir le Cabinet et d'autres

sujets importants pour le Premier ministre et le gouvernement;

- assurer la prestation de services de soutien et de conseils au Premier ministre au sujet de ses prérogatives et de ses responsabilités à l'égard de l'organisation du gouvernement du Canada, d'une part, et des recommandations qu'il doit faire au gouverneur en conseil sur les nominations de haut niveau, d'autre part;
- donner des conseils au Premier ministre sur les questions concernant la sécurité nationale et le renseignement de sécurité.

Le Bureau du Conseil privé doit aussi appuyer le Premier ministre et le ministre des Affaires intergouvernementales à l'égard des aspects fédéraux-provinciaux des politiques fédérales. Il donne aussi son appui au leader du gouvernement à la Chambre des communes et au leader du gouvernement au Sénat en ce qui concerne la coordination et la gestion du programme parlementaire du gouvernement et il donne des conseils stratégiques liés aux questions parlementaires et électorales. Plus particulièrement, il assume les fonctions suivantes :

- formuler des orientations pertinentes à long terme en ce qui concerne les affaires fédérales-provinciales et le développement constitutionnel;
- assurer l'inclusion d'une perspective fédérale-provinciale à l'élaboration des politiques et programmes fédéraux et constituer une source d'information et d'analyses lorsqu'émergent des questions intergouvernementales qui demandent l'établissement d'une politique;
- promouvoir et faciliter la coopération et la consultation fédérales-provinciales et coordonner les activités fédérales-entreprises à la suite d'engagements ou de projets provenant des premiers ministres provinciaux;

- coordonner la préparation des conférences et réunions des premiers ministres ainsi que des réunions bilatérales et multilatérales du Premier ministre avec ses homologues provinciaux et assurer un soutien administratif lors de ces occasions;
- donner des conseils concernant les affaires autochtones et entretenir des relations efficaces avec les représentants des peuples autochtones, des gouvernements provinciaux et territoriaux et des ministères fédéraux pour traiter les questions autochtones, y compris les affaires constitutionnelles autochtones.

Le Bureau du Conseil privé appuie également le ministre désigné comme interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits.

Bien que les fonctions susmentionnées soient susceptibles de demeurer stables durant la période de référence actuelle, les priorités du Bureau du Conseil privé peuvent être profondément et subitement modifiées par une décision du gouvernement de changer ses priorités, politiques ou orientations établies pour répondre à des pressions extérieures ou tout simplement de poursuivre d'autres objectifs politiques.

#### *Commissions d'enquête, groupes de travail et autres*

Le secteur d'activité, Commissions d'enquête, groupes de travail et autres, se rapporte au financement, au besoin, de commissions d'enquête nommées pour faire des recommandations sur des sujets donnés et de groupes de travail et autres personnes ou organismes qui doivent exercer leurs activités de façon indépendante du Bureau du Conseil privé, tout en recevant tout de même le niveau approprié de services administratifs du Ministère.

En raison de leur caractère indépendant et aux fins de l'administration, les commissions d'enquête établies en vertu de la *Loi sur les enquêtes* font partie du programme du Conseil privé.

#### *Services ministériels*

Le secteur d'activité, Services ministériels, faisant partie du programme du Conseil privé se rapporte à la prestation régulière et permanente de services administratifs et aussi de services spécialisés que l'on n'offre pas dans d'autres ministères. Les services communs sont offerts au Cabinet du Premier ministre, au président du Conseil privé et ministre des Affaires intergouvernementales, à d'autres cabinets de ministres liés au programme ainsi qu'au Bureau du Conseil privé. Ils portent notamment sur la gestion financière, administrative et de l'information, l'informatique, les services techniques, la traduction et les ressources humaines ainsi que les demandes d'accès à l'information soumises dans le cadre de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Les services spécialisés comprennent les coûts du fonctionnement du standard téléphonique du Premier ministre, une unité de correspondance chargée de la correspondance non politique et non personnelle adressée au Premier ministre, et s'il y a lieu, à d'autres ministres du portefeuille, ainsi que le soutien technique associé aux déplacements des membres du Cabinet du Premier ministre. En outre, le secteur d'activité comporte certains services administratifs rendus aux commissions d'enquête et aux groupes de travail.

Les Services ministériels sont assurés par les divisions suivantes : Bureau du sous-ministre adjoint (Services ministériels), services financiers, administration, informatique et services techniques, services d'information, bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, services de la correspondance de la haute direction et services des ressources humaines.

#### **Centre canadien de gestion**

##### **Objectifs**

L'objectif du Centre canadien de gestion (CCG) consiste à accroître le capital intellectuel de la fonction publique dans des domaines comme la gouvernance, la gestion du secteur public, l'apprentissage et le leadership, et à transmettre ces connaissances aux gestionnaires de la fonction publique de façon à améliorer le potentiel de la collectivité des gestionnaires et à répondre à leurs besoins d'apprentissage particuliers.

##### **Description des secteurs d'activité**

###### *Centre canadien de gestion*

Le CCG vise à enrichir le programme d'apprentissage de la fonction publique et à faciliter la transition de la fonction publique vers une organisation apprenante vouée à l'apprentissage continu. Il regroupe des gestionnaires de la fonction publique, des universitaires et des grands penseurs pour étudier, pour échanger et pour mener des recherches-actions et des recherches à long terme sur les dossiers actuels et les nouveaux enjeux liés à la gouvernance, à la gestion du secteur public, à l'apprentissage et au leadership. Il fait valoir les pratiques exemplaires en vigueur au Canada et dans divers coins du monde, il offre un guichet unique aux pays et aux organisations internationales désireuses de puiser aux connaissances et au savoir-faire du secteur public canadien. Il offre des cours de formation qui aident les gestionnaires de la fonction publique à acquérir les talents de leadership, les connaissances et le savoir-faire requis pour bien servir en cette ère du savoir. Il propose aussi des programmes de formation en perfectionnement professionnel et en développement communautaire, et il crée des événements d'apprentissage qui permettent aux gestionnaires d'échanger en temps réel pour mieux saisir les grands enjeux de l'heure. Le Centre mise sur

l'apprentissage assisté par ordinateur pour appuyer l'auto-apprentissage, le partage des connaissances et les réseaux d'apprentissage. Le CCG opère sur le modèle d'un centre de services à travers lequel les gestionnaires de la fonction publique peuvent devenir une collectivité vivante et engagée.

#### **Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes**

##### **Objectifs**

Exceller en matière de planification et d'organisation de conférences intergouvernementales aux niveaux les plus élevés ainsi qu'au chapitre de la prestation de services à de telles réunions en vue de soulager les ministères clients, dans pratiquement tous les secteurs d'activité gouvernementale, des nombreuses tâches techniques et administratives associées à la planification et à la tenue de telles conférences, et de leur permettre de se concentrer sur les questions fondamentales.

##### **Description des secteurs d'activité**

*Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes*

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes est un petit organisme qui n'a qu'un seul programme et qu'un seul secteur d'activité consistant à fournir des services administratifs pour la planification et l'organisation de conférences intergouvernementales de niveau supérieur qu'il est appelé à servir dans pratiquement tous les secteurs de l'activité gouvernementale.

#### **Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports**

##### **Objectifs**

Promouvoir la sécurité des transports.

##### **Description des secteurs d'activité**

*Promotion de la sécurité des transports*

Exécution d'enquêtes indépendantes, d'analyses, d'études et de rapports publics portant sur des accidents de transport, des incidents ou des conditions et situations dangereuses liés au fonctionnement d'un aéronef, d'un navire, de matériel ferroviaire ou de pipelines dans les éléments réglementés par le gouvernement fédéral des systèmes canadiens de transport aérien, maritime, ferroviaire et de pipelines, dans le but d'en déterminer les causes et les facteurs contributifs, d'identifier les manquements à la sécurité et de formuler des recommandations visant à éliminer ou à réduire ces manquements à la sécurité des transports.

#### **Directeur général des élections**

##### **Objectifs**

Assurer à l'électorat canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des députés de la Chambre des communes, en conformité avec la *Loi électorale du Canada*; assurer le respect et l'application de toutes les dispositions de la *Loi électorale du Canada*; calculer le nombre de députés de la Chambre des communes à attribuer à chacune des provinces, aux termes de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* et conformément aux dispositions des lois

constitutionnelles, pour chaque exercice de révision des limites des circonscriptions électorales; et fournir l'aide technique, administrative et financière aux 10 commissions de délimitation des circonscriptions électorales, une pour chaque province, établies en conformité avec la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*.

##### **Description des secteurs d'activité**

*Élections*

- *Loi électorale du Canada*—Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel d'élection à transmettre aux directeurs du scrutin lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux candidats, aux partis politiques et aux tiers, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi.
- *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*—Assigner par province le nombre de députés à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements à ces 10 commissions de délimitation des circonscriptions électorales. Fournir aux 10 commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les 10 commissions afin d'être payés à même le Trésor.



- *Loi référendaire*—Direction et surveillance générales de la conduite administrative d'un référendum, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel de référendum à transmettre aux directeurs du scrutin. Lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux comités référendaires, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers référendaires, dans les cas précisés par la Loi.

#### *Administration*

La gestion des opérations de l'administration centrale et des fonctions légales assignées au Directeur général des élections en dehors d'une période électorale. Celles-ci incluent l'examen et l'étude des mécanismes électoraux et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de manuels d'instructions à l'intention du personnel électoral, des candidats et des partis politiques et le paiement des dépenses administratives et réglementaires.

### **Commissaire aux langues officielles**

#### **Objectifs**

Prendre les mesures visant à :

- assurer la reconnaissance du statut de chacune des langues officielles;
- faire respecter l'esprit de la Loi et l'intention du législateur en ce qui touche l'administration des affaires des institutions fédérales, et notamment la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Enquêtes*

Effectuer des enquêtes, réaliser des études spéciales, formuler des recommandations visant à favoriser une meilleure réception de la *Loi sur les langues officielles* et à en améliorer sa mise en œuvre.

#### *Communications, recherches et analyses*

Définir les orientations stratégiques pour le Commissariat. Assurer la liaison avec les divers organismes gouvernementaux et les différentes associations œuvrant dans le secteur des langues officielles. Informer les parlementaires et le public des dispositions et de la portée de la Loi et du rôle de la Commissaire.

#### *Services corporatifs*

Fournir conseils, services et produits dans les domaines suivants : gestion financière, gestion des ressources humaines, gestion de l'information et des technologies, et services administratifs.

### **Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie**

#### **Objectifs**

Tenir le rôle de catalyseur pour déterminer, expliquer et promouvoir les principes et les pratiques du développement durable dans tous les secteurs de la société canadienne et dans toutes les régions du Canada.

### **Description des secteurs d'activité**

*Fournir des opinions et des informations objectives touchant l'état du débat sur l'environnement et l'économie*

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) est un organisme multilatéral composé d'un président et d'un maximum de 24

membres qui sont des leaders d'opinion issus de différentes régions et divers secteurs de la société canadienne, dont le monde des affaires, les syndicats, l'enseignement, les organismes de protection de l'environnement et les Premières nations. La TRNEE préconise fortement la méthode multilatérale et la formule de la table ronde pour analyser les problèmes de développement durable, et elle sert de forum où tous les points de vue peuvent être librement exprimés et débattus. Les membres et les participants de la TRNEE qui sont engagés dans ses programmes s'efforcent de définir le rapport entre l'environnement et l'économie, aux fins de déterminer les points sur lesquels il y a entente quant aux solutions à adopter, et de signaler tout obstacle au consensus. Ces informations sont ensuite rassemblées, évaluées et communiquées aux intervenants, aux décideurs intéressés et aux médias.

La TRNEE répartit ses activités entre plusieurs programmes. Le thème d'un programme éventuel est délimité et défini, et un groupe de travail est chargé de superviser les activités qui s'y rattachent. Les problèmes nouveaux sont soumis à un examen constant et, s'ils sont considérés comme une priorité, ils donnent naissance à un nouveau programme lorsque les fonds nécessaires sont disponibles.

### **Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones**

#### **Objectifs**

Gestion des réclamations sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.

### **Description des secteurs d'activité**

*Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones*

Pour remplir son mandat, le Bureau gérera les réclamations sur le règlement des questions des pensionnats autochtones de façon à :

- S'entendre avec les Églises sur la responsabilité de chaque partie;
- Développer et instaurer des modes extrajudiciaires de règlement des différends;
- Mettre en œuvre des stratégies axées sur le règlement des litiges.

### **Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité**

#### **Objectifs**

Assurer une surveillance externe de la façon dont le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) exerce ses fonctions; et examiner les plaintes déposées par des particuliers ou les rapports présentés par des ministres relativement à des habilitations de sécurité ou à la sécurité nationale du Canada.

#### **Description des secteurs d'activité**

*Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité*

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) assure deux types de services différents et distincts : il effectue un examen indépendant du SCRS et il étudie les plaintes de particuliers ou les rapports de ministres concernant les habilitations de sécurité, l'immigration, la citoyenneté et d'autres questions touchant les enquêtes du SCRS.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	102 156 000	...	...	102 156 000	1				
...	...	26 285 562	...	26 285 562	1a	Dépenses du programme			
...	...	1 869 152	...	1 869 152	1b	Dépenses du programme			
...	...	...	212 194	212 194		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	864 000	864 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	102 156 000	28 154 714	1 076 194	131 386 908		Total—Crédit 1	125 175 444	6 211 464	...
...	137 172	...	4 150	141 322	(S)	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	141 322	...	...
...	66 946	...	1 972	68 918	(S)	Président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile	68 918	...	...
...	66 946	...	1 992	68 938	(S)	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	68 938	...	...
...	23 342	...	1 606	24 948	(S)	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	24 948	...	...
...	12 016 004	...	714 981	12 730 985	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 730 985	...	...
6 638	...	...	36 023	42 661	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 638	11 023	25 000
<b>6 638</b>	<b>114 466 410</b>	<b>28 154 714</b>	<b>1 836 918</b>	<b>144 464 680</b>		<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>138 217 193</b>	<b>6 222 487</b>	<b>25 000</b>
...	25 894 000	...	...	25 894 000	5	Dépenses du programme			
...	...	2 488 000	...	2 488 000	5a	Dépenses du programme			
...	...	3 043 510	...	3 043 510	5b	Dépenses du programme			
...	...	...	856 759	856 759		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	254 000	254 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	25 894 000	5 531 510	1 110 759	32 536 269		Total—Crédit 5	28 225 953	4 310 316	...
...	1 472 000	...	1 064 262	2 536 262	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 536 262	...	...
100	...	...	14 032	14 132	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	100	14 032
...	...	...	3 703 926	3 703 926	(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	3 703 926	...	...
<b>100</b>	<b>27 366 000</b>	<b>5 531 510</b>	<b>5 892 979</b>	<b>38 790 589</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>34 466 141</b>	<b>4 310 416</b>	<b>14 032</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>										
...	3 576 000	...	...	3 576 000	10	Dépenses du programme				
...	...	2 197 000	...	2 197 000	10a	Dépenses du programme				
...	...	...	35 000	35 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	29 000	29 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	3 576 000	2 197 000	64 000	5 837 000		Total—Crédit 10	4 890 949	946 051	...	4 759 475
...	354 000	...	15 791	369 791	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	369 791	...	...	270 230
20	...	...	...	20	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	20	...	...
<b>20</b>	<b>3 930 000</b>	<b>2 197 000</b>	<b>79 791</b>	<b>6 206 811</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>5 260 740</b>	<b>946 071</b>	<b>...</b>	<b>5 029 705</b>
<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>										
...	22 304 000	...	...	22 304 000	15	Dépenses du programme				
...	...	4 889 000	...	4 889 000	15b	Dépenses du programme				
...	...	...	163 282	163 282		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	2 139 000	2 139 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	22 304 000	4 889 000	2 302 282	29 495 282		Total—Crédit 15	28 450 294	1 044 988	...	28 117 406
...	3 409 000	...	101 651	3 510 651	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 510 651	...	...	3 098 162
21 794	...	...	101 464	123 258	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	95 750	2 508	25 000	38 940
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	22 192
<b>21 794</b>	<b>25 713 000</b>	<b>4 889 000</b>	<b>2 505 397</b>	<b>33 129 191</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>32 056 695</b>	<b>1 047 496</b>	<b>25 000</b>	<b>31 276 700</b>
<b>Directeur général des élections</b>										
...	12 868 000	...	...	12 868 000	20	Dépenses du programme				
...	...	267 472	...	267 472	20b	Dépenses du programme				
...	...	...	159 064	159 064		Virement du : CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	365 000	365 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	12 868 000	267 472	524 064	13 659 536		Total—Crédit 20	13 400 745	258 791	...	12 528 143
...	209 491	...	8 039	217 530	(S)	Traitement du directeur général des élections	217 530	...	...	210 297
...	34 149 000	57 628 000	(383 054)	91 393 946	(S)	Dépenses d'élections ( <i>Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i> )	91 393 946	...	...	55 672 281

...	2 583 000	...	2 152 606	4 735 606	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 735 606	...	...	5 173 597
...	...	...	90	90	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	90	...	...	15
...	...	...	3 598	3 598	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 598	...	...	1 680
...	<b>49 809 491</b>	<b>57 895 472</b>	<b>2 305 343</b>	<b>110 010 306</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>109 751 515</b>	<b>258 791</b>	...	<b>73 586 013</b>
<b>Commissaire aux langues officielles</b>										
...	16 225 000	...	...	16 225 000	25	Dépenses du programme				
...	...	560 500	...	560 500	25b	Dépenses du programme				
...	...	...	103 000	103 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	105 000	105 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	16 225 000	560 500	208 000	16 993 500		Total—Crédit 25	16 454 641	538 859	...	15 102 830
...	2 045 000	...	(287 283)	1 757 717	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 757 717	...	...	1 582 176
326	...	...	1 929	2 255	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	326	1 929	...
<b>326</b>	<b>18 270 000</b>	<b>560 500</b>	<b>(77 354)</b>	<b>18 753 472</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>18 212 358</b>	<b>539 185</b>	<b>1 929</b>	<b>16 685 006</b>
<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>										
...	4 658 000	...	...	4 658 000	30	Dépenses du programme				
...	...	34 915	...	34 915	30b	Dépenses du programme				
...	...	...	143 000	143 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	19 000	19 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	4 658 000	34 915	162 000	4 854 915		Total—Crédit 30	4 528 943	325 972	...	4 984 093
...	20 000	...	(12 524)	7 476	(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	7 476	...	...	3 857
...	337 000	...	14 670	351 670	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	351 670	...	...	352 861
...	...	...	50	50	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	50	...	...	...
...	<b>5 015 000</b>	<b>34 915</b>	<b>164 196</b>	<b>5 214 111</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 888 139</b>	<b>325 972</b>	...	<b>5 340 811</b>
<b>Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones <sup>(2)</sup></b>										
...	...	...	52 870 000	52 870 000	25	Dépenses du programme				
...	...	...	32 263 000	32 263 000	25a	Dépenses du programme				
...	...	...	21 000	21 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	85 154 000	85 154 000		Total—Crédit 25	73 550 006	11 603 994	...	52 156 185
...	...	...	3 604 816	3 604 816	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 604 816	...	...	3 332 247
...	...	...	200 000	200 000	(S)	Montants adjugés par une cour	200 000	...	...	295 664
...	...	...	11 306	11 306	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	11 306	...	...	...
...	...	...	<b>88 970 122</b>	<b>88 970 122</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>77 366 128</b>	<b>11 603 994</b>	...	<b>55 784 096</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
						<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique<sup>(3)</sup></b>					
...	5 840 000	...	(5 840 000)	...	35	Dépenses du programme					
...	...	1 841 000	(1 841 000)	...	35a	Dépenses du programme					
...	5 840 000	1 841 000	(7 681 000)	...		Total—Crédit 35	...	...	...	...	
...	800 000	...	(800 000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...	
...	<b>6 640 000</b>	<b>1 841 000</b>	<b>(8 481 000)</b>	...		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	...	...	...	...	
						<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>					
...	2 111 000	...	...	2 111 000	40	Dépenses du programme					
...	...	...	95 000	95 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>					
...	2 111 000	...	95 000	2 206 000		Total—Crédit 40	1 885 056	320 944	...	1 871 236	
...	227 000	...	(35 698)	191 302	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	191 302	...	...	227 000	
116	...	...	...	116	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	116	...	...	360	
<b>116</b>	<b>2 338 000</b>	...	<b>59 302</b>	<b>2 397 418</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>2 076 474</b>	<b>320 944</b>	...	<b>2 098 596</b>	
<b>28 994</b>	<b>253 547 901</b>	<b>101 104 111</b>	<b>93 255 694</b>	<b>447 936 700</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>422 295 383</b>	<b>25 575 356</b>	<b>65 961</b>	<b>360 276 189<sup>(2)(3)</sup></b>	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.  
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.  
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

(2) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Travaux publics et Services gouvernementaux. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 55 784 096 \$.

(3) Au cours de l'exercice, la Commission des relations de travail dans la fonction publique a été transférée à Patrimoine canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 6 542 020 \$.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Cabinet du Premier ministre	8 863 181	7 936 515	...	1 320	...	...	...	...	...	...	8 863 181	7 937 835
Cabinets de ministres	8 225 672	6 490 580	...	27 742	...	...	...	...	...	...	8 225 672	6 518 322
Bureau du Conseil privé	55 575 539	53 226 380	7 000	261 887	8 747 000	7 785 379	...	...	...	...	64 329 539	61 273 646
Commissions d'enquête, groupes de travail et autres	11 322 695	11 387 576	50 000	424 187	...	...	...	...	...	...	11 372 695	11 811 763
Services ministériels	47 104 230	43 367 126	4 569 363	7 308 501	...	...	...	...	...	...	51 673 593	50 675 627
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>131 091 317</b>	<b>122 408 177</b>	<b>4 626 363</b>	<b>8 023 637</b>	<b>8 747 000</b>	<b>7 785 379</b>	...	...	...	...	<b>144 464 680</b>	<b>138 217 193</b>
<b>Centre canadien de gestion—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>38 615 589</b>	<b>34 297 870</b>	...	...	<b>175 000</b>	<b>168 271</b>	...	...	...	...	<b>38 790 589</b>	<b>34 466 141</b>
<b>Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>6 206 811</b>	<b>5 260 740</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>6 206 811</b>	<b>5 260 740</b>
<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>												
Promotion de la sécurité des transports	31 598 905	30 698 867	1 530 286	1 357 828	...	...	...	...	...	...	33 129 191	32 056 695
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>31 598 905</b>	<b>30 698 867</b>	<b>1 530 286</b>	<b>1 357 828</b>	...	...	...	...	...	...	<b>33 129 191</b>	<b>32 056 695</b>
<b>Directeur général des élections</b>												
Élections	69 149 287	69 149 287	...	...	22 248 347	22 248 347	...	...	...	...	91 397 634	91 397 634
Administration	18 612 672	18 353 881	...	...	...	...	...	...	...	...	18 612 672	18 353 881
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>87 761 959</b>	<b>87 503 168</b>	...	...	<b>22 248 347</b>	<b>22 248 347</b>	...	...	...	...	<b>110 010 306</b>	<b>109 751 515</b>
<b>Commissaire aux langues officielles</b>												
Enquêtes	5 290 006	6 392 835	...	...	...	...	...	...	...	...	5 290 006	6 392 835
Communications, recherches et analyses	5 773 021	5 880 182	...	...	...	...	...	...	...	...	5 773 021	5 880 182
Services corporatifs	7 690 445	5 939 341	...	...	...	...	...	...	...	...	7 690 445	5 939 341
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>18 753 472</b>	<b>18 212 358</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>18 753 472</b>	<b>18 212 358</b>

## Programmes par secteur d'activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>												
Fournir des opinions et des informations objectives touchant l'état du débat sur l'environnement et l'économie	5 214 111	4 888 139	...	...	...	...	...	...	...	...	5 214 111	4 888 139
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>5 214 111</b>	<b>4 888 139</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>5 214 111</b>	<b>4 888 139</b>
<b>Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones—<sup>(1)</sup></b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>84 356 341</b>	<b>72 095 152</b>	...	<b>657 195</b>	<b>4 613 781</b>	<b>4 613 781</b>	...	...	...	...	<b>88 970 122</b>	<b>77 366 128</b>
<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>2 397 418</b>	<b>2 024 393</b>	...	<b>52 081</b>	...	...	...	...	...	...	<b>2 397 418</b>	<b>2 076 474</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>405 995 923</b>	<b>377 388 864</b>	<b>6 156 649</b>	<b>10 090 741</b>	<b>35 784 128</b>	<b>34 815 778</b>	...	...	...	...	<b>447 936 700</b>	<b>422 295 383</b>

(1) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Travaux publics et Services gouvernementaux.



## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
...	53 000	...	...	53 000	Bureau du Conseil privé				
					Institut des relations intergouvernementales, Université Queen's	53 000	...	...	53 000
<b>Contributions</b>									
...	2 594 000	2 909 800	...	5 503 800	Bureau du Conseil privé				
...	...	6 740 200	(3 550 000)	3 190 200	Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	5 597 692	(93 892)	...	4 443 850
...	2 594 000	9 650 000	(3 550 000)	8 694 000	Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain	2 134 687	1 055 513	...	...
					<b>Total—Contributions</b>	<b>7 732 379</b>	<b>961 621</b>	...	<b>4 443 850</b>
...	2 647 000	9 650 000	(3 550 000)	8 747 000	<b>Total du ministère</b>	<b>7 785 379</b>	<b>961 621</b>	...	<b>4 496 850</b>
<b>Centre canadien de gestion</b>									
<b>Contributions</b>									
...	175 000	...	...	175 000	Contribuer à la recherche ou autres activités liées à la théorie et à la pratique de la gestion dans le secteur public	168 271	6 729	...	170 000
...	175 000	...	...	175 000	<b>Total du programme</b>	<b>168 271</b>	<b>6 729</b>	...	<b>170 000</b>
<b>Directeur général des élections</b>									
<b>Autres paiements de transfert</b>									
<b>Élections</b>									
...	...	21 993 000	218	21 993 218	(S) Allocation aux partis politiques enregistrés admissibles (nouvelle disposition politique et financière de la <i>Loi électorale du Canada</i> )	21 993 218	...	...	...
...	...	264 000	(8 871)	255 129	(S) Remboursement des dépenses électorales admissibles aux candidats aux élections partielles de mai et de juin 2003	255 129	...	...	647 320
...	...	22 257 000	(8 653)	22 248 347	<b>Total du programme</b>	<b>22 248 347</b>	...	...	<b>647 320</b>



## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère</b>			<b>Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes</b>		
<b>Autres revenus—</b>			<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	836	1 481
Traitements	10 975	26 887			
Achat de biens et services	286 229	137 339	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	20
Paievements de transfert	43 289	94 875			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	131 474	238 419	Revenus divers—		
	471 967	497 520	Contributions au gouvernement provincial	1 110 000	916 800
			Divers	275	321
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	36 023	6 638		1 110 275	917 121
Revenus divers—			<b>Total du programme</b>	<b>1 111 111</b>	<b>918 622</b>
Vente de textes réglementaires en vertu de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>	1 043	909	<b>Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports</b>		
Produits des ventes	16 096	23 145	<b>Autres revenus—</b>		
Revenus en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	3 259	2 422	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Projet de recherche sur les politiques (PRP)—Revenus de conférences	...	440 854	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 724	...
Divers	3 604	1 074	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	28 995	8 680
	24 002	468 404		36 719	8 680
<b>Total du ministère</b>	<b>531 992</b>	<b>972 562</b>	Ventes de biens et de services—		
			Autres frais et droits—		
<b>Centre canadien de gestion</b>			Programme d'accès à l'information—Frais	2 401	682
<b>Autres revenus—</b>			Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Remboursement par des provinces pour diverses enquêtes	...	25 693
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	47 746	665		2 401	26 375
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	4 680	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	101 464	38 930
	47 746	5 345			
Ventes de biens et de services—			Revenus divers	3 816	84 676
Services de nature non réglementaire—			<b>Total du programme</b>	<b>144 400</b>	<b>158 661</b>
Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> —			<b>Directeur général des élections</b>		
Frais de cours et autres revenus relatifs à ces cours	3 703 926	4 243 463	<b>Autres revenus—</b>		
Revenus différés, reçus mais non gagnés	...	7 378	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Revenus gagnés et non collectés	11 281	1 075 116	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	42 686	...
Revenus non disponibles à être dépensés de nouveau	9 000 000	7 500 000	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 598	1 680
	12 715 207	12 825 957	Revenus divers	11 828	137 958
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 032	100	<b>Total du programme</b>	<b>58 112</b>	<b>139 638</b>
Revenus divers	4 997	250			
<b>Total du programme</b>	<b>12 781 982</b>	<b>12 831 652</b>			

## Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Commissaire aux langues officielles</b>			<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
<b>Autres revenus—</b>			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 663 414	548 388
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 589	...	Ventes de biens et de services	12 725 084	12 856 189
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	5 000	...	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	157 096	47 810
	7 589	...	Revenus divers	1 155 251	1 617 093
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 929	326	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>15 700 845</b>	<b>15 069 480</b> <sup>(1)(2)</sup>
<b>Total du programme</b>	<b>9 518</b>	<b>326</b>			
<b>Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</b>					
<b>Autres revenus—</b>					
Ventes de biens et de services—					
Ventes de biens et de produits d'information—					
Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> —					
Produits de la vente de publications	7 476	3 857			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	50	...			
<b>Total du programme</b>	<b>7 526</b>	<b>3 857</b>			
<b>Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones <sup>(1)</sup></b>					
<b>Autres revenus—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	703 851	31 141			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	268 807	...			
	972 658	31 141			
Revenus divers	298	8 674			
<b>Total du programme</b>	<b>972 956</b>	<b>39 815</b>			
<b>Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité</b>					
<b>Autres revenus—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Achat de biens et services	2 925	4 221			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	80 288	...			
	83 213	4 221			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	116			
Revenus divers—					
Revenus en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	35	10			
<b>Total du programme</b>	<b>83 248</b>	<b>4 347</b>			

(1) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré de Travaux publics et Services gouvernementaux. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 39 815 \$.

(2) Au cours de l'exercice, la Commission des relations de travail dans la fonction publique a été transférée à Patrimoine canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 798 \$.

# SECTION 11

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Défense nationale**

### **Ministère**

**Comité des griefs des Forces  
canadiennes**

**Commission d'examen des plaintes  
concernant la police militaire**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité. . . . .	11.2
Sommaire du portefeuille ministériel. . . . .	11.4
Programmes par secteur d'activité. . . . .	11.6
Paielements de transfert. . . . .	11.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	11.9
Revenus . . . . .	11.10

**Ministère****Objectifs**

Défendre les intérêts et les valeurs du Canada et de sa population, tout en contribuant à la paix et à la sécurité.

**Description des secteurs d'activité***Commandement et contrôle*

Le Ministère acquerra et conservera la capacité de recueillir, d'analyser et de communiquer des renseignements, de planifier et de coordonner des opérations, et de fournir les moyens nécessaires pour diriger des forces de manière à remplir les missions.

Ce programme descripteur présente la gamme des fonctions (résultats) que le Ministère doit remplir pour exercer avec efficacité et efficience le commandement et le contrôle sur les Forces canadiennes. Cela comprend un éventail de fonctions de soutien des services d'information et du processus décisionnel, par exemple la transmission des données et les communications vocales, et la collecte et l'analyse des renseignements. Les fonctions en questions sont remplies par diverses unités de soutien et unités opérationnelles, notamment : des éléments de commandement opérationnels et tactiques; des moyens de communication fixes et déployables et des dispositifs spéciaux de surveillance; des éléments nationaux de collecte et d'analyse de l'information; des éléments canadiens, américains et de l'OTAN de contrôle aérospatial et d'alerte.

*Exécution des opérations*

Le Ministère offrira la capacité d'employer la gamme des ressources militaires nécessaires pour remplir les missions, au moment et à l'endroit indiqués.

Ce programme descripteur expose la série de résultats auxquels le Ministère affecte l'essentiel de ses forces militaires opérationnelles. Ces résultats se rapportent surtout à des missions et à des fonctions militaires particulières confiées aux Forces canadiennes, conformément au Livre blanc; ils concernent des éléments de capacité pure et des éléments désignés et employés régulièrement dans le cadre de missions continues. Les forces opérationnelles comprennent : les forces maritimes, terrestres et aériennes de première ligne prêtes au combat; les éléments déployables du génie et de secours aux sinistrés et d'autres éléments spécialisés.

*Soutien aux forces*

Le Ministère réparera et entretiendra le matériel, logera et soutiendra le personnel, et créera l'infrastructure et les capacités nécessaires pour appuyer les opérations militaires.

Ce programme descripteur expose la série de résultats que le Ministère doit obtenir pour exécuter les activités militaires avec efficacité et efficience. Ces résultats diffèrent de ceux que suppose le développement des forces, en ce sens qu'ils se rapportent surtout au soutien de l'emploi des forces militaires du Canada plutôt qu'à la création de ces forces. Les éléments de soutien comprennent un éventail d'unités opérationnelles et déployables auxquelles font complément des installations fixes et des fournisseurs de services tels que : les bases, escadres, dépôts d'approvisionnement et autres éléments d'infrastructure de la Défense; des éléments de maintenance, de génie et d'entretien du matériel; des équipements de transport et des moyens logistiques pour les mouvements et le soutien; des services médicaux, dentaires et juridiques et d'autres services de soutien du personnel; des attachés militaires et du personnel de liaison avec les forces étrangères.

*Développement des forces*

Le Ministère recrutera et formera du personnel, examinera, mettra à l'essai et acquerra du matériel, et concevra une structure des forces pour doter le pays d'unités militaires polyvalentes prêtes au combat.

Ce programme descripteur regroupe la gamme de résultats que le Ministère doit obtenir pour fournir au gouvernement des forces militaires polyvalentes prêtes au combat. Cela suppose tout un éventail de capacités générales de soutien qui procurent au Ministère le personnel, le matériel et les structures organisationnelles nécessaires pour créer des forces capables d'exécuter des opérations militaires avec efficacité. L'instruction et l'emploi de la Réserve et les activités de mobilisation constituent des éléments importants du développement des forces. Ce sont surtout des éléments nationaux fixes qui fournissent les ressources propres à ce développement : les écoles, collèges et centres d'instruction militaire; les bureaux de projet et les unités d'essai et d'évaluation; les centres de recrutement; les centres de recherche, les instituts et les unités d'essai et d'évaluation; les éléments d'instruction et d'emploi de la Réserve.

*Politiques et stratégies du ministère*

Le Ministère formulera et mettra en œuvre les politiques et les stratégies nécessaires pour gérer ses activités, réaliser les grands objectifs du gouvernement et fournir des conseils en matière de défense et de sécurité.

Ce programme descripteur comprend la série de résultats que le Ministère doit obtenir afin de se conformer aux exigences législatives et administratives et aux obligations en matière de gestion. Ce sont surtout des résultats axés sur les activités du Ministère, mais ils se rapportent aussi à la nécessité pour lui de mener ses

affaires d'une façon transparente et humaine, en prenant conscience des besoins de la société, de manière à refléter et à réaffirmer les valeurs et les attentes de son personnel et de toute la population canadienne. À cet égard, le Ministère obtient presque entièrement ses ressources auprès de fournisseurs de services canadiens, notamment : le personnel ministériel au niveau national; les éléments d'information publique et de représentation de la Défense; les éléments s'occupant des programmes des cadets et militant en faveur des forces armées avec l'appui de la Défense.

### **Comité des griefs des Forces canadiennes**

#### **Objectifs**

La création du Comité résulte de la volonté du gouvernement de moderniser le système de justice militaire dans les Forces canadiennes et de le rendre plus efficace, transparent et humain pour contribuer à l'amélioration des relations de travail pour ses membres. Plus particulièrement, son objectif peut s'articuler comme suit : agir à titre de tribunal administratif indépendant et assurer l'examen juste et impartial des griefs qui doivent lui être soumis selon la *Loi sur la défense nationale*.

Le Comité a comme tâche d'enquêter, d'analyser, d'examiner, de réviser et d'entendre les griefs qui lui sont référés par le chef d'état-major de la Défense (CEMD) et selon la législation pertinente, et de fournir ses constatations et recommandations au CEMD et au plaignant. Le CEMD rend des décisions finales.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Comité des griefs des Forces canadiennes*

Le Comité des griefs des Forces canadiennes n'a qu'un seul secteur d'activité désigné comme étant « L'examen de griefs des membres des Forces canadiennes référés par le chef d'état-major de la Défense » conformément à la Loi et aux règlements s'y afférents.

### **Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire**

#### **Objectifs**

Traiter avec toute la célérité possible les plaintes d'ingérence reçues des policiers militaires, examiner la façon dont le Grand prévôt traite les plaintes pour inconduite des policiers militaires et réviser la façon dont le Grand prévôt traite de certaines plaintes d'inconduite à la demande d'un plaignant.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire*

Effectuer le traitement des plaintes concernant la police militaire.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	8 983 228 000	...	...	8 983 228 000	1	9 902 637 478	262 777 489	...	9 319 677 424
...	...	1 082 566 000	...	1 082 566 000	1a				
...	...	77 888 325	...	77 888 325	1b				
...	...	...	396 642	396 642					
...	...	...	21 336 000	21 336 000					
...	8 983 228 000	1 160 454 325	21 732 642	10 165 414 967					
...	1 888 962 000	...	...	1 888 962 000	5	1 944 202 974	218 343 395	...	1 914 303 806
...	...	232 000 000	...	232 000 000	5a				
...	...	41 584 369	...	41 584 369	5b				
...	1 888 962 000	273 584 369	...	2 162 546 369					
...	371 749 000	...	...	371 749 000	10	279 248 548	92 500 452	...	159 355 177
...	66 946	...	20 882	87 828	(S)	87 828	...	...	66 308
...	11 500 000	...	(2 691 717)	8 808 283	(S)	8 808 283	...	...	9 709 387
...	2 500 000	...	(425 620)	2 074 380	(S)	2 074 380	...	...	2 327 096
...	100 000	...	(12 391)	87 609	(S)	87 609	...	...	87 851
...	793 987 587	...	29 189 852	823 177 439	(S)	823 177 439	...	...	780 493 450
...	202 906 413	...	4 600 258	207 506 671	(S)	207 506 671	...	...	212 963 134
...	...	...	37 490	37 490	(S)	37 490	...	...	7 740
155 868	...	...	22 728 131	22 883 999	(S)	17 746 011	...	5 137 988	16 346 030
155 868	12 254 999 946	1 434 038 694	75 179 527	13 764 374 035		13 185 614 711	573 621 336	5 137 988	12 415 337 403
90 325 571	...	...	...	90 325 571	L11c	2 595 295	...	87 730 276	(4 071 996)



13 974 102	...	...	...	13 974 102	L15 Prêts à l'égard de projets de logement. <i>Loi spéciale des subsides, 1963</i> . Limite 37 000 000 \$ (Net)	83 467	...	13 890 635	(887 885)
104 299 673	...	...	...	104 299 673	Total non budgétaire	2 678 762	...	101 620 911	(4 959 881)
<b>155 868</b>	<b>12 254 999 946</b>	<b>1 434 038 694</b>	<b>75 179 527</b>	<b>13 764 374 035</b>	<b>Total du ministère—</b>	<b>13 185 614 711</b>	<b>573 621 336</b>	<b>5 137 988</b>	<b>12 415 337 403</b>
<b>104 299 673</b>	...	...	...	<b>104 299 673</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>2 678 762</b>	...	<b>101 620 911</b>	<b>(4 959 881)</b>
					<b>Non budgétaire</b>				
					<b>Comité des griefs des Forces canadiennes</b>				
...	5 555 000	...	...	5 555 000	15 Dépenses du programme				
...	...	788 300	...	788 300	15b Dépenses du programme				
...	...	...	60 000	60 000	Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	41 000	41 000	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	5 555 000	788 300	101 000	6 444 300	Total—Crédit 15	5 948 196	496 104	...	8 331 858
...	592 000	...	(27 222)	564 778	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	564 778	...	...	564 017
...	<b>6 147 000</b>	<b>788 300</b>	<b>73 778</b>	<b>7 009 078</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>6 512 974</b>	<b>496 104</b>	...	<b>8 895 875</b>
					<b>Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire</b>				
...	3 662 000	...	...	3 662 000	20 Dépenses du programme				
...	...	...	130 000	130 000	Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	3 662 000	...	130 000	3 792 000	Total—Crédit 20	3 231 847	560 153	...	3 310 111
...	359 000	...	(24 581)	334 419	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	334 419	...	...	332 190
...	...	...	320	320	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	320	...
...	<b>4 021 000</b>	...	<b>105 739</b>	<b>4 126 739</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>3 566 266</b>	<b>560 153</b>	<b>320</b>	<b>3 642 301</b>
					<b>Total du portefeuille ministériel—</b>				
<b>155 868</b>	<b>12 265 167 946</b>	<b>1 434 826 994</b>	<b>75 359 044</b>	<b>13 775 509 852</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>13 195 693 951</b>	<b>574 677 593</b>	<b>5 138 308</b>	<b>12 427 875 579</b>
<b>104 299 673</b>	...	...	...	<b>104 299 673</b>	<b>Non budgétaire</b>	<b>2 678 762</b>	...	<b>101 620 911</b>	<b>(4 959 881)</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Commandement et contrôle	1 128 918 144	1 122 758 976	354 543 488	318 654 868	...	...	6 703 917	346 764	...	...	1 476 757 715	1 441 067 080
Exécution des opérations	3 841 597 595	3 668 690 977	1 086 432 492	968 796 341	203 994 545	120 666 783	10 850 013	1 517 093	...	...	5 121 174 619	4 756 637 008
Soutien aux forces	4 534 635 406	4 470 747 662	557 868 948	494 605 237	16 420 272	10 995 947	193 978 610	179 927 220	...	...	4 914 946 016	4 796 421 626
Développement des forces	1 870 959 941	1 824 637 675	136 169 188	122 095 947	6 147 375	6 147 375	242 601 601	245 812 398	...	...	1 770 674 903	1 707 068 599
Politiques et stratégies du ministère—												
Budgétaire	294 518 309	297 812 746	50 416 252	40 050 581	156 157 080	152 408 715	20 270 859	5 851 644	...	...	480 820 782	484 420 398
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	104 299 673	2 678 762	104 299 673	2 678 762
Sous-total—												
Budgétaire	11 670 629 395	11 384 648 036	2 185 430 368	1 944 202 974	382 719 272	290 218 820	474 405 000	433 455 119	...	...	13 764 374 035	13 185 614 711
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	104 299 673	2 678 762	104 299 673	2 678 762
Revenus affectés aux dépenses	(474 405 000)	(433 455 119)	...	...	...	...	(474 405 000)	(433 455 119)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>11 196 224 395</b>	<b>10 951 192 917</b>	<b>2 185 430 368</b>	<b>1 944 202 974</b>	<b>382 719 272</b>	<b>290 218 820</b>	...	...	...	...	<b>13 764 374 035</b>	<b>13 185 614 711</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>104 299 673</b>	<b>2 678 762</b>	<b>104 299 673</b>	<b>2 678 762</b>
<b>Comité des griefs des Forces canadiennes—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>7 009 078</b>	<b>6 512 974</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>7 009 078</b>	<b>6 512 974</b>
<b>Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>4 126 739</b>	<b>3 566 266</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>4 126 739</b>	<b>3 566 266</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>11 207 360 212</b>	<b>10 961 272 157</b>	<b>2 185 430 368</b>	<b>1 944 202 974</b>	<b>382 719 272</b>	<b>290 218 820</b>	...	...	...	...	<b>13 775 509 852</b>	<b>13 195 693 951</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>104 299 673</b>	<b>2 678 762</b>	<b>104 299 673</b>	<b>2 678 762</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Soutien aux forces									
(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique									
...	100 000	...	(12 391)	87 609		87 609	...	...	87 851
-----									
Développement des forces									
Institut pour la surveillance environnementale et la recherche									
...	1 125 000	...	...	1 125 000		1 125 000	...	...	1 125 000
...	12 090	...	...	12 090		12 090	...	...	12 090
...	10 285	...	...	10 285		10 285	...	...	10 285
...	1 147 375	...	...	1 147 375		1 147 375	...	...	1 147 375
-----									
Politiques et stratégies du ministère									
...	250 000	...	...	250 000		250 000	...	...	250 000
...	250 000	...	...	250 000		250 000	...	...	250 000
...	250 000	...	...	250 000		250 000	...	...	250 000
...	40 000	...	...	40 000		40 000	...	...	40 000
...	89 250	...	...	89 250		89 250	...	...	89 250
...	60 000	...	...	60 000		60 000	...	...	60 000
...	15 000	...	...	15 000		11 924	3 076	...	14 173
...	75 000	...	...	75 000		50 000	25 000	...	75 000
...	54 000	...	...	54 000		40 500	13 500	...	159 000
...	2 000 000	...	...	2 000 000		1 826 447	173 553	...	1 913 139
...	3 083 250	...	...	3 083 250		2 868 121	215 129	...	3 100 562
...	<b>4 330 625</b>	...	<b>(12 391)</b>	<b>4 318 234</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>4 103 105</b>	<b>215 129</b>	...	<b>4 335 788</b>
-----									
<b>Contributions</b>									
Exécution des opérations									
...	1 000 000	...	(1 000 000)	...		...	...	...	...
...	200 000 000	...	...	200 000 000		116 672 238	83 327 762	...	4 815 518
...	2 316 022	...	(6 931)	2 309 091		2 309 091	...	...	2 158 875
...	215 000	...	3 951	218 951		218 951	...	...	225 387

## Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans					Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements et virements	Total disponible pour emploi					
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	...	...	1 466 503	1 466 503	Projets provinciaux/territoriaux—Fonds de nouvelles initiatives	1 466 503	...	...	761 897
...	203 531 022	...	463 523	203 994 545		120 666 783	83 327 762	...	7 961 677
Soutien aux forces									
...	5 450 000	...	...	5 450 000	Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'aide économique	25 675	5 424 325	...	1 590 055
...	2 500 000	...	(425 620)	2 074 380	(S) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	2 074 380	...	...	2 327 096
...	11 500 000	...	(2 691 717)	8 808 283	(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	8 808 283	...	...	9 709 387
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	200 000
...	19 450 000	...	(3 117 337)	16 332 663		10 908 338	5 424 325	...	13 826 538
Développement des forces									
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	5 000 000	...	...	5 000 000
Politiques et stratégies du ministère									
...	100 000	...	...	100 000	Comité de revue de la défense biologique et chimique	100 000	...	...	100 000
...	...	...	50 000	50 000	Contribution au Centre des études militaire et stratégique	50 000	...	...	...
...	9 890 967	...	...	9 890 967	Contributions aux provinces et aux municipalités en vertu de la <i>Loi sur la protection civile</i>	9 260 559	630 408	...	10 530 714
...	3 308 189	...	...	3 308 189	Programme d'aide à l'entraînement militaire	1 836 126	1 472 063	...	2 495 037
...	2 626 000	...	(1 017 345)	1 608 655	OTAN—Aide mutuelle	551 281	1 057 374	...	2 156 864
...	112 000	...	...	112 000	Commandement allié de l'OTAN, Quartier général du corps d'intervention rapide	103 021	8 979	...	141 075
...	42 170 000	...	4 638 005	46 808 005	Infrastructure de l'OTAN—Dépenses en capital	46 555 634	252 371	...	39 905 507
...	95 205 197	...	(4 139 866)	91 065 331	Budgets militaires et organismes de l'OTAN	90 958 300	107 031	...	84 895 100
...	48 000	...	...	48 000	État-major de l'Air—Force de réponse	42 990	5 010	...	51 177
...	77 000	...	5 683	82 683	Brigade d'intensité élevée de la force d'alerte des Nations Unies	82 683	...	...	80 034
...	153 537 353	...	(463 523)	153 073 830		149 540 594	3 533 236	...	140 355 508
...	<b>381 518 375</b>	...	<b>(3 117 337)</b>	<b>378 401 038</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>286 115 715</b>	<b>92 285 323</b>	...	<b>167 143 723</b>
Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité									
...	203 531 022	...	463 523	203 994 545	Exécution des opérations	120 666 783	83 327 762	...	7 961 677
...	19 550 000	...	(3 129 728)	16 420 272	Soutien aux forces	10 995 947	5 424 325	...	13 914 389
...	6 147 375	...	...	6 147 375	Développement des forces	6 147 375	...	...	6 147 375
...	156 620 603	...	(463 523)	156 157 080	Politiques et stratégies du ministère	152 408 715	3 748 365	...	143 456 070
...	<b>385 849 000</b>	...	<b>(3 129 728)</b>	<b>382 719 272</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>290 218 820</b>	<b>92 500 452</b>	...	<b>171 479 511</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
<b>Ministère</b>							
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>				Politiques et stratégies du ministère			
Commandement et contrôle				Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN	...	25	...
Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN	5 486 917	...	3 639 048	Autres recouvrements	20 270 859	5 851 619	4 890 567
Autres recouvrements	1 217 000	346 764	1 299 940		20 270 859	5 851 644	4 890 567
	6 703 917	346 764	4 938 988	<b>Total budgétaire</b>	474 405 000	433 455 119	484 214 524
Exécution des opérations				<b>Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN	10 850 013	1 517 093	3 244 237	Avance de fonds de roulement	...	21 020 250	417 967 564
Soutien aux forces				<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
Recouvrements des membres	123 710 770	131 170 268	126 248 124	<b>Budgétaire</b>	<b>474 405 000</b>	<b>433 455 119</b>	<b>484 214 524</b>
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	17 020 086	12 896 097	12 839 268	<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>21 020 250</b>	<b>417 967 564</b>
Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN	16 523 311	14 340 781	27 556 705				
Autres recouvrements	36 724 443	21 520 074	39 001 811				
	193 978 610	179 927 220	205 645 908				
Développement des forces							
Recouvrements des membres	1 396 908	1 235 601	1 342 895				
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	227 741	281 679	198 104				
Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN	196 667 295	234 979 767	250 696 430				
Autres recouvrements	44 309 657	9 315 351	13 257 395				
	242 601 601	245 812 398	265 494 824				

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère</b>			<b>Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire</b>		
<b>Autres revenus—</b>			<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Autres comptes—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	400	305
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	520 453	576 251	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	63 627
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs	88 629	60 584		400	63 932
	609 082	636 835	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	320	...
			<b>Total du programme</b>	<b>720</b>	<b>63 932</b>
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Remboursements reçus après vérification comptable			<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
ou redressement de contrats et remboursements des			Autres revenus—		
paiements anticipés sur les contrats	178 374 823	37 224 800	Revenus de placements	609 082	636 835
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	178 478 604	37 314 692
Ventes de biens et de services—			Ventes de biens et de services	417 671 997	482 803 686
Location et utilisation de biens publics	112 160 707	113 443 068	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 728 451	15 516 291
Services de nature réglementaire	56 962	77 812	Revenus divers	16 537 546	9 371 352
Services de nature non-réglementaire	232 605 477	266 665 273			
Ventes de biens et de produits d'information	64 816 241	73 932 490	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>636 025 680</b>	<b>545 642 856</b>
Autres frais et droits—					
Revenus provenant d'amendes	426 099	339 656			
Divers	7 606 511	28 345 387			
	8 032 610	28 685 043			
	417 671 997	482 803 686			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 728 131	15 516 291			
Revenus divers—					
Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui					
concerne le maintien de la paix et des administrations					
provinciales pour l'aide humanitaire fournie	16 537 531	9 371 277			
<b>Total du ministère</b>	<b>635 921 564</b>	<b>545 552 889</b>			
<b>Comité des griefs des Forces canadiennes</b>					
<b>Autres revenus—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	103 381	25 960			
Revenus divers	15	75			
<b>Total du programme</b>	<b>103 396</b>	<b>26 035</b>			

# SECTION 12

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

2003-2004

## **Développement des ressources humaines**

**Ministère**

**Conseil canadien des relations  
industrielles**

**Tribunal canadien des relations  
professionnelles artistes-producteurs**

**Centre canadien d'hygiène et de sécurité  
au travail**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité . . . . .	12.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	12.5
Programmes par secteur d'activité . . . . .	12.8
Paiements de transfert . . . . .	12.9
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	12.13
Revenus . . . . .	12.14

## Ministère

### Objectifs

L'objectif de Développement des ressources humaines Canada est de permettre aux Canadiennes et aux Canadiens de contribuer pleinement à leur milieu de travail et à leur collectivité.

### Description des secteurs d'activité

#### *Sécurité du revenu*

Le secteur d'activité comprend deux programmes importants de la sécurité du revenu, le Régime de pensions du Canada (RPC) et la sécurité de la vieillesse (SV). Les prestations du RPC comprennent les pensions de retraite, les prestations d'invalidité, les prestations d'enfant et les prestations de conjoint survivant. Les prestations de la SV comprennent la pension de base de la SV, le supplément de revenu garanti et l'allocation. Le secteur d'activité négocie et administre également des accords internationaux en matière de sécurité sociale dans le but d'assurer que les migrants à destination et en provenance du Canada puissent exercer au maximum leurs droits en matière de sécurité sociale acquis dans les deux pays.

L'administration du programme d'invalidité du RPC comprend l'évaluation des demandes initiales et un palier d'appel administratif, la réévaluation de l'admissibilité continue et la coordination de la réadaptation professionnelle. Le personnel prépare les dossiers pour le Tribunal de révision et la Commission d'appel des pensions qui traitent les appels subséquents et qui fonctionnent indépendamment du Ministère sur le plan du traitement.

Afin d'améliorer l'administration des programmes, nous aiderons les Canadiens à mieux comprendre les pensions publiques dans le contexte du système de revenu de retraite global et comment ils peuvent prendre les mesures nécessaires pour atteindre leurs objectifs en matière de retraite. Ceci inclut l'envoi par

la poste des états de compte du RPC à plus de 12 millions de cotisants chaque année et le travail avec nos partenaires au sein du système canadien de revenu de retraite, y compris les gouvernements provinciaux et les organisations non gouvernementales.

#### *Prestations de revenu d'assurance-emploi*

Ce secteur d'activité est axé sur :

- l'administration du programme de l'assurance-emploi, y compris le traitement des appels;
- l'émission de numéros d'assurance sociale et l'administration du registre d'assurance sociale;
- le versement de rentes gouvernementales.

#### *Investissement dans les ressources humaines*

Ce secteur d'activité cherche à répondre aux besoins sociaux et économiques prioritaires des Canadiens, en :

- encourageant la transition, la réinsertion et la réintégration au marché du travail;
- rendant les secteurs communautaires, privés et bénévoles plus à même de promouvoir le développement humain;
- favorisant l'apprentissage et l'acquisition de compétences;
- facilitant la réinsertion sociale pour permettre à tous de participer au monde du travail et à la vie sociale, en accordant une importance spéciale aux enfants, aux jeunes à risque, aux sans-abri, aux Autochtones, aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

C'est en adoptant une approche intégrée et horizontale du développement humain que nous pourrons accomplir ces principaux objectifs. Les programmes d'investissement dans les ressources humaines (IRH) touchent les Canadiens de tout âge et à tous les stades de leur vie ainsi que des groupes qui ont des besoins

particuliers, tels que les Autochtones, les personnes handicapées et les sans-abri. La direction de l'IRH poursuivra nos buts en privilégiant des mesures préventives comme les programmes pour les jeunes à risque ainsi que la création et la consolidation de partenariats entre DRHC et les secteurs privé, bénévole et à but non lucratif ainsi que les autres ordres de gouvernement.

Les secteurs d'activité d'IRH incluent la communication d'une information très diversifiée, des services de coordination et de consultation, des programmes de subventions, de contributions et de prêts ainsi que des programmes statutaires. Ils offrent aussi l'accès à des occasions d'apprentissage, d'acquisition de compétences et d'emploi, de même qu'à des possibilités de création d'emplois. Ces services peuvent être fournis par DRHC ou dans le cadre de partenariats avec les provinces et les territoires, les secteurs privés, à but non lucratif et bénévole aussi bien qu'avec les Autochtones et les organismes sectoriels ou communautaires.

#### *Travail*

Ce secteur d'activité comprend quatre gammes de service :

Le service des relations industrielles aide à régler les conflits touchant les employeurs, les syndicats et les travailleurs relevant de la compétence fédérale, à appuyer et à financer les initiatives patronales-syndicales en matière de collaboration sur les questions touchant le milieu de travail et à effectuer des recherches sur les priorités actuelles et nouvelles des relations industrielles. Ce service élabore également des politiques, des lois et des règlements qui répondent aux nouveaux besoins dans les milieux de travail en consultation avec les travailleurs et les employeurs.

Le service des opérations du travail encourage le client à une sensibilisation et acceptation des programmes obligatoires et législatifs du fédéral conçus pour instaurer un milieu de travail juste, sans danger, sain et équitable, et il réagit aux cas de non-conformité à de



tels programmes. Ce service élabore des politiques, des lois et des règlements qui répondent aux nouveaux besoins dans les milieux de travail en consultation avec les travailleurs et les employeurs.

Le service de l'indemnisation fédérale des accidentés, par des ententes administratives conclues avec les autorités provinciales en matière d'indemnisation des accidents de travail, assure aux personnes admissibles l'octroi des prestations prévues par la loi pour des blessures subies au travail.

Le service de la législation, la politique, la recherche et la gestion élabore des politiques qui répondent à la nouvelle nature du milieu de travail et de la société en évolution constante; assure le respect des normes du travail et la collaboration sur des questions en matière de travail avec les syndicats, les entreprises et les gouvernements au Canada et à l'échelle internationale; effectue des recherches sur le milieu de travail et les meilleures pratiques en milieu de travail, puis, fournit et favorise l'accès à ces renseignements.

#### *Soutien à la prestation de services*

Ce secteur d'activité comprend :

- la gestion et les activités appuyant la prestation des services et les versements à nos clients;
- les services de conseils et d'orientation par l'élaboration de politiques et de procédures appuyant une exécution conjointe des programmes à l'échelle locale, sectorielle et régionale;
- les services directs à la clientèle, comme la réception et l'orientation des clients soit en personne, soit par téléphone aux centres locaux des ressources humaines du Canada;
- la coordination et le leadership au niveau national concernant les principes et projets reliés à la prestation de services.

#### *Services ministériels*

Ce secteur d'activité comprend quatre gammes de services :

- La Direction ministérielle est responsable de donner des conseils aux Ministres et de l'administration globale du Ministère, ce qui comprend la gestion des activités, la coordination des réseaux de prestation des services et un processus de gestion intégrée;
- Le secteur Politique et communications élabore et évalue les politiques et les programmes, coordonne les affaires internationales, et fournit des conseils et des services structurés et stratégiques en matière de communication visant à permettre au Ministère d'atteindre ses objectifs généraux et ceux relatifs aux secteurs d'activité;
- Le secteur Services financiers et administratifs fournit des services administratifs et financiers pour appuyer les clients du Ministère et leur permettre d'atteindre les objectifs de leurs secteurs d'activité, conformément aux politiques gouvernementales générales;
- Le secteur Ressources humaines fournit des services en matière de ressources humaines, en plus de favoriser et de faciliter l'utilisation de pratiques exemplaires de gestion des ressources humaines pour permettre au Ministère d'atteindre ses objectifs opérationnels et d'assurer le bien-être de ses employés.

#### **Conseil canadien des relations industrielles**

##### **Objectifs**

Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toute affaire ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Conseil canadien des relations industrielles*

Exercer des pouvoirs légaux au chapitre des droits de négociation et de leur structuration; faire des enquêtes et régler, par voie de médiation et d'arbitrage, les plaintes alléguant qu'il y a eu violation des dispositions du *Code canadien du travail* (loi); interpréter les dispositions portant sur les changements technologiques qui influent sur les conditions de travail et la sécurité des employés et ordonner les mesures de redressement qui s'imposent; exercer le pouvoir de rendre des ordonnances de ne pas faire de grèves ou de lock-out illégaux; réviser, lorsqu'il en est saisi, les décisions qui portent sur la sécurité; régler les modalités d'une première convention collective; donner des conseils et faire des recommandations en ce qui concerne les pouvoirs légaux du Conseil; et se pourvoir des services administratifs nécessaires à ces activités.

#### **Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs**

##### **Objectifs**

Contribuer au mieux-être de la communauté culturelle canadienne en favorisant de bonnes relations professionnelles entre les artistes, comme entrepreneurs indépendants, et les producteurs relevant de la compétence fédérale.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs*

Mise en œuvre des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste* afférentes aux relations professionnelles entre les entrepreneurs indépendants du milieu culturel et les producteurs relevant de la compétence fédérale. Ceci consiste notamment à définir les secteurs

appropriés aux fins de la négociation d'accords-cadres dans le milieu culturel; accréditer les associations d'artistes pour représenter ces secteurs; enquêter et statuer sur les plaintes alléguant une violation des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste*, et exercer des pouvoirs de redressement accessoires; aviser et faire des recommandations ayant trait à la compétence législative et aux pouvoirs du Tribunal; et dispenser les services administratifs nécessaires.

### **Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail**

#### **Objectifs**

Fournir aux Canadiens des renseignements sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail. Cette information doit être complète, intelligible et fiable. L'information facilite les prises de décisions, favorise les changements sur les lieux de travail, sensibilise le public à la nécessité de jouir d'un environnement de travail sain et sécuritaire, et soutient l'éducation et la formation.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail*

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) est l'institut national du Canada chargé de promouvoir le droit fondamental des Canadiens à un milieu de travail salubre et sécuritaire. Le CCHST est indépendant des autres ministères fédéraux et provinciaux. Il maintient un conseil d'administration tripartite (travailleurs, employeurs, gouvernements) pour assurer la prestation aux Canadiens, dans leurs lieux de travail, d'une information compréhensible et impartiale. La prestation de cette information est assurée d'une part au moyen d'une ligne téléphonique sans frais pour répondre aux demandes de renseignements, et d'autre part au moyen d'un service payant qui fait appel à la plus récente technologie électronique et sur papier. L'information est fournie par de nombreux organismes canadiens et mondiaux voués à l'hygiène et à la sécurité au travail, ce qui met à la disposition des Canadiens l'information la plus détaillée, la plus actuelle et la plus fiable qui soit. Cette information est diffusée partout au Canada et dans plus de 50 pays.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	522 843 000	...	...	522 843 000	1				
...	...	16 371 651	...	16 371 651	1a				
...	...	22 810 093	...	22 810 093	1b				
...	...	...	6 138 925	6 138 925					
...	...	...	5 841 000	5 841 000					
...	522 843 000	39 181 744	11 979 925	574 004 669					
...	813 358 000	...	...	813 358 000	5				
...	...	117 998 000	...	117 998 000	5a				
...	...	119 398 031	...	119 398 031	5b				
...	813 358 000	237 396 031	...	1 050 754 031					
...	...	57 664	...	57 664	6b				
...	66 946	...	9 749	76 695	(S)	57 664	...	...	...
...	66 946	...	1 984	68 930	(S)	76 695	...	...	66 946
...	149 400 000	105 800 000	61 888 187	317 088 187	(S)	68 930	...	...	66 946
...	2 000 000	(1 700 000)	(106 138)	193 862	(S)	317 088 187	...	...	132 486 363
...	31 300 000	(700 000)	(58 643 278)	(28 043 278)	(S)	193 862	...	...	465 655
...	104 300 000	14 000 000	(13 118 946)	105 181 054	(S)	(28 043 278)	...	...	(31 552 694)
...	93 700 000	(15 500 000)	(11 418 344)	66 781 656	(S)	105 181 054	...	...	139 593 889
...	395 000 000	(15 000 000)	14 061 283	394 061 283	(S)	66 781 656	...	...	54 535 758
...	35 000	...	(17 918)	17 082	(S)	394 061 283	...	...	342 869 752
...	22 000	...	27 612	49 612	(S)	17 082	...	...	17 506

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$
...	145 000	...	44 354	189 354	(S)	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	189 354	...	...	146 408
...	60 000 000	(8 000 000)	(4 712 573)	47 287 427	(S)	Paiements d'indemnités à des agents de l'État ( <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ) et à des marins marchands ( <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i> )	47 287 427	...	...	47 938 252
...	14 700 000	(1 400 000)	1 012 519	14 312 519	(S)	Paiements aux agences privées de recouvrement aux termes de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	14 312 519	...	...	12 824 791
...	20 600 000 000	219 000 000	(122 232 003)	20 696 767 997	(S)	Versements de la sécurité de la vieillesse ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	20 696 767 997 <sup>(2)</sup>	...	...	19 822 560 342 <sup>(2)</sup>
...	5 805 000 000	(21 000 000)	8 021 255	5 792 021 255	(S)	Versements du supplément de revenu garanti ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	5 792 021 255 <sup>(2)</sup>	...	...	5 470 623 124 <sup>(2)</sup>
...	395 000 000	17 000 000	1 626 604	413 626 604	(S)	Versements d'allocations ( <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i> )	413 626 604 <sup>(2)</sup>	...	...	399 211 429 <sup>(2)</sup>
...	213 424 000	...	10 142 078	223 566 078	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	223 566 078	...	...	248 567 639
151 859	...	...	258 988	410 847	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	243 289	...	167 558	262 501
...	...	...	19 521	19 521	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	19 521	...	...	14 218
151 859	29 200 360 892	569 135 439	(101 155 141)	29 668 493 049		Total budgétaire	29 576 463 345	91 862 146	167 558	28 127 163 890
...	1 526 100 000	(165 300 000)	13 286 001	1 374 086 001	(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (Brut)	1 374 086 001	...	...	1 395 378 776
<b>151 859</b>	<b>29 200 360 892</b>	<b>569 135 439</b>	<b>(101 155 141)</b>	<b>29 668 493 049</b>		<b>Total du ministère—</b>	<b>29 576 463 345</b>	<b>91 862 146</b>	<b>167 558</b>	<b>28 127 163 890</b>
...	<b>1 526 100 000</b>	<b>(165 300 000)</b>	<b>13 286 001</b>	<b>1 374 086 001</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>1 374 086 001</b>	...	...	<b>1 395 378 776</b>
						<b>Non budgétaire</b>				
						<b>Conseil canadien des relations industrielles</b>				
...	10 945 000	...	...	10 945 000	10	Dépenses du programme				
...	...	839 533	...	839 533	10b	Dépenses du programme				
...	...	...	37 500	37 500		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	154 000	154 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	10 945 000	839 533	191 500	11 976 033		Total—Crédit 10	11 568 416	407 617	...	11 754 025
...	1 525 000	...	(159 037)	1 365 963	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 365 963	...	...	1 597 241
139	...	...	...	139	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	139	...	...
<b>139</b>	<b>12 470 000</b>	<b>839 533</b>	<b>32 463</b>	<b>13 342 135</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>12 934 379</b>	<b>407 756</b>	...	<b>13 351 266</b>

					<b>Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs</b>				
...	1 633 000	...	...	1 633 000	15	Dépenses du programme			
...	...	...	25 000	25 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	32 000	32 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	1 633 000	...	57 000	1 690 000		Total—Crédit 15	1 326 448	363 552	... 1 407 254
...	156 000	...	(14 620)	141 380	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	141 380	...	... 158 635
...	<b>1 789 000</b>	...	<b>42 380</b>	<b>1 831 380</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 467 828</b>	<b>363 552</b>	<b>... 1 565 889</b>
					<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>				
...	4 024 000	...	...	4 024 000	20	Dépenses du programme			
...	...	95 849	...	95 849	20b	Dépenses du programme			
...	...	...	45 000	45 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	8 000	8 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	4 024 000	95 849	53 000	4 172 849		Total—Crédit 20	4 018 412	154 437	... 4 072 919
25	...	...	...	25	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25	...	... ..
25	<b>4 024 000</b>	<b>95 849</b>	<b>53 000</b>	<b>4 172 874</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 018 437</b>	<b>154 437</b>	<b>... 4 072 919</b>
					<b>Total du portefeuille ministériel—</b>				
<b>152 023</b>	<b>29 218 643 892</b>	<b>570 070 821</b>	<b>(101 027 298)</b>	<b>29 687 839 438</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>29 594 883 989</b>	<b>92 787 891</b>	<b>167 558 28 146 153 964</b>
...	<b>1 526 100 000</b>	<b>(165 300 000)</b>	<b>13 286 001</b>	<b>1 374 086 001</b>		<b>Non budgétaire</b>	<b>1 374 086 001</b>	<b>...</b>	<b>... 1 395 378 776</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

<sup>(2)</sup> La répartition des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Sécurité du revenu	275 753 754	267 364 635	1 600 000	1 578 311	26 902 415 856	26 902 415 856	157 085 202	153 355 859	...	...	27 022 684 408	27 018 002 943
Prestations de revenu d'assurance-emploi	573 969 460	567 585 088	1 000 000	999 215	189 354	189 354	495 157 000	492 257 000	...	...	80 001 814	76 516 657
Investissement dans les ressources humaines—												
Budgétaire	427 853 555	417 295 640	2 200 000	2 158 538	4 027 191 880	3 823 297 175	205 433 000	198 933 000	...	...	4 251 812 435	4 043 818 353
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 374 086 001	1 374 086 001	1 374 086 001	1 374 086 001
Travail	177 964 588	177 486 641	250 000	241 247	3 257 065	1 962 470	73 670 303	73 670 303	...	...	107 801 350	106 020 055
Soutien à la prestation de services	560 629 757	516 160 493	38 800 000	38 777 834	...	...	439 775 000	418 475 000	...	...	159 654 757	136 463 327
Services ministériels	566 871 768	546 460 796	7 200 000	7 177 086	1 431 517	1 431 517	352 375 000	341 818 000	...	...	223 128 285	213 251 399
Prestations d'emploi et mesures de soutien autorisées en vertu de la partie II de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	...	...	...	...	(2 176 590 000)	(2 017 609 389)	...	...	...	...	(2 176 590 000)	(2 017 609 389)
Sous-total—												
Budgétaire	2 583 042 882	2 492 353 293	51 050 000	50 932 231	28 757 895 672	28 711 686 983	1 723 495 505	1 678 509 162	...	...	29 668 493 049	29 576 463 345
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 374 086 001	1 374 086 001	1 374 086 001	1 374 086 001
Revenus affectés aux dépenses	(1 683 595 505)	(1 638 664 162)	(39 900 000)	(39 845 000)	...	...	(1 723 495 505)	(1 678 509 162)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—</b>												
Budgétaire	899 447 377	853 689 131	11 150 000	11 087 231	28 757 895 672	28 711 686 983	...	...	...	...	29 668 493 049	29 576 463 345
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 374 086 001	1 374 086 001	1 374 086 001	1 374 086 001
<b>Conseil canadien des relations industrielles—</b>												
Budgétaire	13 342 135	12 934 379	...	...	...	...	...	...	...	...	13 342 135	12 934 379
<b>Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs—</b>												
Budgétaire	1 831 380	1 467 828	...	...	...	...	...	...	...	...	1 831 380	1 467 828
<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>												
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	8 472 874	7 805 829	...	...	...	...	4 300 000	3 787 392	...	...	4 172 874	4 018 437
Revenus affectés aux dépenses	(4 300 000)	(3 787 392)	...	...	...	...	(4 300 000)	(3 787 392)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 172 874</b>	<b>4 018 437</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>4 172 874</b>	<b>4 018 437</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
Budgétaire	918 793 766	872 109 775	11 150 000	11 087 231	28 757 895 672	28 711 686 983	...	...	...	...	29 687 839 438	29 594 883 989
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	1 374 086 001	1 374 086 001	1 374 086 001	1 374 086 001

## Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Sécurité du revenu									
...	20 600 000 000	219 000 000	(122 232 003)	20 696 767 997	(S) Versements de la sécurité de la vieillesse	20 696 767 997 <sup>(1)</sup>	...	...	19 822 560 342 <sup>(1)</sup>
...	5 805 000 000	(21 000 000)	8 021 255	5 792 021 255	(S) Versements du supplément de revenu garanti	5 792 021 255 <sup>(1)</sup>	...	...	5 470 623 124 <sup>(1)</sup>
...	395 000 000	17 000 000	1 626 604	413 626 604	(S) Versements d'allocations	413 626 604 <sup>(1)</sup>	...	...	399 211 429 <sup>(1)</sup>
...	26 800 000 000	215 000 000	(112 584 144)	26 902 415 856		26 902 415 856	...	...	25 692 394 895
-----									
Prestations de revenu d'assurance-emploi									
...	145 000	...	44 354	189 354	(S) Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	189 354	...	...	146 408
-----									
Investissement dans les ressources humaines									
...	8 167 000	...	...	8 167 000	Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale	131 610	8 035 390	...	401 664
...	28 150 000	...	...	28 150 000	Subventions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions d'enseignement postsecondaire ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	27 962 644	187 356	...	27 280 214
...	7 045 000	...	...	7 045 000	Subventions aux organisations sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	7 044 894	106	...	6 786 472
...	395 000 000	(15 000 000)	14 061 283	394 061 283	(S) Subventions aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement de la subvention canadienne pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>	394 061 283	...	...	342 869 752
...	93 700 000	(15 500 000)	(11 418 344)	66 781 656	(S) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes du règlement de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	66 781 656	...	...	54 535 758
...	22 000	...	27 612	49 612	(S) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	49 612	...	...	297 643

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	500 000	...	500 000	Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	175 418	324 582	...	...
...	...	23 118 000	(14 932 000)	8 186 000	Programme temporaire de revenu dans les pêches	7 952 779	233 221	...	...
...	...	1 500 000	(555 771)	944 229	Subvention relative au Syndrome respiratoire aigu sévère	563 200	381 029	...	...
...	...	100 000 000	...	100 000 000	Subvention au Conseil canadien sur l'apprentissage	85 000 000	15 000 000	...	...
...	...	...	300 000	300 000	Subventions désignées à l'Organisation de coopération et de développement économiques	89 000	211 000	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	59 277 695
...	532 084 000	94 618 000	(12 517 220)	614 184 780		589 812 096	24 372 684	...	491 449 198
<b>Travail</b>									
...	7 000	...	...	7 000	Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	7 000	...	...	7 000
...	19 000	...	...	19 000	Prévention des incendies du Canada	19 000	...	...	19 000
...	15 000	...	...	15 000	Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du Programme de sécurité et de santé au travail	15 000	...	...	15 000
...	12 000	...	...	12 000	Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes (S) Indemnisation des marins marchands—Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands	9 720	2 280	...	9 720
...	6 000	...	(1 935)	4 065	Subventions à des organismes nationaux et internationaux pour de l'assistance technique et la coopération internationale dans le domaine du travail	4 065	...	...	4 835
...	...	...	75 000	75 000		75 000	...	...	...
...	59 000	...	73 065	132 065		129 785	2 280	...	55 555
...	<b>27 332 288 000</b>	<b>309 618 000</b>	<b>(124 983 945)</b>	<b>27 516 922 055</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>27 492 547 091</b>	<b>24 374 964</b>	<b>...</b>	<b>26 184 046 056</b>
<b>Contributions</b>									
<b>Investissement dans les ressources humaines</b>									
...	543 120 000	6 580 000	8 549 268	558 249 268	Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	546 258 004	11 991 264	...	526 521 190



...	192 000 000	...	(2 841 000)	189 159 000	Aide à l'employabilité des personnes handicapées— Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux, selon les ententes bilatérales, afin de pourvoir au financement de différentes mesures qui faciliteront l'intégration des adultes handicapés au marché du travail en les aidant à se préparer, à trouver un emploi et à le garder	189 159 000	...	...	189 159 000
...	3 400 000	...	610 000	4 010 000	Contributions aux organisations, aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux particuliers afin d'encourager et d'appuyer les initiatives qui contribueront à l'élaboration d'un système d'apprentissage davantage axé sur les résultats et plus accessible, pertinent et responsable	3 370 791	639 209	...	3 511 138
...	2 800 000	...	(396 800)	2 403 200	Contributions aux organismes, aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux particuliers afin d'encourager et d'appuyer des initiatives liées à l'élaboration, à l'application, à l'utilisation et à la diffusion de nouvelles techniques d'acquisition du savoir et de formation (Bureau des technologies d'apprentissage)	1 831 515	571 685	...	2 055 345
...	25 423 000	...	94 203 780	119 626 780	Sans-abri—Contributions aux provinces, aux territoires, aux municipalités et autres organismes publics, de même qu'à des organisations, des groupes communautaires, des employeurs et des particuliers à l'appui d'activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada	119 626 780	...	...	148 578 664
...	56 700 000	127 500 000	82 108 177	266 308 177	(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	266 308 177	...	...	76 005 426
...	2 000 000	(1 700 000)	(106 138)	193 862	(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	193 862	...	...	465 655
...	31 300 000	(700 000)	(58 643 278)	(28 043 278)	(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(28 043 278)	...	...	(31 552 694)
...	104 300 000	14 000 000	(13 118 946)	105 181 054	(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	105 181 054	...	...	139 593 889
...	...	105 698 031	(88 480 685)	17 217 346	Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	10 064 976	7 152 370	...	...
...	...	...	2 111 691	2 111 691	Contributions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions post-secondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	1 924 809	186 882	...	654 297
...	961 043 000	251 378 031	23 996 069	1 236 417 100		1 215 875 690	20 541 410	...	1 054 991 910

## Paielements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	1 600 000	...	...	1 600 000	Travail	1 044 645	555 355	...	498 935
...	1 600 000	...	(75 000)	1 525 000	Programme de partenariat syndical-patronal	788 040	736 960	...	1 099 000
...	3 200 000	...	(75 000)	3 125 000	Commission du travail	1 832 685	1 292 315	...	1 597 935
					Services ministériels				
...	...	...	1 431 517	1 431 517	Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	1 431 517	...	...	...
...	<b>964 243 000</b>	<b>251 378 031</b>	<b>25 352 586</b>	<b>1 240 973 617</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>1 219 139 892</b>	<b>21 833 725</b>	<b>...</b>	<b>1 056 589 845</b>
					<b>Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité</b>				
...	26 800 000 000	215 000 000	(112 584 144)	26 902 415 856	Sécurité du revenu	26 902 415 856	...	...	25 692 394 895
...	145 000	...	44 354	189 354	Prestations de revenu d'assurance-emploi	189 354	...	...	146 408
...	1 493 127 000	345 996 031	11 478 849	1 850 601 880	Investissement dans les ressources humaines	1 805 687 786	44 914 094	...	1 546 441 108
...	3 259 000	...	(1 935)	3 257 065	Travail	1 962 470	1 294 595	...	1 653 490
...	...	...	1 431 517	1 431 517	Services ministériels	1 431 517	...	...	...
...	<b>28 296 531 000</b>	<b>560 996 031</b>	<b>(99 631 359)</b>	<b>28 757 895 672</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>28 711 686 983</b>	<b>46 208 689</b>	<b>...</b>	<b>27 240 635 901</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

<sup>(1)</sup> La répartition des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
<b>Ministère</b>				<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>				<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Sécurité du revenu				DisqueCCINFO	4 300 000	3 787 392	4 202 762
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	157 085 202	153 355 859	168 871 990	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 300 000</b>	<b>3 787 392</b>	<b>4 202 762</b>
Prestations de revenu d'assurance-emploi				<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 727 795 505</b>	<b>1 682 296 554</b>	<b>1 666 778 422</b>
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	495 157 000	492 257 000	488 193 000				
Investissement dans les ressources humaines							
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	205 433 000	198 933 000	228 790 000				
Travail							
Sommes à recouvrer des organismes de l'État et des autres ministères pour le paiement des indemnités aux accidenté(e)s du travail	73 670 303	73 670 303	70 158 670				
Soutien à la prestation de services							
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	367 646 000	346 346 000	329 780 000				
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	72 129 000	72 129 000	52 514 000				
	439 775 000	418 475 000	382 294 000				
Services ministériels							
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	306 868 000	296 311 000	270 314 000				
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	45 507 000	45 507 000	53 954 000				
	352 375 000	341 818 000	324 268 000				
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>1 723 495 505</b>	<b>1 678 509 162</b>	<b>1 662 575 660</b>				

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère</b>					
<b>Autres revenus—</b>			Compte de rentes—Surplus actuariel	2 531 818	3 308 540
Revenus de placements—			Frais légaux	587 499	534 264
Encaisse et débiteurs—			Petits soldes des comptes créditeurs	411 533	93 438
Intérêt des dépôts bancaires	68 352	606 432	Gain provenant des opérations de change	5	60
Autres comptes—			Divers	433 168	161 996
Intérêt sur prêts fédéraux aux étudiants	230 262 016	152 139 370		168 294 610	189 652 348
	230 330 368	152 745 802	<b>Total du ministère</b>	<b>416 149 185</b>	<b>361 054 466</b>
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			<b>Conseil canadien des relations industrielles</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 708 377	9 961 297	<b>Autres revenus—</b>		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	6 553 387	8 461 261	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
	17 261 764	18 422 558	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 323	17 872
Ventes de biens et de services—			Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	(10 324)	18 467
Autres frais et droits—				(6 001)	36 339
Accès à l'information	3 455	8 025	Ventes de biens et de services—		
			Ventes de biens et de produits d'information	1 233	2 457
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	139
Produits de la vente d'immobilisations	126 408	106 373	<b>Total du programme</b>	<b>(4 768)</b>	<b>38 935</b>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	132 580	119 360	<b>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</b>		
	258 988	225 733	<b>Autres revenus</b>		
Revenus divers—			Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	153	159	Ventes de biens et de produits d'information	3 857 919	4 185 041
Bâtiments appartenant à l'État	95 981	93 953	Autres frais et droits—		
Recouvrement des coûts relativement aux avantages sociaux—			Revenus reportés	(22 082)	...
Assurance-emploi	132 741 748	147 992 000		3 835 837	4 185 041
Régime de pension du Canada	28 574 813	34 155 750	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	25
Recouvrement des coûts d'administration—			<b>Total du programme</b>	<b>3 835 837</b>	<b>4 185 066</b>
Loi sur l'indemnisation des agents de l'État	1 913 152	2 040 085	<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Loi sur l'indemnisation des marins marchands	19 923	17 714	Autres revenus—		
Autres services de nature non réglementaire	156 412	251 667	Revenus de placements	230 330 368	152 745 802
Autres frais et droits	...	28 609	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 255 763	18 458 897
Intérêts sur comptes débiteurs	185 363	43 388	Ventes de biens et de services	3 840 525	4 195 523
Amendes en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi	553 184	706 909	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	258 988	225 897
Amendes et pénalités en vertu du Code canadien du travail (loi)	40 000	200 000	Revenus divers	168 294 610	189 652 348
Amendes en vertu du Régime de pension du Canada	26 000	...			
Amendes en vertu de la Loi sur les prêts aux étudiants	100	...	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>419 980 254</b>	<b>365 278 467</b>
Revenus divers des retenues salariales—					
Frais de stationnement	23 758	23 816			

# SECTION 13

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité . . . . .	13.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	13.3
Programmes par secteur d'activité . . . . .	13.4
Paievements de transfert . . . . .	13.5
Revenus . . . . .	13.6

### **Objectifs**

Promouvoir la diversification économique de l'Ouest du Canada de manière à permettre à cette région d'exercer une plus grande influence sur la politique nationale et la prise de décisions, d'améliorer les services à la clientèle dans l'Ouest et de favoriser la coordination fédérale-provinciale.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Diversification de l'économie de l'Ouest*

Orienter plus efficacement, en étroite collaboration avec les parties intéressées de l'Ouest, les politiques, les règlements et les ressources du gouvernement fédéral afin d'en faire des mécanismes plus constructifs de croissance et de diversification de l'économie de l'Ouest.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	38 795 000	38 795 000	130	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	3 901 350	3 901 350	130b	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	1 081 332	1 081 332		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	351 000	351 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	44 128 682	44 128 682		Total—Crédit 130	40 966 412	3 162 270	...
...	...	...	258 933 000	258 933 000	135	Subventions et contributions			
...	...	...	46 700 000	46 700 000	135a	Contributions			
...	...	...	31 001 445	31 001 445	135b	Subventions et contributions			
...	...	...	336 634 445	336 634 445		Total—Crédit 135	253 329 261	83 305 184	...
...	...	...	22 974	22 974	(S)	Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile	22 974	...	...
...	...	...	6 332 889	6 332 889	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	6 332 889	...	10 119 197
...	...	...	10 561 903	10 561 903	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	10 561 903	...	9 094 223
...	...	...	4 478 032	4 478 032	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 478 032	...	4 154 183
...	...	...	7 535	7 535	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 535	...	19 011
...	...	...	27 054	27 054	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	27 054	...	3 020 563
...	...	...	2 607	2 607	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	2 607	...	23 959
...	...	...	<b>402 196 121</b>	<b>402 196 121</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire <sup>(2)</sup></b>	<b>315 728 667</b>	<b>86 467 454</b>	<b>...</b>
									<b>246 827 934</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

<sup>(2)</sup> Le portefeuille ministériel de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, créé au cours de l'exercice 2003-2004, était auparavant présenté comme organisme sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b> <sup>(1)</sup>												
<b>Budgétaire</b>	47 837 114	44 674 844	829 770	829 770	353 529 237	270 224 053	...	...	...	...	402 196 121	315 728 667

(1) Le portefeuille ministériel de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, créé au cours de l'exercice 2003-2004, était auparavant présenté comme organisme sous le portefeuille ministériel d'Industrie.



## Paievements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
					<b>Subventions</b>				
...	...	...	27 000 000	27 000 000	Subvention aux Amis du Musée canadien des droits de la personne	27 000 000	...	...	...
					<b>Contributions</b>				
...	...	...	123 695 995	123 695 995	Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	118 596 982	5 099 013	...	111 715 944
...	...	...	13 075 372	13 075 372	Les contributions versées au titre du Programme d'investissement en innovation et dans les communautés serviront à financer des activités qui appuient l'innovation ou aident les communautés à participer à l'économie fondée sur le savoir	13 075 372	...	...	13 406 579
...	...	...	4 346 891	4 346 891	Contributions aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest œuvrant dans des industries stratégiques en établissant des fonds d'emprunt et d'investissement spécialisés, selon une formule commerciale, de concert avec des fournisseurs de prêt et de capital-risque des secteurs privé et public	4 346 891	...	...	3 348 194
...	...	...	167 462 000	167 462 000	Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada en vertu du Programme Infrastructures Canada	89 255 829	78 206 171	...	47 799 619
...	...	...	6 332 889	6 332 889	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	6 332 889	...	...	10 119 197
...	...	...	10 561 903	10 561 903	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	10 561 903	...	...	9 094 223
...	...	...	1 054 187	1 054 187	Contributions au Programme de protection contre les inondations de la rivière Rouge	1 054 187	...	...	2 724 860
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	300 000
...	...	...	326 529 237	326 529 237	<b>Total—Contributions</b>	<b>243 224 053</b>	<b>83 305 184</b>	...	<b>198 508 616</b>
...	...	...	353 529 237	353 529 237	<b>Total du portefeuille ministériel <sup>(1)</sup></b>	<b>270 224 053</b>	<b>83 305 184</b>	...	<b>198 508 616</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

<sup>(1)</sup> Le portefeuille ministériel de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, créé au cours de l'exercice 2003-2004, était auparavant présenté comme organisme sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

**Revenus**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrement de pertes— <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	39 108	...
Recouvrement de pertes— <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	301 852	...
Recouvrements—Fonctionnement	106 363	150 643
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 380 812	3 209 160
	<hr/>	<hr/>
	2 828 135	3 359 803
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Frais de services—		
<i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	1 743 766	4 879 178
<i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	12 916 228	14 493 177
	<hr/>	<hr/>
	14 659 994	19 372 355
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 535	14 165
Revenus divers—		
Intérêt sur contributions remboursables	2 075 025	2 638 665
Rééchelonnement—Paiements compensatoires des contributions remboursables	168 748	454 298
Contributions remboursables	17 187 875	11 067 825
Recouvrement de contributions	15 057	34 127
Divers	41 405	26 899
	<hr/>	<hr/>
	19 488 110	14 221 814
<b>Total du portefeuille ministériel <sup>(1)</sup></b>	<b>36 983 774</b>	<b>36 968 137</b>

(1) Le portefeuille ministériel de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, créé au cours de l'exercice 2003-2004, était auparavant présenté comme organisme sous le portefeuille ministériel d'Industrie.

# SECTION 14

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Environnement**

### **Ministère**

**Société canadienne d'hypothèques et de logement**

**Agence canadienne d'évaluation  
environnementale**

**Bureau de l'infrastructure du Canada**

**Agence Parcs Canada**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité .....	14.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	14.5
Programmes par secteur d'activité .....	14.8
Paievements de transfert .....	14.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés...	14.14
Revenus .....	14.15

## Ministère

### Objectifs

Le programme de l'environnement a pour but de concrétiser l'idée du développement durable au Canada, en aidant les Canadiens à vivre et à prospérer dans un environnement qu'il y a lieu de respecter, de protéger et de conserver.

### Description des secteurs d'activité

#### *Un environnement sain*

Les Canadiens sont touchés par des polluants de sources et de formes diverses. L'objectif du secteur d'activité, Environnement sain, est de protéger les Canadiens des sources de pollution intérieures et mondiales. Les activités que mène Environnement Canada, en collaboration avec les provinces et d'autres partenaires, sont les suivantes : définir les menaces liées aux polluants, ainsi que leurs sources et les méthodes permettant de les contrôler par le recours à des connaissances scientifiques fiables; élaborer des normes, des directives et des codes de pratiques pour garantir des niveaux adéquats de protection de la qualité de l'environnement; choisir et mettre en œuvre des stratégies appropriées de prévention ou de réduction de la pollution; administrer et appliquer les règlements pour la prévention et le contrôle de la pollution dans les sphères de compétence fédérale; surveiller les niveaux de contaminants dans l'air, l'eau et les sols; représenter les intérêts du Canada dans l'élaboration d'ententes et d'accords internationaux pour la réduction de la pollution; fournir des conseils et des outils permettant de prévenir la pollution et d'appuyer le développement et la diffusion des technologies vertes.

#### *Nature*

Les écosystèmes sont précieux pour les Canadiens en ce qu'ils leur fournissent un grand nombre de ressources et de services, qu'il s'agisse de l'oxygène nécessaire à notre existence ou de loisirs de toutes sortes. L'objectif du secteur d'activité, Nature, est de préserver la diversité biologique dans les écosystèmes sains. Les activités que mène Environnement Canada, en collaboration avec les provinces et d'autres partenaires, sont les suivantes : développer les connaissances et les outils scientifiques nécessaires pour comprendre et atténuer les effets de l'activité humaine sur les écosystèmes; contrôler les oiseaux migrateurs et les habitats d'oiseaux migrateurs d'importance nationale; élaborer et mettre en œuvre des plans de rétablissement des espèces en péril; faire preuve de leadership dans la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique; mettre en pratique une approche intégrée de la conservation et de la restauration d'écosystèmes importants et fournir des outils pour développer la capacité des intervenants locaux à poursuivre ce travail; défendre les intérêts du Canada dans les instances internationales concernant la faune, la santé des écosystèmes et la biodiversité; assurer le leadership fédéral dans la conservation et la protection des ressources en eau du Canada.

#### *Prévisions météorologiques et environnementales*

Les Canadiens sont touchés par les conditions environnementales à diverses échelles dans le temps et l'espace; qu'il s'agisse de minutes ou de siècles, de villes ou de continents. L'objectif du secteur d'activité, Prévisions météorologiques et environnementales, est d'aider les Canadiens à s'adapter à leur environnement de manière à sauvegarder leur santé et leur sécurité, à optimiser l'activité économique et à améliorer la

qualité de l'environnement. Les activités que mène Environnement Canada sont les suivantes : surveiller l'état de l'atmosphère (conditions météorologiques, climat, qualité de l'air et rayonnements ultraviolets), de l'hydrosphère (l'eau) et de la cryosphère (la glace et la neige); fournir de l'information sur les états passé, présent et futur de l'environnement physique; émettre des avertissements de conditions météorologiques et de risques environnementaux extrêmes; s'engager dans la recherche scientifique sur les causes des phénomènes atmosphériques extrêmes, sur les mécanismes de transport des produits chimiques et des conditions climatiques dans l'atmosphère et dans le monde et, enfin, sur l'incidence de l'activité humaine sur l'environnement atmosphérique; formuler des avis sur l'adaptation aux changements météorologiques et climatiques.

#### *Gestion, administration et politique*

Pour répondre à des questions complexes et de portée générale, le Ministère doit maintenir une forte capacité à formuler des politiques et une aptitude à fournir des services efficaces et novateurs. L'objectif du secteur d'activité, Gestion, administration et politique, est d'assurer une gestion ministérielle stratégique et efficace permettant la réalisation de résultats sur le plan environnemental. En particulier, ce secteur d'activité est chargé des aspects suivants : leadership ministériel; conseils stratégiques en matière d'orientation; analyses socio-économiques; coordination des activités internationales du Ministère; leadership et coordination dans la mise en place de partenariats avec l'industrie, les organismes non gouvernementaux, les peuples autochtones, les provinces et d'autres ministères; communications et services de sensibilisation du public; services de soutien en ce qui concerne les prises de décisions, la gestion et les responsabilités, y compris les systèmes et les services de planification et de finances, la technologie de l'information, les dossiers et les fonds de renseignements, les ressources humaines, la sécurité et la gestion de l'actif et des locaux ainsi que les systèmes de gestion environnementale.

## **Société canadienne d'hypothèques et de logement**

### **Objectifs**

Accroître les choix en matière d'habitation et rendre les logements plus abordables pour les Canadiens; améliorer les conditions de logement et de vie des Canadiens; favoriser la concurrence, la création d'emplois et la prospérité du secteur de l'habitation; et être un organisme progressiste et capable d'adaptation.

## **Agence canadienne d'évaluation environnementale**

### **Objectifs**

Fournir des évaluations environnementales de haute qualité qui contribuent à une prise de décision éclairée au profit du développement durable.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Agence canadienne d'évaluation environnementale*

L'Agence est chargée de fournir des conseils et des recommandations aux décideurs qui respectent les valeurs exprimées par la population et les principes du développement durable. L'Agence facilite également la coordination et l'harmonisation des approches en évaluation environnementale à tous les ordres de gouvernement et avec d'autres instances, y compris avec les régimes autochtones, grâce à de meilleurs partenariats. L'Agence améliore continuellement l'efficacité, l'efficience, la prévisibilité et la cohérence du processus d'évaluation environnementale, tout en maintenant les normes de qualité les plus élevées. De plus, l'Agence fournit des cours et de la formation aux ministères fédéraux en vue d'améliorer leur compréhension de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, leur conformité à la Loi et de la directive du Cabinet de 1999 sur l'évaluation des projets de politiques. Enfin, l'Agence représente les intérêts du

Canada en matière d'évaluation environnementale aux forums internationaux.

## **Bureau de l'infrastructure du Canada**

### **Objectifs**

Les objectifs d'Infrastructure Canada sont de favoriser des projets d'infrastructure qui contribuent à la qualité de vie, à la croissance économique, à la création de collectivités durables et au commerce international au Canada ainsi que de fournir des conseils stratégiques, assurer la défense des intérêts et veiller à la qualité des communications et des pratiques de gestion pour assurer une bonne gouvernance de l'infrastructure publique et la prise de décisions judicieuses concernant celle-ci.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Investissement dans l'infrastructure et information sur celle-ci*

Ce secteur d'activité appuie l'investissement dans des projets d'infrastructure matérielle à travers tout le Canada, par la gestion et l'administration de programmes de financement de base.

#### *Politiques, administration et communications liées à l'infrastructure*

Ce secteur d'activité consiste à assurer la planification stratégique, à formuler des conseils stratégiques et à assurer des services généraux et la gestion des communications afin que les programmes d'infrastructure soient dispensés de la manière la plus efficace et en assurant la collaboration la plus étroite possible.

## **Agence Parcs Canada**

### **Objectifs**

Protéger et présenter des aspects représentatifs du patrimoine culturel et naturel du Canada afin d'en favoriser la compréhension, l'appréciation et la jouissance par le public, de manière à en assurer à long terme l'intégrité commémorative et écologique pour les générations d'aujourd'hui et de demain.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Gérance des endroits du patrimoine national*

- Identifier et établir des endroits du patrimoine national.
- Gérer et protéger les ressources naturelles et culturelles des endroits du patrimoine national, tout en respectant les obligations liées aux traités conclus avec les Autochtones et les ententes de création de nouveaux parcs.
- Collaborer avec les intervenants nationaux et internationaux pour encourager et défendre la protection et la mise en valeur du patrimoine.
- Transmettre les messages clés d'importance nationale en offrant des possibilités d'apprentissage.

#### *Utilisation et appréciation par les Canadiens*

- Offrir des possibilités de loisirs, des produits et des services de qualité.
- Utiliser des pratiques commerciales appropriées et établir des relations mutuellement profitables avec les principaux groupes-clients.
- Établir des relations de coopération étroites avec les clients et les intervenants.
- Inciter les Canadiens à participer aux activités et à s'engager comme bénévoles et partisans actifs.
- Créer des possibilités de gérance partagée des endroits du patrimoine national.

- Faire mieux connaître les valeurs et les avantages liés à l'écologie et à la commémoration.

*Services généraux*

- Élaborer et mettre en œuvre des méthodes, des systèmes, des outils et des pratiques de gestion novatrices dans les domaines des finances et de la gestion du personnel, afin de permettre une gestion efficiente et efficace de l'Agence Parcs Canada.
- Préparer des analyses et des rapports pour appuyer la prise de décisions.
- Préparer des présentations et des documents destinés aux organismes centraux et au Parlement.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements et virements						
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	551 241 000	...	...	551 241 000	1				
...	...	55 299 620	...	55 299 620	1a				
...	...	19 161 840	...	19 161 840	1b				
...	...	...	471 565	471 565					
...	...	...	16 079 000	16 079 000					
...	551 241 000	74 461 460	16 550 565	642 253 025					
...	37 480 000	...	...	37 480 000	5				
...	...	4 645 000	...	4 645 000	5a				
...	...	2 756 384	...	2 756 384	5b				
...	37 480 000	7 401 384	...	44 881 384					
...	67 413 000	...	...	67 413 000	10				
...	...	1 700 000	...	1 700 000	10a				
...	...	30 664 909	...	30 664 909	10b				
...	67 413 000	32 364 909	...	99 777 909					
...	67 000	...	1 930	68 930	(S)				
...	64 483 000	...	8 408 662	72 891 662	(S)				
...	...	125 000 000	...	125 000 000	(S)				
...	...	50 000 000	...	50 000 000	(S)				
...	...	...	46	46	(S)				
...	...	...	929	929	(S)				
82 409	...	...	337 371	419 780	(S)				
<b>82 409</b>	<b>720 684 000</b>	<b>289 227 753</b>	<b>25 299 503</b>	<b>1 035 293 665</b>					
...	...	...	2 071 683 000	2 071 683 000	45				
...	...	...	81 100 000	81 100 000	45a				
...	...	...	2 152 783 000	2 152 783 000					

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	...	...	1	1	46b	Porter de 250 000 000 000 \$ à 300 000 000 000 \$ le montant total supplémentaire de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11(b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>				
...	...	...	2 152 783 001	2 152 783 001		2 091 820 816	60 962 185	...	1 978 801 550	
...	...	...	(218 800 000)	(218 800 000)	(S)	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (Brut)				
...	...	...	<b>2 152 783 001</b>	<b>2 152 783 001</b>		<b>2 091 820 816</b>	<b>60 962 185</b>	...	<b>1 978 801 550</b>	
...	...	...	<b>(218 800 000)</b>	<b>(218 800 000)</b>		<b>(219 090 872)</b>	<b>290 872</b>	...	<b>(217 711 372)</b>	
<b>Total du programme—</b>						<b>2 091 820 816</b>	<b>60 962 185</b>	...	<b>1 978 801 550</b>	
<b>Budgétaire</b>						<b>(219 090 872)</b>	<b>290 872</b>	...	<b>(217 711 372)</b>	
<b>Non budgétaire</b>								...		
<b>Agence canadienne d'évaluation environnementale</b>										
...	11 408 000	...	...	11 408 000	15	Dépenses du programme				
...	...	4 381 000	...	4 381 000	15a	Dépenses du programme				
...	...	696 401	...	696 401	15b	Dépenses du programme				
...	...	...	106 389	106 389		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	85 000	85 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	11 408 000	5 077 401	191 389	16 676 790		15 222 590	1 454 200	...	11 940 314	
...	1 333 000	...	175 998	1 508 998	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
...	...	...	97	97	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État				
...	<b>12 741 000</b>	<b>5 077 401</b>	<b>367 484</b>	<b>18 185 885</b>		<b>16 731 588</b>	<b>1 454 200</b>	<b>97</b>	<b>13 368 318</b>	
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada <sup>(3)</sup></b>										
...	...	...	17 468 000	17 468 000	100	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1	1	100b	Virement de 1 114 999 \$ du crédit 105 (Industrie)				
...	...	...	1 114 999	1 114 999		Virement du : crédit 105				
...	...	...	213 244	213 244		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	2 000	2 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	18 798 244	18 798 244		17 507 966	1 290 278	...	9 033 056	
...	...	...	5 191 000	5 191 000	105	Contributions				
...	...	...	121 285 000	121 285 000	105a	Contributions				
...	...	...	(1 114 999)	(1 114 999)		Virement au crédit 100				
...	...	...	125 361 001	125 361 001		55 319 773	70 041 228	...	2 759 720	



...	...	...	1 055 450	1 055 450	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 055 450	...	...	325 213
...	...	...	<b>145 214 695</b>	<b>145 214 695</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>73 883 189</b>	<b>71 331 506</b>	...	<b>12 117 989</b>
<b>Agence Parcs Canada <sup>(4)</sup></b>										
...	...	...	347 320 326	347 320 326	100	Dépenses du programme				
...	...	...	30 718 220	30 718 220	100a	Dépenses du programme				
...	...	...	43 384 930	43 384 930	100b	Dépenses du programme				
...	...	...	3 556 927	3 556 927		Virement du : CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	298 651	298 651		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	1 700 000	1 700 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	426 979 054	426 979 054		Total—Crédit 100	379 137 138	...	47 841 916	338 340 834
...	...	...	4 500 000	4 500 000	105	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques				
...	...	...	3 300 000	3 300 000	105b	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques				
...	...	...	7 800 000	7 800 000		Total—Crédit 105	7 800 000	...	...	3 908 000
...	...	...	85 588 883	85 588 883	(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	85 588 883	...	...	78 038 396
...	...	...	39 425 495	39 425 495	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 425 495	...	...	40 483 015
...	...	...	1 128	1 128	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	1 128	...	...	1 750
...	...	...	<b>559 794 560</b>	<b>559 794 560</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>511 952 644</b>	...	<b>47 841 916</b>	<b>460 771 995</b>
<b>82 409</b>	<b>733 425 000</b>	<b>294 305 154</b>	<b>2 883 459 243</b>	<b>3 911 271 806</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—</b>				
...	...	...	<b>(218 800 000)</b>	<b>(218 800 000)</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>3 701 935 240</b>	<b>161 379 972</b>	<b>47 956 594</b>	<b>3 222 294 321</b> <sup>(2)(3)(4)</sup>
						<b>Non budgétaire</b>	<b>(219 090 872)</b>	<b>290 872</b>	...	<b>(217 711 372)</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Transports. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 1 978 801 550 \$ (budgétaire) et (217 711 372) \$ (non budgétaire).

<sup>(3)</sup> Au cours de l'exercice, le Bureau de l'infrastructure du Canada a été transféré d'Industrie. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 12 117 989 \$.

<sup>(4)</sup> Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée de Patrimoine canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 460 771 995 \$.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Un environnement sain	223 677 129	208 307 491	17 315 159	17 152 612	158 529 813	153 629 380	11 258 200	9 307 793	...	...	388 263 901	369 781 690
Nature	168 137 868	161 692 717	3 468 149	3 318 994	56 102 933	55 606 098	7 651 700	6 841 278	...	...	220 057 250	213 776 531
Prévisions météorologiques et environnementales	237 874 166	233 878 090	22 828 184	20 905 158	56 673 154	56 547 026	62 817 500	59 285 361	...	...	254 558 004	252 044 913
Gestion, administration et politique	168 429 209	167 883 636	1 269 892	1 411 779	3 472 009	3 316 602	756 600	668 148	...	...	172 414 510	171 943 869
Sous-total	798 118 372	771 761 934	44 881 384	42 788 543	274 777 909	269 099 106	82 484 000	76 102 580	...	...	1 035 293 665	1 007 547 003
Revenus affectés aux dépenses	(82 484 000)	(76 102 580)	...	...	...	...	(82 484 000)	(76 102 580)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>715 634 372</b>	<b>695 659 354</b>	<b>44 881 384</b>	<b>42 788 543</b>	<b>274 777 909</b>	<b>269 099 106</b>	...	...	...	...	<b>1 035 293 665</b>	<b>1 007 547 003</b>
<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement—<sup>(1)</sup></b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>2 152 783 001</b>	<b>2 091 820 816</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 152 783 001</b>	<b>2 091 820 816</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>(218 800 000)</b>	<b>(219 090 872)</b>	<b>(218 800 000)</b>	<b>(219 090 872)</b>
<b>Agence canadienne d'évaluation environnementale</b>												
Agence canadienne d'évaluation environnementale	20 212 885	16 248 715	...	...	1 474 000	749 366	3 501 000	266 493	...	...	18 185 885	16 731 588
Revenus affectés aux dépenses	(3 501 000)	(266 493)	...	...	...	...	(3 501 000)	(266 493)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>16 711 885</b>	<b>15 982 222</b>	...	...	<b>1 474 000</b>	<b>749 366</b>	...	...	...	...	<b>18 185 885</b>	<b>16 731 588</b>
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada<sup>(2)</sup></b>												
Investissement dans l'infrastructure et information sur celle-ci	10 079 000	9 887 808	...	...	125 361 001	55 319 773	...	...	...	...	135 440 001	65 207 581
Politiques, administrations et communications liées à l'infrastructure	9 774 694	8 675 608	...	...	...	...	...	...	...	...	9 774 694	8 675 608
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>19 853 694</b>	<b>18 563 416</b>	...	...	<b>125 361 001</b>	<b>55 319 773</b>	...	...	...	...	<b>145 214 695</b>	<b>73 883 189</b>

**Agence Parcs Canada** <sup>(3)</sup>

Gérance des endroits du patrimoine national	259 842 174	244 591 962	2 072 000	2 014 985	7 471 400	6 706 030	...	...	...	...	269 385 574	253 312 977
Utilisation et appréciation par les Canadiens	224 049 759	192 828 733	13 570 000	13 542 815	39 600	39 600	...	...	...	...	237 659 359	206 411 148
Services généraux	52 249 627	51 761 983	500 000	466 536	...	...	...	...	...	...	52 749 627	52 228 519
Sous-total	536 141 560	489 182 678	16 142 000	16 024 336	7 511 000	6 745 630	...	...	...	...	559 794 560	511 952 644
Revenus affectés aux dépenses	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>536 141 560</b>	<b>489 182 678</b>	<b>16 142 000</b>	<b>16 024 336</b>	<b>7 511 000</b>	<b>6 745 630</b>	...	...	...	...	<b>559 794 560</b>	<b>511 952 644</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>3 441 124 512</b>	<b>3 311 208 486</b>	<b>61 023 384</b>	<b>58 812 879</b>	<b>409 123 910</b>	<b>331 913 875</b>	...	...	...	...	<b>3 911 271 806</b>	<b>3 701 935 240</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	(218 800 000)	(219 090 872)	(218 800 000)	(219 090 872)

(1) Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Transports.

(2) Au cours de l'exercice, le Bureau de l'infrastructure du Canada a été transféré d'Industrie.

(3) Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée de Patrimoine Canadien.

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Un environnement sain									
...	2 000 000	...	(715 244)	1 284 756	Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	1 284 756	...	...	894 488
...	...	125 000 000	...	125 000 000	(S) Subvention à l'appui de la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	125 000 000	...	...	...
...	2 000 000	125 000 000	(715 244)	126 284 756		126 284 756	...	...	894 488
-----									
...	...	...	...	...	Nature	...	...	...	340 000
-----									
...	42 000	213 000	...	255 000	Prévisions météorologiques et environnementales	255 000	...	...	28 050
...	...	50 000 000	...	50 000 000	Subventions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	50 000 000	...	...	...
...	42 000	50 213 000	...	50 255 000	(S) Subventions à l'appui de la Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère	50 255 000	...	...	28 050
...	2 042 000	175 213 000	(715 244)	176 539 756	<b>Total—Subventions</b>	<b>176 539 756</b>	...	...	<b>1 262 538</b>
-----									
<b>Contributions</b>									
Un environnement sain									
...	1 097 000	275 000	934 713	2 306 713	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	2 118 920	187 793	...	1 629 646
...	2 078 000	425 000	(1 141 229)	1 361 771	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	1 330 339	31 432	...	2 590 662
...	2 522 000	...	143 023	2 665 023	ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire	2 577 917	87 106	...	2 381 081
...	4 200 000	...	306 075	4 506 075	Contribution du Canada au Budget de la Commission de coopération environnementale	4 497 075	9 000	...	4 689 675
...	12 700 000	...	(6 773 318)	5 926 682	Fonds d'action pour le changement climatique (FACC)	5 732 634	194 048	...	3 472 083
...	8 000 000	700 000	(325 621)	8 374 379	Contributions relatives à l'assainissement des étangs de goudron de Sydney et des sites de fours à coke situés dans le bassin hydrographique du Ruisseau Muggah	4 126 379	4 248 000	...	11 116 932
...	2 045 100	...	3 098 107	5 143 207	Contributions pour mieux faire connaître et comprendre les enjeux liés à l'environnement et au développement durable	5 010 983	132 224	...	3 682 333
...	...	1 000 000	(1 000 000)	...	Changement climatique : Programme de l'enveloppe des nouvelles possibilités	...	...	...	...
...	...	...	1 257 843	1 257 843	Contributions à l'appui des projets liés à l'environnement et au développement durable	1 247 013	10 830	...	544 992

...	...	...	703 364	703 364	Contribution—Fonds multilatéral du Protocole de Montréal	703 364	...	...	1 065 595
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	207 269
...	32 642 100	2 400 000	(2 797 043)	32 245 057		27 344 624	4 900 433	...	31 380 268
Nature									
...	977 000	...	937 550	1 914 550	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	1 914 550	...	...	1 438 540
...	18 250 800	...	(377 500)	17 873 300	Contributions à l'appui des projets liés à l'environnement et au développement durable	17 748 285	125 015	...	18 010 938
...	1 146 100	710 306	17 845	1 874 251	Contributions pour mieux faire connaître et comprendre les enjeux liés à l'environnement et au développement durable	1 874 251	...	...	2 653 089
...	337 300	1 041 603	...	1 378 903	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	1 362 269	16 634	...	1 091 846
...	3 898 000	...	(1 036 071)	2 861 929	ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire	2 792 582	69 347	...	3 070 862
...	2 200 000	...	...	2 200 000	Contribution à la Fondation Habitat faunique Canada	1 914 161	285 839	...	1 455 131
...	...	28 000 000	...	28 000 000	Contribution pour l'acquisition de la tourbière Burns afin de protéger les terres écosensibles	28 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	512 500
...	26 809 200	29 751 909	(458 176)	56 102 933		55 606 098	496 835	...	28 232 906
Prévisions météorologiques et environnementales									
...	600 000	...	867 729	1 467 729	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	1 467 696	33	...	2 143 508
...	17 000	...	387 315	404 315	Contributions pour mieux faire connaître et comprendre les enjeux liés à l'environnement et au développement durable	278 315	126 000	...	287 000
...	1 693 000	...	55 522	1 748 522	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	1 748 447	75	...	1 772 948
...	200 000	...	(200 000)	...	Contribution à la province de Québec—Accord sur les relevés hydrométriques	...	...	...	...
...	1 355 000	...	1 187 588	2 542 588	Fonds d'action pour le changement climatique (FACC)	2 542 568	20	...	1 959 479
...	...	...	255 000	255 000	Contributions à l'appui des projets liés à l'environnement et au développement durable	255 000	...	...	263 390
...	3 865 000	...	2 553 154	6 418 154		6 292 026	126 128	...	6 426 325
Gestion, administration et politique									
...	1 090 700	...	538 817	1 629 517	Contributions pour mieux faire connaître et comprendre les enjeux liés à l'environnement et au développement durable	1 476 942	152 575	...	2 726 002
...	162 000	...	266 147	428 147	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	427 315	832	...	439 900
...	50 000	...	(23 000)	27 000	ÉcoAction 2000—Initiative d'engagement public	25 000	2 000	...	67 338
...	752 000	...	(204 155)	547 845	Contribution au Conseil canadien des ministres de l'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement	547 845	...	...	547 845
...	...	...	815 000	815 000	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	815 000	...	...	25 000

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	24 500	24 500	Contributions à l'appui des projets liés à l'environnement et au développement durable	24 500	...	...	491 995
...	2 054 700	...	1 417 309	3 472 009		3 316 602	155 407	...	4 298 080
...	<b>65 371 000</b>	<b>32 151 909</b>	<b>715 244</b>	<b>98 238 153</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>92 559 350</b>	<b>5 678 803</b>	...	<b>70 337 579</b>
<b>Sommaire du ministère par secteur d'activité</b>									
...	34 642 100	127 400 000	(3 512 287)	158 529 813	Un environnement sain	153 629 380	4 900 433	...	32 274 756
...	26 809 200	29 751 909	(458 176)	56 102 933	Nature	55 606 098	496 835	...	28 572 906
...	3 907 000	50 213 000	2 553 154	56 673 154	Prévisions météorologiques et environnementales	56 547 026	126 128	...	6 454 375
...	2 054 700	...	1 417 309	3 472 009	Gestion, administration et politique	3 316 602	155 407	...	4 298 080
...	<b>67 413 000</b>	<b>207 364 909</b>	...	<b>274 777 909</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>269 099 106</b>	<b>5 678 803</b>	...	<b>71 600 117</b>
<b>Agence canadienne d'évaluation environnementale</b>									
<b>Contributions</b>									
...	173 500	...	...	173 500	Contribution à la province de Québec—Convention de la Baie James et du Nord québécois	173 500	...	...	173 500
...	300 500	...	98 953	399 453	Contributions à l'appui de la promotion de la recherche-développement en matière d'évaluation environnementale	399 453	...	...	338 183
...	1 000 000	...	(98 953)	901 047	Contributions à l'appui de la participation du public au processus d'examen d'évaluation environnementale—Fonds d'aide financière aux participants	176 413	724 634	...	76 269
...	<b>1 474 000</b>	...	...	<b>1 474 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>749 366</b>	<b>724 634</b>	...	<b>587 952</b>
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada <sup>(1)</sup></b>									
<b>Contributions</b>									
...	...	...	5 191 000	5 191 000	Investissement dans l'infrastructure et information sur celle-ci				
...	...	...	105 170 001	105 170 001	Fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastructures municipales durables	2 945 083	2 245 917	...	2 759 720
...	...	...	15 000 000	15 000 000	Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	52 374 690	52 795 311	...	...
...	...	...	...	...	Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	...	15 000 000	...	...
...	...	...	<b>125 361 001</b>	<b>125 361 001</b>	<b>Total du programme</b>	<b>55 319 773</b>	<b>70 041 228</b>	...	<b>2 759 720</b>

<b>Agence Parcs Canada <sup>(2)</sup></b>									
<b>Subventions</b>									
Gérance des endroits du patrimoine national									
...	...	...	22 700	22 700	Subventions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	22 700	...	...	22 700
...	...	...	3 000 000	3 000 000	Subvention à la Kivalliq Inuit Association pour la création du Fonds pour les initiatives communautaires	3 000 000	...	...	...
...	...	...	400 000	400 000	Subvention à la Kivalliq Inuit Association pour la création du Fonds fiduciaire de bourses d'études des parc nationaux de Kivalliq	400 000	...	...	...
...	...	...	<b>3 422 700</b>	<b>3 422 700</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>3 422 700</b>	...	...	<b>22 700</b>
<b>Contributions</b>									
Gérance des endroits du patrimoine national									
...	...	...	765 370	765 370	Contributions à l'appui du Fonds pour favoriser les propriétés patrimoniales commerciales	...	...	765 370	...
...	...	...	3 283 330	3 283 330	Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	3 283 330	...	...	2 105 014
...	...	...	4 048 700	4 048 700		3 283 330	...	765 370	2 105 014
Utilisation et appréciation par les Canadiens									
...	...	...	39 600	39 600	Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	39 600	...	...	180 140
Services généraux									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	31 864
...	...	...	<b>4 088 300</b>	<b>4 088 300</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>3 322 930</b>	...	<b>765 370</b>	<b>2 317 018</b>
<b>Sommaire du programme par secteur d'activité</b>									
...	...	...	7 471 400	7 471 400	Gérance des endroits du patrimoine national	6 706 030	...	765 370	2 127 714
...	...	...	39 600	39 600	Utilisation et appréciation par les Canadiens	39 600	...	...	180 140
...	...	...	...	...	Services généraux	...	...	...	31 864
...	...	...	<b>7 511 000</b>	<b>7 511 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>6 745 630</b>	...	<b>765 370</b>	<b>2 339 718</b>
...	<b>68 887 000</b>	<b>207 364 909</b>	<b>132 872 001</b>	<b>409 123 910</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>331 913 875</b>	<b>76 444 665</b>	<b>765 370</b>	<b>77 287 507 <sup>(1)(2)</sup></b>

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) Au cours de l'exercice, le Bureau de l'infrastructure du Canada a été transféré d'Industrie. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 2 759 720 \$.

(2) Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée de Patrimoine canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 2 339 718 \$.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
<b>Ministère</b>				Publications	9 931	9 931	13 893
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>				Produits	10 843	10 843	53 312
Un environnement sain				Immobilier	384 959	384 959	410 321
Revenus provenant d'autres ministères :				Services			
Produits				Recherche et analyse	2 756 621	2 811 416	2 492 310
Extraction de données	4 248	4 248	...	Hydrométrie	112 759	112 759	143 358
Publications	5 109	5 109	9 828	Services de consultation	42 959	42 959	12 752
Produits	22 864	22 864	5 365	Formation	6 195	6 195	21 580
Immobilier	23 399	23 399	15 289	Études et enquêtes sur la faune	64 342	64 342	75 255
Services				Services de réglementation	289 443	289 443	230 627
Recherche et analyse	6 574 160	5 521 095	5 464 064		7 651 700	6 841 278	6 567 772
Services de consultation	371 650	371 650	42 677	Prévisions météorologiques et environnementales			
Formation	3 570	3 570	1 290	Revenus provenant d'autres ministères :			
Services de réglementation	263 000	136 958	222 405	Produits			
Revenus externes :				Extraction de données	843 835	843 835	930 769
Produits				Publications	7 332	7 332	7 579
Extraction de données	900	900	869	Produits	15 856 535	15 856 535	15 120 094
Publications	27 735	27 735	43 082	Immobilier	69 279	69 279	39 780
Produits	31 784	31 784	43 442	Services			
Immobilier	185 555	185 555	97 698	Recherche et analyse	2 952 895	2 952 895	2 655 410
Services				Télécommunications	137 982	137 982	136 499
Recherche et analyse	1 986 007	1 343 182	1 669 550	Services de consultation	1 222 874	2 704 296	2 689 209
Hydrométrie	900	900	...	Formation	637 577	637 577	698 827
Services de consultation	92 137	92 137	116 078	Évaluation environnementale	10 659	10 659	889 391
Évaluation environnementale	...	...	869	Divers	577 032	577 032	478 600
Formation	75 170	75 170	94 657	Revenus externes :			
Services de réglementation	1 588 000	1 459 525	1 457 108	Produits			
Divers	2 012	2 012	...	Extraction de données	5 763 905	5 763 905	7 261 288
	11 258 200	9 307 793	9 284 271	Publications	258 849	258 849	401 042
Nature				Produits	28 299 076	23 285 515	20 885 378
Revenus provenant d'autres ministères :				Commandites et publicités	13 189	13 189	16 087
Produits				Immobilier	176 967	176 967	181 554
Extraction de données	77 202	77 202	79 136	Services			
Publications	18	18	15 000	Recherche et analyse	687 145	687 145	302 029
Immobilier	102 867	102 867	104 447	Hydrométrie	3 637 240	3 637 240	3 982 793
Produits	189 632	189 632	199 929	Télécommunications	953 127	953 127	1 157 977
Services				Services de consultation	362 202	362 202	475 467
Recherche et analyse	2 815 228	1 950 011	1 701 947	Formation	222 079	222 079	190 636
Services de consultation	766 053	766 053	934 418	Évaluation environnementale	108 931	108 931	185 462
Formation	...	...	58 000	Divers	18 790	18 790	11 642
Revenus externes :					62 817 500	59 285 361	58 697 513
Produits							
Extraction de données	22 648	22 648	21 487				



## Détail des montants disponibles pour être dépensés—Fin

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Gestion, administration et politique			
Revenus provenant d'autres ministères :			
Produits	...	...	127 606
Immobilier	...	565 000	560 000
Services			
Recherche et analyse	15 000	23 000	30 619
Services de consultation	...	26 425	13 350
Revenus externes :			
Produits			
Extraction de données	...	145	...
Produits	...	400	4 401
Immobilier	741 600	...	42 447
Services			
Recherche et analyse	...	835	963
Télécommunications	...	30 000	33 000
Services de consultation	...	...	49 893
Formation	...	22 343	...
	756 600	668 148	862 279
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>82 484 000</b>	<b>76 102 580</b>	<b>75 411 835</b>
<b>Agence canadienne d'évaluation environnementale</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Revenus provenant d'autres ministères :			
Formation, information et publications	30 000	152 502	220 546
Revenus externes :			
Formation, information et publications	30 000	113 991	131 685
Services d'évaluation environnementale	3 441 000	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>3 501 000</b>	<b>266 493</b>	<b>352 231</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>85 985 000</b>	<b>76 369 073</b>	<b>75 764 066</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de paiements de transfert	56 435	101 251
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	301 302	396 695
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	760 685	120 005
	1 118 422	617 951
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	1 631 577	1 589 573
Services de nature réglementaire—		
Licences—Taxidermiste et aviculteur	20 305	22 506
Permis de chasse d'oiseaux	3 753 093	3 014 581
Amendes diverses	1 869 807	1 919 821
	5 643 205	4 956 908
Services de nature non réglementaire—		
Recouvrements—Relevés hydrométriques	99 800	205 705
Autres recouvrements relatifs à l'eau	223 407	615 366
Divers	26 367 765	26 152 854
	26 690 972	26 973 925
Ventes de biens et de produits d'information	46 480 313	45 018 125
Autres frais et droits	2 599 608	2 730 525
	83 045 675	81 269 056
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	337 371	280 913
Revenus divers—		
Dons à la Couronne	20	...
Divers	587 311	843 626
	587 331	843 626
<b>Total du ministère</b>	<b>85 088 799</b>	<b>83 011 546</b>
<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement <sup>(1)</sup></b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Société canadienne d'hypothèques et de logement—Intérêt	481 586 111	502 422 581

## Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Revenus divers—			<b>Agence Parcs Canada</b> <sup>(3)</sup>		
Bénéfices nets en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	24 772 000	40 295 540	<b>Autres revenus—</b>		
Autres recouvrements de tiers	3 933 941	6 629 984	Ventes de biens et de services—		
Revenus reportés	2 734 200	4 528 919	Location et utilisation de biens publics	...	15 605 010
	31 440 141	51 454 443	Services de nature non réglementaire	...	59 155 882
<b>Total du programme</b>	<b>513 026 252</b>	<b>553 877 024</b>	Ventes de biens et de produits d'information	...	452 141
<b>Agence canadienne d'évaluation environnementale</b>			Autres frais et droits—		
<b>Autres revenus—</b>			Revenus reportés - Train Jasper	...	851
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Intérêt sur débiteurs en souffrance	...	28 290
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	802	10 850	Gain sur disposition	...	365 222
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	111	11 099	Divers	...	2 954 773
	913	21 949		...	3 349 136
Ventes de biens et de services—				...	78 562 169
Services de nature non réglementaire	264 839	347 025	Revenus divers—		
Ventes de biens et de produits d'information	1 349	1 795	Article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	84 329 387	78 038 396
	266 188	348 820	Divers	12 393	37 146
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	97	...		84 341 780	78 075 542
Revenus divers	85	60	<b>Total du programme</b>	<b>84 341 780</b>	<b>156 637 711</b>
<b>Total du programme</b>	<b>267 283</b>	<b>370 829</b>	<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada</b> <sup>(2)</sup>			Autres revenus—		
<b>Autres revenus—</b>			Revenus de placements	481 586 111	502 422 581
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 209 502	644 215
Recouvrements de traitements, biens et services	1 430	4 315	Ventes de biens et de services	83 311 958	160 180 045
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	337 468	280 913
Traitements et salaires	66 540	...	Revenus divers	116 369 337	130 373 671
Dépenses de fonctionnement	22 197	...			
	90 167	4 315	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>682 814 376</b>	<b>793 901 425</b> <sup>(1)(2)(3)</sup>
Ventes de biens et de services—					
Autres frais et droits	95	...			
<b>Total du programme</b>	<b>90 262</b>	<b>4 315</b>			

(1) Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Transports. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 553 877 024 \$.

(2) Au cours de l'exercice, le Bureau de l'infrastructure du Canada a été transféré d'Industrie. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 4 315 \$.

(3) Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée de Patrimoine canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 156 637 711 \$.

# SECTION 15

## *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

### **Finances**

**Ministère**

**Vérificateur général**

**Société d'assurance-dépôts du Canada**

**Tribunal canadien du commerce  
extérieur**

**Agence de la consommation en matière  
financière du Canada**

**Centre d'analyse des opérations et  
déclarations financières du Canada**

**Bureau du surintendant des institutions  
financières**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité . . . . .	15.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	15.5
Programmes par secteur d'activité . . . . .	15.11
Paievements de transfert . . . . .	15.13
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . . . .	15.15
Revenus . . . . .	15.15

**Ministère**

Programme des politiques économiques, sociales et financières

**Objectifs**

Élaborer des politiques appropriées et fournir des conseils judicieux concernant la situation économique, sociale et financière ainsi que le programme d'action du gouvernement; administrer de façon responsable les obligations et souscriptions financières internationales; financer de manière économique le programme de la monnaie canadienne; financer de manière responsable les projets spéciaux et assurer de manière efficace et efficiente l'administration du Ministère.

**Description des secteurs d'activité***Politiques et conseils*

Élaborer des politiques appropriées et fournir des conseils judicieux concernant la situation économique, sociale et financière ainsi que le programme d'action du gouvernement;

- Politique économique et financière : la situation et les perspectives économiques et financières intérieures et internationales, le cadre budgétaire global du gouvernement, le plan de dépenses, l'affectation des ressources et le cadre global de politique économique du gouvernement;
- Commerce et finances internationaux : plus particulièrement dans le contexte des droits à l'importation, des recours commerciaux, des investissements directs étrangers, de la coopération économique, de la politique et des dépenses dans le domaine de la défense, de l'aide au développement international et des relations financières internationales;
- L'élaboration et l'évaluation de politiques et de lois fiscales fédérales à l'égard du revenu, des ventes et des taxes d'accise;

- Politique du secteur financier : la gestion de la dette, de l'encaisse et des réserves du gouvernement, la législation applicable aux institutions financières réglementées au niveau fédéral, ainsi que les questions de finance, d'investissement et d'emprunt des sociétés d'État, des ministères et des organismes ainsi que les politiques d'investissement à l'égard des régimes de pension du gouvernement;
- Relations fédérales-provinciales et politique sociale : les relations économiques et financières fédérales-provinciales de même que les politiques et programmes sociaux canadiens;
- Développement économique et finances intégrées : les conséquences économiques, fiscales et financières des politiques et programmes microéconomiques du gouvernement, y compris les prêts, placements et garanties de l'État, les propositions d'aide à de grands projets ou à des initiatives de restructuration de sociétés émanant du secteur privé, ainsi que la gestion et, le cas échéant, la privatisation de sociétés d'État et d'autres participations.

*Organismes financiers internationaux*

Administrer de façon responsable les souscriptions du Canada aux organismes financiers internationaux et les obligations qui s'y rattachent.

*Monnaie canadienne*

Paiement des coûts de production et de distribution des pièces de monnaie canadienne en circulation.

*Administration générale*

Assurer une bonne gestion du Ministère; fournir des conseils stratégiques en matière de communication; fournir un appui convenable en matière d'affaires publiques; fournir des conseils juridiques judicieux; et gérer de manière efficace et efficiente les ressources financières et humaines, les technologies de l'information, les systèmes de sécurité et d'administration, et offrir l'expertise voulue dans ces domaines.

Programme du service de la dette publique

**Objectifs**

Assurer le paiement des intérêts et des frais de service de la dette publique, de même que des coûts de nouveaux emprunts, au besoin.

**Description des secteurs d'activité***Frais d'intérêt et autres coûts*

Gestion du programme d'emprunt du gouvernement.

*Placements Épargne Canada*

À titre d'organisme de service spécial au sein du ministère des Finances, élaboration et commercialisation de titres de détail tels que les Obligations d'épargne du Canada et les Obligations à prime du Canada, entre autres produits, directement auprès des Canadiens et Canadiennes, par l'entremise de leurs employeurs et en collaboration avec les institutions financières.

Programme fédéral de transferts aux provinces

**Objectifs**

Procéder aux paiements de transfert prévus par les lois relatives au transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, de péréquation et d'autres transferts, et conformément aux accords régissant le financement global des territoires.

**Description des secteurs d'activité***Paiements de transfert*

- Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux : versement des transferts aux provinces, en espèces et sous forme de points d'impôt, conformément à la législation;

- Péréquation fiscale : paiements aux provinces effectués conformément à des formules précises, inscrites dans la loi et les règlements;
- Formule de financement des territoires : paiements aux gouvernements des Territoires effectués selon des formules inscrites dans les accords fédéraux-territoriaux;
- Autres paiements de transfert : les fonds sont versés aux gouvernements provinciaux ou récupérés conformément à divers pouvoirs législatifs.

### Vérificateur général

#### Objectifs

Transmettre des données de vérification et d'autres données pertinentes à la Chambre des communes aux fins de son examen minutieux des programmes, des activités financières et des questions environnementales et de développement durable du gouvernement.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Vérification législative*

Les activités du Bureau du vérificateur général consistent en la vérification des comptes du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités et en des examens et enquêtes portant sur l'environnement et le développement durable, de façon à faire rapport selon les exigences de la *Loi sur le vérificateur général*. La vérificatrice générale émet des opinions de vérification sur les États financiers du gouvernement du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités et signale à la Chambre des communes tout sujet qui, à son avis, doit être porté à la connaissance de la Chambre. La commissaire à l'environnement et au développement durable établit, au nom de la vérificatrice générale et à l'intention de la Chambre des communes, un rapport annuel sur toute question environnementale ou autre relative au développement durable qui est jugée importante.

### Société d'assurance-dépôts du Canada

#### Objectifs

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la totalité ou d'une partie des dépôts en raison de l'insolvabilité de l'institution membre.

#### Tribunal canadien du commerce extérieur

#### Objectifs

Dans un contexte économique et juridique rationnel, faire des études, mener des enquêtes, rendre des conclusions, faire des recommandations, comme il est prescrit, sur les questions touchant le commerce au Canada et le commerce extérieur, et rendre des décisions sur les appels des contribuables interjetés à l'égard de cotisations et de déterminations du gouvernement en matière de douanes et d'accise.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Tribunal canadien du commerce extérieur*

Le Tribunal effectue des recherches et mène des enquêtes, reçoit des éléments de preuve et tient des audiences publiques afin de pouvoir rendre des décisions, des conclusions ou des déterminations ou faire des recommandations à la suite :

- d'enquêtes menées aux termes de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation (LMSI)*, dans le but d'établir si le dumping ou le subventionnement constatés par l'Agence des douanes et du revenu du Canada causent un dommage sensible à la production nationale;
- d'enquêtes menées en vertu de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur (Loi sur le TCCE)*, à la suite de plaintes déposées par des producteurs de biens canadiens au sujet d'un dommage grave causé par les importations;

- d'appels de décisions rendues par le ministre du Revenu national ou le commissaire de l'Agence des douanes et du revenu du Canada aux termes de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *LMSI*, y compris les nouveaux appels interjetés aux termes de la *Loi sur les douanes*, découlant des nouvelles attributions conférées au Tribunal en vertu de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*;
- de demandes présentées par des producteurs nationaux qui souhaitent obtenir des allègements tarifaires sur les intrants textiles importés aux fins de production;
- de plaintes reçues de fournisseurs potentiels portant sur n'importe quel aspect de la procédure d'adjudication des marchés publics, aux termes de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) et de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);
- de saisines, aux termes de la Loi sur le TCCE, par le gouverneur en conseil, sur toute question économique ou commerciale, y compris la question de préjudice causé aux producteurs de produits et de services canadiens, ou par le ministre des Finances, sur toute question tarifaire;
- de questions soulevées aux termes d'autres lois du Parlement ou de règlements connexes, y compris les opinions sur la question de l'intérêt public, les réexamens et les décisions portant sur l'identité de l'importateur aux termes de la *LMSI*.

### Agence de la consommation en matière financière du Canada

#### Objectifs

Les cinq objectifs de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) sont les suivants :

- surveiller les institutions financières pour s'assurer qu'elles appliquent les dispositions relatives aux consommateurs des lois fédérales qui s'appliquent à elles;
- inciter les institutions financières à se doter de politiques et de procédures pour mettre en œuvre les dispositions visant les consommateurs qui s'appliquent à elles;
- vérifier que les institutions financières respectent les codes de conduite volontaires et tout autre engagement public qu'elles ont pris pour protéger les intérêts des consommateurs;
- promouvoir la sensibilisation aux obligations des institutions financières;
- favoriser la compréhension des services financiers et des questions qui s'y rapportent.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Agence de la consommation en matière financière du Canada*

Nous renseignons les consommateurs et encadrons les institutions financières afin de nous assurer qu'elles appliquent les mesures fédérales en matière de protection des consommateurs.

##### **Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada**

#### Objectifs

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada a été mis sur pied à titre d'organisme indépendant ayant le mandat de recueillir, d'analyser, d'évaluer et de divulguer des renseignements, le but étant la détection, la prévention et la dissuasion des opérations de recyclage des produits de la criminalité. En vertu de ce mandat, le Centre doit assurer notamment le respect des exigences de tenue de

livres et de rapport énoncées dans la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité* et le règlement, et mieux faire connaître les questions du recyclage des produits de la criminalité. De plus, le Centre doit veiller à ce que l'information personnelle dont il a le contrôle soit protégée contre toute divulgation non autorisée.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Détection et dissuasion des activités de recyclage des produits de la criminalité*

- Mettre sur pied un établissement de technologie de l'information de pointe chargé de recevoir et d'analyser les rapports d'opérations;
- Après avoir effectué des analyses et lorsque c'est approprié, divulguer l'information désignée aux organismes d'exécution de la Loi afin de faciliter les enquêtes ou les poursuites relatives à des infractions de recyclage de produits de la criminalité;
- Communiquer avec les entités déclarantes au sujet de leurs obligations et surveiller l'observation de la Loi;
- Élaborer des lignes directrices visant à aider les entités déclarantes à repérer les opérations douteuses;
- Assurer la liaison avec des organisations nationales, étrangères et internationales afin d'échanger de l'information au sujet des tendances émergentes et rencontrer ces organisations;
- Conclure des ententes avec des institutions et des organismes d'États étrangers ayant des pouvoirs et des devoirs semblables à ceux du Centre en vue d'échanger de l'information qui serait utile au titre des enquêtes ou des poursuites relatives à des infractions de recyclage de produits de la criminalité;
- Planifier et mettre en œuvre une stratégie de communication visant à accroître la sensibilisation et la

compréhension relativement au recyclage de produits de la criminalité.

#### **Bureau du surintendant des institutions financières**

#### Objectifs

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) est le principal organisme de réglementation des institutions financières et des régimes de retraite régis par le gouvernement fédéral. Notre mission consiste à protéger les souscripteurs, les déposants et les participants des régimes de retraite contre toute perte indue. Nous promouvons et administrons un cadre de réglementation qui permet au public d'avoir foi en un système financier concurrentiel. Nous fournissons aussi des services et des conseils actuariels au gouvernement du Canada. Nous nous engageons à maintenir un niveau élevé de professionnalisme, de qualité et d'efficacité.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Surveillance des institutions financières et des régimes de retraite*

Le BSIF surveille environ 500 institutions financières et 1 100 régimes de retraite. Ces derniers ont été mis sur pied par des employeurs et sont assujettis à la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*. En outre, moyennant le recouvrement des coûts, le BSIF examine la situation de certaines institutions provinciales en vertu d'ententes fédérales-provinciales ou en sa qualité de mandataire de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

##### *Services actuariels et autres au gouvernement du Canada*

Le BSIF établit des rapports actuariels en application de la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques* et du Régime de pensions du Canada, de même que divers autres rapports prévus par la loi sur les régimes gouvernementaux de retraite et d'assurance.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
					<b>Ministère</b>					
					Programme des politiques économiques, sociales et financières					
...	72 786 000	...	...	72 786 000	1 Dépenses de fonctionnement					
...	...	1	...	1	1b Virement de 13 179 749 \$ du crédit 5 (Finances)					
...	...	...	13 179 749	13 179 749	Virement du : crédit 5					
...	...	...	120 000	120 000	CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>					
...	...	...	1 672 000	1 672 000	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>					
...	72 786 000	1	14 971 749	87 757 750	Total—Crédit 1	82 845 049	4 912 701	...	83 794 020	
...	700 000 000	...	...	700 000 000	5 Subventions et contributions					
...	...	...	(13 179 749)	(13 179 749)	Virement au crédit 1					
...	700 000 000	...	(13 179 749)	686 820 251	Total—Crédit 5	132 079 791	554 740 460	...	569 701 206	
					16b Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour autoriser le ministre au nom de Sa Majesté du chef du Canada à garantir aux prêteurs hypothécaires assurés par la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada et la société GE Capital Mortgage Insurance Canada le paiement d'au plus 90% de leurs réclamations nettes en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la Compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada et de la société GE Capital Mortgage Insurance Canada, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques couvertes par la garantie ne devant, en aucun temps, dépasser 100 000 000 000 \$, et pour abroger le crédit 26c de la <i>Loi de crédits n°3 pour 1994-1995</i>	...	1	...	...	
...	66 946	...	3 959	70 905	(S) Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	70 905	...	...	67 318	
...	377 883 000	...	(230 140 000)	147 743 000	(S) Paiements (encaissement de billets) à l'Association internationale de développement ( <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> et les lois de crédits des exercices antérieurs)	147 743 000	...	...	430 944 000	
...	12 500 000	(12 500 000)	...	...	(S) Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(2). Limite de 225 000 000 DTS					

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
86 308 928	...	...	...	86 308 928	Autorisation non employée de 42 802 414 DTS au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	...	...	(3 212 749)	(3 212 749)	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
86 308 928	12 500 000	(12 500 000)	(3 212 749)	83 096 179	Total	...	...	83 096 179	11 665 866
...	10 601 000	...	1 251 439	11 852 439	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 852 439	...	...	14 445 617
...	52 000 000	(3 887 000)	(373 936)	47 739 064	(S) Achat de la monnaie canadienne	47 739 064	...	...	59 708 979
...	...	...	34 746	34 746	(S) Paiements conformément à la <i>Loi sur la prise en charge des prestations de la Commission de secours d'Halifax</i>	34 746	...	...	52 543
68 571 831	...	...	...	68 571 831	(S) Paiements aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la <i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i>	...	...	68 571 831	...
...	...	...	1 031 284	1 031 284	(S) Paiement d'éléments de passif virés aux revenus	1 031 284	...	...	7 051 356
11 454	...	...	613	12 067	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	11 454	613	...
...	...	...	220 306	220 306	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	220 306	...	...	636 096
...	...	...	18 092	18 092	(S) Montants adjugés par une cour	18 092	...	...	...
...	...	...	516 613 867	516 613 867	(S) Perte nette de change	516 613 867	...	...	204 276 889
154 892 213	1 225 836 946	(16 386 998)	287 239 621	1 651 581 782	Total budgétaire	940 248 543	559 664 616	151 668 623	1 382 343 890
2 000 000	...	...	(2 000 000)	...	(S) (L) Paiement à la Banque Commerciale du Canada conformément à la <i>Loi sur l'aide financière à la Banque Commerciale du Canada</i> . Limite 75 000 000 \$ (Brut)	...	...	...	...
...	...	...	6 000 000	6 000 000	(S) (L) Avances aux termes de l'article 13.1 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i> (Brut)	6 000 000	...	...	4 050 000
					<b>Association internationale de développement</b>				
...	1	...	230 139 999	230 140 000	L10 Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 230 140 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> (Brut)	230 133 000	7 000	...	230 133 000



					<b>Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)</b>					
					(S)	(L) Émission de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables dont le montant ne doit pas dépasser 7 287 199 \$ US nonobstant que le paiement peut dépasser l'équivalent en dollars canadiens estimé à 11 368 000 \$ en date du 28 août 2002, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> pour le compte de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à titre de souscriptions d'actions (Brut)	7 085 586	...	...	7 717 629
...	11 368 000	...	(4 282 414)	7 085 586						
					(S)	(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> —Souscriptions au capital (Brut)	9 846 463	...	...	11 576 444
...	16 673 000	...	(6 826 537)	9 846 463						
					<b>Fonds monétaire international—Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance</b>					
					(S)	(L) Émission d'un prêt à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(1). Limite 700 000 000 DTS (Brut)				
...	177 000 000	...	(177 000 000)	...						
167 541 789	...	...	...	167 541 789		Autorisation non employée de 83 087 500 DTS au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
...	...	...	(6 762 157)	(6 762 157)		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
167 541 789	177 000 000	...	(183 762 157)	160 779 632		Total	41 796 692	...	118 982 940	131 251 096
					<b>Petro-Canada Limitée</b>					
					(S)	(L) Avances pour emprunts ou achats d'actions privilégiées à Petro-Canada Limitée, en vertu de la <i>Loi sur Petro-Canada Limitée</i> , article 22. Limite 1 000 000 000 \$ (Brut)	...	...	...	...
27 228 147	...	...	(27 228 147)	...						
1 573 645 679	...	...	(1 573 645 679)	...	(S)	(L) Souscriptions d'actions ordinaires de Petro-Canada Limitée en vertu de la <i>Loi sur Petro-Canada Limitée</i> , article 5. Limite 4 900 000 000 \$ (Brut)	...	...	...	...
1 770 415 615	205 041 001	...	(1 561 604 935)	413 851 681		Total non budgétaire	294 861 741	7 000	118 982 940	384 728 169
					<b>Total du programme—</b>					
154 892 213	1 225 836 946	(16 386 998)	287 239 621	1 651 581 782		<b>Budgétaire</b>	940 248 543	559 664 616	151 668 623	1 382 343 890
1 770 415 615	205 041 001	...	(1 561 604 935)	413 851 681		<b>Non budgétaire</b>	294 861 741	7 000	118 982 940	384 728 169
					<b>Programme du service de la dette publique</b>					
					(S)	Frais d'intérêt et autres coûts ( <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> )	35 931 363 760	...	...	37 619 479 271
...	37 600 000 000	(1 400 000 000)	(268 636 240)	35 931 363 760						
...	37 600 000 000	(1 400 000 000)	(268 636 240)	35 931 363 760		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	35 931 363 760	...	...	37 619 479 271

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
...	1 730 000 000	...	...	1 730 000 000	15	Programme fédéral de transferts aux provinces					
...	31 000 000	...	734 134	31 734 134	(S)	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	1 792 054 029	(62 054 029)	...	1 503 849 117	
...	10 499 000 000	(694 000 000)	(2 359 424 000)	7 445 576 000	(S)	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	31 734 134	...	...	31 140 703	
...	19 300 000 000	25 000 000	...	19 325 000 000	(S)	Péréquation fiscale (Partie I—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	7 445 576 000	...	...	10 560 152 000	
...	(614 000 000)	73 000 000	(53 514 899)	(594 514 899)	(S)	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (Partie V—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	19 325 000 000	...	...	18 600 000 000	
...	(2 697 000 000)	257 000 000	(260 055 000)	(2 700 055 000)	(S)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	(594 514 899)	...	...	(517 816 833)	
...	...	2 500 000 000	2 000 000 000	4 500 000 000	(S)	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	(2 700 055 000)	...	...	(2 320 852 000)	
...	...	1 500 000 000	...	1 500 000 000	(S)	Paiement à la Fiducie du supplément du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour les soins de santé 2003 (Loi d'exécution du budget de 2003)	4 500 000 000	...	...	...	
...	...	1 000 000 000	...	1 000 000 000	(S)	Paiement à la Fiducie pour l'équipement diagnostique et médical (Loi d'exécution du budget de 2003)	1 500 000 000	...	...	...	
...	...	58 000 000	303 000	58 303 000	(S)	Transfert visant la réforme des soins de santé (Partie V.I—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	1 000 000 000	...	...	...	
...	...	...	...	...	(S)	Programme de paiements de garantie des revenus provinciaux au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers	58 303 000	...	...	...	
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	140 000 000	
...	28 249 000 000	4 719 000 000	(671 956 765)	32 296 043 235		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>32 358 097 264</b>	<b>(62 054 029)</b>	...	<b>27 996 472 987</b>	
154 892 213	67 074 836 946	3 302 613 002	(653 353 384)	69 878 988 777		<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>69 229 709 567</b>	<b>497 610 587</b>	<b>151 668 623</b>	<b>66 998 296 148</b>	
1 770 415 615	205 041 001	...	(1 561 604 935)	413 851 681		<b>Non budgétaire</b>	<b>294 861 741</b>	<b>7 000</b>	<b>118 982 940</b>	<b>384 728 169</b>	
...	58 220 000	...	...	58 220 000	20	<b>Vérificateur général</b>					
...	...	3 299 000	...	3 299 000	20a	Dépenses du programme					
...	...	3 679 200	...	3 679 200	20b	Dépenses du programme					
...	...	...	1 388 000	1 388 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>					
...	58 220 000	6 978 200	1 388 000	66 586 200		<b>Total—Vote 20</b>	<b>63 956 176</b>	<b>2 630 024</b>	...	<b>62 951 703</b>	

...	8 252 000	...	(470 675)	7 781 325	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 781 325	...	...	8 748 270
25 000	...	...	3 012	28 012	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25 000	...	3 012	35 377
<b>25 000</b>	<b>66 472 000</b>	<b>6 978 200</b>	<b>920 337</b>	<b>74 395 537</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>71 762 501</b>	<b>2 630 024</b>	<b>3 012</b>	<b>71 735 350</b>
<b>Société d'assurance-dépôts du Canada</b>										
6 000 000 000	...	...	...	6 000 000 000	(S)	(L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1. Limite 6 000 000 000 \$ (Net)	...	...	6 000 000 000	...
<b>6 000 000 000</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>6 000 000 000</b>		<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>6 000 000 000</b>	<b>...</b>
<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>										
...	8 185 000	...	...	8 185 000	25	Dépenses du programme				
...	...	380 000	...	380 000	25b	Dépenses du programme				
...	...	...	163 000	163 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	8 185 000	380 000	163 000	8 728 000		Total—Crédit 25	8 204 719	523 281	...	8 779 243
...	1 349 000	...	(229 917)	1 119 083	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 119 083	...	...	1 347 356
...	...	...	2 292	2 292	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	2 292	...
<b>...</b>	<b>9 534 000</b>	<b>380 000</b>	<b>(64 625)</b>	<b>9 849 375</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>9 323 802</b>	<b>523 281</b>	<b>2 292</b>	<b>10 126 599</b>
<b>Agence de la consommation en matière financière du Canada</b>										
...	...	...	6 012 566	6 012 566	(S)	Paiements en vertu de l'article 13 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i>	6 012 566	...	...	5 330 737
<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>6 012 566</b>	<b>6 012 566</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>6 012 566</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>5 330 737</b>
<b>Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada</b>										
...	28 976 000	...	...	28 976 000	30	Dépenses du programme				
...	...	1 575 383	...	1 575 383	30b	Dépenses du programme				
...	...	...	165 882	165 882		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	8 000	8 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	28 976 000	1 575 383	173 882	30 725 265		Total—Crédit 30	29 291 626	1 433 639	...	38 471 159
...	2 696 000	...	(195 643)	2 500 357	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 500 357	...	...	2 374 573
12 306	...	...	7 817	20 123	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	12 306	7 817	...
<b>12 306</b>	<b>31 672 000</b>	<b>1 575 383</b>	<b>(13 944)</b>	<b>33 245 745</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>31 791 983</b>	<b>1 445 945</b>	<b>7 817</b>	<b>40 845 732</b>
<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>										
...	712 000	...	...	712 000	35	Dépenses du programme				
...	...	...	213 500	213 500		Virement du CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	712 000	...	213 500	925 500		Total—Crédit 35	722 137	203 363	...	707 000

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
						(S) Paiements des dépenses afférentes aux activités du Bureau en vertu des articles 16 et 17 de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> Autorisation maximale dont le montant ne peut, sans l'approbation du Conseil du Trésor, dépasser de plus de 40 000 000 \$ le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser par la Loi				
68 907 164	...	...	...	68 907 164		(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 776 239	...	65 130 925	6 802 250
586	...	...	377	963			...	586	377	...
<b>68 907 750</b>	<b>712 000</b>	...	<b>213 877</b>	<b>69 833 627</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 498 376</b>	<b>203 949</b>	<b>65 131 302</b>	<b>7 509 250</b>
						<b>Total du portefeuille ministériel—</b>				
<b>223 837 269</b>	<b>67 183 226 946</b>	<b>3 311 546 585</b>	<b>(646 285 173)</b>	<b>70 072 325 627</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>69 353 098 795</b>	<b>502 413 786</b>	<b>216 813 046</b>	<b>67 133 843 816</b>
<b>7 770 415 615</b>	<b>205 041 001</b>	...	<b>(1 561 604 935)</b>	<b>6 413 851 681</b>		<b>Non budgétaire</b>	<b>294 861 741</b>	<b>7 000</b>	<b>6 118 982 940</b>	<b>384 728 169</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Programme des politiques économiques, sociales et financières												
Politiques et conseils	60 499 999	52 781 826	...	246 353	7 000	6 667	620 000	346 328	...	...	59 886 999	52 688 518
Organismes financiers internationaux—												
Budgétaire	...	277 232	...	311	917 627 430	279 791 124	...	...	...	...	917 627 430	280 068 667
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	407 851 681	288 861 741	407 851 681	288 861 741
Monnaie canadienne	47 739 064	47 739 064	...	...	...	...	...	...	...	...	47 739 064	47 739 064
Administration générale	574 492 778	566 893 002	...	4 295 418	25 000	25 000	16 996 000	11 695 805	...	...	557 521 778	559 517 615
Projets spéciaux—												
Budgétaire	68 571 832	...	...	...	...	...	...	...	...	...	68 571 832	...
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
Sous-total—												
Budgétaire	751 303 673	667 691 124	...	4 542 082	917 659 430	279 822 791	17 616 000	12 042 133	...	...	1 651 347 103	940 013 864
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	413 851 681	294 861 741	413 851 681	294 861 741
Revenus affectés aux dépenses	(17 616 000)	(12 042 133)	...	...	...	...	(17 616 000)	(12 042 133)	...	...	...	...
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>733 687 673</b>	<b>655 648 991</b>	...	<b>4 542 082</b>	<b>917 659 430</b>	<b>279 822 791</b>	...	...	...	...	<b>1 651 347 103</b>	<b>940 013 864</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>413 851 681</b>	<b>294 861 741</b>	<b>413 851 681</b>	<b>294 861 741</b>
Programme du service de la dette publique												
Frais d'intérêt et autres coûts	35 822 435 303	35 822 435 303	...	...	...	...	...	...	...	...	35 822 435 303	35 822 435 303
Placements Épargne Canada	109 163 136	109 163 136	...	...	...	...	...	...	...	...	109 163 136	109 163 136
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>35 931 598 439</b>	<b>35 931 598 439</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>35 931 598 439</b>	<b>35 931 598 439</b>
Programme fédéral de transferts aux provinces												
Paiements de transfert	...	...	...	...	32 296 043 235	32 358 097 264	...	...	...	...	32 296 043 235	32 358 097 264
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	...	...	...	...	<b>32 296 043 235</b>	<b>32 358 097 264</b>	...	...	...	...	<b>32 296 043 235</b>	<b>32 358 097 264</b>
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>36 665 286 112</b>	<b>36 587 247 430</b>	...	<b>4 542 082</b>	<b>33 213 702 665</b>	<b>32 637 920 055</b>	...	...	...	...	<b>69 878 988 777</b>	<b>69 229 709 567</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>413 851 681</b>	<b>294 861 741</b>	<b>413 851 681</b>	<b>294 861 741</b>
Vérificateur général												
Vérification législative	74 015 537	71 383 577	...	...	380 000	378 924	...	...	...	...	74 395 537	71 762 501
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>74 015 537</b>	<b>71 383 577</b>	...	...	<b>380 000</b>	<b>378 924</b>	...	...	...	...	<b>74 395 537</b>	<b>71 762 501</b>

## Programmes par secteur d'activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Société d'assurance-dépôts du Canada—</b>												
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	6 000 000 000	...	6 000 000 000	...
<b>Tribunal canadien du commerce extérieur—</b>												
<b>Budgétaire</b>	9 849 375	9 323 802	...	...	...	...	...	...	...	...	9 849 375	9 323 802
<b>Agence de la consommation en matière financière du Canada—</b>												
<b>Budgétaire</b>	5 947 172	5 947 172	65 394	65 394	...	...	...	...	...	...	6 012 566	6 012 566
<b>Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada</b>												
Détection et dissuasion des activités de recyclage des produits de la criminalité	33 245 745	31 791 983	...	...	...	...	...	...	...	...	33 245 745	31 791 983
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>33 245 745</b>	<b>31 791 983</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>33 245 745</b>	<b>31 791 983</b>
<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>												
Surveillance des institutions financières et des régimes de retraite	133 792 689	70 098 606	825 000	2 138 446	...	...	65 496 062	68 416 882	...	...	69 121 627	3 820 170
Services actuariels et autres au gouvernement du Canada	5 306 920	3 775 818	...	3 249	...	...	4 594 920	3 100 861	...	...	712 000	678 206
Sous-total	139 099 609	73 874 424	825 000	2 141 695	...	...	70 090 982	71 517 743	...	...	69 833 627	4 498 376
Revenus affectés aux dépenses	(70 090 982)	(71 517 743)	...	...	...	...	(70 090 982)	(71 517 743)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>69 008 627</b>	<b>2 356 681</b>	<b>825 000</b>	<b>2 141 695</b>	...	...	...	...	...	...	<b>69 833 627</b>	<b>4 498 376</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>36 857 352 568</b>	<b>36 708 050 645</b>	<b>890 394</b>	<b>6 749 171</b>	<b>33 214 082 665</b>	<b>32 638 298 979</b>	...	...	...	...	<b>70 072 325 627</b>	<b>69 353 098 795</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>6 413 851 681</b>	<b>294 861 741</b>	<b>6 413 851 681</b>	<b>294 861 741</b>

## Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
Programme des politiques économiques, sociales et financières									
<b>Subventions</b>									
Organismes financiers internationaux									
...	565 000 000	...	(13 179 749)	551 820 251	59 000 924	492 819 327	...	406 030 120	
...	...	...	...	...	...	...	...	75 000 000	
...	<b>565 000 000</b>	...	<b>(13 179 749)</b>	<b>551 820 251</b>	<b>59 000 924</b>	<b>492 819 327</b>	...	<b>481 030 120</b>	
<b>Contributions</b>									
Politiques et conseils									
...	...	...	7 000	7 000	6 667	333	...	...	
Organismes financiers internationaux									
...	<b>135 000 000</b>	...	<b>(32 000)</b>	<b>134 968 000</b>	<b>73 047 200</b>	<b>61 920 800</b>	...	<b>88 671 086</b>	
...	<b>135 000 000</b>	...	<b>(25 000)</b>	<b>134 975 000</b>	<b>73 053 867</b>	<b>61 921 133</b>	...	<b>88 671 086</b>	
<b>Autres paiements de transfert</b>									
Organismes financiers internationaux									
...	377 883 000	...	(230 140 000)	147 743 000	147 743 000	...	...	430 944 000	
86 308 928	12 500 000	(12 500 000)	(3 212 749)	83 096 179	...	...	83 096 179	11 665 866	
86 308 928	390 383 000	(12 500 000)	(233 352 749)	230 839 179	147 743 000	...	83 096 179	442 609 866	
...	...	...	25 000	25 000	25 000	...	...	...	
<b>86 308 928</b>	<b>390 383 000</b>	<b>(12 500 000)</b>	<b>(233 327 749)</b>	<b>230 864 179</b>	<b>147 768 000</b>	...	<b>83 096 179</b>	<b>442 609 866</b>	
<b>Sommaire du programme par secteur d'activité</b>									
...	...	...	7 000	7 000	6 667	333	...	...	
86 308 928	1 090 383 000	(12 500 000)	(246 564 498)	917 627 430	279 791 124	554 740 127	83 096 179	1 012 311 072	
...	...	...	25 000	25 000	25 000	...	...	...	
<b>86 308 928</b>	<b>1 090 383 000</b>	<b>(12 500 000)</b>	<b>(246 532 498)</b>	<b>917 659 430</b>	<b>279 822 791</b>	<b>554 740 460</b>	<b>83 096 179</b>	<b>1 012 311 072</b>	

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Programme fédéral de transferts aux provinces									
<b>Autres paiements de transfert</b>									
Paiements de transfert									
...	1 730 000 000	...	...	1 730 000 000	1 792 054 029	(62 054 029)	...	1 503 849 117	
...	31 000 000	...	734 134	31 734 134	31 734 134	...	...	31 140 703	
...	10 499 000 000	(694 000 000)	(2 359 424 000)	7 445 576 000	7 445 576 000	...	...	10 560 152 000	
...	19 300 000 000	25 000 000	...	19 325 000 000	19 325 000 000	...	...	18 600 000 000	
...	(614 000 000)	73 000 000	(53 514 899)	(594 514 899)	(594 514 899)	...	...	(517 816 833)	
...	(2 697 000 000)	257 000 000	(260 055 000)	(2 700 055 000)	(2 700 055 000)	...	...	(2 320 852 000)	
...	...	2 500 000 000	...	2 500 000 000	2 500 000 000	...	...	...	
...	...	...	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	...	...	...	
...	...	1 500 000 000	...	1 500 000 000	1 500 000 000	...	...	...	
...	...	1 000 000 000	...	1 000 000 000	1 000 000 000	...	...	...	
...	...	58 000 000	303 000	58 303 000	58 303 000	...	...	...	
...	...	...	...	...	...	...	...	140 000 000	
...	<b>28 249 000 000</b>	<b>4 719 000 000</b>	<b>(671 956 765)</b>	<b>32 296 043 235</b>	<b>32 358 097 264</b>	<b>(62 054 029)</b>	<b>...</b>	<b>27 996 472 987</b>	
<b>86 308 928</b>	<b>29 339 383 000</b>	<b>4 706 500 000</b>	<b>(918 489 263)</b>	<b>33 213 702 665</b>	<b>32 637 920 055</b>	<b>492 686 431</b>	<b>83 096 179</b>	<b>29 008 784 059</b>	
<b>Vérificateur général</b>									
<b>Contributions</b>									
...	380 000	...	...	380 000	378 924	1 076	...	378 036	
...	<b>380 000</b>	...	...	<b>380 000</b>	<b>378 924</b>	<b>1 076</b>	<b>...</b>	<b>378 036</b>	
<b>86 308 928</b>	<b>29 339 763 000</b>	<b>4 706 500 000</b>	<b>(918 489 263)</b>	<b>33 214 082 665</b>	<b>32 638 298 979</b>	<b>492 687 507</b>	<b>83 096 179</b>	<b>29 009 162 095</b>	

(S) Paiement de transfert législatif.



## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
Programme des politiques économiques, sociales et financières			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Politiques et conseils	620 000	346 328	324 966
Administration générale	16 996 000	11 695 805	11 427 710
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>17 616 000</b>	<b>12 042 133</b>	<b>11 752 676</b>
<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Surveillance des institutions financières et des régimes de retraite			
Évaluations de :			
Surveillance des institutions financières	53 122 982	58 198 350	51 056 095
Surveillance des régimes de pension	4 055 000	4 256 226	3 043 374
	57 177 982	62 454 576	54 099 469
Frais de service	8 318 080	5 796 783	5 548 499
Services offerts à la Société d'assurance-dépôts du Canada	...	165 523	35 201
Autres revenus	...	...	142 779
	65 496 062	68 416 882	59 825 948
Services actuariels et autres au gouvernement du Canada			
Services offerts au Régime de pensions du Canada	1 639 442	1 140 984	992 649
Services offerts au Programme canadien de prêts aux étudiants	696 788	543 961	434 076
Autres revenus	2 258 690	1 415 916	1 481 019
	4 594 920	3 100 861	2 907 744
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>70 090 982</b>	<b>71 517 743</b>	<b>62 733 692</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>87 706 982</b>	<b>83 559 876</b>	<b>74 486 368</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
Programme des politiques économiques, sociales et financières		
<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements— <sup>(1)</sup>		
Encaisse et débiteurs—Caisse—		
Banques à charte	17 296 738	12 742 821
Dépôts à court terme	227 549 877	165 218 657
Solde du compte du receveur général à la Banque du Canada	38 791 712	...
Comptes d'opérations de change—		
Réerves de liquidités internationales détenues dans le		
Compte de fonds des changes—Virement des bénéfices	2 386 397 117	3 231 166 261
Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéfices	71 029 745	93 090 522
Prêts, placements et avances—		
Banque du Canada—Virement des bénéfices	1 753 889 122	1 807 548 090
Corporation de développement des investissements du Canada—		
Dividendes	119 000 000	40 000 000
Petro-Canada—Dividendes	22 225 547	19 756 042
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	58 944
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	470 475	666 111
Royaume-Uni—Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni (1946)—		
Intérêt différé	2 521 483	3 275 688
Fonds monétaire international—Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance	21 615 815	30 930 434
Association récréative de la fonction publique d'Ottawa	749	1 917
Agence de la consommation en matière financière du Canada	130 761	158 303
Prêt pour aide financière à la Thaïlande	382 813	7 447 714
Autres comptes—		
Ressources naturelles—		
Fonds renouvelables de Ressources naturelles	217 878	...
Travaux publics et Services gouvernementaux—		
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	...	188 000
Solliciteur général—Service correctionnel—		
Fonds renouvelable CORCAN	...	3 175 155
	4 661 578 776	5 415 424 659
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	164 470	490 090
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	855 592	...
	1 020 062	490 090

## Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ventes de biens et de services—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 012	50 990
Ventes de biens et de produits d'information—			Revenus divers	727 972	809 181
Vente d'autres publications	56 485	153 172	<b>Total du programme</b>	<b>830 554</b>	<b>1 272 060</b>
Autres frais et droits—			<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>		
Frais—Accès à l'information	6 017	9 707	<b>Autres revenus—</b>		
Divers	12 011 173	11 629 032	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
	12 017 190	11 638 739	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	111	...
	12 073 675	11 791 911	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 059	8 406
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	613	11 454		1 170	8 406
Revenus divers—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 292	...
Pièces de monnaie canadienne	79 646 751	162 709 677	Revenus divers	348	2 296
Gain net de change	121 680 971	193 908 806	<b>Total du programme</b>	<b>3 810</b>	<b>10 702</b>
Vente de propriété immobilière à la Société immobilière du Canada	3 853 275	8 185 466	<b>Agence de la consommation en matière financière du Canada</b>		
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—Compte d'avance fixe en circulation—			<b>Autres revenus—</b>		
Chèques non réclamés	33 186 973	41 392 349	Ventes de biens et de services—		
Soldes non réclamés reçus par la Banque du Canada en ce qui concerne les banques à charte	3 759 282	4 272 472	Services de nature réglementaire	6 176 587	5 380 358
Dons à la Couronne	25	...	Services de nature non réglementaire	36 000	...
Bénéfices—Intérêt sur hypothèques	5 194 432	3 653 445	Autres frais et droits—		
Divers	129 440	237 343	Revenus provenant d'amendes	17 000	2 000
	247 451 149	414 359 558	Divers	985	1 094
<b>Total du programme</b>	<b>4 922 124 275</b>	<b>5 842 077 672</b>		17 985	3 094
Programme du service de la dette publique			<b>Total du programme</b>	<b>6 230 572</b>	<b>5 383 452</b>
<b>Autres revenus—</b>			<b>Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada</b>		
Revenus divers—			<b>Autres revenus—</b>		
Virement—Dette échue en circulation	4 536 128	2 588 061	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
	4 536 128	2 588 061	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	20 264	...
<b>Total du programme</b>	<b>4 536 128</b>	<b>2 588 061</b>	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	1 145
<b>Total du ministère</b>	<b>4 926 660 403</b>	<b>5 844 665 733</b>		20 264	1 145
<b>Vérificateur général</b>			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 817	12 306
<b>Autres revenus—</b>			<b>Total du programme</b>	<b>28 081</b>	<b>13 451</b>
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	49 390	53 198			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	50 180	358 691			
	99 570	411 889			

**Revenus—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	69 483 749	65 296 811
Services de nature non réglementaire	2 923 457	2 641 302
Ventes de biens et de produits d'information	6 262	9 212
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	210 504	709 900
Divers	3 978 911	2 153 699
	4 189 415	2 863 599
	76 602 883	70 810 924
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	377	586
Revenus divers—		
Intérêts sur débiteurs en souffrance	(1 937)	...
<b>Total du programme</b>	<b>76 601 323</b>	<b>70 811 510</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Autres revenus—		
Revenus de placements	4 661 578 776	5 415 424 659
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 141 066	911 530
Ventes de biens et de services	94 907 130	87 986 287
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 111	75 336
Revenus divers	252 713 660	417 759 096
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>5 010 354 743</b>	<b>5 922 156 908</b>

<sup>(1)</sup> Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# SECTION 16

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

**Gouverneur général**

## **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité .....	16.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	16.3
Programmes par secteur d'activité .....	16.4
Paiements de transfert .....	16.5
Revenus .....	16.5

**Objectifs**

Permettre au gouverneur général du Canada d'exercer ses fonctions constitutionnelles et traditionnelles, et assurer la remise des distinctions honorifiques.

**Description des secteurs d'activité**

*Gouverneur général*

Traitement du gouverneur général et dépenses à l'égard du programme annuel du gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de représentation à l'étranger, le programme d'accès et les services aux visiteurs à Rideau Hall, de même que les dépenses de fonctionnement du cabinet et des résidences.

*Distinctions honorifiques*

Administrer le régime national de distinctions honorifiques, notamment l'Ordre du Canada, l'Ordre du mérite militaire, les décorations canadiennes pour actes de bravoure, les médailles pour services distingués, la Croix du service méritoire, les médailles du service spécial, les médailles commémoratives et autres; assurer le financement des médailles académiques et le Prix du gouverneur général pour l'entraide. Administrer également l'Autorité héraldique du Canada.

*Anciens gouverneurs généraux*

Dépenses à l'égard des activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux, lesquelles leur incombent en raison de leurs anciennes fonctions de gouverneur général et les pensions aux anciens gouverneurs généraux ou à leurs conjoints.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	16 853 000	...	...	16 853 000	1	Dépenses du programme				
					1a	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les douze mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général				
...	...	1	...	1						
...	...	200 000	...	200 000	1b	Dépenses du programme				
...	...	...	65 000	65 000		Virement du : CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	98 000	98 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	16 853 000	200 001	163 000	17 216 001		Total—Crédit 1	17 062 782	153 219	...	18 265 356
...	108 000	...	2 126	110 126	(S)	Traitement du gouverneur général ( <i>Loi sur le gouverneur général</i> )	110 126	...	...	108 100
...	354 000	...	(73 741)	280 259	(S)	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	280 259	...	...	315 721
...	1 874 000	...	4 500	1 878 500	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 878 500	...	...	1 880 523
309	...	...	402	711	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	392	319	...	6 000
<b>309</b>	<b>19 189 000</b>	<b>200 001</b>	<b>96 287</b>	<b>19 485 597</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>19 332 059</b>	<b>153 538</b>	<b>...</b>	<b>20 575 700</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.  
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Gouverneur général	14 907 471	15 049 625	...	...	...	...	...	...	...	...	14 907 471	15 049 625
Distinctions honorifiques	3 735 867	3 509 209	...	...	...	...	...	...	...	...	3 735 867	3 509 209
Anciens gouverneurs généraux	562 000	492 966	...	...	280 259	280 259	...	...	...	...	842 259	773 225
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>19 205 338</b>	<b>19 051 800</b>	...	...	<b>280 259</b>	<b>280 259</b>	...	...	...	...	<b>19 485 597</b>	<b>19 332 059</b>



## Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Subventions</b>									
Anciens gouverneurs généraux									
Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles									
...	11 000	...	(11 000)	...	...	...	...	...	...
...	354 000	...	(73 741)	280 259	280 259	...	...	315 721	...
...	<b>365 000</b>	...	<b>(84 741)</b>	<b>280 259</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>280 259</b>	...	...	<b>315 721</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	2 000
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	402	6 000
Revenus divers	131 276	127 323
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>131 678</b>	<b>135 323</b>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# SECTION 17

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

2003-2004

## **Industrie**

### **Ministère**

**Agence spatiale canadienne**

**Commission canadienne du tourisme**

**Tribunal de la concurrence**

**Commission du droit d'auteur**

**Agence de développement économique du  
Canada pour les régions du Québec**

**Conseil national de recherches du Canada**

**Conseil de recherches en sciences naturelles et  
en génie**

**Conseil de recherches en sciences humaines**

**Conseil canadien des normes**

**Statistique Canada**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité.....	17.2
Sommaire du portefeuille ministériel.....	17.7
Programmes par secteur d'activité.....	17.14
Paielements de transfert.....	17.16
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	17.24
Revenus.....	17.24

## Ministère

### Objectifs

Encourager la compétitivité internationale et l'excellence dans l'industrie, les sciences et la technologie dans toutes les régions du Canada, favoriser le développement économique régional en Ontario, faciliter l'essor des entreprises autochtones, veiller au fonctionnement équitable et efficace du marché au Canada, et établir des règles du marché et faire en sorte qu'elles soient efficacement mises en application.

### Description des secteurs d'activité

#### *Politique microéconomique*

Ce secteur d'activité définit les priorités et l'orientation d'ensemble du programme microéconomique du Ministère dans les quatre « volets » – climat du marché, commerce, technologie et infrastructure – présentés dans le document cadre du gouvernement « L'Innovation : la clé de l'économie moderne (ICEM) » conformément aux priorités énoncées dans le discours du Trône. Les principales difficultés à surmonter dans l'élaboration de la politique microéconomique consisteront à reconnaître les grandes tendances qui se manifestent, à réunir les indices analytiques permettant d'y réagir au moyen d'initiatives politiques appropriées et d'obtenir l'engagement d'un groupe divers de ministères et d'organismes faisant partie ou non du portefeuille de l'Industrie afin de les mettre en œuvre. Il faudra également intégrer une stratégie et des concepts de développement durable dans les activités du Ministère.

#### *Règlements et services axés sur le marché*

Le secteur d'activité ministériel, Règlements et services axés sur le marché, s'occupe d'une importante partie des mécanismes d'intervention du gouvernement destinés à maintenir l'efficacité et l'équité du

marché, ce qui rehausse l'attrait du Canada aux yeux des investisseurs. Une vingtaine de lois délimitent le cadre décisionnel et législatif afférent au marché, notamment en ce qui touche à la concurrence, aux corporations et à la régie d'entreprises, à la propriété intellectuelle, aux faillites, à l'inspection et à l'approbation des appareils de mesure, à l'inspection des produits de consommation, aux codes de pratique volontaires ainsi qu'à la délivrance de licences pour l'utilisation des fréquences radioélectriques et à la surveillance du spectre.

C'est par l'intermédiaire de ce secteur d'activité qu'Industrie Canada élabore, évalue et révisé les règles, règlements et normes régissant le fonctionnement équitable, efficace et concurrentiel du marché canadien. Ces règles permettent de soutenir et d'interpréter les lois régissant le marché qui sont élaborées dans le cadre de la gamme de services rattachée à la promotion d'un climat du marché sain dans le secteur d'activité que constitue la politique microéconomique.

Dans le cadre des Règlements et services axés sur le marché, le Ministère cherche en outre à maintenir la confiance des consommateurs et des entreprises en administrant efficacement les lois, règles, règlements et normes du marché et en veillant à les faire respecter. Il fait également la promotion à l'échelle internationale de ces normes régissant le marché, afin d'aider les Canadiens à être plus concurrentiels sur les marchés mondiaux.

Les organismes qui jouent un rôle dans ce secteur d'activité aident également les entreprises et les consommateurs à contribuer et à profiter pleinement des règles régissant le marché et à mieux s'adapter à l'évolution de la conjoncture en offrant un vaste éventail d'informations et de services visant le marché.

#### *Développement sectoriel de l'industrie*

Le secteur d'activité ministérielle, Développement sectoriel de l'industrie, assure leadership et soutien

à l'industrie canadienne pour l'aider à s'adapter aux nouveaux défis et aux nouvelles possibilités de l'économie mondiale. À cette fin, le secteur élabore et met en œuvre des stratégies, de concert avec les principaux partenaires et intervenants, pour la promotion du commerce, de l'investissement, de la technologie, des possibilités pour la jeunesse, des technologies de l'information et des télécommunications et le perfectionnement des ressources humaines. La création de produits et services d'information de calibre mondial est destinée à répondre aux besoins de l'industrie canadienne. L'élaboration de politiques, de règlements et de recherches favorisera l'industrie canadienne des technologies de l'information et des télécommunications et l'octroi d'une aide financière stimulera l'investissement et les technologies de pointe.

#### *Services ministériels et de gestion*

Ce secteur d'activité est chargé de la prestation des services ministériels, y compris les services consultatifs de gestion et les produits et services stratégiques de communication, les services de ressources humaines et de développement de l'organisation ainsi que les services financiers, administratifs et communs, et est responsable des fonctions du conseiller en éthique.

## Agence spatiale canadienne

### Objectifs

Les objectifs prioritaires du programme spatial canadien peuvent se résumer ainsi :

- le développement et la mise en application des sciences et des technologies spatiales pour satisfaire les besoins des Canadiens; et
- la mise sur pied d'une industrie spatiale canadienne concurrentielle à l'échelle internationale.

## Description des secteurs d'activité

### *Connaissance de l'espace, applications et développement industriel*

L'Agence spatiale canadienne travaille avec d'autres ministères et organismes du gouvernement, les industries, le milieu universitaire, ainsi qu'avec des partenaires internationaux en vue de contribuer au perfectionnement des connaissances spatiales, à la mise au point de nouveaux processus et de nouvelles technologies et applications, de même qu'à l'exploitation et à l'application des sciences et des technologies spatiales. Ces activités mènent à la création d'un secteur canadien axé sur le matériel et les services spatiaux, orienté vers les exportations et concurrentiel à l'échelle internationale. Seule ou en collaboration avec d'autres organismes publics, l'Agence spatiale canadienne contribue au développement durable du Canada en améliorant la gestion de notre environnement et de nos ressources naturelles et en essayant de comprendre comment les phénomènes se produisant dans l'espace peuvent influencer la vie sur terre.

Ce secteur d'activité permet une meilleure sensibilisation des Canadiens à l'importance des technologies spatiales dans toutes les régions du pays et favorise la coopération et l'établissement de liens avec les organismes œuvrant dans le domaine spatial à travers le monde. Il englobe également toutes les initiatives permettant à l'Agence d'assumer son rôle de leader du programme spatial canadien.

## Commission canadienne du tourisme

### Objectifs

Faire la promotion du Canada en tant que destination touristique attrayante et fournir à l'industrie touristique une information exacte et actuelle pouvant l'aider à prendre des décisions judicieuses.

## Tribunal de la concurrence

### Objectifs

L'objectif du Tribunal est de tenir lieu de cour d'archives appelée à entendre et à trancher toutes les demandes formulées en application des parties VII.I et VIII de la *Loi sur la concurrence* de façon aussi informelle et expéditive que possible, compte tenu des circonstances et de son obligation d'équité.

### Description des secteurs d'activité

#### *Tribunal de la concurrence*

Au moyen des règles du Tribunal de la concurrence, qui régissent sa pratique et sa procédure, le Tribunal établit les paramètres de procédure informelle et expéditive tout en conservant la souplesse voulue pour tenir compte d'une gamme étendue de variables qui ont une incidence sur le déroulement d'une affaire et sur son obligation d'équité.

## Commission du droit d'auteur

### Objectif

Fixer des redevances qui soient justes et équitables tant pour les titulaires de droits que pour les utilisateurs d'œuvres protégées par le droit d'auteur et délivrer des licences non exclusives qui permettent d'utiliser des œuvres dont les titulaires de droits d'auteur sont introuvables.

### Description des secteurs d'activité

#### *Commission du droit d'auteur*

Créée le 1<sup>er</sup> février 1989, la Commission du droit d'auteur a succédé à la Commission d'appel du droit d'auteur. En vertu de la *Loi sur le droit d'auteur*, voici les responsabilités qui lui sont confiées :

- établir les tarifs pour l'exécution publique et la communication au public, par télécommunication, d'œuvres musicales et d'enregistrements sonores (articles 67 à 69);
- établir les tarifs, à l'option des sociétés de gestion visées à l'article 70.1, pour l'accomplissement de tout acte protégé mentionné aux articles 3, 15, 18 et 21 de la Loi (articles 70.1 à 70.191);
- fixer les redevances payables par un utilisateur à une société de gestion s'il y a mésentente sur les redevances ou sur les modalités afférentes (articles 70.2 à 70.4);
- établir les tarifs pour la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio ou pour la reproduction et l'exécution publique par des établissements d'enseignement, à des fins pédagogiques, d'émissions ou de commentaires d'actualité et toute autre émission de télévision et de radio (articles 71 à 76);
- établir les tarifs pour la copie pour usage privé d'œuvres musicales enregistrées (articles 79 à 88);
- se prononcer sur des demandes de licences non exclusives pour utiliser une œuvre publiée, la fixation d'une prestation, un enregistrement sonore publié ou la fixation d'un signal de communication dont le titulaire du droit d'auteur est introuvable (article 77);
- examiner, à la demande du commissaire de la concurrence nommé au titre de la *Loi sur la concurrence*, les ententes conclues entre une société de gestion et un utilisateur et déposées auprès de la Commission lorsque le commissaire estime que l'entente est contraire à l'intérêt public (articles 70.5 et 70.6);
- fixer l'indemnité à verser, dans certaines circonstances, à l'égard d'actes protégés à la suite de l'adhésion d'un pays à la Convention de Berne, à la

Convention universelle ou à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, mais qui ne l'étaient pas au moment où ils ont été accomplis (article 78).

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie peut enjoindre la Commission d'entreprendre toute étude touchant ses attributions (article 66.8).

Enfin, toute partie à une entente visant l'octroi d'une licence par une société de gestion peut déposer l'entente auprès de la Commission dans les 15 jours de sa conclusion, échappant ainsi à certaines dispositions de la *Loi sur la concurrence* (article 70.5).

### Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

#### Objectifs

En vertu de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*, le ministre chargé de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec doit poursuivre les objectifs suivants :

- a) promouvoir le développement économique des régions du Québec à faibles revenus et à croissance économique lente ou n'ayant pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs;
- b) mettre l'accent sur le développement économique à long terme et sur la création d'emplois et de revenus durables;
- c) concentrer les efforts sur les petites et moyennes entreprises et sur la valorisation de l'entrepreneuriat.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Promotion du développement économique des régions du Québec*

En matière de développement économique des régions du Québec, cette activité comprend notamment :

- Conception et mise en œuvre de la politique et de la programmation du gouvernement du Canada.
- Participation à la mise en œuvre de priorités nationales de développement économique, notamment en tant que membre du portefeuille de l'Industrie, afin d'en maximiser les retombées dans chaque région du Québec.
- Concertation d'interventions fédérales en assurant une gestion intégrée des enjeux de développement économique au Québec qui interpellent le gouvernement du Canada. Concevoir et réaliser des stratégies et plans d'action multisectoriels fédéraux pour le développement économique des régions du Québec. Concevoir également des mesures d'ajustement économique pour pouvoir adapter aux régions l'application de certaines politiques nationales.
- Établissement de relations de collaboration avec d'autres intervenants socio-économiques publics et privés, notamment les sociétés d'aide au développement des collectivités, pour mieux servir les régions et les PME québécoises.
- Représentation au sein de l'appareil gouvernemental canadien, à partir d'analyses des enjeux de développement économique afin d'optimiser l'impact des politiques et programmes nationaux sur le développement de l'économie des régions québécoises.
- Promotion des programmes et services fédéraux renseignant, par l'entremise du réseau de bureaux d'affaires de l'Agence, les PME et les intervenants en développement économique sur les programmes et services des ministères et organismes fédéraux qui leur sont destinés.
- Développement de connaissances et diffusion d'information en développant et diffusant des connaissances sur les enjeux du développement économique des régions et des PME. Informer les

résidents des régions du Québec sur les politiques, stratégies et initiatives du gouvernement du Canada qui ont un impact sur le développement économique des régions.

- Conception et mise en œuvre de mandats spéciaux de développement économique et de création d'emplois au Québec, au nom du gouvernement du Canada, pour répondre à des enjeux spécifiques, souvent ponctuels, de nature économique.

### Conseil national de recherches du Canada

#### Objectifs

Améliorer les compétences nationales et promouvoir l'investissement dans la recherche et le développement, dans l'intérêt économique et social du Canada.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Recherche et innovation technologique*

Le secteur d'activité, Recherche et innovation technologique, englobe les programmes de recherche du Conseil national de recherches du Canada, ses initiatives de développement technologique, la gestion des installations scientifiques et d'ingénierie nationales ainsi que les projets de recherche et de technologie menés en collaboration avec des entreprises, des universités et des établissements publics. Ces efforts convergent tous vers des secteurs technologiques et industriels cruciaux pour l'économie canadienne où le Conseil national de recherches du Canada est appelé à jouer un rôle et à assumer des responsabilités particulières et où son action est susceptible d'avoir un effet favorable.

##### *Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale*

Le secteur d'activité, Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique

nationale, consolide le rôle que joue le Conseil national de recherches du Canada en tant qu'intervenant majeur dans la recherche et le développement au sein de l'infrastructure scientifique et technologique globale du Canada. Relèvent notamment de ce secteur d'activité, la diffusion d'information scientifique et technique et la prestation de services d'aide à l'innovation dans le secteur de la recherche industrielle. Le Conseil national de recherches du Canada assure aussi le fonctionnement d'installations clés dans les secteurs de l'ingénierie et de la technologie afin de prêter assistance à certains secteurs industriels particuliers.

#### *Administration du programme*

Le secteur d'activité, Administration du programme, offre toute une gamme de services de gestion et de services administratifs conçus pour appuyer le Conseil national de recherches du Canada dans ses efforts en vue d'offrir le rendement d'une organisation dynamique et entrepreneuriale qui exploite au maximum les possibilités de transfert des connaissances et de technologie.

### **Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie**

#### **Objectifs**

Rehausser l'économie du pays et améliorer la qualité de vie des Canadiens par l'application des connaissances à des fins productives, soit appuyer une base de recherche fondamentale diversifiée de haute qualité dans les universités canadiennes, et favoriser et faciliter l'établissement de liens entre les universités et le secteur privé.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Appui à la recherche et à l'érudition*

Subventions de recherche aux professeurs des universités canadiennes et partenariats pour appuyer la recherche fondamentale et les projets de recherche en

sciences naturelles et en génie, les bourses d'études et de recherche aux étudiants et stagiaires postdoctoraux et le soutien administratif qui y est relié.

### **Conseil de recherches en sciences humaines**

#### **Objectifs**

Appuyer la recherche et la formation de grande qualité dans des disciplines qui nous aident à mieux comprendre la nature changeante de notre société, à mieux relever les nouveaux défis auxquels nous devons faire face et à mieux profiter des occasions qui s'offrent à nous; et contribuer à la mise en valeur des avantages de la recherche en encourageant le transfert des connaissances entre les chercheurs, leurs partenaires, les responsables de l'élaboration de politiques et d'autres groupes intéressés au sein de la société canadienne.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition*

Subventions de recherche à des chercheurs travaillant individuellement ou en équipe ou aux universités pour appuyer la recherche fondamentale en sciences humaines et la recherche concertée et ciblée sur des questions d'intérêt national, bourses à des diplômés effectuant des recherches postdoctorales et à des étudiants inscrits à des programmes de doctorat, bourses pour appuyer la diffusion de la recherche et le soutien administratif qui y est relié.

### **Conseil canadien des normes**

#### **Objectifs**

Encourager une normalisation volontaire, à la fois efficiente et efficace, au Canada lorsque celle-ci ne fait l'objet d'aucune mesure législative en vue de faire progresser l'économie nationale, de contribuer au dé-

veloppement durable, d'améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public, d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur, et de développer la coopération internationale en matière de normalisation.

### **Statistique Canada**

#### **Objectifs**

Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne comme base pour l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et programmes publics et pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé, de même que dans l'intérêt général de tous les Canadiens; promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité sur le plan international du système statistique canadien en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et territoires, et en se conformant aux normes et pratiques scientifiques reconnues.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Statistique économique et sociale*

La composante statistique économique de ce secteur d'activité fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. La classification des statistiques économiques repose en grande partie sur l'infrastructure du Système des comptes nationaux du Canada. Ce système permet de mesurer la performance actuelle et la structure de l'économie canadienne selon le genre de transaction économique et le secteur. Il fournit des renseignements à jour et structuraux sur l'économie canadienne qui servent à étayer la formulation et le rajustement de politiques économiques budgétaires,

monétaires et en matière de ressources humaines, de même que la formulation et le rajustement de politiques économiques industrielles et internationales. Le Système des comptes nationaux sert également de cadre de comparaison entre des séries statistiques particulières, afin d'en mesurer la fiabilité, et d'outil d'analyse permettant de cerner des changements quant à l'importance économique de divers secteurs.

Une autre composante de ce secteur d'activité porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme de l'économie canadienne. Il fournit notamment une mesure de la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des flux et des stocks de capital fixe utilisés dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses annuelles en capital prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

La composante statistique des ménages de ce secteur d'activité fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui contribuent à leur bien-être. Elle comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont reliés, de même que la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre. Elle fournit en outre de l'information sur des sujets d'intérêt donnés relativement à la politique sociale.

La composante statistique des institutions de ce secteur d'activité fournit de l'information et des analyses portant sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens ainsi que sur les retombées des services qu'ils offrent. Elle englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les institutions et les indus-

tries culturelles. L'information qu'elle fournit porte sur la nature et l'étendue de leurs services et de leurs activités, et sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services de même que sur l'influence qu'ils exercent sur la société canadienne. L'organisme tente de plus en plus d'aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer comment les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice influent sur les Canadiens.

#### *Statistique du recensement de la population*

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du recensement quinquennal de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit les renseignements détaillés dont on a besoin sur les sous-populations et sur les petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la taille de la population et de sa structure démographique intercensitaire ainsi que les projections démographiques s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres de population et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la distribution des paiements de transfert fédéraux et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et autres organismes locaux des provinces.





## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$
...	...	...	220 419	220 419	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	220 419	...	...	196 928
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 500
62 658 003	1 407 257 946	262 303 481	584 142 067	2 316 361 497		Total budgétaire	1 921 451 749	305 332 466	89 577 282	1 298 717 907
...	300 000	...	...	300 000		L10 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> (Brut)	...	300 000	...	...
...	500 000	...	...	500 000		L15 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> (Brut)	...	500 000	...	...
1 950 000	...	...	...	1 950 000		L97b Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 1 950 000 \$ (Net)	...	...	1 950 000	...
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000		Total non budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
<b>62 658 003</b>	<b>1 407 257 946</b>	<b>262 303 481</b>	<b>584 142 067</b>	<b>2 316 361 497</b>		<b>Total du ministère—</b>	<b>1 921 451 749</b>	<b>305 332 466</b>	<b>89 577 282</b>	<b>1 298 717 907</b>
<b>1 950 000</b>	<b>800 000</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>2 750 000</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>800 000</b>	<b>1 950 000</b>	<b>...</b>
						<b>Non budgétaire</b>				
						<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique <sup>(2)</sup></b>				
...	72 074 000	...	(72 074 000)	...	20	Dépenses de fonctionnement	...	...	...	...
...	...	4 209 471	(4 209 471)	...	20b	Virement de 3 639 725 \$ du crédit 25 (Industrie)	...	...	...	...
...	72 074 000	4 209 471	(76 283 471)	...		Total—Crédit 20	...	...	...	...
...	354 863 000	...	(354 863 000)	...	25	Subventions et contributions	...	...	...	...
...	2 500 000	200 000	(2 700 000)	...	(S)	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	...	...	...	...
...	2 100 000	1 000 000	(3 100 000)	...	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	...	...	...	...
...	400 000	(375 060)	(24 940)	...	(S)	Obligations contractées pour l'assurance-prêt ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	...	...	...	...
...	7 281 000	...	(7 281 000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
36	...	...	(36)	...	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	...	...
<b>36</b>	<b>439 218 000</b>	<b>5 034 411</b>	<b>(444 252 447)</b>	<b>...</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>

...	118 316 000	...	...	118 316 000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	30b	Virement de 4 446 920 \$ du crédit 35 (Industrie)				
...	...	...	4 446 920	4 446 920		Virement du : crédit 35				
...	...	...	194 483	194 483		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	2 299 000	2 299 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	118 316 000	1	6 940 403	125 256 404		Total—Crédit 30	115 200 231	10 056 173	...	114 144 352
...	145 746 000	...	...	145 746 000	35	Dépenses en capital				
...	...	...	(4 446 920)	(4 446 920)		Virement au : crédit 30				
...	...	...	(11 909 999)	(11 909 999)		crédit 40				
...	145 746 000	...	(16 356 919)	129 389 081		Total—Crédit 35	100 202 751	29 186 330	...	155 683 631
...	45 438 000	...	...	45 438 000	40	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	40b	Virement de 11 909 999 \$ du crédit 35 (Industrie)				
...	...	...	11 909 999	11 909 999		Virement du crédit 35				
...	45 438 000	1	11 909 999	57 348 000		Total—Crédit 40	57 147 401	200 599	...	52 011 222
...	9 194 000	...	(1 103 825)	8 090 175	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 090 175	...	...	7 067 014
16 327	...	...	18 158	34 485	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 106	4 221	18 158	4 210
<b>16 327</b>	<b>318 694 000</b>	<b>2</b>	<b>1 407 816</b>	<b>320 118 145</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>280 652 664</b>	<b>39 447 323</b>	<b>18 158</b>	<b>328 910 429</b>
<b>Commission canadienne du tourisme</b>										
...	83 800 000	...	...	83 800 000	45	Dépenses du programme				
...	...	12 500 000	...	12 500 000	45a	Dépenses du programme				
...	...	4 000 000	...	4 000 000	45b	Dépenses du programme				
...	...	...	22 000	22 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	83 800 000	16 500 000	22 000	100 322 000		Total—Crédit 45	100 300 000	22 000	...	86 296 000
...	<b>83 800 000</b>	<b>16 500 000</b>	<b>22 000</b>	<b>100 322 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>100 300 000</b>	<b>22 000</b>	...	<b>86 296 000</b>
<b>Tribunal de la concurrence</b>										
...	1 457 000	...	...	1 457 000	50	Dépenses du programme				
...	...	238 727	...	238 727	50b	Dépenses du programme				
...	...	...	110 000	110 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	20 000	20 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	1 457 000	238 727	130 000	1 825 727		Total—Crédit 50	1 743 464	82 263	...	1 588 620
...	157 000	...	(18 454)	138 546	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	138 546	...	...	135 616
...	...	...	2 456	2 456	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	2 456	...
...	<b>1 614 000</b>	<b>238 727</b>	<b>114 002</b>	<b>1 966 729</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 882 010</b>	<b>82 263</b>	<b>2 456</b>	<b>1 724 236</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	2 170 000	...	...	2 170 000	55	<b>Commission du droit d'auteur</b>			
...	...	142 600	...	142 600	55b	Dépenses du programme			
...	...	...	25 000	25 000		Dépenses du programme			
...	...	...	39 000	39 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	...	...		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	2 170 000	142 600	64 000	2 376 600	(S)	2 214 520	162 080	...	2 134 994
...	301 000	...	(75 573)	225 427		225 427	...	...	221 577
...	<b>2 471 000</b>	<b>142 600</b>	<b>(11 573)</b>	<b>2 602 027</b>		<b>2 439 947</b>	<b>162 080</b>	...	<b>2 356 571</b>
						<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>			
...	41 572 000	...	...	41 572 000	60	Dépenses de fonctionnement			
...	...	1	...	1	60b	Virement de 1 215 749 \$ du crédit 65 (Industrie)			
...	...	...	1 215 749	1 215 749		Virement du : crédit 65			
...	...	...	476 409	476 409		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	249 000	249 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	41 572 000	1	1 941 158	43 513 159		41 550 005	1 963 154	...	42 391 603
...	365 561 000	...	...	365 561 000	65	Subventions et contributions			
...	...	76 500 000	...	76 500 000	65a	Contributions			
...	...	1	...	1	65b	Subventions et contributions			
...	...	...	(1 215 749)	(1 215 749)		Virement au crédit 60			
...	365 561 000	76 500 001	(1 215 749)	440 845 252		305 540 930	135 304 322	...	277 769 702
...	13 400 000	(2 100 000)	(3 541 253)	7 758 747	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>			
...	21 900 000	2 700 000	886 105	25 486 105	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>			
...	4 878 000	...	106 302	4 984 302	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
2 751	...	...	10 627	13 378	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État			
2 751	447 311 000	77 100 002	(1 812 810)	522 600 943		385 322 840	137 267 476	10 627	367 171 397
						<b>Société d'expansion du Cap-Breton <sup>(2)</sup></b>			
...	28 258 000	...	(28 258 000)	...	70	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton			
...	<b>28 258 000</b>	...	<b>(28 258 000)</b>	...		...	...	...	...

...	332 147 000	...	...	332 147 000	75	Dépenses de fonctionnement				
...	...	20 667 000	...	20 667 000	75a	Virement de 7 029 000 \$ du crédit 85 (Industrie)				
...	...	8 294 461	...	8 294 461	75b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	7 029 000	7 029 000		Virement du : crédit 85				
...	...	...	723 332	723 332		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	29 453 000	29 453 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	332 147 000	28 961 461	37 205 332	398 313 793		Total—Crédit 75	386 550 484	11 763 309	...	332 500 451
...	67 661 000	...	...	67 661 000	80	Dépenses en capital				
...	...	3 650 089	...	3 650 089	80b	Dépenses en capital				
...	67 661 000	3 650 089	...	71 311 089		Total—Crédit 80	71 310 224	865	...	98 377 591
...	132 005 000	...	...	132 005 000	85	Subventions et contributions				
...	...	10 403 692	...	10 403 692	85b	Contributions				
...	...	...	(7 029 000)	(7 029 000)		Virement au crédit 75				
...	132 005 000	10 403 692	(7 029 000)	135 379 692		Total—Crédit 85	133 455 646	1 924 046	...	147 188 414
8 599 314	...	...	...	8 599 314	(S)	Dépenses des revenus conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> :				
...	75 954 000	...	3 544 255	79 498 255		Montant non dépensé au début de l'exercice				
8 599 314	75 954 000	...	3 544 255	88 097 569		Montant reçu au cours de l'exercice				
...	38 087 000	...	14 503 659	52 590 659	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	52 590 659	...	...	48 776 172
18 394	...	...	159 570	177 964	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	166 817	...	11 147	729 782
<b>8 617 708</b>	<b>645 854 000</b>	<b>43 015 242</b>	<b>48 383 816</b>	<b>745 870 766</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>705 485 131</b>	<b>13 688 220</b>	<b>26 697 415</b>	<b>718 876 736</b>
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>										
...	29 887 000	...	...	29 887 000	90	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2 104 000	...	2 104 000	90a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	626 338	...	626 338	90b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	402 921	402 921		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	329 000	329 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	29 887 000	2 730 338	731 921	33 349 259		Total—Crédit 90	31 962 738	1 386 521	...	31 888 114
...	674 840 000	...	...	674 840 000	95	Subventions				
...	...	46 200 000	...	46 200 000	95a	Subventions				
...	...	1 050 000	...	1 050 000	95b	Subventions				
...	674 840 000	47 250 000	...	722 090 000		Total—Crédit 95	697 423 757	24 666 243	...	616 025 999
...	3 415 000	...	(222 030)	3 192 970	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 192 970	...	...	3 372 541
431	...	...	141	572	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	431	141	5 659
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	908
<b>431</b>	<b>708 142 000</b>	<b>49 980 338</b>	<b>510 032</b>	<b>758 632 801</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>732 579 465</b>	<b>26 053 195</b>	<b>141</b>	<b>651 293 221</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	17 468 000	...	(17 468 000)	...	100	<b>Bureau de l'infrastructure du Canada</b> <sup>(3)</sup>			
...	...	1	(1)	...	100b	Dépenses de fonctionnement			
...	17 468 000	1	(17 468 001)	...		Virement de 1 114 999 \$ du crédit 105 (Industrie)			
...	5 191 000	...	(5 191 000)	...		Total—Crédit 100			
...	...	121 285 000	(121 285 000)	...	105	Contributions			
...	5 191 000	121 285 000	(126 476 000)	...	105a	Contributions			
...	1 237 000	...	(1 237 000)	...		Total—Crédit 105			
...	23 896 000	121 285 001	(145 181 001)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
...	15 455 000	...	...	15 455 000		<b>Total du programme—Budgétaire</b>			
...	...	2 362 000	...	2 362 000		<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>			
...	...	1	...	1	110	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	1 257 464	1 257 464	110a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	333 783	333 783	110b	Virement de 1 257 464 \$ du crédit 115 (Industrie)			
...	...	...	431 000	431 000		Virement du : crédit 115			
...	15 455 000	2 362 001	2 022 247	19 839 248		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	209 947 000	...	...	209 947 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	...	246 139 000	...	246 139 000		Total—Crédit 110			
...	...	...	(1 257 464)	(1 257 464)		18 818 904	1 020 344	...	16 715 386
...	209 947 000	246 139 000	(1 257 464)	454 828 536		Total—Crédit 115			
...	1 703 000	...	206 361	1 909 361	115	Subventions			
...	...	...	6 894	6 894	115a	Subventions			
...	...	...	1 827	1 827		Virement au crédit 110			
...	227 105 000	248 501 001	979 865	476 585 866		436 376 934	18 451 602	...	167 491 666
...	...	...	...	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
...	...	...	...	...	(S)	1 909 361	...	...	2 003 620
...	...	...	...	...	(S)	6 894	...	...	1 933
...	...	...	...	...	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement			
...	...	...	...	...	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État			
...	227 105 000	248 501 001	979 865	476 585 866		...	...	1 827	...
...	227 105 000	248 501 001	979 865	476 585 866		457 112 093	19 471 946	1 827	186 212 605

					<b>Conseil canadien des normes</b>					
...	7 504 000	...	...	7 504 000	120	Paiements au Conseil canadien des normes				
...	...	...	20 000	20 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	7 504 000	...	20 000	7 524 000		Total—Crédit 120	7 041 200	482 800	...	6 579 600
...	<b>7 504 000</b>	...	<b>20 000</b>	<b>7 524 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>7 041 200</b>	<b>482 800</b>	...	<b>6 579 600</b>
					<b>Statistique Canada</b>					
...	322 274 000	...	...	322 274 000	125	Dépenses du programme				
...	...	22 552 700	...	22 552 700	125a	Dépenses du programme				
...	...	15 345 899	...	15 345 899	125b	Dépenses du programme				
...	...	...	169 000	169 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	8 799 000	8 799 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	322 274 000	37 898 599	8 968 000	369 140 599		Total—Crédit 125	359 406 412	9 734 187	...	346 849 130
...	60 691 000	...	7 961 242	68 652 242	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
...	...	...	7 842	7 842	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État				
...	<b>382 965 000</b>	<b>37 898 599</b>	<b>16 937 084</b>	<b>437 800 683</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>428 066 496</b>	<b>9 734 187</b>	...	<b>422 736 420</b>
					<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien <sup>(4)</sup></b>					
...	38 795 000	...	(38 795 000)	...	130	Dépenses de fonctionnement				
...	...	3 901 350	(3 901 350)	...	130b	Dépenses de fonctionnement				
...	38 795 000	3 901 350	(42 696 350)	...		Total—Crédit 130	...	...	...	...
...	258 933 000	...	(258 933 000)	...	135	Subventions et contributions				
...	...	46 700 000	(46 700 000)	...	135a	Contributions				
...	...	31 001 445	(31 001 445)	...	135b	Subventions et contributions				
...	258 933 000	77 701 445	(336 634 445)	...		Total—Crédit 135	...	...	...	...
...	7 900 000	60 000	(7 960 000)	...	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>				
...	9 900 000	2 400 000	(12 300 000)	...	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>				
...	4 915 000	...	(4 915 000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
...	<b>320 443 000</b>	<b>84 062 795</b>	<b>(404 505 795)</b>	...		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	...	...	...	...
					<b>Total du portefeuille ministériel—</b>					
71 295 256	5 044 532 946	946 062 199	(371 504 944)	5 690 385 457		<b>Budgétaire</b>	5 022 333 595	551 743 956	116 307 906	4 070 875 122 <sup>(2)(3)(4)</sup>
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000		<b>Non budgétaire</b>	...	800 000	1 950 000	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

(2) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel d'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été créé et la Société d'expansion du Cap-Breton a été transférée à ce portefeuille ministériel. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 360 210 752 \$ et 35 017 000 \$, respectivement.

(3) Au cours de l'exercice, le Bureau de l'infrastructure du Canada a été transféré à Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 12 117 989 \$.

(4) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien a été créé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 246 827 934 \$.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Politique microéconomique	37 901 040	38 718 193	...	...	518 458 000	517 999 037	...	...	...	...	556 359 040	556 717 230
Règlements et services axés sur le marché	350 634 042	266 466 803	...	...	1 935 000	1 876 891	148 050 000	158 826 358	...	...	204 519 042	109 517 336
Développement sectoriel de l'industrie—												
Budgétaire	270 135 035	247 217 702	...	...	1 170 301 881	895 711 470	9 669 000	7 604 514	...	...	1 430 767 916	1 135 324 658
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Services ministériels et de gestion	124 715 499	119 892 525	...	...	...	...	...	...	...	...	124 715 499	119 892 525
Sous-total—												
Budgétaire	783 385 616	672 295 223	...	...	1 690 694 881	1 415 587 398	157 719 000	166 430 872	...	...	2 316 361 497	1 921 451 749
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Revenus affectés aux dépenses	(157 719 000)	(166 430 872)	...	...	...	...	(157 719 000)	(166 430 872)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>625 666 616</b>	<b>505 864 351</b>	...	...	<b>1 690 694 881</b>	<b>1 415 587 398</b>	...	...	...	...	<b>2 316 361 497</b>	<b>1 921 451 749</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 750 000</b>	...	<b>2 750 000</b>	...
<b>Agence spatiale canadienne</b>												
Connaissance de l'espace, applications et développement industriel	132 671 262	122 615 089	130 098 883	100 890 174	57 348 000	57 147 401	...	...	...	...	320 118 145	280 652 664
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>132 671 262</b>	<b>122 615 089</b>	<b>130 098 883</b>	<b>100 890 174</b>	<b>57 348 000</b>	<b>57 147 401</b>	...	...	...	...	<b>320 118 145</b>	<b>280 652 664</b>
<b>Commission canadienne du tourisme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>100 322 000</b>	<b>100 300 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>100 322 000</b>	<b>100 300 000</b>
<b>Tribunal de la concurrence—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 966 729</b>	<b>1 882 010</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>1 966 729</b>	<b>1 882 010</b>
<b>Commission du droit d'auteur—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>2 602 027</b>	<b>2 439 947</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 602 027</b>	<b>2 439 947</b>
<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>												
Promotion du développement économique des régions du Québec	48 510 839	46 537 058	...	...	474 090 104	338 785 782	...	...	...	...	522 600 943	385 322 840
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>48 510 839</b>	<b>46 537 058</b>	...	...	<b>474 090 104</b>	<b>338 785 782</b>	...	...	...	...	<b>522 600 943</b>	<b>385 322 840</b>



**Conseil national de recherches  
du Canada**

Recherche et innovation technologique	342 862 116	300 071 585	70 335 009	75 692 353	50 286 000	50 121 457	...	...	...	...	463 483 125	425 885 395
Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale	117 617 248	101 628 732	339 000	343 488	83 797 692	82 038 675	...	...	...	...	201 753 940	184 010 895
Administration du programme	71 743 138	92 400 461	7 594 563	1 892 866	1 296 000	1 295 514	...	...	...	...	80 633 701	95 588 841
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>532 222 502</b>	<b>494 100 778</b>	<b>78 268 572</b>	<b>77 928 707</b>	<b>135 379 692</b>	<b>133 455 646</b>	...	...	...	...	<b>745 870 766</b>	<b>705 485 131</b>

**Conseil de recherches en sciences  
naturelles et en génie**

Appui à la recherche et à l'érudition	36 542 801	35 155 708	...	...	722 090 000	697 423 757	...	...	...	...	758 632 801	732 579 465
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>36 542 801</b>	<b>35 155 708</b>	...	...	<b>722 090 000</b>	<b>697 423 757</b>	...	...	...	...	<b>758 632 801</b>	<b>732 579 465</b>

**Conseil de recherches en sciences  
humaines**

Promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition	21 757 330	20 735 159	...	...	454 828 536	436 376 934	...	...	...	...	476 585 866	457 112 093
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>21 757 330</b>	<b>20 735 159</b>	...	...	<b>454 828 536</b>	<b>436 376 934</b>	...	...	...	...	<b>476 585 866</b>	<b>457 112 093</b>

**Conseil canadien des normes—  
Budgétaire**

	<b>7 524 000</b>	<b>7 041 200</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>7 524 000</b>	<b>7 041 200</b>
--	------------------	------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------------------	------------------

**Statistique Canada**

Statistique économique et sociale	485 434 145	448 329 076	...	...	561 000	560 800	117 410 000	87 330 747	...	...	368 585 145	361 559 129
Statistique du recensement de la population	81 805 538	82 841 505	...	...	...	...	12 590 000	16 334 138	...	...	69 215 538	66 507 367
Sous-total	567 239 683	531 170 581	...	...	561 000	560 800	130 000 000	103 664 885	...	...	437 800 683	428 066 496
Revenus affectés aux dépenses	(130 000 000)	(103 664 885)	...	...	...	...	(130 000 000)	(103 664 885)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>437 239 683</b>	<b>427 505 696</b>	...	...	<b>561 000</b>	<b>560 800</b>	...	...	...	...	<b>437 800 683</b>	<b>428 066 496</b>

**Total du portefeuille ministériel—  
Budgétaire**

	<b>1 947 025 789</b>	<b>1 764 176 996</b>	<b>208 367 455</b>	<b>178 818 881</b>	<b>3 534 992 213</b>	<b>3 079 337 718</b>	...	...	...	...	<b>5 690 385 457</b>	<b>5 022 333 595</b>
--	----------------------	----------------------	--------------------	--------------------	----------------------	----------------------	-----	-----	-----	-----	----------------------	----------------------

<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>2 750 000</b>	...	<b>2 750 000</b>	...
-----------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------------------	-----	------------------	-----

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Politique microéconomique									
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Subvention à la Fondation Canada-Israël pour la recherche et le développement industriels	1 000 000	...	...	1 000 000
...	6 808 000	1	99 999	6 908 000	Subvention à l'Union internationale des télécommunications (UIT), Genève, Suisse	6 757 017	150 983	...	1 285 643
...	...	10 000 000	...	10 000 000	Subvention au Medical and Retaled Sciences Discovery District	10 000 000	...	...	...
...	...	...	500 000 000	500 000 000	(S) Subvention à la Fondation canadienne pour l'innovation	500 000 000	...	...	...
...	7 808 000	10 000 001	500 099 999	517 908 000		517 757 017	150 983	...	2 285 643
Règlements et services axés sur le marché									
...	60 000	...	...	60 000	Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	60 000	...	...	60 000
Développement sectoriel de l'industrie									
...	...	10 000 000	...	10 000 000	Subvention à Toronto03 Tourism Recovery Alliance	10 000 000	...	...	...
...	...	3 500 000	...	3 500 000	Subvention à la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto	3 500 000	...	...	...
...	...	...	75 000 000	75 000 000	(S) Subvention à Genome Canada	75 000 000	...	...	...
...	...	13 500 000	75 000 000	88 500 000		88 500 000	...	...	...
...	<b>7 868 000</b>	<b>23 500 001</b>	<b>575 099 999</b>	<b>606 468 000</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>606 317 017</b>	<b>150 983</b>	<b>...</b>	<b>2 345 643</b>
<b>Contributions</b>									
Politique microéconomique									
...	550 000	...	...	550 000	Contribution au Secrétariat du commerce intérieur	242 020	307 980	...	376 934
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6 390 152
...	550 000	...	...	550 000		242 020	307 980	...	6 767 086
Règlements et services axés sur le marché									
...	1 875 000	...	...	1 875 000	Contributions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	1 816 891	58 109	...	2 092 304
Développement sectoriel de l'industrie									
...	36 497 000	...	(1 000 000)	35 497 000	Contribution au Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement	33 716 851	1 780 149	...	22 620 515
...	20 160 000	...	4 962 655	25 122 655	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	25 122 655	...	...	20 490 720

...	150 000	...	...	150 000	Contributions en vertu du Projet pilote de gestion de la chaîne d'approvisionnement	34 327	115 673	...	71 440
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	(S) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	...	...	...	...
...	30 200 000	7 050 000	2 600 000	39 850 000	Contributions en vertu du Programme d'entreprise autochtone Canada	39 480 950	369 050	...	34 525 593
...	27 900 000	8 802 617	4 624 715	41 327 332	Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du nord de l'Ontario	41 327 332	...	...	47 319 267
...	25 800 000	(12 800 000)	(2 686 784)	10 313 216	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	10 313 216	...	...	28 919 741
...	36 800 000	(1 750 000)	(831 880)	34 218 120	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	34 218 120	...	...	34 910 205
...	339 592 000	...	(16 601 983)	322 990 017	Contributions en vertu du Programme de partenariat technologique Canada	311 817 866	11 172 151	...	327 770 211
...	3 900 000	49 990 000	(39 042 840)	14 847 160	Contributions en vertu du Programme pilote de services à large bande pour le développement rural et du Nord	5 009 740	9 837 420	...	1 041 151
...	26 588 000	12 525 000	4 095 209	43 208 209	Contributions en vertu du Programme de Rescol	42 776 337	431 872	...	42 216 044
...	30 473 000	15 000 000	(4 822 849)	40 650 151	Contributions en vertu du Programme d'accès communautaires	39 169 102	1 481 049	...	18 370 036
...	16 800 000	...	(200 000)	16 600 000	Contributions en vertu du Programme collectivités ingénieuses	13 656 307	2 943 693	...	18 120 000
...	478 000	...	(33 400)	444 600	Contribution à l'Institut de recherche et de développement industriels	374 441	70 159	...	474 024
...	255 172 000	...	(90 000)	255 082 000	Contributions en vertu du Programme Infrastructures Canada	134 547 829	120 534 171	...	127 513 888
...	49 000 000	...	(20 400 000)	28 600 000	Contributions en vertu du Mécanisme de financement structuré	3 270 451	25 329 549	...	1 033 950
...	...	100 087 000	...	100 087 000	Contributions en vertu de l'Initiative d'adaptation économique de l'industrie et des collectivités touchées par le différend sur le bois d'œuvre	24 415 385	75 671 615	...	100 000
...	...	42 655 781	...	42 655 781	(S) Obligations contractées pour des paiements législatifs de garanties d'emprunt en vertu de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	42 655 781	...	...	...
...	...	...	333 640	333 640	Contributions en vertu du Programme camps de l'inforoute, des sciences et de l'entrepreneurship	317 648	15 992	...	322 840
...	...	...	4 725 000	4 725 000	Contributions en vertu du Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement	4 633 736	91 264	...	...
...	...	...	400 000	400 000	Contributions en vertu de l'Initiative des industries de la langue	353 396	46 604	...	...
...	...	...	24 700 000	24 700 000	Contributions en vertu du Programme des adhérents pionniers	...	24 700 000	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	663 520
...	909 510 000	221 560 398	(49 268 517)	1 081 801 881		807 211 470	274 590 411	...	726 483 145
...	<b>911 935 000</b>	<b>221 560 398</b>	<b>(49 268 517)</b>	<b>1 084 226 881</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>809 270 381</b>	<b>274 956 500</b>	...	<b>735 342 535</b>
<b>Sommaire du ministère par secteur d'activité</b>									
...	8 358 000	10 000 001	500 099 999	518 458 000	Politique microéconomique	517 999 037	458 963	...	9 052 729
...	1 935 000	...	...	1 935 000	Règlements et services axés sur le marché	1 876 891	58 109	...	2 152 304
...	909 510 000	235 060 398	25 731 483	1 170 301 881	Développement sectoriel de l'industrie	895 711 470	274 590 411	...	726 483 145
...	<b>919 803 000</b>	<b>245 060 399</b>	<b>525 831 482</b>	<b>1 690 694 881</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>1 415 587 398</b>	<b>275 107 483</b>	...	<b>737 688 178</b>

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique <sup>(1)</sup></b>				
					<b>Subventions</b>				
					Développement				
...	2 000 000	...	(2 000 000)	...	Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économique	...	...	...	...
					<b>Contributions</b>				
					Développement				
...	125 888 000	...	(125 888 000)	...	Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	...	...	...	...
...	24 747 000	...	(24 747 000)	...	Contributions en vertu du Programme de coopération fédéral-provincial	...	...	...	...
...	600 000	...	(600 000)	...	Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	...	...	...	...
...	10 800 000	...	(10 800 000)	...	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	...	...	...	...
...	86 000 000	...	(86 000 000)	...	Contribution pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	...	...	...	...
...	35 000 000	...	(35 000 000)	...	Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	...	...	...	...
...	24 000 000	...	(24 000 000)	...	Contribution pour les secteurs du commerce, de l'investissement, de l'entrepreneuriat et du perfectionnement des compétences en affaires	...	...	...	...
...	3 709 000	...	(3 709 000)	...	Contributions en vertu du Programme d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes	...	...	...	...
...	42 119 000	...	(42 119 000)	...	Contributions aux provinces de l'Atlantique en vertu du Programme Infrastructures Canada	...	...	...	...
...	2 500 000	200 000	(2 700 000)	...	(S) Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	...	...	...	...
...	2 100 000	1 000 000	(3 100 000)	...	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	...	...	...	...
...	400 000	(375 060)	(24 940)	...	(S) Obligations contractées pour l'assurance-prêt ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	...	...	...	...
...	<b>357 863 000</b>	<b>824 940</b>	<b>(358 687 940)</b>	...	<b>Total—Contributions</b>	...	...	...	...
...	<b>359 863 000</b>	<b>824 940</b>	<b>(360 687 940)</b>	...	<b>Total du programme</b>	...	...	...	...

					<b>Agence spatiale canadienne</b>				
					<b>Subventions</b>				
					Connaissance de l'espace, applications et développement industriel				
					Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales				
...	1 985 000	...	(728 000)	1 257 000		1 212 982	44 018	...	365 000
<hr/>									
					<b>Contributions</b>				
					Connaissance de l'espace, applications et développement industriel				
					Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne (ASE)				
...	22 275 000	1	7 227 999	29 503 000		29 346 419	156 581	...	29 587 139
					Programme global de contributions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales				
...	696 000	...	(500 000)	196 000		196 000	...	...	...
					Contributions au Programme de démonstration des charges utiles spatiales				
...	20 482 000	...	(150 000)	20 332 000		20 332 000	...	...	21 668 000
					Contributions pour la démonstration Cascade/petit satellite-sonde de mesure de l'écoulement du plasma dans le vent polaire (Mission CASSIOPE)				
...	...	...	6 060 000	6 060 000		6 060 000	...	...	...
...	...	...	...	...		...	...	...	391 083
<hr/>									
...	43 453 000	1	12 637 999	56 091 000	<b>Total—Contributions</b>	<b>55 934 419</b>	<b>156 581</b>	...	<b>51 646 222</b>
<hr/>									
...	45 438 000	1	11 909 999	57 348 000	<b>Total du programme</b>	<b>57 147 401</b>	<b>200 599</b>	...	<b>52 011 222</b>
<hr/>									
					<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>				
					<b>Subventions</b>				
					Promotion du développement économique des régions du Québec				
					Subventions au Programme Innovation développement de l'entrepreneurship et exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises				
...	300 000	...	...	300 000		59 000	241 000	...	55 000
					Subvention à Grand Prix F1 du Canada inc. pour assurer la tenue du Grand Prix du Canada à Montréal en 2004, 2005 et 2006				
...	...	1	5 999 999	6 000 000		6 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...		...	...	...	3 280 000
<hr/>									
...	300 000	1	5 999 999	6 300 000	<b>Total—Subventions</b>	<b>6 059 000</b>	<b>241 000</b>	...	<b>3 335 000</b>
<hr/>									
					<b>Contributions</b>				
					Promotion du développement économique des régions du Québec				
					Contributions à la province de Québec aux termes de l'Entente travaux d'infrastructure Canada				
...	12 056 000	...	(10 000 000)	2 056 000		63 000	1 993 000	...	228 105
					(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>				
...	13 400 000	(2 100 000)	(3 541 253)	7 758 747		7 758 747	...	...	19 948 343
					Contributions au Programme Innovation développement de l'entrepreneurship et exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises				
...	46 150 000	39 000 000	(9 867 777)	75 282 223		72 195 221	3 087 002	...	59 088 227
...	24 000 000	...	2 634 334	26 634 334		26 634 334	...	...	25 682 782

## Paielements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	75 000 000	37 500 000	7 545 213	120 045 213	Contributions au Programme initiatives régionales stratégiques	98 545 213	21 500 000	...	122 465 776
...	21 900 000	2 700 000	886 105	25 486 105	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	25 486 105	...	...	21 805 392
...	57 000 000	...	(4 867 637)	52 132 363	Contributions au Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	30 888 902	21 243 461	...	26 979 101
...	151 055 000	...	6 907 000	157 962 000	Contributions à la province de Québec en vertu du Programme Infrastructures Canada	70 722 141	87 239 859	...	37 930 830
...	...	...	433 119	433 119	Fonds spécial de développement et d'adaptation économique des communautés de pêche du Québec	433 119	...	...	2 059 881
...	<b>400 561 000</b>	<b>77 100 000</b>	<b>(9 870 896)</b>	<b>467 790 104</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>332 726 782</b>	<b>135 063 322</b>	...	<b>316 188 437</b>
...	<b>400 861 000</b>	<b>77 100 001</b>	<b>(3 870 897)</b>	<b>474 090 104</b>	<b>Total du programme</b>	<b>338 785 782</b>	<b>135 304 322</b>	...	<b>319 523 437</b>
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>									
<b>Subventions</b>									
Recherche et innovation technologique									
...	340 000	...	(340 000)	...	Programme pour accroître la capacité scientifique et technologique du Canada	...	...	...	142 250
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	550 871
...	340 000	...	(340 000)	...		...	...	...	693 121
Administration du programme									
...	...	...	340 000	340 000	Programme pour accroître la capacité scientifique et technologique du Canada	339 783	217	...	...
...	956 000	...	...	956 000	Affiliations internationales	955 731	269	...	403 811
...	956 000	...	340 000	1 296 000		1 295 514	486	...	403 811
...	<b>1 296 000</b>	...	...	<b>1 296 000</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>1 295 514</b>	<b>486</b>	...	<b>1 096 932</b>
<b>Contributions</b>									
Recherche et innovation technologique									
...	3 268 000	...	457 578	3 725 578	Quote-part canadienne des frais de la Corporation du télescope Canada-France-Hawaï	3 716 503	9 075	...	4 771 501
...	40 000 000	...	...	40 000 000	Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	40 000 000	...	...	29 000 000

...	1 243 000	...	(7 578)	1 235 422	Particle Physics and Astronomy Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell	1 088 772	146 650	...	1 187 329
...	1 200 000	...	4 125 000	5 325 000	National Science Foundation des États-Unis pour appuyer la construction et l'exploitation des télescopes Gemini	5 316 182	8 818	...	4 487 793
...	45 711 000	...	4 575 000	50 286 000		50 121 457	164 543	...	39 446 623
<hr/>									
<b>Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale</b>									
...	68 998 000	10 403 692	(11 263 821)	68 137 871	Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques	67 215 716	922 155	...	66 922 115
...	16 000 000	...	(340 179)	15 659 821	Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et à la technologie	14 822 959	836 862	...	27 722 744
...	84 998 000	10 403 692	(11 604 000)	83 797 692		82 038 675	1 759 017	...	94 644 859
<hr/>									
<b>Administration du programme</b>									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	12 000 000
...	<b>130 709 000</b>	<b>10 403 692</b>	<b>(7 029 000)</b>	<b>134 083 692</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>132 160 132</b>	<b>1 923 560</b>	...	<b>146 091 482</b>
<hr/>									
<b>Sommaire du programme par secteur d'activité</b>									
...	46 051 000	...	4 235 000	50 286 000	Recherche et innovation technologique	50 121 457	164 543	...	40 139 744
...	84 998 000	10 403 692	(11 604 000)	83 797 692	Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale	82 038 675	1 759 017	...	94 644 859
...	956 000	...	340 000	1 296 000	Administration du programme	1 295 514	486	...	12 403 811
...	<b>132 005 000</b>	<b>10 403 692</b>	<b>(7 029 000)</b>	<b>135 379 692</b>	<b>Total du programme</b>	<b>133 455 646</b>	<b>1 924 046</b>	...	<b>147 188 414</b>
<hr/>									
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>									
<b>Subventions</b>									
...	674 840 000	40 050 000	(5 000 000)	709 890 000	Appui à la recherche et à l'érudition				
...	...	7 200 000	...	7 200 000	Subventions et bourses	685 232 091	24 657 909	...	611 025 999
...	...	...	5 000 000	5 000 000	Bourses d'études supérieures du Canada	7 191 666	8 334	...	...
...	...	...	...	...	Subvention à l'Institut Perimeter de physique théorique	5 000 000	...	...	5 000 000
...	<b>674 840 000</b>	<b>47 250 000</b>	...	<b>722 090 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>697 423 757</b>	<b>24 666 243</b>	...	<b>616 025 999</b>
<hr/>									
<b>Bureau de l'infrastructure du Canada <sup>(2)</sup></b>									
<b>Contributions</b>									
...	5 191 000	...	(5 191 000)	...	Investissement dans l'infrastructure et information sur celle-ci	...	...	...	...
...	...	106 285 000	(106 285 000)	...	Fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastructures municipales durables	...	...	...	...
...	...	15 000 000	(15 000 000)	...	Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	...	...	...	...
...	<b>5 191 000</b>	<b>121 285 000</b>	<b>(126 476 000)</b>	...	<b>Total du programme</b>	...	...	...	...

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>									
<b>Subventions</b>									
Promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition									
...	209 947 000	7 500 000	(1 257 464)	216 189 536	Subventions et bourses	197 984 083	18 205 453	...	167 491 666
...	...	224 411 000	...	224 411 000	Coûts indirects des recherches	224 182 351	228 649	...	...
...	...	14 228 000	...	14 228 000	Bourses d'études supérieures du Canada	14 210 500	17 500	...	...
...	<b>209 947 000</b>	<b>246 139 000</b>	<b>(1 257 464)</b>	<b>454 828 536</b>	<b>Total du programme</b>	<b>436 376 934</b>	<b>18 451 602</b>	...	<b>167 491 666</b>
<b>Statistique Canada</b>									
<b>Contributions</b>									
Statistique économique et sociale									
...	561 000	...	...	561 000	Contribution en vertu du Programme d'information sur la santé	560 800	200	...	560 800
...	<b>561 000</b>	...	...	<b>561 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>560 800</b>	<b>200</b>	...	<b>560 800</b>
<b>Diversification de l'économie de l'Ouest canadien <sup>(3)</sup></b>									
<b>Subventions</b>									
...	5 000 000	...	(5 000 000)	...	Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	...	...	...	...
...	...	27 000 000	(27 000 000)	...	Subvention aux Amis du Musée canadien des droits de la personne	...	...	...	...
...	<b>5 000 000</b>	<b>27 000 000</b>	<b>(32 000 000)</b>	...	<b>Total—Subventions</b>	...	...	...	...
<b>Contributions</b>									
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest									
...	71 896 240	50 701 445	(122 597 685)	...	Les contributions versées au titre du Programme d'investissement en innovation et dans les communautés serviront à financer des activités qui appuient l'innovation ou aident les communautés à participer à l'économie fondée sur le savoir	...	...	...	...
...	10 774 760	...	(10 774 760)	...		...	...	...	...



...	3 800 000	...	(3 800 000)	...	Contributions aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest œuvrant dans des industries stratégiques en établissant des fonds d'emprunt et d'investissement spécialisés, selon une formule commerciale, de concert avec des fournisseurs de prêt et de capital-risque des secteurs privé et public	...	...	...	...
...	167 462 000	...	(167 462 000)	...	Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada en vertu du Programme Infrastructures Canada	...	...	...	...
...	7 900 000	60 000	(7 960 000)	...	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	...	...	...	...
...	9 900 000	2 400 000	(12 300 000)	...	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	...	...	...	...
...	<b>271 733 000</b>	<b>53 161 445</b>	<b>(324 894 445)</b>	...	<b>Total—Contributions</b>	...	...	...	...
...	<b>276 733 000</b>	<b>80 161 445</b>	<b>(356 894 445)</b>	...	<b>Total du programme</b>	...	...	...	...
...	<b>3 025 242 000</b>	<b>828 224 478</b>	<b>(318 474 265)</b>	<b>3 534 992 213</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>3 079 337 718</b>	<b>455 654 495</b>	...	<b>2 040 489 716</b> <sup>(1)(2)(3)</sup>

(S) Paiement de transfert législatif.

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel d'Agence de promotion économique du Canada atlantique a été créé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 273 686 335 \$.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, le Bureau de l'infrastructure du Canada a été transféré à Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 2 759 720 \$.

<sup>(3)</sup> Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien a été créé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 198 508 616 \$.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Règlements et services axés sur le marché			
Règlements et services axés sur le marché	47 150 000	46 004 558	40 242 065
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	100 900 000	112 821 800	91 179 562
	148 050 000	158 826 358	131 421 627
Développement sectoriel de l'industrie	9 669 000	7 604 514	7 191 809
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>157 719 000</b>	<b>166 430 872</b>	<b>138 613 436</b>
<b>Statistique Canada</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Statistique économique et sociale	117 410 000	87 330 747	98 239 554
Statistique du recensement de la population	12 590 000	16 334 138	12 039 147
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>130 000 000</b>	<b>103 664 885</b>	<b>110 278 701</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>287 719 000</b>	<b>270 095 757</b>	<b>248 892 137</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements— <sup>(1)</sup>		
Prêts, placements et avances—		
Banque de développement du Canada—Dividendes	11 787 796	17 509 664
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	20 308	22 744
<i>Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique</i>	1 803 945	2 586 769
Autres comptes—		
Autres dividendes	...	3 833
	13 612 049	20 123 010
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 210 462	966 779
Contributions remboursables	1 370 478	959 141
Divers	1 994 002	12 808
Redressements des créateurs de l'exercice précédent	2 627 102	10 805 626
	7 202 044	12 744 354
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur	95 747 716	...
Redevances	1 146 827	1 330 895
Pénalités	...	4 372
Droits de permis	24 587 556	344 290 370
	121 482 099	345 625 637
Services de nature réglementaire—		
Droits d'inspection	1 764 699	2 299 654
Autres services	42 724 277	38 361 713
	44 488 976	40 661 367
Services de nature non réglementaire	10 310 716	9 637 631
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes de produits d'information	345 245	237 760
Ventes d'autres biens	2 037	16 128
	347 282	253 888
Autres frais et droits—		
Frais provenant de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	2 022 856	11 082 187
Frais provenant de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	16 531 985	18 437 750

## Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Frais provenant du projet pilote de location-acquisition	211 870	85 736	<b>Tribunal de la concurrence</b>		
Frais d'utilisation	2 840 636	4 492 921	<b>Autres revenus—</b>		
Revenus reportés	89 608 585	(23 576 152)	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 456	...
Divers	2 061 092	2 177 577	<b>Total du programme</b>	<b>2 456</b>	<b>...</b>
	<i>113 277 024</i>	<i>12 700 019</i>	<b>Commission du droit d'auteur</b>		
	289 906 097	408 878 542	<b>Autres revenus—</b>		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	264 453	565 234	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Revenus divers—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	230
Amendes— <i>Loi sur la concurrence</i> et produits pour consommateur (diverses lois)	11 103 410	4 098 538	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	4 210	...
Prêts	24 811 815	18 488 842		4 210	230
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	56 844 964	71 194 357	<b>Total du programme</b>	<b>4 210</b>	<b>230</b>
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	1 536 690	1 331 780	<b>Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec</b>		
Revenus reportés	(5 977)	24 990	<b>Autres revenus—</b>		
Divers	6 129 249	5 014 843	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
	100 420 151	100 153 350	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	51 582	16 539
<b>Total du ministère</b>	<b>411 404 794</b>	<b>542 464 490</b>	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 908 286	1 574 985
<b>Agence spatiale canadienne</b>				1 959 868	1 591 524
<b>Autres revenus—</b>			Ventes de biens et de services—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Autres frais et droits—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	192 501	152 902	Garantie de prêts	19 480 529	20 577 489
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	56 816	2 809 204	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 627	3 878
	249 317	2 962 106	Revenus divers—		
Ventes de biens et de services—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 786 504	1 737 532
Droits et privilèges—			Remboursement de contributions recouvrables	28 277 073	26 425 086
Revenus de royautés	3 307 100	2 644 463	Autres remboursements	235 021	209 660
Services de nature non réglementaire	676 912	866 429		31 298 598	28 372 278
	3 984 012	3 510 892	<b>Total du programme</b>	<b>52 749 622</b>	<b>50 545 169</b>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	18 158	20 507			
Revenus divers	26 053	184 900			
<b>Total du programme</b>	<b>4 277 540</b>	<b>6 678 405</b>			

## Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Conseil national de recherches du Canada</b>					
<b>Autres revenus—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	141	431
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	792 100	97 974	Revenus divers	2 430	1 560
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 319 710	1 474 771	<b>Total du programme</b>	<b>1 026 762</b>	<b>1 034 104</b>
	2 111 810	1 572 745	<b>Conseil de recherches en sciences humaines</b>		
<b>Autres revenus—</b>			<b>Autres revenus—</b>		
Ventes de biens et de services—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Droits et privilèges—			Recouvrements—Paiements de transfert	574 742	430 004
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	5 327 315	7 852 970	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	135 627	157 613
Location et utilisation de biens publics—				710 369	587 617
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	2 529 325	2 089 812	Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire—			Autres frais et droits	150	135
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	6 574 143	5 493 835	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 827	...
Ventes de biens et de produits d'information—			Revenus divers	2 948	3 240
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	9 771 745	10 836 413	<b>Total du programme</b>	<b>715 294</b>	<b>590 992</b>
Autres frais et droits—			<b>Statistique Canada</b>		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	55 295 727	51 554 359	<b>Autres revenus—</b>		
Divers	9 992 161	12 330 748	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	29 035	76 416
	65 287 888	63 885 107	Ventes de biens et de services—		
	89 490 416	90 158 137	Ventes de biens et de produits d'information	103 664 885	867 150
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	159 570	734 360	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 842	13 224
Revenus divers	1 400 000	...	Revenus divers	902 393	167 257
<b>Total du programme</b>	<b>93 161 796</b>	<b>92 465 242</b>	<b>Total du programme</b>	<b>104 604 155</b>	<b>1 124 047</b>
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>			<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
<b>Autres revenus—</b>			<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Revenus de placements	13 612 049	20 123 010
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 484	...	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 290 714	20 567 015
Remboursement de subventions et de bourses d'études	576 812	782 732	Ventes de biens et de services	506 526 219	523 992 435
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	445 765	249 291	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	465 074	1 337 634
	1 024 061	1 032 023	Revenus divers	134 052 573	128 882 585
Ventes de biens et de services—			<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>667 946 629</b>	<b>694 902 679<sup>(2)</sup></b>
Autres frais et droits	130	90			

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel d'Agence de promotion économique du Canada atlantique et le portefeuille ministériel de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien ont été créés, et le Bureau de l'infrastructure du Canada été transféré à Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 64 631 867 \$, 36 968 137 \$ et 4 315 \$, respectivement.

# SECTION 18

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

2003-2004

## Justice

### Ministère

**Commission canadienne des droits  
de la personne**

**Tribunal canadien des droits de la  
personne**

**Commissaire à la magistrature fédérale**

**Service administratif des tribunaux  
judiciaires**

**Commission du droit du Canada**

**Commissariats à l'information et à la  
protection de la vie privée du Canada**

**Cour suprême du Canada**

### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité .....	18.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	18.5
Programmes par secteur d'activité .....	18.10
Paiements de transfert .....	18.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés. . . .	18.14
Revenus .....	18.14

**Ministère****Objectifs**

Fournir au gouvernement du Canada ainsi qu'aux ministères et organismes fédéraux d'excellents services juridiques, superviser toutes les affaires liées à l'administration de la justice au Canada qui ne sont pas de compétence provinciale ou territoriale et proposer, dans ce contexte, des initiatives de politique et de programme afin de veiller à ce que le Canada soit une société juste et respectueuse de la loi dotée d'un système de justice accessible, efficace, efficient et équitable.

**Description des secteurs d'activité***Services gouvernementaux au client*

Répondre aux besoins du gouvernement du Canada, de ses ministères et de ses organismes en matière de services juridiques ou législatifs de qualité, de la manière la plus efficace et la plus rentable possible et en conformité avec la loi et la politique gouvernementale.

*Droit et orientation*

Garantir un système national de justice souple, équitable, efficient et accessible en gérant l'élaboration, la mise à l'essai, la promotion et la mise en œuvre de la politique de justice touchant le droit pénal et le droit de la famille et des jeunes, d'une part, et assurer une administration publique équitable, efficace et responsable en gérant le cadre juridique du gouvernement de manière à respecter le droit administratif, le droit constitutionnel, le droit international, le droit des Autochtones, les droits de la personne et le droit d'accès à l'information, d'autre part.

*Administration*

Veiller à la gestion stratégique efficace du programme de l'administration de la justice en établissant des cadres et des services administratifs et de gestion intégrée

qui permettent la gestion interne optimale du Ministère et de ses ressources.

**Commission canadienne des droits de la personne****Objectifs**

Promouvoir le principe selon lequel chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure où cela est compatible avec ses devoirs et ses obligations au sein de la société.

**Description des secteurs d'activité***Commission canadienne des droits de la personne*

La Commission vise à faire cesser et à réduire les pratiques discriminatoires en traitant les plaintes de discrimination pour des motifs de distinction illicite énoncés dans la *Loi canadienne sur les droits de la personne*; en procédant, aux termes de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, à des vérifications de l'application de la Loi auprès des ministères et organismes fédéraux et des entreprises du secteur privé assujetties à la réglementation fédérale; en faisant de la recherche et mettant en œuvre des programmes de sensibilisation publique; et en promouvant les principes des droits de la personne, et ce, en collaboration étroite avec les autres ordres de gouvernement, les employeurs, les fournisseurs de services et les organismes communautaires.

**Tribunal canadien des droits de la personne****Objectifs**

Assurer l'application juste de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, en tenant des audiences équitables et efficaces.

**Description des secteurs d'activité***Audiences publiques*

Le secteur d'activité, Audiences publiques, examine des plaintes de discrimination et détermine s'il y a eu violation des lois. Le greffe crée le meilleur environnement possible pour que les membres du Tribunal puissent tenir des audiences à différents endroits au Canada en leur assurant le soutien administratif continu qui est nécessaire. Le greffe planifie et organise les audiences et assure aux membres l'environnement propice à leur tenue.

**Commissaire à la magistrature fédérale****Objectifs**

Fournir le soutien administratif nécessaire pour aider une magistrature indépendante à s'adapter à l'ère de l'informatisation et administrer avec probité et prudence les dépenses autorisées par la partie I de la *Loi sur les juges*.

**Description des secteurs d'activité***Magistrature fédérale*

Le Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale offre divers services à la magistrature par l'intermédiaire des secteurs de services suivants : l'administration; le Conseil canadien de la magistrature; et les sommes à verser conformément à la *Loi sur les juges*.

- Administration — Ce secteur de services fournit à la magistrature fédérale des conseils sur l'interprétation de la partie I de la *Loi sur les juges*, communique au Ministre une liste à jour des candidats approuvés au poste de juge et fournit un soutien à la magistrature dans le domaine des finances, du personnel, de l'administration, de la formation, de l'édition et de l'informatique.

- Conseil canadien de la magistrature — Ce secteur de services s'occupe de l'administration du Conseil canadien de la magistrature en conformité avec la *Loi sur les juges*.
- Sommes à verser conformément à la *Loi sur les juges* — Ce secteur de services s'occupe du paiement des traitements, des indemnités et de la pension des juges et de leurs survivants en conformité avec la *Loi sur les juges*.

### Service administratif des tribunaux judiciaires

#### Objectifs

Le public a accès, de façon efficace et équitable, au processus judiciaire de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et de la Cour canadienne de l'impôt en temps opportun, dans l'une ou l'autre des langues officielles et de façon conforme aux lois pertinentes.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Services administratifs des tribunaux judiciaires*

Ce secteur d'activité fournit aux Canadiens les services nécessaires pour assurer la responsabilité à l'égard de l'utilisation des fonds publics dédiés à l'administration de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et de la Cour canadienne de l'impôt, tout en assurant que l'accès du public à ces tribunaux est conforme au résultat stratégique du Service administratif des tribunaux judiciaires et en garantissant le principe de l'indépendance judiciaire. Ces services peuvent être divisés en trois secteurs de services, soit les opérations de greffe, les services de gestion et le soutien judiciaire. Ces trois secteurs de services ont trois extrants, soit l'amélioration de l'accès aux tribunaux judiciaires, la promotion de l'indépendance judiciaire et l'amélioration de la prestation des services. Ces trois extrants

permettront à leur tour au secteur d'activité des services administratifs des tribunaux judiciaires d'atteindre son résultat stratégique.

### Commission du droit du Canada

#### Objectifs

L'objectif de la Commission est de donner des conseils de façon indépendante sur l'amélioration, la modernisation et la réforme du droit canadien, de ses institutions et de ses procédures pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins changeants des Canadiens et de la société canadienne.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Commission du droit du Canada*

La Commission du droit du Canada réalise son mandat en favorisant des recherches pertinentes qui incitent directement les Canadiens à renouveler le droit. La Commission élabore et met en œuvre des programmes de recherche qui aideront à comprendre le rôle que le droit peut et doit jouer dans la société canadienne.

La Commission utilise diverses formules pour consulter les juristes et les Canadiens et Canadiennes en général. En plus de publier et de distribuer des rapports, la Commission utilise d'autres médias et tribunes, notamment en diffusant les résultats de ses études par des moyens électroniques, en parrainant des congrès et des colloques, en organisant des conférences de presse et des assemblées publiques.

Les résultats des recherches et des consultations de la Commission sont résumés dans des documents publics qui font connaître ses conclusions et ses propositions. Occasionnellement, celles-ci peuvent prendre la forme de recommandations présentées au Parlement.

### Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Programme du Commissariat à l'information du Canada

#### Objectifs

Persuader les institutions fédérales d'adopter des pratiques en matière d'information conformes à la *Loi sur l'accès à l'information*; porter les questions d'interprétation appropriées de la *Loi sur l'accès à l'information* devant le tribunal fédéral; mener rapidement des enquêtes approfondies et équitables concernant les plaintes déposées par des particuliers contre le gouvernement; favoriser la transparence au sein de la fonction publique fédérale; s'assurer que le Parlement connaît les activités du Commissariat, la situation générale du droit d'accès et tout autre question traitée dans la Loi qui nécessite une réforme; s'assurer que des fonctions auxiliaires internes sont en place pour appuyer les décisions et la responsabilisation de la direction du programme sur l'accès à l'information.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Accès à l'information du gouvernement*

Enquêter sur les plaintes, revoir les propositions visant à modifier la législation sur l'accès à l'information, répondre aux demandes écrites ou téléphoniques, examiner jusqu'à quel point la Loi n'est pas respectée, régler les plaintes ou porter les causes devant le tribunal lorsqu'elles ne sont pas réglées et finalement favoriser l'adoption de politiques propres à un gouvernement transparent dans l'ensemble du système fédéral.

##### *Services généraux*

Prestation de services de soutien administratifs tels que les finances, le personnel, la technologie de l'information et l'administration générale.

Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada

### Objectifs

S'assurer que les droits des plaignants aux termes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* sont respectés et que la vie privée des particuliers, relativement aux renseignements personnels les concernant, et qui sont détenus par une institution fédérale, sont protégés; inciter les institutions gouvernementales à adopter davantage de pratiques équitables en matière d'information; promouvoir l'adoption de pratiques compatibles avec les principes exposés dans le code type de l'Association canadienne de normalisation en ce qui concerne la protection des renseignements personnels; s'assurer du respect des droits des personnes qui déposent une plainte auprès du Commissariat en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et les documents électroniques; et s'assurer que des fonctions auxiliaires internes sont en place pour appuyer les décisions et la responsabilisation de la direction du Programme sur la protection de la vie privée.

### Description des secteurs d'activité

*Protection des renseignements personnels (secteur public fédéral)*

Enquêter sur les plaintes, examiner et vérifier les résultats obtenus par le Ministère quant à la protection de la vie privée, répondre aux demandes écrites ou téléphoniques, évaluer l'incidence sur la vie privée des nouvelles technologies qui sont mises en application par les organismes d'État ou celles dont on étudie l'utilisation possible, vérifier le respect de la législation, conseiller le Parlement, les ministères et les organismes fédéraux et enquêter sur les questions qui auront une incidence sur la vie privée des Canadiens.

*Protection des renseignements personnels (secteur privé)*

Effectuer et promouvoir des recherches concernant les questions et les pratiques relatives à la protection des renseignements personnels; promouvoir de saines pratiques de gestion à cet égard; renseigner les clients sur leurs droits et leurs responsabilités en ce qui concerne la divulgation, la collecte et l'utilisation des renseignements obtenus; s'occuper des plaintes sur le traitement des renseignements personnels; chercher des solutions grâce à la négociation, à la médiation ou à la conciliation et, s'il y a lieu, recourir aux tribunaux; enquêter sur les pratiques d'un organisme en matière de traitement des renseignements personnels et compléter le travail des provinces qui s'efforcent de protéger les renseignements personnels divulgués dans les activités commerciales.

*Services généraux*

Prestation de services de soutien administratifs tels que les finances, le personnel, la technologie de l'information et l'administration générale.

### Cour suprême du Canada

#### Objectifs

Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

#### Description des secteurs d'activité

*Bureau du registraire*

Le Bureau du registraire fournit une gamme de services à la Cour, y compris le traitement de tous les documents déposés par les plaideurs et la préparation des affaires pour l'audition et le jugement; la publication et la diffusion des arrêts de la Cour; le maintien de la base d'information nécessaire à la Cour; la communication de

renseignements sur la Cour ainsi que la tenue et la conservation des documents et archives de la Cour. Le Bureau administre également les paiements législatifs suivants : les traitements, les indemnités et les pensions des juges; les pensions aux conjoints et aux enfants des juges; et les montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.



## Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	433 972 000	...	...	433 972 000	<b>Ministère</b>				
...	...	11 188 302	...	11 188 302	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	169 724 864	...	169 724 864	1a Dépenses de fonctionnement—Virement de 1 500 000 \$ du crédit 5 (Justice)				
...	...	...	1 500 000	1 500 000	1b Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	437 172	437 172	Virement du : crédit 5				
...	...	...	2 965 000	2 965 000	CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	(200 000)	(200 000)	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	(84 840 694)	(84 840 694)	Virement au : crédit 1 (Solliciteur général)				
...	...	...	(3 821 365)	(3 821 365)	crédit 7a (Solliciteur général)				
...	...	...			crédit 35a (Solliciteur général)				
...	433 972 000	180 913 166	(83 959 887)	530 925 279	Total—Crédit 1	510 623 362	20 301 917	...	444 812 484
...	399 602 000	...	...	399 602 000	5 Subventions et contributions				
...	...	43 592 378	...	43 592 378	5a Subventions et contributions				
...	...	4 334 136	...	4 334 136	5b Subventions et contributions				
...	...	...	(1 500 000)	(1 500 000)	Virement au : crédit 1				
...	...	...	(16 500 000)	(16 500 000)	crédit 8a (Solliciteur général)				
...	399 602 000	47 926 514	(18 000 000)	429 528 514	Total—Crédit 5	418 915 694	10 612 820	...	407 105 125
...	66 946	...	1 984	68 930	(S) Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	68 930	...	...	66 870
...	51 440 000	...	12 370 561	63 810 561	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 810 561	...	...	71 823 668
...	...	...	50	50	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	50	...	...	797 899
1 402	...	...	20 679	22 081	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 401	1	20 679	19 053
<b>1 402</b>	<b>885 080 946</b>	<b>228 839 680</b>	<b>(89 566 613)</b>	<b>1 024 355 415</b>	<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>993 419 998</b>	<b>30 914 738</b>	<b>20 679</b>	<b>924 625 099<sup>(2)</sup></b>
...	20 192 000	...	...	20 192 000	<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>				
...	...	272 250	...	272 250	10 Dépenses du programme				
...	...	...	194 909	194 909	10b Dépenses du programme				
...	...	...	144 000	144 000	Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...			CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	20 192 000	272 250	338 909	20 803 159	Total—Crédit 10	19 546 174	1 256 985	...	20 747 627
...	2 394 000	...	276 475	2 670 475	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 670 475	...	...	2 892 491

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses			\$	\$				
8 279	...	...	38	8 317	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	8 279	...	38	...
<b>8 279</b>	<b>22 586 000</b>	<b>272 250</b>	<b>615 422</b>	<b>23 481 951</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>22 224 928</b>	<b>1 256 985</b>	<b>38</b>	<b>23 640 118</b>
...	3 875 000	...	...	3 875 000	15	<b>Tribunal canadien des droits de la personne</b> Dépenses du programme				
...	...	902 863	...	902 863	15b	Dépenses du programme				
...	...	...	30 000	30 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	39 000	39 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	3 875 000	902 863	69 000	4 846 863	(S)	Total—Crédit 15	3 984 683	862 180	...	3 442 164
...	327 000	...	1 725	328 725	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	328 725	...	...	335 573
...	...	...	151	151	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	151	...	...	145
...	<b>4 202 000</b>	<b>902 863</b>	<b>70 876</b>	<b>5 175 739</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 313 559</b>	<b>862 180</b>	<b>...</b>	<b>3 777 882</b>
...	5 194 000	...	...	5 194 000	20	<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b> Dépenses de fonctionnement				
...	...	2 554 000	...	2 554 000	20a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	60 000	60 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	93 000	93 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	5 194 000	2 554 000	153 000	7 901 000		Total—Crédit 20	7 478 402	422 598	...	8 511 436
...	545 000	...	...	545 000	25	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement				
...	...	1 274 000	...	1 274 000	25a	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement				
...	545 000	1 274 000	...	1 819 000		Total—Crédit 25	1 751 342	67 658	...	1 129 116
...	316 076 000	...	5 119 166	321 195 166	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	321 195 166	...	...	305 118 901
...	694 000	...	(24 459)	669 541	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	669 541	...	...	863 576
...	<b>322 509 000</b>	<b>3 828 000</b>	<b>5 247 707</b>	<b>331 584 707</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>331 094 451</b>	<b>490 256</b>	<b>...</b>	<b>315 623 029</b>

					<b>Service administratif des tribunaux judiciaires</b> <sup>(3)</sup>					
...	...	5 721 682	...	5 721 682	27a	Virement de 33 645 000 \$ du crédit 30 (Justice) et de 11 725 000 \$ du crédit 55 (Justice)				
...	...	...	33 645 000	33 645 000		Virement du : crédit 30				
...	...	...	11 725 000	11 725 000		crédit 55				
...	...	...	190 000	190 000		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	318 000	318 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	...	5 721 682	45 878 000	51 599 682		Total—Crédit 27	48 549 674	3 050 008	...	49 142 750
...	...	...	5 679 129	5 679 129	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 679 129	...	...	6 544 366
...	...	...	125 000	125 000	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	125 000	...	...	...
...	...	...	25 017	25 017	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État :				
...	...	...	68 895	68 895		Produits non utilisés de l'exercice précédent (Cour fédérale du Canada et Cour canadienne de l'impôt)				
...	...	...	93 912	93 912		Produits reçus au cours de l'exercice				
...	...	...	93 912	93 912		Total	60 513	8 399	25 000	26 967
...	...	<b>5 721 682</b>	<b>51 776 041</b>	<b>57 497 723</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>54 414 316</b>	<b>3 058 407</b>	<b>25 000</b>	<b>55 714 083</b>
					<b>Cour fédérale du Canada</b> <sup>(3)</sup>					
...	33 645 000	...	...	33 645 000	30	Dépenses du programme				
...	...	...	(33 645 000)	(33 645 000)		Virement au crédit 27a				
...	33 645 000	...	(33 645 000)	...		Total—Crédit 30	...	...	...	...
...	4 567 000	...	(4 567 000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
25 000	...	...	(25 000)	...	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	...	...
<b>25 000</b>	<b>38 212 000</b>	...	<b>(38 237 000)</b>	...		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	...	...	...	...
					<b>Commission du droit du Canada</b>					
...	2 943 000	...	...	2 943 000	35	Dépenses du programme				
...	...	543 804	...	543 804	35b	Dépenses du programme				
...	...	...	11 100	11 100		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	23 000	23 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	2 943 000	543 804	34 100	3 520 904		Total—Crédit 35	3 408 644	112 260	...	2 906 408
...	167 000	...	37 262	204 262	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	204 262	...	...	215 233
...	<b>3 110 000</b>	<b>543 804</b>	<b>71 362</b>	<b>3 725 166</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>3 612 906</b>	<b>112 260</b>	...	<b>3 121 641</b>
					<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>					
					Programme du Commissariat à l'information du Canada					
...	4 398 000	...	...	4 398 000	40	Dépenses du programme				
...	...	525 995	...	525 995	40b	Dépenses du programme				
...	...	...	(30 601)	(30 601)		Redressements selon l'article 37.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>				

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
...	...	...	10 276	10 276						
...	...	...	86 000	86 000						
...	...	...	48 000	48 000						
...	4 398 000	525 995	113 675	5 037 670						
...	666 000	...	(5 027)	660 973	(S)	Total—Crédit 40	4 799 708	237 962	...	4 923 417
...	...	...	13 625	13 625	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	660 973	...	...	642 117
...	...	...	13 625	13 625	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 825	...	6 800	...
...	<b>5 064 000</b>	<b>525 995</b>	<b>122 273</b>	<b>5 712 268</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>5 467 506</b>	<b>237 962</b>	<b>6 800</b>	<b>5 565 534</b>
...	9 816 000	...	...	9 816 000	45	Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada				
...	...	621 000	...	621 000	45b	Dépenses du programme				
...	...	...	(233 673)	(233 673)		Dépenses du programme				
...	...	...	162 388	162 388		Redressements selon l'article 37.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>				
...	...	...	60 000	60 000		Virement du : CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	66 000	66 000		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	66 000	66 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	9 816 000	621 000	54 715	10 491 715	(S)	Total—Crédit 45	9 854 473	637 242	...	10 665 779
...	1 415 000	...	(177 182)	1 237 818	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 237 818	...	...	1 483 928
525	...	...	...	525	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	525	...	10 783
<b>525</b>	<b>11 231 000</b>	<b>621 000</b>	<b>(122 467)</b>	<b>11 730 058</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>11 092 291</b>	<b>637 767</b>	<b>...</b>	<b>12 160 490</b>
<b>525</b>	<b>16 295 000</b>	<b>1 146 995</b>	<b>(194)</b>	<b>17 442 326</b>		<b>Total Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada—Budgétaire</b>	<b>16 559 797</b>	<b>875 729</b>	<b>6 800</b>	<b>17 726 024</b>
...	18 559 000	...	...	18 559 000	50	<b>Cour suprême du Canada</b>				
...	...	3 942 000	...	3 942 000	50a	Dépenses du programme				
...	...	653 500	...	653 500	50b	Dépenses du programme				
...	...	...	65 000	65 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	116 000	116 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	18 559 000	4 595 500	181 000	23 335 500	(S)	Total—Crédit 50	21 321 065	2 014 435	...	16 075 134
...	4 432 000	...	(188 579)	4 243 421	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	4 243 421	...	...	4 050 490

...	1 939 000	...	(4 950)	1 934 050	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 934 050	...	...	2 260 903
6 021	...	...	22 545	28 566	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	6 021	22 545	475
<b>6 021</b>	<b>24 930 000</b>	<b>4 595 500</b>	<b>10 016</b>	<b>29 541 537</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>27 498 536</b>	<b>2 020 456</b>	<b>22 545</b>	<b>22 387 002</b>
<b>Cour canadienne de l'impôt<sup>(3)</sup></b>										
...	11 725 000	...	...	11 725 000	55	Dépenses du programme				
...	...	...	(11 725 000)	(11 725 000)		Virement au crédit 27a				
...	11 725 000	...	(11 725 000)	...		Total—Crédit 55	...	...	...	...
...	1 235 000	...	(1 235 000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
17	...	...	(17)	...	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	...	...
<b>17</b>	<b>12 960 000</b>	<b>...</b>	<b>(12 960 017)</b>	<b>...</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>41 244</b>	<b>1 329 884 946</b>	<b>245 850 774</b>	<b>(82 972 400)</b>	<b>1 492 804 564</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 453 138 491</b>	<b>39 591 011</b>	<b>75 062</b>	<b>1 366 614 878<sup>(2)</sup></b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, le Centre canadien des armes à feu a été transféré au Solliciteur général. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 17 533 720 \$.

<sup>(3)</sup> Le Service administratif des tribunaux judiciaires est un nouvel organisme amalgamant la Cour fédérale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Services gouvernementaux au client	441 277 083	440 109 130	...	...	...	...	...	...	...	...	441 277 083	440 109 130
Droit et orientation	81 352 234	64 450 292	...	...	429 528 514	418 915 694	...	...	...	...	510 880 748	483 365 986
Administration	72 197 584	69 944 882	...	...	...	...	...	...	...	...	72 197 584	69 944 882
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>594 826 901</b>	<b>574 504 304</b>	...	...	<b>429 528 514</b>	<b>418 915 694</b>	...	...	...	...	<b>1 024 355 415</b>	<b>993 419 998</b>
<b>Commission canadienne des droits de la personne—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>23 481 951</b>	<b>22 224 928</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>23 481 951</b>	<b>22 224 928</b>
<b>Tribunal canadien des droits de la personne</b>												
Audiences publiques	5 175 739	4 313 559	...	...	...	...	...	...	...	...	5 175 739	4 313 559
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>5 175 739</b>	<b>4 313 559</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>5 175 739</b>	<b>4 313 559</b>
<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>												
Magistrature fédérale	331 859 707	331 328 728	...	...	...	...	275 000	234 277	...	...	331 584 707	331 094 451
Revenus affectés aux dépenses	(275 000)	(234 277)	...	...	...	...	(275 000)	(234 277)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>331 584 707</b>	<b>331 094 451</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>331 584 707</b>	<b>331 094 451</b>
<b>Service administratif des tribunaux judiciaires—<sup>(1)</sup></b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>56 417 530</b>	<b>53 348 639</b>	<b>1 080 193</b>	<b>1 065 677</b>	...	...	...	...	...	...	<b>57 497 723</b>	<b>54 414 316</b>
<b>Commission du droit du Canada—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>3 725 166</b>	<b>3 612 906</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>3 725 166</b>	<b>3 612 906</b>
<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>												
Programme du Commissariat à l'information du Canada												
Accès à l'information du gouvernement	4 411 951	4 297 984	...	...	...	...	...	...	...	...	4 411 951	4 297 984
Services généraux	1 300 317	1 169 522	...	...	...	...	...	...	...	...	1 300 317	1 169 522
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>5 712 268</b>	<b>5 467 506</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>5 712 268</b>	<b>5 467 506</b>

Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada

Protection des renseignements personnels (secteur public fédéral)	3 744 097	4 194 523	...	...	...	...	...	...	...	...	3 744 097	4 194 523
Protection des renseignements personnels (secteur privé)	5 892 379	4 768 650	...	...	198 000	...	...	...	...	...	6 090 379	4 768 650
Services généraux	1 895 582	2 129 118	...	...	...	...	...	...	...	...	1 895 582	2 129 118
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>11 532 058</b>	<b>11 092 291</b>	...	...	<b>198 000</b>	...	...	...	...	...	<b>11 730 058</b>	<b>11 092 291</b>
<b>Total Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada—Budgétaire</b>	<b>17 244 326</b>	<b>16 559 797</b>	...	...	<b>198 000</b>	...	...	...	...	...	<b>17 442 326</b>	<b>16 559 797</b>
<b>Cour suprême du Canada</b>												
Bureau du registraire	29 541 537	27 498 536	...	...	...	...	...	...	...	...	29 541 537	27 498 536
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>29 541 537</b>	<b>27 498 536</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>29 541 537</b>	<b>27 498 536</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 061 997 857</b>	<b>1 033 157 120</b>	<b>1 080 193</b>	<b>1 065 677</b>	<b>429 726 514</b>	<b>418 915 694</b>	...	...	...	...	<b>1 492 804 564</b>	<b>1 453 138 491</b>

(1) Le Service administratif des tribunaux judiciaires est un nouvel organisme amalgamant la Cour fédérale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt.

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Droit et orientation									
...	18 170	...	...	18 170	18 170	...	...	18 170	...
...	1 140	...	...	1 140	1 140	...	...	1 140	...
...	12 274	...	...	12 274	12 274	...	...	12 274	...
...	7 220	...	(1 725)	5 495	5 495	...	...	7 220	...
...	8 620	...	(2 000)	6 620	6 620	...	...	8 620	...
...	26 600	...	...	26 600	26 600	...	...	26 600	...
...	268 345	...	...	268 345	268 345	...	...	268 345	...
...	38 600	...	...	38 600	38 600	...	...	38 600	...
...	100 000	...	...	100 000	100 000	...	...	100 000	...
...	510 631	...	(292 869)	217 762	217 762	...	...	308 580	...
...	150 000	...	(150 000)	...	...	...	...	120 655	...
...	46 168 061	...	(14 700 000)	31 468 061	31 396 733	71 328	...	30 373 204	...
...	2 968 657	...	...	2 968 657	2 626 752	341 905	...	3 259 132	...
...	500 000	...	(362 000)	138 000	134 716	3 284	...	213 940	...
...	...	200 000	...	200 000	...	200 000	...	...	...
...	...	50 000	(50 000)	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	46 151	...
...	<b>50 778 318</b>	<b>250 000</b>	<b>(15 558 594)</b>	<b>35 469 724</b>	<b>34 853 207</b>	<b>616 517</b>	...	<b>34 802 631</b>	...
<b>Contributions</b>									
Droit et orientation									
...	82 327 507	39 767 000	(7 153 000)	114 941 507	114 941 507	...	...	100 827 507	...
...	200 599 696	...	(4 897 100)	195 702 596	195 702 596	...	...	197 990 059	...
...	...	...	4 897 100	4 897 100	1 520 100	3 377 000	...	...	...



...	3 997 500	...	731 848	4 729 348	Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	4 729 348	...	...	4 833 240
...	18 000 000	...	(18 000 000)	...	Contributions aux provinces et aux territoires pour le Programme canadien de contrôle des armes à feu	...	...	...	...
...	2 101 592	...	205 247	2 306 839	Contributions versées en vertu du Fonds juridique de partenariats et d'innovation	2 286 219	20 620	...	3 579 848
...	7 400 000	...	(350 000)	7 050 000	Contributions versées en vertu du Fonds de la stratégie sur la justice applicable aux Autochtones	6 873 209	176 791	...	6 859 764
...	11 207 531	...	...	11 207 531	Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	10 929 323	278 208	...	10 687 259
...	3 270 456	1 400 000	72 137	4 742 593	Contributions aux Territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques)	4 742 593	...	...	3 859 716
...	14 694 400	...	(1 000 000)	13 694 400	Contributions à l'appui du Fonds pour le renouvellement du système de justice pour les jeunes	9 392 121	4 302 279	...	13 109 848
...	1 425 000	...	112 000	1 537 000	Contributions à l'appui de l'Initiative sur les victimes d'actes criminels	1 522 640	14 360	...	1 257 054
...	3 800 000	4 334 136	1 275 000	9 409 136	Contribution à la Colombie-Britannique pour le procès lié à l'écrasement d'Air India	9 409 136	...	...	8 750 812
...	...	575 000	624 948	1 199 948	Contributions à l'appui de projets pilotes d'aide juridique	1 199 948	...	...	...
...	...	1 650 378	(425 326)	1 225 052	Contributions à l'appui des avocats désignés par le tribunal dans les poursuites fédérales	756 493	468 559	...	...
...	...	(50 000)	15 209 000	15 159 000	Contributions en vertu du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant	15 140 001	18 999	...	15 859 887
...	...	...	3 476 067	3 476 067	Contributions versées à l'appui des obligations de la <i>Loi sur les contraventions</i> relatives aux langues officielles	3 200 000	276 067	...	2 185 000
...	...	...	2 780 673	2 780 673	Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	1 717 253	1 063 420	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 502 500
...	<b>348 823 682</b>	<b>47 676 514</b>	<b>(2 441 406)</b>	<b>394 058 790</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>384 062 487</b>	<b>9 996 303</b>	...	<b>372 302 494</b>
...	<b>399 602 000</b>	<b>47 926 514</b>	<b>(18 000 000)</b>	<b>429 528 514</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>418 915 694</b>	<b>10 612 820</b>	...	<b>407 105 125<sup>(1)</sup></b>
<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>									
Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada									
<b>Contributions</b>									
Protection des renseignements personnels (secteur privé)									
...	198 000	...	...	198 000	Contributions à l'appui d'activités de recherche et de promotion liées à la protection des renseignements personnels	...	198 000	...	...
...	<b>198 000</b>	...	...	<b>198 000</b>	<b>Total du programme</b>	...	<b>198 000</b>	...	...
...	<b>198 000</b>	...	...	<b>198 000</b>	<b>Total Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>	...	<b>198 000</b>	...	...
...	<b>399 800 000</b>	<b>47 926 514</b>	<b>(18 000 000)</b>	<b>429 726 514</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>418 915 694</b>	<b>10 810 820</b>	...	<b>407 105 125<sup>(1)</sup></b>

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, le Centre canadien des armes à feu a été transféré au Solliciteur général. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 17 533 720 \$.

**Détail des montants disponibles pour être dépensés**

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Commissaire à la magistrature fédérale</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Magistrature fédérale			
Formation Judicom	100 000	100 230	85 848
Frais de service du Bureau du juge-arbitre	50 000	50 000	50 000
Entente administrative avec l'Agence canadienne de développement international	125 000	84 047	100 397
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>275 000</b>	<b>234 277</b>	<b>236 245</b>

**Revenus**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Autres ministères	12 128	17 506
Divers	900 642	796 671
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	775 791	4 104 040
	1 688 561	4 918 217
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Programme canadien de contrôle des armes à feu—Frais	...	15 613 776
Enregistrement de divorces	668 039	715 404
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	5 592 737	5 082 561
	6 260 776	21 411 741
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 679	6 025
Revenus divers—		
Amendes—Territoires du Nord-Ouest	134 442	300
Amendes et confiscations	884 983	1 121 755
Location de résidences et services publics	335 117	269 850
Société d'État facturé	366 766	333 002
Brevets et redevances	67 499	57 021
Services de nature non réglementaire	131 580 439	...
Divers	153 045	72 477
	133 522 291	1 854 405
<b>Total du ministère</b>	<b>141 492 307</b>	<b>28 190 388</b>
<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	21 115	19 640
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	12 089	114 095
	33 204	133 735
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	38	8 279
Revenus divers	480	357
<b>Total du programme</b>	<b>33 722</b>	<b>142 371</b>



**Revenus—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Cour suprême du Canada</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 786	13 373
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	72 534	39 885
	<hr/> 78 320	<hr/> 53 258
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	1 299	1 429
Ventes de biens et de produits d'information—		
Vente de communiqués de la Cour suprême	8 890	9 800
Ventes de raisons d'arrêt	19 422	14 799
	28 312	24 599
Autres frais et droits—		
Photocopies	26 090	23 968
Frais d'enregistrement	57 993	49 926
Divers	20 014	16 281
	104 097	90 175
	<hr/> 133 708	<hr/> 116 203
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 545	6 021
Revenus divers—		
Contributions des juges pour des rentes	69 606	66 903
<b>Total du programme</b>	<hr/> <b>304 179</b>	<hr/> <b>242 385</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 092 619	5 405 018
Ventes de biens et de services	8 036 823	22 953 498
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	125 933	66 473
Revenus divers	147 942 698	20 229 870
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<hr/> <b>158 198 073</b>	<hr/> <b>48 654 859</b>

(1) Le Service administratif des tribunaux judiciaires est un nouvel organisme amalgamant la Cour fédérale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt.

# SECTION 19

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Parlement**

**Sénat**

**Chambre des communes**

**Bibliothèque du Parlement**

## **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité .....	19.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	19.5
Programmes par secteur d'activité .....	19.7
Paievements de transfert .....	19.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés ...	19.9
Revenus .....	19.10

## Sénat

### Objectifs

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer son propre fonctionnement.

Le Sénat exerce quatre grandes fonctions : représenter les intérêts des régions, des provinces et des minorités; faire enquête sur des dossiers d'intérêt national; délibérer; légiférer.

Les sénateurs exercent ces fonctions soit individuellement par l'entremise de leurs bureaux, ou collectivement par l'intermédiaire des délibérations à la Chambre et aux comités du Sénat. L'administration du Sénat assure les services de soutien nécessaires aux sénateurs pour exécuter leurs fonctions parlementaires.

### Description des secteurs d'activité

#### *Sénateurs et bureaux des sénateurs*

Prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l'autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies.

Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs, et cotisations aux régimes de retraite; allocations de retraite; frais de déplacement et de communication; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs; fonds de recherche pour les caucus.

#### *Fonctionnement de la Chambre*

Prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs pour leur travail à la Chambre du Sénat,

c'est-à-dire délibérer et approuver des projets de loi, présenter des pétitions, discuter des rapports des comités et participer à des cérémonies. Ces fonctions sont exercées conformément au Règlement du Sénat, à la procédure parlementaire, aux règles de préséance et aux décisions du Président.

Les dépenses liées à ce secteur d'activité sont les suivantes : rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses de personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des hauts fonctionnaires du Sénat; traitements et autres dépenses de fonctionnement relatives au greffier du Sénat, au sous-greffier, au légiste et au huissier du bâton noir; journaux, compte rendu des débats et publications dans les deux langues officielles; programme des pages du Sénat; échanges parlementaires.

#### *Comités et associations*

Soutien aux sénateurs qui font partie de comités permanents, de comités spéciaux et de comités mixtes. Les comités sont chargés d'étudier à fond les projets de loi et d'approuver des projets de loi modificatifs en se fondant sur les témoignages d'experts et sur les conseils juridiques d'experts en droit. Ils examinent des sujets d'intérêt public, font des recommandations et étudient les propositions de dépenses du gouvernement.

Les sénateurs participent aussi aux activités des associations parlementaires et des groupes d'amitié. Ils représentent le Canada dans des forums internationaux où l'on discute de dossiers importants pour la population canadienne.

Les dépenses liées à ce secteur d'activité sont les suivantes : comités et associations parlementaires; compte rendu des débats et service de publication; télédiffusion des délibérations des comités.

#### *Soutien administratif*

Soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les trois au-

tres rubriques de fonctions du Sénat. Fourniture des locaux et de l'équipement, des outils, de l'information, du matériel et des services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités.

Les dépenses comprises dans ce secteur d'activité sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité; services de communication et d'information; gestion de la technologie de l'information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d'imprimerie; réparations, métiers et transports.

## Chambre des communes

### Objectifs

L'administration de la Chambre des communes soutient les activités que les députés exercent individuellement et collectivement à titre de représentants de 301 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus.

### Description des secteurs d'activité

#### *Circonscription*

Il s'agit ici des ressources servant à appuyer le rôle des représentants élus de 301 circonscriptions. À ce titre, les députés s'acquittent de leurs responsabilités de la même manière qu'ils le feraient pour l'exploitation de 301 petites entreprises. Ils reçoivent des services et du soutien conformément à la *Loi sur le Parlement du Canada*, aux règlements du Bureau de régie interne, au Règlement de la Chambre et aux décisions du Président. Les autres services qui soutiennent le travail des députés dans les circonscriptions sont également fournis conformément aux lignes directrices et aux normes établies par le Bureau. Les coûts sont répartis de la façon suivante :

- Traitements et allocations des députés, y compris la contribution au régime de pension des députés;
- Budget des bureaux des députés, y compris la rémunération du personnel, les dépenses de bureau et les déplacements dans la circonscription;
- Communication avec les commettants, y compris les frais de déplacement et de communications;
- Biens et services fournis par la Chambre;
- Autres frais relatifs au personnel;
- Coûts d'administration de l'institution attribuables au soutien de cette activité.

#### *Chambre*

Il s'agit ici des ressources servant à appuyer le rôle des représentants élus de la Chambre où ils exercent un droit de vote à titre de députés ou de membres du comité plénier. À la Chambre, les députés doivent se conformer au Règlement de la Chambre, à la procédure parlementaire, à la jurisprudence et aux décisions du Président qui sont sans appel. Dans l'exercice de ces fonctions, les députés ont besoin de toute une gamme de services, dont les suivants :

- Service des comptes rendus des débats, service de l'index et des références, service des publications;
- Services de sécurité;
- Services postaux, de distribution et de messagerie;
- Télédiffusion parlementaire;
- Services d'entretien;
- Services de l'expansion du commerce et de transport;
- Recherche et échanges parlementaires;
- Programme des pages;

- Journaux;
- Coûts administratifs de l'institution pour l'appui à ce secteur d'activité.

#### *Comité*

Ce secteur d'activité assure le financement des activités exercées par les députés au sein des comités permanents, des comités spéciaux ou mixtes et du Bureau de régie interne. Ce rôle est essentiel, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie de projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et politiques du gouvernement. Les députés font également partie d'associations parlementaires et de groupes d'amitié et se joignent à des délégations qui participent à des échanges parlementaires. Des conseils professionnels leurs sont proposés sur des questions de fond qui touchent le travail de ces associations et les échanges, et des juristes leur prodiguent des avis et conseils concernant la formulation d'amendements aux projets de loi du gouvernement. Voici la liste des services soutenant ce secteur d'activité :

- Comités et associations parlementaires;
- Recherche et échanges parlementaires;
- Service des comptes rendus des comités, service de l'index et des références, service des publications;
- Télédiffusion parlementaire;
- Coûts administratifs de l'institution pour l'appui à ce secteur d'activité.

#### *Caucus*

La Chambre soutient les députés dans leurs rencontres avec divers groupes ainsi que dans leurs relations avec les membres de leur caucus. Ce domaine englobe le soutien offert aux bureaux de recherches des partis et aux agents supérieurs de la Chambre (président, vice-président, leaders à la Chambre, whips et leurs

adjoints respectifs). Le statut de chaque député est conféré par la Constitution et la *Loi sur le Parlement du Canada*. Les règlements du Bureau de régie interne définissent avec plus de précision la latitude laissée aux députés dans divers domaines. Les composantes de ce secteur d'activité sont les suivantes :

- Rémunération additionnelle des agents supérieurs de la Chambre;
- Budget des bureaux de recherches, des chefs de parti et des autres bureaux des agents supérieurs de la Chambre, y compris les frais de personnel et les frais de fonctionnement;
- Autres frais relatifs au personnel;
- Coûts administratifs de l'institution pour l'appui à ce secteur d'activité.

#### *Institution*

Ce secteur d'activité fournit les ressources pour le personnel administratif de la Chambre des communes. Les employés de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature et, de plus, sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution. Le programme d'orientation destiné aux nouveaux députés permet de faire connaître aux nouveaux venus les règlements administratifs du Bureau de régie interne, les politiques administratives ainsi que les règles de procédure et les précédents établis par les législatures antérieures et qui serviront d'appui aux législatures futures. Le personnel de la Chambre s'efforce de toujours bien représenter l'institution et de soutenir le travail des députés dans leur rôle de représentants des 301 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus. Les fonds sont affectés à ce qui suit :

- Politique et gestion (bureaux du greffier, du greffier adjoint, du sous-greffier et du sergent d'armes);
- Services financiers;

- Ressources humaines;
- Services de l'information;
- Services de sécurité;
- Tribune de la presse canadienne;
- Services des immeubles;
- Services de logistique;
- Services des télécommunications;
- Services postaux, de distribution et de messagerie;
- Coûts administratifs pour l'appui à ce secteur d'activité.

### **Bibliothèque du Parlement**

#### **Objectifs**

Offrir au Parlement, en temps opportun, des services complets et fiables d'information, de documentation, de recherche et d'analyse, ainsi que des collections riches et pertinentes pour appuyer les fonctions de législation et de représentation, et fournir au grand public de l'information sur le Parlement du Canada.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Services aux parlementaires*

En tant que clients principaux de la Bibliothèque, les parlementaires et les membres de leur personnel se voient offrir une vaste gamme de services et de produits pour leur travail individuel ou collectif en Chambre, en comité et dans les circonscriptions ou les régions. Les services de recherche et d'analyse sont offerts exclusivement aux parlementaires.

##### *Services aux clients autorisés*

Les autres clients autorisés se voient offrir des services d'information et de référence personnalisés et une aide de nature variée, conforme aux lignes directrices relatives au niveau de service. Comme elle le fait pour les parlementaires, la Bibliothèque doit continuellement revoir les services et les produits offerts à ces clients afin de satisfaire à leurs besoins changeants.

##### *Mettre des collections à la disposition du Parlement*

La Bibliothèque veille à l'enrichissement et au maintien de ses collections grâce à une acquisition judicieuse et au catalogage attentif des livres et des documents, ainsi qu'à l'analyse des nouveaux médias en vue de leur inclusion possible. Par la préservation des collections historiques, la Bibliothèque fait en sorte que le patrimoine culturel et politique du Canada demeure accessible aux générations actuelles et futures.

##### *Services au public*

La Bibliothèque du Parlement fournit un large éventail de services et des programmes au public, dont des visites guidées, des programmes d'animation théâtrale, un centre téléphonique de renseignements, le forum des enseignantes et des enseignants sur la démocratie parlementaire canadienne et une boutique de souvenirs.

##### *Services liés à l'infrastructure*

Une vaste gamme de services de soutien permet à la Bibliothèque de fonctionner efficacement et d'atteindre ses objectifs.



## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	41 705 950	...	...	41 705 950	1				
...	...	2 746 900	...	2 746 900	1b				
...	41 705 950	2 746 900	...	44 452 850					
					(S)				
...	20 425 100	827 700	1 658 111	22 910 911		44 165 170	287 680	...	41 223 187
...	4 901 000	...	204 792	5 105 792	(S)				
...	...	...	8 710	8 710	(S)				
...	<b>67 032 050</b>	<b>3 574 600</b>	<b>1 871 613</b>	<b>72 478 263</b>		<b>72 190 583</b>	<b>287 680</b>	<b>...</b>	<b>67 793 638</b>
...	205 515 362	...	...	205 515 362	5				
...	...	2 908 116	...	2 908 116	5b				
...	205 515 362	2 908 116	...	208 423 478					
...	90 586 218	12 255 825	1 702 633	104 544 676	(S)	202 806 652	5 616 826	...	195 661 784
...	28 685 887	...	(2 903 723)	25 782 164	(S)				
...	<b>324 787 467</b>	<b>15 163 941</b>	<b>(1 201 090)</b>	<b>338 750 318</b>		<b>333 133 492</b>	<b>5 616 826</b>	<b>...</b>	<b>323 134 825</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$
...	23 869 000	...	...	23 869 000	10	<b>Bibliothèque du Parlement</b>				
...	...	750 000	...	750 000	10b	Dépenses du programme				
...	...	...	70 000	70 000		Dépenses du programme				
...	23 869 000	750 000	70 000	24 689 000		Virement du CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	3 804 000	...	(329 477)	3 474 523	(S)	Total—Crédit 10	24 687 793	1 207	...	23 986 135
...	27 673 000	750 000	(259 477)	28 163 523		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 474 523	...	...	3 682 494
...	419 492 517	19 488 541	411 046	439 392 104		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>28 162 316</b>	<b>1 207</b>	...	<b>27 668 629</b>
...	419 492 517	19 488 541	411 046	439 392 104		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>433 486 391</b>	<b>5 905 713</b>	...	<b>418 597 092</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Sénat</b>												
Sénateurs et bureaux des sénateurs	36 682 490	35 595 163	...	...	172 970	172 970	...	...	...	...	36 855 460	35 768 133
Fonctionnement de la Chambre	5 630 299	5 282 528	17 906	17 906	...	...	...	...	...	...	5 648 205	5 300 434
Comités et associations	7 428 667	6 606 427	8 463	8 463	645 515	645 515	...	...	...	...	8 082 645	7 260 405
Soutien administratif	19 844 616	21 814 274	2 047 337	2 047 337	...	...	...	...	...	...	21 891 953	23 861 611
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>69 586 072</b>	<b>69 298 392</b>	<b>2 073 706</b>	<b>2 073 706</b>	<b>818 485</b>	<b>818 485</b>	...	...	...	...	<b>72 478 263</b>	<b>72 190 583</b>
<b>Chambre des communes</b>												
Circonscription	218 364 643	211 651 061	4 658 996	4 329 522	...	...	213 359	238 231	...	...	222 810 280	215 742 352
Chambre	18 366 226	17 138 221	356 816	756 742	...	...	20 742	21 718	...	...	18 702 300	17 873 245
Comité	18 637 638	17 715 659	345 248	504 237	1 132 610	1 132 610	39 376	59 858	...	...	20 076 120	19 292 648
Caucus	24 415 507	24 471 038	732 378	532 186	...	...	54 980	74 859	...	...	25 092 905	24 928 365
Institution	51 734 915	51 850 943	878 581	4 064 188	...	...	544 783	618 249	...	...	52 068 713	55 296 882
Sous-total	331 518 929	322 826 922	6 972 019	10 186 875	1 132 610	1 132 610	873 240	1 012 915	...	...	338 750 318	333 133 492
Revenus affectés aux dépenses	(873 240)	(1 012 915)	...	...	...	...	(873 240)	(1 012 915)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>330 645 689</b>	<b>321 814 007</b>	<b>6 972 019</b>	<b>10 186 875</b>	<b>1 132 610</b>	<b>1 132 610</b>	...	...	...	...	<b>338 750 318</b>	<b>333 133 492</b>
<b>Bibliothèque du Parlement</b>												
Services aux parlementaires	10 752 230	10 256 546	...	...	...	...	...	...	...	...	10 752 230	10 256 546
Services aux clients autorisés	711 784	680 841	...	...	...	...	...	...	...	...	711 784	680 841
Mettre des collections à la disposition du Parlement	4 254 782	3 920 434	...	...	...	...	...	...	...	...	4 254 782	3 920 434
Services au public	2 254 924	2 510 245	...	...	...	...	203 000	202 914	...	...	2 051 924	2 307 331
Services liés à l'infrastructure	10 392 803	10 997 164	...	...	...	...	...	...	...	...	10 392 803	10 997 164
Sous-total	28 366 523	28 365 230	...	...	...	...	203 000	202 914	...	...	28 163 523	28 162 316
Revenus affectés aux dépenses	(203 000)	(202 914)	...	...	...	...	(203 000)	(202 914)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>28 163 523</b>	<b>28 162 316</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>28 163 523</b>	<b>28 162 316</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>428 395 284</b>	<b>419 274 715</b>	<b>9 045 725</b>	<b>12 260 581</b>	<b>1 951 095</b>	<b>1 951 095</b>	...	...	...	...	<b>439 392 104</b>	<b>433 486 391</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					<b>Sénat</b>				
					<b>Subventions</b>				
...	167 000	...	5 970	172 970	Sénateurs et bureaux des sénateurs	172 970	...	...	98 565
					(S) Pensions aux sénateurs à la retraite				
					<b>Contributions</b>				
...	289 600	330 000	25 915	645 515	Comités et associations	645 515	...	...	115 314
					Contributions aux associations parlementaires				
...	456 600	330 000	31 885	818 485	<b>Total du programme</b>	818 485	...	...	213 879
					<b>Chambre des communes</b>				
					<b>Contributions</b>				
...	749 210	...	383 400	1 132 610	Comité	1 132 610	...	...	873 743
					Contributions aux associations parlementaires et de procédure				
...	749 210	...	383 400	1 132 610	<b>Total du programme</b>	1 132 610	...	...	873 743
...	1 205 810	330 000	415 285	1 951 095	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	1 951 095	...	...	1 087 622

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
<b>Chambre des communes</b>							
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>							
Circonscription							
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	11 992	13 390	14 760				
Produits de la vente de biens	2 460	2 747	27 353				
Virements provenant du restaurant parlementaire	193 226	215 751	126 280				
Droits d'affiliation au Gymnasium	2 602	2 905	3 528				
Produits provenant de papier recyclé	2 642	2 950	4 762				
Autres recouvrements	437	488	628				
	213 359	238 231	177 311				
Chambre							
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	6 180	6 471	6 401				
Produits de la vente de biens	148	155	9 291				
Virements provenant du restaurant parlementaire	11 679	12 229	12 102				
Droits d'affiliation au Gymnasium	1 248	1 307	1 579				
Produits provenant de papier recyclé	1 268	1 327	2 132				
Autres recouvrements	219	229	279				
	20 742	21 718	31 784				
Comité							
Droits d'affiliation à des associations parlementaires	13 679	20 794	22 420				
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	2 987	4 540	5 835				
Produits de la vente de biens	249	378	18 232				
Virements provenant du restaurant parlementaire	19 536	29 698	24 922				
Droits d'affiliation au Gymnasium	639	972	1 195				
Produits provenant de papier recyclé	649	987	1 612				
Autres recouvrements	1 637	2 489	1 812				
	39 376	59 858	76 028				
Caucus							
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	2 953	4 021	4 814				
Produits de la vente de biens	10 550	14 365	2 192				
Virements provenant du restaurant parlementaire	39 775	54 156	54 302				
Droits d'affiliation au Gymnasium	785	1 069	1 329				
Produits provenant de papier recyclé	798	1 086	1 793				
Autres recouvrements	119	162	227				
	54 980	74 859	64 657				
Institution							
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	17 187	19 505	21 338				
Produits de la vente de biens	23 962	27 193	35 093				
Virements provenant du restaurant parlementaire	494 909	561 650	578 610				
Droits d'affiliation au Gymnasium	4 007	4 547	5 369				
Produits provenant de papier recyclé	4 069	4 618	7 246				
Autres recouvrements	649	736	941				
	544 783	618 249	648 597				
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>873 240</b>	<b>1 012 915</b>	<b>998 377</b>				
<b>Bibliothèque du Parlement</b>							
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>							
Services aux parlementaires	...	...	43 743				
Services au public	203 000	202 914	160 037				
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>203 000</b>	<b>202 914</b>	<b>203 780</b>				
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 076 240</b>	<b>1 215 829</b>	<b>1 202 157</b>				

**Revenus**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Sénat</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 848	88 569
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	288 544	(34 337)
	296 392	54 232
Revenus divers—		
Cotisation des sénateurs au Trésor en vertu de l'article 25 de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	37 335	(21 608)
<b>Total du programme</b>	<b>333 727</b>	<b>32 624</b>
<b>Chambre des communes</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	343 096	207 470
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	327 288	...
	670 384	207 470
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits—		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau	94 592	110 000
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	44 839	224 390
Revenus divers	873 484	796 217
<b>Total du programme</b>	<b>1 683 299</b>	<b>1 338 077</b>
<b>Bibliothèque du Parlement</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	802 270	746 288
<b>Total du programme</b>	<b>802 270</b>	<b>746 288</b> <sup>(1)</sup>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	966 776	261 702
Ventes de biens et de services	896 862	856 288
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	44 839	224 390
Revenus divers	910 819	774 609
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 819 296</b>	<b>2 116 989</b> <sup>(1)</sup>

(1) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

# SECTION 20

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2003-2004

## Patrimoine canadien

Ministère

Conseil des Arts du Canada

Société Radio-Canada

Musée canadien des civilisations

Musée canadien de la nature

Conseil de la radiodiffusion et des  
télécommunications canadiennes

Archives nationales du Canada

Société du Centre national des Arts

Commission des champs de bataille nationaux

Commission de la capitale nationale

Office national du film

Musée des beaux-arts du Canada

Bibliothèque nationale

Musée national des sciences et de la technologie

Commission de la fonction publique

Commission des relations de travail dans la  
fonction publique

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Téléfilm Canada

### SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité. . . . .	20.2
Sommaire du portefeuille ministériel. . . . .	20.8
Programmes par secteur d'activité. . . . .	20.15
Paievements de transfert . . . . .	20.18
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . . . .	20.24
Revenus . . . . .	20.25

**Ministère****Objectifs**

Bâtir une société forte où les Canadiens et les Canadiennes expriment leurs valeurs, participent et sont fiers de leur patrimoine.

**Description des secteurs d'activité***Développement culturel et patrimoine*

Développement culturel et patrimoine aide à créer un environnement où le patrimoine du Canada est préservé et rendu accessible, où l'expression artistique peut s'épanouir, où les marchés culturels peuvent se développer, assurant ainsi la disponibilité et l'accessibilité des arts, du patrimoine, et des produits et services de la radiodiffusion. Il y parvient grâce à une combinaison d'activités et de programmes variés, grâce aussi à des instruments et des institutions, notamment, des accords internationaux, des organismes culturels, des organismes de services spéciaux, des lois et des règlements.

*Identité canadienne*

Les Canadiens et les Canadiennes partagent une identité fondée sur des valeurs et des caractéristiques communes. Forts de la diversité de leurs langues, de leur patrimoine culturel, de leur origine ethnique et de leurs liens régionaux, ils ont une vision du Canada où chacun aide à bâtir une société fière et unie.

Identité canadienne favorise la connaissance et l'appréciation des institutions et des réalisations canadiennes, des symboles et des valeurs qu'ils représentent, de la dualité linguistique, du caractère multiculturel du Canada et de la contribution des Autochtones. Il favorise la participation des citoyens et le bénévolat, la justice sociale, la compréhension réciproque, les droits de la personne, l'apprentissage des deux langues

officielles, l'excellence dans le sport et la reconnaissance des athlètes et la commémoration d'événements nationaux comme moyens de participer à l'édification d'un Canada fier et fort de son patrimoine.

*Gestion intégrée*

La Gestion intégrée fournit des avis, des services et des produits stratégiques associés à la planification stratégique et à la coordination des politiques; à la gestion financière; à la gestion des ressources humaines; à la gestion de l'information; aux communications et aux affaires publiques; aux examens ministériels; au soutien administratif et au soutien de l'exécution régionale des programmes. En outre, elle fait la promotion des activités de Patrimoine canadien grâce à la coordination avec les organismes du portefeuille, à des échanges actifs avec les organismes centraux, d'autres ministères fédéraux, les provinces, les territoires et la communauté internationale. Elle coordonne aussi la participation du Canada aux expositions internationales.

**Conseil des Arts du Canada****Objectifs**

Encourager et promouvoir l'étude et la production d'œuvres d'art et leur appréciation et coordonner les activités de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'UNESCO à l'étranger.

**Société Radio-Canada****Objectif**

Exploiter un service national de radio et de télévision dont le contenu et le caractère sont principalement canadiens et l'offrir, dans les deux langues officielles, à tous les Canadiens.

**Musée canadien des civilisations****Objectifs**

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent.

**Musée canadien de la nature****Objectifs**

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

**Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes****Objectifs**

Assurer à l'ensemble de la population canadienne l'accessibilité à des services de communication intégrés, et à fortiori, aux avantages économiques, sociaux et culturels qui en découlent, par la réglementation équilibrée, la surveillance et le dialogue avec le public,



conformément à la *Loi sur la radiodiffusion*, la *Loi sur les télécommunications* et les lois connexes.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *La réglementation des communications dans l'intérêt public*

Le CRTC réglemente les entreprises de radiodiffusion, les fournisseurs de services et les entreprises de télécommunications et traite des questions assujetties à la *Loi sur la radiodiffusion*, à la *Loi sur les télécommunications* et à des lois connexes, dans les secteurs de communication de compétence fédérale.

Le CRTC, entre autres :

- élabore des stratégies pour assurer la présence de contenu canadien et l'accès à un large choix de services de communication analogiques et numériques;
- garantit que la population canadienne a accès à une gamme de services de communication de haute qualité, à des prix raisonnables;
- facilite la transition vers une concurrence juste et durable dans le secteur des communications;
- réglemente lorsque l'intérêt public n'est pas servi dans un contexte concurrentiel.

Pour ce faire, le CRTC :

- évalue, analyse et traite les demandes des entreprises de radiodiffusion, et des compagnies de télécommunications;
- favorise la participation de la population canadienne dans sa prise de décisions, par la conduite de processus publics;
- entend des plaintes des consommateurs et mène des enquêtes;

- a recours aux règlements des différends pour régler des questions mettant en cause une compagnie de communication et d'autres parties;
- surveille les systèmes canadiens de radiodiffusion et de télécommunications;
- assure la conformité avec les lois, les règlements et les conditions de licence;
- examine les transferts de propriété et de contrôle des entreprises;
- élabore des règlements, prend des décisions sur toute question ayant trait aux demandes d'entreprises et aux cadres réglementaires;
- identifie les questions importantes touchant la réglementation de la radiodiffusion et des télécommunications.

### **Archives nationales du Canada**

#### **Objectifs**

Préserver la mémoire collective de la nation et du gouvernement canadien et contribuer à la protection des droits et à l'enrichissement du sentiment d'identité nationale :

- en acquérant, conservant et fournissant l'accès aux documents privés et publics d'importance nationale, et en étant le dépositaire permanent des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en facilitant la gestion des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en prenant l'initiative, avec d'autres intervenants, d'appuyer les milieux canadien et international des archives et de contribuer à leur développement.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Acquisition et gestion des fonds d'archives*

Acquérir, contrôler et préserver les documents de l'administration fédérale ayant une valeur historique à long terme et les documents du secteur privé qui témoignent du développement du Canada et qui ont une valeur archivistique.

#### *Gestion de l'information gouvernementale*

Examiner, évaluer, superviser et mettre à exécution les calendriers des délais de conservation et d'élimination des documents des institutions fédérales; aider ces institutions à gérer leur information; et entreposer, récupérer et disposer des documents qui demeurent sous le contrôle des institutions gouvernementales.

#### *Services, sensibilisation et appui*

Faciliter l'accès aux fonds des Archives nationales, renseigner les Canadiens sur les Archives nationales, sur ses fonds d'archives et ses services, apporter son soutien aux services d'archives, aux activités archivistiques et au milieu archivistique canadien.

#### *Services généraux*

Fournir aux Archives nationales des services de planification stratégique, de coordination et d'examen des politiques; fournir des services de gestion des ressources humaines et financières, de gestion des installations et du matériel et des services de sécurité aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale du Canada, y compris la fourniture de nouvelles installations pour les Archives nationales; fournir aux Archives nationales des services de gestion de l'information et de technologie.

### Société du Centre national des Arts

#### Objectifs

Promouvoir le développement des arts d'interprétation et assurer le fonctionnement ainsi que les services de soutien du Centre.

### Commission des champs de bataille nationaux

#### Objectifs

Conserver et mettre en valeur les parcs historiques et urbains que constituent les champs de bataille nationaux de Québec et ses environs.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Conservation et mise en valeur*

Les actions de la Commission sont regroupées en un seul secteur d'activité « Conservation et mise en valeur » qui se subdivise en trois secteurs de services :

- la conservation, regroupant les services suivants :
  - l'entretien qui voit à l'entretien du site, de son ameublement, de ses bâtiments et de ses infrastructures, à assurer un environnement sûr et stable, à atténuer l'usure et la détérioration et à retarder ou prévenir les dommages;
  - l'aménagement qui s'occupe des activités d'aménagement paysager, d'horticulture et d'arboriculture;
  - la surveillance et la sécurité qui voient au respect des règlements concernant la paix et le bon ordre ainsi que des règlements relatifs à la circulation et au stationnement, à la sécurité des usagers du site et à la surveillance des lieux et propriétés de la Commission;
- la mise en valeur, regroupant les services suivants :
  - l'accueil et l'information qui voient à l'accueil des visiteurs, des usagers du parc et des organis-

- mes tenant des activités sur le site et s'occupent de l'information au public et des réservations;
- l'animation pédagogique qui s'occupe des activités d'animation à caractère éducatif pour la clientèle scolaire, des terrains de jeux et du grand public;
- la communication qui voit à la promotion des activités et des services et assure la visibilité de la Commission et du gouvernement canadien;
- l'administration, comprenant la direction et les services administratifs et financiers.

### Commission de la capitale nationale

#### Objectifs

Promouvoir la fierté et l'unité canadiennes par l'entremise de la capitale nationale. Cet objectif est atteint en utilisant la capitale pour faire connaître le Canada aux Canadiens; en faisant de la capitale un lieu de rencontre unique au Canada; et en sauvegardant et préservant la capitale pour les générations à venir.

### Office national du film

#### Objectifs

Produire des œuvres audiovisuelles qui reflètent les réalités et les perspectives canadiennes tout en innovant dans divers aspects de la cinématographie, et distribuer et rendre accessible ces œuvres audiovisuelles.

#### Description des secteurs d'activité

##### *Opérations de l'Office national du film*

L'ONF est un organisme culturel qui relève du ministre du Patrimoine canadien et qui est géré par un conseil d'administration nommé par le gouverneur général en conseil et présidé par le commissaire à la cinématographie canadienne.

L'ONF est un organisme intégré de production et de distribution de films et autres produits multimédias : les films y sont développés, scénarisés, tournés, traités, publicisés, mis en marché, vendus et distribués. Son centre principal de production et de distribution est à Montréal mais il possède aussi des bureaux à Halifax, Moncton, Toronto, Winnipeg, Edmonton et Vancouver. Il compte également des bureaux à Paris et New York pour la mise en marché internationale de ses productions. Pour rendre son programme d'activités, il compte sur son propre personnel, mais il a également recours à des pigistes et s'associe au besoin à des partenaires des secteurs public et privé de la production et de la distribution.

Bien qu'il soit autonome et que, par tradition, il œuvre à distance du gouvernement, cet organisme cinématographique public contribue à plusieurs égards aux objectifs de la politique culturelle canadienne en offrant des films socialement et culturellement pertinents, en fournissant du matériel audiovisuel canadien aux milieux éducatifs, en appuyant directement diverses initiatives du gouvernement canadien ici et sur la scène internationale, en conservant et en facilitant l'accès à un riche patrimoine audiovisuel canadien, en soutenant le cinéma de la relève, en favorisant le développement du cinéma régional et celui des groupes de la diversité, en établissant des alliances stratégiques avec les secteurs privé et public, en favorisant la promotion de la culture canadienne à l'étranger et en encourageant la recherche et l'expérimentation dans les technologies des communications.

### Musée des beaux-arts du Canada

#### Objectifs

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens et

Canadiennes à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

## **Bibliothèque nationale**

### **Objectifs**

Permettre aux Canadiens de se connaître et de connaître leur pays par l'entremise du patrimoine de l'édition et fournir une passerelle efficace vers les sources nationales et internationales d'information.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Collections Canadiana et Services d'accès*

Compile et conserve une vaste collection de documents canadiens publiés afin de servir de ressource culturelle et d'information, à l'intention des Canadiens, dans l'immédiat comme dans l'avenir; constitue une base de données bibliographiques dans le but de répertorier les publications canadiennes, de faciliter l'accès à la collection et d'aider les bibliothèques, les agences de publication commerciale et d'autres fournisseurs d'information à identifier les documents aptes à faire partie de la collection, d'en faire l'acquisition ou de les rendre disponibles; offre des services de référence, de recherche et de renvoi aux Canadiens et aux bibliothèques canadiennes qui sont fondées sur la collection Canadiana de la Bibliothèque nationale, plusieurs collections de plus grande envergure qui soutiennent des études canadiennes et l'expertise du personnel de la Bibliothèque nationale, tous à l'appui d'un vaste éventail de services offerts à la clientèle et qui font partie du soutien que la Bibliothèque nationale offre pour l'étude du Canada; commandite des expositions, des séances de lecture, des conférences, des concerts et d'autres activités afin de donner aux Canadiens l'occasion de connaître, comprendre et apprécier leur patrimoine culturel.

#### *Réseautage de bibliothèques*

Facilite l'accès de l'information au public quant à ses propres fonds documentaires et ceux des autres bibliothèques au Canada; collabore avec d'autres bibliothèques dans tout le pays dans le but d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, des procédures, des normes, des produits et des systèmes appropriés devant servir à la mise en commun des ressources entre bibliothèques; coordonne des services de bibliothèque coopératifs entre les ministères et les organismes du gouvernement fédéral et fournit la politique stratégique et les compétences nécessaires au développement et à la coordination des bibliothèques, au Canada et au niveau international.

#### *Administration de la Bibliothèque et des directions*

Comprend des services de soutien au cabinet de l'administrateur général de la Bibliothèque nationale, à l'élaboration de politiques et à la planification stratégique, à la vérification interne, au programme d'évaluation, à la gestion des ressources d'information, aux systèmes de bureau, et aux communications de la Bibliothèque et à l'administration des directions. Les services administratifs, les services d'aménagement de locaux et les services financiers et de ressources humaines sont mis en commun pour la Bibliothèque nationale et les Archives nationales du Canada.

## **Musée national des sciences et de la technologie**

### **Objectifs**

Promouvoir la culture scientifique et technique des Canadiens par la conservation et la mise en valeur du patrimoine scientifique et technologique du Canada.

## **Commission de la fonction publique**

### **Objectifs**

Les objectifs stratégiques de la Commission de la fonction publique (CFP) visent, dans le cadre de son mandat législatif, à contribuer à assurer aux Canadiens :

- une fonction publique hautement compétente, non partisane, professionnelle dont les membres sont nommés au mérite;
- une fonction publique représentative;
- une fonction publique qui comprend et sait appliquer des valeurs démocratiques, éthiques et professionnelles;
- une fonction publique qui accroît ses compétences par le perfectionnement et l'apprentissage continu;
- la reconnaissance et le maintien d'une fonction publique non partisane en tant que pierre angulaire du système de gouvernance;
- une CFP qui, au nom de l'intérêt public, agit comme chef de file et gardien indépendant des principes d'une fonction publique professionnelle.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Renouvellement du personnel*

Le secteur du Renouvellement du personnel comprend des activités qui appuient la dotation déléguée et non déléguée, c'est-à-dire l'élaboration de programmes, l'administration de la délégation de la dotation, l'élaboration de tests et de normes de sélection, l'administration des priorités de dotation, le recrutement et l'avancement, et les initiatives en matière de diversité et d'équité en emploi. Il comprend aussi les programmes de renouvellement, d'échange et de perfectionnement du groupe des cadres de la direction.

Ce secteur est également responsable des initiatives d'équité en emploi et des programmes de perfectionnement pour le compte du Conseil du Trésor.

#### *Apprentissage*

Ce secteur regroupe deux gammes de service principales : la formation linguistique et le perfectionnement professionnel à l'intention du personnel non cadre.

Le secteur de la formation linguistique évalue le potentiel de réussite des employés admissibles à la formation linguistique. Il offre la formation linguistique statutaire et facultative dans les deux langues officielles et l'orientation associée, de même que des services de formation linguistique. Il est responsable de la conception et de l'élaboration des cours de langue seconde et des outils qui permettent de satisfaire aux exigences linguistiques des postes des ministères, et de la prestation d'une vaste gamme de services consultatifs, d'information et de coordination dans le domaine de la formation linguistique.

La CFP propose une gamme variée de services et de produits d'apprentissage à différents groupes cibles, dont les analystes de politiques, les superviseurs, les spécialistes des ressources humaines, les responsables de la fonction de contrôleur, les analystes en communication et d'autres. L'accent est mis sur les messages généraux reliés à l'apprentissage (comme l'appareil gouvernemental, les valeurs et l'éthique) ainsi que sur les produits propres à l'apprentissage au sein du gouvernement, et non sur la formation propre au travail, dont la responsabilité revient aux ministères. La CFP offre des services de formation dans les deux langues officielles aux fonctionnaires fédéraux de tout le Canada pour satisfaire aux politiques du Conseil du Trésor et aux besoins des ministères.

Au fur et à mesure de son remaniement, la CFP mettra d'avantage l'accent sur une utilisation stratégique des ressources pour se concentrer sur la conception et l'élaboration de nouveaux services et produits d'apprentissage qui reflètent l'orientation stratégique du

Comité consultatif du Secrétariat du Conseil du Trésor (CCSCT).

#### *Recours*

Ce secteur entend les appels que les fonctionnaires interjettent au sujet d'allégations d'infractions à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* et de son Règlement, sur des questions telles que les nominations et l'avancement. Il doit également enquêter sur les plaintes concernant des irrégularités touchant le processus de renouvellement du personnel qui ne sont pas sujettes à un appel, enquêter sur des plaintes de harcèlement en milieu de travail, et parvenir à un règlement dans les cas où les plaintes sont fondées. Il fournit aussi de la formation, des conseils et de l'aide aux ministères, aux syndicats, à d'autres organismes et aux particuliers.

#### *Politiques, recherche et relations externes*

Ce secteur d'activité assure une capacité de mesurer, de faire rapport, de conseiller et d'élaborer des politiques dans les domaines relevant de la CFP.

Ce secteur d'activité appuie le repositionnement à moyen et à long termes de la CFP au moyen de recherches et d'analyses stratégiques, d'analyses de l'environnement et de liaisons avec les intervenants, principalement en ce qui concerne les questions liées au rôle de la CFP en tant que promotrice et gardienne d'une fonction publique professionnelle, non partisane et représentative, et des valeurs fondamentales de l'administration publique.

Ce secteur d'activité se charge en outre de renforcer et de coordonner le tronc commun des connaissances de la CFP. Il fournit des données stratégiques à la CFP et, en bout de ligne, au Parlement (par le rapport annuel de la CFP), provenant de la surveillance, de l'évaluation et de l'examen des politiques et des programmes de la CFP, ainsi que de la surveillance de la santé de la fonction publique dans les domaines reliés au mandat de la CFP.

Ce secteur d'activité s'acquitte des fonctions associées aux relations externes, comme le rapport au Parlement, au gouvernement et aux conseillers des organismes centraux sur les questions stratégiques intéressant la CFP, la liaison et l'échange d'information entre les responsables des politiques à l'échelle fédérale, provinciale et internationale, dans des domaines liés au mandat et aux responsabilités déléguées de la CFP.

#### *Services ministériels*

Les Services ministériels regroupent les activités du président et des commissaires, la planification des activités ministérielles, les politiques et systèmes de gestion, les finances, la gestion des ressources humaines, l'informatique, la vérification interne, ainsi que d'autres services administratifs et de soutien.

### **Commission des relations de travail dans la fonction publique**

#### **Objectifs**

Établissement d'une jurisprudence au moyen des décisions de la Commission et de la mise en œuvre d'une série de procédures intégrées qui permettent aux employeurs, aux agents négociateurs et aux fonctionnaires qu'ils représentent et à d'autres d'exercer leurs droits aux termes de la Loi.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Relations de travail dans la fonction publique*

La Commission des relations de travail dans la fonction publique administre un régime dans le cadre duquel les droits et responsabilités des parties aux négociations collectives dans la fonction publique doivent s'exercer.

La Commission rend des décisions motivées en temps opportun et vient en aide aux parties, et contribue ainsi aux objectifs suivants :

- favoriser des relations de travail harmonieuses au sein du lieu de travail;
- réduire au minimum les possibilités de conflits de travail susceptibles de perturber la mise en œuvre des programmes gouvernementaux.

### **Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice**

#### **Objectifs**

Favoriser l'égalité des femmes dans toutes les sphères d'activité de la vie canadienne.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Promotion de l'égalité entre les sexes*

Promouvoir l'égalité entre les sexes et assurer la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays; promouvoir la condition féminine en collaboration avec les ministères et les organismes fédéraux, les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec les administrations municipales, les organisations non gouvernementales, l'industrie et les responsables de l'éducation et de la santé; fournir des subventions pour appuyer des initiatives des organisations de femmes et d'autres organisations bénévoles qui œuvrent pour l'égalité des femmes; fournir des renseignements et un appui technique au grand public, aux groupes clients et aux organisations pour accroître la sensibilisation à des questions liées à l'égalité des femmes, et faciliter des mesures collectives à l'échelle locale, régionale et nationale pour promouvoir l'égalité des femmes; financer la recherche autonome sur des politiques gouvernementales qui influent sur les femmes et leurs progrès vers l'égalité, et collaborer avec d'autres pays et des organisations multinationales pour promouvoir les politiques officielles sur l'égalité entre les sexes.

### **Téléfilm Canada**

#### **Objectif**

Favoriser et encourager le développement des industries du long métrage et de la télévision au Canada.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
...	207 309 000	...	...	207 309 000	1	<b>Ministère</b>					
...	...	4 985 482	...	4 985 482	1a	Dépenses de fonctionnement					
...	...	683 608	...	683 608	1b	Dépenses de fonctionnement					
...	...	...	15 749 578	15 749 578		Virement de 15 749 578 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)					
...	...	...	1 661 816	1 661 816		Virement du : crédit 5					
...	...	...	1 752 000	1 752 000		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>					
...	...	...	1 752 000	1 752 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>					
...	207 309 000	5 669 090	19 163 394	232 141 484		Total—Crédit 1	224 705 518	7 435 966	...	232 058 349	
...	735 358 741	...	...	735 358 741	5	Subventions et contributions					
...	...	151 056 250	...	151 056 250	5a	Subventions et contributions					
...	...	1	...	1	5b	Subventions					
...	...	...	(15 749 578)	(15 749 578)		Virement au crédit 1					
...	735 358 741	151 056 251	(15 749 578)	870 665 414		Total—Crédit 5	868 856 320	1 809 094	...	860 230 077	
...	930 000	...	113 000	1 043 000	(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs ( <i>Loi sur les traitements</i> )	1 043 000	...	...	1 028 129	
...	580 000	...	74 862	654 862	(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	654 862	...	...	636 685	
...	182 000	...	(48 473)	133 527	(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Anciens lieutenants-gouverneurs	133 527	...	...	142 508	
...	66 946	...	1 984	68 930	(S)	Ministre du Patrimoine canadien—Traitement et allocation pour automobile	68 930	...	...	72 348	
...	19 587 000	...	4 110 584	23 697 584	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23 697 584	...	...	25 157 926	
3 106	...	...	20 359	23 465	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 794	...	6 671	4 455	
...	...	...	8 940	8 940	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	8 940	...	...	...	
3 106	964 013 687	156 725 341	7 695 072	1 128 437 206		Total budgétaire	1 119 185 475	9 245 060	6 671	1 119 330 477	
...	10 000	...	...	10 000	L10	Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> , article 35 (Brut)	...	10 000	...	...	
<b>3 106</b>	<b>964 013 687</b>	<b>156 725 341</b>	<b>7 695 072</b>	<b>1 128 437 206</b>		<b>Total du ministère—</b>	<b>1 119 185 475</b>	<b>9 245 060</b>	<b>6 671</b>	<b>1 119 330 477</b>	
...	<b>10 000</b>	...	...	<b>10 000</b>		<b>Budgétaire</b>	...	<b>10 000</b>	...	...	
						<b>Non budgétaire</b>					

					<b>Conseil des Arts du Canada</b>					
...	151 284 000	...	...	151 284 000	15	Paielements au Conseil des Arts du Canada				
...	...	2 090 000	...	2 090 000	15b	Paielements au Conseil des Arts du Canada				
...	...	...	46 000	46 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	151 284 000	2 090 000	46 000	153 420 000		Total—Crédit 15	153 420 000	...	...	153 821 250
...	<b>151 284 000</b>	<b>2 090 000</b>	<b>46 000</b>	<b>153 420 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>153 420 000</b>	...	...	<b>153 821 250</b>
					<b>Société Radio-Canada</b>					
...	860 175 000	...	...	860 175 000	20	Paielements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	50 000 000	...	50 000 000	20a	Paielements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	17 670 000	...	17 670 000	20b	Virement de 3 636 000 \$ du crédit 30 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	3 636 000	3 636 000		Virement du : crédit 30				
...	...	...	1 364 000	1 364 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	860 175 000	67 670 000	5 000 000	932 845 000		Total—Crédit 20	932 695 000	150 000	...	937 432 000
...	4 000 000	...	...	4 000 000	25	Paielements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement				
...	133 252 000	...	...	133 252 000	30	Paielements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital				
...	...	...	(3 636 000)	(3 636 000)		Virement au crédit 20				
...	133 252 000	...	(3 636 000)	129 616 000		Total—Crédit 30	129 616 000	...	...	105 090 000
...	<b>997 427 000</b>	<b>67 670 000</b>	<b>1 364 000</b>	<b>1 066 461 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 066 311 000</b>	<b>150 000</b>	...	<b>1 046 522 000</b>
					<b>Musée canadien des civilisations</b>					
...	84 326 000	...	...	84 326 000	35	Paielements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	15 600 000	...	15 600 000	35a	Paielements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	1 200 000	...	1 200 000	35b	Paielements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	186 802	186 802		Virement du : CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	881 000	881 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	84 326 000	16 800 000	1 067 802	102 193 802		Total—Crédit 35	102 193 802	...	...	81 314 259
...	<b>84 326 000</b>	<b>16 800 000</b>	<b>1 067 802</b>	<b>102 193 802</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>102 193 802</b>	...	...	<b>81 314 259</b>
					<b>Musée canadien de la nature</b>					
...	33 949 000	...	...	33 949 000	40	Paielements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	57 900 000	...	57 900 000	40b	Paielements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	804 000	804 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	33 949 000	57 900 000	804 000	92 653 000		Total—Crédit 40	42 875 228	49 777 772	...	28 388 701
...	<b>33 949 000</b>	<b>57 900 000</b>	<b>804 000</b>	<b>92 653 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>42 875 228</b>	<b>49 777 772</b>	...	<b>28 388 701</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
...	2 276 000	...	...	2 276 000	45	<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>					
...	...	...	167 000	167 000		Dépenses du programme					
...	...	...	315 000	315 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>					
						CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>					
...	2 276 000	...	482 000	2 758 000		1 943 280	814 720	...	3 653 346		
...	5 619 000	...	(563 210)	5 055 790	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés					
...	...	...	3 655	3 655	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État					
...	...	...	1 188 696	1 188 696	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs					
...	<b>7 895 000</b>	...	<b>1 111 141</b>	<b>9 006 141</b>		<b>8 191 421</b>	<b>814 720</b>	...	<b>9 340 227</b>		
...	43 472 000	...	...	43 472 000	50	<b>Archives nationales du Canada</b>					
...	...	9 615 955	...	9 615 955	50b	Dépenses du programme					
...	...	...	702 226	702 226		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>					
...	...	...	365 000	365 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>					
...	43 472 000	9 615 955	1 067 226	54 155 181		53 569 549	585 632	...	53 154 730		
...	6 071 000	...	576 861	6 647 861	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés					
24 797	...	...	151 883	176 680	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État					
<b>24 797</b>	<b>49 543 000</b>	<b>9 615 955</b>	<b>1 795 970</b>	<b>60 979 722</b>		<b>60 369 093</b>	<b>585 632</b>	<b>24 997</b>	<b>59 919 868</b>		
...	26 334 000	...	...	26 334 000	55	<b>Société du Centre national des Arts</b>					
...	...	4 675 000	...	4 675 000	55b	Paiements à la Société du Centre national des Arts					
...	...	...	23 000	23 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>					
...	26 334 000	4 675 000	23 000	31 032 000		31 032 000	...	...	26 649 000		
...	<b>26 334 000</b>	<b>4 675 000</b>	<b>23 000</b>	<b>31 032 000</b>		<b>31 032 000</b>	...	...	<b>26 649 000</b>		



					<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>					
...	6 860 000	...	...	6 860 000	60	Dépenses du programme				
...	...	287 000	...	287 000	60b	Dépenses du programme				
...	...	...	37 000	37 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	2 000	2 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	6 860 000	287 000	39 000	7 186 000		Total—Crédit 60	7 079 752	106 248	...	6 976 837
...	1 400 000	...	18 199	1 418 199	(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 418 199	...	...	1 423 881
...	393 000	...	20 360	413 360	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	413 360	...	...	446 401
...	<b>8 653 000</b>	<b>287 000</b>	<b>77 559</b>	<b>9 017 559</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>8 911 311</b>	<b>106 248</b>	...	<b>8 847 119</b>
					<b>Commission de la capitale nationale</b>					
...	66 533 000	...	...	66 533 000	65	Paie ment à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	65b	Virement de 199 999 \$ du crédit 70 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	199 999	199 999		Virement du : crédit 70				
...	...	...	880 000	880 000		CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	323 000	323 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	66 533 000	1	1 402 999	67 936 000		Total—Crédit 65	67 936 000	...	...	66 374 000
...	32 268 000	...	...	32 268 000	70	Paie ment à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital				
...	...	31 122 885	...	31 122 885	70a	Paie ment à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital				
...	...	...	(199 999)	(199 999)		Virement au crédit 65				
...	32 268 000	31 122 885	(199 999)	63 190 886		Total—Crédit 70	46 440 885	16 750 001	...	58 295 000
...	<b>98 801 000</b>	<b>31 122 886</b>	<b>1 203 000</b>	<b>131 126 886</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>114 376 885</b>	<b>16 750 001</b>	...	<b>124 669 000</b>
					<b>Office national du film</b>					
...	62 870 000	...	...	62 870 000	75	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement				
...	...	2 520 000	...	2 520 000	75a	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement				
...	...	1 839 129	...	1 839 129	75b	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement				
...	...	...	198 003	198 003		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	82 000	82 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	62 870 000	4 359 129	280 003	67 509 132		Total—Crédit 75	67 312 734	196 398	...	66 262 607
1 378 247	375 000	...	(375 000)	1 378 247	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film Diminution de la valeur nette comptable des immobilisations				
...	...	...	1 940 863	1 940 863						
1 378 247	375 000	...	1 565 863	3 319 110		Total	...	...	3 319 110	...
1 378 247	<b>63 245 000</b>	<b>4 359 129</b>	<b>1 845 866</b>	<b>70 828 242</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>67 312 734</b>	<b>196 398</b>	<b>3 319 110</b>	<b>66 262 607</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
<b>Musée des beaux-arts du Canada</b>										
...	35 312 000	...	...	35 312 000	80	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	1 120 000	...	1 120 000	80b	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	350 050	350 050		Virement du : CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	200 000	200 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	35 312 000	1 120 000	550 050	36 982 050		Total—Crédit 80	36 982 050	...	...	36 866 527
...	6 000 000	...	...	6 000 000	85	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la Collection				
...	...	2 000 000	...	2 000 000	85b	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la Collection				
...	6 000 000	2 000 000	...	8 000 000		Total—Crédit 85	8 000 000	...	...	6 000 000
...	<b>41 312 000</b>	<b>3 120 000</b>	<b>550 050</b>	<b>44 982 050</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>44 982 050</b>	...	...	<b>42 866 527</b>
<b>Bibliothèque nationale</b>										
...	36 986 000	...	...	36 986 000	90	Dépenses du programme				
...	...	1 604 970	...	1 604 970	90b	Dépenses du programme				
...	...	...	529 000	529 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	36 986 000	1 604 970	529 000	39 119 970		Total—Crédit 90	37 025 263	2 094 707	...	39 943 343
...	4 766 000	...	91 671	4 857 671	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 857 671	...	...	5 341 485
3 347	...	...	67 789	71 136	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	66 463	...	4 673	...
3 347	<b>41 752 000</b>	<b>1 604 970</b>	<b>688 460</b>	<b>44 048 777</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>41 949 397</b>	<b>2 094 707</b>	<b>4 673</b>	<b>45 284 828</b>
<b>Musée national des sciences et de la technologie</b>										
...	35 343 000	...	...	35 343 000	95	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	502 599	502 599		Virement du : CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	434 000	434 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	35 343 000	...	936 599	36 279 599		Total—Crédit 95	36 279 599	...	...	27 869 759
...	<b>35 343 000</b>	...	<b>936 599</b>	<b>36 279 599</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>36 279 599</b>	...	...	<b>27 869 759</b>

					<b>Agence Parcs Canada <sup>(2)</sup></b>				
62 055 326	285 265 000	...	(347 320 326)	...	100	Dépenses du programme			
...	...	30 718 220	(30 718 220)	...	100a	Dépenses du programme			
...	...	43 384 930	(43 384 930)	...	100b	Dépenses du programme			
62 055 326	285 265 000	74 103 150	(421 423 476)	...	Total—Crédit 100				
...	4 500 000	...	(4 500 000)	...	105	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques			
...	...	3 300 000	(3 300 000)	...	105b	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques			
...	4 500 000	3 300 000	(7 800 000)	...	Total—Crédit 105				
...	72 158 000	...	(72 158 000)	...	(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>			
...	38 446 000	...	(38 446 000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
<b>62 055 326</b>	<b>400 369 000</b>	<b>77 403 150</b>	<b>(539 827 476)</b>	...	<b>Total du programme—Budgétaire</b>				
					<b>Commission de la fonction publique</b>				
...	113 930 000	...	...	113 930 000	110	Dépenses du programme			
...	...	14 534 402	...	14 534 402	110a	Dépenses du programme			
...	...	496 261	...	496 261	110b	Dépenses du programme			
...	...	...	152 159	152 159	Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	2 011 000	2 011 000	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	113 930 000	15 030 663	2 163 159	131 123 822	Total—Crédit 110				
...	16 758 000	...	932 120	17 690 120	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
7 735 449	(130 000)	...	130 000	7 735 449	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel			
...	...	...	6 262	6 262	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État			
<b>7 735 449</b>	<b>130 558 000</b>	<b>15 030 663</b>	<b>3 231 541</b>	<b>156 555 653</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>				
					<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique <sup>(3)</sup></b>				
...	...	...	5 840 000	5 840 000	35	Dépenses du programme			
...	...	...	1 841 000	1 841 000	35a	Dépenses du programme			
...	...	...	27 081	27 081	Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	127 000	127 000	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	7 835 081	7 835 081	Total—Crédit 35				
...	...	...	729 877	729 877	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
...	...	...	326	326	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État			
...	...	...	<b>8 565 284</b>	<b>8 565 284</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>				

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses			\$	\$				
...	11 423 000	...	...	11 423 000	115	<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>				
...	...	...	292 473	292 473		Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	83 000	83 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
						CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	11 423 000	...	375 473	11 798 473		Total—Crédit 115	11 409 048	389 425	...	11 848 189
...	11 109 000	...	...	11 109 000	120	Subventions	11 109 000	...	...	11 191 620
...	1 363 000	...	(44 020)	1 318 980	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 318 980	...	...	1 399 619
175	...	...	194	369	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	369	...	...	778
<b>175</b>	<b>23 895 000</b>	...	<b>331 647</b>	<b>24 226 822</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>23 837 397</b>	<b>389 425</b>	...	<b>24 440 206</b>
						<b>Téléfilm Canada</b>				
...	130 104 000	...	...	130 104 000	125	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>				
...	...	...	71 000	71 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	130 104 000	...	71 000	130 175 000		Total—Crédit 125	127 860 500	2 314 500	...	137 501 500
...	<b>130 104 000</b>	...	<b>71 000</b>	<b>130 175 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>127 860 500</b>	<b>2 314 500</b>	...	<b>137 501 500</b>
<b>71 200 447</b>	<b>3 288 803 687</b>	<b>448 404 094</b>	<b>(508 419 485)</b>	<b>3 299 988 743</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—</b>				
...	<b>10 000</b>	...	...	<b>10 000</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>3 196 786 969</b>	<b>90 120 976</b>	<b>13 080 798</b>	<b>3 155 312 188</b> <sup>(2)(3)</sup>
						<b>Non budgétaire</b>	...	<b>10 000</b>	...	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

(2) Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée à Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 460 771 995 \$.

(3) Au cours de l'exercice, la Commission des relations de travail dans la fonction publique a été transférée du Conseil privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 6 542 020 \$.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Développement culturel et patrimoine—												
Budgétaire	88 384 696	86 007 583	...	...	360 543 716	359 129 198	4 710 000	3 633 288	...	...	444 218 412	441 503 493
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000	...	10 000	...
Identité canadienne	61 595 790	60 953 044	...	...	510 910 087	510 515 511	...	...	...	...	572 505 877	571 468 555
Gestion intégrée	111 712 917	106 213 427	...	...	...	...	...	...	...	...	111 712 917	106 213 427
Sous-total—												
Budgétaire	261 693 403	253 174 054	...	...	871 453 803	869 644 709	4 710 000	3 633 288	...	...	1 128 437 206	1 119 185 475
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000	...	10 000	...
Revenus affectés aux dépenses	(4 710 000)	(3 633 288)	...	...	...	...	(4 710 000)	(3 633 288)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—</b>												
Budgétaire	<b>256 983 403</b>	<b>249 540 766</b>	...	...	<b>871 453 803</b>	<b>869 644 709</b>	...	...	...	...	<b>1 128 437 206</b>	<b>1 119 185 475</b>
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>10 000</b>	...	<b>10 000</b>	...
<b>Conseil des Arts du Canada—</b>												
Budgétaire	<b>153 420 000</b>	<b>153 420 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>153 420 000</b>	<b>153 420 000</b>
<b>Société Radio-Canada—</b>												
Budgétaire	<b>932 845 000</b>	<b>932 695 000</b>	<b>133 616 000</b>	<b>133 616 000</b>	...	...	...	...	...	...	<b>1 066 461 000</b>	<b>1 066 311 000</b>
<b>Musée canadien des civilisations—</b>												
Budgétaire	<b>102 193 802</b>	<b>102 193 802</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>102 193 802</b>	<b>102 193 802</b>
<b>Musée canadien de la nature—</b>												
Budgétaire	<b>92 653 000</b>	<b>42 875 228</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>92 653 000</b>	<b>42 875 228</b>
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>												
La réglementation des communications dans l'intérêt public	44 099 141	43 284 421	...	...	...	...	35 093 000	35 093 000	...	...	9 006 141	8 191 421
Revenus affectés aux dépenses	(35 093 000)	(35 093 000)	...	...	...	...	(35 093 000)	(35 093 000)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>9 006 141</b>	<b>8 191 421</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>9 006 141</b>	<b>8 191 421</b>

## Programmes par secteur d'activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Archives nationales du Canada</b>												
Acquisition et gestion des fonds d'archives	17 255 025	17 356 103	...	...	...	...	...	...	...	...	17 255 025	17 356 103
Gestion de l'information gouvernementale	9 167 041	8 609 558	...	...	...	...	...	...	...	...	9 167 041	8 609 558
Services, sensibilisation et appui	13 122 690	13 036 284	...	...	3 117 736	3 117 736	494 000	323 023	...	...	15 746 426	15 830 997
Services généraux	18 811 230	18 572 435	...	...	...	...	...	...	...	...	18 811 230	18 572 435
Sous-total	58 355 986	57 574 380	...	...	3 117 736	3 117 736	494 000	323 023	...	...	60 979 722	60 369 093
Revenus affectés aux dépenses	(494 000)	(323 023)	...	...	...	...	(494 000)	(323 023)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>57 861 986</b>	<b>57 251 357</b>	...	...	<b>3 117 736</b>	<b>3 117 736</b>	...	...	...	...	<b>60 979 722</b>	<b>60 369 093</b>
<b>Société du Centre national des Arts—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>31 032 000</b>	<b>31 032 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>31 032 000</b>	<b>31 032 000</b>
<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>												
Conservation et mise en valeur	9 017 559	8 911 311	...	...	...	...	...	...	...	...	9 017 559	8 911 311
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>9 017 559</b>	<b>8 911 311</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>9 017 559</b>	<b>8 911 311</b>
<b>Commission de la capitale nationale—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>67 936 000</b>	<b>67 936 000</b>	<b>63 190 886</b>	<b>46 440 885</b>	...	...	...	...	...	...	<b>131 126 886</b>	<b>114 376 885</b>
<b>Office national du film</b>												
Opérations de l'Office national du film	79 478 242	75 601 315	...	...	250 000	297 507	8 900 000	8 586 088	...	...	70 828 242	67 312 734
Revenus affectés aux dépenses	(8 900 000)	(8 586 088)	...	...	...	...	(8 900 000)	(8 586 088)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>70 578 242</b>	<b>67 015 227</b>	...	...	<b>250 000</b>	<b>297 507</b>	...	...	...	...	<b>70 828 242</b>	<b>67 312 734</b>
<b>Musée des beaux-arts du Canada—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>44 982 050</b>	<b>44 982 050</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>44 982 050</b>	<b>44 982 050</b>
<b>Bibliothèque nationale</b>												
Collections Canadiennes et Services d'accès	21 215 406	20 737 589	...	...	21 342	21 342	...	...	...	...	21 236 748	20 758 931
Réseau de bibliothèques	15 431 738	15 547 623	...	...	...	...	...	...	...	...	15 431 738	15 547 623
Administration de la Bibliothèque et des directions	7 369 291	5 631 843	...	...	11 000	11 000	...	...	...	...	7 380 291	5 642 843
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>44 016 435</b>	<b>41 917 055</b>	...	...	<b>32 342</b>	<b>32 342</b>	...	...	...	...	<b>44 048 777</b>	<b>41 949 397</b>

**Musée national des sciences  
et de la technologie—**

<b>Budgétaire</b>	<b>36 279 599</b>	<b>36 279 599</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>36 279 599</b>	<b>36 279 599</b>
<b>Commission de la fonction publique</b>													
Renouvellement du personnel	72 180 381	65 037 846	...	...	...	...	...	...	...	...	...	72 180 381	65 037 846
Apprentissage	52 347 511	41 562 351	...	...	...	...	13 689 000	14 105 777	...	...	...	38 658 511	27 456 574
Recours	7 119 212	6 745 372	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7 119 212	6 745 372
Politiques, recherche et relations externes	14 703 432	14 795 606	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14 703 432	14 795 606
Services ministériels	23 894 117	26 257 197	...	...	...	...	...	...	...	...	...	23 894 117	26 257 197
Sous-total	170 244 653	154 398 372	...	...	...	...	13 689 000	14 105 777	...	...	...	156 555 653	140 292 595
Revenus affectés aux dépenses	(13 689 000)	(14 105 777)	...	...	...	...	(13 689 000)	(14 105 777)	...	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>156 555 653</b>	<b>140 292 595</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>156 555 653</b>	<b>140 292 595</b>
<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique—<sup>(1)</sup></b>													
<b>Budgétaire</b>	<b>8 565 284</b>	<b>7 406 482</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>8 565 284</b>	<b>7 406 482</b>
<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>													
Promotion de l'égalité entre les sexes	13 117 822	12 728 397	...	...	11 109 000	11 109 000	...	...	...	...	...	24 226 822	23 837 397
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>13 117 822</b>	<b>12 728 397</b>	...	...	<b>11 109 000</b>	<b>11 109 000</b>	...	...	...	...	...	<b>24 226 822</b>	<b>23 837 397</b>
<b>Téléfilm Canada—</b>													
<b>Budgétaire</b>	<b>130 175 000</b>	<b>127 860 500</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>130 175 000</b>	<b>127 860 500</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>													
<b>Budgétaire</b>	<b>2 217 218 976</b>	<b>2 132 528 790</b>	<b>196 806 886</b>	<b>180 056 885</b>	<b>885 962 881</b>	<b>884 201 294</b>	...	...	...	...	...	<b>3 299 988 743</b>	<b>3 196 786 969</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000	...	...	<b>10 000</b>	...

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, la Commission des relations de travail dans la fonction publique a été transférée du Conseil privé.

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Développement culturel et patrimoine									
Subventions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales et à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien :									
...	1 163 680	...	(490 843)	672 837	672 837	...	...	619 959	
Subventions à des établissements et à des administrations publiques sis au Canada conformément à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>									
...	8 400 000	...	(4 006 587)	4 393 413	4 393 413	...	...	3 935 347	
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux									
...	46 400 000	1	1 099 999	47 500 000	47 500 000	...	...	46 400 000	
...	6 728 430	...	(4 113 430)	2 615 000	2 615 000	...	...	1 680 000	
Subventions aux organisations artistiques pour des fins de dotation									
...	13 278 161	...	(4 688 220)	8 589 941	8 070 579	519 362	...	8 279 710	
...	2 500 000	...	(2 500 000)	...	...	...	...	1 500 000	
...	...	15 000 000	...	15 000 000	15 000 000	...	...	...	
...	78 470 271	15 000 001	(14 699 081)	78 771 191	78 251 829	519 362	...	62 415 016	
Identité canadienne									
Subventions à des organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage, l'acquisition et la promotion des langues officielles									
...	46 083 842	...	(40 150 656)	5 933 186	5 933 186	...	...	5 975 246	
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et les activités du <i>Canada en fête!</i>									
...	2 059 880	...	(482 599)	1 577 281	1 576 812	469	...	2 667 357	
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers pour promouvoir le multiculturalisme									
...	7 000 000	...	(5 751 699)	1 248 301	1 248 301	...	...	542 141	
...	17 900 000	...	(2 700 000)	15 200 000	15 199 569	431	...	15 108 514	
Subventions au Programme d'aide aux athlètes									
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale :									
...	21 950	...	23 650	45 600	45 600	...	...	28 800	
...	14 999	...	12 361	27 360	27 360	...	...	19 680	



...	16 158	...	14 242	30 400	Nouvelle-Écosse	30 400	...	...	21 200
...	16 158	...	14 242	30 400	Nouveau-Brunswick	30 400	...	...	21 200
...	21 950	...	23 650	45 600	Québec	45 600	...	...	28 800
...	21 950	...	23 650	45 600	Ontario	45 600	...	...	28 800
...	19 055	...	18 945	38 000	Manitoba	38 000	...	...	25 000
...	19 055	...	18 945	38 000	Saskatchewan	38 000	...	...	25 000
...	19 055	...	18 945	38 000	Alberta	38 000	...	...	25 000
...	21 950	...	23 650	45 600	Colombie-Britannique	45 600	...	...	28 800
					Subventions à des centres d'amitié autochtones, à des associations représentant expressément les centres d'amitié autochtones, à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communications autochtones	203 633	...	...	125 440
...	2 850 780	...	(2 647 147)	203 633	(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	654 862	...	...	636 685
...	580 000	...	74 862	654 862	(S) Prestations de retraite supplémentaires—Anciens lieutenants-gouverneurs	133 527	...	...	142 508
...	182 000	...	(48 473)	133 527	Subventions à l'appui de projets Échange-Jeunesse innovateurs	20 000	...	...	...
...	100 000	...	(80 000)	20 000	Subvention à la Fondation nationale des réalisations autochtones	12 000 000	...	...	...
...	...	12 000 000	...	12 000 000	Subventions à des organismes, associations et institutions pour promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage des langues officielles dans la société canadienne dans le cadre du programme Mise en valeur des langues officielles	...	...	...	...
...	...	3 500 000	(3 500 000)	...	Subventions à des organismes, associations et institutions pour favoriser l'épanouissement et le développement à long terme des communautés minoritaires de langue officielle dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle	...	...	...	...
...	...	900 000	(900 000)	...		...	...	...	...
...	76 948 782	16 400 000	(55 993 432)	37 355 350		37 354 450	900	...	25 450 171
...	<b>155 419 053</b>	<b>31 400 001</b>	<b>(70 692 513)</b>	<b>116 126 541</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>115 606 279</b>	<b>520 262</b>	...	<b>87 865 187</b>
<b>Contributions</b>									
Développement culturel et patrimoine									
Contributions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales de même qu'à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien :									
...	2 442 350	...	4 752 483	7 194 833	Contributions aux musées canadiens pour appuyer leurs activités destinées au public	6 884 153	310 680	...	7 050 733
...	314 250	...	245 750	560 000	Contribution à l'Association des musées canadiens	560 000	...	...	560 000
...	200 000	...	(200 000)	...	Contribution en vertu des modalités de l'entente Canada-France dans le domaine des musées	...	...	...	...
Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et d'appuyer le développement culturel :									
Contributions à des institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications									
...	...	...	748 435	748 435	Contribution à la fiducie des Édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É)	748 435	...	...	6 993 717
...	1 205 000	...	295 000	1 500 000		1 500 000	...	...	1 500 000

## Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Contributions pour appuyer les organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution :				
					Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition	35 305 853	...	...	38 862 238
...	39 266 742	...	(3 960 889)	35 305 853	Contributions à l'industrie canadienne de l'édition de magazines	15 310 019	59 155	...	31 911 322
...	35 000 000	...	(19 630 826)	15 369 174	Contributions au Fonds des nouveaux médias du Canada	9 656 190	355 157	...	11 000 000
...	2 750 000	...	7 261 347	10 011 347	Contributions pour la création de fonds de réserve pour pertes sur prêts pour appuyer les industries culturelles	...	...	...	...
...	1 250 000	...	(1 250 000)	...	Contributions à l'appui de la distribution de la radiodiffusion	8 000 000	...	...	10 644 114
...	8 100 000	...	(100 000)	8 000 000	Contributions à l'appui de la politique cinématographique canadienne	1 699 943	57	...	1 950 000
...	1 950 000	...	(250 000)	1 700 000	Contributions à l'appui du Programme national de formation dans le secteur du film et de la vidéo	2 550 000	...	...	2 800 000
...	2 800 000	...	(250 000)	2 550 000	Contributions à l'appui du service international offert par la SRC au moyen de Radio Canada International	...	...	...	15 520 000
...	15 520 000	...	(15 520 000)	...	Contributions au Programme des arts, de la culture et de la diversité	839 557	...	...	834 925
...	390 000	...	449 557	839 557	Contributions au Programme national de formation dans le secteur des arts	14 915 562	...	...	13 810 347
...	15 216 200	...	(300 638)	14 915 562	Contributions pour le Programme de culture canadienne en direct	5 924 681	2	...	3 649 573
...	7 750 000	...	(1 825 317)	5 924 683	Contributions à l'appui du Programme de recherche appliquée en nouveaux médias	540 072	...	...	1 000 000
...	1 000 000	...	(459 928)	540 072	Contributions pour les routes commerciales : Programme canadien des débouchés commerciaux	1 927 532	7 843	...	1 969 957
...	2 000 000	...	(64 625)	1 935 375	Contributions pour le Programme présentation des arts Canada	21 026 857	83 552	...	14 278 880
...	25 707 278	...	(4 596 869)	21 110 409	Contributions à l'appui d'Espaces culturels Canada	17 809 958	52 591	...	31 189 580
...	28 201 000	...	(10 338 451)	17 862 549	Contributions aux organismes des arts et du patrimoine pour des projets de mise en valeur du potentiel	8 713 175	5 442	...	3 192 376
...	11 516 014	...	(2 797 397)	8 718 617	Contributions aux collectivités culturelles canadiennes	1 584 370	...	...	236 000
...	3 784 895	...	(2 200 525)	1 584 370	Aide restreinte versée aux organismes voués aux arts menacés de disparaître	500 000	...	...	...
...	...	...	500 000	500 000	Contributions au Programme de nouvelles œuvres musicales	10 446 974	...	...	10 446 974
...	5 054 223	...	5 392 751	10 446 974	Contributions au Programme des entrepreneurs de la musique	9 560 000	...	...	5 740 000
...	10 000 000	...	(440 000)	9 560 000	Contributions au Programme d'aide aux créateurs	906 561	...	...	906 561
...	906 561	...	...	906 561	Contributions au Programme d'aide aux associations sectorielles	571 955	...	...	525 000
...	558 148	...	13 807	571 955	Contributions au Programme de souvenirs de musique canadienne	175 000	...	...	181 312
...	186 455	...	(11 455)	175 000	Contributions au Programme d'initiatives collectives	1 955 563	...	...	1 987 563
...	1 830 563	...	125 000	1 955 563	Contributions au Fonds des partenariats	6 167 182	...	...	5 144 323
...	7 500 000	...	(1 332 818)	6 167 182	Contributions au Fonds du droit d'auteur électronique	1 658 812	...	...	2 746 530
...	1 500 000	...	158 812	1 658 812	Contributions à Téléfilm Canada (secteur des nouveaux médias)	...	...	...	...
...	5 400 000	...	(5 400 000)	...	Contributions aux Fonds canadien de télévision	87 106 250	...	...	97 100 000
...	...	87 106 250	...	87 106 250	Contributions à l'appui du Fonds de l'Initiative des endroits historiques	4 882 451	1	...	189 400
...	...	...	4 882 452	4 882 452					

...	...	...	1 470 940	1 470 940	Contributions effectuées sous autorité spéciale	1 450 264	20 676	...	1 677 998
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	260 432
...	239 299 679	87 106 250	(44 633 404)	281 772 525		280 877 369	895 156	...	325 859 855
<b>Identité canadienne</b>									
...	197 841 716	...	(7 698 294)	190 143 422	Contributions à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale et territoriale, y compris les programmes de bourses pour les cours d'été de langue seconde et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes	190 143 422	...	...	209 077 420
...	14 137 320	...	54 049 882	68 187 202	Contributions à des organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, à des administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage, l'acquisition et la promotion des langues officielles	68 180 951	6 251	...	52 422 032
...	2 777 500	...	7 575 795	10 353 295	Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et les activités du <i>Canada en fête!</i>	10 352 795	500	...	21 321 460
...	...	...	4 150 000	4 150 000	Contributions à l'appui du Programme information et recherche sur le Canada	4 150 000	...	...	4 002 030
...	7 929 082	...	2 114 372	10 043 454	Contributions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers afin de promouvoir le multiculturalisme	9 960 654	82 800	...	6 658 017
...	8 102 105	...	(373 065)	7 729 040	Contributions à l'appui du Programme des partenariats communautaires	7 729 040	...	...	5 947 594
...	31 354 166	25 500 000	6 500 626	63 354 792	Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communications autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément des centres d'amitié autochtones	63 334 790	20 002	...	64 586 077
...	20 087 120	...	12 680 694	32 767 814	Contributions à l'appui de l'Initiative Échanges Canada	32 529 814	238 000	...	18 550 579
...	48 208 000	...	8 519 318	56 727 318	Contributions pour le Programme de soutien au sport	56 683 288	44 030	...	48 312 320
...	10 965 000	...	18 705 750	29 670 750	Contributions pour le Programme d'accueil des Jeux	29 670 750	...	...	16 095 666
...	...	...	427 650	427 650	Contributions effectuées sous autorité spéciale	425 557	2 093	...	311 033
...	...	3 955 600	(3 955 600)	...	Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	...	...	...	...
...	...	3 094 400	(3 094 400)	...	Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	...	...	...	...
...	341 402 009	32 550 000	99 602 728	473 554 737		473 161 061	393 676	...	447 284 228
...	<b>580 701 688</b>	<b>119 656 250</b>	<b>54 969 324</b>	<b>755 327 262</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>754 038 430</b>	<b>1 288 832</b>	...	<b>773 144 083</b>
<b>Sommaire du ministère par secteur d'activité</b>									
...	317 769 950	102 106 251	(59 332 485)	360 543 716	Développement culturel et patrimoine	359 129 198	1 414 518	...	388 274 871
...	418 350 791	48 950 000	43 609 296	510 910 087	Identité canadienne	510 515 511	394 576	...	472 734 399
...	<b>736 120 741</b>	<b>151 056 251</b>	<b>(15 723 189)</b>	<b>871 453 803</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>869 644 709</b>	<b>1 809 094</b>	...	<b>861 009 270</b>
<b>Archives nationales du Canada</b>									
<b>Subventions</b>									
...	600 000	...	...	600 000	Services, sensibilisation et appui Conseil canadien des archives	600 000	...	...	600 000

## Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	25 000	...	(25 000)	...	Alliance pour le patrimoine audiovisuel canadien	...	...	...	25 000
...	<b>625 000</b>	...	<b>(25 000)</b>	<b>600 000</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>600 000</b>	...	...	<b>625 000</b>
<b>Contributions</b>									
Services, sensibilisation et appui									
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services									
...	640 000	1 471 813	(94 077)	2 017 736	La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation	2 017 736	...	...	2 354 651
...	500 000	...	...	500 000		500 000	...	...	485 349
...	<b>1 140 000</b>	<b>1 471 813</b>	<b>(94 077)</b>	<b>2 517 736</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>2 517 736</b>	...	...	<b>2 840 000</b>
...	<b>1 765 000</b>	<b>1 471 813</b>	<b>(119 077)</b>	<b>3 117 736</b>	<b>Total du programme</b>	<b>3 117 736</b>	...	...	<b>3 465 000</b>
<b>Office national du film</b>									
<b>Subventions</b>									
Opérations de l'Office national du film									
Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration									
...	<b>10 000</b>	...	...	<b>10 000</b>		<b>10 000</b>	...	...	<b>10 000</b>
<b>Contributions</b>									
Opérations de l'Office national du film									
Pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne									
...	<b>240 000</b>	...	...	<b>240 000</b>		<b>287 507</b>	<b>(47 507)</b>	...	<b>260 315</b>
...	<b>250 000</b>	...	...	<b>250 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>297 507</b>	<b>(47 507)</b>	...	<b>270 315</b>
<b>Bibliothèque nationale</b>									
<b>Subventions</b>									
Collections Canadiana et Services d'accès									
Système international de données sur les publications en série									
...	25 000	...	(3 658)	21 342		21 342	...	...	20 175

					Administration de la Bibliothèque et des directions Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques				
...	11 000	...	...	11 000		11 000	...	...	11 000
...	<b>36 000</b>	...	<b>(3 658)</b>	<b>32 342</b>	<b>Total du programme</b>	<b>32 342</b>	...	...	<b>31 175</b>
<b>Agence Parcs Canada <sup>(1)</sup></b>									
<b>Subventions</b>									
Gérance des endroits du patrimoine national									
					Subventions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques				
...	22 707	...	(22 707)	...		...	...	...	...
...	...	3 000 000	(3 000 000)	...	Subvention à la Kivalliq Inuit Association pour la création du Fonds pour les initiatives communautaires	...	...	...	...
...	...	400 000	(400 000)	...	Subvention à la Kivalliq Inuit Association pour la création du Fonds fiduciaire de bourses d'études des parc nationaux de Kivalliq	...	...	...	...
...	<b>22 707</b>	<b>3 400 000</b>	<b>(3 422 707)</b>	...	<b>Total—Subventions</b>	...	...	...	...
<b>Contributions</b>									
Gérance des endroits du patrimoine national									
					Contributions à l'appui du Fonds pour favoriser les propriétés patrimoniales commerciales				
...	...	2 252 000	(2 252 000)	...		...	...	...	...
Utilisation et appréciation par les Canadiens									
					Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques				
...	189 226	...	(189 226)	...		...	...	...	...
...	<b>189 226</b>	<b>2 252 000</b>	<b>(2 441 226)</b>	...	<b>Total—Contributions</b>	...	...	...	...
<b>Sommaire du programme par secteur d'activité</b>									
...	22 707	5 652 000	(5 674 707)	...	Gérance des endroits du patrimoine national	...	...	...	...
...	189 226	...	(189 226)	...	Utilisation et appréciation par les Canadiens	...	...	...	...
...	<b>211 933</b>	<b>5 652 000</b>	<b>(5 863 933)</b>	...	<b>Total du programme</b>	...	...	...	...
<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>									
<b>Subventions</b>									
Promotion de l'égalité entre les sexes									
					Programme de promotion de la femme—Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne				
...	11 109 000	...	...	11 109 000		11 109 000	...	...	11 191 620
...	<b>11 109 000</b>	...	...	<b>11 109 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>11 109 000</b>	...	...	<b>11 191 620</b>
...	<b>749 492 674</b>	<b>158 180 064</b>	<b>(21 709 857)</b>	<b>885 962 881</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>884 201 294</b>	<b>1 761 587</b>	...	<b>875 967 380 <sup>(1)</sup></b>

(S) Paiement de transfert législatif.

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée à Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 2 339 718 \$.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
<b>Ministère</b>							
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>							
Développement culturel et patrimoine	4 710 000	3 633 288	3 655 269				
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>4 710 000</b>	<b>3 633 288</b>	<b>3 655 269</b>				
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>							
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>							
La réglementation des communications dans l'intérêt public	35 093 000	35 093 000	32 965 000				
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>35 093 000</b>	<b>35 093 000</b>	<b>32 965 000</b>				
<b>Archives nationales du Canada</b>							
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>							
Services, sensibilisation et appui Accès et reproductions de matériaux archivés	494 000	323 023	214 802				
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>494 000</b>	<b>323 023</b>	<b>214 802</b>				
<b>Office national du film</b>							
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>							
Opérations de l'Office national du film							
Production de films	1 650 000	2 270 728	779 667				
Ventes de copies	2 500 000	2 221 761	2 214 222				
Location, redevances et divers	4 750 000	2 861 928	2 037 069				
Services de distribution	...	1 231 671	2 000 004				
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>8 900 000</b>	<b>8 586 088</b>	<b>7 030 962</b>				
<b>Commission de la fonction publique</b>							
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>							
Apprentissage							
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel							
Recouvrements et frais de services	10 891 000	11 419 771	10 546 951				
Subventions	2 798 000	2 686 006	2 726 500				
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>13 689 000</b>	<b>14 105 777</b>	<b>13 273 451</b>				
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>62 886 000</b>	<b>61 741 176</b>	<b>57 139 484</b>				

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Ministère</b>			<b>Archives nationales du Canada</b>		
<b>Autres revenus—</b>			<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 855 106	4 284 467	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 012	9 548
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	5 611 578	6 071 086	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	113 772	27 186
	8 466 684	10 355 553		118 784	36 734
Ventes de biens et de services—			Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	20 633	40 298	Ventes de biens et de produits d'information	371 157	...
Services de nature non réglementaire	3 011 453	3 157 925	Autres frais et droits—		
Ventes de biens et de produits d'information	86 375	122 519	Reçus des services de photoduplication	...	242 382
Autres frais et droits	485 395	459 882		371 157	242 382
	3 603 856	3 780 624			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 359	5 364	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	151 883	142 656
Revenus divers—			Revenus divers	10 483	9 943
Autres frais et droits	...	1 692			
Produits des loteries fédérales/provinciales	59 267 337	57 666 332	<b>Total du programme</b>	<b>652 307</b>	<b>431 715</b>
Divers	107 107	292 152			
	59 374 444	57 960 176	<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>		
<b>Total du ministère</b>	<b>71 465 343</b>	<b>72 101 717</b>	<b>Autres revenus—</b>		
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13	...
<b>Autres revenus—</b>			Revenus divers—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 418 199	1 423 881
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	26 421	31 039	<b>Total du programme</b>	<b>1 418 212</b>	<b>1 423 881</b>
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 698	27 250			
	28 119	58 289	<b>Office national du film</b>		
Ventes de biens et de services—			<b>Autres revenus—</b>		
Services de nature réglementaire—			Ventes de biens et de services—		
Frais de licences en radiodiffusion	127 425 701	115 743 440	Droits et privilèges	3 312 773	2 214 222
Frais de télécommunications	22 834 100	20 667 748	Ventes de biens et de produits d'information	5 336 420	4 842 213
	150 259 801	136 411 188	Autres frais et droits	(63 105)	(25 473)
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 655	2 253		8 586 088	7 030 962
Revenus divers	56 797	57 924	<b>Total du programme</b>	<b>8 586 088</b>	<b>7 030 962<sup>(1)</sup></b>
<b>Total du programme</b>	<b>150 348 372</b>	<b>136 529 654</b>	<b>Bibliothèque nationale</b>		
			<b>Autres revenus—</b>		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	11 839	13 255
			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	119 773	8 364
				131 612	21 619

## Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	67 789	3 347
Revenus divers	50 432	55 739
<b>Total du programme</b>	<b>249 833</b>	<b>80 705</b>
<b>Commission de la fonction publique</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	77 794	103 879
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	244 813	423 186
	322 607	527 065
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire		
Revenus de formation et développement	14 300 726	...
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 262	7 105
Revenus divers	309 698	293 534
<b>Total du programme</b>	<b>14 939 293</b>	<b>827 704</b>
<b>Commission des relations de travail dans la fonction publique <sup>(2)</sup></b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de traitements	1 839	64
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	326	...
Revenus divers—		
Accès à l'information	20	734
<b>Total du programme</b>	<b>2 185</b>	<b>798</b>
<b>Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Dépenses de services	10 351	40 352
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	194	778
<b>Total du programme</b>	<b>10 545</b>	<b>41 130</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 080 009	11 039 676
Ventes de biens et de services	177 121 628	147 465 156
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	250 468	161 503
Revenus divers	61 220 073	59 801 931
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>247 672 178</b>	<b>218 468 266 <sup>(1)(2)(3)</sup></b>

<sup>(1)</sup> Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, la Commission des relations de travail dans la fonction publique a été transférée du Conseil privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 798 \$.

<sup>(3)</sup> Au cours de l'exercice, l'Agence Parcs Canada a été transférée à Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 156 637 711 \$.



# SECTION 21

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Pêches et Océans**

**Ministère**

**Office de commercialisation du poisson  
d'eau douce**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité. ....	21.2
Sommaire du portefeuille ministériel. ....	21.4
Programmes par secteur d'activité. ....	21.6
Paievements de transfert. ....	21.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés. ...	21.10
Revenus. ....	21.10

## Ministère

### Objectifs

L'objectif du programme est de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui soutiennent les intérêts économiques, écologiques et scientifiques du Canada concernant les eaux marines et les eaux intérieures; de voir à la conservation, au développement et à l'utilisation économique durable des ressources halieutiques du Canada dans les eaux marines et intérieures, au profit de ceux qui vivent ou bénéficient de ces ressources; de fournir un service maritime sécuritaire, efficace et respectueux de l'environnement qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie mondiale; et de coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada qui touchent les océans.

### Description des secteurs d'activité

#### *Services à la navigation maritime*

Les Services à la navigation maritime assurent la prestation, l'exploitation et l'entretien des aides à la navigation, l'aménagement et l'entretien des voies navigables, la protection du droit public à la navigation et la sauvegarde de l'environnement.

#### *Services de communications et de trafic maritimes*

Les Services de communications et de trafic maritimes assurent les communications et la coordination concernant les urgences et la sécurité, le filtrage des navires pour empêcher l'entrée de bâtiments non sécuritaires dans les eaux canadiennes, la réglementation du trafic maritime et la gestion d'un système intégré d'information maritime et de services de correspondance publique. En plus d'assurer la sécurité de la navigation maritime, les Services de communications et de trafic maritimes appuient les activités

économiques par une gestion optimale du trafic et de l'efficacité portuaire et par la facilitation de la liaison navire-terre au profit de l'industrie. Toutes ces fonctions sont régies par un cadre réglementaire qui est inspiré essentiellement de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et de la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer.

#### *Opérations de déglacement*

Les Opérations de déglacement sont des services d'escorte de brise-glace, d'entretien des chenaux, de lutte contre les inondations, d'ouverture des ports et de conseils et d'information à l'intention du grand public et des navigateurs traversant ou contournant des eaux envahies par les glaces.

#### *Sauvetage, sécurité et intervention environnementale*

Le secteur d'activité, Sauvetage, sécurité et intervention environnementale, se compose des grands domaines de programme suivants : opérations de recherche et de sauvetage en mer; intervention environnementale et protection civile nationale ministérielle; promotion de la sécurité de la navigation auprès du public maritime par la prévention et la réglementation.

#### *Sciences halieutiques et océaniques*

Les écosystèmes marins sont surveillés et évalués au moyen de navires de recherche océanographique, de programmes de contrôle des pêches et de programmes en collaboration avec les pêcheurs. La mesure des paramètres océanographiques, tels que la température, la salinité, les niveaux d'eau et l'amplitude des vagues, se fait par divers intervenants tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Ministère. Les scientifiques travaillent en équipes interdisciplinaires de concert avec des pêcheurs et des chercheurs universitaires pour évaluer les populations de poissons dans un contexte écosystémique et environnemental plus vaste. Les études

climatiques sont surtout axées sur les effets des changements climatiques dans l'océan sur des espèces de poissons comme la morue et le saumon et sur le rôle des océans dans le système climatique planétaire.

La science aquacole vise à rendre viables les nouvelles espèces de poissons d'élevage au Canada et à améliorer l'efficacité de l'élevage des espèces existantes. Les maladies qui frappent les poissons et qui se répandent dans les populations sont combattues par des règlements sur la protection de la santé des poissons, obligeant les installations de production de poissons à obtenir un certificat pour importer des poissons au Canada ou les transporter d'une province à l'autre.

#### *Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement*

Le secteur d'activité est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques, de plans et de programmes ainsi que de l'administration des lois et règlements ayant trait à la protection et à la conservation des habitats aquatiques et de l'environnement. Cette activité englobe également l'étude et la surveillance des conditions chimiques et physiques qui ont un effet sur la qualité de l'environnement aquatique, de même que la collecte, l'analyse et l'interprétation des données à l'appui d'une exploitation économique durable des ressources aquatiques renouvelables du Canada et à l'appui de l'évaluation, de l'approbation et du contrôle des activités qui influent qualitativement et quantitativement sur l'habitat du poisson.

#### *Hydrographie*

Les relevés hydrographiques mesurent les paramètres qui sont nécessaires à la description de la nature exacte et de la configuration du fond marin et du lit des voies navigables intérieures, de leurs relations avec la masse continentale ainsi que des caractéristiques et de la dynamique de ces eaux. Les paramètres mesurés sont notamment la profondeur d'eau, le type de fond, les

courants près de la surface, les marées et les niveaux d'eau. Les données réunies servent à la production de cartes de navigation et d'autres publications telles que les annuaires des courants et marées, les instructions nautiques, les guides pour petits bateaux et les bulletins sur les niveaux d'eau. L'information hydrographique sert également à la détermination des limites des eaux nationales et des frontières maritimes.

#### *Gestion des pêches*

La Gestion des pêches est chargée des fonctions de gestion des ressources halieutiques dans toutes les provinces et dans les territoires du Canada, de même qu'à l'intérieur et à proximité des zones de pêche de 200 milles du Canada. Ces zones comprennent les réseaux fluviaux intérieurs et les lacs de toutes les provinces, sauf aux endroits où les pouvoirs en matière de gestion des pêches intérieures ont été délégués à la province ou au territoire. Il s'agit notamment de la gestion des parties canadiennes des cours d'eau transfrontaliers, de la gestion commune des pêches d'interception dans les eaux internationales et de la gestion des pêches autochtones, récréatives et commerciales dans les eaux côtières canadiennes. Il s'agit également de la négociation des ententes internationales pour promouvoir la conservation des ressources halieutiques du Canada, de concert avec d'autres ministères, ainsi que de la négociation et de l'administration des traités et accords internationaux touchant les relations bilatérales et multilatérales dans le domaine des pêches.

La réalisation des objectifs de la Gestion des pêches est appuyée par des programmes de réduction de la capacité tels que le Plan d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes (PARPC), la

Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (SPFA) et le Programme d'adaptation et de redressement de la pêche de la morue du Nord (PARPMN). Ces programmes spéciaux répondent à des besoins particuliers et sont limités dans le temps.

#### *Ports*

L'exploitation et l'entretien d'un réseau national de ports de pêche et de plaisance supposent la construction et l'entretien de brise-lames et d'installations d'amarrage et de mise à l'eau, ainsi que le dragage, aux profondeurs requises, des chenaux et des bassins. Les activités additionnelles comprennent la fourniture et l'entretien d'aires et de matériel de service pour la manutention du poisson et des engins de pêche, de même que divers services à terre. La gestion du programme, y compris les services de génie et techniques, est assurée au niveau régional dans le cadre de politiques nationales, tandis que les services courants de gestion et d'administration, s'il y a lieu, sont locaux.

#### *Gestion de la flotte*

La Gestion de la flotte comprend l'acquisition, l'entretien et l'ordonnement des flottes navales et aériennes du Ministère à l'appui des secteurs de programme suivants : les Services à la navigation maritime, les Services de communications et de trafic maritimes, les Opérations de déglacage, le secteur Sauvetage, sécurité et intervention environnementale, la Gestion des pêches; les Sciences halieutiques et océaniques; et l'Hydrographie. Les fonds nécessaires pour payer les équipages et l'administration des flottes sont fournis par ces secteurs de programme. La Gestion de la flotte prend aussi en charge les besoins d'augmentation de capacité en concluant des ententes avec

les autres ministères et le secteur privé pour qu'ils apportent un soutien maritime et aérien supplémentaire aux programmes.

#### *Politiques et services internes*

Les responsabilités des Politiques et services internes comprennent l'orientation administrative du programme, les services de gestion intégrés et régionaux, la prestation des services administratifs, la coordination des politiques et des programmes ministériels, l'élaboration et la promulgation des règlements du Ministère qui sont appliqués à l'échelle nationale.

### **Office de commercialisation du poisson d'eau douce**

#### **Objectifs**

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	1 034 353 000	...	...	1 034 353 000					
...	...	3 310 482	...	3 310 482					
...	...	...	25 455 525	25 455 525					
...	...	...	682 247	682 247					
...	...	...	13 279 000	13 279 000					
...	1 034 353 000	3 310 482	39 416 772	1 077 080 254					
...	154 018 000	...	...	154 018 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	42 300 000	...	42 300 000	1b	Virement de 25 455 525 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans)			
...	...	1	...	1		Virement du : crédit 10			
...	...	...	714 703	714 703		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	13 279 000	13 279 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	154 018 000	42 300 001	714 703	197 032 704		Total—Crédit 1	1 034 716 122	42 364 132	... 1 123 427 987
...	170 094 000	...	...	170 094 000	5	Dépenses en capital			
...	...	1	...	1	5a	Dépenses en capital			
...	...	...	714 703	714 703	5b	Virement de 714 703 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans)			
...	...	...	...	...		Virement du crédit 10			
...	170 094 000	1	(26 170 228)	143 923 773		Total—Crédit 5	195 809 189	1 223 515	... 156 050 799
...	66 946	...	3 268	70 214	10	Subventions et contributions			
...	109 955 000	...	3 731 600	113 686 600	10b	Subventions			
1 215 865	...	...	749 367	1 965 232		Virement au : crédit 1			
...	...	...	184 616	184 616		crédit 5			
...	...	...	...	...		Total—Crédit 10	79 680 597	64 243 176	... 122 198 042
...	...	...	...	...	(S)	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	70 214	...	... 70 306
...	...	...	...	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	113 686 600	...	... 118 240 152
...	...	...	...	...	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 391 883	...	573 349 1 941 994
...	...	...	...	...	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	184 616	...	... 24 835
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	... 3 761
1 215 865	1 468 486 946	45 610 484	18 630 098	1 533 943 393		Total du ministère—Budgétaire	1 425 539 221	107 830 823	573 349 1 521 957 876

**Office de commercialisation du poisson d'eau douce**

L30b Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce*.

Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité à 30 000 000 \$ (Net)

30 000 000	...	...	...	30 000 000		...	...	30 000 000	...
<b>30 000 000</b>	...	...	...	<b>30 000 000</b>	<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	...	...	<b>30 000 000</b>	...
					<b>Total du portefeuille ministériel—</b>				
<b>1 215 865</b>	<b>1 468 486 946</b>	<b>45 610 484</b>	<b>18 630 098</b>	<b>1 533 943 393</b>	<b>Budgétaire</b>	<b>1 425 539 221</b>	<b>107 830 823</b>	<b>573 349</b>	<b>1 521 957 876</b>
<b>30 000 000</b>	...	...	...	<b>30 000 000</b>	<b>Non budgétaire</b>	...	...	<b>30 000 000</b>	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Services à la navigation maritime	119 454 243	107 384 674	9 135 000	9 178 700	150 000	150 000	29 458 000	32 187 854	...	...	99 281 243	84 525 520
Services de communications et de trafic maritimes	64 586 887	67 346 888	22 820 000	12 671 844	...	...	...	210 526	...	...	87 406 887	79 808 206
Opérations de déglacement	57 879 525	49 791 698	...	116 908	...	...	13 824 000	4 493 823	...	...	44 055 525	45 414 783
Sauvetage, sécurité et intervention environnementale	114 333 409	108 533 568	...	...	4 717 000	4 716 273	182 000	479 452	...	...	118 868 409	112 770 389
Sciences halieutiques et océaniques	168 217 670	170 455 165	500 000	1 502 592	1 962 500	1 928 222	...	...	...	...	170 680 170	173 885 979
Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement	88 304 431	92 221 672	...	...	519 920	494 883	...	...	...	...	88 824 351	92 716 555
Hydrographie	31 848 212	33 569 714	500 000	465 865	75 000	74 533	...	...	...	...	32 423 212	34 110 112
Gestion des pêches	221 998 871	207 907 004	2 345 000	1 171 460	135 243 663	71 063 774	...	...	...	...	359 587 534	280 142 238
Ports	63 963 570	62 757 170	27 000 000	34 079 648	926 600	926 569	...	...	...	...	91 890 170	97 763 387
Gestion de la flotte	80 980 632	61 897 360	71 115 000	82 803 207	...	...	...	...	...	...	152 095 632	144 700 567
Politiques et services internes	228 583 466	229 149 756	63 617 704	53 818 965	329 090	326 343	3 700 000	3 593 579	...	...	288 830 260	279 701 485
Sous-total	1 240 150 916	1 191 014 669	197 032 704	195 809 189	143 923 773	79 680 597	47 164 000	40 965 234	...	...	1 533 943 393	1 425 539 221
Revenus affectés aux dépenses	(47 164 000)	(40 965 234)	...	...	...	...	(47 164 000)	(40 965 234)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>1 192 986 916</b>	<b>1 150 049 435</b>	<b>197 032 704</b>	<b>195 809 189</b>	<b>143 923 773</b>	<b>79 680 597</b>	...	...	...	...	<b>1 533 943 393</b>	<b>1 425 539 221</b>
<b>Office de commercialisation du poisson d'eau douce—</b>												
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>30 000 000</b>	...	<b>30 000 000</b>	...
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 192 986 916</b>	<b>1 150 049 435</b>	<b>197 032 704</b>	<b>195 809 189</b>	<b>143 923 773</b>	<b>79 680 597</b>	...	...	...	...	<b>1 533 943 393</b>	<b>1 425 539 221</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>30 000 000</b>	...	<b>30 000 000</b>	...

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Sciences halieutiques et océaniques									
...	15 500	...	200 000	215 500	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	215 500	...	...	615 180
-----									
Hydrographie									
...	46 000	...	29 000	75 000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	74 533	467	...	65 627
-----									
Gestion des pêches									
...	...	1	5 000	5 001	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	5 000	1	...	12 500
-----									
Ports									
...	500 000	...	3 000	503 000	Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	503 000	...	...	495 500
-----									
Gestion de la flotte									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10 000
-----									
Politiques et services internes									
...	152 500	...	(152 500)	...	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	...	...	...	...
...	<b>714 000</b>	<b>1</b>	<b>84 500</b>	<b>798 501</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>798 033</b>	<b>468</b>	<b>...</b>	<b>1 198 807</b>
-----									
<b>Contributions</b>									
Services à la navigation maritime									
...	...	...	150 000	150 000	Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	150 000	...	...	200 000
-----									
Sauvetage, sécurité et intervention environnementale									
...	...	...	25 000	25 000	Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	25 000	...	...	40 000

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	4 500 000	...	...	4 500 000	Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	4 499 273	727	...	4 499 983
...	192 000	...	...	192 000	Contribution à la Société canadienne de la Croix-Rouge pour son Programme de sécurité nautique	192 000	...	...	192 000
...	4 692 000	...	25 000	4 717 000		4 716 273	727	...	4 731 983
Sciences halieutiques et océaniques									
...	5 800	...	818 700	824 500	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	824 500	...	...	1 093 233
...	925 000	...	(2 500)	922 500	Contributions à l'Initiative d'emploi pour les jeunes	888 222	34 278	...	785 412
...	930 800	...	816 200	1 747 000		1 712 722	34 278	...	1 878 645
Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement									
...	100 000	...	419 920	519 920	Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	494 883	25 037	...	744 622
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 302 458
...	100 000	...	419 920	519 920		494 883	25 037	...	6 047 080
Hydrographie									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	36 000
Gestion des pêches									
...	962 000	...	...	962 000	Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique	417 500	544 500	...	429 818
...	1 255 000	...	...	1 255 000	Contributions aux pêcheurs de poisson de fond âgés qui satisfont aux modalités du Programme de retraite anticipée de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique	1 183 840	71 160	...	1 590 386
...	193 100	...	(193 100)	...	Contribution au sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon, en vue de mettre en œuvre les responsabilités qui se rapportent aux règlements des revendications territoriales globales	...	...	...	...
...	34 311 000	...	(1 054 128)	33 256 872	Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	33 205 760	51 112	...	34 476 624
...	126 248 700	...	(27 131 600)	99 117 100	Contributions en vertu du Programme d'accès aux pêches	35 603 984	63 513 116	...	68 339 739



...	458 200	...	...	458 200	Contributions en vertu de la convention définitive des Inuvialuits pour la protection de l'exploitation de la faune aux titres des propriétés sur les terres, de la gestion des ressources et du développement économique et social	458 200	...	...	449 900
...	...	...	189 490	189 490	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	189 490	...	...	430 400
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	707 065
...	163 428 000	...	(28 189 338)	135 238 662		71 058 774	64 179 888	...	106 423 932
-----									
Ports									
...	...	...	423 600	423 600	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	423 569	31	...	987 127
-----									
Politiques et services internes									
...	229 200	...	99 890	329 090	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	326 343	2 747	...	694 468
...	<b>169 380 000</b>	...	<b>(26 254 728)</b>	<b>143 125 272</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>78 882 564</b>	<b>64 242 708</b>	...	<b>120 999 235</b>
-----									
<b>Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité</b>									
...	...	...	150 000	150 000	Services à la navigation maritime	150 000	...	...	200 000
...	4 692 000	...	25 000	4 717 000	Sauvetage, sécurité et intervention environnementale	4 716 273	727	...	4 731 983
...	946 300	...	1 016 200	1 962 500	Sciences halieutiques et océaniques	1 928 222	34 278	...	2 493 825
...	100 000	...	419 920	519 920	Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement	494 883	25 037	...	6 047 080
...	46 000	...	29 000	75 000	Hydrographie	74 533	467	...	101 627
...	163 428 000	1	(28 184 338)	135 243 663	Gestion des pêches	71 063 774	64 179 889	...	106 436 432
...	500 000	...	426 600	926 600	Ports	926 569	31	...	1 482 627
...	...	...	...	...	Gestion de la flotte	...	...	...	10 000
...	381 700	...	(52 610)	329 090	Politiques et services internes	326 343	2 747	...	694 468
...	<b>170 094 000</b>	<b>1</b>	<b>(26 170 228)</b>	<b>143 923 773</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>79 680 597</b>	<b>64 243 176</b>	...	<b>122 198 042</b>
-----									

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Services à la navigation maritime			
Droits des services maritimes	27 743 000	28 390 540	27 740 573
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	1 500 000	3 554 919	3 568 400
Déductions des employés pour la location de logements	192 000	...	...
Activités des ateliers de Prescott	21 000	189	...
Revenus provenant de locations et de concessions	...	2 747	6 948
Divers	2 000	239 459	232 297
	29 458 000	32 187 854	31 548 218
Services de communications et de trafic maritimes			
Radiotéléphonie de la Garde côtière	...	68 521	95 105
Déductions des employés pour la location de logements	...	102 702	89 745
Revenus provenant de locations et de concessions	...	18 183	13 854
Divers	...	21 120	99 360
	...	210 526	298 064
Opérations de déglacement			
Transport maritime dans l'Est de l'Arctique	...	...	801
Droits des services maritimes	13 824 000	4 493 823	4 533 016
	13 824 000	4 493 823	4 533 817
Sauvetage, sécurité et intervention environnementale			
Règlement sur les petits bâtiments pour les plaques de capacité et décalques de normes de construction	182 000	212 120	145 635
Divers	...	267 332	316 447
	182 000	479 452	462 082
Gestion de la flotte	...	...	162 311
Politiques et services internes			
Collège de la Garde côtière canadienne	3 700 000	3 593 579	4 499 057
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>47 164 000</b>	<b>40 965 234</b>	<b>41 503 549</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements—		
Prêts consentis aux pêcheurs d'aiglefin—Intérêt	106 821	106 820
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 979 567	1 629 928
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 192 574	2 984 593
	3 172 141	4 614 521
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Frais	1 001	1 300
Licences	47 047 541	45 925 333
Baux huîtres	185 758	1 067
Boette	13 654	19 210
Enregistrements des vaisseaux et des pêcheurs	1 019 258	1 032 045
Ports pour petites embarcations—		
Postes, amarrage et baux	1 665 144	1 660 756
Licences	48 021	22 383
Autres revenus d'amarrage	5 074	16 045
	49 985 451	48 678 139
Services de nature non réglementaire—		
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	314 922	302 188
Divers	753 363	934 745
Revenus pouvant être dépensés—		
Revenus tirés d'une activité de crédit net—Facture—		
Collège de la Garde côtière canadienne	2 968 712	4 700 819
Logements pour les employés	104 514	98 563
Services de déglacement	5 127 090	4 057 839
Droits des services maritimes	28 908 095	27 527 517
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	3 945 894	3 568 400
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	20 133	78 671
Règlement sur les petits bâtiments	219 735	154 788
Télécommunications	210 050	211 133
Divers	414 370	786 827
	42 986 878	42 421 490
Ventes de biens et de produits d'information—		
Produits des ventes de publications	2 324 701	2 527 859
Divers	11 156	11 091
	2 335 857	2 538 950
	95 308 186	93 638 579
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	749 367	2 690 306

**Revenus—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Revenus divers—		
Saisies et confiscations	169 866	475 913
Amendes	1 563 885	1 708 109
Divers	607 515	1 231 816
	<hr/>	<hr/>
	2 341 266	3 415 838
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>101 677 781</b>	<b>104 466 064</b>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# SECTION 22

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Ressources naturelles**

**Ministère**

**Énergie atomique du Canada limitée**

**Commission canadienne de sûreté  
nucléaire**

**Société de développement du Cap-Breton**

**Office national de l'énergie**

**Administration du pipe-line du Nord**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité .....	22.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	22.6
Programmes par secteur d'activité.....	22.9
Paiements de transfert .....	22.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés ...	22.17
Revenus .....	22.17

## Ministère

### Objectifs

Contribuer à l'essor économique du Canada en fournissant aux Canadiens et aux Canadiennes des connaissances scientifiques et économiques d'experts, et en favorisant le développement durable et l'exploitation rationnelle des ressources naturelles du Canada ainsi que la compétitivité des industries de l'énergie, des forêts, des minéraux, des métaux et de la géomatique.

### Description des secteurs d'activité

#### *Diffusion de l'information et établissement d'un consensus*

Il importe d'investir dans le savoir et l'innovation des systèmes afin de créer des données intégrées et aisément accessibles. Ressources naturelles Canada (RNCAN) le reconnaît et s'emploie à le faire en constituant et en tenant à jour l'infrastructure de connaissances (ResSources) et les bases de données, comme GéoConnexions, nécessaires pour apporter aux Canadiens et aux Canadiennes des données géographiques et scientifiques sur l'état de la masse continentale du Canada et des conseils économiques et environnementaux judicieux concernant des questions liées au développement et à l'utilisation durables des ressources naturelles canadiennes, à la santé et à la sécurité du public; en recueillant, partageant, diffusant et analysant des données et en préparant des rapports statistiques sur la productivité et la compétitivité de l'industrie canadienne des ressources naturelles. L'information est utilisée pour établir des prévisions et faire rapport sur l'évolution de la demande du marché.

La conservation des avantages tirés des ressources et la création de nouvelles possibilités dans le cadre de l'économie fondée sur le savoir passent par la stimulation d'une coopération et d'un consensus nationaux et internationaux plus efficaces en matière de mise en valeur durable des ressources. À cette fin, le Ministère cogère le processus fédéral d'élaboration d'une

stratégie nationale de mise en œuvre de mesures d'atténuation des impacts environnementaux de l'exploitation des ressources et d'adaptation au changement climatique. RNCAN met en œuvre des plans d'action, applique des moyens et procède à des essais à l'appui de pratiques de gestion des ressources forestières nouvelles et novatrices. Dans le cadre d'ententes bilatérales et multilatérales, le Ministère s'emploie à inculquer la mise en valeur et l'utilisation responsables des minéraux et des métaux et déploie des activités de recherche et développement pour stimuler l'essor de l'industrie canadienne de la géomatique. Le Ministère offre des conseils et des services coordonnés de logistique pour appuyer ses programmes de recherche scientifique et transfère ses technologies issues de la science-technologie (S-T) et ses pratiques et techniques de gestion durables des ressources aux intervenants et aux utilisateurs.

RNCAN fournit aux Canadiens l'information la plus pertinente possible en matière de fiscalité et de réglementation pour leur permettre de prendre des décisions éclairées. À cette fin, le Ministère définit des stratégies, des politiques, des règlements et des mécanismes d'action volontaire nationaux et internationaux à l'appui de la mise en valeur durable des ressources.

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité. Ce Fonds a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994*. Le Fonds permet à Géomatique Canada de transférer les coûts des biens et services des contribuables en général aux utilisateurs particuliers qui en bénéficient directement. Ce mécanisme de production de recettes donne à Géomatique Canada la possibilité de recouvrer intégralement les coûts de ses clients canadiens et la latitude d'exiger les prix du marché de ses clients internationaux. Il donne l'occasion de fournir un volume croissant de produits et de services répondant aux besoins des clients canadiens tout en appuyant l'industrie canadienne de la géomatique au moyen des connaissances et de l'expertise nécessaires pour soutenir la concurrence sur les marchés internationaux.

### *Avantages économiques et sociaux*

À l'heure de la mondialisation du marché, sciences et technologie de pointe, conseils d'expert stratégiques et innovation sont indispensables pour permettre au Canada de conserver et d'étendre sa part du marché. À cette fin, le Ministère repère les débouchés commerciaux pour vendre nos produits, connaissances, technologies et services axés sur les ressources. Il collabore avec les intervenants pour établir une conjoncture commerciale qui favorise la compétitivité du secteur des ressources naturelles (p. ex. l'administration du régime fiscal du secteur canadien des mines). Le Ministère organise des ateliers pour intéresser les investisseurs à la mise en valeur des ressources canadiennes et il se penche sur les préoccupations environnementales et commerciales d'envergure internationale qui concernent le secteur des ressources naturelles. RNCAN collabore également avec les gouvernements et l'industrie pour mieux comprendre la géologie du pays et stimuler l'exploration.

RNCAN exerce son influence à l'échelle internationale pour faciliter l'exportation des produits et services canadiens tirés des ressources et pour favoriser le transfert des technologies et le partage des connaissances à l'appui de la mise en valeur et de l'utilisation durables des ressources naturelles. En collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, il entretient de saines relations avec ses homologues d'autres pays tout en recherchant les possibilités de mise en valeur qui s'offrent à l'étranger. Le Ministère facilite l'accès du secteur privé aux marchés internationaux des produits, des pratiques de gestion et des services liés aux ressources naturelles. Il appuie l'industrie canadienne de la géomatique et des sciences de la Terre dans sa participation à des projets internationaux d'importance majeure, dans l'élaboration des normes, l'échange d'information, la recherche et développement, la formation et l'échange de personnel et dans l'application des politiques et programmes gouvernementaux. Le Ministère contribue aussi à faire en sorte que le Canada demeure compétitif et qu'il s'acquitte de ses obligations commerciales. Entre autres, il agit de manière à favoriser l'harmonisation

des normes et des codes internationaux, participe à des forums multilatéraux, dispense des conseils pour faciliter les négociations concernant les cadres des relations commerciales ainsi que le règlement des questions qui se posent à l'étranger en matière de commerce et de politique. Parallèlement, et dans le cadre de relations bilatérales, le Ministère est en mesure de mener un échange d'information qui favorise l'harmonisation des réglementations et des politiques et de fournir des idées et des points de vue sur la mise en œuvre des mesures actuelles et envisagées en matière d'efficacité énergétique et de gestion des forêts.

En collaboration avec Affaires indiennes et du Nord Canada, RNCan assure la gestion de programmes qui visent à procurer de l'emploi aux Autochtones dans l'industrie des ressources naturelles. Le Ministère finance des activités autochtones viables et renforce la capacité de gestion de ces collectivités. De plus, il souscrit à des initiatives et à des règlements qui ont pour but de procurer de l'emploi, de favoriser la diversification économique et la prise de décisions éclairées en matière de mise en valeur durable des terres et des ressources dans les collectivités rurales, autochtones et nordiques.

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité.

#### *Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux*

RNCan exerce un rôle de premier plan pour ce qui est de définir les moyens que le Canada doit opposer au changement climatique et qui s'inscrivent dans la stratégie que le Canada doit mettre en œuvre pour atténuer les répercussions sur l'environnement de l'exploitation des ressources, s'adapter au changement climatique et modifier en conséquence son économie de l'énergie. En collaboration avec ses partenaires, le Ministère : i) définit une Stratégie nationale de lutte contre le changement climatique, ii) définit et fait progresser les intérêts canadiens à remplir les engagements de Kyoto et iii) participe au déploiement du volet

canadien du programme international de lutte contre le changement climatique.

Le Ministère gère le Programme de recherche et d'exploitation énergétiques, développe et promouvoit l'utilisation des technologies novatrices et prometteuses d'exploitation durable des ressources ainsi que des sources d'énergie de remplacement, et élabore et met en œuvre des programmes et des technologies qui favorisent un meilleur rendement énergétique dans les immeubles, l'industrie et les maisons. En partenariat avec ses clients et les intervenants, le Ministère effectue également des recherches en foresterie et le transfert de technologies et de techniques qui contribuent à préserver la santé et la durabilité des forêts, prévoit et gère l'incidence de l'interaction de l'activité humaine et de la nature avec les écosystèmes forestiers, et mène des recherches sur la production sylvicole pour assurer la pérennité des essences d'arbres à croissance difficile et menacée. RNCan met aussi au point et transfère des technologies susceptibles de déboucher sur des processus industriels plus efficaces, sur la production de nouveaux produits à base de minéraux et de métaux qui sont plus performants et favorise la productivité des activités d'extraction et de traitement du minerai. Le Ministère effectue des recherches dans le but d'atténuer les répercussions des effluents et du drainage acide qui résultent des opérations d'extraction et de traitement, fournit un soutien technique à l'exploitation des mines canadiennes en matière de contrôle des toits de mines, d'évaluation des environnements souterrains, de ventilation et de réduction des coups de toit et apporte des améliorations aux procédés de transformation.

En collaboration avec ses partenaires, le Ministère met au point et en œuvre des politiques et pratiques destinées à contrer les risques associés à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources naturelles. Il recommande des stratégies de gestion à long terme des déchets radioactifs et du combustible nucléaire épuisé. RNCan met également au point des technologies pour accroître la fiabilité structurale de l'infrastructure des gazoducs canadiens.

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité.

#### *Sûreté et sécurité des Canadiens*

RNCan joue un rôle de premier plan dans la prestation d'information et d'expertise aux Canadiens en ce qui a trait aux risques naturels. Les experts scientifiques de RNCan fournissent les conseils et les recommandations en matière de recherches permettant de minimiser les risques associés aux risques naturels comme les séismes. De plus, le Ministère fournit des cartes topographiques et des images transmises par satellite afin de répondre aux urgences causées par ces risques et de fournir de l'information sur les types de sol, les régions à risque et les processus d'érosion qui permettent de comprendre la cause des désastres.

Le Ministère fournit un système fiable de levés, des cartes topographiques, des cartes et des publications aéronautiques, des données de télédétection et de l'information géoréférencée couvrant tout le territoire canadien, afin d'appuyer la souveraineté nationale, la défense, la protection de l'environnement, le développement socio-économique et la conduite des affaires du Canada. De concert avec ses homologues, RNCan entretient également la frontière qui sépare le Canada des États-Unis et y effectue des travaux de levé et d'inspection.

RNCan constitue la principale source d'expertise du gouvernement en matière de réglementation et de technologie des explosifs. Le Ministère produit des technologies et mène des inspections relativement à la fabrication, à l'utilisation, à l'entreposage et au transport des explosifs et des pièces pyrotechniques. De concert avec Justice Canada, RNCan œuvre à rendre l'industrie des explosifs plus sécuritaire en reformulant la réglementation des explosifs dans une langue plus simple et en apportant son concours à la formulation d'ententes internationales à ce sujet.

RNCan définit le cadre stratégique des mesures canadiennes de sûreté et de sécurité qui s'appliquent aux activités du secteur de l'énergie et plus particulièrement

au transport de l'énergie, à la mise en valeur des ressources extracôtières et de l'industrie canadienne de l'uranium et de l'énergie nucléaire. Il formule des recommandations au Ministre sur les questions qui intéressent l'Office national de l'énergie, Énergie atomique du Canada limitée, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et les Offices des hydrocarbures extracôtiers de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse. RNCan promulgue des règlements en matière de santé et de sécurité pour assurer l'intégrité des dispositifs de survie et d'évacuation pour l'exploration et la mise en valeur du pétrole et du gaz des régions pionnières.

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité.

#### *Saine gestion ministérielle*

Ce domaine d'activité concerne le fonctionnement interne du Ministère. Il crée une orientation stratégique permettant d'aligner les objectifs ministériels sur les priorités du Ministre et du gouvernement, de fixer des objectifs et de surveiller les résultats, ainsi que de gérer efficacement les ressources attribuées, par les moyens suivants : planification stratégique ministérielle, coordination de la politique à l'échelle du Ministère et gestion au cas par cas; liaison avec le Cabinet et le Parlement; direction et services dans les domaines des finances, de l'administration, des biens immobiliers, des ressources humaines, de la gestion de l'information et de la technologie de l'information; stratégie de communication, conseils et services; administration de la politique environnementale et des activités d'évaluation; appui au conseiller scientifique en chef; vérifications internes et évaluations des programmes.

### **Énergie atomique du Canada limitée**

#### **Objectifs**

Promouvoir l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

### **Commission canadienne de sûreté nucléaire**

#### **Objectifs**

Limiter, à un niveau raisonnable et d'une façon conforme aux obligations internationales du Canada, les risques que comportent, pour la sécurité nationale, la santé et la sécurité des personnes ainsi que pour l'environnement, le développement, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire ainsi que la production, la possession et l'utilisation des substances nucléaires, de l'équipement et de l'information réglementés.

Appliquer les mesures que le Canada s'est engagé à prendre en matière de contrôle international du développement, de la production et de l'utilisation de l'énergie nucléaire, ce qui englobe la non-prolifération des armements nucléaires et des explosifs nucléaires et le soutien aux efforts internationaux pour élaborer, maintenir et renforcer le régime de non-prolifération nucléaire et le système de garanties.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale*

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) régleme le développement, la production, la possession et l'utilisation de l'énergie nucléaire, de même que des substances, de l'équipement et de l'information nucléaires réglementés au moyen d'un régime complet de permis. Ce régime est conçu pour réduire la probabilité que les travailleurs du nucléaire, le public et l'environnement soient exposés à des niveaux inacceptables de rayonnement et aux substances radioactives ou dangereuses associées à la technologie nucléaire. La CCSN régleme des activités et installations nucléaires tels que les accélérateurs, les réacteurs nucléaires non producteurs de puissance, les installations de combustible nucléaire, les établissements de recherche et d'essais nucléaires, les emballages pour le transport des substances nucléaires, les irradiateurs de type piscine, les réacteurs nucléaires, les radioisotopes, les installations de production de ra-

dioisotopes, les installations d'extraction minière et de traitement de l'uranium et les installations de gestion des déchets nucléaires.

#### *Non-prolifération et garanties*

La CCSN régleme la non-prolifération et les garanties par la mise en œuvre des accords de garanties conclus entre le Canada et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et l'application des dispositions des accords de coopération du Canada concernant la non-prolifération nucléaire et la maintenance à la fois d'un système complet pour comptabiliser et vérifier les matières et les activités nucléaires et d'un régime de permis d'exportation et d'importation. En plus, la CCSN participe aux initiatives multilatérales de non-prolifération nucléaire, de garanties et de sécurité pour renforcer le régime international de non-prolifération et procure des conseils aux hauts fonctionnaires sur l'élaboration et l'application de la politique canadienne de non-prolifération nucléaire et du système de garanties de l'AIEA, ainsi que sur les dossiers internationaux touchant la sécurité des matières et des installations nucléaires.

### **Société de développement du Cap-Breton**

#### **Objectifs**

Assurer la gestion et le financement de la fermeture des opérations minières ainsi que des programmes de réduction des effectifs qui s'y rapportent.

### **Office national de l'énergie**

#### **Objectifs**

Réglementer, dans l'intérêt public, les aspects des industries du pétrole, du gaz et de l'électricité concernant :

- la construction et l'exploitation de pipelines;



- la construction et l'exploitation des lignes internationales de transport d'électricité et des lignes interprovinciales désignées;
- le transport, les droits et les tarifs des compagnies pipelinères;
- les exportations de pétrole, de gaz et d'électricité, ainsi que les importations de gaz et de pétrole;
- les activités pétrolières et gazières sur les terres pionnières qui ne sont pas assujetties à un accord fédéral-provincial.

Offrir des conseils au ministre de Ressources naturelles Canada concernant la mise en valeur et l'utilisation des ressources énergétiques.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Conseil et réglementation en matière d'énergie*

Les compagnies réglementées par l'Office accroissent la richesse des Canadiens grâce au transport du pétrole, du gaz naturel et des liquides du gaz naturel, ainsi qu'à l'exportation d'hydrocarbures et d'électricité. En sa qualité d'organisme de réglementation, l'Office a pour rôle d'aider à créer un cadre qui favorise ces activités économiques, dans la mesure où elles sont conformes à l'intérêt public.

### **Administration du pipe-line du Nord**

#### **Objectifs**

Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la *Loi sur le pipe-line du Nord*.

### **Description du secteur d'activité**

#### *Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel*

Donner effet à l'Accord entre le Canada et les États-Unis en date du 20 septembre 1977; faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line, en tenant compte des intérêts locaux, régionaux et nationaux, y compris ceux des peuples autochtones, et satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral à l'égard du pipe-line; faciliter les consultations avec les gouvernements des provinces et des territoires et assurer avec eux une meilleure coordination des activités; maximiser les avantages sociaux et économiques tout en minimisant toutes les répercussions fâcheuses sur le milieu social et sur l'environnement; promouvoir les intérêts économiques et énergétiques nationaux et assurer la plus grande participation possible des Canadiens à tous les aspects de la planification du pipe-line, de sa construction et des fournitures nécessaires tout en veillant à ce que la fourniture des biens et services se fasse sur une base généralement concurrentielle.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi				Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$	
...	524 807 000	...	...	524 807 000	1	<b>Ministère</b>					
...	...	42 554 668	...	42 554 668	1a	Dépenses de fonctionnement					
...	...	...	783 000	783 000		Dépenses de fonctionnement					
...	...	...	9 486 000	9 486 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>					
						CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>					
...	524 807 000	42 554 668	10 269 000	577 630 668		Total—Crédit 1	530 863 990	46 766 678	...	518 493 669	
...	10 680 000	...	...	10 680 000	5	Dépenses en capital	6 932 292	3 747 708	...	17 240 895	
...	173 840 000	...	...	173 840 000	10	Subventions et contributions					
...	...	83 964 100	...	83 964 100	10a	Subventions et contributions					
...	173 840 000	83 964 100	...	257 804 100		Total—Crédit 10	121 337 761	136 466 339	...	102 821 969	
...	66 946	...	2 008	68 954	(S)	Ministre des Ressources naturelles—Traitement et allocation pour automobile	68 954	...	...	66 946	
...	52 157 000	...	3 826 611	55 983 611	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	55 983 611	...	...	59 703 183	
3 134 598	1 111 000	...	(1 111 000)	3 134 598	(S)	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse (Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières)—Autorisation maximale de 200 000 000 \$ moins le montant total des paiements imputés au Fonds de développement en vue d'effectuer des paiements à Sa Majesté du chef de la province conformément au paragraphe 237(1) de la Loi	...	...	3 134 598	468 416	
3 025 295	1 599 000	...	(1 599 000)	3 025 295	(S)	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve (Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve)	797 610	...	2 227 685	1 273 986	
...	3 450 000	...	(753 713)	2 696 287	(S)	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve)	2 696 287	...	...	1 761 514	
...	2 175 000	...	(550 579)	1 624 421	(S)	Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers)	1 624 421	...	...	1 534 636	
...	18 000 000	8 380 000	18 894 504	45 274 504	(S)	Paiements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	45 274 504	...	...	21 620 233	
...	26 600 000	17 808 420	79 833 251	124 241 671	(S)	Paiements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	124 241 671	...	...	55 982 123	
2 083 052	(2 356 000)	...	2 356 000	2 083 052	(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	(4 538 172)	...	6 621 224	2 092 709	
...	...	223 637 505	(18 454 505)	205 183 000	(S)	Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	205 183 000	...	...	208 134 000	

...	...	125 000 000	...	125 000 000	(S)	Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	125 000 000	...	...	...
...	...	...	87 578	87 578	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	87 578	...	...	205 597
112 439	...	...	209 731	322 170	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	204 599	...	117 571	243 717
...	...	...	12 280	12 280	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	12 280	...	...	12 000
<b>8 355 384</b>	<b>812 129 946</b>	<b>501 344 693</b>	<b>93 022 166</b>	<b>1 414 852 189</b>		<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>1 215 770 386</b>	<b>186 980 725</b>	<b>12 101 078</b>	<b>991 655 593</b>
<b>Énergie atomique du Canada limitée</b>										
...	132 772 000	...	...	132 772 000	15	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	...	46 000 000	...	46 000 000	15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	132 772 000	46 000 000	...	178 772 000		Total—Crédit 15	178 772 000	...	...	144 572 000
...	<b>132 772 000</b>	<b>46 000 000</b>	...	<b>178 772 000</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>178 772 000</b>	...	...	<b>144 572 000</b>
<b>Commission canadienne de sûreté nucléaire</b>										
...	53 241 000	...	...	53 241 000	20	Dépenses du programme				
...	...	6 743 500	...	6 743 500	20a	Dépenses du programme				
...	...	2 553 472	...	2 553 472	20b	Dépenses du programme				
...	...	...	120 000	120 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	940 000	940 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	53 241 000	9 296 972	1 060 000	63 597 972		Total—Crédit 20	60 571 796	3 026 176	...	56 881 286
...	6 829 000	...	170 325	6 999 325	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 999 325	...	...	6 896 440
7 966	...	...	2 019	9 985	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 981	...	4	23 808
<b>7 966</b>	<b>60 070 000</b>	<b>9 296 972</b>	<b>1 232 344</b>	<b>70 607 282</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>67 581 102</b>	<b>3 026 176</b>	<b>4</b>	<b>63 801 534</b>
<b>Société de développement du Cap-Breton</b>										
...	68 800 000	...	...	68 800 000	25	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	...	...	5 000	5 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	68 800 000	...	5 000	68 805 000		Total—Crédit 25	62 800 000	6 005 000	...	46 536 000
...	68 800 000	...	5 000	68 805 000		Total budgétaire	62 800 000	6 005 000	...	46 536 000
50 000 000	...	...	...	50 000 000	L40a	Avances à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i> , paragraphe 19(3). Limite 50 000 000 \$ (Net)	...	...	50 000 000	...
...	<b>68 800 000</b>	...	<b>5 000</b>	<b>68 805 000</b>		<b>Total du programme—</b>	<b>62 800 000</b>	<b>6 005 000</b>	...	<b>46 536 000</b>
<b>50 000 000</b>	...	...	...	<b>50 000 000</b>		<b>Budgétaire</b>	...	...	<b>50 000 000</b>	...
						<b>Non budgétaire</b>				

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
						<b>Office national de l'énergie</b>					
...	30 394 000	...	...	30 394 000	30	Dépenses du programme					
...	...	1 593 700	...	1 593 700	30b	Dépenses du programme					
...	...	...	204 450	204 450		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>					
...	...	...	576 000	576 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>					
...	30 394 000	1 593 700	780 450	32 768 150		Total—Crédit 30	31 189 463	1 578 687	...	31 232 389	
...	4 636 000	...	(635 915)	4 000 085	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 000 085	...	...	4 214 134	
2 910	...	...	6 758	9 668	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	2 910	6 758	...	
<b>2 910</b>	<b>35 030 000</b>	<b>1 593 700</b>	<b>151 293</b>	<b>36 777 903</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>35 189 548</b>	<b>1 581 597</b>	<b>6 758</b>	<b>35 446 523</b>	
						<b>Administration du pipe-line du Nord <sup>(2)</sup></b>					
...	...	...	1 252 000	1 252 000	55	Dépenses du programme	188 454	1 063 546	...	288 007	
...	...	...	15 237	15 237	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 237	...	...	24 045	
...	...	...	<b>1 267 237</b>	<b>1 267 237</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>203 691</b>	<b>1 063 546</b>	<b>...</b>	<b>312 052</b>	
<b>8 366 260</b>	<b>1 108 801 946</b>	<b>558 235 365</b>	<b>95 678 040</b>	<b>1 771 081 611</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—</b>					
<b>50 000 000</b>	...	...	...	<b>50 000 000</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>1 560 316 727</b>	<b>198 657 044</b>	<b>12 107 840</b>	<b>1 282 323 702 <sup>(2)</sup></b>	
						<b>Non budgétaire</b>	...	...	<b>50 000 000</b>	...	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée d'Affaires étrangères et Commerce international. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 312 052 \$.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paievements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Diffusion de l'information et éta- blissement d'un consensus	191 465 164	190 086 409	3 307 000	2 054 840	16 081 234	15 473 013	19 267 745	19 267 745	...	...	191 585 653	188 346 517
Avantages économiques et sociaux	141 034 538	127 471 599	3 231 000	1 709 197	474 669 029	415 713 083	9 722 816	9 722 816	...	...	609 211 751	535 171 063
Protection de l'environnement et atténu- ation des impacts environnementaux	240 051 938	203 802 298	2 708 000	2 437 119	272 608 082	190 345 729	3 949 509	3 949 509	...	...	511 418 511	392 635 637
Sûreté et sécurité des Canadiens	33 077 722	31 817 040	1 123 000	426 496	3 901 531	3 899 679	4 448 479	4 448 479	...	...	33 653 774	31 694 736
Saine gestion ministérielle	67 947 500	66 894 043	311 000	304 640	724 000	723 750	...	...	...	...	68 982 500	67 922 433
Sous-total	673 576 862	620 071 389	10 680 000	6 932 292	767 983 876	626 155 254	37 388 549	37 388 549	...	...	1 414 852 189	1 215 770 386
Revenus affectés aux dépenses	(37 388 549)	(37 388 549)	...	...	...	...	(37 388 549)	(37 388 549)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>636 188 313</b>	<b>582 682 840</b>	<b>10 680 000</b>	<b>6 932 292</b>	<b>767 983 876</b>	<b>626 155 254</b>	...	...	...	...	<b>1 414 852 189</b>	<b>1 215 770 386</b>
<b>Énergie atomique du Canada limitée—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>178 772 000</b>	<b>178 772 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>178 772 000</b>	<b>178 772 000</b>
<b>Commission canadienne de sûreté nucléaire</b>												
Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale	64 216 854	61 384 458	537 679	537 679	147 616	138 616	...	...	...	...	64 902 149	62 060 753
Non-prolifération et garanties	5 177 216	5 177 216	33 533	33 533	494 384	309 600	...	...	...	...	5 705 133	5 520 349
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>69 394 070</b>	<b>66 561 674</b>	<b>571 212</b>	<b>571 212</b>	<b>642 000</b>	<b>448 216</b>	...	...	...	...	<b>70 607 282</b>	<b>67 581 102</b>
<b>Société de développement du Cap-Breton—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>68 805 000</b>	<b>62 800 000</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>68 805 000</b>	<b>62 800 000</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>50 000 000</b>	...	<b>50 000 000</b>	...
<b>Office national de l'énergie</b>												
Conseil et réglementation en matière d'énergie	36 777 903	35 189 548	...	...	...	...	...	...	...	...	36 777 903	35 189 548
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>36 777 903</b>	<b>35 189 548</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>36 777 903</b>	<b>35 189 548</b>

## Programmes par secteur d'activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Administration du pipe-line du Nord</b> <sup>(1)</sup>												
Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel	1 267 237	203 691	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 267 237 203 691
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 267 237</b>	<b>203 691</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>1 267 237 203 691</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>991 204 523</b>	<b>926 209 753</b>	<b>11 251 212</b>	<b>7 503 504</b>	<b>768 625 876</b>	<b>626 603 470</b>	...	...	...	...	...	<b>1 771 081 611 1 560 316 727</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>50 000 000</b>	...	...	<b>50 000 000</b> ...

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée d'Affaires étrangères et Commerce international.

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Diffusion de l'information et établissement d'un consensus									
...	145 000	...	37 046	182 046	168 230	13 816	...	597 390	
...	25 000	...	...	25 000	25 000	...	...	25 000	
...	500 000	...	(900)	499 100	499 100	...	...	250 000	
...	470 000	...	(70 100)	399 900	399 887	13	...	429 985	
...	1 140 000	...	(33 954)	1 106 046	1 092 217	13 829	...	1 302 375	
-----									
Avantages économiques et sociaux									
...	331 000	...	(319 000)	12 000	11 750	250	...	40 987	
...	...	...	20 000	20 000	...	20 000	...	2 873	
...	331 000	...	(299 000)	32 000	11 750	20 250	...	43 860	
-----									
Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux									
...	33 000	...	7 000	40 000	38 713	1 287	...	29 858	
...	250 000	...	(250 000)	...	...	...	...	...	
...	...	4 910 000	(3 680 000)	1 230 000	1 213 887	16 113	...	...	
...	...	125 000 000	...	125 000 000	125 000 000	...	...	...	
...	283 000	129 910 000	(3 923 000)	126 270 000	126 252 600	17 400	...	29 858	
-----									
Sûreté et sécurité des Canadiens									
...	26 000	...	(24 000)	2 000	1 380	620	...	11 587	

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	100 000	...	(85 000)	15 000	Saine gestion ministérielle Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	15 000	...	...	102 000
...	<b>1 880 000</b>	<b>129 910 000</b>	<b>(4 364 954)</b>	<b>127 425 046</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>127 372 947</b>	<b>52 099</b>	<b>...</b>	<b>1 489 680</b>
<b>Contributions</b>									
...	210 000	...	1 732 266	1 942 266	Diffusion de l'information et établissement d'un consensus Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	1 940 371	1 895	...	2 601 885
...	511 000	...	(448 940)	62 060	Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	62 060	...	...	195 185
...	4 800 000	...	(2 200 000)	2 600 000	Programme du Fonds de mise en œuvre de GéoConnections	2 593 263	6 737	...	1 177 949
...	236 000	...	214 000	450 000	Programme de sondage des fonds marins	450 000	...	...	220 500
...	40 000	...	33 000	73 000	Association forestière du Canada	73 000	...	...	100 000
...	7 030 000	...	(2 928 920)	4 101 080	Programme des forêts modèles	4 099 588	1 492	...	4 276 397
...	...	...	2 030 000	2 030 000	Fonds d'action sur le changement climatique	2 025 264	4 736	...	493 422
...	...	...	374 934	374 934	Contribution à l'appui du Plan d'action 2000 sur le changement climatique	374 934	...	...	314 800
...	...	...	565 000	565 000	Contribution à l'appui des nouvelles mesures élargies en vertu du Programme d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	565 000	...	...	655 000
...	...	...	464 035	464 035	Centre forestier de Saskatchewan	464 035	...	...	370 965
...	...	...	130 000	130 000	Contribution au Programme forestier des Premières nations	124 400	5 600	...	124 400
...	...	...	5 583	5 583	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	5 583	...	...	1 403
...	...	...	250 000	250 000	Programme d'assistance pour la tempête de verglas—Asbestos	250 000	...	...	250 000
...	...	...	700 300	700 300	Contributions à l'appui du Programme d'expansion de l'éthanol, une composante de l'initiative changement climatique : Train de mesures pour la réduction des émissions	618 864	81 436	...	...
...	...	...	1 226 930	1 226 930	Forêt 2020/verdir le Canada	734 434	492 496	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3 847 629
...	<b>12 827 000</b>	...	<b>2 148 188</b>	<b>14 975 188</b>		<b>14 380 796</b>	<b>594 392</b>	<b>...</b>	<b>14 629 535</b>
<b>Avantages économiques et sociaux</b>									
...	1 101 000	...	(382 200)	718 800	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	718 770	30	...	934 330
...	123 000	...	(123 000)	...	Programme de sondage des fonds marins	...	...	...	121 500
...	39 100 000	...	(1 448 313)	37 651 687	Assistance pour les intérêts d'Hibernia	2 878 097	34 773 590	...	11 004 366
...	1 675 000	...	130 000	1 805 000	Institut canadien de recherches en génie forestier	1 805 000	...	...	1 750 000
...	3 053 000	...	9 200	3 062 200	Contribution à Forintek Canada Corporation	3 062 200	...	...	3 283 200



...	1 000 000	...	(376 279)	623 721	Contribution au Programme forestier des Premières nations	596 177	27 544	...	642 653
...	1 550 000	...	(1 550 000)	...	Initiative Canada-Chine concernant les produits du bois	...	...	...	...
...	1 000 000	...	(100 000)	900 000	Contribution à la Fondation nationale communautaire de l'arbre	900 000	...	...	1 000 000
...	33 700 000	...	405 101	34 105 101	Aide au secteur canadien du bois d'œuvre	22 305 101	11 800 000	...	11 846 002
...	125 000	...	(125 000)	...	Contribution à l'Institut de l'amiante	...	...	...	...
3 134 598	1 111 000	...	(1 111 000)	3 134 598	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	...	...	3 134 598	468 416
3 025 295	1 599 000	...	(1 599 000)	3 025 295	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve	797 610	...	2 227 685	846 664
...	18 000 000	8 380 000	18 894 504	45 274 504	(S) Paiements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	45 274 504	...	...	21 620 233
...	26 600 000	17 808 420	79 833 251	124 241 671	(S) Paiements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	124 241 671	...	...	55 982 123
...	...	223 637 505	(18 454 505)	205 183 000	(S) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	205 183 000	...	...	208 134 000
...	...	...	699 379	699 379	(S) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	699 379	...	...	...
...	...	...	1 000 000	1 000 000	Centre de recherches sur la technologie pétrolière	1 000 000	...	...	1 150 000
...	...	...	1 717 073	1 717 073	Programme du Fonds de mise en œuvre de GéoConnections	1 689 826	27 247	...	1 373 620
...	...	...	10 235	10 235	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	10 235	...	...	4 676
...	...	...	620 000	620 000	Programme des forêts modèles	620 000	...	...	621 041
...	...	...	8 397 182	8 397 182	Dendroctone du pin des montagnes	1 452 181	6 945 001	...	25 000
...	...	...	137 220	137 220	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	137 220	...	...	95 141
...	...	...	1 683 334	1 683 334	Contribution au Projet de l'Agence internationale de l'énergie pour la surveillance du CO <sub>2</sub> à Weyburn	1 683 334	...	...	1 583 333
...	...	...	100 700	100 700	Contribution à l'appui du Plan d'action 2000 sur le changement climatique	100 699	1	...	130 000
...	...	...	87 350	87 350	Forêt 2020/verdir le Canada	87 350	...	...	...
...	...	...	378 979	378 979	Contribution à l'appui des consultations autochtones	378 979	...	...	...
...	...	...	80 000	80 000	Contributions à l'appui du changement climatique : Initiatives de technologie et d'innovation—SaskPower	80 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	545 000
6 159 893	129 737 000	249 825 925	88 914 211	474 637 029		415 701 333	53 573 413	5 362 283	323 161 298
Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux									
...	679 000	...	(279 761)	399 239	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	399 239	...	...	497 149
...	110 000	...	(110 000)	...	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	...	...	...	118 202
...	854 000	...	(220 000)	634 000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	633 948	52	...	581 272
...	32 297 000	...	(24 771 410)	7 525 590	Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	7 525 589	1	...	7 802 622
...	3 616 000	...	(2 227 317)	1 388 683	Contributions à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie	1 388 683	...	...	2 107 402
...	46 000	...	(46 000)	...	Programme de sondage des fonds marins	...	...	...	49 500
...	14 400 000	...	(2 493 924)	11 906 076	Fonds d'action sur le changement climatique	9 663 047	2 243 029	...	13 686 125
...	1 791 000	...	(399 725)	1 391 275	Contribution à la Saskatchewan Power/Maritime Electric Company	1 391 275	...	...	1 373 715

## Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	400 000	...	(222 512)	177 488	Contribution à la ville de Calgary à l'appui de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables	177 488	...	...	312 122
...	6 755 000	...	(6 542 603)	212 397	Contributions à l'appui des distributeurs d'électricité dans le but de promouvoir la vente d'électricité de nouvelles sources d'énergie renouvelables	45 000	167 397	...	...
...	1 483 000	...	(1 483 000)	...	Contribution au Projet de l'Agence internationale de l'énergie pour la surveillance du CO <sub>2</sub> à Weyburn	...	...	...	...
...	7 155 000	...	(7 155 000)	...	Contributions à l'appui des organismes associés aux recherches sur l'impact et l'adaptation ayant trait au changement climatique	...	...	...	...
...	1 729 000	...	(1 729 000)	...	Plan d'action 2000 sur le changement climatique—Mesure de boisement	...	...	...	...
...	4 528 000	...	342 000	4 870 000	Encouragement à la production d'énergie éolienne	2 914 997	1 955 003	...	185 063
...	...	59 600 000	(3 000 000)	56 600 000	Contributions à l'appui du Programme d'expansion de l'éthanol, une composante de l'initiative changement climatique : Train de mesures pour la réduction des émissions	...	56 600 000	...	...
...	...	15 271 000	3 011 000	18 282 000	Contributions à l'appui du changement climatique : Train de mesures pour la réduction des émissions—Mesures d'efficacité énergétique et d'utilisation d'énergies de remplacement	8 198 120	10 083 880	...	...
...	...	4 183 100	3 177 900	7 361 000	Contributions à l'appui du changement climatique : Initiatives de technologie et d'innovation	891 014	6 469 986	...	...
...	...	...	410 000	410 000	Contribution à l'appui du Plan d'action 2000 sur le changement climatique—SaskPower	410 000	...	...	400 000
...	...	...	25 922 332	25 922 332	Contribution à l'appui du Plan d'action 2000 sur le changement climatique	21 209 927	4 712 405	...	12 349 809
...	...	...	2 087 700	2 087 700	Programme des forêts modèles	2 087 700	...	...	1 772 313
...	...	...	7 170 302	7 170 302	Contribution à l'appui des nouvelles mesures élargies en vertu du Programme d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	7 157 102	13 200	...	7 869 474
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	140 000
...	75 843 000	79 054 100	(8 559 018)	146 338 082		64 093 129	82 244 953	...	49 244 768
Sûreté et sécurité des Canadiens									
...	48 000	...	112 000	160 000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	158 768	1 232	...	205 406
...	112 000	...	6 202	118 202	Contribution au Centre interservices des feux de forêt du Canada	118 202	...	...	...
...	45 000	...	(45 000)	...	Programme de sondage des fonds marins	...	...	...	58 500
...	3 450 000	...	(1 453 092)	1 996 908	(S) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	1 996 908	...	...	1 761 514
...	2 175 000	...	(550 579)	1 624 421	(S) Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	1 624 421	...	...	1 534 636
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	627 322
...	5 830 000	...	(1 930 469)	3 899 531		3 898 299	1 232	...	4 187 378

					Saine gestion ministérielle				
					Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	151 000	...	...	302 606
...	100 000	...	51 000	151 000	Stratégie emploi jeunesse	557 750	250	...	581 612
...	558 000	...	...	558 000					
...	658 000	...	51 000	709 000	708 750	250	...	884 218	
<b>6 159 893</b>	<b>224 895 000</b>	<b>328 880 025</b>	<b>80 623 912</b>	<b>640 558 830</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>498 782 307</b>	<b>136 414 240</b>	<b>5 362 283</b>	<b>392 107 197</b>
<b>Sommaire du ministère par secteur d'activité</b>									
...	13 967 000	...	2 114 234	16 081 234	Diffusion de l'information et établissement d'un consensus	15 473 013	608 221	...	15 931 910
6 159 893	130 068 000	249 825 925	88 615 211	474 669 029	Avantages économiques et sociaux	415 713 083	53 593 663	5 362 283	323 205 158
...	76 126 000	208 964 100	(12 482 018)	272 608 082	Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux	190 345 729	82 262 353	...	49 274 626
...	5 856 000	...	(1 954 469)	3 901 531	Sûreté et sécurité des Canadiens	3 899 679	1 852	...	4 198 965
...	758 000	...	(34 000)	724 000	Saine gestion ministérielle	723 750	250	...	986 218
<b>6 159 893</b>	<b>226 775 000</b>	<b>458 790 025</b>	<b>76 258 958</b>	<b>767 983 876</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>626 155 254</b>	<b>136 466 339</b>	<b>5 362 283</b>	<b>393 596 877</b>
<b>Commission canadienne de sûreté nucléaire</b>									
<b>Subventions</b>									
Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale									
...	<b>20 000</b>	...	...	<b>20 000</b>	Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire	<b>11 000</b>	<b>9 000</b>	...	<b>11 000</b>
<b>Contributions</b>									
Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale									
Contributions à l'appui d'organismes sans but lucratif, les établissements d'enseignement, les agences gouvernementales nationales et internationales, les provinces, les territoires, ainsi que les municipalités et les gouvernements régionaux dont les activités contribuent à l'atteinte des objectifs du Programme de contribution par catégories									
...	22 000	...	13 000	35 000	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet international d'échange sur les défaillances de causes communes (IEDCC)	35 000	...	...	25 000
...	...	...	19 316	19 316	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet d'échange de données sur les défaillances de canalisation (OPDE)	19 316	...	...	17 480
...	...	...	13 300	13 300	Contribution à l'Université de l'Illinois, à Urbana-Champaign, à l'appui du Système d'information sur l'exposition professionnelle (ISOE)	13 300	...	...	19 625
...	...	...	30 000	30 000	Contribution à l'Université McMaster pour le projet Réseau d'excellence universitaire en génie nucléaire (UNENE)	30 000	...	...	15 000
...	...	...	30 000	30 000	Éléments non requis pour l'exercice en cours	30 000	...	...	60 000
...	...	...	...	...	...	...	...	...	44 141
...	22 000	...	105 616	127 616					
<b>Non-prolifération et garanties</b>									
Contributions pour le Programme d'aide en main-d'œuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du Programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique									
...	600 000	...	(105 616)	494 384	309 600	184 784	...	586 100	
...	<b>622 000</b>	...	...	<b>622 000</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>437 216</b>	<b>184 784</b>	...	<b>767 346</b>

**Paiements de transfert—Fin**

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Sommaire du programme par secteur d'activité</b>									
...	42 000	...	105 616	147 616	Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale	138 616	9 000	...	192 246
...	600 000	...	(105 616)	494 384	Non-prolifération et garanties	309 600	184 784	...	586 100
...	<b>642 000</b>	...	...	<b>642 000</b>	<b>Total du programme</b>	<b>448 216</b>	<b>193 784</b>	...	<b>778 346</b>
<b>6 159 893</b>	<b>227 417 000</b>	<b>458 790 025</b>	<b>76 258 958</b>	<b>768 625 876</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>626 603 470</b>	<b>136 660 123</b>	<b>5 362 283</b>	<b>394 375 223</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Diffusion de l'information et établissement d'un consensus			
Ventes de biens et de services	19 267 745	18 409 971	11 124 224
Autres revenus	...	857 774	923 323
	19 267 745	19 267 745	12 047 547
Avantages économiques et sociaux			
Ventes de biens et de services	9 722 816	9 044 073	11 224 237
Autres revenus	...	678 743	342 734
	9 722 816	9 722 816	11 566 971
Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux			
Ventes de biens et de services	3 949 509	3 439 957	5 495 922
Autres revenus	...	509 552	538 217
	3 949 509	3 949 509	6 034 139
Sûreté et sécurité des Canadiens			
Ventes de biens et de services	4 448 479	4 178 907	7 278 334
Autres revenus	...	269 572	173 301
	4 448 479	4 448 479	7 451 635
Saine gestion ministérielle			
Ventes de biens et de services	...	...	58 240
Autres revenus	...	...	20 019
	...	...	78 259
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>37 388 549</b>	<b>37 388 549</b>	<b>37 178 551</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Revenus de placements—		
Comptes consolidés—		
Énergie atomique du Canada limitée—Intérêt	153 403	181 361
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses—Achat de biens et de services	747 210	1 001 595
Recouvrements de dépenses—Achat en capital	1 015	11 327
Recouvrements de paiements de transfert—Subventions et assistance en capital	784 612	127 197
Recouvrements d'autres paiements de transfert	609 919	1 483 194
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent—		
Redressements se rapportant aux biens et services	2 054 037	2 330 990
	4 196 793	4 954 303
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur	72 597 709	29 673 271
Licences et permis	2 506 182	2 769 154
	75 103 891	32 442 425
Location et utilisation de biens publics	568 372	469 958
Services de nature réglementaire	982 679	944 545
Services de nature non réglementaire	21 359 215	22 004 534
Ventes de biens et de produits d'information—		
Graphiques, cartes et plans	8 352 054	15 619 290
Autres frais et droits	55 310 755	33 248 972
	161 676 966	104 729 724
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	209 731	302 985
Revenus divers—		
Intérêt sur arriérés de débiteurs	7 915	49 876
<b>Total du ministère</b>	<b>166 244 808</b>	<b>110 218 249</b>
<b>Commission canadienne de sûreté nucléaire</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 654	38 645
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	119 194	17 039
	128 848	55 684

**Revenus—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Recouvrement de frais	42 132 986	38 209 416
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 019	14 395
Revenus divers—		
Revenus reportés des services de nature réglementaire	6 445 602	10 210 591
Accès à l'information	1 424	1 119
Divers	13 928	133 345
	6 460 954	10 345 055
<b>Total du programme</b>	<b>48 724 807</b>	<b>48 624 550</b>
<b>Office national de l'énergie</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	16 034	35 828
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	263 945	50 233
	279 979	86 061
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	800	1 000
Services de nature réglementaire	39 551 358	35 727 708
Autres frais et droits	507	146 028
	39 552 665	35 874 736
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 758	2 910
<b>Total du programme</b>	<b>39 839 402</b>	<b>35 963 707</b>
<b>Administration du pipe-line du Nord <sup>(1)</sup></b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	653 781	588 599
Autres frais et droits	...	65
<b>Total du programme</b>	<b>653 781</b>	<b>588 664</b>

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Autres revenus—		
Revenus de placements	153 403	181 361
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 605 620	5 096 048
Ventes de biens et de services	244 016 398	179 402 540
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	218 508	320 290
Revenus divers	6 468 869	10 394 931
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>255 462 798</b>	<b>195 395 170 <sup>(1)</sup></b>

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, l'Administration du pipe-line du Nord a été transférée d'Affaires étrangères et Commerce international. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 588 664 \$.

# SECTION 23

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

## **Santé**

### **Ministère**

**Instituts de recherche en santé du  
Canada**

**Conseil de contrôle des renseignements  
relatifs aux matières dangereuses**

**Conseil d'examen du prix des  
médicaments brevetés**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité . . . . .	23.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	23.5
Programmes par secteur d'activité . . . . .	23.7
Paievements de transfert . . . . .	23.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	23.13
Revenus . . . . .	23.13

## Ministère

### Objectifs

Le Ministère a pour mission d'aider les Canadiens et les Canadiennes à maintenir et à améliorer leur état de santé.

### Description des secteurs d'activité

#### *Politique en matière de soins de santé*

Ce secteur d'activité alimente l'élaboration des politiques, l'analyse et les communications relatives au leadership dans tous les domaines du système de santé du Canada; il met nettement l'accent sur le fait d'assurer la viabilité et l'accessibilité de l'assurance-maladie et sur les efforts déployés en collaboration avec les provinces, les territoires et d'autres parties prenantes, pour renforcer, moderniser et soutenir le système de santé canadien.

#### *Promotion et protection de la santé*

Ce secteur d'activité voit à la mise au point d'une approche globale cohérente, stable et horizontale à l'égard de ses activités de gestion des risques et des avantages pour la santé des Canadiens et des Canadiennes. Il obtient les résultats recherchés par l'élaboration de politiques et de programmes qui favorisent la prévention des affections, des maladies et des blessures et la promotion de la santé. Ce secteur d'activité appuie des mesures pour promouvoir la santé en traitant les déterminants qui se trouvent à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du secteur de la santé durant tout le cycle de la vie humaine. La réalisation de l'approche de la santé de la population, et ses activités de prévention et de promotion, attestent de l'importance de la santé pendant tout le cycle de la vie humaine, lequel se déroule dans un cadre de travail fondé sur les trois stades de la vie, à savoir l'enfance et la jeunesse, le début de la vie adulte et la force de l'âge, puis le

troisième âge, sans oublier la reconnaissance particulière de l'investissement fait dans la tendre enfance comme moyen de jouir d'une meilleure santé sa vie durant.

Ce secteur d'activité fait aussi la promotion d'environnements de travail et de loisirs sains et sécuritaires en favorisant l'anticipation, la prévention et la responsabilisation à l'égard des risques pour la santé posés par des aliments, l'eau, les dangers relatifs au travail et à l'environnement, les maladies, les produits chimiques et de consommation, l'alcool et les substances réglementées, le tabac, les produits de la lutte antiparasitaire et les désastres en temps de paix. On veille à ce que les médicaments, les instruments médicaux et d'autres produits thérapeutiques accessibles aux Canadiens et aux Canadiennes soient sécuritaires, efficaces et de grande qualité.

#### *Santé des Premières nations et des Inuits*

Ce secteur d'activité exécute son mandat :

- par l'exécution de programmes communautaires de promotion de la santé et de prévention, au sein de la réserve même et des collectivités inuites;
- par la prestation de services de santé non assurés aux populations des Premières nations et inuites, quel que soit leur lieu de résidence au Canada;
- par des soins de première ligne et des services d'urgence dispensés au sein des réserves dans les régions éloignées et isolées où il n'existe pas de services provinciaux.

Santé Canada appuie également la transition vers le contrôle et la gestion de ces services de santé en fonction de rapports renouvelés avec les Premières nations et les Inuits et d'un rôle fédéral repensé. Santé Canada participe à l'élaboration de politiques gouvernementales en matière autochtone.

#### *Gestion de l'information et du savoir*

La responsabilité de ce secteur d'activité est d'améliorer la base des faits (à la fois l'information et l'analyse) aux fins de la prise de décisions et de la responsabilisation à l'égard du public, d'actualiser le cadre de travail et les politiques stratégiques à long terme qui servent à établir, à orienter et à réorienter la participation du gouvernement fédéral à l'égard de la politique en matière de recherche en santé, de favoriser l'utilisation créatrice des technologies actuelles de l'information et des communications (notamment l'autoroute de l'information) dans le secteur de la santé, et, en collaboration avec les provinces et les territoires, le secteur privé et les partenaires internationaux, d'offrir conseils, expertise et aide face à la gestion de l'information et des technologies de l'information, à la planification et aux activités.

#### *Gestion et administration ministérielles*

La responsabilité de ce secteur d'activité est d'assurer les services administratifs au Ministère.

## Instituts de recherche en santé du Canada

### Objectifs

Exceller, selon les normes internationales reconnues de l'excellence scientifique, dans la création de nouvelles connaissances, et leur application en vue d'améliorer la santé de la population canadienne, d'offrir de meilleurs produits et services de santé et de renforcer le système de santé au Canada.

### Description des secteurs d'activité

#### *Création et application de nouveaux savoirs pour améliorer la santé*

Créer de nouveaux savoirs et en assurer l'application pour améliorer la santé des Canadiens, offrir de



meilleurs services et produits de santé, et renforcer le système de santé. Les Instituts de recherche en santé du Canada établiront des instituts et des mécanismes de financement ou d'autres structures afin de créer et de renforcer une capacité nationale étendue et souple de recherche, et de rendre possibles des initiatives de recherche stratégiques pour donner suite aux priorités canadiennes. Les instituts seront constitués de telle manière à maximiser la participation des chercheurs, des utilisateurs, des professionnels de la santé, des stratèges du gouvernement, du secteur privé et d'autres partenaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies et de politiques de recherche en santé et à la transformation des résultats de la recherche en bienfaits pour la santé des Canadiens et l'économie du pays.

### **Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses**

#### **Objectifs**

Permettre aux fournisseurs ou aux employeurs de matières industrielles dangereuses de protéger les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) relatifs à leurs produits et, en même temps, assurer aux travailleurs l'accès à des renseignements exacts relativement aux incidences de ces produits sur la santé et la sécurité.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Conformité des fiches signalétiques*

En assurant la conformité des fiches signalétiques et des étiquettes aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), ce secteur d'activité contribue à renseigner les travailleurs sur les dangers que peut entraîner pour la santé et la sécurité l'exposition aux substances

chimiques entrant dans la composition de produits qui font l'objet d'une demande de dérogation. Cela inclut l'évaluation des données scientifiques relatives à chaque ingrédient entrant dans la fabrication du produit, de même que les avis sur les dangers des produits pour la santé et la sécurité selon les critères de la *Loi sur les produits dangereux*, le *Code canadien du travail* (loi) et les lois provinciales et territoriales en matière de santé et de sécurité au travail. En cas de non-conformité, une ordonnance officielle est émise afin de corriger la fiche signalétique et de la rendre conforme aux exigences réglementaires.

Cette activité continuera de contribuer directement à réduire les maladies et les blessures relatives aux lieux de travail, ce qui, en retour, aidera à soulager les tensions économiques attribuables aux demandes d'indemnisation et aux coûts des services de santé.

##### *Services à la clientèle*

Les responsabilités dans ce secteur incluent l'enregistrement officiel des demandes d'exemption, l'émission de numéros d'enregistrement, la protection des RCC et l'émission d'une décision sur la validité de la demande conformément aux prescriptions de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*. En outre, les Services à la clientèle fournissent des avis et des renseignements aux demandeurs d'exemption et assurent le suivi en matière de satisfaction de la clientèle.

##### *Règlement des différends*

Ce secteur d'activité comprend la constitution de commissions tripartites indépendantes pour entendre les appels ou régler les différends des demandeurs d'exemption ou des parties concernées, afin de régler la question ou les différends aussi rapidement et efficacement que possible.

Un appel peut avoir trait à la conformité d'une fiche signalétique, au rejet d'une demande ou à une demande de divulgation, à titre confidentiel, de renseignements commerciaux à une partie concernée pour des motifs de santé et de sécurité au travail.

Des options rentables et justes de règlement de différends, telles que la médiation ou la discussion dirigée, seront offertes à toutes les parties concernées.

### **Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés**

#### **Objectifs**

Protéger les intérêts des consommateurs et contribuer aux soins de santé de la population canadienne en s'assurant que les prix fixés par les fabricants des médicaments brevetés ne sont pas excessifs.

#### **Description des secteurs d'activité**

##### *Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés*

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) reçoit de l'information sur les prix fixés au Canada par les fabricants des médicaments brevetés, analyse ces données et, s'il y a lieu, prend des mesures en vue d'obtenir une réduction des prix qui, de l'avis du Conseil, sont excessifs. Les réductions de prix sont obtenues par :

- des mesures prises volontairement par les brevetés;
- au moyen d'engagements de conformité volontaire (ECV) entraînant la réduction des prix et le remboursement des revenus excessifs; ou
- par des ordonnances correctives rendues à la suite d'une audience publique au cours de laquelle les prix ont été jugés excessifs.

Le CEPMB applique, dans la mesure du possible, le principe de la conformité volontaire parce qu'il est plus efficace, fait gagner du temps et coûte moins cher pour toutes les parties. Il est plus facile pour les titulaires de brevet de se conformer volontairement aux exigences grâce aux lignes directrices publiées pour aider les compagnies à fixer des prix qui ne sont pas excessifs.

En vertu de la *Loi sur les brevets*, le Conseil est tenu d'examiner le prix des médicaments dans d'autres pays, le prix d'autres médicaments dans une même classe thérapeutique, les changements de l'indice des prix à la consommation (IPC) ainsi que d'autres facteurs pour déterminer si le prix d'un médicament est excessif. La Loi autorise le ministre de la Santé, en consultation avec les ministres de la Santé provinciaux et d'autres ministres, à prendre des dispositions, par règlement, concernant d'autres facteurs dont le Conseil devra tenir compte pour déterminer si un prix est excessif; ces modifications autorisent de plus le Ministre à attribuer d'autres fonctions et d'autres pouvoirs au CEPMB. De plus, le ministre de la Santé peut charger le Conseil de mener des enquêtes sur certaines questions.

Le CEPMB adresse également un rapport au Parlement sur les tendances des prix et sur les dépenses de recherche-développement faites par l'ensemble de l'industrie des produits pharmaceutiques brevetés et par chacun des titulaires de brevet au Canada.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	1 392 291 054	...	...	1 392 291 054	<b>Ministère</b>				
...	...	252 395 622	...	252 395 622	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	82 330 139	...	82 330 139	1a Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	389 240	389 240	1b Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	12 034 000	12 034 000	Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
					CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	1 392 291 054	334 725 761	12 423 240	1 739 440 055	Total—Crédit 1	1 664 583 678	74 856 377	...	1 578 657 516
...	1 266 073 000	...	...	1 266 073 000	5 Subventions et contributions				
...	...	36 849 500	...	36 849 500	5a Subventions et contributions				
...	...	322 442 622	...	322 442 622	5b Subventions				
...	1 266 073 000	359 292 122	...	1 625 365 122	Total—Crédit 5	1 622 859 455	2 505 667	...	1 032 035 032
...	66 946	...	1 984	68 930	(S) Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile	68 930	...	...	66 946
...	101 405 000	...	9 462 734	110 867 734	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	110 867 734	...	...	106 838 005
...	...	...	(133 894)	(133 894)	(S) Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	(133 894)	...	...	(15 662)
...	...	...	600 000 000	600 000 000	(S) Inforoute Santé du Canada Inc.	600 000 000	...	...	...
...	...	...	25 000 000	25 000 000	(S) Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé	25 000 000	...	...	...
...	...	...	70 000 000	70 000 000	(S) Institut canadien d'information sur la santé	70 000 000	...	...	...
151 000	...	...	219 399	370 399	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	162 408	56 991	151 000	283 116
...	...	...	235 399	235 399	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	235 399	...	...	...
...	...	...	59 119	59 119	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	59 119	...	...	16 086
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 500
<b>151 000</b>	<b>2 759 836 000</b>	<b>694 017 883</b>	<b>717 267 981</b>	<b>4 171 272 864</b>	<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>4 093 702 829</b>	<b>77 419 035</b>	<b>151 000</b>	<b>2 717 883 539</b>
<b>Instituts de recherche en santé du Canada</b>									
...	32 106 000	...	...	32 106 000	10 Dépenses de fonctionnement				
...	...	7 837 461	...	7 837 461	10a Dépenses de fonctionnement				
...	...	1 109 150	...	1 109 150	10b Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	664 728	664 728	Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	520 000	520 000	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	32 106 000	8 946 611	1 184 728	42 237 339	Total—Crédit 10	36 228 142	6 009 197	...	31 870 855

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	633 896 000	...	...	633 896 000	15	Subventions				
...	...	48 650 058	...	48 650 058	15a	Subventions				
...	...	1 000 000	...	1 000 000	15b	Subventions				
...	633 896 000	49 650 058	...	683 546 058		Total—Crédit 15	646 850 893	36 695 165	...	
...	3 157 000	...	(18 766)	3 138 234	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 138 234	...	...	
...	...	...	155	155	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	155	
...	<b>669 159 000</b>	<b>58 596 669</b>	<b>1 166 117</b>	<b>728 921 786</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>686 217 269</b>	<b>42 704 362</b>	<b>155</b>	
						<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>				
...	2 565 000	...	...	2 565 000	20	Dépenses du programme				
...	...	878 170	...	878 170	20b	Dépenses du programme				
...	...	...	63 642	63 642		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	57 000	57 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	2 565 000	878 170	120 642	3 563 812		Total—Crédit 20	3 336 912	226 900	...	
...	413 000	...	(14 813)	398 187	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	398 187	...	...	
...	<b>2 978 000</b>	<b>878 170</b>	<b>105 829</b>	<b>3 961 999</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>3 735 099</b>	<b>226 900</b>	<b>...</b>	
						<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</b>				
...	4 173 000	...	...	4 173 000	25	Dépenses du programme				
...	...	424 000	...	424 000	25b	Dépenses du programme				
...	...	...	50 000	50 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	4 173 000	424 000	50 000	4 647 000		Total—Crédit 25	3 825 341	821 659	...	
...	565 000	...	(100 076)	464 924	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	464 924	...	...	
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	
...	<b>4 738 000</b>	<b>424 000</b>	<b>(50 076)</b>	<b>5 111 924</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 290 265</b>	<b>821 659</b>	<b>...</b>	
<b>151 000</b>	<b>3 436 711 000</b>	<b>753 916 722</b>	<b>718 489 851</b>	<b>4 909 268 573</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>4 787 945 462</b>	<b>121 171 956</b>	<b>151 155</b>	
									<b>3 346 991 118</b>	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.  
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Politique en matière de soins de santé	80 907 457	76 407 457	...	...	248 954 381	247 954 381	...	...	...	...	329 861 838	324 361 838
Promotion et protection de la santé	657 323 766	616 220 814	785 718	785 718	606 429 183	606 429 183	57 569 000	49 466 048	...	...	1 206 969 667	1 173 969 667
Santé des Premières nations et des Inuits	874 612 091	855 168 880	...	...	703 679 051	702 173 384	5 450 000	3 506 789	...	...	1 572 841 142	1 553 835 475
Gestion de l'information et du savoir	80 403 531	76 703 531	...	...	690 432 442	690 432 442	...	...	...	...	770 835 973	767 135 973
Gestion et administration ministérielles	216 629 931	200 101 039	4 080 142	4 080 142	70 736 171	70 736 171	682 000	517 476	...	...	290 764 244	274 399 876
Sous-total	1 909 876 776	1 824 601 721	4 865 860	4 865 860	2 320 231 228	2 317 725 561	63 701 000	53 490 313	...	...	4 171 272 864	4 093 702 829
Revenus affectés aux dépenses	(63 701 000)	(53 490 313)	...	...	...	...	(63 701 000)	(53 490 313)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>1 846 175 776</b>	<b>1 771 111 408</b>	<b>4 865 860</b>	<b>4 865 860</b>	<b>2 320 231 228</b>	<b>2 317 725 561</b>	...	...	...	...	<b>4 171 272 864</b>	<b>4 093 702 829</b>
<b>Instituts de recherche en santé du Canada</b>												
Création et application de nouveaux savoirs pour améliorer la santé	45 375 728	39 366 376	...	...	683 546 058	646 850 893	...	...	...	...	728 921 786	686 217 269
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>45 375 728</b>	<b>39 366 376</b>	...	...	<b>683 546 058</b>	<b>646 850 893</b>	...	...	...	...	<b>728 921 786</b>	<b>686 217 269</b>
<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>												
Conformité des fiches signalétiques	2 805 095	2 816 549	...	...	...	...	...	...	...	...	2 805 095	2 816 549
Services à la clientèle	705 236	743 218	...	...	...	...	...	...	...	...	705 236	743 218
Règlement des différends	451 668	175 332	...	...	...	...	...	...	...	...	451 668	175 332
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>3 961 999</b>	<b>3 735 099</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>3 961 999</b>	<b>3 735 099</b>
<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés—Budgétaire</b>	<b>5 111 924</b>	<b>4 290 265</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>5 111 924</b>	<b>4 290 265</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—Budgétaire</b>	<b>1 900 625 427</b>	<b>1 818 503 148</b>	<b>4 865 860</b>	<b>4 865 860</b>	<b>3 003 777 286</b>	<b>2 964 576 454</b>	...	...	...	...	<b>4 909 268 573</b>	<b>4 787 945 462</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Politique en matière de soins de santé									
...	1 360 000	...	(151 375)	1 208 625	Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	1 208 625	...	...	1 335 588
...	...	...	6 666 666	6 666 666	Subvention pour le Supplément de santé du Yukon à l'Accord de 2003 des premiers ministres	6 666 666	...	...	...
...	...	...	6 666 666	6 666 666	Subvention pour le Supplément de santé des Territoires du Nord-Ouest à l'Accord de 2003 des premiers ministres	6 666 666	...	...	...
...	...	...	6 666 666	6 666 666	Subvention pour le Supplément de santé du Nunavut à l'Accord de 2003 des premiers ministres	6 666 666	...	...	...
...	2 000 000	8 500 000	(1 021 033)	9 478 967	Programme de subventions en partenariat avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	8 478 967	1 000 000	...	2 179 714
...	...	...	2 200 000	2 200 000	Subvention à l'Institut canadien sur la sécurité des patients	2 200 000	...	...	...
...	3 360 000	8 500 000	21 027 590	32 887 590		31 887 590	1 000 000	...	3 515 302
Promotion et protection de la santé									
...	100 000	...	5 000	105 000	Organisation mondiale de la santé	105 000	...	...	100 000
...	5 000	...	(5 000)	...	Commission internationale de protection contre les radiations	...	...	...	5 000
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Subvention à la Société canadienne du sang : recherche et développement sur la sûreté du sang et l'efficacité de l'approvisionnement en sang	5 000 000	...	...	5 000 000
...	26 253 000	...	(20 254 618)	5 998 382	Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	5 998 382	...	...	11 167 546
...	3 000 000	...	...	3 000 000	Subvention à l'Institut national du cancer du Canada pour l'Initiative canadienne pour la recherche sur le cancer du sein	3 000 000	...	...	3 000 000
...	8 010 000	...	(7 714 954)	295 046	Subventions pour la Stratégie canadienne sur le VIH/Sida	295 046	...	...	653 150
...	500 000	...	...	500 000	Subvention à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	500 000	...	...	500 000
...	400 000	...	...	400 000	Subvention de recherche sur les produits de santé naturels	400 000	...	...	...
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Subvention à l'Institut national du cancer du Canada pour l'Initiative canadienne pour la recherche sur le cancer de la prostate	1 000 000	...	...	...
...	2 000 000	...	...	2 000 000	Subvention au Vancouver Hospital and Health Sciences Centre et à la British Columbia Cancer Agency pour le Vancouver Centre of Excellence pour la recherche sur le cancer de la prostate	2 000 000	...	...	...

...	1 700 000	...	(1 213 543)	486 457	Subventions au Programme de recherche sur l'usage de la marijuana à des fins médicales	486 457	...	...	106 310
...	...	322 442 622	7 557 378	330 000 000	Subvention à la province de l'Ontario—SRAS	330 000 000	...	...	...
...	47 968 000	322 442 622	(21 625 737)	348 784 885		348 784 885	...	...	20 532 006
<hr/>									
Santé des Premières nations et des Inuits									
...	...	6 666 000	(6 666 000)	...	Subvention pour le Supplément de santé du Yukon à l'Accord de 2003 des premiers ministres	...	...	...	...
...	...	6 667 000	(6 667 000)	...	Subvention pour le Supplément de santé des Territoires du Nord-Ouest à l'Accord de 2003 des premiers ministres	...	...	...	...
...	...	6 667 000	(6 667 000)	...	Subvention pour le Supplément de santé du Nunavut à l'Accord de 2003 des premiers ministres	...	...	...	...
...	...	20 000 000	(20 000 000)	...		...	...	...	...
<hr/>									
Gestion de l'information et du savoir									
...	...	...	70 000 000	70 000 000	(S) Subvention octroyée à l'Institut canadien d'information sur la santé en vue de mettre en œuvre l'Initiative du Carnet de route de l'information sur la santé	70 000 000	...	...	...
...	...	...	600 000 000	600 000 000	(S) Subvention au profit de Inforoute Santé du Canada Inc. dans le but d'accélérer le développement des télédossiers de santé et l'élaboration de normes communes de télématique dans l'ensemble du Canada, ainsi que de perfectionner les applications de télésanté	600 000 000	...	...	...
...	...	...	670 000 000	670 000 000		670 000 000	...	...	...
<hr/>									
Gestion et administration ministérielles									
...	...	640 000	(640 000)	...	Programme de bourses postdoctorales de Santé Canada	...	...	...	...
...	...	...	25 000 000	25 000 000	(S) Subvention à la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé pour le Programme de formation des cadres en matière d'application de la recherche	25 000 000	...	...	...
...	...	640 000	24 360 000	25 000 000		25 000 000	...	...	...
...	<b>51 328 000</b>	<b>351 582 622</b>	<b>673 761 853</b>	<b>1 076 672 475</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>1 075 672 475</b>	<b>1 000 000</b>	...	<b>24 047 308</b>
<hr/>									
<b>Contributions</b>									
Politique en matière de soins de santé									
...	3 150 000	...	(417 457)	2 732 543	Programme de contributions pour la santé des femmes	2 732 543	...	...	2 859 904
...	220 150 000	...	(11 016 338)	209 133 662	Contributions pour le Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires	209 133 662	...	...	48 164 000
...	2 000 000	...	2 334 480	4 334 480	Programme de contributions dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	4 334 480	...	...	...
...	...	...	(133 894)	(133 894)	(S) Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	(133 894)	...	...	(15 662)
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	120 000
...	225 300 000	...	(9 233 209)	216 066 791		216 066 791	...	...	51 128 242
<hr/>									
Promotion et protection de la santé									
...	93 000	...	557 200	650 200	Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets témoins en hygiène publique	650 200	...	...	525 117

## Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	1 902 000	...	(135 000)	1 767 000	Contributions à la Société canadienne du sang ou à d'autres organismes de transfusion ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	1 767 000	...	...	1 892 750
...	41 346 000	...	12 315 906	53 661 906	Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	53 661 906	...	...	39 097 720
...	14 500 000	...	2 666 193	17 166 193	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organisations nationales à but non lucratif pour le soutien du développement des programmes de réadaptation innovateurs en matière d'alcoolisme et de toxicomanie	17 166 193	...	...	15 556 039
...	82 088 000	...	(2 249 879)	79 838 121	Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	79 838 121	...	...	80 484 118
...	10 829 000	...	6 238 961	17 067 961	Contribution pour la Stratégie canadienne sur le VIH/Sida	17 067 961	...	...	16 848 132
...	29 134 000	...	(1 154 311)	27 979 689	Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	27 979 689	...	...	25 796 617
...	11 120 000	...	4 443 228	15 563 228	Contributions à l'appui de la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme	15 563 228	...	...	9 057 260
...	2 150 000	...	(2 150 000)	...	Contribution destinée à renforcer le système de don et de transplantation de tissus et d'organes au Canada	...	...	...	...
...	400 000	...	(400 000)	...	Contribution à la recherche sur les produits de santé naturels	...	...	...	...
...	193 562 000	...	20 132 298	213 694 298		213 694 298	...	...	189 257 753
Santé des Premières nations et des Inuits									
...	305 941 000	...	(4 398 755)	301 542 245	Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux collectivités indiennes et inuites	301 542 245	...	...	291 291 260
...	193 968 000	...	(1 140 731)	192 827 269	Paiement à des bandes indiennes, à des associations ou aux groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé	192 827 269	...	...	190 925 524
...	12 000 000	...	(1 363 305)	10 636 695	Contributions pour le soutien des projets pilotes en vue d'évaluer les options pour le transfert du Programme des services de santé non assurés aux Premières nations et aux Inuits	10 636 695	...	...	6 892 563
...	102 324 000	...	25 944 210	128 268 210	Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou à des groupes indiens et inuits ou aux administrations locales et territoriales pour la prestation de services de santé non assurés	128 268 210	...	...	124 403 194



...	5 000 000	...	...	5 000 000	Paiements versés à l'Institut sur la santé autochtone/Centre pour l'avancement de la santé des peuples autochtones	5 000 000	...	...	5 000 000
...	45 437 000	...	(26 674 125)	18 762 875	Contributions pour des projets de promotion et de prévention liés à la santé des Premières nations et des Inuits et pour des projets de développement favorisant la prise en charge des services de santé par les Premières nations et les Inuits	18 762 875	...	...	17 713 324
...	2 992 000	...	(355 606)	2 636 394	Contributions à des universités, à des collèges et à d'autres organismes afin d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuits à des programmes d'études débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	2 636 394	...	...	2 813 211
...	583 000	...	120 962	703 962	Contributions au gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador pour le coût de la prestation des soins de santé aux collectivités indiennes et inuites	703 962	...	...	582 939
...	979 000	...	4 219 967	5 198 967	Contributions à des associations ou à des groupes indiens et inuits pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuits	5 198 967	...	...	4 711 796
...	11 413 000	...	(6 703 178)	4 709 822	Contributions au nom des Indiens et des Inuits, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de soins de santé et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins de santé et de matériel connexe	3 204 155	1 505 667	...	763 058
...	27 766 000	...	5 363 407	33 129 407	Contribution pour le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les réserves	33 129 407	...	...	32 821 141
...	...	7 709 500	(7 709 500)	...	Contributions pour dépenses en capital au titre des établissements sanitaires non administrés par le ministère pour les besoins des Premières nations et des Inuits	...	...	...	...
...	...	...	263 205	263 205	Programme de contributions pour le support de la santé mentale des pensionnats indiens	263 205	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 000
...	708 403 000	7 709 500	(12 433 449)	703 679 051		702 173 384	1 505 667	...	677 923 010
-----									
Gestion de l'information et du savoir									
...	2 230 000	...	...	2 230 000	Contribution à l'Institut canadien d'information en matière de santé	2 230 000	...	...	2 230 008
...	11 200 000	...	(3 620 581)	7 579 419	Programme de partenariat pour l'infrastructure canadienne de la santé	7 579 419	...	...	26 326 545
...	2 000 000	...	(1 865 517)	134 483	Programme d'acquisition et d'échange de connaissances	134 483	...	...	972 455
...	2 750 000	...	(658 677)	2 091 323	Programme de recherche sur les politiques en matière de santé	2 091 323	...	...	2 136 500
...	...	...	8 037 221	8 037 221	Programme de contribution pour l'amélioration de l'accès aux services de santé pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire	8 037 221	...	...	...
...	524 000	...	(164 004)	359 996	Contributions pour des projets de promotion et de prévention liés à la santé des Premières nations et des Inuits et pour des projets de développement favorisant la prise en charge des services de santé par les Premières nations et les Inuits	359 996	...	...	144 050
...	18 704 000	...	1 728 442	20 432 442		20 432 442	...	...	31 809 558
-----									
Gestion et administration ministérielles									
...	3 351 000	...	643 537	3 994 537	Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux collectivités indiennes et inuites	3 994 537	...	...	2 797 536
...	21 475 000	...	20 116 634	41 591 634	Contributions au nom des Indiens et des Inuits, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de soins de santé et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins de santé et de matériel connexe	41 591 634	...	...	31 664 025

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	150 000	150 000	Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets témoins en hygiène publique	150 000	...	...	2 241 938
...	24 826 000	...	20 910 171	45 736 171		45 736 171	...	...	36 703 499
...	<b>1 170 795 000</b>	<b>7 709 500</b>	<b>21 104 253</b>	<b>1 199 608 753</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>1 198 103 086</b>	<b>1 505 667</b>	...	<b>986 822 062</b>
<b>Autres paiements de transfert</b>									
Promotion et protection de la santé									
Paiements aux provinces et aux territoires afin d'améliorer l'accès aux services de santé et aux traitements pour les personnes qui ont contracté l'hépatite C par transfusion sanguine									
...	<b>43 950 000</b>	...	...	<b>43 950 000</b>		<b>43 950 000</b>	...	...	<b>21 150 000</b>
<b>Sommaire du ministère par secteur d'activité</b>									
...	228 660 000	8 500 000	11 794 381	248 954 381	Politique en matière de soins de santé	247 954 381	1 000 000	...	54 643 544
...	285 480 000	322 442 622	(1 493 439)	606 429 183	Promotion et protection de la santé	606 429 183	...	...	230 939 759
...	708 403 000	27 709 500	(32 433 449)	703 679 051	Santé des Premières nations et des Inuits	702 173 384	1 505 667	...	677 923 010
...	18 704 000	...	671 728 442	690 432 442	Gestion de l'information et du savoir	690 432 442	...	...	31 809 558
...	24 826 000	640 000	45 270 171	70 736 171	Gestion et administration ministérielles	70 736 171	...	...	36 703 499
...	<b>1 266 073 000</b>	<b>359 292 122</b>	<b>694 866 106</b>	<b>2 320 231 228</b>	<b>Total du ministère</b>	<b>2 317 725 561</b>	<b>2 505 667</b>	...	<b>1 032 019 370</b>
<b>Instituts de recherche en santé du Canada</b>									
<b>Subventions</b>									
Création et application de nouveaux savoirs pour améliorer la santé									
...	620 896 000	46 691 958	...	667 587 958	Subventions pour les projets de recherche et le soutien au personnel	631 380 393	36 207 565	...	573 826 186
...	13 000 000	578 100	...	13 578 100	Subventions aux instituts	13 578 000	100	...	13 000 000
...	...	2 380 000	...	2 380 000	Bourses d'études supérieures du Canada	1 892 500	487 500	...	...
...	<b>633 896 000</b>	<b>49 650 058</b>	...	<b>683 546 058</b>	<b>Total du programme</b>	<b>646 850 893</b>	<b>36 695 165</b>	...	<b>586 826 186</b>
...	<b>1 899 969 000</b>	<b>408 942 180</b>	<b>694 866 106</b>	<b>3 003 777 286</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>2 964 576 454</b>	<b>39 200 832</b>	...	<b>1 618 845 556</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Promotion et protection de la santé	57 569 000	49 466 048	46 606 868
Santé des Premières nations et des Inuits	5 450 000	3 506 789	5 871 817
Gestion et administration ministérielles	682 000	517 476	467 232
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>63 701 000</b>	<b>53 490 313</b>	<b>52 945 917</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements des achats de biens et de services	5 102 373	5 667 594
Recouvrements des dépenses en capital	5 211	23 455
Recouvrements des paiements de transfert	12 741 625	3 796 696
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	30 325 629	23 975 831
	<b>48 174 838</b>	<b>33 463 576</b>
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Règlement sur le prix à payer pour vendre des drogues	3 770 157	...
Revenus provenant de la vente de drogue	6 287 752	...
Matériel médical	5 740 365	...
Réglementation de la lutte antiparasitaire—Entretien	4 437 146	...
Redevances	29 803	...
Divers	2 540 111	21 840 333
	<b>22 805 334</b>	<b>21 840 333</b>
Location et utilisation de biens publics	449 510	406 784
Services de nature réglementaire—		
Revenus de dosimétrie	2 498 683	...
Revenus provenant de la vente de drogue	16 431 182	...
Réglementation de la lutte antiparasitaire	3 746 249	...
Divers	1 182 969	19 768 764
	<b>23 859 083</b>	<b>19 768 764</b>
Services de nature non réglementaire—		
Services d'hospitalisation	3 336 772	...
Autres services de santé	2 210 321	...
Programme d'aide aux employés	4 663 408	...
Revenus d'inspection	243 929	...
Revenus provenant de la vente de drogue	955 516	...
Divers	994 715	11 993 920
	<b>12 404 661</b>	<b>11 993 920</b>
Ventes de biens et de produits d'information	40 835	...
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	3 054 489	3 604 160
Revenus des biens saisis	118	...
Intérêts sur débiteurs en souffrance	333 798	262 496
Gains provenant de la réévaluation des devises	...	76
Autres frais et droits	254 965	299 620
Divers	2 672 025	3 350 123
	<b>6 315 395</b>	<b>7 516 475</b>
	<b>65 874 818</b>	<b>61 526 276</b>

## Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	219 399	291 345	<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Revenus divers	50 000	...	Autres revenus—		
<b>Total du ministère</b>	<b>114 319 055</b>	<b>95 281 197</b>	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	51 224 794	35 133 117
<b>Instituts de recherche en santé du Canada</b>			Ventes de biens et de services	74 190 964	61 908 142
<b>Autres revenus—</b>			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	219 554	291 418
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Revenus divers	51 741	602
Recouvrements de bourses d'exercices antérieurs	2 797 365	1 620 222	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>125 687 053</b>	<b>97 333 279</b>
Recouvrements de services à des tiers d'exercices antérieurs	17 269	20 319			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	224 257	129 472			
	3 038 891	1 770 013			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	155	...			
Revenus divers	1 741	602			
<b>Total du programme</b>	<b>3 040 787</b>	<b>1 770 615</b>			
<b>Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses</b>					
<b>Autres revenus—</b>					
Ventes de biens et de services—					
Autres frais et droits	481 375	354 791			
<b>Total du programme</b>	<b>481 375</b>	<b>354 791</b>			
<b>Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés</b>					
<b>Autres revenus—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	2 318			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	11 065	(102 790)			
	11 065	(100 472)			
Ventes de biens et de services—					
Autres frais et droits	7 834 771	27 075			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	73			
<b>Total du programme</b>	<b>7 845 836</b>	<b>(73 324)</b>			

# SECTION 24

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
2003-2004

## **Solliciteur général**

### **Ministère**

**Centre canadien des armes à feu**

**Service canadien du renseignement de sécurité**

**Service correctionnel**

**Commission nationale des libérations conditionnelles**

**Bureau de l'enquêteur correctionnel**

**Gendarmerie royale du Canada**

**Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada**

**Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité .....	24.2
Sommaire du portefeuille ministériel .....	24.6
Programmes par secteur d'activité .....	24.10
Paievements de transfert .....	24.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés ...	24.16
Revenus .....	24.16

**Ministère****Objectifs**

Assurer la direction de la politique d'ensemble pour les programmes du portefeuille et exercer des fonctions d'examen ayant rapport aux organismes du portefeuille.

**Description des secteurs d'activité**

*Conseils au Solliciteur général dans ses fonctions d'orientation des organismes, de gestion du portefeuille et de leadership national au niveau des politiques*

Le Ministère élabore, fournit et coordonne des avis opportuns, adaptés à la situation, complets et détaillés sur les politiques afin d'aider le Ministre à assumer ses fonctions :

- a) d'orienter les organismes du portefeuille et d'en répondre devant le Parlement,
- b) d'accroître la cohérence des politiques et leur coordination au sein du portefeuille, et
- c) d'exercer un leadership national dans les domaines de la police et de l'application de la loi, de la sécurité nationale, des services correctionnels et de la mise en liberté sous condition.

*Programme de services de police des Premières nations*

La mise en œuvre de la politique sur la police des Premières nations offre des moyens pratiques pour améliorer l'administration de la justice dans les Premières nations grâce à la création et au maintien de services de police professionnels, efficaces et adaptés aux besoins particuliers des collectivités des Premières nations et des Inuits.

La direction générale de la police des Autochtones est chargée de mettre en œuvre, de maintenir et d'étendre le Programme de services de police des Premières nations, dans le cadre de la politique sur la police des Premières nations.

*Bureau de l'inspecteur général, SCRS*

Le Bureau de l'inspecteur général du SCRS existe en vertu de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*. L'inspecteur général a droit d'accès aux renseignements du SCRS et joue le rôle de vérificateur interne des activités de cet organisme pour le Solliciteur général. Le Bureau de l'inspecteur général vérifie régulièrement si le Service respecte ses politiques opérationnelles. Il vérifie également si les activités du SCRS sont conformes aux lois, aux pouvoirs, aux contrôles et aux normes qui régissent de telles activités. Il présente au Ministre, sur ces sujets, des rapports classifiés dans lesquels sont incorporés les conseils de l'inspecteur général ainsi qu'un certificat exigé par la Loi. Le Ministre et le Comité de surveillance des activités du renseignement de sécurité (CSARS) peuvent ordonner la tenue d'un examen spécial, ou l'inspecteur général peut entreprendre un tel examen de sa propre initiative.

*Services exécutifs et services ministériels*

Ce secteur d'activité comprend la division des services exécutifs, le groupe des communications, la direction générale des services ministériels et la division des services juridiques.

**Centre canadien des armes à feu****Objectifs**

Prendre des mesures rigoureuses en vue de contribuer à réduire le nombre de tragédies, de blessures ou de décès accidentels causés par balle ainsi que le nombre de crimes violents perpétrés avec une arme à feu en renforçant le contrôle des armes à feu.

**Description des secteurs d'activité**

*Administration du Programme canadien de contrôle des armes à feu*

Gérer le Programme canadien de contrôle des armes à feu au moyen d'initiatives stratégiques, telles que la délivrance des permis et l'enregistrement des armes à feu, l'éducation et la sensibilisation du public ainsi que la gestion du programme de façon à réduire le nombre de tragédies, de blessures ou de décès accidentels causés par balle ainsi que le nombre de crimes violents perpétrés avec une arme à feu.

**Service canadien du renseignement de sécurité****Objectifs**

Fournir au gouvernement du Canada des renseignements pour la sécurité.

**Description des secteurs d'activité**

*Service canadien du renseignement de sécurité*

Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces, et fournit des évaluations de la sécurité.

**Service correctionnel****Objectifs**

Contribuer, en tant que composante du système de justice pénale et dans le respect de la règle de droit, à la protection de la société en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois, tout en exerçant sur eux un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humain.

## **Description des secteurs d'activité**

### *Prise en charge*

Prestation de services liés aux besoins des délinquants, notamment des services de santé physique et mentale, des services alimentaires et vestimentaires ainsi que d'autres services aux délinquants incarcérés.

### *Garde*

Prestation de services relatifs à la surveillance, au contrôle et à l'administration de la peine des délinquants. Construction et entretien des installations servant à loger les délinquants.

### *Réinsertion sociale*

Prestation de services et mise en œuvre de programmes à l'intérieur et à l'extérieur des établissements pour favoriser la réinsertion sociale des délinquants, notamment la gestion des cas, les services des psychologues et des aumôniers, les services résidentiels, la formation générale et professionnelle, les emplois et le perfectionnement professionnel, l'acquisition des compétences psychosociales, les traitements contre la toxicomanie, les programmes de perfectionnement personnel et les autres programmes destinés à répondre aux besoins culturels, sociaux, spirituels et personnels des délinquants.

### *Gestion générale*

Prestation de services de gestion générale pour faire en sorte que les ressources allouées soient utilisées de manière efficace, ainsi que pour appuyer la prise de décision et améliorer la responsabilité de gestion et le contrôle opérationnel.

## **Commission nationale des libérations conditionnelles**

### **Objectifs**

L'objectif premier de la Commission nationale des libérations conditionnelles est de contribuer à la protection de la société à long terme. En s'acquittant de son mandat, la Commission : continuera de rendre des décisions des plus judicieuses, toujours déterminées en priorité par le souci de protéger la société; tiendra compte des besoins des délinquants, des victimes et de leurs familles; renforcera ses liens avec ses partenaires; reconnaîtra la capacité des délinquants de s'amender; réglera les cas touchant la mise en liberté de la manière la moins restrictive qui soit sans pour autant compromettre la sécurité du public; agira de manière professionnelle, transparente et responsable, notamment sur le plan financier. La direction et le personnel de la Commission favoriseront un climat de confiance, de respect et de transparence, de même que la communication des renseignements.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Mise en liberté sous condition*

Les responsabilités de la Commission en matière de mise en liberté sous condition consistent à examiner les cas de délinquants, à rendre des décisions judicieuses relativement à leur mise en liberté sous condition et à fournir le soutien nécessaire à la prise de ces décisions. La Commission doit également donner une formation approfondie axée sur l'évaluation des risques afin d'aider les membres de la Commission dans le processus de prise de décisions; élaborer et interpréter la politique sur la mise en liberté sous condition, coordonner l'exécution du programme en son sein et de concert avec le Service correctionnel du Canada et d'autres partenaires importants, communiquer des renseignements aux victimes et à d'autres intéressés dans

la collectivité, fournir de l'information au public au sujet de la mise en liberté sous condition, et, enfin effectuer des évaluations et mesurer le rendement.

#### *Clémence et réhabilitation*

Les responsabilités de la Commission dans le domaine de la clémence et de la réhabilitation consistent à examiner les demandes et à rendre des décisions relatives à la réhabilitation ou à délivrer des réhabilitations ainsi qu'à formuler des recommandations concernant l'exercice de la prérogative royale de clémence. Elle doit aussi fournir l'information et le soutien nécessaires à la prise de décisions, donner la formation qui aidera les commissaires à faire preuve de professionnalisme dans les prises de décisions, élaborer et interpréter la politique en matière de réhabilitation et de clémence. Il incombe à la Commission, enfin, de coordonner l'exécution du programme en son sein et avec la GRC et d'autres partenaires clés, et de fournir de l'information au public au sujet de la réhabilitation et de la clémence.

#### *Gestion générale*

Les responsabilités de la Commission sur le plan de la gestion générale consistent à assurer un soutien aux principaux secteurs d'activité de la Commission (mise en liberté sous condition, clémence et réhabilitation), notamment par l'élaboration d'un cadre de planification et de responsabilisation; un vaste éventail de services ministériels dans les domaines des finances, des ressources humaines, de l'administration, de la sécurité et de la technologie de l'information.

## **Bureau de l'enquêteur correctionnel**

### **Objectifs**

Agir en tant qu'ombudsman au nom des contrevenants en examinant à fond et de façon objective un large

éventail d'activités administratives et en présentant ses conclusions et ses recommandations à un grand nombre de décideurs, y compris le Parlement.

### Description des secteurs d'activité

#### *Bureau de l'enquêteur correctionnel*

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel a seulement un secteur d'activité qui, comme détaillé à l'article 167 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, est chargé d'enquêter sur les problèmes des délinquants liés aux décisions, recommandations ou omissions ou les deux qui proviennent du Commissaire du Service correctionnel du Canada ou d'une personne sous son autorité ou exerçant des fonctions en son nom qui affectent les délinquants individuellement ou en groupe.

### Gendarmerie royale du Canada

#### Objectifs

Appliquer la loi, prévenir le crime, maintenir la paix, l'ordre et la sécurité. La GRC a pour objectif premier d'assurer la sécurité des foyers et des collectivités partout au Canada, et pour objectifs secondaires, de susciter un sentiment de sécurité, de répondre aux besoins des victimes de crimes, de favoriser activement la prévention du crime et de trouver des solutions de rechange au système de justice pénale traditionnel.

### Description des secteurs d'activité

#### *Services de police fédérale*

L'objectif des Services de police fédérale est d'assurer la sécurité des foyers et des collectivités en fournissant au gouvernement fédéral, à ses ministères et organismes, ainsi qu'à tous les citoyens canadiens des services

de maintien de l'ordre, d'application de la loi, d'enquête et de prévention. Ils assurent la protection des citoyens, de l'environnement, du commerce, des revenus du gouvernement ainsi que la sécurité nationale.

#### *Services de police contractuelle*

L'objectif des Services de police contractuelle est d'assurer la sécurité des foyers et des collectivités en offrant des services de police à diverses collectivités dans huit provinces (exception faite du Québec et de l'Ontario) et dans trois territoires, par le truchement d'ententes de partage des coûts entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux, et les administrations municipales et autochtones.

#### *Services nationaux de police*

Les Services nationaux de police visent à assurer la sécurité des foyers et des collectivités en fournissant aux Canadiens et aux Canadiennes des outils d'enquête et des renseignements en matière d'application de la loi. Ces services sont utilisés par les policiers, les ministères fédéraux et les organismes d'application des lois et règlements au Canada, ainsi que par certaines organisations policières étrangères, dont l'Interpol. Ces services sont également utilisés par les secteurs d'activités de police fédérale et de police contractuelle de la GRC et, dans une moindre mesure, par le secteur d'activité des Services de maintien de la paix.

Les services techniques spécialisés de la GRC fournis à la communauté policière comprennent les laboratoires judiciaires (analyse de l'ADN), l'identité (empreintes digitales), les données policières informatisées (casiers judiciaires, communications), le renseignement (crime organisé) et les services de formation supérieure offerts aux policiers canadiens et étrangers et à certains organismes ministériels d'application de la loi.

#### *Services de maintien de la paix*

Les Services de maintien de la paix ont pour objectif de gérer la participation efficace et opportune de la police civile canadienne aux activités internationales de maintien de la paix. La prestation de ces services respecte les conditions de la politique étrangère du Canada et le principe du recouvrement intégral des coûts avec d'autres organismes gouvernementaux comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI).

#### *Services de police de protection*

Les Services de police de protection visent à assurer la protection des dignitaires canadiens et étrangers ainsi que leurs résidences officielles, de même que la protection des personnes jouissant d'une protection internationale, en offrant un service opportun par des membres possédant toute la compétence et la formation nécessaires et en s'appuyant sur une technologie de pointe.

#### *Structure organisationnelle*

La Structure organisationnelle a pour objectif d'appuyer la gestion interne de l'organisation.

### Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

#### Objectifs

À titre d'organisme indépendant, examiner les appels portant sur des mesures disciplinaires graves ou sur des décisions de renvoi ou de rétrogradation, ainsi que certains types de griefs présentés par la Gendarmerie royale du Canada.



## **Description des secteurs d'activité**

### *Examen des cas*

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, qui soumet un rapport annuel au Parlement, est un tiers chargé d'examiner de façon indépendante et impartiale les cas de relations de travail que lui soumet la GRC. Le Comité peut tenir des audiences, assigner des témoins, faire prêter serment, et recevoir et accepter des preuves ou autres informations s'il le juge bon. Les conclusions et les recommandations du président ou du Comité sont envoyées aux parties intéressées et au Commissaire de la GRC.

## **Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada**

### **Objectifs**

Permettre au public de déposer des plaintes au sujet de la conduite de membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et de faire réviser la façon dont la GRC règle ces plaintes par un organisme indépendant et impartial.

## **Description des secteurs d'activité**

### *Recevoir et réviser les plaintes du public*

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme gouvernemental impartial et indépendant. Elle reçoit les plaintes du public et les envoie à la GRC pour enquête. Elle peut également réviser le règlement de la plainte fait par la GRC si le plaignant n'est pas satisfait. En outre, la Commission peut mener des enquêtes, convoquer des audiences publiques, assigner des témoins, faire prêter serment à des témoins, accepter les éléments de preuve qu'elle juge pertinents et formuler des conclusions et des recommandations à l'intention du commissaire de la GRC et du Solliciteur général du Canada. La présidente de la Commission peut déposer des plaintes. Également, elle doit soumettre un rapport annuel au Solliciteur général dans lequel elle résume les activités de la Commission au cours de l'exercice et formule ses recommandations pour dépôt aux deux chambres du Parlement.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	35 949 000	...	...	35 949 000	<b>Ministère</b>				
...	...	16 487 124	...	16 487 124	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	4 671 207	...	4 671 207	1a Virement de 200 000 \$ du crédit 1 (Justice)				
...	...	...	200 000	200 000	1b Virement de 1 923 000 \$ du crédit 5 (Solliciteur général)				
...	...	...	1 923 000	1 923 000	Virement du : crédit 1 (Justice)				
...	...	...	610 000	610 000	crédit 5				
...	...	...	344 000	344 000	CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	344 000	344 000	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	35 949 000	21 158 331	3 077 000	60 184 331	Total—Crédit 1	56 997 247	3 187 084	...	75 063 504
...	69 723 000	...	...	69 723 000	5 Subventions et contributions				
...	...	...	(1 923 000)	(1 923 000)	Virement au crédit 1				
...	69 723 000	...	(1 923 000)	67 800 000	Total—Crédit 5	57 033 793	10 766 207	...	52 816 595
...	66 946	...	...	66 946	(S) Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	66 946	...	...	67 126
...	4 316 000	...	23 026	4 339 026	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 339 026	...	...	4 231 084
1 556	...	...	...	1 556	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	1 556	...	...
<b>1 556</b>	<b>110 054 946</b>	<b>21 158 331</b>	<b>1 177 026</b>	<b>132 391 859</b>	<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>118 437 012</b>	<b>13 954 847</b>	<b>...</b>	<b>132 178 309</b>
					<b>Centre canadien des armes à feu <sup>(2)</sup></b>				
...	...	10 000 000	...	10 000 000	7a Dépenses de fonctionnement—Virement de 84 840 694 \$ du crédit 1 (Justice)				
...	...	...	84 840 694	84 840 694	Virement du : crédit 1 (Justice)				
...	...	...	110 000	110 000	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	...	10 000 000	84 950 694	94 950 694	Total—Crédit 7a	82 873 908	12 076 786	...	...
...	...	1	...	1	8a Contributions—Virement de 16 500 000 \$ du crédit 5 (Justice)				
...	...	...	16 500 000	16 500 000	Virement du crédit 5 (Justice)				
...	...	1	16 500 000	16 500 001	Total—Crédit 8a	15 691 600	808 401	...	17 533 720
...	...	...	2 908 851	2 908 851	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 908 851	...	...	...
...	...	...	107 728	107 728	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	107 728	...	...	...
...	...	<b>10 000 001</b>	<b>104 467 273</b>	<b>114 467 274</b>	<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>101 582 087</b>	<b>12 885 187</b>	<b>...</b>	<b>17 533 720 <sup>(2)</sup></b>

					<b>Service canadien du renseignement de sécurité</b>				
...	259 230 000	...	...	259 230 000	10	Dépenses du programme			
...	...	8 771 892	...	8 771 892	10b	Dépenses du programme			
...	...	...	222 004	222 004		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	4 789 000	4 789 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	259 230 000	8 771 892	5 011 004	273 012 896		Total—Crédit 10	267 435 454	5 577 442	... 252 091 360
595	...	...	711 319	711 914	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	709 303	...	2 611 887 315
<b>595</b>	<b>259 230 000</b>	<b>8 771 892</b>	<b>5 722 323</b>	<b>273 724 810</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>268 144 757</b>	<b>5 577 442</b>	<b>2 611 252 978 675</b>
						<b>Service correctionnel</b>			
...	1 254 019 000	...	...	1 254 019 000	15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement			
...	...	18 675 684	...	18 675 684	15b	Virement de 135 000 \$ du crédit 20 (Solliciteur général)			
...	...	...	135 000	135 000		Virement du : crédit 20			
...	...	...	10 000 000	10 000 000		CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	757 583	757 583		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	6 251 000	6 251 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	1 254 019 000	18 675 684	17 143 583	1 289 838 267		Total—Crédit 15	1 264 648 814	25 189 453	... 1 258 807 943
...	127 000 000	...	...	127 000 000	20	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital			
...	...	...	(135 000)	(135 000)		Virement au crédit 15			
...	127 000 000	...	(135 000)	126 865 000		Total—Crédit 20	110 071 122	16 793 878	... 125 954 960
...	201 000	...	(201 000)	...	(S)	Pensions et autres avantages sociaux des employés	...	...	...
...	154 559 000	...	(7 829 572)	146 729 428	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	146 729 428	...	153 156 487
13 872 972	84 000	...	(226 385) <sup>(3)</sup>	13 730 587	(S)	Fonds renouvelable CORCAN	3 826 617	9 903 970	1 851 315
295 200	...	...	736 100	1 031 300	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	801 637	...	229 663 456 738
...	...	...	25 088	25 088	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	25 088	...	27 232
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	6 768
14 168 172	1 535 863 000	18 675 684	9 512 814	1 578 219 670		Total budgétaire	1 526 102 706	41 983 331	10 133 633 1 540 261 443
42 048	...	...	...	42 048	L14b	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> . Limite 50 000 \$ (Net)	(558)	...	42 606 (4 665)
<b>14 168 172</b>	<b>1 535 863 000</b>	<b>18 675 684</b>	<b>9 512 814</b>	<b>1 578 219 670</b>		<b>Total du programme—</b>	<b>1 526 102 706</b>	<b>41 983 331</b>	<b>10 133 633 1 540 261 443</b>
<b>42 048</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>42 048</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>(558)</b>	<b>...</b>	<b>42 606 (4 665)</b>
						<b>Non budgétaire</b>			

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>									
...	28 539 000	...	...	28 539 000	25	Dépenses du programme			
...	...	3 392 767	...	3 392 767	25b	Dépenses du programme			
...	...	...	448 000	448 000		Virement du : CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	110 000	110 000		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	498 000	498 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	28 539 000	3 392 767	1 056 000	32 987 767		Total—Crédit 25	31 380 998	1 606 769	...
...	4 743 000	...	(480 055)	4 262 945	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 262 945	...	4 803 243
...	...	...	6 150	6 150	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	6 150	...	6 600
15 440	...	...	9 456	24 896	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	19 199	...	5 697
<b>15 440</b>	<b>33 282 000</b>	<b>3 392 767</b>	<b>591 551</b>	<b>37 281 758</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>35 669 292</b>	<b>1 606 769</b>	<b>5 697</b>
<b>Bureau de l'enquêteur correctionnel</b>									
...	2 563 000	...	...	2 563 000	30	Dépenses du programme			
...	...	111 850	...	111 850	30b	Dépenses du programme			
...	...	...	10 000	10 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	2 563 000	111 850	10 000	2 684 850		Total—Crédit 30	2 431 262	253 588	...
...	359 000	...	...	359 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	359 000	...	344 000
...	<b>2 922 000</b>	<b>111 850</b>	<b>10 000</b>	<b>3 043 850</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>2 790 262</b>	<b>253 588</b>	<b>...</b>
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>									
...	1 183 870 000	...	...	1 183 870 000	35	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement			
...	...	21 495 721	...	21 495 721	35a	Virement de 3 821 365 \$ du crédit 1 (Justice)			
...	...	122 324 788	...	122 324 788	35b	Application de la loi—Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	3 821 365	3 821 365		Virement du : crédit 1 (Justice)			
...	...	...	18 120 749	18 120 749		CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	354 822	354 822		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>			
...	...	...	9 064 000	9 064 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>			
...	1 183 870 000	143 820 509	31 360 936	1 359 051 445		Total—Crédit 35	1 311 490 599	47 560 846	...
...	208 937 000	...	...	208 937 000	40	Application de la loi—Dépenses en capital			
...	...	215 000	...	215 000	40a	Application de la loi—Dépenses en capital			
...	...	7 395 676	...	7 395 676	40b	Application de la loi—Dépenses en capital			
...	208 937 000	7 610 676	...	216 547 676		Total—Crédit 40	206 892 135	9 655 541	...

...	18 024 880	...	...	18 024 880	45	Application de la loi—Subventions et contributions				
...	...	17 803 000	...	17 803 000	45b	Application de la loi—Subventions				
...	18 024 880	17 803 000	...	35 827 880		Total—Crédit 45	33 710 930	2 116 950	...	...
...	224 363 000	...	34 576 685	258 939 685	(S)	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	258 939 685	...	...	255 200 129
...	39 704 000	...	5 208 780	44 912 780	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	44 912 780	...	...	44 056 579
...	23 000 000	...	9 108 076	32 108 076	(S)	Pensions en vertu de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	32 108 076	...	...	25 468 684
2 749 457	...	...	5 197 145	7 946 602	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 299 203	...	1 647 399	6 180 000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	28 832 370
<b>2 749 457</b>	<b>1 697 898 880</b>	<b>169 234 185</b>	<b>85 451 622</b>	<b>1 955 334 144</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 894 353 408</b>	<b>59 333 337</b>	<b>1 647 399</b>	<b>1 844 134 657</b>
<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</b>										
...	767 000	...	...	767 000	50	Dépenses du programme				
...	...	36 150	...	36 150	50b	Dépenses du programme				
...	...	...	13 000	13 000		Virement du CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	767 000	36 150	13 000	816 150		Total—Crédit 50	679 756	136 394	...	733 147
...	94 000	...	...	94 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	94 000	...	...	89 000
...	<b>861 000</b>	<b>36 150</b>	<b>13 000</b>	<b>910 150</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>773 756</b>	<b>136 394</b>	<b>...</b>	<b>822 147</b>
<b>Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada</b>										
...	4 161 000	...	...	4 161 000	55	Dépenses du programme				
...	...	436 428	...	436 428	55b	Dépenses du programme				
...	...	...	66 075	66 075		Virement du : CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	80 000	80 000		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	16 000	16 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	4 161 000	436 428	162 075	4 759 503		Total—Crédit 55	4 387 093	372 410	...	4 343 686
...	516 000	...	...	516 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	516 000	...	...	478 000
...	<b>4 677 000</b>	<b>436 428</b>	<b>162 075</b>	<b>5 275 503</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>4 903 093</b>	<b>372 410</b>	<b>...</b>	<b>4 821 686</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>										
<b>16 935 220</b>	<b>3 644 788 826</b>	<b>231 817 288</b>	<b>207 107 684</b>	<b>4 100 649 018</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>3 952 756 373</b>	<b>136 103 305</b>	<b>11 789 340</b>	<b>3 832 281 518<sup>(2)</sup></b>
<b>42 048</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>42 048</b>		<b>Non budgétaire</b>	<b>(558)</b>	<b>...</b>	<b>42 606</b>	<b>(4 665)</b>

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, l'organisme Centre canadien des armes à feu a été créé et transféré de Justice. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 17 533 720 \$.

<sup>(3)</sup> Un ajustement de 142 385 \$ a été demandé par CORCAN afin de présenter leur situation financière actuelle.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Conseils au Solliciteur général dans ses fonctions d'orientation des organismes, de gestion du portefeuille et de leadership national au niveau des politiques	18 414 346	18 475 904	175 544	175 544	3 957 000	3 138 148	...	...	...	...	22 546 890	21 789 596
Programme de services de police des Premières nations	26 657 997	25 607 780	80 062	80 062	63 843 000	53 895 645	...	...	...	...	90 581 059	79 583 487
Bureau de l'inspecteur général, SCRS	827 035	813 345	6 165	6 165	...	...	...	...	...	...	833 200	819 510
Services exécutifs et services ministériels	18 037 293	15 851 002	393 417	393 417	...	...	...	...	...	...	18 430 710	16 244 419
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>63 936 671</b>	<b>60 748 031</b>	<b>655 188</b>	<b>655 188</b>	<b>67 800 000</b>	<b>57 033 793</b>	...	...	...	...	<b>132 391 859</b>	<b>118 437 012</b>
<b>Centre canadien des armes à feu <sup>(1)</sup></b>												
Administration du Programme canadien de contrôle des armes à feu	97 967 273	85 890 487	...	...	16 500 001	15 691 600	...	...	...	...	114 467 274	101 582 087
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>97 967 273</b>	<b>85 890 487</b>	...	...	<b>16 500 001</b>	<b>15 691 600</b>	...	...	...	...	<b>114 467 274</b>	<b>101 582 087</b>
<b>Service canadien du renseignement de sécurité—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>273 724 810</b>	<b>268 144 757</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>273 724 810</b>	<b>268 144 757</b>
<b>Service correctionnel</b>												
Prise en charge	221 096 230	224 013 736	1 200 000	78 257	1 127 981	1 127 981	...	...	...	...	223 424 211	225 219 974
Garde	543 116 002	534 222 471	120 665 000	94 103 655	...	...	...	...	...	...	663 781 002	628 326 126
Réinsertion sociale—												
Budgétaire	481 606 670	469 316 659	5 000 000	16 171 769	1 190 058	1 190 058	...	...	...	...	487 796 728	486 678 486
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	42 048	(558)	42 048	(558)
Gestion générale	188 897 392	181 285 769	...	175 984	589 750	589 750	...	...	...	...	189 487 142	182 051 503
CORCAN	88 047 587	79 208 031	1 900 000	1 609 690	...	...	76 217 000	76 991 104	...	...	13 730 587	3 826 617
Sous-total—												
Budgétaire	1 522 763 881	1 488 046 666	128 765 000	112 139 355	2 907 789	2 907 789	76 217 000	76 991 104	...	...	1 578 219 670	1 526 102 706
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	42 048	(558)	42 048	(558)
Revenus affectés aux dépenses	(76 217 000)	(76 991 104)	...	...	...	...	(76 217 000)	(76 991 104)	...	...	...	...
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>1 446 546 881</b>	<b>1 411 055 562</b>	<b>128 765 000</b>	<b>112 139 355</b>	<b>2 907 789</b>	<b>2 907 789</b>	...	...	...	...	<b>1 578 219 670</b>	<b>1 526 102 706</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>42 048</b>	<b>(558)</b>	<b>42 048</b>	<b>(558)</b>

**Commission nationale des libérations conditionnelles**

Mise en liberté sous condition	29 725 215	28 881 232	...	...	...	...	...	...	...	...	29 725 215	28 881 232
Clémence et réhabilitation	2 781 771	2 543 175	...	...	...	...	...	...	...	...	2 781 771	2 543 175
Gestion générale	4 774 772	4 244 885	...	...	...	...	...	...	...	...	4 774 772	4 244 885

<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>37 281 758</b>	<b>35 669 292</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>37 281 758</b>	<b>35 669 292</b>
--------------------------------------	-------------------	-------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-------------------	-------------------

**Bureau de l'enquêteur correctionnel—**

<b>Budgétaire</b>	<b>3 012 571</b>	<b>2 758 983</b>	<b>31 279</b>	<b>31 279</b>	...	...	...	...	...	...	<b>3 043 850</b>	<b>2 790 262</b>
-------------------	------------------	------------------	---------------	---------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------------------	------------------

**Gendarmerie royale du Canada**

Services de police fédérale	562 434 799	559 379 807	29 144 252	24 196 678	...	...	...	...	...	...	591 579 051	583 576 485
Services de police contractuelle	1 460 930 112	1 461 915 271	74 921 450	88 366 850	...	...	1 003 180 622	986 865 105	...	...	532 670 940	563 417 016
Services nationaux de police	320 248 603	316 790 396	98 193 356	85 445 989	386 080	336 694	9 444 000	9 705 748	...	...	409 384 039	392 867 331
Services de maintien de la paix	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services de police de protection	162 906 042	91 688 335	5 054 000	1 159 644	...	...	...	...	...	...	167 960 042	92 847 979
Structure organisationnelle	248 612 662	229 452 740	9 234 618	7 722 974	58 069 446	56 001 882	62 176 654	31 532 999	...	...	253 740 072	261 644 597
Sous-total	2 755 132 218	2 659 226 549	216 547 676	206 892 135	58 455 526	56 338 576	1 074 801 276	1 028 103 852	...	...	1 955 334 144	1 894 353 408
Revenus affectés aux dépenses	(1 074 801 276)	(1 028 103 852)	...	...	...	...	(1 074 801 276)	(1 028 103 852)	...	...	...	...

<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 680 330 942</b>	<b>1 631 122 697</b>	<b>216 547 676</b>	<b>206 892 135</b>	<b>58 455 526</b>	<b>56 338 576</b>	...	...	...	...	<b>1 955 334 144</b>	<b>1 894 353 408</b>
--------------------------------------	----------------------	----------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-------------------	-----	-----	-----	-----	----------------------	----------------------

**Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada**

Examen des cas	907 998	771 604	2 152	2 152	...	...	...	...	...	...	910 150	773 756
----------------	---------	---------	-------	-------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---------	---------

<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>907 998</b>	<b>771 604</b>	<b>2 152</b>	<b>2 152</b>	...	...	...	...	...	...	<b>910 150</b>	<b>773 756</b>
--------------------------------------	----------------	----------------	--------------	--------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----------------	----------------

**Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada**

Recevoir et réviser les plaintes du public	5 199 484	4 827 074	76 019	76 019	...	...	...	...	...	...	5 275 503	4 903 093
--	-----------	-----------	--------	--------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----------	-----------

<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>5 199 484</b>	<b>4 827 074</b>	<b>76 019</b>	<b>76 019</b>	...	...	...	...	...	...	<b>5 275 503</b>	<b>4 903 093</b>
--------------------------------------	------------------	------------------	---------------	---------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------------------	------------------

**Total du portefeuille ministériel—**

<b>Budgétaire</b>	<b>3 608 908 388</b>	<b>3 500 988 487</b>	<b>346 077 314</b>	<b>319 796 128</b>	<b>145 663 316</b>	<b>131 971 758</b>	...	...	...	...	<b>4 100 649 018</b>	<b>3 952 756 373</b>
<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	42 048	(558)	<b>42 048</b>	<b>(558)</b>

(1) Au cours de l'exercice, l'organisme Centre canadien des armes à feu a été créé.

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
...	509 795	...	...	509 795	509 795	...	...	509 795	
...	451 807	...	...	451 807	451 807	...	...	451 807	
...	834 542	...	...	834 542	834 542	...	...	834 542	
...	<b>1 796 144</b>	...	...	<b>1 796 144</b>	<b>1 796 144</b>	...	...	<b>1 796 144</b>	
<b>Contributions</b>									
...	2 295 856	...	(135 000)	2 160 856	1 342 004	818 852	...	3 602 628	
...	65 631 000	...	(1 788 000)	63 843 000	53 895 645	9 947 355	...	47 417 823	
...	<b>67 926 856</b>	...	<b>(1 923 000)</b>	<b>66 003 856</b>	<b>55 237 649</b>	<b>10 766 207</b>	...	<b>51 020 451</b>	
<b>Sommaire du ministère par secteur d'activité</b>									
...	4 092 000	...	(135 000)	3 957 000	3 138 148	818 852	...	5 398 772	
...	65 631 000	...	(1 788 000)	63 843 000	53 895 645	9 947 355	...	47 417 823	
...	<b>69 723 000</b>	...	<b>(1 923 000)</b>	<b>67 800 000</b>	<b>57 033 793</b>	<b>10 766 207</b>	...	<b>52 816 595</b>	



**Centre canadien des armes à feu <sup>(1)</sup>**

**Contributions**

Administration du Programme canadien de contrôle des armes à feu  
Contributions aux provinces et aux territoires pour le Programme  
canadien de contrôle des armes à feu

...	...	1	16 500 000	16 500 001		15 691 600	808 401	...	17 533 720
...	...	<b>1</b>	<b>16 500 000</b>	<b>16 500 001</b>	<b>Total du programme</b>	<b>15 691 600</b>	<b>808 401</b>	...	<b>17 533 720 <sup>(1)</sup></b>

**Service correctionnel**

**Subventions**

Prise en charge

...	122 000	...	(3 197)	118 803	Subvention au département de psychologie de l'Université de la Saskatchewan pour une chaire de psychologie judiciaire	118 803	...	...	...
...	60 000	...	(60 000)	...	Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan pour l'obtention d'une place en psychiatrie	...	...	...	...
...	182 000	...	(63 197)	118 803		118 803	...	...	...

Réinsertion sociale

...	200 000	...	(200 000)	...	Subvention aux collectivités autochtones pour des services et des programmes correctionnels pour Autochtones	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	117 957
...	200 000	...	(200 000)	...		...	...	...	117 957

Gestion générale

...	100 000	...	24 629	124 629	Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	124 629	...	...	236 665
...	201 000	...	(201 000)	...	(S) Pensions et autres avantages sociaux des employés	...	...	...	...
...	301 000	...	(176 371)	124 629		124 629	...	...	236 665
...	<b>683 000</b>	...	<b>(439 568)</b>	<b>243 432</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>243 432</b>	...	...	<b>354 622</b>

**Contributions**

Prise en charge

...	...	...	1 009 178	1 009 178	Contributions en vue de fournir des soins de santé physique et mentale pour la communauté carcérale	1 009 178	...	...	1 017 374
...	...	...	...	...	Garde Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	16 140

Réinsertion sociale

...	716 000	...	(519 458)	196 542	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	196 542	...	...	897 343
...	1 135 000	...	(533 613)	601 387	Paiements aux collectivités autochtones pour l'exécution de programmes et la prestation de services correctionnels	601 387	...	...	742 052
...	...	...	392 129	392 129	Paiements aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	392 129	...	...	...
...	1 851 000	...	(660 942)	1 190 058		1 190 058	...	...	1 639 395

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					<b>Gestion générale</b>				
					Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires				
...	...	...	465 121	465 121		465 121	...	...	701 651
...	<b>1 851 000</b>	...	<b>813 357</b>	<b>2 664 357</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>2 664 357</b>	...	...	<b>3 374 560</b>
					<b>Sommaire du programme par secteur d'activité</b>				
...	182 000	...	945 981	1 127 981	Prise en charge	1 127 981	...	...	1 017 374
...	...	...	...	...	Garde	...	...	...	16 140
...	2 051 000	...	(860 942)	1 190 058	Réinsertion sociale	1 190 058	...	...	1 757 352
...	301 000	...	288 750	589 750	Gestion générale	589 750	...	...	938 316
...	<b>2 534 000</b>	...	<b>373 789</b>	<b>2 907 789</b>	<b>Total du programme</b>	<b>2 907 789</b>	...	...	<b>3 729 182</b>
					<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>				
					<b>Contributions</b>				
					Mise en liberté sous condition				
					Paiements à des organismes sans but lucratif, à des groupes communautaires ou à des organismes privés qui appuient la mission et les priorités stratégiques de la Commission nationale des libérations conditionnelles				
...	35 000	...	(35 000)	...		...	...	...	24 000
...	<b>35 000</b>	...	<b>(35 000)</b>	...	<b>Total du programme</b>	...	...	...	<b>24 000</b>
					<b>Gendarmerie royale du Canada</b>				
					<b>Subventions</b>				
					Structure organisationnelle				
					Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions				
...	16 000 000	17 538 000	...	33 538 000		31 817 374	1 720 626	...	28 771 846
					Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions				
...	1 535 000	265 000	...	1 800 000		1 491 197	308 803	...	1 370 016
					Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions				
...	100 000	...	...	100 000		62 025	37 975	...	60 524
...	1 900	...	...	1 900	Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	1 900	...	...	1 900

...	1 900	...	...	1 900	Association internationale des chefs de police	1 740	160	...	1 900
...	23 000 000	...	(372 354)	22 627 646	(S) Pensions en vertu de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	22 627 646	...	...	23 044 444
...	<b>40 638 800</b>	<b>17 803 000</b>	<b>(372 354)</b>	<b>58 069 446</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>56 001 882</b>	<b>2 067 564</b>	...	<b>53 250 630</b>
<b>Contributions</b>									
Services nationaux de police									
Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police									
...	<b>386 080</b>	...	...	<b>386 080</b>		<b>336 694</b>	<b>49 386</b>	...	<b>364 913</b>
<b>Sommaire du programme par secteur d'activité</b>									
...	386 080	...	...	386 080	Services nationaux de police	336 694	49 386	...	364 913
...	40 638 800	17 803 000	(372 354)	58 069 446	Structure organisationnelle	56 001 882	2 067 564	...	53 250 630
...	<b>41 024 880</b>	<b>17 803 000</b>	<b>(372 354)</b>	<b>58 455 526</b>	<b>Total du programme</b>	<b>56 338 576</b>	<b>2 116 950</b>	...	<b>53 615 543</b>
...	<b>113 316 880</b>	<b>17 803 001</b>	<b>14 543 435</b>	<b>145 663 316</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>131 971 758</b>	<b>13 691 558</b>	...	<b>127 719 040<sup>(1)</sup></b>

(S) Paiement de transfert législatif.

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, l'organisme Centre canadien des armes à feu a été créé et transféré de Justice. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 17 533 720 \$.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Service correctionnel</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Réinsertion sociale CORCAN	76 217 000	76 991 104	87 366 920
<b>Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)</b>			
Compte des prêts aux libérés conditionnels	...	6 309	12 315
<b>Total du programme—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>76 217 000</b>	<b>76 991 104</b>	<b>87 366 920</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>6 309</b>	<b>12 315</b>
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Services de police contractuelle	1 003 180 622	986 865 105	969 603 767
Services nationaux de police	9 444 000	9 705 748	10 471 651
Services de police de protection	...	...	21 371 971
Structure organisationnelle	62 176 654	31 532 999	13 578 262
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 074 801 276</b>	<b>1 028 103 852</b>	<b>1 015 025 651</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>1 151 018 276</b>	<b>1 105 094 956</b>	<b>1 102 392 571</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>6 309</b>	<b>12 315</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	105 802	226 256
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	7 061 197	1 177 338
	7 166 999	1 403 594
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	1 556
Revenus divers	31 380	(82 440)
<b>Total du ministère</b>	<b>7 198 379</b>	<b>1 322 710</b>
<b>Centre canadien des armes à feu <sup>(1)</sup></b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	16 360 023	...
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	54 430	...
Revenus divers	2 515	...
<b>Total du programme</b>	<b>16 416 968</b>	<b>...</b>
<b>Service canadien du renseignement de sécurité</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	110 958	122 395
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	426 811	260 843
	537 769	383 238
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	64 350	64 350
Services de nature réglementaire	2 419 360	1 492 305
Autres frais et droits	491 698	387 308
	2 975 408	1 943 963
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	711 319	862 910
Revenus divers—		
Revenus de placements	...	26 592
Divers	32 470	27 283
	32 470	53 875
<b>Total du programme</b>	<b>4 256 966</b>	<b>3 243 986</b>

## Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
<b>Service correctionnel</b>			<b>Commission nationale des libérations conditionnelles</b>		
<b>Autres revenus—</b>			<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 052 617	759 425	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	592	13 725
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 578 450	1 328 059	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	25 308	17 134
	<u>2 631 067</u>	<u>2 087 484</u>		<u>25 900</u>	<u>30 859</u>
Ventes de biens et de services—			Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics—			Services de nature non réglementaire	727 640	704 063
Locations	58 919	28 242	Ventes de biens et de produits d'information	356	760
Chambre et pension—Détenus	552 377	589 733		<u>727 996</u>	<u>704 823</u>
	<u>611 296</u>	<u>617 975</u>			
Services de nature non réglementaire—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 456	21 558
Vente de repas	29 544	14 753			
Services psychiatriques—Contrat	1 216 736	879 987	Revenus divers	918	2 027
Entretien des détenus—Contrat (accords fédéraux-provinciaux)	1 111 208	1 483 683			
Service de blanchisserie	1 030	1 050	<b>Total du programme</b>	<b>764 270</b>	<b>759 267</b>
Frais d'accès à l'information	2 358	1 797			
Vente CORCAN—			<b>Gendarmerie royale du Canada</b>		
Frais de formation	18 287 782	...	<b>Autres revenus—</b>		
	<u>20 648 658</u>	<u>2 381 270</u>	Revenus de placements—		
Ventes de biens et de produits d'information—			Autres comptes—		
Vente de produits manufacturés	9 072 167	9 130 032	Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—		
Vente CORCAN—			Intérêt	10 148	8 103
Vente de produits manufacturés	47 939 267	84 562 674	Virement des bénéficiaires	13 999	170 130
	<u>57 011 434</u>	<u>93 692 706</u>		<u>24 147</u>	<u>178 233</u>
Autres frais et droits	6 062 509	647 923	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
	<u>84 333 897</u>	<u>97 339 874</u>	Remboursement pour services rendus à d'autres ministères	...	175 485
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	736 100	748 722	Remboursement des dépenses de fonctionnement de biens ou services	4 292 325	2 314 618
Revenus divers—			Récupération des pertes monétaires de l'exercice précédent	1 693	1 343
Amendes et confiscations	160 821	189 905	Remboursement pour réparation à des véhicules automobiles	306 123	...
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	2 159	1 831	Divers	119 428	...
Commandes téléphoniques	135 535	99 821	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	666 988	6 068 486
Réclamations de l'État	175 936	43 462		<u>5 386 557</u>	<u>8 559 932</u>
Divers	192 841	440 130			
	<u>667 292</u>	<u>775 149</u>			
<b>Total du programme</b>	<b>88 368 356</b>	<b>100 951 229</b>			

## Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ventes de biens et de services—			<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Services de nature réglementaire—			Autres revenus—		
Accès à l'information	3 978	6 309	Revenus de placements	24 147	178 233
Services de nature non réglementaire—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	32 108 315	12 502 546
Services de police aux gouvernements locaux	(1 600 797)	(1 196 219)	Ventes de biens et de services	1 151 385 389	1 144 798 950
Services de police aux gouvernements provinciaux et territoriaux	621 919 462	617 301 511	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 654 020	8 676 733
Recouvrements des coûts autres que ceux des biens immobiliers des sociétés d'État	385 847 486	364 691 123	Revenus divers	734 575	748 611
Autres frais	29 630 177	36 009 459	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>1 190 906 446</b>	<b>1 166 905 073</b>
Autres revenus provenant de droits et redevances	708 580	400 695			
Frais de licence	2 016	3 696			
Stationnement payé	59 630	80 945			
Location de bâtiments résidentiels	6 174 928	5 987 523			
Location de bâtiments non résidentiels	11 919	10 460			
Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	306 531	295 031			
Ventes de produits d'information	63 631	88 487			
Ventes d'autres biens	3 507 373	3 453 224			
Divers	5 462 374	6 209 063			
	1 052 093 310	1 033 334 998			
Autres frais et droits—					
Services de police aux gouvernements provinciaux et territoriaux	...	605 535			
Revenus reportés	4 398 716	4 446 344			
Divers	6 797 654	6 417 104			
	11 196 370	11 468 983			
	1 063 293 658	1 044 810 290			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 197 145	7 041 987			
<b>Total du programme</b>	<b>1 073 901 507</b>	<b>1 060 590 442</b>			
<b>Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada</b>					
<b>Autres revenus—</b>					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	37 439			
<b>Total du programme</b>	...	<b>37 439</b>			

(1) Au cours de l'exercice, l'organisme Centre canadien des armes à feu a été créé.

# SECTION 25

**COMPTES PUBLICS DU CANADA**  
**2003-2004**

## **Transports**

**Ministère**

**Office des transports du Canada**

**Tribunal d'appel des transports du  
Canada**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité. . . . .	25.2
Sommaire du portefeuille ministériel. . . . .	25.4
Programmes par secteur d'activité . . . . .	25.7
Paievements de transfert . . . . .	25.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	25.12
Revenus . . . . .	25.13

**Ministère****Objectifs**

Établir des normes rigoureuses pour assurer un réseau de transport sécuritaire et sûr.

Contribuer à la croissance économique et au développement social du Canada.

Protéger l'environnement physique.

**Description des secteurs d'activité***Politiques*

Le secteur d'activité, Politiques, englobe l'élaboration de politiques de transport et de changements législatifs qui contribuent à l'efficacité et à l'efficacité du réseau de transport du Canada. Il comprend aussi la surveillance et l'analyse de ce réseau de transport, la préparation de rapports annuels (*Loi sur les transports au Canada*), les études économiques, et l'évaluation des programmes. Le financement et l'analyse liés aux sociétés d'État sont également fournis.

*Programmes et cessions*

Le secteur d'activité, Programmes et cessions, est chargé de négocier la cession des havres, des ports et des aéroports à des intérêts locaux; d'exploiter les aéroports, les havres et les ports jusqu'à leur cession; d'exploiter les aéroports, les havres et ports éloignés appartenant au gouvernement fédéral; d'administrer les programmes de subvention pour les aéroports, les ports, les routes et les ponts; de remplir des fonctions de propriétaire et de surveillance pour le Ministère, y compris pour les havres, les ports et les aéroports et les

sites du système de navigation aérienne; d'administrer un programme de gérance de l'environnement visant les avoirs du fédéral liés au transport.

*Sécurité et sûreté*

Le secteur d'activité, Sécurité et sûreté, élabore des lois, des normes et des règlements nationaux et met en œuvre des programmes de surveillance, de mise à l'essai, d'inspection, d'éducation, de recherche et développement et de subventions afin de promouvoir la sécurité et la sûreté dans les modes de transport aérien, maritime, ferroviaire et routier et fournit des services d'aéronefs au gouvernement et à d'autres organismes de transport.

*Administration du ministère*

Le secteur d'activité, Administration du ministère, fournit au Ministère des services financiers, administratifs, informatiques, de ressources humaines, de communications internes et externes, juridiques et exécutifs.

**Office des transports du Canada****Objectifs**

Contribuer à la mise en place d'un réseau de transport national à la fois efficient et accessible, qui répond aux besoins des expéditeurs, des transporteurs, des voyageurs et des autres utilisateurs.

**Description des secteurs d'activité***Office des transports du Canada*

Le programme de l'Office des transports du Canada a pour but de traiter les questions assujetties à la *Loi sur les transports au Canada* et à des lois connexes, dans les secteurs ferroviaires, aériens et maritimes de compétence fédérale. L'Office examine des demandes, entend des plaintes et mène des enquêtes. Il applique diverses dispositions sur l'accès concurrentiel et le règlement des différends pour régler des questions mettant en cause une compagnie de chemin de fer et d'autres parties (expéditeurs, municipalités, entreprises de services publics, propriétaires fonciers, autres transporteurs ferroviaires). L'Office établit annuellement les montants respectifs de revenu admissible maximal du CN et du CP pour le transport du grain de l'Ouest et détermine s'ils ont ou non dépassé ce plafond. Aux termes de la Loi, il procède également à l'établissement des coûts. L'Office défend les intérêts des consommateurs et des transporteurs en s'assurant que les transporteurs aériens exploitant des services à destination, en provenance et à l'intérieur du Canada remplissent certaines exigences minimales sur le plan économique. Pour ce faire, il administre un système de délivrance de licences de transport aérien, des ententes internationales et des tarifs internationaux. Les intérêts des consommateurs sont aussi protégés par l'entremise d'un programme de traitement des plaintes relatives au transport aérien et d'un programme de délivrance de certificats d'aptitude pour les compagnies de chemin de fer. Enfin, l'Office a pour tâche de supprimer des services et installations de transport de compétence fédérale tout obstacle abusif qui nuit à la circulation des personnes handicapées.



## **Tribunal d'appel des transports du Canada**

### **Objectifs**

Pourvoir le milieu de l'aviation d'un processus indépendant permettant la révision des décisions relatives à l'application des règlements ou de la délivrance des permis prises par le ministre des Transports.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Révisions et appels*

Assure le fonctionnement d'un Tribunal de l'aviation civile indépendant chargé de répondre aux demandes provenant du milieu de l'aviation concernant la révision des décisions relatives à l'application des règlements ou à la délivrance des permis prises par le ministre des Transports aux termes de la *Loi sur l'aéronautique*; et tenir des audiences pour les appels. À la suite d'une audience, le Tribunal peut, selon le cas, confirmer la décision du Ministre, y substituer sa propre décision, ou encore renvoyer l'affaire au Ministre pour réexamen.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	193 798 000	...	...	193 798 000	1	<b>Ministère</b>				
...	...	1	...	1	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	15 500 000	15 500 000		Virement de 15 500 000 \$ du crédit 5 (Transports) et de 31 609 709 \$ du crédit 10 (Transports)				
...	...	...	31 609 709	31 609 709		Virement du : crédit 5				
...	...	...	354 742	354 742		crédit 10				
...	...	...	27 659 000	27 659 000		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	...	...		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	193 798 000	1	75 123 451	268 921 452		Total—Crédit 1	262 210 233	6 711 219	...	154 351 625
...	82 264 000	...	...	82 264 000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(15 500 000)	(15 500 000)		Virement au crédit 1				
...	82 264 000	...	(15 500 000)	66 764 000		Total—Crédit 5	61 727 100	5 036 900	...	54 152 447
...	401 548 000	...	...	401 548 000	10	Subventions et contributions				
...	...	143 450 040	...	143 450 040	10a	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10b	Subventions				
...	...	...	(31 609 709)	(31 609 709)		Virement au crédit 1				
...	401 548 000	143 450 041	(31 609 709)	513 388 332		Total—Crédit 10	309 109 824	204 278 508	...	264 392 751
...	33 345 000	...	...	33 345 000	15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	33 024 052	320 948	...	80 134 692
...	25 095 000	...	...	25 095 000	20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.				
...	...	16 500 000	...	16 500 000	20a	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.				
...	25 095 000	16 500 000	...	41 595 000		Total—Crédit 20	41 595 000	...	...	46 381 000
...	266 201 000	...	...	266 201 000	25	Paiements à VIA Rail Canada Inc.	264 200 700	2 000 300	...	255 701 000
...	459 676 000	...	...	459 676 000	30	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	351 414 854	108 261 146	...	259 477 000
...	4 000 000	...	...	4 000 000	35	Paiements à Queens Quay West Land Corporation	4 000 000	...	...	4 000 000
...	1	...	...	1	40	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.				
...	...	18 400 000	...	18 400 000	40a	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.				
...	1	18 400 000	...	18 400 001		Total—Crédit 40	18 400 000	1	...	18 400 000
...	66 946	...	1 984	68 930	(S)	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	68 930	...	...	66 946
...	3 300 000	...	(55 611)	3 244 389	(S)	Le pont Victoria, Montréal—Abolition des péages et réfection de la voie de circulation routière du pont (Crédit 107, Loi des subsides n° 5 de 1963)	3 244 389	...	...	3 299 855
...	58 464 000	...	1 027 895	59 491 895	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 491 895	...	...	58 364 653

...	1 900 000	...	(917 180)	982 820	(S)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent	982 820	...	...	1 741 718
...	50 400 000	...	747 330	51 147 330	(S)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland	51 147 330	...	...	48 956 379
2 051 926	...	...	2 759 521	4 811 447	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 735 000	...	2 076 447	3 092 450
...	...	...	396 646	396 646	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	396 646	...	...	39 556
<b>2 051 926</b>	<b>1 580 057 947</b>	<b>178 350 042</b>	<b>31 974 327</b>	<b>1 792 434 242</b>		<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>1 463 748 773</b>	<b>326 609 022</b>	<b>2 076 447</b>	<b>1 252 552 072</b>
<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement <sup>(2)</sup></b>										
...	2 071 683 000	...	(2 071 683 000)	...	45	Dépenses de fonctionnement	...	...	...	...
...	...	81 100 000	(81 100 000)	...	45a	Dépenses de fonctionnement	...	...	...	...
...	2 071 683 000	81 100 000	(2 152 783 000)	...		Total—Crédit 45	...	...	...	...
...	...	1	(1)	...	46b	Porter de 250 000 000 000 \$ à 300 000 000 000 \$ le montant total supplémentaire de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11(b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	...	...	...	...
...	2 071 683 000	81 100 001	(2 152 783 001)	...		Total budgétaire	...	...	...	...
...	(218 800 000)	...	218 800 000	...	(S)	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (Brut)	...	...	...	...
...	<b>2 071 683 000</b>	<b>81 100 001</b>	<b>(2 152 783 001)</b>	...		<b>Total du programme—</b>	...	...	...	...
...	<b>(218 800 000)</b>	...	<b>218 800 000</b>	...		<b>Budgétaire</b>	...	...	...	...
						<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...
<b>Société canadienne des postes <sup>(3)</sup></b>										
...	222 210 000	...	(222 210 000)	...	50	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	...	...	...	...
500 000 000	...	...	(500 000 000)	...	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 \$ (Net)	...	...	...	...
...	<b>222 210 000</b>	...	<b>(222 210 000)</b>	...		<b>Total du programme—</b>	...	...	...	...
<b>500 000 000</b>	...	...	<b>(500 000 000)</b>	...		<b>Budgétaire</b>	...	...	...	...
						<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...
<b>Office des transports du Canada</b>										
...	23 272 000	...	...	23 272 000	55	Dépenses du programme	...	...	...	...
...	...	1 549 336	...	1 549 336	55b	Dépenses du programme	...	...	...	...
...	...	...	161 000	161 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>	...	...	...	...
...	...	...	318 000	318 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>	...	...	...	...
...	23 272 000	1 549 336	479 000	25 300 336		Total—Crédit 55	23 956 678	1 343 658	...	24 128 128
...	3 462 000	...	(52 088)	3 409 912	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 409 912	...	...	3 850 369
...	<b>26 734 000</b>	<b>1 549 336</b>	<b>426 912</b>	<b>28 710 248</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>27 366 590</b>	<b>1 343 658</b>	...	<b>27 978 497</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$
<b>Monnaie royale canadienne <sup>(3)</sup></b>										
					(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 \$, le 11 mars 1999 (Net)				
75 000 000	...	...	(75 000 000)	...			...	...	...	...
<b>75 000 000</b>	...	...	<b>(75 000 000)</b>	...		<b>Total du programme—Non budgétaire</b>	...	...	...	...
<b>Tribunal d'appel des transports du Canada <sup>(4)</sup></b>										
...	1 162 000	...	...	1 162 000	60	Dépenses du programme				
...	...	210 350	...	210 350	60b	Dépenses du programme				
...	...	...	25 000	25 000		Virement du : CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	11 000	11 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	1 162 000	210 350	36 000	1 408 350		Total—Crédit 60	1 262 917	145 433	...	997 555
...	127 000	...	(27 757)	99 243	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	99 243	...	...	115 932
...	<b>1 289 000</b>	<b>210 350</b>	<b>8 243</b>	<b>1 507 593</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 362 160</b>	<b>145 433</b>	...	<b>1 113 487</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>										
<b>2 051 926</b>	<b>3 901 973 947</b>	<b>261 209 729</b>	<b>(2 342 583 519)</b>	<b>1 822 652 083</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>1 492 477 523</b>	<b>328 098 113</b>	<b>2 076 447</b>	<b>1 281 644 056</b> <sup>(2)(3)</sup>
<b>575 000 000</b>	<b>(218 800 000)</b>	...	<b>(356 200 000)</b>	...		<b>Non budgétaire</b>	...	...	...	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

<sup>(1)</sup> Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

<sup>(2)</sup> Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée à Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 1 978 801 550 \$ (budgétaire) et (217 711 372) \$ (non budgétaire).

<sup>(3)</sup> Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes (SCP) et la Monnaie royale canadienne ont été transférées à l'Agence des douanes et du revenu du Canada. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 237 210 000 \$ (SCP).

<sup>(4)</sup> Au cours de l'exercice, le Tribunal de l'aviation civile a été remplacé par le Tribunal d'appel des transports du Canada.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Politiques	353 276 509	350 928 735	8 339 300	8 259 279	187 127 255	133 175 848	676 000	764 377	...	...	548 067 064	491 599 485
Programmes et cessions	163 418 578	117 390 849	35 388 900	34 514 776	359 842 872	212 104 077	285 627 350	238 484 575	...	...	273 023 000	125 525 127
Sécurité et sûreté	842 476 831	732 200 782	11 949 300	11 294 302	20 809 924	18 221 618	51 889 400	55 587 453	...	...	823 346 655	706 129 249
Administration du ministère	133 183 826	131 214 856	15 897 947	10 393 743	...	...	1 084 250	1 113 687	...	...	147 997 523	140 494 912
Sous-total	1 492 355 744	1 331 735 222	71 575 447	64 462 100	567 780 051	363 501 543	339 277 000	295 950 092	...	...	1 792 434 242	1 463 748 773
Revenus affectés aux dépenses	(339 277 000)	(295 950 092)	...	...	...	...	(339 277 000)	(295 950 092)	...	...	...	...
<b>Total du ministère—Budgétaire</b>	<b>1 153 078 744</b>	<b>1 035 785 130</b>	<b>71 575 447</b>	<b>64 462 100</b>	<b>567 780 051</b>	<b>363 501 543</b>	...	...	...	...	<b>1 792 434 242</b>	<b>1 463 748 773</b>
<b>Office des transports du Canada— Budgétaire</b>	<b>27 335 248</b>	<b>26 469 215</b>	<b>1 375 000</b>	<b>897 375</b>	...	...	...	...	...	...	<b>28 710 248</b>	<b>27 366 590</b>
<b>Tribunal d'appel des transports du Canada—<sup>(1)</sup></b>												
Révisions et appels	1 507 593	1 362 160	...	...	...	...	...	...	...	...	1 507 593	1 362 160
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>1 507 593</b>	<b>1 362 160</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	<b>1 507 593</b>	<b>1 362 160</b>
<b>Total du portefeuille ministériel— Budgétaire</b>	<b>1 181 921 585</b>	<b>1 063 616 505</b>	<b>72 950 447</b>	<b>65 359 475</b>	<b>567 780 051</b>	<b>363 501 543</b>	...	...	...	...	<b>1 822 652 083</b>	<b>1 492 477 523</b>

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, le Tribunal de l'aviation civile a été remplacé par le Tribunal d'appel des transports du Canada.

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>									
<b>Subventions</b>									
Politiques									
...	23 986 547	...	...	23 986 547	Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	23 975 262	11 285	...	23 377 120
...	...	...	100 000	100 000	Sécurité et sûreté	60 000	40 000	...	...
...	...	...	42 000	42 000	Subvention pour la fermeture de passages à niveau (OACI) pour le Programme universel de vérification de la sûreté de l'OACI	42 000	...	...	...
...	...	1	999 999	1 000 000	Subvention à l'Aéroport international d'Ottawa Macdonald-Cartier pour l'amélioration de la sûreté	1 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	100 000
...	...	1	1 141 999	1 142 000		1 102 000	40 000	...	100 000
...	<b>23 986 547</b>	<b>1</b>	<b>1 141 999</b>	<b>25 128 547</b>	<b>Total—Subventions</b>	<b>25 077 262</b>	<b>51 285</b>	...	<b>23 477 120</b>
<b>Contributions</b>									
Politiques									
...	525 000	...	1 575 000	2 100 000	Contributions liées aux services ferroviaires voyageurs autres que ceux de VIA :	2 100 000	...	...	2 100 000
...	...	...	2 333 333	2 333 333	Algoma Central Railway Inc.	2 333 333	...	...	2 000 000
...	...	...	150 000	150 000	Chemin de fer Québec North Shore & Labrador	150 000	...	...	173 298
...	...	...	2 500 000	2 500 000	Chemin de fer Québec North Shore & Labrador—Capital	2 500 000	...	...	2 500 000
...	8 036 334	...	...	8 036 334	Commission de transport Ontario Northland	8 036 000	334	...	8 027 000
...	17 495 000	...	(3 643 999)	13 851 001	Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	12 912 901	938 100	...	16 045 043
...	987 000	...	(95 000)	892 000	Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	891 172	828	...	963 574
...	188 000	...	...	188 000	Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	113 398	74 602	...	91 201
...	600 000	...	...	600 000	Association du transport du Canada	600 000	...	...	600 000
...	4 400 000	...	(3 777 902)	622 098	Contribution aux Chemins de fer nationaux du Canada pour le Programme de remise en état du pont de Québec	622 098	...	...	5 200 000
...	...	...	900 000	900 000	Projet de revitalisation du secteur riverain de Toronto	308 213	591 787	...	...
...	4 000 000	...	(440 000)	3 560 000	Programme stratégique d'infrastructure routière :	959 100	2 600 900	...	329 979
...	10 500 000	...	...	10 500 000	Composante routière	1 092 032	9 407 968	...	1 264 512
					Points de passage frontaliers—Planification et intégration				
					Systèmes de transport intelligents				

...	...	77 000 000	...	77 000 000	Paiement à Ridley Terminals Incorporated pour le remboursement de prêts impayés	64 000 000	13 000 000	...	...
...	...	21 400 000	(1 122 098)	20 277 902	Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto à l'appui des initiatives de revitalisation du secteur riverain de Toronto	5 555 267	14 722 635	...	...
...	...	20 050 040	(600 000)	19 450 040	Contribution à l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto pour la liaison air-rail	6 862 675	12 587 365	...	...
...	...	...	102 000	102 000	Systèmes de transport intelligents—Plan de déploiement et d'intégration	89 106	12 894	...	758 038
...	...	...	8 000	8 000	Contribution à la Société de développement économique du Saint-Laurent	5 291	2 709	...	...
...	...	...	50 000	50 000	Contribution à l'université de Colombie-Britannique pour un programme de recherche en transport	50 000	...	...	...
...	...	...	20 000	20 000	Contribution à l'Organisation de l'aviation civile internationale pour l'établissement du Registre international	20 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 008 026
...	46 731 334	118 450 040	(2 040 666)	163 140 708		109 200 586	53 940 122	...	41 060 671
Programmes et cessions									
Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports :									
...	1 590 900	...	1 287 000	2 877 900	Programme initial	2 877 138	762	...	1 752 136
...	44 000 000	...	(4 887 338)	39 112 662	Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	32 209 545	6 903 117	...	32 386 330
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme :									
...	39 452 571	...	(1 563 191)	37 889 380	Nouveau-Brunswick	37 889 380	...	...	38 382 239
...	2 571 290	...	2 558 000	5 129 290	Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	5 129 146	144	...	2 301 787
...	3 956 677	...	1 511 881	5 468 558	Accord sur l'autoroute transcanadienne—Terre-Neuve-et-Labrador	5 371 879	96 679	...	16 302 612
(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont									
...	3 300 000	...	(55 611)	3 244 389		3 244 389	...	...	3 299 855
(S) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland									
...	50 400 000	...	747 330	51 147 330		51 147 330	...	...	48 956 379
Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour services de maintien de l'ordre à l'égard du pont de la Confédération									
...	230 000	...	...	230 000		230 000	...	...	230 000
Contribution à l'administration aéroportuaire régionale de Thompson au titre des coûts de remise en état de la piste 05/23 de l'aéroport de Thompson									
...	2 092 800	...	(1 792 800)	300 000		68 544	231 456	...	299 645
Contribution à la Airport Community Development Corporation de Sudbury au titre des coûts d'amélioration/expansion de la gare aérienne de Sudbury									
...	870 000	...	...	870 000		870 000	...	...	166 000
Contributions à l'appui de la cession des aéroports ne faisant pas partie du Réseau national des aéroports									
...	...	...	50 000	50 000		50 000	...	...	...
Contribution à la «Ville de Rimouski» pour des projets d'infrastructures à l'aéroport de Rimouski									
...	...	...	320 000	320 000		156 280	163 720	...	...
Contribution à la Comox Valley Airport Commission pour la construction d'infrastructures de remplacement côté piste									
...	...	...	1 900 000	1 900 000		1 235 163	664 837	...	...

## Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	50 000	50 000	Contribution à l'administration aéroportuaire de Montréal au titre des coûts de changement de nom à l'Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau	50 000	...	...	...
...	188 193 241	...	(33 185 022)	155 008 219	Programme stratégique d'infrastructure routière :				
...	14 200 000	...	...	14 200 000	Composante routière	57 011 440	97 996 779	...	25 801 915
...	12 950 000	...	(34 000)	12 916 000	Points de passage frontaliers	7 547 502	6 652 498	...	7 666 426
...	1 500 000	...	(1 240 000)	260 000	Plan d'action 2000 sur le changement climatique :				
...	700 000	...	(185 000)	515 000	Programme de démonstration en transport urbain	384 981	12 531 019	...	...
...	...	...	62 596	62 596	Initiatives liées au transport des marchandises	220 782	39 218	...	40 440
...	...	...	1 000 000	1 000 000	Sur la route du transport durable	489 880	25 120	...	95 000
...	...	...	...	...	Terre-Neuve-et-Labrador—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Makkovik, Mary's Harbour, Nain, Rigolet, Port Hope Simpson, Postville, Hopedale et Williams Harbour)	932 603	67 397	...	587 516
...	...	...	(1 008 452)	23 991 548	Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'amélioration de la route Greenwich	26 054	36 542	...	1 100 000
...	...	25 000 000	3 300 000	3 300 000	Fonds de cession des ports	1 696 793	22 294 755	...	22 102 034
...	...	...	...	...	Terre-Neuve-et-Labrador—Routes régionales	3 265 248	34 752	...	9 829 172
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 088 196
...	366 007 479	25 000 000	(31 164 607)	359 842 872		212 104 077	147 738 795	...	212 387 682
Sécurité et sûreté									
...	7 495 000	...	(55 000)	7 440 000	Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées en vertu de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	7 440 000	...	...	7 494 991
...	200 000	...	...	200 000	Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du Programme Opération Gareautrain	200 000	...	...	200 000
...	384 700	...	(384 700)	...	Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	...	...	...	...
...	6 000 000	...	...	6 000 000	Contribution aux compagnies aériennes pour améliorer la sûreté des postes de pilotage	3 452 178	2 547 822	...	25 368 760
...	180 860	...	60 287	241 147	Code canadien de sécurité :				
...	151 460	...	50 487	201 947	Terre-Neuve-et-Labrador	241 147	...	...	241 147
...	310 220	...	103 407	413 627	Île-du-Prince-Édouard	201 947	...	...	201 947
...	222 020	...	74 007	296 027	Nouvelle-Écosse	413 627	...	...	413 627
...	739 460	...	246 487	985 947	Nouveau-Brunswick	296 027	...	...	296 027
...	1 115 780	...	371 927	1 487 707	Québec	985 947	...	...	985 947
...	274 940	...	91 647	366 587	Ontario	1 487 707	...	...	1 487 707
...	...	...	...	...	Manitoba	366 587	...	...	733 173



...	289 640	...	96 547	386 187	Saskatchewan	386 187	...	...	386 187
...	510 140	...	170 047	680 187	Alberta	680 187	...	...	680 187
...	386 660	...	128 887	515 547	Colombie-Britannique	515 547	...	...	515 547
...	130 880	...	43 627	174 507	Territoires du Nord-Ouest	174 507	...	...	174 507
...	130 880	...	43 627	174 507	Yukon	174 507	...	...	174 507
...	...	...	104 000	104 000	Contribution à l'Aéroport international d'Ottawa Macdonald- Cartier pour des modifications de la sûreté	103 516	484	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	269 250
...	18 522 640	...	1 145 284	19 667 924		17 119 618	2 548 306	...	39 623 511
...	...	...	...	...	Administration du ministère				
...	...	...	...	...	Contribution à la Société du 100ième anniversaire de vol	...	...	...	100 000
...	<b>431 261 453</b>	<b>143 450 040</b>	<b>(32 059 989)</b>	<b>542 651 504</b>	<b>Total—Contributions</b>	<b>338 424 281</b>	<b>204 227 223</b>	...	<b>293 171 864</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité</b>									
...	70 717 881	118 450 040	(2 040 666)	187 127 255	Politiques	133 175 848	53 951 407	...	64 437 791
...	366 007 479	25 000 000	(31 164 607)	359 842 872	Programmes et cessions	212 104 077	147 738 795	...	212 387 682
...	18 522 640	1	2 287 283	20 809 924	Sécurité et sûreté	18 221 618	2 588 306	...	39 723 511
...	...	...	...	...	Administration du ministère	...	...	...	100 000
...	<b>455 248 000</b>	<b>143 450 041</b>	<b>(30 917 990)</b>	<b>567 780 051</b>	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>363 501 543</b>	<b>204 278 508</b>	...	<b>316 648 984</b>

(S) Paiement de transfert législatif.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
<b>Ministère</b>				Gendarmerie royale du Canada	...	80 374	85 332
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>				Services de pilotages	10 945 000	9 614 421	8 050 067
Politiques				Recherche et développement	5 326 000	3 870 253	3 756 750
Recouvrement des coûts—Inspections réglementaires	...	64	...	Droits réglementaires de sécurité maritime	7 744 000	9 371 032	8 463 750
Location	118 000	122 590	111 340	Concessions	...	2 545	2 138
Prévisions des services de l'air	160 000	225 022	274 132	Frais de services aux aéroports	...	50	...
Divers	398 000	416 701	348 535	Paiements des autorités des aéroports	...	...	199
	676 000	764 377	734 007	Centre d'essais des véhicules automobiles	280 000	194 544	...
Programmes et cessions				Frais de règlements de l'aviation canadiens	9 611 000	7 962 329	9 197 762
Ventes	208 000	120 406	92 720	Programme d'immatriculation des véhicules importés	475 000	1 526 149	...
Formation	...	...	347	Divers	87 000	1 225 352	2 638 546
Recouvrement des coûts—Inspections réglementaires	...	...	428		51 889 400	55 587 453	52 478 971
Droits d'atterrissage	2 733 000	2 902 366	5 181 092	Administration du ministère			
Location	6 813 000	7 915 273	8 603 127	Ventes	...	2 158	542 047
Location/Permis	62 000	63 353	89 287	Formation	...	...	26 169
Concessions	796 000	860 629	1 841 091	Recouvrement des coûts—Inspections réglementaires	...	...	2 240
Quayage	2 738 000	3 508 392	4 898 392	Location	748 000	914 500	956 612
Frais de service aux aéroports	...	66 428	19 666	Gendarmerie royale du Canada	170 000	2 651	3 101
Frais de stationnements des aéronefs	8 000	43 752	56 552	Concessions	14 000	15 801	15 135
Frais d'entreposage aux ports publics	331 000	747 756	1 172 373	Divers	152 250	178 577	219 842
Mouillage	836 000	884 443	1 016 853		1 084 250	1 113 687	1 765 146
Droits de port	3 478 000	4 383 223	3 851 121	<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
Droits de services publics dans les ports	29 000	176 273	70 945	<b>Budgétaire</b>	<b>339 277 000</b>	<b>295 950 092</b>	<b>385 289 314</b>
Redevances générales d'aérogare	2 394 000	2 193 053	3 700 218				
Paiements des autorités des aéroports	261 895 350	213 143 220	296 370 083				
Paiements reliés aux biens meubles des autorités des aéroports	3 180 000	1 297 825	3 180 863				
Frais de règlements de l'aviation canadiens	...	140	...				
Divers	126 000	178 043	166 032				
	285 627 350	238 484 575	330 311 190				
Sécurité et sûreté							
Ventes	859 000	247 626	250 932				
Formation	...	137 866	117 487				
Recouvrement des coûts—Inspections réglementaires	769 400	1 975 520	2 216 230				
Entretien d'aéronefs	13 728 000	17 136 427	15 458 864				
Instruction en vol	1 975 000	2 029 813	2 123 531				
Frais d'inspections sur rail	90 000	207 538	111 734				
Location	...	5 614	5 649				

## Revenus

	Exercice en cours		Exercice précédent			Exercice en cours		Exercice précédent	
	\$		\$			\$		\$	
<b>Ministère</b>					Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	242 072 455	251 822 090	249 091 504	259 965 788
<b>Autres revenus—</b>					Services de nature réglementaire—				
Revenus de placements— <sup>(1)</sup>					Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	16 503 896		16 407 827	
Prêts, placements et avances—					Services de nature non réglementaire—				
Société immobilière du Canada limitée—Dividendes	4 999 990		4 599 990		Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	18 226 503		23 258 058	
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent	58 157		110 027		Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	228 889		239 447	
Administration portuaire de Saint John	236 421		229 571		Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	34 094 845	52 550 237	39 180 967	62 678 472
Administration portuaire de Prince Rupert	83 252		100 600		Ventes de biens et de produits d'information—				
Administration portuaire de St. John's	87 106		78 160		Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	139 012		101 423	
Administration portuaire de Halifax	976 547		536 996		Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	501 626	640 638	901 571	1 002 994
Administration portuaire de Trois-Rivières	103 976		100 650		Autres frais et droits—				
Administration portuaire de Vancouver	4 020 788		3 852 842		Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	(1 942 018)		590 217	
Administration portuaire de Port Alberni	56 710		59 284		Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	12 013	(1 930 005)	1 430 428	2 020 645
Administration portuaire de Toronto	175 565		53 946		Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 759 521		4 108 045	
Administration portuaire de Sept-Îles	170 028		156 753		Revenus divers—				
Administration portuaire de Québec	355 697		318 428		Amendes	973 513		1 062 899	
Administration portuaire de Montréal	3 354 354		3 184 674		CTMA Traversier Ltée	39		832 671	
Administration portuaire de Thunder Bay	26 985		71 404		Location à bail de wagons-trémies—CN	8 548 515		5 670 760	
Administration portuaire de Windsor	27 171		28 556		Location à bail de wagons-trémies—CP	8 145 533		9 083 351	
Administration portuaire de Hamilton	366 281		388 500		Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CN	1 097 435		286 813	
Administration portuaire de Nanaimo	102 999		98 865						
Administration portuaire de North Fraser	54 916		55 900						
Administration portuaire de Fraser River	353 189		292 096						
Administration portuaire de Belledune	124 502		122 330						
Administration portuaire de Saguenay	39 317		35 813						
	15 773 951		14 475 385						
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—									
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	853 086		1 056 515						
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—Ponts									
Jacques-Cartier et Champlain	1 145 632		...						
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	1 728 870		5 323 267						
	3 727 588		6 379 782						
Ventes de biens et de services—									
Droits et privilèges—									
Permis de transport d'explosif	5 220 381		59 629						
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent	(294 854)		4 855 925						
	4 925 527		4 915 554						
Location et utilisation de biens publics—									
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	857 188		1 738 232						
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	8 892 447		9 136 052						

## Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Revenus pour les frais de surestaries reliés aux wagons-trémies du CN	595 260	391 161	<b>Tribunal d'appel des transports du Canada</b> <sup>(4)</sup>		
Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CP	278 330	...	<b>Autres revenus—</b>		
Vieux-Port de Montréal	2 404 426	2 314 699	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Compensation pour la guerre du golfe contre l'Irak	...	419 949	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	3 009
Revenus de redevances	150 134	...	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	4 298
Great West Life—Remboursement Ports Canada	...	95 202		...	7 307
Produits de cession des ventes de biens immobiliers	548 175	796 305	<b>Total du programme</b>	...	<b>7 307</b>
Divers	273 139	1 256 187			
	23 014 499	22 209 997	<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
<b>Total du ministère</b>	<b>369 787 942</b>	<b>394 164 489</b> <sup>(3)</sup>	Autres revenus—		
<b>Office des transports du Canada</b>			Revenus de placements	15 773 951	14 475 385
<b>Autres revenus—</b>			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 787 667	6 487 758
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Ventes de biens et de services	324 525 271	347 004 452
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 547	12 423	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 759 521	4 108 045
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	49 532	88 246	Revenus divers	23 027 958	22 212 498
	60 079	100 669			
Ventes de biens et de services—			<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<b>369 874 368</b>	<b>394 288 138</b> <sup>(2)(3)</sup>
Droits et privilèges	27	33			
Ventes de biens et de produits d'information—					
Produits des ventes des ordres et décisions	2 203	3 063			
Autres frais et droits—					
Frais pour services rendus à des compagnies	10 658	76			
Divers	...	10 000			
	10 658	10 076			
	12 888	13 172			
Revenus divers	13 459	2 501			
<b>Total du programme</b>	<b>86 426</b>	<b>116 342</b>			

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, la Société immobilière du Canada Limitée a été transférée à Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 553 877 024 \$.

(3) Au cours de l'exercice, la Société canadienne des postes a été transférée à l'Agence des douanes et du revenu du Canada. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 16 700 000 \$.

(4) Au cours de l'exercice, le Tribunal de l'aviation civile a été remplacé par le Tribunal d'appel des transports du Canada.

# SECTION 26

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*  
**2003-2004**

## **Travaux publics et Services gouvernementaux**

**Ministère  
Communication Canada**

### **SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité . . . . .	26.2
Sommaire du portefeuille ministériel . . . . .	26.4
Programmes par secteur d'activité. . . . .	26.7
Paievements de transfert . . . . .	26.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . . .	26.10
Revenus . . . . .	26.10

**Ministère**

Programme des services gouvernementaux

**Objectifs**

Le Programme des services gouvernementaux (PSG) fournit une vaste gamme de services pour aider les ministères et organismes clients à atteindre leurs objectifs. Le PSG offre la meilleure valeur pour le gouvernement dans le contexte des politiques gouvernementales en accordant toute l'importance voulue aux principes de circonspection, de probité et de transparence.

**Description des secteurs d'activité***Services immobiliers*

- Fournir des environnements de travail productifs pour quelque 189 000 employés fédéraux dans une centaine de ministères et d'organismes et gérer un parc immobilier de 6,6 millions de mètres carrés de superficie.
- Exercer un leadership dans l'immobilier et assurer la régie comme gardien des immeubles à bureaux et installations à vocation commune du gouvernement fédéral, de même que de différents ouvrages publics de génie (par exemple des ponts et des barrages), notamment des trésors nationaux comme la Cité parlementaire et d'autres à caractère patrimonial partout au Canada.
- Fournir des conseils stratégiques et spécialisés, des services professionnels et techniques (notamment l'architecture et le génie, l'immobilier et la gestion des biens et installations) aux autres ministères et organismes. La fonction des services comprend aussi l'administration, pour le gouvernement fédéral, des paiements en remplacement des impôts et du Fonds renouvelable pour l'aliénation des biens immobiliers, qui permet d'aliéner les biens immo-

biliers excédentaires par rapport aux besoins du gouvernement.

*Service des approvisionnements*

- Acquérir des biens et des services au nom du gouvernement fédéral.
- Gérer le processus d'approvisionnement en aidant les clients dans la définition des besoins, dans les appels d'offres et l'évaluation des propositions, ainsi que dans la négociation et l'administration des contrats.
- Gérer tous les aspects des grands projets (plus de 100 millions de dollars) se rapportant aux achats.
- Fournir des services spécialisés aux ministères clients, par exemple : les services d'inspection maritime et les services techniques connexes, les services de sécurité industrielle et d'enquêtes de sécurité sur le personnel, la gestion des biens saisis, la gestion des voyages, les normes adoptées par consensus et les services d'évaluation de la conformité.
- Assurer des services d'aliénation pour les ministères clients.

*Receveur général*

- Gérer les opérations du Trésor fédéral et appuyer la prestation de fonds aux Canadiens et Canadiennes, notamment en émettant les paiements du receveur général pour les principaux programmes du gouvernement.
- Administrer l'encaissement, le transfert, la détention, le débours, la concordance et la surveillance des fonds publics.
- Mettre à jour les Comptes du Canada, établir des rapports à ce sujet et produire les états financiers.

*Rémunération de la fonction publique*

- Administrer les processus de la paye, des pensions et de l'assurance-maladie et l'assurance-invalidité pour les employés fédéraux et les pensionnés.
- Fournir des services de gestion des pensions au ministère de la Défense nationale et aux participants au régime de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

*Services communs de télécommunications et d'informatique*

- Fournir des services de gestion de l'information et de technologie de l'information (GI-TI), sur demande, à tous les ministères et organismes fédéraux.
- Jouer le rôle d'un principal mandataire dans la fourniture des systèmes de GI-TI et de télécommunications du gouvernement du Canada, conformément au modèle d'infrastructure électronique commun établi en partenariat avec les autres ministères.
- Exercer un leadership en appuyant les initiatives pangouvernementales pour résoudre les problèmes essentiels de GI-TI, par exemple l'élaboration d'une infrastructure stratégique commune et le renouvellement des collectivités.
- Offrir les types suivants de services au nom du gouvernement, aux ministères et aux organismes :
  - services consultatifs stratégiques;
  - services de gestion de l'infrastructure commune;
  - services de télécommunications;
  - services opérationnels d'informatique et de réseau;
  - services de gestion et de développement des applications;
  - services de formation et d'enseignement professionnels.

### *Conseils et Vérification Canada*

- Fournir, à titre optionnel et moyennant des honoraires de services, des services d'expertise-conseil et de vérification aux ministères et aux organismes du gouvernement fédéral partout au Canada et, sur demande, aux administrations étrangères et aux organismes internationaux.
- Aider les clients à mieux servir le grand public, en améliorant la gestion, l'exploitation et l'administration du secteur public tout en respectant les priorités et les besoins du gouvernement.
- Mettre l'accent sur l'excellence dans le service à la clientèle, en partageant les compétences du secteur public et en s'occupant des secteurs particulièrement pertinents pour le gouvernement fédéral.
- Adapter les services pour répondre aux besoins des gestionnaires de la fonction publique et pour respecter les priorités du gouvernement.
- Offrir des services en partenariat avec le secteur privé grâce à la sous-traitance.

### *Bureau de la traduction*

- Fournir des services et des produits de traduction, d'interprétation et de terminologie au Parlement du Canada, à la magistrature et aux ministères et organismes fédéraux dans les deux langues officielles et dans d'autres langues au besoin.
- Sur demande, fournir ces services aux autres gouvernements au Canada et aux organismes internationaux.
- Normaliser la terminologie du gouvernement fédéral.
- Équilibrer les dépenses opérationnelles avec le revenu global résultant du recouvrement des fonds auprès des clients et des crédits.

### *Soutien opérationnel*

- Apporter un soutien aux cabinets du ministre et de la sous-ministre.
- Fournir des services de GI-TI aux secteurs d'activité de TPSGC et des services de sécurité des technologies de l'information pour les secteurs, les opérations et la plate-forme électronique du Ministère, en plus des services communs de GI-TI.
- Fournir des services ministériels à l'échelle nationale dans le domaine des finances, des communications, de la vérification et de l'examen, du bureau de l'élaboration de l'éthique, des ressources humaines, de la gestion du matériel, de la sécurité, du règlement des réclamations contractuelles, de la politique et de la planification ministérielles, de la gestion des portefeuilles, de leur fonction de secrétariat ministériel et des services juridiques.

### **Communication Canada**

#### **Objectifs**

L'objectif de Communication Canada est de fournir aux citoyens des produits de communication et des services du gouvernement du Canada, et d'offrir aux ministères clients et aux organismes centraux un soutien efficace en matière de communication.

Communication Canada adopte une approche corporative envers les communications et la prestation de services; il utilise la technologie et fait de la recherche sur les besoins des citoyens afin de répondre à leurs désirs en matière d'information. Ses activités sont réalisées au nom et pour le gouvernement du Canada dans son ensemble. Cette perspective d'ensemble complète les services et les produits de communication offerts par les ministères et les organismes tout en leur fournissant contexte et soutien.

### **Description des secteurs d'activité**

#### *Communications corporatives*

Fournir aux citoyens de multiples voies d'accès aux services et aux renseignements du gouvernement du Canada par l'entremise : du site Web du Canada; du numéro sans frais 1 800 O-Canada; des Éditions du gouvernement du Canada; de la Gazette du Canada; du Programme des services de dépôt; des campagnes d'information (à la télévision, dans les journaux, à la radio), des activités et des produits d'information nationaux et régionaux; des commandites; de la participation du gouvernement du Canada à des foires et des expositions; de l'organisation de tournées ministérielles et d'autres activités axées sur les communautés.

Fournir des conseils en matière de communication aux ministères et aux organismes centraux en leur apportant un soutien administratif par l'entremise : de la coordination de la publicité, de la recherche sur l'opinion publique et l'organisation des communications régionales; des produits de recherche; des outils électroniques; de suivi et de l'analyse de l'information diffusée par les médias électroniques; des calendriers d'événements et de la gestion de projets de communication.

## Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					<b>Ministère</b>				
					Programme des services gouvernementaux				
...	1 840 511 000	...	...	1 840 511 000	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	115 754 923	...	115 754 923	1a Dépenses de fonctionnement				
...	...	148 506 339	...	148 506 339	1b Virement de 56 587 781 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 5 670 000 \$ du crédit 10 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	56 587 781	56 587 781	Virement du : crédit 5				
...	...	...	5 670 000	5 670 000	crédit 10				
...	...	...	884 918	884 918	CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	22 036 000	22 036 000	CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	1 840 511 000	264 261 262	85 178 699	2 189 950 961	Total—Crédit 1	1 935 417 437	254 533 524	...	1 915 656 406
...	368 684 000	...	...	368 684 000	5 Dépenses en capital				
...	...	...	(56 587 781)	(56 587 781)	Virement au crédit 1				
...	368 684 000	...	(56 587 781)	312 096 219	Total—Crédit 5	279 246 131	32 850 088	...	434 018 046
...	6 111 002	...	...	6 111 002	10 Subventions et contributions				
...	...	...	(5 670 000)	(5 670 000)	Virement au crédit 1				
...	6 111 002	...	(5 670 000)	441 002	Total—Crédit 10	363 495	77 507	...	4 633 817
...	66 946	...	(54)	66 892	(S) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile	66 892	...	...	66 946
...	68 166 000	...	42 842 188	111 008 188	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	111 008 188	...	...	76 391 422
5 906 323	(16 647 000)	...	16 647 000	5 906 323	(S) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(14 907 063)	13 326 777 <sup>(2)</sup>	7 486 609	(12 269 346)
30 280 547	(129 000)	...	129 000	30 280 547	(S) Fonds renouvelable des services optionnels	(5 046 142)	...	35 326 689	1 148 049
21 530 251	(1 100 000)	...	1 100 000	21 530 251	(S) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada				
...	...	...	226 349	226 349	Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
21 530 251	(1 100 000)	...	1 326 349	21 756 600	Total	(3 772 800)	...	25 529 400	(348 528)
29 275 807	3 300 000	10 000 000	(13 300 000)	29 275 807	(S) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction				
...	...	...	29 475 451	29 475 451	Virement du CT, crédit 5 <sup>(1)</sup>				
29 275 807	3 300 000	10 000 000	16 175 451	58 751 258	Total	30 587 091	...	28 164 167	(2 000 846)



150 000 000	...	...	...	150 000 000	(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers	...	...	150 000 000	...
36 737 563	...	...	...	36 737 563	(S)	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	(5 106 708)	...	41 844 271	(982 899)
100 000 000	...	...	...	100 000 000	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense	...	...	100 000 000	...
...	...	...	2 650 537	2 650 537	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	2 650 537	...	...	4 396 480
218 384	...	...	202 150	420 534	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	116 318	102 066	202 150	216 692
...	...	...	38 822	38 822	(S)	Montants adjugés par une cour	38 822	...	...	6 545
...	...	...	7 948	7 948	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	7 948	...	...	831
...	...	...	434 968 564	434 968 564	(S)	Païement en remplacement d'impôts fonciers versées aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	434 968 564	...	...	428 741 292
...	...	...	(435 890 355)	(435 890 355)	(S)	Recouvrements des ministères responsables	(435 890 355)	...	...	(426 771 800)
373 948 875	2 268 962 948	274 261 262	102 018 518	3 019 191 603		Total budgétaire	2 329 748 355	300 889 962	388 553 286	2 422 903 107
1 464 757	...	...	...	1 464 757	L15b	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 22 000 000 \$ (Net)	(286 333)	...	1 751 090	(68 224)
42 367 108	...	...	...	42 367 108	(S)	(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	(11 623 605)	...	53 990 713	2 167 390
43 831 865	...	...	...	43 831 865		Total non budgétaire	(11 909 938)	...	55 741 803	2 099 166
<b>373 948 875</b>	<b>2 268 962 948</b>	<b>274 261 262</b>	<b>102 018 518</b>	<b>3 019 191 603</b>		<b>Total du ministère—</b>	<b>2 329 748 355</b>	<b>300 889 962</b>	<b>388 553 286</b>	<b>2 422 903 107</b>
<b>43 831 865</b>	...	...	...	<b>43 831 865</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>(11 909 938)</b>	...	<b>55 741 803</b>	<b>2 099 166</b>
						<b>Non budgétaire</b>				
<b>Communication Canada</b>										
...	62 726 000	...	...	62 726 000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	28 246 741	...	28 246 741	15a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	9 897 950	...	9 897 950	15b	Virement de 1 680 000 \$ du crédit 20 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	1 680 000	1 680 000		Virement du : crédit 20				
...	...	...	2 722 414	2 722 414		CT, crédit 10 <sup>(1)</sup>				
...	...	...	300 000	300 000		CT, crédit 15 <sup>(1)</sup>				
...	62 726 000	38 144 691	4 702 414	105 573 105		Total—Crédit 15	85 834 252	19 738 853	...	118 659 446
...	31 250 000	...	...	31 250 000	20	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	20a	Subventions				
...	...	...	(1 680 000)	(1 680 000)		Virement au crédit 15				
...	31 250 000	1	(1 680 000)	29 570 001		Total—Crédit 20	14 769 660	14 800 341	...	2 303 000
...	4 989 000	...	1 018 839	6 007 839	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 007 839	...	...	5 454 547
1 988	...	...	7 228	9 216	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	1 988	7 228	...
...	...	...	83	83	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	83	...	...	3 117
<b>1 988</b>	<b>98 965 000</b>	<b>38 144 692</b>	<b>4 048 564</b>	<b>141 160 244</b>		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>106 611 834</b>	<b>34 541 182</b>	<b>7 228</b>	<b>126 420 110</b>

## Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
						<b>Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones<sup>(3)</sup></b>				
...	52 870 000	...	(52 870 000)	...	25	Dépenses du programme				
...	...	32 263 000	(32 263 000)	...	25a	Dépenses du programme				
...	52 870 000	32 263 000	(85 133 000)	...		Total—Crédit 25	...	...	...	
...	3 683 000	...	(3 683 000)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	
...	<b>56 553 000</b>	<b>32 263 000</b>	<b>(88 816 000)</b>	...		<b>Total du programme—Budgétaire</b>	...	...	...	
<b>373 950 863</b>	<b>2 424 480 948</b>	<b>344 668 954</b>	<b>17 251 082</b>	<b>3 160 351 847</b>		<b>Total du portefeuille ministériel—</b>				
<b>43 831 865</b>	...	...	...	<b>43 831 865</b>		<b>Budgétaire</b>	<b>2 436 360 189</b>	<b>335 431 144</b>	<b>388 560 514</b>	
						<b>Non budgétaire</b>	<b>(11 909 938)</b>	<b>...</b>	<b>2 549 323 217<sup>(3)</sup></b>	
								<b>55 741 803</b>	<b>2 099 166</b>	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

(2) Le 19 janvier 1995, la décision du Conseil du Trésor a été rendue, étant entendu que l'excédent de 5 000 000 \$ accumulé à la fin de l'exercice sera versé au Trésor.

(3) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré au Conseil privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 55 784 096 \$.

## Programmes par secteur d'activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>												
Programme des services gouvernementaux												
Services immobiliers	3 070 193 488	2 581 707 443	312 096 219	279 246 131	(480 789)	(558 296)	1 347 898 480	1 251 120 991	...	...	2 033 910 438	1 609 274 287
Service des approvisionnements	321 485 774	272 573 500	...	...	...	...	154 642 241	131 475 909	...	...	166 843 533	141 097 591
Receveur général	121 152 248	117 194 177	...	...	...	...	22 056 831	22 055 907	...	...	99 095 417	95 138 270
Rémunération de la fonction publique	73 406 750	74 013 660	...	...	...	...	42 768 383	42 768 383	...	...	30 638 367	31 245 277
Services communs de télécommunications et d'informatique	361 884 100	319 733 545	...	...	...	...	172 241 663	176 240 285	...	...	189 642 437	143 493 260
Conseils et Vérification Canada	121 258 639	125 469 960	...	...	...	...	99 500 000	129 242 760	...	...	21 758 639	(3 772 800)
Bureau de la traduction	302 793 397	279 888 014	...	...	...	...	193 200 000	198 459 463	...	...	109 593 397	81 428 551
Soutien opérationnel	413 957 232	378 027 722	...	...	...	...	146 247 857	146 183 803	...	...	267 709 375	231 843 919
Fonds renouvelable de la production de défense	100 000 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	100 000 000	...
Étendre la portée du crédit L29g de Finances	...	...	...	...	...	...	...	...	1 464 757	(286 333)	1 464 757	(286 333)
Administration des biens saisis	...	...	...	...	...	...	...	...	42 367 108	(11 623 605)	42 367 108	(11 623 605)
-----												
Sous-total—												
Budgétaire	4 886 131 628	4 148 608 021	312 096 219	279 246 131	(480 789)	(558 296)	2 178 555 455	2 097 547 501	...	...	3 019 191 603	2 329 748 355
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	43 831 865	(11 909 938)	43 831 865	(11 909 938)
Revenus affectés aux dépenses	(2 178 555 455)	(2 097 547 501)	...	...	...	...	(2 178 555 455)	(2 097 547 501)	...	...	...	...
<b>Total du programme—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>2 707 576 173</b>	<b>2 051 060 520</b>	<b>312 096 219</b>	<b>279 246 131</b>	<b>(480 789)</b>	<b>(558 296)</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>3 019 191 603</b>	<b>2 329 748 355</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>43 831 865</b>	<b>(11 909 938)</b>	<b>43 831 865</b>	<b>(11 909 938)</b>
<b>Total du ministère—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>2 707 576 173</b>	<b>2 051 060 520</b>	<b>312 096 219</b>	<b>279 246 131</b>	<b>(480 789)</b>	<b>(558 296)</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>3 019 191 603</b>	<b>2 329 748 355</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>43 831 865</b>	<b>(11 909 938)</b>	<b>43 831 865</b>	<b>(11 909 938)</b>
<b>Communication Canada</b>												
Communications corporatives	132 940 243	103 960 040	...	...	29 570 001	14 769 660	21 350 000	12 117 866	...	...	141 160 244	106 611 834
Revenus affectés aux dépenses	(21 350 000)	(12 117 866)	...	...	...	...	(21 350 000)	(12 117 866)	...	...	...	...
<b>Total du programme—Budgétaire</b>	<b>111 590 243</b>	<b>91 842 174</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>29 570 001</b>	<b>14 769 660</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>141 160 244</b>	<b>106 611 834</b>
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>												
<b>Budgétaire</b>	<b>2 819 166 416</b>	<b>2 142 902 694</b>	<b>312 096 219</b>	<b>279 246 131</b>	<b>29 089 212</b>	<b>14 211 364</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>3 160 351 847</b>	<b>2 436 360 189</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>43 831 865</b>	<b>(11 909 938)</b>	<b>43 831 865</b>	<b>(11 909 938)</b>

## Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Ministère</b>									
Programme des services gouvernementaux									
<b>Subventions</b>									
Services immobiliers									
...	79 002	...	...	79 002	79 002	...	...	79 002	
...	422 377 230	...	12 591 334	434 968 564	434 968 564	...	...	428 741 292	
...	(422 377 230)	...	(13 513 125)	(435 890 355)	(435 890 355)	...	...	(426 771 800)	
...	79 002	...	(921 791)	(842 789)	(842 789)	...	...	2 048 494	
Soutien opérationnel									
...	...	...	...	...	...	...	...	3 174 000	
...	<b>79 002</b>	...	<b>(921 791)</b>	<b>(842 789)</b>	<b>(842 789)</b>	...	...	<b>5 222 494</b>	
<b>Contributions</b>									
Services immobiliers									
...	12 000	...	...	12 000	12 000	...	...	12 000	
...	6 020 000	...	(5 670 000)	350 000	272 493	77 507	...	1 368 815	
...	<b>6 032 000</b>	...	<b>(5 670 000)</b>	<b>362 000</b>	<b>284 493</b>	<b>77 507</b>	...	<b>1 380 815</b>	
<b>Sommaire du ministère par secteur d'activité</b>									
...	6 111 002	...	(6 591 791)	(480 789)	(558 296)	77 507	...	3 429 309	
...	...	...	...	...	...	...	...	3 174 000	
...	<b>6 111 002</b>	...	<b>(6 591 791)</b>	<b>(480 789)</b>	<b>(558 296)</b>	<b>77 507</b>	...	<b>6 603 309</b>	
<b>Communication Canada</b>									
<b>Subventions</b>									
Communications corporatives									
...	1 000 000	1	1 320 000	2 320 001	1 294 397	1 025 604	...	2 059 000	

<b>Contributions</b>									
Communications corporatives									
Contributions à l'appui d'activités et de projets visant à favoriser la compréhension et l'appréciation de l'iden- tité canadienne et une prise de conscience sociale									
...	30 250 000	...	(3 000 000)	27 250 000		13 475 263	13 774 737	...	244 000
...	31 250 000	1	(1 680 000)	29 570 001	<b>Total du programme</b>	14 769 660	14 800 341	...	2 303 000
<b>Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones <sup>(1)</sup></b>									
<b>Contributions</b>									
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques									
...	1 800 000	...	(1 800 000)	...		...	...	...	...
...	1 800 000	...	(1 800 000)	...	<b>Total du programme</b>	...	...	...	...
...	39 161 002	1	(10 071 791)	29 089 212	<b>Total du portefeuille ministériel</b>	14 211 364	14 877 848	...	8 906 309 <sup>(1)</sup>

(S) Paiement de transfert législatif.

<sup>(1)</sup> Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré au Conseil privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 927 161 \$.

## Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
<b>Ministère</b>			
Programme des services gouvernementaux			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Services immobiliers	1 347 898 480	1 251 120 991	1 276 892 706
Service des approvisionnements	154 642 241	131 475 909	143 331 101
Receveur général	22 056 831	22 055 907	20 919 199
Rémunération de la fonction publique	42 768 383	42 768 383	41 765 096
Services communs de télécommunications et d'informatique	172 241 663	176 240 285	158 052 747
Conseils et Vérification Canada	99 500 000	129 242 760	119 473 155
Bureau de la traduction	193 200 000	198 459 463	198 548 606
Soutien opérationnel	146 247 857	146 183 803	134 059 530
Total budgétaire	2 178 555 455	2 097 547 501	2 093 042 140
<b>Non budgétaires (rentées disponibles pour être dépensées)</b>			
Recouvrement—Caisse d'avance fixe	1 464 757	286 333	68 224
Recouvrement—Biens saisis	...	46 431 533	25 046 729
Total non budgétaire	1 464 757	46 717 866	25 114 953
<b>Total du ministère—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>2 178 555 455</b>	<b>2 097 547 501</b>	<b>2 093 042 140</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>1 464 757</b>	<b>46 717 866</b>	<b>25 114 953</b>
<b>Communication Canada</b>			
<b>Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)</b>			
Communications corporatives	21 350 000	12 117 866	14 459 619
Total du programme—Budgétaire	21 350 000	12 117 866	14 459 619
<b>Total du portefeuille ministériel—</b>			
<b>Budgétaire</b>	<b>2 199 905 455</b>	<b>2 109 665 367</b>	<b>2 107 501 759</b>
<b>Non budgétaire</b>	<b>1 464 757</b>	<b>46 717 866</b>	<b>25 114 953</b>

## Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
<b>Ministère</b>		
Programme des services gouvernementaux		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 824 219	12 040 953
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	5 744 885	19 822 465
	11 569 104	31 863 418
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	354 266 110	(661 516)
Services de nature réglementaire—		
Bénéfices de bassins de radoub	3 887 990	...
Divers	168 700 597	5 293 349
	172 588 587	5 293 349
Services de nature non réglementaire—		
Location, licences et permis	1 485 485 291	48 644 054
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes de biens et de produits d'information	25 631 563	9 414 454
Vente d'immeubles	...	48 110
	25 631 563	9 462 564
Autres frais et droits	499 327	(729 182)
	2 038 470 878	62 009 269
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	202 150	218 384
Revenus divers—		
Dons à l'État	72 962	71 782
Gain sur change de monnaie étrangère	427 045	...
Immeuble saisie	17 496 327	...
Divers	29 717 883	30 187 961
	47 714 217	30 259 743
<b>Total du ministère</b>	<b>2 097 956 349</b>	<b>124 350 814</b>
<b>Communication Canada</b>		
<b>Autres revenus—</b>		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	269 038	124 750
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 291 614	...
	1 560 652	124 750

**Revenus—Fin**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information—		
Publications	10 088 802	12 127 514
Articles promotionnels	1 756 424	2 129 549
	<i>11 845 226</i>	<i>14 257 063</i>
Autres frais et droits	(9 295)	230 919
	<hr/> 11 835 931	<hr/> 14 487 982
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	<hr/> 7 228	<hr/> 1 988
Revenus divers	200	308 739
<b>Total du programme</b>	<hr/> <b>13 404 011</b>	<hr/> <b>14 923 459</b>
<b>Sommaire du portefeuille ministériel</b>		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	13 129 756	31 988 168
Ventes de biens et de services	2 050 306 809	76 497 251
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	209 378	220 372
Revenus divers	47 714 417	30 568 482
<b>Total du portefeuille ministériel</b>	<hr/> <b>2 111 360 360</b>	<hr/> <b>139 274 273</b> <sup>(1)</sup>

(1) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré au Conseil privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 39 815 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.



# SECTION 27

*COMPTES PUBLICS DU CANADA*

**2003-2004**

**Index**

**A**

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, *voir volume III, section 6*

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, *voir volume III, section 5*

ACTIFS NON FINANCIERS, *voir volume I, section 10*

Administration, Programme d', (Affaires indiennes et du Nord canadien), 3

Administration du pipe-line du Nord, 22

Affaires du Nord, Programme des, 3

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL, 2

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, 3

Affaires indiennes et inuites, Programme des, 3

Agence canadienne d'évaluation environnementale, 14

Agence canadienne d'inspection des aliments, 6

Agence canadienne de développement international, 2

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, 17

Agence de la consommation en matière financière du Canada, 15

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE, 4

AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA, 5

Agence Parcs Canada, 14

Agence spatiale canadienne, 17

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE, 6

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 1*

ANCIENS COMBATTANTS, 7

Anciens combattants, Programme des, 7

Archives nationales du Canada, 20

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, 1.48

**A—Fin**

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, 1.70

Autorisations disponibles des exercices antérieurs, 1.82

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, 1.90

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, 1.92

AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, *voir volume III, section 12*

AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, *voir volume III, section 11*

AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 11*

**B**

Bibliothèque du Parlement, 19

Bibliothèque nationale, 20

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, 10

Bureau de l'enquêteur correctionnel, 24

Bureau de l'infrastructure du Canada, 14

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones, 10

Bureau du surintendant des institutions financières, 15

**C**

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 12

Centre canadien de gestion, 10

Centre canadien des armes à feu, 24

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, 15

Centre de recherches pour le développement international, 2

Chambre des communes, 19

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, 8

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, 10

**C—Suite**

Comité des griefs des Forces canadiennes, 11

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, 24

Commissaire à la magistrature fédérale, 18

Commissaire aux langues officielles, 10

Commissariat à l'information du Canada, Programme du, 18

Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, Programme du, 18

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, 18

Commission canadienne de sûreté nucléaire, 22

Commission canadienne des affaires polaires, 3

Commission canadienne des droits de la personne, 18

Commission canadienne des grains, 6

Commission canadienne du lait, 6

Commission canadienne du tourisme, 17

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire, 11

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 8

Commission de la capitale nationale, 20

Commission de la fonction publique, 20

Commission des champs de bataille nationaux, 20

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, 24

Commission des relations de travail dans la fonction publique, 20

Commission du droit d'auteur, 17

Commission du droit du Canada, 18

Commission mixte internationale, 2

Commission nationale des libérations conditionnelles, 24

Communication Canada, 26

COMPTES CONSOLIDÉS, *voir volume I, section 4*

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*

**C—Fin**

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, 20  
Conseil canadien des normes, 17  
Conseil canadien des relations industrielles, 12  
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, 23  
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, 23  
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 20  
Conseil de recherches en sciences humaines, 17  
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 17  
Conseil des Arts du Canada, 20  
CONSEIL DU TRÉSOR, 9  
Conseil national de recherches du Canada, 17  
CONSEIL PRIVÉ, 10  
Corporation commerciale canadienne, 2  
Cour suprême du Canada, 18  
CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER, *voir volume I, section 5*

**D**

DÉFENSE NATIONALE, 11  
Dépenses ministérielles par article courant, 1.13  
Dépenses ministérielles par catégorie, 1.4  
Description des secteurs d'activité, Objectifs des programmes et—*Voir section ministérielle appropriée*  
Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, 1.12  
Détail des autres paiements de transfert, 1.11  
Détail des montants disponibles pour être dépensés—*Voir section ministérielle appropriée*  
DETTE PORTANT INTÉRÊT, *voir volume I, section 6*  
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, 12  
Directeur général des élections, 10  
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, 13

**E**

ENCAISSE ET DÉBITEURS, *voir volume I, section 7*  
Énergie atomique du Canada limitée, 22  
ENVIRONNEMENT, 14  
État des revenus et charges, 1.3  
ÉTATS FINANCIERS, AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AUX, *voir volume I, section 11*  
ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS, *voir volume III, section 2*  
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, *voir volume III, section 1*  
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET RAPPORT ET OBSERVATIONS DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE, *voir volume I, section 2*  
Exportation et développement Canada, 2

**F**

Financement agricole Canada, 6  
FINANCES, 15  
FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, *voir volume III, section 8*

**G**

Gendarmerie royale du Canada, 24  
GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 16

**I**

INDUSTRIE, 17  
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, *voir volume III, section 3*  
Instituts de recherche en santé du Canada, 23

**J**

JUSTICE, 18

**M**

Monnaie royale canadienne, 5  
Musée canadien de la nature, 20  
Musée canadien des civilisations, 20  
Musée des beaux-arts du Canada, 20  
Musée national des sciences et de la technologie, 20

**O**

Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité—*Voir section ministérielle appropriée*  
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, 21  
Office des transports du Canada, 25  
Office national de l'énergie, 22  
Office national du film, 20

**P**

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, *voir volume III, section 9*  
Paiements de transfert—*Voir section ministérielle appropriée*  
PAIEMENTS DE TRANSFERT, *voir volume III, section 7*  
PARLEMENT, 19  
PATRIMOINE CANADIEN, 20  
PÊCHES ET OCÉANS, 21  
Politiques économiques, sociales et financières, Programme des, 15  
PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, *voir volume I, section 9*  
PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, *voir volume III, section 10*  
Programmes par secteur d'activité—*Voir section ministérielle appropriée*  
Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, 1.33  
Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, 1.39  
Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), 1.42

**R**

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, 1.21  
 Récapitulation des charges externes par catégorie, 1.10  
 Récapitulation des revenus externes, 1.27  
 Revenus—*Voir section ministérielle appropriée*  
 Revenus ministérielles, 1.22  
 RESSOURCES NATURELLES, 22  
 REVENUS, CHARGES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, *voir volume I, section 3*

**S**

SANTÉ, 23  
 Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, 2  
 Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 10  
 Sénat, 19  
 Service administratif des tribunaux judiciaires, 18  
 Service canadien du renseignement de sécurité, 24  
 Service correctionnel, 24  
 Service de la dette publique, Programme du, 15

**S —Fin**

Services gouvernementaux, Programme des, 26  
 SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, *voir volume III, section 4*  
 Société canadienne d'hypothèques et de logement, 14  
 Société canadienne des postes, 5  
 Société d'assurance-dépôts du Canada, 15  
 Société d'expansion du Cap-Breton, 4  
 Société de développement du Cap-Breton, 22  
 Société du Centre national des Arts, 20  
 Société Radio-Canada, 20  
 SOLLICITEUR GÉNÉRAL, 24  
 Sommaire du portefeuille ministériel (de la provenance et de l'utilisation des autorisations)—*Voir section ministérielle appropriée*  
 Statistique Canada, 17

**T**

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 10  
 TABLEAUX SOMMAIRES, 1  
 Téléfilm Canada, 20

**T —Fin**

Transferts aux provinces, Programme fédéral de, 15  
 TRANSPORTS, 25  
 TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX, 26  
 Tribunal canadien des droits de la personne, 18  
 Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs, 12  
 Tribunal canadien du commerce extérieur, 15  
 Tribunal d'appel des transports du Canada, 25  
 Tribunal de la concurrence, 17  
 Tribunal des anciens combattants (révision et appel), Programme du, 7

**V**

Ventes de biens et de services, 1.29  
 Vérificateur général, 15